This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

H.76

I-nt 188.46

BOUGHT WITH
THE GIFT OF
WILLIAM GRAY,
Of Boston, Mass.
(Class of 1829.)

Received 28 May,
1860.

RECUEIL MANUEL ET PRATIQUE

DE

TRAITÉS, CONVENTIONS

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES.

TOME SEPTIÈME.

RECUEIL

MANUEL ET PRATIQUE

DE

TRAITÉS, CONVENTIONS

ET

AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES,

SUR LESQUELS SONT ÉTABLIS

LES RELATIONS ET LES RAPPORTS EXISTANT AUJOURD'HUI ENTRE LES DIVERS ÉTATS SOUVERAINS DU GLOBE, DEPUIS L'ANNÉE 1760 JUSQU'A L'ÉPOQUE ACTUELLE.

PAR

Baron Charles Baron Ferdinand

LE B^N CH. DE MARTENS ET LE B^N FERD. DE CUSSY.

TOME SEPTIÈME.

LEIPZIG

F. A. BROCKHAUS.

1857.

Int 188.46

GRANDE-BRETAGNE ET PAYS-BAS. 1852

Convention entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, concernant le commerce et la navigation avec les îles Ioniennes, signée à Londres, le 14 Janvier 1852.

(En anglais et en hollandais.)

Art. I. The inhabitants and vessels of the Ionian Islands shall enjoy, in the dominions of His Majesty the King of the Netherlands, all the advantages, which are granted by the treaty of the 27th of October 1837, between the Netherlands and Great Britain, and by the convention additional to that treaty, signed on the 27th of March 1851, to the inhabitants and vessels of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, as soon and for so long as the Government of the Ionian Islands shall grant to the inhabitants and vessels of the Netherlands the same advantages which are granted in those islands to the inhabitants and vessels of Great Britain; on condition that, in order to prevent abuses, every Ionian vessel, claiming the privileges of the said treaty and convention, shall be provided with a patent signed by the Lord High Commissioner or his representative.

Art. II. The present convention shall have the same duration as the said treaty of the 27th of Octobre 1837.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London, as soon as may be within three months after the day of signature.

In witness whereof, etc.

1852

SARDAIGNE ET SUÈDE.

Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la Suède, du 28 Novembre 1839, signée à Turin, le 25 Janvier 1852.

Art. I. A dater du 1er Mai 1852, les fers, les cuivres et les poissons secs et salés de toute espèce, provenant des royaumes-unis de Suède et de Norvége seront assimilés pour les droits à payer lors de leur importation dans les États de S. M. le roi de Sardaigne aux mêmes produits provenant de tout autre pays placé sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. II. Par conséquent les réductions de droits accordées à la Grande-Bretagne par le traité du 27 Février 1851 sur les produits mentionnés dans l'article précédent, telles qu'elles sont indiquées dans la note annexée à la présente convention, seront étendues aux mêmes produits provenant des royaumes-unis de Suède et Norvége; de même toute réduction de droit, qui pourra être ultérieurement accordée par le gouvernement sarde sur les mêmes objets, sera également étendue à ceux de provenance suèdoise ou norvégienne.

Art. III. En échange de ces avantages S. M. le roi de Suède et de Norvége s'engage de son côté à assimiler toutes les provenances du sol et de l'industrie du royaume de Sardaigne aux mêmes produits provenant du sol ou de l'industrie des nations, qui jouissent en Suède et en Norvége du traitement le plus privilégié; de sorte que les objets provenant du sol et de l'industrie du royaume de Sardaigne ne payeront d'autres ou de plus forts droits, que les mêmes objets provenant du sol et de l'industrie de tout autre pays.

Art. IV. En vertu du même principe les faveurs ou réductions de droit, qui par des traités antérieurs ont été concédées aux produits d'autres nations lors de leur importation en Suède et en Norvége seront également étendues aux mêmes produits provenant des États sardes; de même que ces produits participeront de tous les avantages, qui en matière de droits de douane ou de navigation pourront être accordés à l'avenir à ceux de toute autre nation.

Art. V. S. M. le roi de Suède et de Norvége s'engage en outre à n'appliquer dans aucun cas, tant que durera la présente convention, aux produits du sol et de l'industrie du royaume de Sardaigne les

surtaxes, qui en vertu de la législation existante en Suède et en Norvége pourront être imposées aux produits d'autres nations. 1852

Art. VI. Dans le cas que les réductions de droits accordées jusqu'ici dans les ports du royaume de Suède aux bâtimens nationaux à l'importation de certains articles de provenance transatlantique venaient, après l'époque fixée pour leur abolition, à être rétablies ou que d'autres faveurs analogues fussent accordées à la navigation nationale, les bâtimens sardes y participeraient pendant toute la durée de la présente convention.

Art. VII. Si par suite des révisions, que pourront subir successivement les tarifs aujourd'hui en vigueur en Suède et en Norvége, les droits, qui frappent actuellement le sel marin à son importation dans les ports des royaumes unis venaient à être réduits de 30 pour cent, alors le traitement accordé en vertu de la présente convention aux objets, dont il y est fait mention, provenant du sol et de l'industrie des royaumes-unis de Suède et de Norvége, lors de leur importation dans les États sardes, serait par ce fait étendu à toutes les provenances du sol et de l'industrie des deux royaumes-unis, de sorte que ces produits ne payeraient, lors de leur importation dans les États sardes, d'autres ni de plus forts droits que les mêmes produits provenant de tout autre pays.

Art. VIII. La présente convention, considérée comme additionnelle au traité du 28 Novembre 1839, sortira ses effets à dater du 1er Mai 1852, et restera en vigueur pendant trois ans à dater du même jour, et au-delà de ce terme ultérieurement jusqu'à l'expiration de 12 mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets ; — sa cessation éventuelle ne portera aucun préjudice à la continuation du traité de 1839.

Art. IX. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Naples dans l'espace de trois mois à dater du jour de sa signature ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Note annexée.

a) *Cuivre,* en pain, en rosettes, en fonds de chaudières, en plaques, cuivre ouvré et non ferré ; réduction de moitié des droits actuels.

b) *Fers,* fonte ouvrée simple, coussinets pour chemins de fer, fr. 8,00 au lieu de fr. 15,00 les 100 kilog. Fonte garnie d'autres métaux, fr. 12,00 au lieu de fr. 25,00. Fer de première fabrication, rails, fr. 10,00 au lieu de fr. 16,00 ; de seconde fabrication, fr. 15,00 au lieu de fr. 30,00 ; garni d'autres métaux, fr. 20,00 au lieu de

1852 fr. 40,00 ; ancres, canons, fr. 10,00 au lieu de fr. 20,00; instrumens propres aux arts mécaniques, fr. 12,50 au lieu de fr. 25,00 ; clous de toute espèce, chevilles, etc., fr. 12,50 au lieu de fr. 25,00 et de fr. 70,00 ; machines et mécaniques, fr. 5,00 au lieu de fr. 10,00 ; faux, faucilles ou serpettes, fers à repasser, etc., fr. 12,50 au lieu de fr. 25,00 ; enclumes, massues, socs de charrue, fr. 10,00 au lieu de fr. 20,00 ; ressorts de voiture et similaires, fr. 30,00 au lieu de fr. 60,00 ; vis de fer de toute espèce, fr. 12,50 au lieu de fr. 25,00 ; fils de fer, fr. 10,00 au lieu de fr. 20,00 par 100 kilogrammes.

c) *Armes*, blanches de toute espèce, réduction de moitié ; canons de fusils de chasse fr. 1,00 au lieu de fr. 2,00 la pièce ; canons de pistolets fr. 0,35 au lieu de fr. 0,75 la pièce.

d) *Morue*, réduction de 25 pour cent.

PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.

Convention sanitaire *entre la France, l'Autriche, les Deux-Siciles, l'Espagne, le Saint-Siége, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Portugal, la Russie, la Sardaigne, la Toscane et la Turquie, signée à Paris, le* 3 *Février* 1852.

Le prince-président de la république française, S. M. l'empereur d'Autriche, S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, S. M. la reine des Espagnes, S. S. le Pape, S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le roi de la Grèce, S. M. la reine de Portugal et des Algarves, S. M. l'empereur de toutes les Russies, S. M. le roi de Sardaigne, S. A. I. et R. l'archiduc grand-duc de Toscane, S. H. l'empereur de Turquie, étant également animés du désir de sauvegarder la santé publique dans leurs États respectifs, et de faciliter, autant qu'il dépend d'eux, le développement des relations commerciales et maritimes dans la Méditerranée, et ayant reconnu qu'un des moyens les plus efficaces pour amener ce résultat était d'introduire la plus grande uniformité possible dans le régime sanitaire observé jusqu'ici, et d'alléger ainsi les charges qui

pèsent sur la navigation, ont, chacun dans ce but, chargé deux dé- 1852
légués, réunis en conférence à Paris, de discuter et poser les principes sanitaires sur lesquels ils ont senti le besoin de s'entendre.

Le travail de la conférence ayant été approuvé par eux, ils ont résolu de négocier une convention spéciale, suivie d'un réglement sanitaire international, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Les hautes parties contractantes se réservent le droit de se prémunir, sur leurs frontières de terre, contre un pays malade ou compromis, et de mettre ce pays en quarantaine.

Quant aux arrivages par mer, elles conviennent en principe,

1° D'appliquer à la peste, à la fièvre jaune et au choléra les mesures sanitaires qui seront spécifiées dans les articles ci-après ;

2° De considérer comme obligatoire pour tous les bâtiments, la production d'une patente, sauf les exceptions mentionnées dans le réglement sanitaire international annexé à la présente convention.

Tout port sain aura le droit de se prémunir contre un bâtiment ayant à bord une maladie réputée importable, telle que le typhus et la petite verole maligne.

Les administrations sanitaires respectives pourront, sous leur responsabilité devant qui de droit, adopter des précautions contre d'autres maladies encore.

Il est bien entendu, toutefois,

1° Que les mesures exceptionnelles mentionnées dans les deux paragraphes précédents ne pourront être appliquées qu'aux navires infectés et ne compromettront, dans aucun cas, le pays de provenance ;

2° Que jamais aucune mesure sanitaire n'ira jusqu'à repousser un bâtiment quel qu'il soit.

Art. II. L'application des mesures de quarantaine sera réglée à l'avenir d'après la déclaration officiellement faite par l'autorité sanitaire instituée au port de départ, que la maladie existe réellement.

La cessation de ces mesures se déterminera sur une déclaration semblable, que la maladie est éteinte, après toutefois l'expiration d'un délai fixé à trente jours pour la peste, à vingt jours pour la fièvre jaune, et à dix jours pour le choléra.

Art. III. A partir de la mise à exécution de la présente convention, il n'y aura plus que deux patentes, la patente brute et la

1852 patente nette ; la première pour la présence constatée de maladie, la seconde pour l'absence attestée de maladie. La patente constatera l'état hygiénique du bâtiment. Un bâtiment en patente nette, dont les conditions seraient évidemment mauvaises et compromettantes, pourra être assimilé, par mesure d'hygiène, à un bâtiment en patente brute, et soumis au même régime.

Art. IV. Pour la plus facile application des mesures quarantenaires, les hautes parties contractantes conviennent d'adopter le principe d'un minimum et d'un maximum.

En ce qui concerne la peste, le minimum est fixé à dix jours pleins, et le maximum à quinze.

Dès que le gouvernement ottoman aura complété, dans les termes prévus par le réglement annexé à la présente convention, l'organisation de son service sanitaire, et que des médecins européens auront été établis, à la diligence des gouvernements respectifs, sur tous les points où leur présence a été jugée nécessaire, les provenances de l'Orient en patente nette seront admises en libre pratique dans tous les ports des hautes parties contractantes. En attendant, il est convenu que ces mêmes provenances arrivant en patente nette seront reçues en libre pratique, après huit jours de traversée, lorsque les navires auront à bord un médecin sanitaire, et après dix jours, quand ils n'en auront pas

Le droit est réservé aux pays les plus voisins de l'empire ottoman, tout en continuant leur régime quarantenaire actuel, de prendre, dans certains cas, telles mesures qu'ils croiront indispensables pour le maintien de la sanité publique.

En ce qui concerne la fièvre jaune, et lorsqu'il n'y aura pas eu d'accident pendant la traversée, le minimum sera de cinq jours pleins, et le maximum de sept jours.

Ce minimum pourra être abaissé à trois jours, lorsque la traversée aura duré plus de trente jours et si le bâtiment est dans de bonnes conditions d'hygiène. Quand des accidents se seront produits pendant la traversée, le minimum de la quarantaine à imposer aux bâtiments sera de sept jours, et le maximum de quinze.

Enfin pour le choléra, les provenances des lieux où régnera cette maladie pourront être soumises à une quarantaine d'observation de cinq jours pleins, y compris le temps de la traversée. Quant aux provenances des lieux voisins ou intermédiaires, notoirement compromis, elles pourront être aussi soumises à une quarantaine d'observation de trois jours, y compris la durée de la traversée.

Les mesures d'hygiène seront obligatoires dans tous les cas et contre toutes les maladies.

Art. V. Pour l'application des mesures sanitaires, les marchandises seront rangées en trois classes : la première pour les marchandises soumises à une quarantaine obligatoire et aux purifications; la seconde pour celles assujetties à une quarantaine facultative ; la troisième enfin, pour les marchandises exemptées de toute quarantaine. 1852

Le réglement sanitaire international spécifiera les objets et marchandises composant chaque classe, et le régime qui leur sera applicable en ce qui concerne la peste, la fièvre jaune et le choléra.

Art. VI. Chacune des hautes parties contractantes s'engage à maintenir ou à créer pour la réception des bâtiments, des passagers, des marchandises et autres objets soumis à quarantaine, le nombre de lazarets réclamé par les exigences de la santé publique, par le bien-être des voyageurs et par les besoins du commerce ; le tout dans les termes énoncés par le réglement sanitaire international.

Art. VII. Pour arriver, autant que possible, à l'uniformité dans les droits sanitaires, et pour n'imposer à la navigation de leurs États respectifs que les charges nécessaires pour couvrir simplement leurs frais, les hautes parties contractantes, sous la réserve des exceptions prévues dans le réglement sanitaire international, arrêtent en principe,

1° Que tous les navires arrivant dans un port payeront, sans distinction de pavillon, un droit sanitaire proportional sur leur tonnage ;

2° Que les navires soumis à une quarantaine payeront, en outre, un droit journalier de station ;

3° Que les personnes qui séjourneront dans les lazarets payeront un droit fixe, pour chaque journée de résidence dans ces établissements ;

4° Que les marchandises déposées et désinfectées dans les lazarets seront assujetties à une taxe au poids ou à la valeur.

Les droits et taxes mentionnés dans le présent article seront fixés par chaque gouvernement et signifiés aux autres parties contractantes.

Art. VIII. Afin d'amener également la plus grande uniformité possible dans l'organisation des administrations sanitaires, les hautes parties contractantes conviennent de placer le service de la santé publique dans les ports de leurs États qu'elles se réservent de désigner, sous la direction d'un agent responsable, nommé et rétribué par le gouvernement, et assisté d'un conseil représentant les intérêts locaux. Il y aura, en outre, dans chaque pays, un service d'inspection sanitaire qui sera réglé par les gouvernements respectifs.

1852 Dans tous les ports où les puissances contractantes entretiennent des consuls, un ou plusieurs de ces consuls pourront être admis aux déliberations des conseils sanitaires, pour y faire leurs observations, fournir des renseignements et donner leur avis sur les questions sanitaires.

Toutes les fois qu'il s'agira de prendre une résolution spéciale à l'égard d'un pays, et de le déclarer en quarantaine, l'agent consulaire de ce pays sera invité à se rendre au conseil et entendu dans ses observations.

Art. IX. L'application des principes généraux consacrés par les articles qui précèdent, et l'ensemble des mesures administratives qui en découlent, seront déterminés par le réglement sanitaire international annexé à la présente convention.

Art. X. La faculté d'accéder à la présente convention et à son annexe est expressément réservée à toutes les puissances qui consentiront à accepter les obligations qu'elles consacrent.

Art. XI. La présente convention et le réglement sanitaire international y annexé auront force et vigueur pendant cinq années.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des hautes parties contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention d'en faire cesser les effets en ce qui la concerne, ils resteront en vigueur pendant une année encore, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

Art. XII. Il est bien entendu que les hautes Puissances contractantes s'engagent réciproquement, les unes envers les autres, pour tout ce qui concerne l'ensemble comme les détails de la présente convention, dont le protocole demeurera ouvert à la signature des plénipotentiaires respectifs.

Art. XIII. La présente convention et son annexe seront ratifiées suivant les lois et usages de chacune des hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, etc.

Note.

Nous croyons devoir nous dispenser à faire suivre ici l'*Annexe* de cette convention relatif au *réglement sanitaire international,* formulé en 137 paragraphes. Nous nous bornons à en indiquer les divers *titres.*

Titre 1er. Dispositions générales. — Titre 2e. Mesures relatives au départ. — Titre 3e. Mesures sanitaires pendant la traversée. — Titre 4e. Mesures sanitaires à l'arrivée. — Titre 5e. Des quaran-

taines. — Titre 6e. Des lazarets. — Titre 7e. Des droits sanitaires. 1852
— Titre 8e. Des autorités sanitaires. — Titre 9e. Dispositions particulières pour l'Orient. — Titre 10e. Dispositions relatives à l'Amérique. [1]

FRANCE ET SARDAIGNE.

1.

Convention consulaire entre la France et la Sardaigne, signée à Turin, le 4 Février 1852.

Art. I. Les consuls généraux, les consuls et vice-consuls nommés par la Sardaigne et la France seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon la forme établie dans les territoires respectifs. L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais, et, sur l'exhibition du dit *exequatur*, les autorités administratives et judiciaires des ports, villes, ou lieux de leur résidence les y feront jouir immédiatement des prérogatives attachées à leurs fonctions dans leur arrondissement consulaire respectif.

Art. II. Les consuls généraux, les consuls et vice-consuls respectifs jouiront, dans les deux pays, des priviléges généralement attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires, et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobiliaires ou somptuaires, à moins toutefois qu'ils ne soient citoyens du pays, ou qu'ils ne deviennent soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers. Ces agents jouiront en outre de l'immunité personnelle, excepté pour les faits et actes que la législation pénale des deux pays qualifie de crimes, et punit comme tels; et s'ils sont négociants la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce, et non pour causes civiles.

Ils pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de leur maison, un tableau aux armes de leur nation, avec une inscription

[1] Dans le *Bulletin des lois de France*, de l'année 1853 N° 46, se trouve à la suite de la convention, le texte de cet Annexe.

1852 portant ces mots: *Consul de Sardaigne,* ou *Consul de France;* et aux jours de solemnités publiques, nationales ou religieuses, ils pourront aussi arborer sur la maison consulaire un pavillon aux couleurs de leur pays. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile; mais serviront avant tout à désigner aux matelots ou aux nationaux l'habitation consulaire.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls et leurs chanceliers ne pourront être sommés à comparaître comme témoins devant les tribunaux. Quand la justice du pays aura besoin de prendre quelque déclaration juridique de leur part, elle devra la leur demander par écrit ou se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls ou vice-consuls, leurs chanceliers ou secrétaires seront, de plein droit, admis à gérer, par intérim, les affaires des dits consulats ou vice-consulats sans empêchement ni obstacle de la part des autorités locales, qui leur donneront, au contraire, dans ce cas, toute aide et assistance, et les feront jouir pendant la durée de leur gestion intérimaire de tous les droits, priviléges et immunités stipulées dans la présente convention en faveur des consuls généraux, consuls et vice-consuls.

Art. III. Les archives, et en général tous les papiers de chancellerie des consulats respectifs seront inviolables, et sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis, ni visités par l'autorité locale.

Art. IV. Les consuls généraux, les consuls et vice-consuls des deux pays pourront s'adresser aux autorités de leur résidence, et au besoin, à défaut d'agent diplomatique de leur nation, recourir au gouvernement suprême de l'État, auprès duquel ils exercent leurs fonctions, pour réclamer contre toute infraction qui aurait été commise par les autorités ou fonctionnaires du dit État aux traités ou conventions existant entre les deux pays, ou contre tout autre abus dont auraient à se plaindre leurs nationaux, et ils auront le droit de faire toutes les démarches qu'ils jugeraient nécessaires pour obtenir prompte et bonne justice.

Art. V. Les consuls généraux et consuls respectifs seront libres d'établir des agents consulaires ou vice-consuls dans les différentes villes, ports et lieux de leur arrondissement consulaire, où le bien du service qui leur est confié l'exigera, sauf bien entendu, l'approbation et l'*exequatur* du gouvernement territorial. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays,

comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront d'ailleurs des mêmes priviléges et immunités stipulées par la présente convention, sauf les exceptions consacrées par l'article II, et le cas où ils seraient citoyens du pays dans lequel ils résident. 1852

Art. VI. Les consuls généraux, les consuls et vice-consuls respectifs auront le choix de recevoir dans leur chancellerie, au domicile des parties, ou à bord des navires de leur pays les déclarations et autres actes, que les capitaines, équipages, passagers, négociants ou citoyens de leur nation voudront y passer, même leur testament ou dispositions de dernière volonté, et tous autres actes notariés, alors même que les dits actes auraient pour objet de conférer hypothèque, dans lequel cas il leur sera appliqué les dispositions stipulées au § 1 de l'article XXII du traité du 24 Mars 1760.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs auront en outre le droit de recevoir dans leurs chancelleries tous actes conventionnels entre un, ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays où ils résident, et même tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés, ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul, ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions des dits actes, dûment légalisées par les consuls et vice-consuls, et munies du cachet officiel de leur consulat feront foi en justice devant tous les tribunaux, juges et autorités, soit en Sardaigne, soit en France, au même titre que les originaux, et auront la même force que s'ils avaient été reçus par des notaires et autres fonctionnaires publics de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes soient passés d'après les formes voulues par les lois de l'État auquel le consul appartient, et qu'ils aient été ensuite soumis au timbre et à l'enregistrement ou insinuation, et à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Art. VII. Les consuls généraux, les consuls et vice-consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux, morts sans avoir testé, ni désigné d'exécuteur testamentaire,

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente qui pourra y assister et même, si elle le juge convenable, croiser

1852 de ses scellés ceux qui auront été apposés par le consul, et dès-lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert;

2° Dresser aussi en présence de l'autorité compétente du pays, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession;

3° Faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers en dépendant; enfin administrer et liquider personnellement ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider la succession sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations, à moins qu'un ou plusieurs citoyens du pays dans lequel serait ouverte la succession, ou les citoyens d'une tierce puissance n'aient à faire valoir des droits dans cette même succession; car, dans ce cas, et s'il survient quelques difficultés entre les intéressés, elles seront jugées par les tribunaux du pays, le consul agissant alors comme représentant la succession.

Mais les dits consuls généraux, consuls et vice-consuls seront tenus de faire annoncer la mort du défunt, dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arrondissement, et ils ne pourront faire la délivrance de la succession, ou de son produit aux héritiers légitimes, ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès, sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Art. VIII. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux pays seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire; cependant les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui surviendraient entre les hommes, le capitaine et les officiers de l'équipage; mais les autorités locales pourront intervenir, lorsque les désordres survenus seront de nature à troubler la tranquillité publique à terre, ou dans le port, et pourront également connaître de ces différends, lorsqu'une personne étrangère à l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les dites autorités se borneront à prêter main-forte aux consuls généraux, consuls et vice-consuls, lorsque ceux-ci la requerront, pour faire arrêter et conduire en prison ceux des individus de l'équipage quils jugeraient à propos d'y envoyer à la suite de ces différends.

Art. IX. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays

les matelots et toutes les autres personnes faisant régulièrement 1852
partie des équipages des bâtiments de leur nation respective, à un autre titre que celui de passager, qui auraient déserté des dits bâtiments. A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment et du rôle d'équipage, ou si le navire était parti, par copie des dites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des dits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la requisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales, jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. X. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer, en se rendant dans les ports respectifs, seront réglées par les consuls généraux, consuls ou vice-consuls de leur nation, à moins cependant que les habitants du pays où résideraient les consuls ou vice-consuls ne se trouvassent intéressés dans ces avaries ; car à moins de compromis amiables entre toutes les parties intéressés, elles devraient être réglées dans ce cas par l'autorité locale.

Art. XI. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés sur les côtes du royaume de Sardaigne seront dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de France, et réciproquement les consuls généraux, consuls et vice-consuls sardes dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauve-

1852 teurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XII. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs ainsi que les chanceliers ou secrétaires jouiront dans les deux pays de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui pourraient par la suite être accordés aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XIII. La présente convention sera ratifié conformément aux constitutions respectives des deux pays, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

Déclaration.

Il est entendu entre les hautes parties contractantes, que les stipulations relatives aux consuls généraux, consuls et vice-consuls seront, en tout, applicables aux appliqués consulaires sardes, et aux élèves-consuls français, lorsqu'ils se trouveront provisoirement chefs de postes, et que, lorsqu'ils seront attachés en sousordre au service d'un poste consulaire, ils jouiront des priviléges et immunités personnelles stipulés par l'art. II de la convention en date de ce jour.

La présente déclaration sera considérée comme faisant partie de la convention, et aura la même force et valeur, que si elle y était insérée mot-à-mot. Mention spéciale en sera faite dans le protocole d'échange des ratifications.

En foi de quoi, etc.

2.

Traité de commerce et de navigation entre la France et la Sardaigne, signé à Turin, le 14 Février 1852.

Art. I. *a*) Toutes les soies écrues, grèges ou moulinées, y compris les douppions, seront affranchies de tout droit quelconque dans les deux pays à leur sortie, sauf l'obligation des déclarations voulues par les réglements de douane.

Seront aussi affranchies de tout droit à leur sortie des États sardes les bourres de soie en masse écrues ou teintes. 1852

b) Les soies en cocons et les soies écrues, grèges ou moulinées, y compris les douppions, seront affranchies de tout droit quelconque à leur entrée dans les deux pays.

Art. II. Les petites peaux brutes d'agneau et de chevreau, seront affranchies de tout droit quelconque à leur entrée dans les deux pays.

Les mêmes peaux seront affranchies de tout droit quelconque en Sardaigne à leur sortie pour France.

Art. III. Tous les vins et le vinaigre de table de production française importés directement, soit par terre, soit par mer, sous pavillon sarde ou sous pavillon français, seront soumis, à leur entrée dans les États sardes, au droit uniforme suivant :

En cercles ; trois francs et trente centimes par hectolitre.

En bouteilles ; dix centimes par bouteille qui ne dépasse pas le litre.

Il demeure, d'ailleurs, bien entendu que le comté de Nice, ne sera soumis au droit intégral indiqué dans le présent article qu'à dater du 1er Janvier 1854 et que jusqu'à cette époque on ne percevra, conformément à la loi du 14 Juillet 1851, que les deux cinquièmes de ce droit.

Art. IV. Toutes les eaux-de-vie de production française importées directement soit par terre, soit par mer, sous pavillon sarde, ou sous pavillon français, seront soumises à leur entrée dans les États sardes au droit suivant :

En cercles { Supérieures à 22 degrés, à dix fr. par hectolitre
de 22 degrés et au-dessous, cinq fr. et 50 cent

En bouteilles, à dix cent. par bouteille qui ne dépasse pas le litre.

Art. V. Toutes les huiles de production des États sardes dont l'origine sera dûment justifiée, importées soit par terre, soit par mer, sous pavillon français, ou directement sous pavillon sarde, seront soumises à leur entrée en France à un droit uniforme de 15 francs les cent kilogrammes.

Cette réduction ne sera toutefois étendue au comté de Nice que lorsque les huiles étrangères y seront soumises à leur importation aux droits en vigueur sur les autres frontières de l'État.

Art. VI. Le gouvernement français accorde à la Sardaigne :

a) La réduction de moitié du droit actuel d'entrée sur les fromages de pâte molle de la Savoie, aux conditions énoncées dans le § *a* de l'article VII.

b) L'ouverture de deux bureaux de douane sur la frontière du

1852 département de l'Ain où les bestiaux des États sardes seront admis aux droits établis par les articles XII du traité du 5 Novembre 1850, et III de la convention additionnelle du 20 Mai 1851 aux conditions énoncées dans le § *b* de l'art. VII.

c) L'ouverture d'un bureau de douane sur la frontière de Chapareillan où les fontes aciéreuses de la Savoie seront admises au droit de trois francs le quintal métrique, jusqu'à concurrence de douze mille quintaux métriques par an, aux conditions énoncées dans le § *c* de l'article VII.

Art. VII. *a*) Afin de garantir l'administration française contre l'introduction par les frontières de la Savoie en France des fromages de pâte molle étrangers, l'administration des douanes sardes ne dégagera de l'acquit à caution l'introducteur des fromages de la dite qualité passés en transit pour la France, que lorsqu'il aura présenté l'acquit du bureau de la douane française.

b) Pour offrir la même garantie quant aux bestiaux, l'administration des douanes sardes fera marquer au fer chaud à leur entrée par les frontières de la Savoie les bestiaux de provenance étrangère des qualités indiqués dans l'article XII du traité du 5 Novembre 1850 et dans l'article III de la convention additionnelle du 20 Mai 1851, qui seraient introduits en transit des dites frontières pour la France. La décharge des acquits de transit délivrés par la douane sarde, restera subordonnée à la représentation de la quittance de la douane française.

c) Pour constater vis-à-vis de l'administration française la qualité spéciale des fontes aciéreuses, il est entendu qu'on ne regardera comme telles que celles produites dans le bassin de l'Arc et le bassin de l'Isère.

Art. XIII. Le gouvernement sarde garantit que dans aucun cas les vins et les eau-de-vie françaises, ne seront assujettis par les administrations communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux, auxquels seront assujettis les vins et les eaux-de-vie du pays, et viceversa le gouvernement français garantit que dans aucun cas les huiles des États sardes ne seront assujetties par les administrations communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui, auquel seront imposées les huiles du pays.

Art. IX. Il demeure entendu que dans le cas où des droits de consommation sur les vins et les eaux-de-vie plus élevés que ceux qui pourraient exister aujourd'hui, seraient établis au profit du trésor sarde, le gouvernement français serait autorisé à frapper les huiles sardes à leur importation d'un droit de douane correspondant,

et réciproquement si des droits de consommation plus élevés que 1852
ceux qui pourraient exister aujourd'hui, étaient établis par le gouvernement français sur les huiles, le gouvernement sarde serait autorisé à imposer un droit de douane correspondant à l'importation des vins et eaux-de-vie de France.

Ne sera point considéré comme donnant ouverture à l'application du présent article tout remaniement des différens chapitres des droits d'accise et de consommation perçus au profit du trésor, qui, en augmentant certains de ces droits, ou même en créant de nouveaux, en diminuerait ou en supprimerait simultanément d'autres dans une proportion identique, de telle sorte que les vins et les spiritueux français dans les États sardes et les huiles sardes en France n'eussent à supporter que des charges dont l'ensemble fût exactement le même que l'ensemble de celles qui résultent des taxes existantes aujourd'hui, et fût représenté dans chaque localité par le même chiffre.

Ne sera point considéré non plus comme donnant ouverture à l'application du présent article la simple extension, sans augmentation de quotité, aux autres provinces des États sardes des droits de consommation qui pourraient être perçus aujourd'hui en Piémont, pour le compte de l'État, sur les vins et sur les eaux-de-vie.

Art. X. Il est entendu entre les hautes parties contractantes que, sauf les modifications stipulées par le présent traité, les conventions antérieures du 5 Novembre 1850 et 20 Mai 1851, conservent toute leur force et valeur et demeurent comme si elles étaient insérées mot-à-mot dans le présent acte.

Art. XI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Turin dans le plus bref délai possible, et les effets de son exécution simultanée commenceront deux mois après le jour où cet échange aura eu lieu.

Il aura la même durée que le traité de commerce et de navigation du 5 Novembre 1850, et sera soumis aux mêmes conditions de temps pour la dénonciation qui pourrait en être faite par chacune des deux parties contractantes.

En foi de quoi, etc.

Procès verbal d'échange des ratifications.

Les soussignés s'étant réunis à l'effet de procéder à l'échange des actes des ratifications de S. M. le roi de Sardaigne et du prince-président de la république française sur le traité de commerce et de navigation signé à Turin le 14 Février dernier entre la Sardaigne et la France, les instruments desdites ratifications ont été produits, et

1852 ayant été, après lecture faite, trouvés en bonne et due forme. l'échange en a été opéré, sous la réserve de l'insertion dans le présent procès-verbal: 1) D'une note échangée entre le plénipotentiaire sarde et le plénipotentiaire français, à la même date du 14 Février dernier, pour déterminer et expliquer le mode de satisfaire aux réclamations qui pourraient s'élever de part ou d'autre sur les dispositions de l'article IX dudit traité. 2) D'une déclaration en date de ce jour échangée entre les soussignés pour indiquer le choix des bureaux de douane ouverts aux bestiaux sardes, et pour réserver à chacune des deux hautes parties contractantes la liberté de proposer à l'autre la substitution de nouveaux bureaux de douane à ceux mentionnés dans le traité pour l'admission des fontes aciéreuses et des bestiaux sardes. 3) D'une note expliquant ce que sont exclusivement les huiles d'olive que les plénipotentiaires ont entendu désigner à l'article V du traité.

Note du 14 Février 1852.

Bien que les deux plénipotentiaires soussignés soient convaincus que les dispositions de l'article IX du traité de ce jour ne seront jamais appliquées, attendu les sentiments de loyauté et de bon vouloir qui animent les deux hautes parties contractantes l'une envers l'autre, toutefois voulant prévoir le cas où par suite d'une modification dans les droits d'accise, ou de consommation perçus pour le compte du trésor de l'État, des réclamations s'éleveraient de part ou d'autre, ils sont convenus de ce qui suit:

Les réclamations de la nation qui se croirait lésée seront soumises à l'arbitrage d'une commission de quatre membres dont deux nommés par la France et deux nommés par la Sardaigne.

Cette commission se réunira à Turin ou à Gênes si c'est la France qui réclame; à Paris ou à Marseille si c'est la Sardaigne.

Elle décidera s'il y a lieu ou non à appliquer les dispositions du premier paragraphe de l'article XI. Elle indiquera le chiffre qu'elle jugera devoir représenter équitablement la surtaxe de douane à établir en représailles de la surtaxe d'accise ou de consommation qui aura donné lieu à la réclamation de la puissance lésée.

En cas de partage égal des voix, un cinquième commissaire sera nommé par une puissance tierce, dont le nom sera tiré au sort, mais qui ne pourra être que l'Espagne, la Hollande ou la Suède.

Aucune mesure de représaille ne pourra être appliqué avant que la commission ait prononcé sa décision. Mais cette décision devra être rendue d'urgence et dans un délai de trois semaines à partir du jour où la puissance lésée aura désigné ses commissaires, ou

15 jours après la nomination du cinquième commissaire, dans le cas de partage des voix. 1852

(*Signatures.*)

Déclaration.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des actes de ratification du traité de commerce et de navigation conclu le 14 Février dernier entre la Sardaigne et la France, sont convenus, d'après la proposition et l'acceptation de leurs gouvernements respectifs, que les bureaux d'admission ouverts aux bestiaux sardes, aux termes de l'art. VI du traité, seront ceux de Saint-Blaise et de Seyssel.

Les soussignés, voulant en outre prévoir le cas où le choix des bureaux de douane désignés à l'art. VI du traité (§ *c*), et dans la présente déclaration pour l'admission des fontes aciéreuses, ou des bestiaux, ne se trouverait pas répondre à l'objet que les plénipotentiaires ont eu en vue, à savoir: l'accroisement et l'accélération du mouvement des échanges entre les deux pays, entendent réserver expressément à chacune des deux hautes parties contractantes, par la présente déclaration échangée entr'eux, le droit réciproque de proposer à l'agrément de l'autre telle substitution, dans la désignation desdits bureaux, qui serait mieux appropriée à l'économie ou à la facilité des transports.

En foi de quoi, etc.

Note explicative sur les huiles d'olive.

Afin de ne laisser aucun doute sur le sens et la portée de l'article V du traité du 14 Février 1852, les soussignés, au moment de l'échange des ratifications, ont déclaré que les plénipotentiaires avaient entendu désigner, exclusivement, dans ledit article, les *huiles d'olive.*

En foi de quoi, etc.

Les dispositions des notes et déclaration qui viennent d'être insérées dans ce procès-verbal, auront la même force et valeur que celles du traité, dont elles deviennent des annexes.

En foi de quoi, etc.

1852

BELGIQUE ET LE ZOLLVEREIN.

Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 1er Septembre 1844 entre la Belgique et l'Association allemande de douane et de commerce, signée à Berlin, le 18 Février 1852.

(En allemand et en français.)

Art. I. Le traité du 1er Septembre 1844, ainsi que la convention pour la répression de la fraude du 26 Juin 1846, sont maintenus en vigueur jusqu'au 1er Janvier 1854, sous les clauses, conditions et modifications suivantes.

Art. II. Le pavillon des États du Zollverein jouira, à l'importation par mer en Belgique des marchandises de toute espèce, du régime accordé au pavillon de la Grande-Bretagne par le traité du 27 Octobre 1851, ou à lui accorder à l'avenir. Seront également étendues aux importations provenant des ports du Zollverein, toutes les abolitions du droit extraordinaire de provenance, accordées à la Grande-Bretagne par ledit traité ou que la Belgique pourrait accorder ultérieurement aux provenances des entrepôts britanniques.

Il est convenu, en outre, que le sel gemme brut (*Steinsalz*) originaire du Zollverein sera, lors de son importation en Belgique, soit par le Rhin et l'Escaut, ou le Rhin et la Meuse, sous pavillon d'un des États du Zollverein, soit par le chemin de fer belge rhénan, également reçu au droit de 1 fr. 40 c. par 100 kilogrammes, sauf les mesures à prendre par l'administration belge pour prévenir la fraude. Les conditions réglementaires imposées aux navires belges seront également applicables aux navires du Zollverein.

Art. III. Les navires belges seront affranchis du droit extraordinaire de pavillon, mentionné à l'article séparé, qui fait suite à l'article V du traité du 1er Septembre 1844.

Les marchandises de toute espèce sans distinction d'origine, importées dans les ports belges et de là réexpédiées dans le Zollverein par la voie du chemin de fer belge rhénan ou des eaux intérieures des Pays-Bas ou de la Meuse, seront admises dans le Zollverein aux mêmes droits que si elles étaient directement importées dans un port du Zollverein sous pavillon du Zollverein.

Art. IV. Par extension de l'art. XVIII du traité du 1er Septembre, la prohibition qui frappe encore en Belgique le transit de quelques

articles est levée sur les chemins de fer de l'État; sauf en ce qui 1852
concerne la poudre à tirer et les fers, et l'expédition vers la France des fils et tissus de lin et de la houille.

Les fers venant du Zollverein par le chemin de fer belge rhénan, ou par le Rhin et l'Escaut, ou par le Rhin et la Meuse pour rentrer dans le Zollverein par un port du Zollverein ou par un port de l'Ems, du Weser ou de l'Elbe, seront admis à transiter par la Belgique, en exemption de tout droit, sans préjudice des mesures de contrôle à prendre de commun accord.

Pour ce qui regarde les marchandises soumises à l'accise, les expéditeurs auront à se conformer aux mesures prescrites ou à prescrire par l'administration belge pour empêcher la fraude de l'accise.

Art. V. L'art. XVII du traité du 1er Septembre est remplacé par les dispositions suivantes :

Le transit des marchandises venant de la Belgique ou y allant, passant par les territoires ci-après désignés du Zollverein, sera soumis au *maximum*, aux droits suivants par quintal (*Zoll-Centner*):

1° Pour toutes les marchandises qui se dirigent, par le territoire du Zollverein, de la Belgique vers la France, de la Belgique vers les Pays-Bas et de la Belgique vers la Belgique, ou vice-versa, un demi-silbergros ;

2° Pour toutes les marchandises qui de la frontière belge se dirigent, sur la rive gauche du Rhin, vers un des ports de ce fleuve, ou vice-versa, un demi-silbergros ;

3° Pour toutes les marchandises qui, arrivées à Cologne par le chemin de fer belge rhénan, sont exportées :

a) Par le Rhin, le Mein, le canal de Danube et du Mein, et le Danube, ou vice-versa, un demi-silbergros ;

b) Par le Rhin vers Bieberich, Mayence, un port rhénan plus en amont, ou vers un port du Mein et du Neckar et qui ensuite, transportées par terre, traversent la ligne de frontière entre Neubourg et Mittenwald, ou vice-versa, $7^5/_7$ pfennings ;

c) Par le Rhin vers Bieberich, Mayence, un port rhénan plus en amont, ou vers un port du Mein et du Neckar et qui, transportées par terre, traversent la ligne de frontière entre Mittenwald et le Danube, ou vice-versa, trois silbergros ;

4° Pour toutes les marchandises qui suivent des directions autres que celles indiquées plus haut et qui, sans néanmoins franchir la ligne de l'Oder, traversent le territoire du Zollverein, cinq silbergros.

Il est convenu, en outre, que le transit des marchandises venant de la Belgique ou y allant, passant par le territoire du Zollverein,

1852 ne sera pas soumis à des conditions plus onéreuses et ne payera d'autres ni de plus forts droits de transit, que le transit des marchandises venant des Pays-Bas ou y allant, passant par le territoire du Zollverein.

Art. VI. Est réduite de moitié la faveur différentielle accordée à la Belgique, par les §§ *a* et *b* de l'article XIX du traité du 1er Septembre, pour les fers désignés sous les litt. *A* et *B* au tarif du Zollverein et importés dans les États du Zollverein, soit par la frontière de terre entre les deux pays, soit par le bureau d'Emmerich par la voie de la Meuse et du canal de Bois-le-Duc ou par l'Escaut et les eaux intérieures.

Art. VII. L'arrangement arrêté sous la date du 26 Juin 1846, en exécution de l'article XXXIV du traité des limites du même jour, continuera à être observé.

Les semences, autres que graines oléagineuses, originaires du Zollverein, seront admises en Belgique à la moitié du droit d'entrée actuellement en vigueur.

Art. VIII. Dès que le gouvernement belge, en vertu de la loi du 20 Décembre 1851, aura assuré l'exécution du chemin de fer du Luxembourg belge, le gouvernement prussien de son côté s'occupera des moyens propres à favoriser le prolongement du chemin de fer de Sarrebruck à la frontière du grand-duché de Luxembourg; et s'il y a lieu, les deux gouvernements s'entendront pour obtenir du gouvernement grand-ducal la jonction dans le grand-duché.

On s'entendra de même par rapport aux droits de transit à réduire sur ladite route.

Art. IX. Les deux hautes parties contractantes se réservent la faculté de dénoncer la présente convention, quatre mois avant la fin de l'année 1852; en ce cas le traité du 1er Septembre 1844 et la présente convention seraient mis hors de vigueur le 31 Décembre 1852.

La présente convention sera immédiatement soumise à la ratification de tous les gouvernements respectifs et les ratifications en seront échangées à Berlin, le 31 Mars au plus tard.

En foi de quoi, etc.

Protocole appartenant à la convention.

Les négociations entre la Belgique d'une part, et la Prusse et les autres États du Zollverein, d'autre part, ayant amené la conclusion d'une convention additionnelle au traité du 1er Septembre 1844, les

plénipotentiaires des hautes parties contractantes se sont réunis 1852
pour la signature de cette convention.

En procédant à cet acte, les plénipotentiaires respectifs ont arrêté les dispositions suivantes, qu'ils ont consignées dans le présent protocole.

§ 1. Le § 1er de l'art. XXIV du traité du 1er Septembre 1844 stipulant que les ouvrages dits de Nuremberg compris au tarif des douanes belges dans la catégorie des « merceries » seront classés séparément au droit de 5 p. c. *ad valorem*, et l'énumeration insérée dans le premier procès-verbal d'échange du 19 Octobre 1844, n'étant qu'énonciative, le gouvernement belge, à qui une liste desdits ouvrages a été communiquée, appliquera le droit de 5 p. c. à tous ceux de ces objets qui sont compris d'après le tarif belge sous la rubrique: mercerie, quincaillerie et jouets d'enfants. En conséquence, ledit droit de 5 p. c. *ad valorem* s'appliquera non-seulement aux articles énumérés dans le protocole susmentionné du 19 Octobre 1844, mais aussi aux articles suivants :

Lunettes en faux métal (aussi argenté) et montées en corne ;
Crayons ;
Boîtes à coudre en bois et en carton ;
Perles en verre (fausses perles) ;
Peignes en corne, de pieds de bœuf, de bois et d'ivoire ;
Gratte-brosses en laiton et en acier ;
Trompes (guimbardes) ;
Aiguilliers en bois et en verre ;
Mèches pour lampes de nuit sur papier et sur bois, veilleuses ;
Souvenirs, portefeuilles, étuis à cigares ainsi que toutes les sortes d'ouvrages en peau ;
Pains à cacheter (oublies) ;
Carnets (tablettes) en parchemin ;
Chapelets en bois, en os, en verre ;
Poulies (rouleaux) en laiton et en fer fondues et battues (frappées au marteau) ;
Fermoirs en métal jaune ou blanc ;
Boîtes de fer-blanc, de corne, de papier mâché, pour tabac en poudre (tabatières) et à fumer ;
Couleurs et encre de Chine en petites boîtes ;
Objets travaillés en os ;
Compresses, petites ;
Métal battu jaune et blanc ;
Clinquant jaune et blanc ;
Hameçons ;

1852 Jeux d'échecs et de dominos en bois et en os;
Jetons (ou marques de jeu) en laiton;
Tuyaux élastiques et autres pour pipes.

Pour ce qui regarde les autres articles contenus dans la liste précitée, ils continueront à être spécialement imposés au tarif belge ainsi qu'il suit:

Fil d'archal en cuivre doré, comme cuivre, fil	les 100 kilog., fr.	9 »
Clochettes et balances en laiton comme cuivre ouvré	*ad valorem,*	6 p. c.
Fil d'acier pour cordes de piano, comme acier, fil	les 100 kilog.,	1 10
Limes, comme acier ouvré . . .	*ad valorem,*	10 p. c.
Ouvrages d'optique et étuis de mathématiques, comme instruments de mathématiques	*ad valorem,*	3 p. c
Balances, comme fer, ouvrages . .	les 100 kilog.,	25 »
Clefs de montre en or et en argent, comme or et argent ouvré	*ad valorem,*	6 p. c.
Galons faux et tresses lainées, comme passementerie de laine	les 100 kilog.,	250 »
Pinceaux, brosses à cheveux, à habits, brossettes à dents, comme brosserie	*ad valorem,*	6 p. c.
Têtes de pipe de terre, comme ouvrages de quatre espèces, terre . .	les 100 kilog.,	8,12,18,27
Glaces vertes et couvertes de vif-argent, comme verreries, glaces . .	*ad valorem,*	12 p. c.
Cire à cacheter, comme cire à cacheter	*ad valorem,*	3 p. c.

§ 2. Le § 2 de l'art. XXIV du traité du 1er Septembre 1844 doit être entendu en ce sens qu'il comprend parmi les ouvrages de mode les châles dont les franges sont prises dans la chaîne ou dans la trame des tissus, les châles sous laine et mi-laine avec franges travaillées à l'étoffe et les gants de laine coupés à la pièce et dont les parties diverses sont réunies par la couture.

§ 3. Le paragraphe dernier du même article s'applique aux cruchons contenant l'eau minérale aussi bien qu'à l'eau minérale.

§ 4. En ce qui concerne le § 2 de l'art. II de la convention additionnelle de ce jour, on a constaté et arrêté ce qui suit:

Il est bien entendu que les sels bruts originaires du Zollverein, introduits par mer sous pavillon belge dans les ports de la Belgique,

y jouiront des mêmes avantages que les sels bruts de la nation la 1852
plus favorisée, y entrant par mer sous pavillon belge.

Le sel brut importé par mer sous pavillon belge étant, d'après la législation existante en Belgique, exempt de tout droit d'entrée, la disposition ci-dessus aura pour effet, dans l'état actuel des choses, d'assurer au sel gemme du Zollverein importé par mer sous pavillon belge, la franchise de tout droit d'entrée.

Du sel chargé dans un entrepôt néerlandais et importé de là en Belgique, sous pavillon belge, par les eaux intérieures des Pays-Bas, ne serait pas dans le cas prévu par la législation belge.

Les sels bruts arrivant des États du Zollverein par le Rhin et ses affluents dans un port néerlandais, pour y être transbordés sous pavillon belge, être expédiés sous ce pavillon par la pleine mer et entrer ainsi en Belgique, y jouiront des mêmes avantages que les sels bruts de la nation la plus favorisée y entrant sous pavillon belge par la même voie.

Les pavillons des hautes parties contractantes demeureront assimilés, pour les importations fluviales, aux termes de l'art. XII du traité du 1er Septembre.

Si le droit de fr. 1.40 était réduit en faveur des importations du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, cette réduction serait immédiatement, de plein droit et sans équivalent, acquise au Zollverein pour l'importation du sel gemme brut originaire du Zollverein, soit par le Rhin et l'Escaut ou le Rhin et la Meuse, soit par le chemin de fer belge-rhénan.

§ 5. Les plénipotentiaires sont convenus que le présent protocole aura la même durée et vigueur que la convention, qu'il sera soumis en même temps aux hautes parties contractantes, et que les dispositions qui y sont contenues seront censées avoir obtenu la ratification des gouvernements respectifs dès que celles de la convention même aura eu lieu.

Il a été procédé ensuite à la lecture des deux exemplaires, lesquels, ayant été trouvés conformes, ont été signés par les plénipotentiaires respectifs et scellés de leurs cachets.

1852

BELGIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention de pêche entre la Belgique et la Grande-Bretagne, signée à Londres, le 22 Mars 1852.

(En anglais et en français.)

Art. I. Les sujets belges jouiront, pour la pêche le long des côtes du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, du traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Art. II. Les poissons de pêche anglaise importés du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, sous pavillon belge ou britannique, seront admis en Belgique à des droits d'entrée égaux, ne dépassant en aucun cas les chiffres indiqués ci-après, savoir:

	fr.	c.
Harengs. — En saumure ou au sel sec, la tonne de 150 kilog., poids brut	13.	
— Autres, les 1000 pièces	8.	
Homards. — En destination des parcs, les 100 francs	6.	
— Autres, les 100 francs	12.	
Huitres. — En destination des parcs, les 100 francs	1.	
— Autres, les 100 francs	12.	
Morue. — En saumure ou au sel sec, la tonne de 150 à 160 kilog., poids brut	22.	50
Stockfish. — Les 100 kilog.	1.	

Art. III. La présente convention est conclue pour le terme de sept ans; et elle demeurera en vigueur au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la faire cesser: chacune des parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des sept années, ou à toute autre date ultérieure.

Elle sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres, le 10 Avril prochain ou plustôt, si faire se peut: elle entrera en vigueur à partir du 10 Avril prochain.

En foi de quoi, etc.

1852

PORTUGAL ET CONFÉDERATION ARGENTINE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Portugal et la Confédération Argentine, signé à Buenos-Ayres, le 9 Août 1852, ratifié le 26 Mars 1855.

(En portugais et en espagnol.)

Art. I. Haverá liberdade reciproca de commercio e navegação entre os Estados de Sua Magestade Fidelissima, e a Confederação Argentina. Os subditos de cada um dos Estados respectivos, poderão frequentar livre e seguramente todos os logares, enseadas, rios, portos, e paragens do outro, onde o commercio estrangeiro é permitido, ou o fôr no futuro; e alli gosarão quanto ás suas propriedades, da mesma protecção, e das mesmas garantias que os nacionaes; conformando-se todavia ás leis, e regulamentos do paiz, e ao pagamento dos mesmos impostos. Não se comprehendem todavia nestas franquezas dadas ao commercio estrangeiro as que ao presente tenham, ou podesse ter o commercio dos Estados ribeirinhos do Rio da Prata, ou de seus affluentes.

Art. II. Os navios respectivos, de porte de mais de cento e vinte tonelladas, que forem aos portos de uma, ou da outra Parte Contractante, em lastro, ou carregados, serão tractados tanto á sua entrada, como á sua saída, no mesmo pé, que os navios nacionaes, quanto aos direitos de porto, de tonelagem, de faróes, de pilotagem, assim como quanto a qualquer outro direito, ou imposto, de qualquer especie, ou denominação que seja, quer se cobre para o Estado, ou para quaesquer corporações ou individuos.

Art. III. Todas as mercadorias, e objectos de commercio, que forem producção do solo, ou da industria dos dois Estados respectivos, cuja importação, ou exportação é permittida aos navios nacionaes de uma das Partes Contractantes, poderão igualmente ser importados, ou exportados nos navios da outra, sem serem sujeitos a maiores, ou diversos direitos de entrada, ou de saida, de qualquer denominação que sejam, do que se as mesmas mercadorias ou objectos tivessem sido importados ou exportados em navios nacionaes.

Art. IV. Todas as mercadorias, e todos os objectos de commercio, que não forem producção do solo, ou da industria dos Estados submettidos ao dominio de uma, ou de outra das duas Partes Con-

1852 tractantes, cuja exportação é permittida aos navios nacionaes de um dos Estados respectivos, poderão ser igualmente exportados nos navios do outro, sem pagarem direitos de saída maiores, ou diversos, de qualquer denominação que sejam, do que se as mesmas mercadorias, e objectos tivessem sido exportados em navios nacionaes.

Art. V. Não se imporão nos Estados de cada uma das Partes Contractantes direitos maiores sobre a importação, ou exportação, legalmente feita, pelos navios da outra, de todos e quaesquer generos, e mercadorias, dos que os que forem pagos pelos navios de nação mais favorecida, na importação ou exportação de iguaes generos, ou mercadorias. Em nenhum dos dois paizes se porá restricção ou prohibição alguma na importação, ou exportação de generos da producção do solo, ou da industria do outro, que não seja applicavel a qualquer outra nação. A importação das fazendas da Asia em Portugal, e a exportação que do mesmo reino se faz do vinho do Porto, ficam sujeitas aos seus respectivos regulamentos.

Art. VI. Serão considerados navios Portuguezes, ou da Confederação Argentina, para gosarem do beneficio deste Tractado, aquelles que navegarem debaixo da bandeira, e segundo as Leis de cada um dos respectivos paizes a que pertencerem.

Art. VII. Nenhuma das estipulações do presente Tractado será applicavel ao commercio de cabotagem entre os portos pertencentes a Portugal, ou á Confederação Argentina, porque cada uma das Partes Contractantes fazem delle expressa reserva para os navios nacionaes.

Art. VIII. Será permittido aos navios da Confederação Argentina, irem directamente dos portos da mesma Confederação, aos portos dos dominios ultramarinos de Sua Magestade Fidelissima, que estão, ou de futuro vierem a estar, abertos para os navios de qualquer nação estrangeira; e importar todas as mercadorias, e objectos de commercio, que forem producção do solo, ou da industria da dita Confederação Argentina, não sendo os ditos generos daquelles cuja importação seja prohibida nos ditos dominios, ou dos que só sejam nelles admittidos dos mais dominios de Sua Magestade Fidelissima; e tanto os mencionados navios da Confederação Argentina, como as referidas mercadorias, e objectos de commercio assim importados, não pagarão alli maiores direitos, ou diversos, do que pagarem os navios Portuguezes que importarem iguaes mercadorias, ou objectos de commercio, ou do que estes pagariam sendo producção do solo, ou industria de qualquer paiz estrangeiro, cuja importação nos ditos dominios fosse permittida aos navios Portuguezes. Será igualmente

permittido, aos navios da Confederação Argentina, de exportar dos 1852
ditos dominios ultramarinos de Sua Magestade Fidelissima, para qualquer logar que não pertença á Corôa de Portugal, quaesquer mercadorias, ou objectos de commercio, cuja exportação não seja geralmente prohibida nos mesmos dominios; e tanto os mencionados navios da Confederação Argentina, como as ditas mercadorias, e mais generos assim exportados, não serão sujeitos a pagar naquelles dominios direitos maiores, ou diversos, do que os que seriam pagos pelos navios Portuguezes que exportassem iguaes mercadorias, ou objectos de commercio, ou do que estes pagariam sendo exportados em navios Portuguezes, e terão jus ás mesmas restituições de direitos ou gratificações, que a estes seriam concedidas.

Art. IX. Em retribuição da concessão feita, pelo Governo de Sua Magestade Fidelissima, no artigo anterior, e desejando tambem o da Confederação Argentina promover, e fomentar o incremento das relações commerciaes entre ambos os paizes, se estabelece que os vinhos, e agoas-ardentes, e mais productos agricolas do reino de Portugal, e seus dominios pagarão na sua introducção na Confederação Argentina os mesmos direitos que iguaes productos pagarem de producção de Hespanha, devendo a avaliação daquelles productos de Portugal, e seus dominios, para o pagamento de direitos, ser regulado pelo minimo em que o forem os de Hespanha na mesma época; e nos productos industriaes, e manufacturas gosarão do mesmo favor que se concede, ou fôr concedido a outra nação.

Art. X. Todas as vezes que succeder que um navio de guerra, ou mercante, pertencente a um ou outro dos Estados Contractantes, venha a naufragar nos portos, ou nas costas de seus territorios respectivos, as auctoridades, e officiaes das Alfandegas do Districto, darão todo o auxilio possivel para salvar as pessoas e fazendas naufragadas; e proverão á segurança e conservação dos objectos salvados, a fim de serem restituidos aos seus respectivos Governos, se o navio naufragado fôr de guerra, ou se fôr um navio mercante ao seu dono, ou ao seu procurador devidamente auctorisado, e na falta destes aos respectivos Consules da nação a que pertençam os proprietarios dos ditos navios, embarcações, ou generos, logo que se reclamar a dita entrega, e logo que estiverem pagas as despezas, e gratificações de salvadego, e consérvação ou armazenagem, as quaes nunca serão maiores do que para os navios nacionaes. As mercadorias salvadas do naufragio, não serão sujeitas a direito algum, salvo se forem destinadas para commercio.

Art. XI. Todo o navio mercante dos subditos de cada uma das

1852 duas Partes Contractantes, que entrar por arribada forçada em um porto dos Estados da outra Parte, será nelle isento de todo e qualquer direito de porto, ou navegação, se as causas que o obrigaram á arribada forem reaes, e evidentes, e com tanto que não realise no porto da arribada operação alguma de commercio, carregando ou descarregando fazendas; ficando todavia bem intendido que as descargas e cargas motivadas pela necessidade de reparar o navio, não serão consideradas como operações de commercio para darem occasião a pagar-se direitos, e comtanto que o navio não prolongue a sua estada no porto além do tempo preciso segundo as causas que originaram a arribada.

Art. XII. Cada uma das Partes Contractantes concederá á outra a faculdade de ter nos seus portos, e praças de commercio, Consules-Geraes, Consules, ou vice-Consules, reservando-se todavia o direito de excluir da residencia delles as localidades que julgar dever exceptuar desta concessão para todas as nações. Os ditos Agentes Consulares, de qualquer classe que forem, estando devidamente nomeados por seus respectivos Governos, o depois de haverem obtido o *exequatur* daquelle em cujo territorio deverem residir, gosarão nelle, tanto pelo que respeita ás suas pessoas, como ao exercicio de suas funcções, dos privilegios de que gozarem os Agentes Consulares de igual cathegoria da nação mais favorecida. Os archivos, e papeis dos Consulados serão respeitados inviolavelmente; e por nenhum pretexto poderá qualquer Magistrado embargá-los, ou de outro modo intervir a respeito delles.

Art. XIII. Os subditos de qualquer das Partes Contractantes, gosarão nos dominios da outra, de todos os privilegios, immunidades, e protecção de que gozarem os da nação mais favorecida. Serão isentos de emprestimos forçados, ou de contribuições extraordinarias, que não sejam geraes, ou estabelecidas por Lei, e bem assim de todo o serviço militar obrigatorio, quer de mar, quer de terra; e nenhum exame ou inspecção se fará nos seus livros, e papeis, ou contas, sem ser por mandado legal de um Tribunal, ou Juiz competente.

Art. XIV. No caso de fallecer *ab intestato* algum subdito de Sua Magestade Fidelissima a Rainha de Portugal, no territorio da Confederação Argentina, ou algum cidadão argentino no territorio de Portugal, sem ter nelle herdeiros forçados, segundo as Leis respectivas, os Consules das Partes Contractantes, residentes em um ou outro territorio, e na sua ausencia quem os representar, terão o direito de nomear Curadores que se encarreguem de administrar a propriedade do fallecido, em beneficio de seus legitimos herdeiros

ou credores. A nomeação que os Consules fizerem de Curadores 1852
deverá ser communicada aos Governos respectivos, para conhecimento das auctoridades judiciaes, e nos inventarios que estas fizerem dos bens do fallecido, intervirão os ditos Curadores, sempre que o permittam as distancias, e a demora não prejudique a conservação dos mesmos bens, para por elles tomarem conta da administração. A liquidação das testamentarias fica sujeita ás Leis dos respectivos paizes, e bem assim o pagamento das contribuições fiscaes abonaveis pelos herdeiros.

Art. XV. Os subditos de cada uma das Partes Contractantes, quando acceitarem heranças nos territorios da outra Parte, ou quando delles fizerem sair a sua propriedade individual, ou a fazenda, não pagarão outros direitos ou impostos senão os que forem pagos pelos nacionaes, pelos mesmos motivos.

Art. XVI. Devendo a nação Portugueza, e a Confederação Argentina, considerarem-se mutuamente como as mais favorecidas a todos os respeitos, nos seus respectivos territorios, promettem tambem reciprocamente as duas Partes Contractantes, que uma não concederá para o futuro favor, privilegio, ou immunidade alguma em commercio ou navegação a outra alguma nação que não seja tambem logo extensivo aos subditos da outra Parte; gratuitamente se a concessão em favor da outra nação fôr gratuita, e com a mesma compensação, ou com o equivalente se a concessão fôr conditional.

Art. XVII. No desgraçado caso de guerra de uma das Partes Contractantes com uma terceira Potencia, aquella que permanecer neutral não permittirá que do seu territorio se forneçam á Potencia belligerante artigos de contrabando de guerra. São declarados artigos de contrabando de guerra; 1° artilheria, morteiros, obuzes, pedreiros, trabucos, mosquetes, refles, clavinas, espingardas, pistolas, piques, espadas, terçados, lanças, venabulos, alabardas, granadas, foguetes, bombas, polvora, mechas, palas, e todas as outras cousas pertencentes ao uso destas armas; 2° escudos, cascos, couraças, cotas de malha, correames, e fardamentos, para uso militar; 3° correagem de cavallaria, sellas, e qualquer outra cousa relativa a esta arma; 4° e igualmente todo a classe de armas e instrumentos de ferro, aço, latão, e de quaesquer outras materias manufacturadas, preparadas, ou formadas expressamente para fazer a guerra por mar ou por terra.

Art. XVIII. No referido caso de guerra as duas Partes Contractantes adoptam os seguintes principios:

1° Que a Bandeira neutral cobre o navio, e as pessoas, á excepção dos Officiaes e Soldados em effectivo serviço do inimigo:

1852 2° Que a Bandeira neutral cobre a carga, á excepção dos artigos de contrabando de guerra. Fica todavia, entendido e ajustado, que as estipulações que precedem, declarando que a Bandeira cobre a carga, serão unicamente applicaveis áquellas Potencias, que reconhecem e adoptam este principio; porém, se uma das Partes Contractantes estiver em guerra com uma terceira ficando a outra neutral, a Bandeira da neutral cobrirá a propriedade dos inimigos, cujos Governos reconhecerem, e observarem este principio, e não a de outros:

3° Que a Bandeira inimiga não salva a carga do neutral senão no caso de que esta fosse posta a bordo daquelle inimigo antes da declaração de guerra, ou mesmo depois, se o foi sem ter noticia della. Fica tambem entendido que se a Bandeira do neutral não protege a propriedade inimiga, serão livres os generos, e mercadorias do neutral, que estivessem embarcados em navio inimigo:

4° Que os subditos do paiz neutral podem navegar livremente com seus navios, saindo de qualquer porto para outro pertencente ao inimigo de uma ou da outra Parte Contractante, ficando expressamente prohibido molestá-los de qualquer modo nessa navegação:

5° Que qualquer navio de uma das Partes Contractantes, que se encontrar navegando para um porto bloqueado pela outra, não seja detido nem confiscado senão depois da notificação especial do bloqueio, registado pelo Chefe das forças bloqueadoras, ou algum Official ás suas ordens, no passaporte do navio:

6° Que nenhuma das Partes Contractantes permittirá que se conservem, e vendam nos seus portos as prezas maritimas feitas por algum outra Estado áquella com quem este estiver em guerra.

Art. XIX. Nenhuma das Partes Contractantes admittirá em seus portos piratas, ou ladrões de mar, obrigando-se a persegui-los por todos os meios ao seu alcance, e com todo o rigor das Leis, assim como aos que forem convictos de cumplicidade nesse crime, e aos occultadores dos bens assim roubados, e a devolver os navios e cargas a seus legitimos donos, subditos de qualquer das Partes Contractantes, ou a seus Procuradores, e na falta destes aos Agentes Consulares respectivos.

Art. XX. O presente Tractado ficará em vigor por tempo dé dez annos, contados do dia da troca das ratificações; e por mais um anno depois que uma das Partes Contractantes tiver intimado á outra a sua intenção de o dar por acabado, reservando-se cada uma das Partes Contractantes o direito de fazer essa intimação em qualquer tempo, depois de haver expirado o referido prazo de dez annos; e do mesmo modo fica convencionado entre ambas, que um

anno depois de ser recebida por uma dellas da outra Parte a dita 1852
intimação, este Tractado cessará, e acabará inteiramente.

Art. XXI. O presente Tractado será ratificado pelas duas Partes Contractantes, e as ratificações serão trocadas em Buenos Ayres no prazo de doze mezes, depois da sua assignatura, ou antes se fôr possivel.

En testimunho do que, etc.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et les villes libres anséatiques, concernant les fonctions des consuls respectifs, signée à Washington, le 30 *Avril* 1852.

(En anglais et en allemand.)

Art. I. Die Consuln, Vice-Consuln, Handels- und Vice-Handels-Agenten sollen das Recht haben, als solche, bei Streitigkeiten, welche zwischen den Capitainen und Mannschaften der Schiffe der Nation, deren Interessen sie wahrzunehmen beauftragt sind, entstehen mögen, als Richter und Schiedsmänner zu handeln, ohne Dazwischenkunft der Orts-Behörden, wenn nicht etwa das Benehmen der Mannschaften oder des Capitains die Ordnung oder Ruhe des Landes stört, oder die besagten Consuln, Vice-Consuln, Handels-Agenten oder Vice-Handels-Agenten deren Beistand zur Vollziehung oder Aufrechthaltung ihrer Entscheidungen in Anspruch nehmen. Es versteht sich jedoch, dass diese Art von Urtheil oder schiedsrichterlicher Entscheidung die streitenden Theile nicht des ihnen zustehenden Rechts berauben soll, bei ihrer Zurückkunft an die richterliche Behörde des eigenen Landes sich zu wenden.

Art. II. Der gegenwärtige Vertrag soll, vom Tage der Ratifications-Urkunden an gerechnet, zwölf Jahre in Kraft bleiben und überdem bis nach Ablauf von zwölf Monaten, nachdem die eine oder die andere der Regierungen der Hanseatischen Freistaaten Hamburg, Bremen und Lübeck einerseits, oder die Regierung der Vereinigten Staaten andererseits ihre Absicht, ihn zu endigen, der anderen angekündigt haben wird; indem jeder der contrahirenden Theile sich

1852 gegen den andern die Befugniss vorbehält, am Ende der bestimmten Frist von zwölf Jahren eine solche Erklärung abzugeben. Es ist dabei zwischen ihnen verabredet, dass mit dem Ablaufe der zwölf Monate, nachdem eine solche Erklärung des einen Theils bei dem andern eingegangen, dieser Vertrag und alle seine Bestimmungen in Bezug auf die Staaten, welche diese Erklärung abgegeben und erhalten haben, ihre verbindliche Kraft verlieren sollen, welches verabredetermassen so zu verstehen, dass, wenn einer oder mehrere der genannten Hanseatischen Freistaaten bei Ablauf der zwölf Jahre vom Tage der Ratification die Erklärung über das Aufhören dieses Vertrages abgeben oder erhalten sollte, derselbe dessen ungeachtet in voller Kraft und Wirkung in Bezug auf diejenigen oder denjenigen der Hanseatischen Freistaaten bleiben soll, welche eine solche Erklärung weder abgegeben noch erhalten haben.

Art. III. Gegenwärtiger Vertrag ist abgeschlossen worden, vorbehältlich der Ratification der Senate der Hanseatischen Freistaaten Hamburg, Bremen und Lübeck und vorbehältlich der Ratification des Präsidenten der Vereinigten Staaten von Nord-Amerika unter Beirath und Zustimmung des Senats; die Ratificationen sollen innerhalb zwölf Monaten, vom heutigen Tage an gerechnet, oder früher, wenn es geschehen kann, in Washington ausgewechselt werden.

Urkundlich dessen u. s. w.

FRANCE ET RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République Dominicaine, signé à Santo-Domingo, le 8 Mai 1852.

Art. I. Il y aura paix et amitié perpétuelles entre la république française, d'une part, et la république dominicaine, d'autre part, comme entre les citoyens de l'un et de l'autre État, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. II. Les Français, dans la république dominicaine, et les Dominicains, en France, pourront réciproquement, et en toute liberté, entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils seront, pour le commerce d'échelle, traités respectivement 1852
et tant qu'il existera dans ce commerce une parfaite réciprocité, comme les citoyens de la nation la plus favorisée. Quant au cabotage, il demeure exclusivement réservé, de part et d'autre, aux nationaux.

Ils pourront comme les nationaux, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires; effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que de l'étranger, en payant les droits ou patentes établis par les lois en vigueur pour les nationaux.

Ils seront également libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et réglements du pays.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires eux-mêmes, de présenter en douane leurs propres déclarations ou de se faire suppléer par qui bon leur semblera, facteur, agent, consignataire ou interprète, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement ou le déchargement et l'expédition de leurs navires.

Enfin, ils ne seront assujettis, dans aucun cas, à d'autres charges, taxes ou impôts, que ceux auxquels sont soumis les nationaux ou les citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. III. Les citoyens respectifs jouiront, dans l'un et dans l'autre État, d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés; ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toutes classes qu'ils jugeront à propos; enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui sont ou seront accordés aux nationaux et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers.

Ils seront d'ailleurs exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toute contribution de guerre, emprunts forcés, réquisitions ou services militaires quels qu'ils soient, et dans tous les autres cas, ils ne pourront pas être assujettis, pour leurs pro-

1852 priétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges, exactions ou impôts, que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes ou les citoyens de la nation la plus favorisée sans exception ; bien entendu que celui qui réclamera l'application de la dernière partie de cet article sera libre de choisir celui des deux traitements qui lui paraîtra le plus favorable.

Art. IV. Les citoyens de l'un et de l'autre État ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises ou effets pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public que ce soit, sans une indemnité débattue et fixée préalablement par les parties intéressées et suffisante pour cet usage, et les torts, pertes, retards et dommages qui dépendent ou qui naîtront du service auquel ils seront obligés.

Art. V. Les citoyens de l'un et de l'autre État jouiront respectivement de la plus entière liberté de conscience, et pourront exercer leur culte de la manière que leur permettront la constitution et les lois du pays où ils se trouveront.

Art. VI. Les citoyens des deux pays seront libres de posséder des immeubles, et de disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même les citoyens des deux États qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre pourront succéder sans empêchement à ceux desdits biens qui leur seraient dévolus par testament ou *ab intestat*, et en disposer selon leur volonté, et lesdits héritiers ou légataires ne seront assujettis à aucun droit d'aubaine et de détraction, et ne seront pas tenus d'acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux qui seront supportés dans des cas semblables par les nationaux eux-mêmes.

Art. VII. Si (ce qu'à Dieu ne plaise) la paix entre les deux parties contractantes venait à être troublée, il serait accordé, de part et d'autre, un terme qui ne sera pas de moins de six mois aux commerçants qui se trouveront dans le pays, pour régler leurs affaires et disposer de leurs propriétés, et, en outre, un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans tel port qu'ils désigneront, à leur convenance, à moins qu'il ne soit occupé ou assiégé par l'ennemi, et que leur propre sûreté ou celle de l'État ne s'oppose à leur sortie par ce port.

Tous les autres citoyens ayant un établissement fixe et permanent dans les États respectifs, ou y exerçant quelque profession ou industrie, pourront conserver leur établissement et continuer d'exer-

cer cette profession ou industrie sans être inquiétés en aucune 1852
manière, et la possession pleine et entière de leur liberté et de leurs biens leur sera laissée, s'ils ne commettent aucune offense contre les lois du pays. Enfin, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils soient, ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres charges et impositions que celles exigées des nationaux. De même, les créances sur des particuliers ou sur les fonds publics, ni les actions des banques ou compagnies ne pourront jamais être saisies, séquestrées ou confisquées au préjudice des citoyens respectifs.

Art. VIII. Le commerce français dans la république dominicaine, et le commerce dominicain en France, seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation étrangère la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie dominicains, et dans la république dominicaine sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations; et les formalités qui pourraient être exigées pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux États seront aussi communes à toutes les autres nations.

Art. IX. Tous les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays dont l'importation n'est pas expressément prohibée payeront dans les ports de l'autre les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires français ou dominicains. De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions de droits qui sont ou pourraient être réservées aux exportations faites sur bâtiments nationaux.

Art. X. Les navires français venant directement des ports de France avec chargement, ou sur lest de tout port quelconque, ne payeront dans les ports dominicains d'autres ni plus forts droits de tonnage, de phares, de ports, de pilotage, de quarantaine, ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires nationaux.

Par réciprocité, et jusqu'à ce qu'il convienne au gouvernement

1852 dominicain d'exempter ses propres navires de tout droit de tonnage, comme la France le fait pour les siens, les navires dominicains, venant directement des ports de la république dominicaine avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de France d'autres ni plus forts droits de tonnage que ceux que les navires français auront à payer dans les ports dominicains, conformément à la stipulation qui précède. Ils seront d'ailleurs assimilés aux navires français pour tous les autres droits et charges énumérés dans le présent article.

Les exceptions à la franchise du pavillon qui pourraient atteindre en France les navires français venant d'ailleurs que de la république dominicaine, ou allant ailleurs, seront communes aux navires dominicains faisant les mêmes voyages; et cette disposition sera réciproquement applicable dans la république dominicaine aux navires français.

Art. XI. Les droits de navigation, de tonnage et autres qui se prélèvent en raison de la capacité des navires, devront être perçus, pour les navires français, dans les ports de la république dominicaine, d'après le congé ou passeport du navire. Il en sera de même pour les navires dominicains dans les ports de France.

Art. XII. Les bâtiments français dans la république dominicaine, et les bâtiments dominicains en France, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord, et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même État, soit pour y achever de débarquer leur chargement d'arrivée, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant dans chaque port d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables.

Art. XIII. Lorsque par suite de relâche forcée ou d'avarie constatée, les navires de l'une des deux puissances contractantes entreront dans les ports de l'autre, ou toucheront sur ses côtes, ils ne seront assujettis à aucun droit de navigation sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage et autres, représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucune opération de commerce, soit en chargeant, soit en déchargeant des marchandises. Il leur sera permis de déposer à terre les marchandises composant leur cargaison pour éviter qu'elles ne dépérissent, et il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins et chantiers publics qui seraient nécessaires pour déposer ces marchandises et réparer les avaries du bâtiment.

Les capitaines pourront, sous la surveillance et direction du consul de leur nation, procéder à la réparation de leurs avaries, soit par les hommes de leur équipage, soit par des ouvriers du pays, à forfait ou à prix débattu, sans être soumis à aucune restriction, exigence de corporation privilégiée, ni taxe forcée. 1852

Art. XIV. Seront considérés comme français dans la république dominicaine, et comme dominicains en France, les navires qui, *bona fide*, appartiendront aux citoyens des deux pays, qui navigueront sous les pavillons respectifs, et seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce. Toutefois, et en outre, le manifeste des navires dominicains partant d'un port dominicain pour un port français devra être revêtu ou accompagné d'un certificat constatant leur nationalité ; et ce certificat sera délivré sans frais par le consul ou agent consulaire de France du lieu d'expédition, ou le plus voisin dudit lieu. Les navires français n'auront point à remplir semblable formalité avant de partir de France pour un port dominicain, attendu que la législation française interdit, en principe, la naturalisation des bâtiments de mer construits sur des chantiers étrangers.

Art. XV. Dans le cas où des navires, marchandises ou effets, appartenant aux citoyens de l'un des États contractants, auraient été pris par des pirates et conduits ou trouvés dans les ports de la domination de l'autre État, ils seront remis à leurs propriétaires, qui payeront, s'il y a lieu, les frais de reprise. Ces frais seront déterminés par les tribunaux respectifs, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant eux par les intéressés, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents de leur nation, dans le délai d'un an.

Art. XVI. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée : ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, priviléges et exemptions.

Art. XVII. S'il arrive que l'une des deux parties contractantes soit en guerre avec un pays quelconque, l'autre partie ne pourra, dans aucun cas, autoriser ses nationaux à prendre ni accepter des commissions ou lettres de marque pour agir hostilement contre la première ou pour inquiéter le commerce et les propriétés de ses citoyens.

Art. XVIII. Les deux parties contractantes adoptant dans leurs

1852 relations mutuelles le principe que le pavillon couvre la marchandise, si l'une d'elles reste neutre quand l'autre est en guerre avec une tierce puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre seront aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de la seconde.

Il est également convenu que la liberté du pavillon assure aussi celle des personnes et que les individus appartenant à une puissance ennemie qui seraient trouvés à bord d'un bâtiment neutre ne pourront pas être faits prisonniers, à moins qu'ils ne soient militaires, et actuellement engagés au service de l'ennemi.

En conséquence du même principe, sur l'assimilation du pavillon et de la marchandise, la propriété neutre trouvée à bord d'un bâtiment ennemi sera considérée comme ennemie, à moins qu'elle n'ait été embarquée avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on eût connaissance de cette déclaration dans le port d'où le navire est parti. Les deux parties contractantes n'appliqueront ce principe, en ce qui concerne les autres puissances, qu'à celles qui le reconnaissent également.

Art. XIX. Dans le cas où l'une des parties contractantes serait en guerre avec une autre puissance et où ses bâtiments auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que, s'ils rencontrent un navire appartenant à la partie demeurée neutre, ils y enverront deux vérificateurs chargés de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables, dans leurs personnes et leurs biens, de toute vexation ou acte de violence qu'ils commettraient ou toléreraient en cette occasion. La visite ne sera pas permise à bord des navires faisant partie d'un convoi ; il suffira que le commandant du convoi affirme verbalement, et sur sa parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte appartiennent à l'État dont il arbore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque ces navires sont destinés pour un port ennemi, qu'ils n'ont pas de contrebande de guerre.

Art. XX. Alors même que l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre nation, les citoyens de celui qui restera neutre pourront continuer leur navigation et commerce avec cette nation, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement bloqués ou assiégés.

Bien entendu que cette liberté de commercer et de naviguer ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, ob-

jets d'équipement militaire, et tous instruments quelconques fabri- 1852
qués à l'usage de la guerre.

Dans aucun cas, un navire de commerce appartenant à des citoyens de l'un des deux États, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par l'autre, ne pourra être saisi, capturé ni condamné, si, préalablement, l'existence du blocus ne lui a été notifiée par un bâtiment de l'escadre ou division de ce blocus. Et pour qu'on ne puisse alléguer ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé s'il tente ensuite de pénétrer dans le même port pendant la durée du blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, avec mention du jour, du lieu ou de la hauteur où il l'aura visité, ainsi que de la notification qu'il lui aura faite.

Art. XXI. Il pourra être établi des consuls de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce ; mais ces agents n'entreront en fonctions qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls ; les deux gouvernements s'engageant à ne s'opposer, à cet égard, aucune restriction qui ne soit commune, dans le pays, à toutes les autres nations.

Art. XXII. Les consuls respectifs, ainsi que leurs chanceliers ou secrétaires, jouiront dans les deux pays des priviléges généralement attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toutefois, qu'ils ne soient citoyens du pays, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce ; pour lequel cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers. Ces agents jouiront, en outre, de l'immunité personnelle, sans qu'ils puissent être arrêtés ni traduits en prison, excepté le cas de crime atroce ; et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce, et non pour causes civiles.

Les consuls et leurs chanceliers ne pourront être cités à comparaître comme témoins devant les tribunaux. Quand la justice du pays aura besoin de prendre quelque déclaration juridique de leur part, elle devra la leur demander par écrit, ou se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix. Enfin, ces agents jouiront de tous les autres priviléges, exemptions ou immunités qui pourront

1852 être accordés, dans leur résidence, aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XXIII. Les archives, et en général tous les papiers des chancelleries des consulats respectifs, seront inviolables, et, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. XXIV. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires, 1° apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister, et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux qui auront été apposés par le consul, et dès-lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert; 2° dresser l'inventaire de la succession, en présence de l'autorité du pays, si elle croyait devoir concourir à cet acte; 3° faire procéder, suivant l'usage du lieu, à la vente des effets mobiliers et immobiliers en dépendants; enfin, administrer et liquider personnellement, ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations, à moins qu'un ou plusieurs citoyens du pays, ou les citoyens d'une tierce puissance, n'aient à faire valoir des droits contre elles; car, dans ce cas, et s'il survient quelques difficultés entre les intéressés, elles seront jugées par les tribunaux du territoire, le consul agissant comme représentant la succession.

Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort du défunt dans une des gazettes qui se publieront dans l'étendue de leur arrondissement, et ils ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Art. XXV. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux pays seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire. Cependant les consuls respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui surviendraient entre les hommes, le capitaine et les officiers de l'équipage; mais les autorités locales pourront

intervenir lorsque les désordres survenus seront de nature à troubler 1852
la tranquillité publique à terre ou dans le port, et pourront également connaître de ces différends lorsqu'une personne du pays ou un étranger s'y trouveront mêlés.

Art. XXVI. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou, si le navire était parti, par copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur en être refusée. Il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Art. XXVII. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires de l'un des deux États auraient éprouvées en se rendant dans les ports de l'autre seront réglées par les consuls de leur nation, à moins que des habitants du pays où résideraient les consuls ne fussent intéressés dans ces avaries ; car alors, et s'il n'intervenait pas de compromis amiables entre toutes les parties intéressées, elles devraient être réglées par l'autorité locale.

Art. XXVIII. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés sur les côtes de la république dominicaine seront dirigées par les consuls de France, et, réciproquement, les consuls dominicains dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

Les autorités locales des deux pays n'interviendront que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités du lieu devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés. Il est, de plus, convenu que les marchandises sau-

1852 vées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XXIX. La république dominicaine jouira, dans toutes les colonies et possessions françaises en Amérique, des mêmes droits, priviléges et de la même liberté de commerce et de navigation dont jouit actuellement ou jouira la nation la plus favorisée; et, réciproquement, les habitants des colonies et possessions de la France en Amérique jouiront, dans toute leur extension, des mêmes droits, priviléges et de la même liberté de commerce et de navigation qui, par ce traité, sont accordés, dans la république dominicaine, aux Français, à leur commerce et à leur navigation.

Art. XXX. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les sujets de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront de plein droit, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. XXXI. Les stipulations du présent traité sont perpétuelles, à l'exception des articles X et XIV, dont la durée est fixée à cinq années, à partir de l'échange des ratifications; mais si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser les effets, lesdits articles resteront encore obligatoires pendant une année pour les deux parties; et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Dans le cas où l'une des deux parties contractantes jugerait qu'une ou plusieurs des stipulations du présent traité ont été enfreintes à son préjudice, elle devra d'abord présenter à l'autre partie un exposé des faits, ainsi qu'une demande en réparation, accompagnée des documents et des preuves nécessaires pour la justifier, et elle ne pourra d'aucune manière autoriser des actes de représailles, ni déclarer la guerre qu'autant que la réparation demandée par elle aurait été refusée ou mal accueillie.

Art. XXXII. Le présent traité sera ratifié, conformément aux constitutions respectives des deux pays, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

DANEMARCK, AUTRICHE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, PRUSSE, RUSSIE ET SUÈDE. 1852

Traité entre S. M. le roi de Danemarck, d'une part, et S. M. l'empereur d'Autriche, le prince-président de la république française, S. M. la reine de la Grande-Bretagne, S. M. le roi de Prusse, S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. le roi de Suède et de Norvége, de l'autre part, signé à Londres, le 8 Mai 1852.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. l'empereur d'Autriche (etc.), le prince-président de la république française, S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le roi de Prusse, S. M. l'empereur de toutes les Russies, et S. M. le roi de Suède et de Norvége, considérant que le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, lié aux intérêts généraux de l'équilibre européen, est d'une haute importance pour la conservation de la paix, et qu'une combinaison qui appelerait à succéder à la totalité des États actuellement réunis sous le sceptre de Sa Majesté le roi de Danemarck la descendance mâle, à l'exclusion des femmes, serait le meilleur moyen d'assurer l'intégrité de cette monarchie, ont résolu, à l'invitation de Sa Majesté danoise, de conclure un traité, afin de donner aux arrangements relatifs à cet ordre de succession un gage additionnel de stabilité par un acte de reconnaissance européenne. En conséquence les hautes parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires (*suivent leurs noms, titres, etc.*), lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenues des articles suivants :

Art. I. Après avoir pris en sérieuse considération les intérêts de sa monarchie, S. M. le roi de Danemarck, de l'assentiment de S. A. R. le prince héréditaire et de ses plus proches cognats, appelés à la succession par la loi royale de Danemarck, ainsi que de concert avec S. M. l'empereur de toutes les Russies, chef de la branche ainée de la maison de Holstein-Gottorp, ayant déclaré vouloir régler

1852 l'ordre de succession dans ses États, de manière, à ce qu'à défaut de descendance mâle en ligne directe du roi Frédéric III de Danemarck, sa couronne soit transmise à S. A. le prince Christian de Schlesvig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg et aux descendants issus du mariage de ce prince avec S. A. la princesse Louise de Schlesvig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, née princesse de Hesse, par ordre de primogéniture, de mâle en mâle, les hautes parties contractantes, appréciant la sagesse des vues qui ont déterminé l'adoption éventuelle de cette combinaison s'engagent d'un commun accord, dans le cas où l'éventualité prévue viendrait à se réaliser, à reconnaître à S. A. le prince Christian de Schlesvig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg et aux descendants mâles issus en ligne directe de son mariage avec ladite princesse, le droit de succéder à la totalité des États actuellement réunis sous le sceptre de S. M. le roi de Danemarck.

Art. II. Les hautes parties contractantes, reconnaissant comme permanent le principe de l'intégrité de la monarchie danoise, s'engagent à prendre en considération les ouvertures ultérieures que S. M. de Danemarck jugerait à propos de leur adresser si, ce que Dieu ne plaise, l'extinction de la descendance mâle en ligne directe de S. A. le prince Christian de Schlesvig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, issue de son mariage avec S. A. la princesse Louise de Schlesvig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, née princesse de Hesse, devenait imminent.

Art. III. Il est expressément entendu que les droits et les obligations réciproques de S. M. le roi de Danemarck et de la Confédération germanique, concernant les duchés de Holstein et de Lauenbourg, droits et obligations établis par l'acte fédéral de 1815, et par le droit fédéral existant, ne seront pas altérés par le présent traité.

Art. IV. Les hautes parties contractantes se réservent de porter le présent traité à la connaissance des autres puissances, en les invitent a y accéder.

Art. V. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres, dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET RÉPUBLIQUE DE CHILI. 1852

Convention entre la Grande-Bretagne et la république de Chili, pour l'abolition des droits différentiels, signée à St.-Jago de Chili, le 10 Mai 1852.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. No duties of tonnage, harbour, light-house, pilotage, quarantine, or other similar or corresponding duties, of whatever nature or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, corporations, or establishments of whatever kind, shall be imposed in the ports of either country upon the vessels of the other country, from whatever port or place arriving, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels; and in neither country shall any duty, charge, restriction, or prohibition be imposed upon, nor any drawback, bounty, exemption, or allowance be withheld from, vessels, or goods imported into or exported from one country in vessels of the other, which shall not be equally imposed upon or withheld from such vessels, or goods when so imported or exported in national vessels. It is understood that the two High Contracting Parties reserve the coasting trade for their own national vessels.

Art. II. All vessels which, according to the laws of Great Britain, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to the laws of Chile, are to be deemed Chilian vessels, shall, for the purposes of this Convention, be deemed British vessels and Chilian vessels respectively.

Art. III. If either of the two High Contracting Parties deem it for its interests to terminate the present Convention, it will be incumbent upon that Party to give twelve months previous notice from the date of the exchange of the ratifications thereof.

Art. IV. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Santiago de Chile, as soon as may be within the space of six months from the date of its signature.

In witness whereof, etc.

1852

DEUX-SICILES ET LE SAINT-SIÉGE.

Convention entre les Deux-Siciles et le Saint-Siége, en exécution du traité du 20 Septembre 1840, signée à Rome, le 14 Mai 1852.

Analogamente a quanto si accennò allorchè nel 15 Aprile del corrente anno pubblicossi il Trattato sulla confinazione tra lo Stato Pontificio, ed il Regno di Napoli, sono state dai sottoscritti Plenipotenziarii riassunte le trattative, onde stabilire, a tenore dell' Articolo 8 del Trattato medesimo, le norme legislative in ordine ai confini stessi. Essendosi ora condotte a termine trattative siffatte, si è di comune consenso compilata la seguente Convenzione addizionale, o Regolamento legislativo, il quale deve formar parte sostanziale, ed integrante del Trattato anzidetto.

Art. I. La nuova linea di confine stabilita col Trattato conchiuso il 26 Settembre 1840 tra la Santa Sede e il Regno delle Due Sicilie, e legalmente demarcata con termini lapidei nel 1846, e 1847 non impedirà l'esercizio libero dei dritti privati : quindi i Comuni, le Corporazioni, i pubblici Stabilimenti, e gl' individui conserveranno il dominio, il possesso, uso, e godimento de' fondi, che passano dall' una all' altra giurisdizione.

Art. II. Le iscrizioni, le trascrizioni, e gli altri atti esistenti negli Uffizî Ipotecarî di uno Stato dovranno a cura delle rispettive Autorità, cui appartiene, trasportarsi nell' Uffizio dell' altro, cui passano i fondi che ne sono l'oggetto : rimarranno illesi i diritti acquistati dalle parti in virtù delle Leggi locali. Il trasporto si eseguirà gratuitamente col mezzo di semplice rinvio, o trasmissione degli Estratti in carta libera, fra sei mesi dalla pubblicazione della presente Convenzione. Se la scadenza del decennio ha luogo dopo eseguito il rinvio, le iscrizioni dovranno rinnovarsi nell' Uffizio competente, cui furono rinviate, in conformità delle Leggi rispettivamente in vigore.

Quanto alle ipoteche legali, che per le Leggi del Regno sussistono, indipendentemente dalla iscrizione saranno esse conservate nel grado loro attribuito dalle stesse leggi sui fondi, che passano allo Stato Pontificio, semprecchè i creditori entro il suddetto termine di sei mesi, le facciano iscrivere nei competenti Uffizî dello Stato.

Le iscrizioni fatte posteriormente, non avranno effetto che dalla 1852
loro data.

Art. III. Gli Uffizi delle Contribuzioni fondiarie, dette Cancellerie del Censo nello Stato Pontificio, e Direzioni delle Contribuzioni Dirette nel Regno, si comunicheranno per mezzo de' rispettivi Governi, fra lo spazio egualmente di sei mesi, le partite, o atti catastali de' fondi che per la nuova confinazione passano da uno Stato all' altro. Allorchè lo stesso fondo sia situato parte in un territorio, e parte nell' altro, la estensione di terra, che passa in ciascuno de' due Dominî, sarà determinata, e descritta di accordo da due Periti Agrimensori, scelti, l'uno dal Governo Pontificio, l'altro da quello del Regno. Questa misura e descrizione sarà depositata nell' Uffizio della Direzione del Censo, o in quello delle Contribuzioni Dirette dello Stato, in cui trovasi la parte del fondo diviso. Dopo il detto termine di sei mesi, cambiando di padrone il fondo passato da un dominio all' altro, dovrà farsene presso la competente Autorità locale la dichiarazione, e voltura.

Art. IV. Le liti pendenti all' epoca della pubblicazione della presente Convenzione, si riassumeranno nello stato e termini, in cui si trovano.

Le sentenze, che all' epoca stessa abbiano acquistato forza di cosa giudicata, saranno eseguite senza cognizione di causa, e senza premetterne verun esame in giudizio dalle Autorità competenti dall' uno, o dell' altro Stato. Nondimeno quanto ai modi di esecuzione sia sopra i beni, che sulle persone si osserveranno le leggi del territorio, in cui verranno eseguite.

Art. V. I proprietarî, o possessori de' fondi, che in forza dell' attuale confinazione rimangono intersecati dalla linea del confine, o sono limitrofi al confine, ma situati interamente nell' altro Stato, potranno liberamente e senza verun ostacolo traversare la frontiera per recarsi nelle loro terre, coltivarle, e raccoglierne i prodotti. Potranno inoltre portare da uno Stato all' altro, senza pagamento di dazio, i prodotti degli stessi fondi, non che il bestiame, che vi si trova, sia per lavoro, sia per pascolo, ma con le norme e cautele ordinate negli articoli seguenti.

Art. VI. Sotto il nome di bestiame si comprende il Cavallino di razza indigena, e marcato secondo lo stile solito ad usarsi dai rispettivi proprietarî, o possessori, come pure quello di ogni altra specie, niuna di queste esclusa, abbenchè per le leggi dell' uno, o dell' altro Stato ne fosse vietata la introduzione, o la esportazione.

Art. VII. La introduzione, o la esportazione de' prodotti, e del bestiame si farà con semplice permesso, o Bolletta della rispettiva

1852 Dogana da rilasciarsi gratuitamente, senza pagamento di verun dritto, tassa o emolumento, e senza cauzione o altra formalità, qualora i proprietarî degli uni e dell' altro abbiano adempiuto alle prescrizioni dell' articolo seguente.

La Bolletta non sarà necessaria pel bestiame, che vada e venga a causa della coltivazione dall' una all' altra parte del fondo, e non sia introdotto per farne commercio.

Art. VIII. Qualora ne' fondi intersecati dalla linea di confine vi sieno Casali o Case Coloniche, la introduzione de' prodotti dovrà farsi in quella parte del fondo, ove sono situati i Casali, o le Case Coloniche. A questo effetto il proprietario o possessore dichiarerà in ogni anno, dopo la raccolta, alla Dogana sia dello Stato Pontificio, sia del Regno, da cui dipende quella parte del fondo, la coltivazione ed i prodotti del medesimo.

Se nel fondo non vi è Casale o Casa Colonica, la dichiarazione si farà nella Dogana di confine di ambedue gli Stati. Il proprietario, o possessore potrà introdurre i prodotti in quella parte del fondo, che più gli torni in grado. Avvenendo entro l'anno qualche cambiamento, il proprietario o possessore lo denuncierà alla Dogana, o Dogane, in cui fu fatta la dichiarazione, per le opportune riforme ed annotazioni.

Sarà dato egualmente in ogni anno alle Dogane di ambedue gli Stati l'Elenco del bestiame addetto al fondo, o fondi divisi dalla linea di confine.

Siffatte dichiarazioni, e denuncie si riceveranno gratuitamente, e senza verun diritto, tassa o emolumento. È in facoltà delle rispettive Dogane di farle verificare, quando lo si creda opportuno.

Art. IX. I contravventori al disposto nell' articolo precedente saranno giudicati dalle Autorità competenti del luogo della commessa contravvenzione, e puniti in conformità delle Leggi, e Regolamenti locali.

Art. X. Nel corso dei fiumi, torrenti o fossi, che formano confine, gli abitanti dell' una e dell' altra parte potranno liberamente abbeverare il bestiame di qualunque specie, lavare panni, istrumenti rusticani, ed altri simili oggetti. Potranno inoltre esercitarvi la pesca, qualora ne siano suscettivi, e purchè non si facciano opere, che impediscano l'uso delle acque per gli oggetti di sopra indicati, ovvero tendano ad alterarne il corso; salvo sempre il diritto a chi di ragione pel rifacimento de' danni.

Art. XI. Se i fiumi, torrenti o fossi, che formano confine, inondassero i terreni dell' una o dell' altra riva, i proprietarî, o possessori rispettivi potranno farvi a loro spese le necessarie riparazioni,

sempre in modo da non impedire l'uso delle acque a termini dell'Ar- 1852
ticolo precedente, od alterare il corso di esse, e lo stato attuale del confine, nè danneggiare la sponda opposta.

Art. XII. Ogni strada o sentiere, che forma e segna il confine, sarà di uso comune ai sudditi di ambedue gli Stati.

Art. XIII. Sarà parimenti di uso comune ogni pubblico abbeveratojo, sia di sorgente, sia di acqua naturalmente o artificialmente raccolta, sia di acqua posseduta per causa di acquisto, di locazione, o per qualunque altro titolo si trovi entro la distanza di cinquecento metri dal confine (canne Rom. 224. 2) (canne Napoletane 189). In questo spazio potranno gli animali essere condotti liberamente per le vie ordinarie dall'uno all'altro territorio, ma pel solo transito, essendo vietato il farli quivi pascere, o vagare ne' campi altrui sotto pena dell'emenda de' danni.

Art. XIV. In caso di epizoozia, o altro male contagioso, di che fossero infetti gli armenti, dovranno strettamente osservarsi le leggi sanitarie per la sollecita segregazione degli animali infetti; nel qual caso agiranno di accordo le Autorità locali dell'uno, e dell'altro Stato.

Art. XV. Quando le acque de' fossi, o ruscelli scorrano senza letto determinato, vi si potranno condurre gli animali, ma non sarà permesso loro il passaggio per le praterie riservate, pei campi posti a coltura, e pei terreni chiusi da stecconi o repagoli, siepi, o macerie.

Art. XVI. Se il pubblico abbeveratojo, ovvero l'acqua mentovata nell'articolo precedente si trovasse all'estremo della distanza de' 500 metri, tale distanza sarà protratta per altri trenta metri (canne Napoletane 11. 3. 4) (canne Romane 13. 4. 6).

Art. XVII. Qualora gli animali depascenti, o vaganti oltrepassino li cinquecento metri coll'aggiunta di trenta metri, nel caso contemplato nell'articolo precedente, il proprietario di essi non solo sarà tenuto all'emenda de' danni, ma potranno anche applicarsi le altre pene stabilite dalle leggi, consuetudini, e regolamenti in vigore ne' luoghi dello Stato, in cui sarà avvenuto il danno.

Quando le bestie da soma fossero cariche di merci, ed oggetti di qualunque specie avrà sempre luogo l'applicazione delle suddette pene.

Art. XVIII. Nelle strade o sentieri, che segnano confine, e che sono di uso comune, non si potranno aprir cave, nè scavar grotte che alla distanza di *metri venticinque* dal confine (canne Romane 11. 9) (canne Napoletane 9. 4. 5).

1852 Art. XIX. Entro la distanza di metri cinquanta (canne Romane 22. 4.) (canne Napoletane 18. 9.) dal confine, non potranno innalzarsi case o fabbriche di sorta alcuna, nè potranno ristaurarsi, o riedificarsi le dirute, o quelle che in seguito minacciassero ruina. Tale divieto si restringe a metri venticinque per le capanne, forni, vasche, cisterne, o pozzi di uso privato.

Sono eccettuate le Case Coloniche, le quali potranno edificarsi dai proprietarî o possessori nella parte de' loro fondi separata dalla linea di confine, ove non esistano attualmente.

Art. XX. Trovandosi a rincontro due fabbriche, in mezzo alle quali passi il confine, è vietato di riunirle con archi, o ponti, ovvero di ravvicinarle col mezzo di logge, o in altra maniera qualunque.

Art. XXI. Sopra fossi, torrenti, o fiumi, che formano confine, è vietato il costruire senza il permesso di entrambi i Governi ponti di legno, di fabbrica, o di altro materiale, non che altre opere, abbenchè fossero di uso comune.

Nel caso d'inondazione, i proprietarî, i possessori potranno valersi della facoltà loro concessa dall' articolo 11.

Per ottenere il permesso delle opere non di urgenza dovranno i proprietarî, o possessori interessati esporre al proprio Governo un quadro ragionato delle innovazioni, che intendono di fare a conservazione, o miglioramento delle proprietà rispettive.

Art. XXII. Le opere fatte in contravvenzione al disposto ne' precedenti articoli, 18 al 21, saranno intieramente demolite, e rimosse a spese de' Contravventori, i quali saranno inoltre tenuti all' emenda de' danni, quando abbia luogo.

Art. XXIII. Presso la linea di confine, e nello spazio di metri cento, non potranno farsi ammassi di merci o generi gabellati, o di proibita introduzione, ed estrazione, a norma delle leggi vigenti nell' uno e nell' altro Stato, salvo il disposto negli articoli 5 e seguenti, in ordine ai prodotti delle terre divise dalla linea di confine.

Nel caso di contravvenzione gli ammassi saranno considerati come *contrabbando*, e l'Autorità locale sul reclamo dell' Autorità dell' altro Stato, farà osservare il divieto coi mezzi, che sono in suo potere.

Art. XXIV. La manutenzione delle fonti, e conserve di acqua di uso comune sarà a carico di quello Stato, nel quale si trovano, e non potrà deviarsene l'acqua.

Art. XXV. La costruzione, e manutenzione de' ponti sopra fossi,

torrenti, o fiumi, che formano confine, nonchè delle strade e sentieri 1852
di uso comune, sarà a carico di entrambi gli Stati.

Art. XXVI. Oltre la visita quinquennale prescritta coll' articolo 9 del Trattato, sarà nel mese del Maggio o Giugno di ogni anno visitato il confine, e dichiarato lo stato de' termini da due Deputati, uno del Regno, l'altro dello Stato Pontificio, i quali verranno eletti in ciascuno de' Comuni limitrofi al confine ne' primi dieci giorni dello stesso mese di Maggio, o Giugno, ed adempiranno insieme l'incarico.

Art. XXVII. I rapporti intorno alla esecuzione di questa visita saranno senza indugio trasmessi ai Delegati o Intendenti delle provincie rispettive, i quali, salvo i casi di urgenza, si rivolgeranno ai proprii Governi per gli opportuni provvedimenti. I funzionari locali faranno alle medesime Autorità parziali, ed istantanei rapporti su quanto potesse nel corso dell' anno accadere di notabile nel confine.

Art. XXVIII. Per provvedimento transitorio, sino alla regolare riduzione delle strade o sentieri comuni di confine, si accorda per le bestie da soma una tolleranza di sconfinamento nello spazio di cinque metri dal confine (canne Napoletane 1. 8. 9) (canne Romane 2. 2. 2), tanto da una parte che dall' altra, e la facoltà di scorrere per tutte le tracce laterali, che attualmente vi si trovano.

Art. XXIX. I pochi tratti di piccole strade, che formano confine, saranno ridotti nel termine di un anno alla larghezza di tre metri (canne Napoletane 1. 1. 3) (canne Romane 1. 3. 2) a spese di ambedue gli Stati, e diligentemente mantenute a spesa, cura, e responsabilità de' Comuni limitrofi.

Art. XXX. Insorgendo per l'avvenire alcuna controversia fra particolari, o tra Comuni limitrofi per causa del confine, le Autorità locali dell' uno e dell' altro Stato ne faranno rapporto ai rispettivi Superiori, perchè venga decisa di accordo dai due Governi.

Art. XXXI. L'atterramento, la remozione e la degradazione delle Colonnette lapidee, che marcano il confine, e delle insegne Sovrane, che vi si trovano scolpite, si puniranno a norma delle leggi vigenti nello Stato, al quale è soggetto colui, che ha commesso il delitto, in ordine all' atterramento, distruzione, degradazione e guasti de' pubblici Stabilimenti, e delle insegne, o armi Sovrane: ed occorrendo, si adotteranno misure di Polizia.

Art. XXXII. Le Autorità, ed i pubblici funzionari de' luoghi limitrofi alle frontiera veglieranno, ciascuno per la sua parte, alla esecuzione delle disposizioni legislative contenute nella presente Convenzione.

1852 Art. XXXIII. Il presente Regolamento sarà ratificato, e lo scambio delle ratifiche avrà luogo in Roma nello spazio di un mese, ed anche più presto se si potrà.

In fede di che, etc.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DIVERS ÉTATS D'ALLEMAGNE.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et la Prusse, pour elle et au nom de divers États de la Confédération germanique, pour déterminer les cas où l'extradition des criminels est applicable, signée à Washington, le 16 Juin 1852, avec l'article additionnel du 16 Novembre de la même année.

(En allemand et en anglais.)

Da es behufs besserer Verwaltung der Rechtspflege und zur Verhütung von Verbrechen innerhalb des Gebietes und der Gerichtsbarkeit der contrahirenden Theile zweckmässig befunden worden ist, dass Individuen, welche gewisse schwere Verbrechen begehen, und vor der Justiz flüchtig geworden sind, unter Umständen gegenseitig ausgeliefert werden, auch dass die betreffenden Verbrechen namentlich aufgezählt werden; und da die Gesetze und Verfassung Preussens und der anderen Deutschen Staaten, welche diesen Vertrag contrahiren, ihnen nicht gestatten, ihre eigenen Unterthanen einer auswärtigen Jurisdiction zu überliefern, also die Regierung der Vereinigten Staaten mit Rücksicht darauf, dass der Vertrag unter strenger Reciprocität geschlossen wird, gleicherweise von jeder Verpflichtung frei sein soll, Bürger der Vereinigten Staaten auszuliefern: so haben einerseits S. M. der König von Preussen, sowohl für Sich, als im Namen S. M. des Königs von Sachsen, S. Königl. Hoheit des Kurfürsten von Hessen, S. Königl. Hoheit des Grossherzogs von Hessen und bei Rhein, S. Königl. Hoheit des Grossherzogs von Sachsen-Weimar-Eisenach, S. Hoheit des Herzogs von Sachsen-Meiningen, S. H. des Herzogs von Sachsen-Altenburg, S. H. des Herzogs von Sachsen-Koburg-Gotha, S. H. des Herzogs von Braunschweig, S. H. des Herzogs von Anhalt-Dessau, S. H. des Herzogs von Anhalt-Bernburg, S. H. des Herzogs von Nassau, S.

Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Rudolstadt, S. D. des 1852
Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen, I. D. der Fürstin und Regentin von Waldeck, S. D. des Fürsten von Reuss älterer Linie, S. D. des Fürsten von Reuss jüngerer Linie, S. D. des Fürsten zu Lippe, S. D. des Landgrafen von Hessen-Homburg, so wie der freien Stadt Frankfurt, und andererseits die Vereinigten Staaten von Nord-Amerika, beschlossen, über diesen Gegenstand zu verhandeln, und zu diesem Behufe ihre respectiven Bevollmächtigten ernannt, um eine Uebereinkunft zu verhandeln und abzuschliessen; nämlich:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer respectiven Vollmachten, die folgenden Artikel vereinbart und unterzeichnet haben:

Art. I. Man ist dahin übereingekommen, dass Preussen nebst den andern Staaten des Deutschen Bundes, die in diese Uebereinkunft mit eingeschlossen sind oder die derselben später beitreten mögen, und die Vereinigten Staaten, auf gegenseitige Requisitionen, welche respective sie selbst oder ihre Gesandten, Beamten oder Behörden erlassen, alle Individuen der Justiz ausliefern sollen, welche beschuldigt, das Verbrechen des Mordes, oder eines Angriffs in mörderischer Absicht, oder des Seeraubes, oder der Brandstiftung, oder des Raubes, oder der Fälschung, oder des Ausgebens falscher Dokumente, oder der Verfertigung oder Verbreitung falschen Geldes, — sei es gemünztes oder Papiergeld, — oder des Defekts oder der Unterschlagung öffentlicher Gelder, innerhalb der Gerichtsbarkeit eines der beiden Theile begangen zu haben — in dem Gebiete des andern Theils eine Zuflucht suchen und dort aufgefunden werden: mit der Beschränkung jedoch, dass dies nur auf solche Beweise für die Strafbarkeit geschehen soll, welche nach den Gesetzen des Orts, wo der Flüchtling oder das so beschuldigte Individuum aufgefunden wird, dessen Verhaftung und Stellung vor Gericht rechtfertigen würden, wenn das Verbrechen oder Vergehen dort begangen wäre; und die respectiven Richter und andere Behörden der beiden Regierungen sollen Macht, Befugniss und Autorität haben, auf eidlich erhärtete Angabe einen Befehl zur Verhaftung des Flüchtlings oder so beschuldigten Individuums zu erlassen, damit er vor die gedachten Richter oder anderen Behörden zu dem Zwecke gestellt werde, dass der Beweis für die Strafbarkeit gehört und in Erwägung gezogen werde; und wenn bei dieser Vernehmung der Beweis für ausreichend zur Aufrechthaltung der Beschuldigung erkannt wird, so soll es die Pflicht des prüfenden Richters oder der Behörde sein, selbigen für die betreffende executive Behörde festzustellen, damit ein Befehl zur Auslieferung eines solchen Flücht-

1852 lings erlassen werden könne. Die Kosten einer solchen Verhaftung und Auslieferung sollen von dem Theil getragen und erstattet werden, welcher die Requisition erlässt und den Flüchtling in Empfang nimmt.

Art. II. Die Bestimmungen dieser Uebereinkunft sollen auf jeden andern Staat des Deutschen Bundes Anwendung finden, der später seinen Beitritt zu derselben erklärt.

Art. III. Keiner der contrahirenden Theile soll gehalten sein, in Gemässheit der Bestimmungen dieser Uebereinkunft seine eigenen Bürger oder Unterthanen auszuliefern.

Art. IV. Wenn ein Individuum, das eines der in dieser Uebereinkunft aufgezählten Verbrechen angeklagt ist, ein neues Verbrechen in dem Gebiete des Staates begangen haben sollte, wo er eine Zuflucht gesucht hat oder aufgefunden wird, so soll ein solches Individuum nicht eher in Gemässheit der Bestimmungen dieser Uebereinkunft ausgeliefert werden, als bis dasselbe vor Gericht gestellt worden sein und die auf ein solches neues Verbrechen gesetzte Strafe erlitten haben oder freigesprochen worden sein wird.

Art. V. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll bis zum 1. Januar 1858 in Kraft bleiben, und wenn kein Theil dem andern sechs Monate vorher Mittheilung von seiner Absicht macht, dieselbe dann aufzuheben, so soll sie ferner in Kraft bleiben bis zum Ablauf von zwölf Monaten, nachdem einer der hohen contrahirenden Theile dem andern von einer solchen Absicht Kenntniss gegeben; wobei jeder der hohen contrahirenden Theile sich das Recht vorbehält, dem andern eine solche Mittheilung zu jeder Zeit nach dem Ablauf des gedachten ersten Januar 1858 zugehen zu lassen.

Art. VI. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll ratificirt werden von der Preussischen Regierung und von dem Präsidenten unter und mit der Genehmigung und Zustimmung des Senates der Vereinigten Staaten und die Ratificationen sollen zu Washington innerhalb sechs Monaten von dem heutigen Datum, oder wo möglich früher, ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen u. s. w.

Additional-Artikel zu dem am 16. Juni 1852 zu Washington zwischen Preussen und anderen Staaten des Deutschen Bundes einerseits, und den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika andererseits, abgeschlossenen Vertrage wegen der in gewissen Fällen gegenseitig zu gewährenden Auslieferung der vor der Justiz flüchtigen Verbrecher.

Da es nicht thunlich sein möchte, dass die Ratificationen des am 16. Juni 1852 zu Washington unterzeichneten Vertrages zwischen

Preussen und anderen Staaten des Deutschen Bundes einerseits, 1852
und den Vereinigten Staaten andererseits, wegen der in gewissen Fällen zu gewährenden gegenseitigen Auslieferung der vor der Justiz flüchtigen Verbrecher, innerhalb der im genannten Vertrage verabredeten Frist ausgewechselt werden, und da beide Theile wünschen, dass derselbe zur vollständigen Ausführung gelange, so hat zu dem Ende Seine Majestät der König von Preussen in Seinem eigenen Namen sowohl, als Namens der anderen in dem vorgenannten Vertrage erwähnten Deutschen Souveräne, Allerhöchst Ihren Minister-Residenten bei der Regierung der Vereinigten Staaten, Friedrich Carl Joseph von Gerolt, und der Präsident der Vereinigten Staaten von Nord-Amerika seinerseits den Staats-Secretair der Vereinigten Staaten, Edward Everett, mit der nöthigen Vollmacht versehen, welche den folgenden Artikel vereinbart und unterzeichnet haben:

Die Ratificationen des am 16. Juni 1852 abgeschlossenen Vertrages wegen der in gewissen Fällen zu gewährenden gegenseitigen Auslieferung der vor der Justiz flüchtigen Verbrecher sollen zu Washington innerhalb eines Jahres von dem Datum dieser Uebereinkunft an gerechnet, oder wo möglich früher, ausgewechselt werden.

Der gegenwärtige Additional-Artikel soll dieselbe Kraft und Wirkung haben, als ob er Wort für Wort in vorgenannten Vertrag vom 16. Juni 1852 mit aufgenommen worden wäre, und soll in der in demselben vorgeschriebenen Weise genehmigt und ratificirt werden.

Zu Urkund dessen u. s. w.

BRÉSIL ET RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY.

Traité entre le Brésil et la république orientale de l'Uruguay, en explication du traité du 12 Octobre 1851, signé à Montevideo, le 15 Mai 1852.

Tendo S. M. o Imperador do Brazil e a Republica Oriental do Uruguay celebrado em 12 de Outubro do anno p. p. quatro tratados e uma convenção de subsidios que sendo ratificados pelas altas partes con-

1852 tractantes forão por ambas executados em todos os artigos que immediatamente podião sê lo, comquanto depois do restabelecimento do governo constitucional da Republica se suscitassem duvidas sobre sua exequibilidade, duvidas que felizmente desapparecêrão por um accordo amigavel entre ambas as partes; e por esse accordo, obtido com o concurso da mediação espontanea e officiosa do governo encarregado das relações exteriores da Confederação Argentina, por meio do seu ministro plenipotenciario, foi sustentada por parte do governo oriental a execução dos referidos tratados e convenção:

Em consequencia, desejando S. M. o Imperador facilitar ao governo da Republica Oriental os meios de cumprir as estipulações dos referidos tratados e convenção, removendo duvidas que se suscitárão contra o tratado de limites, concordou em fazer modificações ao dito tratado, e para esse fim as duas altas partes contractantes nomeárão seus plenipotenciarios, a saber:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

os quaes depois de terem trocado seus plenos poderes respectivos, que forão achados em boa e devida fórma, convierão nos artigos seguintes:

Art. I. O § 1 do art. 3 do tratado de limites fica alterado do modo seguinte:

Da embocadura do arroyo Chuy, no oceano, subirá a linha divisoria pelo dito arroyo e dahi passará pelo puntal de S. Miguel até encontrar a Lagôa Merim, e seguirá costeando sua margem occidental até a foz do Jaguarão (conforme ao *uti possidetis*).

Art. II. O art. 4 do referido tratado fica modificado sómente na parte em que se cede ao Brazil, em toda soberania, meia legua de terreno em uma das margens da foz do Sebollaty que fosse designada pelo commissario do governo imperial, e outra meia legua em uma das margens do Taquary, designada do mesmo modo; convindo S. M. o Imperador em desistir formalmente, como desiste, do direito adquirito áquella concessão.

Art. III. Todos os demais artigos do referido tratado de limites, assim comodos de alliança, commercio e navegação, de extradicção e da convenção de subsidios, ficão em seu pleno e inteiro vigor; e ambas as partes contractantes convém em aceitar a garantia que espontaneamente offereceu o ministro plenipotenciario da Confederação Argentina por parte do governo encarregado das relações exteriores da dita Confederação, consistindo essa garantia em que por parte de S. M. o Imperador serão approvadas e ratificadas as

modificações estipuladas no presente tratado, e que por parte do 1852
governo oriental serão observados todos os mencionados tratados e convenção de subsidios de 12 de Outubro do anno proximo passado, com as modificações aqui incluidas, ou outras que para o futuro possão ser feitas com mutuo accordo das altas partes contractantes.

Art. IV. A troca das ratificações do presente tratado será feita na cidade do Rio de Janeiro, no prazo de sessenta dias, ou antes se fôr possivel; e o acto de garantia será dado o mais breve que possivel fôr a cada uma das partes contractantes independentemente da dita troca de ratificações.

Em testemunho do qual, nós, abaixo-assignados, plenipotenciarios da Republica Oriental do Uruguay e de S. M. o Imperador do Brazil, em virtude de nossos plenos poderes, assignamos o presente tratado com os nossos punhos e o sello das nossas armas.

Feito, etc.

Ratificação do auto de garantia.

O brigadeiro general D. Justo José de Urquiza, governador e capitão-general da provincia de Entre-Rios, general em chefe do grande exercito alliado sul-americano e encarregado das relações da Confederação Argentina: Fazemos saber a todos, e a cada um daquelles a cujo conhecimento chegar o presente acto de ratificação, que tendo sido celebrado, com o concurso de nossa mediação espontanea e amigavel, um tratado modificando o de limites de 12 de Outubro de 1851 entre os plenipotenciarios de S. M. o Imperador do Brazil e da Republica Oriental do Uruguay, pelo qual ficou modicado o tratado de limites celebrado entre o imperio do Brazil e a dita Republica em 12 de Outubro do anno passado; e tendo sido aceita a garantia que em nosso nome e no da Confederação Argentina foi offerecida pelo nosso ministro plenipotenciario o Dr. D. Luiz José de la Penna, nos termos expressos no acto de garantia assignado na cidade de Montevidéo aos 15 do mez de Maio do corrente anno, cujo teor é o seguinte:

Acto de garantia pela Confederação Argentina do tratado de modificações ao de limites de 12 de Outubro de 1851, celebrado entre S. M. o Imperador do Brazil e a Republica Oriental do Uruguay em 15 de Maio de 1852.

Tendo-se felizmente concluido neste dia um tratado modificando o de limites de 12 de Outubro de 1851 entre os plenipotenciarios de S. M. o Imperador do Brazil e o da Republica Oriental de Uru-

1852 guay, com a concorrencia do abaixo assignado, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario em missão especial junto do governo desta mesma Republica ; cuja mediação, offerecida espontanea e amigavelmente, foi aceita por ambos os plenipotenciarios acima mencionados, na intelligencia de que o da Confederação Argentina garantiria, em nome do governo encarregado das relações exteriores da dita Confederação, que, por parte de S. M. o Imperador do Brazil, serão approvadas e ratificadas as modificações estipuladas no tratado celebradb neste dia, e pela da Republica Oriental serão ratificadas as ditas modificações de conformidade com a respectiva constituição ; e os tratados e convenção de subsidio de 12 de Outubro do anno proximo passado serão exactamente cumpridos e observados pelas duas altas partes contractantes, com as referidas modificações ou outras que no futuro possão ser feitas por mutuo accordo de ambas as altas partes contractantes ; o abaixo assignado, ministro plenipotenciario da Confederação Argentina, declara e assegura pelo presente acto de garantia, e em virtude dos plenos poderos com que se acha investido, que o Exm. Sr. governador e capitão-general encarregado das relações exteriores da Confederação Argentina, brigadeiro-general D. Justo José de Urquiza, apresenta a sua garantia nos mesmos termos que foi offerecida pelo abaixo assignado, segundo está estipulado no artigo 3 do tratado celebrado neste dia ; e que o mesmo Exm. Sr. governador fará expedir e entregar ratificações especiaes deste acto de garantia a cada uma das duas altas partes contractantes.

Em fé do que, etc.

DANEMARCK ET RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Danemarck et la république dominicaine, signé à Ste.-Croix, le 26 Juillet 1852.

Art. I. Il y aura paix et amitié perpétuelle entre Sa Majesté le roi de Danemarck, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la république dominicaine, d'autre part, comme entre les sujets et citoyens de l'un et de l'autre État.

Art. II. Les sujets de Sa Majesté le roi de Danemarck dans les 1852
ports et provinces de la république dominicaine, et les citoyens dominicains dans les ports et provinces de Danemarck, jouiront des mêmes droits et priviléges, qui sont ou seront accordés aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets de Sa Majesté danoise pourront résider et commercer dans tout le territoire de la république, auquel sont ou seront admis les sujets ou citoyens de la nation étrangère la plus favorisée, et ils jouiront d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Les citoyens de la république dominicaine pourront de même résider et commercer dans tout le territoire de Danemarck, auquel sont ou seront admis les sujets ou citoyens de la nation étrangère la plus favorisée, et ils jouiront de la même protection quant à leurs personnes et leurs propriétés.

Art. III. Les bâtimens danois dans les ports ouverts de la république dominicaine et toutes les marchandises et objets de commerce, qui sont importés ou exportés par des bâtimens danois, ne seront assujettis dans aucun cas, ni à l'entrée ni à la sortie des dits ports, à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage et de douane, ni à d'autres charges, taxes ou impôts, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires nationaux ou les mêmes marchandises et objets de commerce, importés ou exportés par des bâtimens nationaux.

De la même manière les bâtimens dominicains dans les ports de Danemarck, et toutes les marchandises et objets de commerce, qui sont importés ou exportés par des bâtimens dominicains, ne seront soumis dans aucun cas, ni à l'entrée ni à la sortie des dits ports, à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage et de douane, ni à d'autres charges, taxes ou impôts, que ceux auxquels sont ou seront soumis les bâtiments danois ou les mêmes marchandises et objets de commerce importés ou exportés par des bâtimens danois.

Les bâtimens dominicains seront admis aux colonies de Sa Majesté le roi de Danemarck, y compris les îles de Færœ, l'Islande et le Grœnland, aux mêmes conditions et y seront traités de la même manière que les navires de commerce de la nation la plus favorisée le sont actuellement ou le seront à l'avenir.

Le droit d'entrée dans les ports danois que le présent article accorde aux bâtimens dominicains ne comprend pas le privilége de faire le commerce entre le Danemarck et les colonies danoises.

Art. IV. Le cabotage ne pourra se faire dans les diverses parties de l'un des États contractants par les bâtimens de l'autre, qu'autant

1852 que les lois respectives de chaque État l'autorisent, mais il est néanmoins convenu que les habitants de part et d'autre jouiront à cet égard de tous les droits, qui sont ou seront accordés à la nation la plus favorisée.

Art. V. L'importation de tous les produits du sol et de l'industrie et de toutes les marchandises et objets de commerce de quelque dénomination que ce soit, reconnus comme venant des possessions danoises dans des bâtimens d'une nation quelconque ou importés par des bâtimens danois d'un pays quelconque, ne pourra être prohibée par la république dominicaine, ni assujettie à d'autres ni à de plus forts droits que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits, marchandises et objets de commerce, provenant d'un pays quelconque ou importés par les bâtimens de la république dominicaine ou de la nation étrangère la plus favorisée.

Quant à l'exportation de tous les produits de la république dominicaine les sujets et bâtimens danois jouiront des mêmes droits et priviléges que ceux, qui sont ou seront accordés aux sujets et navires de toute autre nation favorisée.

Art. VI. La république dominicaine s'engage à accorder aux navires danois, leurs officiers et équipages la protection dont ils pourraient avoir besoin. En cas d'échouement d'un navire danois sur les côtes de la république, les autorités locales seront tenues de donner toute l'assistance possible, soit pour sauver l'équipage et la cargaison, soit pour recueillir les débris.

Du reste pour les droits et frais de sauvetage et de conservation du navire et de la cargaison, un bâtiment échoué de l'une des parties contractantes sera traité dans le territoire de l'autre comme le serait un bâtiment national en pareil cas.

Lorsque par suite de relâche forcée ou d'avarie constatée ou dans le but de conserver la cargaison ou d'entrer en hivernage, les navires de l'une des parties contractantes entreront dans les ports de l'autre, ils ne seront assujettis à aucun droit de douane ou de navigation de quelque dénomination que ce soit (sauf les droits de port qui seulement en cas d'avarie n'ont pas lieu, et les droits de pilotage et autres, représentant le salaire de services rendus par des industries privées) pourvu que ces navires n'effectuent aucune opération de commerce, soit en chargeant, soit en déchargeant des marchandises. Il leur sera permis de déposer à terre les marchandises, composant leur cargaison, sans en payer de droits, pourvu que celle-ci soit réexportée pour compte du même propriétaire dans le même bâtiment. Mais en cas que ce bâtiment soit condamné, et que la cargaison soit réexportée pour le compte du même proprié-

taire dans un autre bâtiment de quelque port de Danemarck, la 1852
cargaison sera assujettie à des droits de transit, autant que de tels droits sont établis par les tarifs ; mais ce cas avenant dans quelque port des possessions de Sa Majesté le roi de Danemarck aux Indes-Occidentales, la cargaison ne sera assujettie à aucun droit, et le bâtiment seul sera soumis aux droits de navigation ; la même règle sera observée dans le cas qu'une cargaison importée par un bâtiment danois dans un port dominicain sera réexportée pour le compte du même propriétaire dans quelque autre bâtiment par suite de la condamnation du bâtiment, par lequel la cargaison a été importée.

Art. VII. Les deux parties contractantes ayant déterminé de se traiter réciproquement sur le pied de la nation la plus favorisée, il est formellement convenu entre elles, qu'en tout ce qui concerne le commerce et la navigation, les franchises, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir par une d'elles en faveur d'une autre nation quelconque, à l'instant seront entendus aux sujets ou citoyens de l'autre État ; gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État a été gratuite, ou en donnant une compensation autant que possible d'une valeur proportionnée, si la concession a été conditionnelle.

Art. VIII. Au passage du Sund et des Belts les navires dominicains et leurs cargaisons ne payeront que les mêmes droits et seront traités de la même manière que ceux des nations les plus favorisées.

Art. IX. Chacune des parties contractantes aura le droit de nommer des consuls pour la protection du commerce dans tous les ports ou villes des domaines de l'autre, mais ces consuls ne pourront cependant pas entrer en fonction avant d'avoir obtenu l'exéquatur du gouvernement du pays où ils vont résider.

Les agents diplomatiques et les consuls respectifs jouiront des mêmes droits, priviléges, immunités et exemptions qui sont ou seront accordés aux agents diplomatiques ou consuls du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. X. Les bâtimens de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance, dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée ; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, priviléges et exceptions.

Art. XI. Les sujets de Sa Majesté danoise dans le territoire de la république dominicaine ne seront pas troublés, persécutés et inquiétés à cause de leur religion, mais ils jouiront de la plus entière

1852 liberté de conscience, et ils pourront exercer leur culte ou dans leurs maisons ou dans leurs chapelles particulières. Ils jouiront de même du droit d'enterrer dans des cimetières, qu'ils pourront de la même manière établir et maintenir, les sujets de Sa Majesté danoise qui mourront dans le territoire de la république.

De même les citoyens de la république dominicaine jouiront dans toutes les possessions danoises de la plus entière liberté de conscience, et pourront exercer leur culte ou dans leurs maisons particulières, ou dans des chapelles ou autres lieux, destinés à la célébration du service divin.

Art. XII. Les navires, cargaisons, marchandises ou effets appartenant aux sujets ou citoyens de l'une des parties contractantes, ne pourront être soumis à aucun embargo, ni être retenus pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public que ce soit sans une indemnité débattue et fixée préalablement par les parties intéressées et suffisante pour les torts et pertes, retards et dommages, qui naîtront du service, auquel ils seront obligés.

Art. XIII. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre puissance, nation ou État, les sujets ou citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes États, excepté avec les villes ou ports, qui seraient réellement bloqués ou assiégés; bien entendu que cette liberté de commercer et de naviguer ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipement militaire, et tous instruments quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Art. XIV. Seront considérés comme danois dans les ports de la république et comme dominicains dans les possessions danoises les navires qui *bona fide* appartiendront aux sujets ou citoyens des deux pays, qui navigueront sous les pavillons respectifs et seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour constater la nationalité des bâtimens de commerce.

Art. XV. Pour mettre les deux parties contractantes à même de traiter plus tard et d'arrêter des stipulations ultérieures, qui auraient pour but l'accroissement de leurs relations commerciales et la protection de leurs intérêts réciproques, il est convenu, que le présent traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et chacune des parties contractantes se réserve le droit de notifier à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet à l'expiration des dix ans ou plus tard, en quel cas le traité continuera d'être obligatoire pour les deux parties jusqu'à

l'expiration de douze mois après que l'intention susdite aura été 1852
notifiée.

Art. XVI. Le présent traité sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Sto.-Domingo dans l'espace de douze mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

RUSSIE ET LE SAINT-SIÉGE.

1.

Déclaration de commerce et de navigation donnée par le ministre de Russie près le St.-Siége au cardinal secrétaire d'État de Sa Sainteté, en date de Rome, le $\frac{24 \text{ Juin}}{6 \text{ Juillet}}$ 1852.

Le soussigné, conseiller privé de S. M. l'empereur de toutes les Russies (etc.), ayant reçu de S. E. R., M. le cardinal Antonelli, secrétaire d'État de Sa Sainteté (etc.), l'assurance qu'aucun droit de douane, ni aucun impôt spécial ne sont établis, ni prélevés dans les ports des États pontificaux sur les bâtimens navigant sous pavillon russe, qui ne le soient également sur les bâtimens navigant sous pavillon pontifical, déclare par la présente, en vertu de l'autorisation expresse de S. M. l'empereur, son auguste maître :

1° Que les bâtimens pontificaux arrivant dans les ports de l'empire de Russie seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux droits de port et de navigation, tels que : droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, d'ancrage, de quarantaine, de vacations d'officiers publics, ainsi qu'à toutes les taxes ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçues au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, soit que les dits bâtimens arrivent ou partent sur lest, soit qu'ils importent ou exportent des marchandises.

2° Que les bâtimens pontificaux pourront importer dans les ports de Russie, en exporter, y déposer ou emmagasiner toute espèce de marchandises et d'objets de commerce, de quelques provenances

1852 qu'ils soient, dont l'importation et l'exportation sont légalement permises dans l'empire de Russie, sans être tenus de payer d'autres ou de plus forts droits de douane ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, que ceux qui seraient payés pour ces mêmes marchandises ou produits, s'ils étaient importés ou exportés par des bâtimens nationaux.

3° Que les stipulations contenues dans les paragraphes précédens, sont applicables, dans toute leur étendue, aux bâtimens pontificaux et à leurs cargaisons, soit que lesdits bâtimens viennent des ports des États romains ou de ceux de toute autre pays étranger, soit qu'ils partent directement pour les États pontificaux ou pour un autre pays quelconque, de sorte que, pour les droits de navigation et de douane, il ne sera fait, dans la navigation directe, comme dans la navigation indirecte, aucune distinction entre les bâtimens romains et les bâtimens russes.

4° Qu'en conséquence de ces stipulations et de la parfaite réciprocité assurée aux bâtimens russes dans les ports des États pontificaux, les clauses des §§ 2 et 3 de l'oukase impérial du 19 Juin 1845, lesquelles établissent un droit de tonnage d'un rouble argent par last et une surtaxe de 50 % en sus des droits de douane, pour les bâtimens marchands, appartenant aux pays qui n'accordent pas une parfaite réciprocité au pavillon russe, que ces clauses ne seront point applicables aux bâtimens navigant sous pavillon romain, ni à leurs cargaisons.

5° Que les stipulations ci-dessus ne s'étendent pas toutefois à la pêche et à la navigation de côte ou de cabotage que les hautes parties contractantes réservent exclusivement aux bâtimens nationaux.

6° Que tout navire romain, qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident, de se réfugier dans un port de Russie, y sera traité, sous tous les rapports comme un bâtiment national qui se trouverait dans un désastre semblable, bien entendu toutefois que les causes qui auront donné lieu à la relâche forcée soient réelles et évidentes, que le bâtiment ne se livre à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises, et qu'il ne prolonge son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire d'après les causes qui l'auront forcé à y relâcher, que le déchargement ou rechargement occasionnés par les travaux de réparation du navire ou pour la subsistance de l'équipage ne seront point considérés comme opération de commerce, que si toutefois le patron d'un tel navire se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il

sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit 1852
où il aura abordé.

7° Que s'il arrivait qu'un navire pontifical fît naufrage, sombrât ou souffrit quelque autre dommage sur les côtes de Russie, il sera accordé à ce navire et à toutes les personnes qui seront à bord le même secours et la même protection, dont jouissent en pareil cas les bâtimens russes, et ce navire naufragé, les marchandises ou autres effets qu'il contiendra ou leur produit, si ces objets avaient été déjà vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou à leur ayant-droit, pourvu qu'ils se présentent dans l'espace de dix-huit mois après le naufrage en payant un droit de sauvetage, égal à celui qui serait payé dans le même cas par un bâtiment russe. Les marchandises sauvées ne payeront aucun autre droit, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation.

8° Qu'il est entendu que les stipulations qui précèdent auront pleine force et valeur dans tous les ports de l'empire de Russie où le commerce étranger est permis en général, y compris les ports du grand-duché de Finlande, sauf une parfaite réciprocité en faveur des bâtimens russes ou finlandais dans les ports des États pontificaux. Elles entreront en vigueur à dater de ce jour et resteront obligatoires pendant l'espace de huit ans, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'un ou l'autre des deux gouvernemens aura annoncé l'intention d'en faire cesser l'effet.

La présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part du cardinal secrétaire d'État de Sa Sainteté, tiendra lieu d'un traité formel et les stipulations qu'elle renferme auront la même force et valeur.

En foi de quoi, etc.

(Une déclaration semblable a été transmise par le cardinal secrétaire d'État au ministre de Russie.)

2.

Note du ministre de Russie adressée au cardinal secrétaire d'État de Sa Sainteté, en date de Rome, le 5/17 Novembre 1852.

Depuis le 6 Juillet de l'année courante un arrangement réciproque est intervenu entre la cour impériale de Russie et le gouvernement pontifical pour le traitement sur un pied de parfaite égalité des bâtimens marchands respectifs dans les ports des deux États au

1852 moyen d'une déclaration officielle échangée entre S. E. R., M. le cardinal secrétaire d'État Antonelli et le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur de toutes les Russies près le Saint-Siége.

Comme il a été convenu maintenant entre les deux gouvernemens de compléter l'arrangement susmentionné de manière à prévoir le cas, auquel des primes d'importation et d'exportation viendraient à être introduites par la suite, le soussigné en échange de la communication que Son Eminence lui a fait l'honneur de lui adresser à ce sujet, en date du 17 Novembre courant, s'empresse de consigner à son tour dans la présente note la stipulation actuellement concertée et formulée d'un commun accord sur le point en question. Cette stipulation qui constitue en quelque sorte un article additionnel à la déclaration précitée du 6 Juillet, est conçue dans les termes suivans :

« Il reste convenu que toute prime, restitution de droits et autre avantage quelconque qui sera accordé dans les États pontificaux au commerce d'une nation *étrangère* le sera également au commerce russe, gratuitement, si la concession a été faite à titre gratuit, et moyennant une compensation, aussi équivalente que possible, si elle a été faite à titre onéreux. »

« Que si le gouvernement pontifical accordait aux bâtimens nationaux des primes, restitutions de droits ou d'autres avantages pour encourager l'exportation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie manufacturière de ses États, il sera loisible au gouvernement impérial d'imposer ce même article, importé dans l'empire de Russie par bâtiment romain, d'une surtaxe équivalente à la dite prime ou restitution de droits. »

« Que si enfin, il était accordé dans les États pontificaux à l'importation sous pavillon romain, des primes qui ne pourraient pas être accordées, dans la même proportion, à l'importation sous pavillon russe, le gouvernement impérial se réserverait de s'entendre ultérieurement avec le gouvernement pontifical sur les mesures les plus propres à maintenir dans les relations de commerce et de navigation entre les deux États cette juste réciprocité qui est le but de l'arrangement conclu et signé le 6 Juillet de la présente année. »

Le soussigné profite, etc.

(Une note semblable a été transmise par le cardinal secrétaire d'État de Sa Sainteté au ministre de Russie.)

AUTRICHE, MODÈNE ET PARME. 1852

Traité de douanes entre l'Autriche, d'une part, et Modène et Parme, de l'autre part, signé à Vienne, le 9 Août 1852.

Art. I. È stabilita una lega doganale fra l'Impero d'Austria e gli Stati di Modena e di Parma, la quale comprende i territorii dei due Ducati ed il territorio doganale austriaco.

Questa lega sarà ancora più stretta nei rapporti di legislazione, amministrazione e contabilità doganale fra i due Ducati ed il Regno lombardo-veneto.

Una linea daziaria segnerà la separazione del territorio doganale austriaco e di quello dei due Ducati dagli altri Stati confinanti, dal mare e dai territorii estradoganali austriaci.

Art. II. Le linee daziarie che separarono finora i Ducati di Modena e di Parma fra loro e dal territorio doganale austriaco verranno tolte, e le merci prodotte o daziate in uno dei singoli Stati potranno, senza essere sottoposte a manipolazione, a pagamento di dazio o di altra imposta doganale, entrare nel territorio degli altri Stati collegati e circolarvi liberamente.

Le merci ed i prodotti estensi e parmigiani nella loro circolazione entro la Monarchia austriaca saranno parificati nei riguardi doganali ai prodotti ed alle merci del Regno lombardo-veneto.

Nessuno dei tre Stati contraenti potrà adottare disposizioni che restringano il libero commercio fra loro, e non potrà limitarsi in alcun modo il reciproco traffico dei grani e di altre vettovaglie nel territorio doganale della lega, nemmeno in tempo di carestia.

In quest' ultimo caso è facoltativo però a ciascuno dei tre Stati il permettere l'importazione di granaglie o totalmente senza dazio o con un dazio minore del comune, semprecchè esso diasi debito in faccia alla lega della differenza in confronto del dazio normale.

Potranno altresì gli Stati contraenti, quando si verifichi la suaccenata eventualità, procedere nell' interesse dei loro sudditi a comuni accordi tanto pell' aumento del dazio di esportazione, come per istabilire un divieto d'uscita delle granaglie.

Resta poi nel diritto degli Stati collegati di proibire, pel caso di guerra o di politici movimenti, l'importazione o l'esportazione di cavalli, armi e munizioni e di materiali atti alla fabbricazione di alcuno dei due ultimi oggetti.

1852 E coi debiti riguardi allo scopo precipuo del presente trattato, che è la libertà del commercio, e premessi gli opportuni concerti, potrà ciascuno degli Stati contraenti adottare sul proprio confine quei regolamenti che ritenesse indispensabili alla sua interna sicurezza nei riguardi di polizia, di censura e di salute publica.

Art. III. I sudditi di uno dei tre Stati contraenti che si recassero nel territorio di alcun altro degli Stati medesimi con mostre o campioni, o per cercare lavoro, o per acquistare merci ad uso dei loro esercizi, o per trafficare ai mercati od alle fiere, saranno parificati ai sudditi dello Stato in cui entrano, senza che quindi abbiano ad essere assoggettati a nuova tassa, ogniqualvolta per l'esercizio del loro commercio, mestiere od arte la avessero già corrisposta allo Stato cui appartengono.

Con ciò bene s'intende per altro di favorire unicamente il commercio ed il domicilio precario, poichè ove si trattasse di attivare nel territorio dell' altro Stato negozii stabili di vendita all' ingrosso od al minuto o fabbriche od officine di qualunque specie, tornerebbe indispensabile conseguire il permesso dell' Autorità locale, ed assoggettarsi alle discipline amministrative vigenti nello Stato medesimo. — Così pure non vengono con ciò alterate le esistenti disposizioni di polizia, cui potessero andare soggetti gl' individui suenunciati nella loro qualità di viaggiatori e stranieri.

Art. IV. I navigli e le merci appartenenti ai sudditi dei Ducati di Modena e di Parma godranno ai porti ed approdi austriaci, come pure i navigli e le merci appartenenti ad individui austriaci o parmigiani godranno alle spiaggie di Modena, i diritti accordati ai navigli ed alle merci della nazione rispettivamente la più favorita.

Le disposizioni vigenti nell' Impero Austriaco, relative alle spedizioni per mare da una parte all' altra del territorio doganale con esenzione dal dazio per prodotti indigeni o merci estere importate regolarmente per consumo, s'intendono estese anco alle spedizioni che avvenissero per simili oggetti dall' uno all' altro degli Stati collegati, attraversando il mare.

Art. V. Le monete d'oro e d'argento verranno accettate dalle publiche Casse dei tre Stati collegati secondo le rispettive attuali loro tariffe annesse al presente trattato in allegato *A*, le quali rimaranno invariabili fino a che una Commissione, da nominarsi in via ministeriale dopo le avvenute ratificazioni, e composta di un incaricato per ciascuno dei tre Stati, avrà determinato entro tre mesi dalla sua riunione una tariffa uniforme di ragguaglio, basata sopra i veri rapporti dell' intrinseco valore delle rispettive monete. — Ogni altra moneta non sarà ricevuta che in quello Stato in cui abbia corso

legale e colle limitazioni ivi stabilite. — E tutte le volte che alcuno 1852
degli Stati contraenti, usando del diritto regale di battere moneta sua propria, si attenesse ad un nuovo sistema monetario, allora dovrà pure convocarsi apposita Commissione per fissare il ragguaglio di questa moneta colle preesistenti.

Art. VI. La lega doganale non porta mutazione alle leggi ora vigenti nel Regno lombardo-veneto e nei Ducati sulla verificazione delle materie e dei lavori d'oro e d'argento; tali oggetti pertanto, quando in uno dei tre Stati abbiano debitamente riportato il bollo di garanzia ivi prescritto, potranno circolare liberamente in tutto il territorio doganale comune, senza venire assoggettati ad un secondo assaggio od a pagamento di ulteriori diritti.

In ognuno dei tre Stati saranno publicate le tabelle di ragguaglio dei titoli e dei segni delle garanzie vigenti negli altri due.

La Commissione però, di cui al precedente articolo, si occuperà di concertare una proposta di legge comune di garanzia pelle materie e pei lavori d'oro e d'argento nel Regno lombardo-veneto e negli Stati ducali.

Art. VII. In quei luoghi dove il Governo di Modena non avesse Consoli proprii, e quello di Parma o non ne avesse di proprii o non fosse rappresentato dai Consoli di Sua Maestà il Re delle due Sicilie, assumeranno i Consoli austriaci la protezione dei sudditi di Modena e di Parma, ed eserciteranno sui medesimi la giurisdizione in eguale estensione e nella stessa guisa come sopra individui austriaci, corrispondendo pei primi coi rispettivi Ministeri degli affari esteri.

Art. VIII. Vengono tolte tutte le differenze che finora sussistettero nell' Impero austriaco e nei due Ducati fra gli abitanti dell' uno e quelli degli altri Stati collegati relativamente al pagamento di gabelle alle barriere, ai ponti, alle chiuse, ai passi, su canali, fiumi, torrenti ed altre acque, o riguardo al compenso per l'uso di publici magazzini, bilancie, argani ed altri apparati.

Un aumento delle gabelle od il traslocamento, per altra causa che per forza maggiore, dell' ufficio di percezione, od un accrescimento dei diritti per l'uso dei publici magazzini, bilancie, argani ecc. non potranno nel Regno lombardo-veneto e negli Stati ducali venire determinati che di comune consenso fra i tre Stati collegati.

Art. IX. Sotto l'osservanza del prescritto all' articolo antecedente i navigli delle alte parti contraenti saranno abilitati a navigare anco in quei confluenti del Pò e tratti di confluenti che scorrono non in confine ma per entro degli Stati predetti, godendo delle mede-

1852 sime facilitazioni accordate ai navigli degli Stati di cui battono le acque.

Art. X. I Ducati di Modena e di Parma adottano le seguenti leggi austriache :

a) la tariffa daziaria generale 6 Novembre 1851 e quella dei diritti accessorii del 1838, colle relative variazioni ed istruzioni ;

b) il regolamento pelle dogane e privative dello Stato 11 Luglio 1835, insieme alle posteriori leggi doganali, alle relative norme ed istruzioni ed alle leggi sulle marche ufficiali e private delle merci ;

c) la legge penale finanziaria 11 Luglio 1835, insieme alle variazioni, istruzioni e norme che vi si riferiscono, per quanto risguarda le contravvenzioni alle leggi accennate ad *a*), *b*), *e*), *f*) ;

d) le disposizioni organiche e di servizio della guardia di finanza che si contengono nel regolamento attivato il 1 Agosto 1843, e le relative variazioni ;

e) la Patente Sovrana 6 Settembre 1850 sul bollo delle carte da giuoco, dei calendarii, delle gazzette e degli annunzii, e le posteriori variazioni ;

f) la Sovrana Risoluzione 12 Novembre 1849 sulla imposta dello zucchero indigeno, e successive variazioni.

E nello adottare le suaccennate leggi convengono le alte parti contraenti su alcuni dazii differenziali, su alcune riserve e su varie altre modificazioni regolamentarie richieste dalle circostanze degli Stati ducali.

Le leggi di cui sopra, i dazii differenziali, le riserve e le modificazioni convenute vengono dettagliatamente indicate e specificate in apposito allegato *B*.

Coll' entrare in attività nei Ducati le leggi, i regolamenti suindicati e le concertate loro modificazioni rimangono abrogate tutte le disposizioni Ducali contrarie alle medesime ; ritenuto che anco le Intendenze ducali di finanza, per quanto riguarda l'applicazione e l'osservanza delle leggi e dei regolamenti summenzionati, si atterranno alle istruzioni ed alle massime che regolano l'istituzione, il procedimento e le facoltà delle Intendenze di finanza nel Regno lombardo-veneto.

In quanto poi all' esecuzione della Patente Sovrana 6 Settembre 1850 resta convenuto, che le carte da giuoco, i calendarii, le gazzette e gli annunzii, pei quali fosse stata pagata l'imposta in uno

degli Stati contraenti, non possano venir usati o messi in commercio 1852
in altro degli Stati medesimi, senza essere primo assoggettati al nuovo pagamento della intiera imposta a favore dell' Erario di quello Stato in cui si trasportano.

Art. XI. Nell' adozione della tariffa daziaria generale, di cui al precedente articolo X, quale tariffa comune dei tre Stati collegati, convengono le alte parti contraenti che il ducale Governo estense mantenga la sua speciale tariffa dei dazii d'uscita dei marmi dell' Oltrapennino estense del 1 Maggio 1852, e che resti in facoltà del Governo stesso anche di variarla a seconda delle circostanze.

Il prodotto dei suddetti dazii verrà riservato ad esclusivo profitto dell' Erario modenese, e quindi eccettuato dalla condivisione, di cui all' articolo XVIII, a compenso di quelle facilitazioni daziarie che sono reclamate dalle particolari condizioni economiche e topografiche dell' Oltrapennino e di altre provincie estensi.

In conseguenza di ciò il Governo di Modena rimarrà in facoltà di determinare gli oggetti e le quantità dei medesimi, per cui nelle misure che ritenesse opportune troverà di accordare ribasso od esenzione pei dazii d'introduzione, semprecchè per altro:

a) si dia debito in faccia alla lega degli interi dazii fissati nei singoli casi dalla suddetta tariffa accettata come comune;

b) le quantità dei grani da introdursi annualmente con dazio diminuito nell' Oltrapennino non eccedano i 40.000 quintali metrici; quelle del vino gli 8.000 quintali metrici e quelle del ferro greggio o mezzo lavorato i 1.200 quintali metrici; riguardo alla introduzione dei quali oggetti con dazio favorito vennero espressi gli opportuni concerti nella Sezione *c*) dell' Allegato *B*;

c) e che per facilitazioni oltre quelle indicate ad *b*), concorra il consenso delle altre parti contraenti, le quali si obbligano a darlo, le quante volte la misura da adottarsi non sia per pregiudicare gl' interessi agricoli, industriali e commerciali degli altri Stati collegati.

Con tutto ciò pei marmi dell' Oltrapennino estense che fossero diretti al territorio doganale di altro degli Stati contraenti e destinati agli usi del medesimo, quando entro sei mesi dalla spedizione siane constatato regolarmente l'arrivo al luogo di destinazione e l'impiego, non verrano dal Governo di Modena percetti i dazii d'uscita, che in qualunque caso si saranno dovuti garantire pei marmi stessi all' atto di lasciare il territorio di loro origine. E questa esonerazione, che col presente trattato s'intende convenuta pel territorio doganale austriaco e per lo Stato di Parma, non sarà il Governo di

1852 Modena tenuto ad accordarla ad alcun altro Stato a cui per successivi trattati o convenzioni venisse estesa la ora stipulata lega doganale.

Art. XII. I Ducati di Modena e di Parma convengono pella fissazione, lungo il loro confine verso gli Stati non collegati e verso il mare, di un circondario confinante, tracciato in analogia a quello che sussiste nel Regno lombardo-veneto. Convengono pure che la direzione delle strade doganali, le stazioni degli Ufficii esecutivi e di controllo, la pianta morale dei relativi impiegati ed i loro stipendii, quella della guardia di finanza e corrispondenti emolumenti, la distribuzione di quest' ultima, l'organizzazione delle Intendenze e dei Giudizii di finanza si conformino alle leggi adottate e stieno essi pure in armonia con quanto è in vigore nel Regno lombardo-veneto.

L'Allegato *C* specifica dettagliatamente tutto ciò che nel presente articolo è convenuto, e contiene le analoghe dichiarazioni anche pel Regno summentovato.

Art. XIII. Saranno conservati gli attuali prezzi dei sali vigenti nel Regno lombardo-veneto e nei due Ducati, colle eccezioni sussistenti a favore dell' Oltrapennino estense e parmigiano, a tenore delle tariffe specificate nell' Allegato *D*. Ciò nulla ostante rimarrà in facoltà di ciascuno Stato di modificare la propria tariffa, purchè avuto riguardo alle singole qualità dei sali, non ne abbassi i prezzi al dissotto di quelli che sono ora stabiliti pelle Provincie lombarde, da ritenersi come normali. Ognuno dei tre Stati si obbliga inoltre di non appaltare per la durata della lega l'esercizio di tal ramo di privativa.

E poichè il contratto conchiuso nel 21 Febbrajo 1850 dal ducale Governo parmigiano col Conte Luigi d'Adhemar per l'appalto delle saline del Salsomaggiore e delle altre sorgenti saline del territorio parmense risguarda semplicemente la produzione e somministrazione del sale allo Stato, così non sarà il contratto medesimo a considerarsi colpito dal suespresso divieto, qualora il ducale Governo parmigiano si obblighi a modificarlo in guisa :

a) che il sale prodotto dalle saline appaltate al Conte d'Adhemar superiore al bisogno del Ducato di Parma, e non richiesto da alcun altro degli Stati contraenti, non possa dal concessionario essere venduto che all' estero, e non mai in alcuna parte del territorio degli Stati collegati o di quelli Stati che si collegassero in seguito ;

b) che egli tanto nell' interno del suo stabilmento, come nel trasporto del sale da lui ritratto si sottoponga a quelle misure di

sorveglianza che adesso od in avvenire credessero di concertare 1852
i tre Stati contraenti;

c) che qualora il concessionario intendesse d'impiegare per usi chimici il sale da lui prodotto, abbia a sottoporsi agli stessi diritti e discipline che per tal caso sono attualmente prescritti nel Regno lombardo-veneto, o lo fossero in seguito negli Stati della lega; ossia qualora, in altri termini, il Governo parmense mantenga in piena osservanza per riguardo ad *a*) e *b*) il Decreto di Sua Altezza Reale il Duca di Parma 3 Gennajo 1851 che stabilisce le misure di sorveglianza e controllo da applicarsi alle saline appaltate al Conte d'Adhemar.

Art. XIV. I prezzi delle singole specie di tabacco nei tre Stati collegati dovranno venir portate alla massima uniformità compatibile colla loro qualità e colla differenza delle rispettive valute. A stabilirli si riunirà immediatamente dopo la ratificazione del presente trattato in una delle città del Regno lombardo-veneto una Commissione, da nominarsi in via ministeriale, composta d'un incaricato per ciascuno dei tre Stati, la quale, prese in esame le qualità dei tabacchi in vendita presso ognuno degli Stati contraenti, ed ammessi per regolatori i prezzi vigenti nelle Provincie lombarde, determinarà in apposita tariffa obbligatoria pel Regno lombardo-veneto e pei Ducati la misura ed il prezzo di vendita all' ingrosso ed al minuto di ogni singola specie di tabacco; ritenute per quanto sarà possibile le attuali denominazioni in uso presso ciascuno Stato.

Le alte parti contraenti si obbligano ad invigilare attentamente affinchè i dispensieri rispettivamente dipendenti, ed in ispecial modo quelli collocati presso i confini intermedii, non estendano il loro traffico al di là del circondario ad essi assegnato.

Per la durata della presente lega doganale ognuno degli Stati collegati terrà la privativa dei tabacchi in propria amministrazione, escluso qualunque appalto.

E per ciò che risguarda la produzione indigena, qualora alcuno degli Stati medesimi divisasse di concedere nel territorio soggetto alla condivisione nuovi permessi di coltivazione, ciò non potrà farsi, eccettuate pel Regno lombardo-veneto le licenze che si riferiscono ai sette Comuni, che previa adesione degli altri due Governi cointeressati e sotto l'osservanza delle cautele da convenirsi.

Art. XV. I Governi dei due Ducati acconsentono di uniformare, compatibilmente sempre colla diversità delle loro valute, i prezzi delle polveri e dei nitri a quelli ora in vigore nel Regno lombardo-veneto; ritenuto che nelle Provincie oltrapennine per la polvere pirotecnica da mina, che serve allo scavo dei marmi, si mantenga

1852 il prezzo ivi vigente di austriache Lire 1 : 54 ossiano Lire italiane 1 : 35 alla libbra metrica.

E nel caso che l'Austria sopprimesse definitivamente la privativa del nitro anco nel Regno lombardo-veneto, i due Governi ducali si obbligano di sopprimerla essi pure nei proprii territorii entro un congruo termine.

Art. XVI. Il sale, le foglie ed i preparati di tabacco e le polveri ardenti che entrassero nel territorio collegato per conto di alcuno degli Stati contraenti resteranno esonerati da qualunque diritto di dazio e di licenza, qualora vengano accompagnati da regolari ricapiti che dimostrino la suaccennata appartenenza.

Così pure potranno i due Ducati, per concessione del Governo imperiale, acquistare ed estrarre dall' Ungheria tabacchi senza pagamento di qualunque diritto o di licenza.

Tanto però nell' introduzione dei generi di privativa dall' estero, quanto nell' estrazione dei tabacchi dall' Ungheria dovranno osservarsi le cautele a cui in tali casi si attiene il Governo austriaco.

Le licenze a favore dei privati per oggetti di privativa non potranno essere concesse da veruno dei tre Governi se non per introduzione nel proprio territorio ed a favore di abitanti di esso o di viaggiatori, colle limitazioni che le leggi adottate prescrivono. Il provento di tali licenze devolverà per intero a profitto di quel Governo che le avrà emesse.

Art. XVII. Per ciò che concerne il dazio consumo che nel Regno lombardo-veneto e nei Ducati di Modena e di Parma viene percetto o per conto dello Stato o per conto delle comunità o di altri corpi morali all' atto della produzione, della vendita o dell' introduzione nei comuni dichiarati murati, convengono le alte parti contraenti che in nessuno dei tre Stati collegati potranno le merci nel medesimo prodotte essere ammesse ad un trattamento di favore in confronto di quelle daziate per introduzione o prodotte in altro degli Stati medesimi, e che i diritti dovranno essere regolati in maniera da non poterne venir nocumento nè alla produzione dei singoli Stati, nè al loro commercio reciproco.

Art. XVIII. L'importo dei dazii d'entrata, uscita (ad eccezione di quelli dei marmi modenesi, di cui all' articolo XI) e transito percetti degli Ufficii doganali del Regno lombardo-veneto e dei Ducati di Modena e Parma, già specificati all' Allegato *C*, verrà messo in comune, ben inteso che rimarranno da ciò esclusi i diritti che all' atto del daziato delle merci si soddisfacessero per altri titoli, come gli accessorii, l'imposta pel dazio consumo, e la tassa di licenza pell' introduzione dei generi di privativa.

Sono da considerarsi in faccia all' unione come introito percetto 1852
anche i dazii non riscossi a motivo di esenzioni o diminuzioni accordate dai singoli Stati oltre quelle ammesse dalle leggi in vigore e senza aver ottenuto il consenso delle alte parti contraenti; e così pure gl' introiti perduti per errore o negligenza dei rispettivi impiegati, per manchi di cassa, infedeltà ecc.

Costituito per tal modo il prodotto brutto comune, dovranno detrarvisi le spese comuni, cioè:

1. gli stipendii agl' impiegati degli uffizii esecutivi di dogana e di controllo;

2. gli stipendii agl' impiegati e le paghe alla truppa della guardia di finanza, a tenore di quanto venne specificato all' Allegato *C*, sia relativamente al N° 1, che al N° 2, cioè in somme rotondate: al N° 1:

per l'Austria in L. 901,800 (novecento un mila ottocento Lire austriache);

per Modena in L. 129,600 (cento ventinove mila seicento Lire austriache);

per Parma in L. 92,500 (novantadue mila cinquecento Lire austriache); e al N° 2:

per l'Austria in L. 2,263,000 (due milioni duecento sessantatre mila Lire austriache);

per Modena in L. 257,000 (duecento cinquantasette mila Lire austriache);

per Parma in L. 212,500 (duecento dodici mila cinquecento Lire austriache);

con ciò per altro che nove decimi dei posti sistemati, tanto degl' impiegati doganali, quanto degl' impiegati ed individui della truppa della guardia di finanza debbano essere costantemente coperti dai rispettivi funzionarii; poichè in caso diverso non verrebbe addossata a carico comune che la spesa effettivamente sostenuta;

3. un equivalente annuo per sopperire alle spese di fabbriche, pigioni, oggetti di cancelleria e di manipolazione, di armamento, di casermaggio, fuoco, lumi ecc. sia pegli uffizii esecutivi che pella guardia di finanza, che si stabilisce:

per l'Austria in L. 1,070,000 (un milione settatanta mila Lire austriache);

per Modena in L. 132,000 (cento trentadue mila Lire austriache);

per Parma in L. 101,000 cento un mila Lire austriache);

convenendo che le spese per pensioni, provvigioni, assegni di quiescenza, competenze di viaggio, di trasferte, di sostituzione e di traslocazione, per diete, rimunerazioni e sussidii, tanto riguardo

1852 agl' impiegati doganali, quanto rispetto alla guardia di finanza resteranno a carico esclusivo di ciascuno Stato che avrà a sostenerle; ritenuto che sarà libero agli Stati medesimi di adottare in proposito quei principii che crederanno più opportuni;

4. le spese che autorizzate da reciproco consenso delle alte parti contraenti o dalla Commissione centrale si sostenessero a carico comune:

Tanto le rubriche di spesa per cui si fissa l'equivalente annuo, quanto quelle il di cui rimborso viene ammesso a carico comune, emergono detagliate nell'Allegato *E*;

5. e le restituzioni conseguenti a rilievi di revisione per dazii indebitamente riscossi.

Detratte dal prodotto lordo comune le spese comuni, si determinerà il prodotto netto comune, dal quale

l'Austria leverà come primo riparto pel Regno lombardo-veneto L. 12,500,000 (dodici milioni cinquecento mila Lire austriache);

Modena L. 1,150,000 (un milione cento cinquanta mila Lire austriache) e

Parma L. 1,130,000 (un milione centotrenta mila Lire austriache.

Resta convenuto poi che l'avanzo delle comuni rendite doganali, che si verificherà in più del totale delle suddette somme, debba essere ripartito per l'Austria e Parma in proporzione della costante loro base di riparto stabilita nelle summentovate cifre, ed a favore di Modena, presa per divisore la somma di L. 1,265,000 un milione duecento sessantacinque mila Lire austriache); così che, rappresentando il menzionato avanzo col numero 14,895, si avranno i seguenti divisori:

per l'Austria $^{12500}/_{14895}$ o $^{2500}/_{2979}$;
per Modena $^{1265}/_{14895}$ o $^{253}/_{2979}$;
per Parma $^{1130}/_{14895}$ o $^{226}/_{2979}$.

Un apposito Allegato *F* indica più d'appresso:

a) la maniera con cui dovrà venir posto in evidenza il prodotto brutto da mettersi in comune;
b) la dimostrazione delle spese comuni da detrarsi dal medesimo;
c) il metodo da osservarsi nella revisione delle relative dimostrazioni;
d) quello da seguirsi nel liquidare il credito ed il debito di ciascuno degli Stati collegati;
e) ed il metodo ed i termini in cui sarà da operarsi il reciproco conguaglio mercè i correlativi pagamenti.

Art. XIX. Il Governo Imperiale, per avere riguardo a ciò che il

Regno lombardo-veneto trovasi in aperta comunicazione col rimanente del territorio doganale austriaco, ed anche per mantenersi in quella maggiore libertà di disposizioni finanziarie, di cui si dirà più esplicitamente all' articolo XXVI, garantisce a ciascuno dei due Ducati la cifra presa per base di primo riparto, cioè: 1852

a Modena L. 1,150,000 (un milione cento cinquanta mila Lire austriache) ed

a Parma L. 1,130,000 (un milione centotrenta mila Lire austriache), qual *minimo* dell' annuo reddito dei dazii di entrata, uscita e transito, depurato in conformità dello stabilito all' articolo precedente. Per tal modo se l'importo netto spettante ad ognuno dei due Ducati, in seguito al suaccennato metodo di ripartizione, non ammontasse al *minimo* fissato, la differenza verrà soddisfatta dal Governo austriaco, ritenute sempre le contabilità delle singole annate amministrative dal 1 Novembre di un anno al 31 Ottobre del susseguente, esattamente separata fra loro.

Art. XX. Ciascuno dei tre Governi percepirà in conto della rendita che sarà per spettargli il prodotto degli uffizii doganali collocati nel rispettivo suo territorio soggetto a condivisione; salvo per gli effetti del riparto il dovuto conguaglio in fine d'anno.

Così del pari ognuno dei Governi stessi sosterrà le spese che nell'articolo XVIII vennero dichiarate comuni, dandosene credito nelle dimostrazioni che invierà per tal fine alla Commissione centrale.

Che se dai prospetti mensili, da trasmettersi secondo l'Allegato *F* dai Governi dei due Ducati alla Commissione centrale in Milano, di cui più oltre, risultasse che alcuno di essi, fatto il calcolo dal principio dell' anno, avesse conseguito meno delle corrispondenti quote del *minimo* stabilito all' articolo XIX; allora il Governo dello Stato creditore, rivolgendosi alla Commissione anzidetta, verrà soddisfatto del suo avere entro il mese successivo.

Art. XXI. I pagamenti di somme che sieno per essere dovute dall' uno all' altro dei tre Stati, a termini del presente trattato, non potranno essere sospesi o ritardati per qualsiasi causa, e neppure per opposta compensazione.

Art. XXII. Ciascuno dei tre Stati collegati, restando però sempre vincolato all' osservanza del presente trattato e dello scopo del medesimo, amministrerà da se ed indipendentemente le sue Dogane, nominerà gl' impiegati, le guardie e gl' inservienti nel proprio territorio, avrà diritto di promuoverli, di traslocarli, di porli in istato di pensione e di quiescenza, di premiarli o punirli ed anche dimetterli, ed emanerà le leggi che obblighino i suoi sudditi nei riguardi doganali e finanziarii.

1852 All' oggetto per altro di regolare i comuni interessi e di assicurare la quota del reddito doganale competente a ciascuno Stato, viene stabilito quanto segue:

a) È riservato ad ogni Stato collegato il diritto d'inviare a proprie spese nel circondario di qualunque Intendenza degli altri Stati due o tre dei proprii impiegati in qualità di controllori a sorvegliare i confini, la procedura daziaria, la circolazione delle merci, la vendita dei generi di privativa regale, e tutto ciò a cui si riferiscona le leggi convenute, adoperandosi presso le Autorità competenti, onde sieno tolti tutti gl' inconvenienti che da loro fossero avvertiti.

Mentre tali controllori avranno diritto di essere tenuti a giorno degli affari correnti, non avranno facoltà di emettere disposizioni, nè di esercitare da soli atto qualunque in confronto delle parti.

Del pari sarà obbligato ciascuno dei Governi dei tre Stati collegati a fornire agli altri, o ad appositi loro delegati, e ciascuno dei rispettivi uffizii ai controllori che si trovassero presso i medesimi, tutti gli schiarimenti che fossero richiesti, ed a permettere tutte le investigazioni che venissero desiderate sulla esatta osservanza del presente trattato.

E poichè negli Stati parmigiani non havvi che una sola amministrazione delle indirette (Intendenza di finanza), così sarà in facoltà del Governo imperiale e del modenese d'inviare negli Stati suddetti da *sei a nove* dei summenzionati controllori.

b) I distaccamenti delle guardie di finanza di uno dei tre Stati collegati, di stazione nel circondario confinante, entro quattro miglia geografiche dal confine di altro degli Stati medesimi, saranno autorizzati ad estendere le loro perlustrazioni in un raggio di altre quattro miglia geografiche nel territorio dello Stato vicino collegato e ad esercitarvi le funzioni a cui sono abilitati nel territorio proprio, coll' obbligo però di adempiere gli stessi doveri. Nell' inseguimento di un contravventore fuggitivo potranno le guardie di finanza oltrepassare il limite suaccennato.

Le Autorità locali, gli Uffici ed i Corpi di sorveglianza di ciascheduno Stato dovranno nei casi suindicati prestare alle guardie di finanza dello Stato collegato la medesima assistenza come alle proprie.

c) In ognuno degli Stati contraenti le contravvenzioni contro le finanze di altro dei medesimi, e riflettenti le leggi finanziarie adottate con questo Trattato come comuni, verranno giudicate e punite come se fossero commesse contro le finanze dello Stato stesso;

d) per dar corso alle requisitorie ed esecuzione alle sentenze conseguenti alle leggi ed ai regolamenti specificati nell' allegato *B*, gli Uffizii e le Autorità finanziarie, giudiziarie e politiche dei tre Stati collegati staranno in rapporto fra loro, e si presteranno a coadjuvarsi vicendevolmente, com' è prescritto per le Autorità e pegli Uffizii del Regno lombardo-veneto; 1852

e) ognuna delle alte Parti contraenti farà ragione ai reclami che da alcun' altra di esse venissero inoltrati contro l'inesattezza degli Uffizii, impiegati e guardie di finanza o contro qualunque inosservanza del presente Trattato; dando luogo però a quelle verifiche ed a quelle giustificazioni che fossero del caso;

f) insorgendo un' emergenza, la cui risoluzione non spettasse alla Commissione centrale contemplata nel susseguente Articolo XXIII, i Ministri delle finanze e del commercio degli Stati collegati staranno in immediata corrispondenza tra loro, ed i punti sopra i quali fossero per cadere d'accordo, entro i limiti delle loro facoltà, diverranno obligatorii come se fossero contenuti nel presente Trattato.

Art. XXIII. Subito dopo la ratificazione del presente Trattato verrà costituita in Milano, sotto la presidenza di un funzionario austriaco che avrà per lo meno il rango di Consigliere ministeriale, ed il quale solo in caso d'impedimento verrà sostituito dal Prefetto delle finanze lombarde, una Commissione centrale composta di tre Commissarii, uno per ciascun Governo, ed assistita dall' occorrente personale subalterno, parte del quale costituirà la Sezione contabile, ed a questa Commissione apparterrà:

a) di sciogliere i dubbii relativi all' interpretazione delle leggi ed istruzioni convenute nel presente Trattato;

b) di accordare quelle eccezioni a spese comuni che sono dai regolamenti e dalle istruzioni riservate alle Autorità superiori di finanza, e di dare parere ai Governi interessati, per quelle che superassero le facoltà delle medesime;

c) di procurarsi la conoscenza degli abusi e degli inconvenienti che sussistessero, e di prendere le misure necessarie affinchè per mezzo delle rispettive amministrazioni vi venga messo riparo;

d) di appianare i conflitti in affari risguardanti la lega che insorgere potessero fra le Autorità, gli Uffizii, corpi di sorveglianza e controllori di uno e quelli di alcun altro degli Stati contraenti;

e) di far proposta ai singoli Governi per le riforme che si scorgessero opportune nella comune legislazione finanziaria, ed in particolare nella tariffa daziaria;

f) di rivedere i prospetti mensili degli introiti verificati nei Ducati

1852 di Modena e di Parma, e delle spese comuni da essi sostenute, onde far luogo, pei casi avvisati all' articolo XX, col mezzo della Prefettura di finanza lombarda, allo stacco del mandato per quelle somme che dovessero dalla Cassa centrale pagarsi agli Erarii ducali a compimento del *minimo* ad essi assicurato;

g) di esaminare prevalendosi della Sezione contabile, i conti e prospetti degli Stati collegati per constatare l'introito brutto comune, riconoscere e detrarvi le spese comuni, e quindi precisare il reddito netto comune, affine di ripartirlo fra gli alti Contraenti, sulla base stabilita all' articolo XVIII, e di operare il reciproco conguaglio;

h) di compilare la statistica commerciale dei territorii soggetti al riparto, contemplando in essa anche i generi di privativa regale, ed attenendosi a questo uopo all' apposita istruzione annessa all' Allegato *F*;

i) di esercitare per le contravvenzioni ai regolamenti convenuti che si commettessero nei due Ducati le facoltà che la legge penale finanziaria e le relative istruzioni attribuiscono alle Autorità superiori di finanza.

Ove si tratti di emmettere decisioni che abbiano riferimento agli oggetti accennati ad *a*), *b*), *g*), le deliberazioni della Commissione non potranno essere prese che ad unanimità; in tutti gli altri casi però sarà adottata l'opinione, in cui convengano tre voti.

Quando mancasse l'unanimità o la maggioranza necessaria nei rispettivi suddetti casi alla validità della decisione, la Commissione ne riferirà ai singoli Ministeri delle finanze, affinchè questi si mettano d'accordo fra loro; ed in caso d'urgenza il Presidente della Commissione è autorizzato a risolvere in via provvisoria e sotto la propria responsabilità.

Un apposito Allegato *G* contiene il regolamento che determina quanto fa d'uopo per regolare le relazioni della suddetta Commissione colle Prefetture di finanza del Regno lombardo-veneto, coi Ministeri delle finanze degli Stati collegati, coi quali si terrà in corrispondenza, nonchè con altre Autorità ed uffizii ed il modo di disimpegno delle proprie funzioni.

Le spese occorrenti della Commissione, per ciò che risguarda il locale e gli oggetti di cancelleria, saranno sostenute dal Governo Imperiale; gli emolumenti poi dei Commissarii e del personale subalterno saranno a carico dei Governi a cui appartengono.

Art. XXIV. Il Presidente della Corte d'Appello che funziona in Milano e due Consiglieri della Corte stessa da lui designati forme-

ranno, in concorso dei Commissari estense e parmigiano, il Giudizio 1852
superiore di finanza pei due Ducati.

Le facoltà accordate dalla legge penale finanziaria alle Autorità superiori di finanza nei rapporti loro coi Giudizi superiori di finanza verranno esercitate pei due Ducati dalla Commissione anzidetta.

Il Presidente del supremo Consiglio in Modena e due membri del Consiglio medesimo da lui destinati, in concorso di due Consultori del Ministero delle finanze, scelti dal Ministro, formeranno il Giudizio supremo di finanza pel Ducati di Modena. Così in Parma formeranno il Giudizio supremo di finanza il Presidente di revisione, due Consiglieri di quel Tribunale scelti da esso, e due Capidivisione del Dicastero delle finanze scelti da quel Ministro.

Le facoltà concesse dalle leggi adottate con questo Trattato al Ministero delle finanze austriaco nei suoi rapporti col Giudizio supremo di finanza verranno esercitate per Modena e per Parma dai rispettivi Ministeri delle finanze.

Il diritto di far grazia delle multe ed altre punizioni per contravvenzioni di finanza spettante alle Loro Altezze Reali i Duchi di Modena e di Parma rimane intatto.

Art. XXV. I Governi ducali accedono al Trattato di navigazione e commercio del 18 Ottobre 1851 ed alla Convenzione 22 Novembre 1851 per la reciproca repressione del contrabbando, conchiusi tra l'Austria e la Sardegna.

I Governi ducali si dichiarano inoltre pronti ad accedere alla Convenzione che l'Austria stipulasse colla Santa Sede, affinchè la Convenzione del 2 Marzo 1838 relativa allo svincolo dei transiti venga estesa anco alla linea daziaria estense che prospetta il Pontificio.

Art. XXVI. I Governi dei due Stati ducali acconsentono inoltre che il Governo austriaco entri in trattative a nome comune con altri Stati italiani e germanici per l'aggregazione di questi alla presente lega doganale, o per la conclusione di trattati doganali o di commercio tendenti alla facilitazione del traffico.

Per rispetto alle trattative cogli altri Stati italiani, i Governi ducali si riservano di potervi concorrere, e le relative Convenzioni non avranno effetto se non siano da loro ratificate.

Attesa poi la tenuità del commercio tra gli Stati germanici ed i Ducati, i trattati che si stipulassero fra i primi e l'Austria vengono fin d'ora acconsentiti in caso che:

a) non siano per contenere disposizioni varianti la parificazione della legislazione finanziaria stabilita nel presente trattato pel

1852 Regno lombardo-veneto e pei due Ducati o la misura di ripartizione della rendita doganale fissata all' articolo XVIII;

b) o non sieno per addossare ai Ducati stessi oblighi ulteriori a quello di accordare il passaggio delle persone e delle merci nello stesso modo come l'Austria lo accorda nelle sue provincie;

c) ed ove concedano agli abitanti di Modena e di Parma negli Stati nuovamente aggregati diritti e privilegi eguali a quelli assicurati agli abitanti dell' Impero austriaco.

Art. XXVII. I tre mesi che precedono il giorno in cui avrà effetto la lega doganale costituiscono pei Ducati di Modena e di Parma un periodo preparatorio nel quale:

a) si attiverà la tariffa daziaria generale austriaca coi dazii differenziali convenuti e specificati nell' Allegato *B*, e col primo giorno dell' anzidetto periodo preparatorio dovranno gli esercenti industria e commercio dei Ducati dichiarare i generi coloniali qualificati per tali nella suddetta tariffa, nonchè i tessuti ed i lavori a maglia esteri di cui fossero in possesso. La medesima dichiarazione dovrà esser fatta dai privati per quelle provviste di coloniali che superassero il loro consumo famigliare di tre mesi, e per quei tessuti non confezionati e lavori a maglia esteri che detenessero in quantità notevolmente sproporzionata ai rispettivi bisogni.

All' appoggio delle accennate dichiarazioni e delle verifiche da praticarsi per riconoscerne l'esattezza verrà percetto a profitto dei rispettivi Ducati, sulle merci per cui era obbligatoria la dichiarazione, un dazio differenziale, il quale pelle suddette merci corrisponderà all' intiera differenza che passa tra il dazio portato dalla nuova tariffa austriaca ed il preesistente estense o parmigiano.

Chi ommettesse le dichiarazioni nel termine prescritto o le facesse non vere, oltre al dovere in ogni caso il dazio differenziale, sarà sottoposto dal suo Governo ad un' ammenda.

b) Saranno tolti tutti gli Uffizii doganali modenesi e parmigiani (ad eccezione di quelli autorizzati a daziare per transito) così fra i due Ducati come verso le Provincie lombarde, rimanendo per altro sussistente per intero, fino al giorno in cui entrerà in attività la lega la linea daziaria austro-lombarda. In conseguenza di ciò:

1) tutte le merci prodotte o daziate in uno dei due Ducati potranno liberamente entrare nell' altro, e quelle prodotte o daziate nel territorio doganale austriaco potranno entrare liberamente nei Ducati medesimi;

2) tutti i prodotti del suolo dei territorii ducali di Modena e di

Parma e della loro economia rurale, come vino, acquavite, 1852
grani, bestiami, prodotti animali destinati al cibo o non manufatturati potranno entrare senza dazio e circolare liberamente nelle Provincie austriache al pari di merci lombarde o venete, ove però sieno muniti di certificati d'origine rilasciati dalle competenti Autorità comunali;

3) saranno ammessi ad eguale trattamento anche i prodotti dell'industria modenese e parmigiana specificati all' Allegato *H*, quando i certificati di origine, di cui essi pure devono essere muniti, sieno inoltre vidimati dalle Autorità amministrative provinciali modenesi o parmigiane.

c) La soppressione delle linee intermedie estense e parmigiana non si estende nel periodo trimestrale preparatorio agli Uffizii esecutivi che hanno l'autorizzazione di daziare per transito, essendo riservato ai medesimi:

1) di far luogo alle pratiche relative alla professione ed all'esaurimento del transito per tutte le merci estranee al territorio collegato che dovessero passare pel medesimo, nel qual caso il dazio di transito si esigerà a senso della nuova tariffa daziaria generale austriaca ed a favore di ciascuno degli Stati collegati pel quale la merce transitasse;

2) di procedere alla professione doganale delle merci che avendo transitato per altro degli Stati riuniti, perchè non prodotte o nazionalizzate in alcuno dei medesimi, si volessero daziare d'entrata per uno dei Ducati.

Le suddette merci di transito nel passare dall'uno all'altro degli Stati collegati non potranno sortire che per Uffizii doganali posti dirimpetto ad altri Uffizii autorizzati al transito, e non saranno considerate come uscite se non quando riportino il certificato d'arrivo rilasciato dagli ultimi.

Le disposizioni relative a quanto è premesso verranno prese dai Governi rispettivi riservandosi i medesimi di garantirsene reciprocamente coll' invio, anco nel periodo preparatorio, dei controllori menzionati all' articolo XXII.

d) Si adotteranno i prezzi e le qualità dei tabacchi fissati dalla tariffa, di cui all' articolo XIV, ogniqualvolta la Commissione ivi menzionata, prima del cominciare del periodo preparatorio, abbia adempiute le affidatele incumbenze, al qual uopo adoprerà ogni possibile studio.

Ed in caso opposto ciascun Governo s'impegna di far sorvegliare i proprii magazini e dispensieri di tabacco, e di prendere le misure

1852 necessarie, onde evitare le defraudazioni a danno di alcun altro degli Stati contraenti.

Art. XXVIII. Per tutta la durata dell' attuale Trattato non potranno, se non di comune accordo, venire derogate le prescrizioni ed in ispecie le leggi ed istruzioni che vennero col medesimo adottate per gli Stati collegati.

Ciò non impedirà la revisione sistematica della tariffa, nella quale dovranno anchè essere presi a calcolo le osservazioni ed i desiderii dei Governi ducali.

Questi aderiscono però fin d'ora a quelle facilitazioni nel regolamento doganale ed a quelle semplificazioni e mitigazioni nella legge penale finanziaria che l'Austria senza nuocere agl' interessi dei Ducati, fosse per introdurre a favore del territorio soggetto alla condivisione.

Del pari rimane in facoltà dell' I. R. Governo di operare al regolamento doganale, alla legge penale finanziaria ed alle relative istruzioni le modificazioni che reputasse opportune pei paesi non italiani.

Art. XXIX. Il presente Trattato viene stipulato per la durata di quattro anni e nove mesi a cominciare dal primo Febbrajo 1853, e per conseguenza sarà valido fino a tutto Ottobre 1857.

Ove non venga disdetto da alcuno dei tre Stati collegati avanti il primo Novembre 1856, s'intenderà prolungato per un quadriennio, cioè fino a tutto Ottobre 1861, e così di seguito si avrà per confermato nell'avvenire ogni volta per altri quattro anni, se prima del cominciamento dell' ultimo anno del quadriennio di prorogazione non sia disdetto da alcuno degli Stati contraenti.

Art. XXX. Gli allegati che sono annessi al presente Trattato ne formano parte integrante, ed hanno la stessa forza come il Trattato medesimo.

Art. XXXI. Da parte di ciascuno dei tre Governi verrà publicato il Trattato avanti il primo Ottobre 1852; sarà però libero alle alte Parti contraenti di far luogo più tardi alla publicazione degli allegati del medesimo, purchè questa avvenga prima del primo Febbrajo 1853.

Art. XXXII. Il presente Trattato sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate entro quattro settimane, da oggi decorrendo, e più presto se sarà possibile.

In fede di che, etc.

Articoli separati. 1852

Articolo separato *A*, agli articoli II e XXVI del Trattato.

Le Loro Altezze Reali i Duchi di Modena e Parma acconsentono di estendere le stipulazioni del presente Trattato al Principato di Liechtenstein, compreso mercè il Trattato 5 Giugno 1852, nel nesso doganale austriaco.

In conseguenza di ciò il Principato suddetto si troverà cogli Stati ducali, per riguardo alla reciproca libera circolazione delle merci, nello stesso rapporto come altra delle Provincie della Monarchia fra cui ha luogo la lega doganale meno stretta.

Articolo separato *B*, all'articolo IV del Trattato.

Il presente Trattato di lega doganale non deroga alle disposizioni vigenti negli Stati contraenti riguardo:

a) ai premii che i rispettivi Governi accordano od accordassero ai loro nazionali rispetto ai bastimenti mercantili di nuova costruzione eseguita nel paese in quanto questi premii non consistessero in esenzioni o facilitazioni relative ai diritti di porto, e riguardo ai dazii per le merci condotte da quei bastimenti;

b) ai privilegi accordati a diverse compagnie Inglesi e Russe, dette Yacht-Clubbs;

c) ai privilegi accordati in Austria ai battelli a vapore del Lloyd austriaco a cagione della speciale loro relazione coll'Imperiale istituto delle poste;

d) ai privilegii che godono in Austria i sudditti ottomani in base degli antichi trattati non applicabili ad altre nazione.

Articolo separato *C*, all'articolo XVIII del Trattato.

Era nei voti delle Alte Parti contraenti di dividere le comuni rendite doganali unicamente in proporzione delle loro popolazioni; per altro la rilevante differenza emersa dal calcolo sugli introiti conseguiti in antecedenza alle trattative, nel Regno lombardo-veneto in confronto di quelli degli Stati ducali e particolarmente di Modena, dove anche la sfavorevole configurazione del paese, mercè l'estesa e frastagliata linea di confine, agiva svantaggiosamente sui proventi, non permise di convenire pel primo periodo tale maniera di ripartizione.

Continuandosi però la lega doganale dopo l'espiro di tale primo periodo, vengono fin d'ora stabilite le seguenti condizioni relativamente al riparto delle comuni rendite doganali pel secondo e pei periodi successivi dell'unione stessa.

Nel secondo quadriennio della lega doganale verranno divisi i

1852 comuni redditi doganali tra il Regno lombardo-veneto e gli Stati ducali in proporzione delle relative popolazioni (in quote eguali per testa), con ciò per altro che la popolazione modenese venga calcolata solo per nove decimi della vera sua cifra. Nel terzo quadriennio e nei periodi quadriennali successivi la ripartizione avrà luogo in proporzione delle popolazioni relative (in quote eguali per testa) in modo che anche quella di Modena venga calcolata in tutta la sua interezza, senza più eccezione in qualsiasi caso.

Qualora prima o durante il secondo periodo della lega si estendesse la lega doganale austro-estense-parmigiana ad altri Stati italiani, e si convenisse di dividere con questi le comuni rendite doganali semplicemente in proporzione della popolazione anco a favore di Modena avrà luogo per tale secondo periodo, diminuendo o cessando così lo svantaggio che risulta della configurazione del confine, il riparto dei redditi, calcolata la popolazione nella sua reale cifra complessiva.

Lo stato della popolazione nei Ducati verrà rilevato nel secondo e nei successivi periodi attenendosi al sistema che vigerà allora nel Regno lombardo-veneto; ognuna delle alte Parti contraenti assente però fin d'ora che i controllori di altra delle medesime prendano ispezione delle liste anagrafiche e dei relativi conteggi, e si dichiara pronta a dare gli schiarimenti che venissero in argomento richiesti.

Articolo separato *D*, all' articolo XIX del Trattato.

Le cifre dei minimi garantiti dal Governo Imperiale ai Governi ducali all' articolo XIX del Trattato rimangono inalterate, ad onta delle condizioni convenute pel secondo e pei successivi periodi della lega doganale.

I presenti articoli separati avranno la stessa forza e valore come se fossero stati inseriti letteralmente nel Trattato di questo giorno. Essi saranno ratificati e le ratifiche saranno scambiate nel medesimo tempo.

(*Signatures.*)

PAYS-BAS ET COSTA-RICA. 1852

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la république de Costa-Rica, signé à Washington, le 12 Juillet 1852.

Art. I. Il y aura amitié sincère et durable entre Sa Majesté le roi des Pays-Bas, ses héritiers et successeurs, et ses sujets, d'une part, et la république de Costa-Rica et ses citoyens, de l'autre;

Art. II. Il y aura liberté réciproque de commerce entre les pays de la domination de Sa Majesté le roi des Pays-Bas en Europe et les territoires de la république de Costa-Rica.

Les sujets et citoyens respectifs pourront, réciproquement, et en toute liberté et sûreté, aborder avec leurs bâtiments et cargaisons dans les ports, places et rivières, des pays et territoires susmentionnés, partout où il est ou sera permis à d'autres étrangers d'aborder; ils pourront y rester et résider, y louer et occuper des maisons et des magasins pour leur commerce, et en général, les négociants et trafiquants des deux nations jouiront, dans le territoire l'une de l'autre, de la plus entière protection et sûreté pour leur commerce, sans cesser toutefois d'être soumis aux lois et ordonnances du pays. De même, les bâtiments de guerre, et les paquebots employés au service de la poste aux lettres, de part et d'autre, pourront en toute liberté et sûreté, aborder dans les ports, rivières et lieux, où il est ou sera permis aux bâtiments de guerre, ou paquebots de la poste, d'autres nations étrangères d'aborder; ils pourront y entrer, y jeter l'ancre, y séjourner, s'y reparer, sans toutefois cesser d'être assujettis aux lois et ordonnances locales.

En ce qui concerne l'exercise du cabotage, les sujets et citoyens de chacun des deux États se conformeront respectivement aux lois qui régissent actuellement, ou qui pourront régir par la suite cette matière dans chacun des deux États.

Art. III. La liberté de commerce et de navigation est également accordée aux citoyens de la république de Costa-Rica dans les colonies, possessions et établissements d'outre mer du royaume des Pays-Bas, dans l'étendue que cette liberté est accordée présentement, ou sera accordée par la suite, aux autres nations étrangères.

Art. IV. Les deux hautes parties contractantes, entendant s'engager par les deux articles précédents, à se traiter sur le pied de

1852 la nation la plus favorisée, il est convenu entre elles, que toute faveur en matière de commerce et de navigation, que l'une des parties contractantes accorde actuellement ou pourrait accorder par la suite, aux sujets ou citoyens de quelque autre État, sera étendue aux sujets ou citoyens de l'autre partie; gratuitement, si la concession en faveur de cet autre État est gratuite; ou en donnant une compensation, autant que possible de valeur et effet équivalent, à fixer de commun accord, si la concession est conditionnelle.

Art. V. Les produits du sol ou des fabriques des Pays-Bas, à leur importation dans l'État de Costa-Rica, ne seront pas assujettis à des droits autres ou plus élevés que ceux dont sont ou seront frappés, à l'importation, les produits similaires du sol ou des fabriques d'autres nations étrangères; et de même, les produits du sol ou des fabriques de Costa-Rica, à leur importation aux Pays-Bas, ne seront pas assujettis à des droits autres ou plus élevés que ceux dont sont ou seront frappés, à l'importation, les produits similaires du sol ou des fabriques d'autres nations; et aucuns droits ou charges ne seront imposés dans les territoires de l'une des parties contractantes sur l'exportation vers les territoires de l'autre, que ceux auxquels est ou pourrait être soumise l'exportation d'articles similaires vers d'autres pays; et aucune prohibition ne sera imposée sur l'exportation ou importation d'articles quelconques, le produit naturel ou industriel des Pays-Bas ou de Costa-Rica, qui ne s'étendra pas de la même manière à toutes autres nations.

Art. VI. Aucuns droits ou charges autres ou plus élevés, de tonnage, d'éclairage, de port ou de pilotage, de sauvetage en cas d'avarie comme de naufrage, ou à titre de quelque autre imposition générale ou locale, ne seront prélevés dans les ports et places de la république de Costa-Rica sur les navires des Pays-Bas, ni dans les ports et places des Pays-Bas sur les navires de Costa-Rica, que ceux auxquels sont assujettis dans les mêmes circonstances les nationaux.

Art. VII. Les denrées et marchandises, quelle que soit leur origine et de quelque part qu'elles viennent, importées en Costa-Rica par bâtiments des Pays-Bas, ne paieront pas de plus forts ou autres droits que ceux qu'elles paieraient si elles étaient importées par bâtiments de Costa-Rica; et réciproquement, les denrées et marchandises, quelle que soit leur origine et de quelque part qu'elles viennent, importées dans les Pays-Bas par bâtiments de Costa-Rica, ne paieront pas de plus forts ou autres droits que ceux qu'elles paieraient, si elles étaient importées par bâtiments des Pays-Bas. De même, les denrées et marchandises, quelle que soit leur origine,

et vers quelque lieu qu'elles soient dirigées, lorsqu'elles sont exportées de Costa-Rica par bâtiments des Pays-Bas, ne paieront pas de droits plus forts ou autres, que ceux qu'elles paieraient, si elles étaient exportées par bâtiments de Costa-Rica ; et, réciproquement, les denrées et marchandises, quelle que soit leur origine, et vers quelque lieu qu'elles soient dirigées, lorsqu'elles sont exportées des Pays-Bas par bâtiments de Costa-Rica, ne paieront pas de plus forts ou autres droits que ceux qu'elles paieraient, si elles étaient exportées par bâtiments des Pays-Bas. 1852

Les primes, remises et autres avantages et priviléges de ce genre, qui dans l'un des deux pays pourraient être accordés à l'importation ou exportation par bâtiments nationaux, le seront également à l'importation ou exportation par bâtiments de l'autre nation.

Art. VIII. Le même traitement sur le pied des nationaux est accordée aux bâtiments de Costa-Rica, pour la coque comme pour la cargaison, dans les colonies et possessions d'outre mer du royaume des Pays-Bas ; et les produits des colonies et possessions d'outre mer des Pays-Bas, importés en Costa-Rica, indirectement des ports des Pays-Bas en Europe, n'y seront pas assujettis à d'autres ou plus forts droits, que lorsqu'ils y sont importés, directement, du lieu de production.

Art. IX. Les marchandises du royaume des Pays-Bas et toutes marchandises importées sous pavillon néerlandais dans Costa-Rica, ainsi que les marchandises de la république de Costa-Rica et toutes marchandises importées sous pavillon de cette république dans les ports des Pays-Bas, ne seront pas, quant au transit par le territoire des États respectifs, soumises à des conditions plus onéreuses, ni à des droits plus élevés, que les marchandises de tout autre pays, et importées dans les États respectifs sous pavillon de toute autre nation.

Art. X. Les hautes parties contractantes pourront établir des consuls ou agents commerciaux dans les ports et lieux l'une de l'autre, partout où sont ou seront admis des consuls ou agents commerciaux d'autres nations, et les dits consuls ou agents commerciaux après avoir obtenu l'exéquatur usité pour l'exercice de leurs fonctions, jouiront, dans les pays respectifs, des mêmes droits, prérogatives et immunités, dont y jouissent les consuls ou agents commerciaux des nations les plus favorisées.

Les dits consuls ou agents commerciaux seront autorisés sur le même pied que ceux des nations les plus favorisées à réclamer l'assistance de l'autorité compétente pour la recherche, l'arrestation, la

1852 détention et le recouvrement des déserteurs des navires de guerre ou de commerce de leur nation.

En cas de mort de quelque citoyen ou sujet de l'une des parties contractantes, dans les territoires de l'autre, sans héritier présent ni exécuteur testamentaire, le consul ou agent commercial de la nation, à laquelle le décédé a appartenu, pourra, pour autant que les lois du pays le lui permettent, s'immiscer, par lui-même ou son représentant, pour nommer des curateurs ou prendre sous sa garde la succession, dans l'intérêt des héritiers et créanciers.

Ils pourront aussi, lors de naufrage dans leur ressort, faire valoir les droits des nationaux intéressés, conformément aux lois du pays, et veiller à la mise en sûreté des débris, soit du navire, soit de la cargaison.

Art. XI. Pour tout ce qui a rapport à l'administration de la justice; au droit de disposer de ses biens, par vente, donation, échange ou d'autre manière; au droit de succéder par testament ou de toute autre manière; à la liberté du culte, dans les maisons particulières, ou dans les lieux publics destinés à cet objet; aux sépultures: les sujets et citoyens respectifs jouiront, de part et d'autre, de la plus parfaite protection, et du traitement et des avantages accordés aux nations les plus favorisées.

Art. XII. Le présent traité aura force et durée pendant l'espace de sept ans, à compter du jour de l'échange des ratifications; et en suite jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des hautes parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le faire cesser; chacune des deux hautes parties contractantes se réservant le droit de faire cette notification au bout de sept ans pour lesquels le traité est d'abord conclu, ou à toute date ultérieure.

Art. XIII. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Washington ou à Londres, dans l'espace d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

1852

ÉTATS RIVERAINS DU RHIN.

(LA FRANCE, LA PRUSSE, LA BAVIÈRE, LES PAYS-BAS, LES GRANDS-DUCHÉS DE BADE ET DE HESSE ET LE DUCHÉ DE NASSAU.)

XXe Article supplémentaire à la convention du 31 Mars 1831, pour le réglement de la navigation du Rhin, signé le 25 Août 1852.

« L'exception établie par l'art. LIX de la convention du 31 Mars « 1831, sous le rapport de l'obligation de prendre pilote à bord, est « étendue aux bâtiments à voile quelle que soit leur dimension, lors- « qu'ils seront chargés de moins de six-cent quintaux. »

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PAYS-BAS.

Convention supplémentaire au traité de commerce et de navigation, conclu le 19 Janvier 1839, entre les États-Unis d'Amérique et les Pays-Bas, signée à Washington, le 26 Août 1852.

(En anglais et en hollandais.)

Art. I. Goods and merchandise, whatever their origin may be, imported into, or exported from, the ports of the United States, from and to any other country, in vessels of the Netherlands, shall pay no higher or other duties than shall be levied on the like goods and merchandise imported or exported in national vessels.

Reciprocally, goods and merchandise, whatever their origin may be, imported into or exported from the ports of the Netherlands, from and to any other country, in vessels of the United States, shall pay no higher or other duties, than shall be levied on the like goods and merchandise, imported or exported in national vessels.

The bounties, drawbacks, and other privileges of this nature, which may be granted in the States of either of the contracting parties, on goods imported or exported in national vessels, shall also and in like manner be granted on goods imported or exported in vessels of the other country.

1852 Art. II. The above reciprocal equality in relation to the flags of the two countries, is understood to extend also to the ports of the colonies and dominions of the Netherlands beyond the seas, in which goods and merchandise, whatever their origin may be, imported or exported from and to any other country in vessels of the United States, shall pay no higher or other duties, than shall be levied on the like goods and merchandise imported or exported from and to the same places in vessels of the Netherlands.

The bounties, drawbacks, or other privileges of similar denomination, which may be there granted on goods and merchandise imported or exported in vessels of the Netherlands, shall also and in like manner be granted on goods and merchandise imported or exported in vessels of the United States.

Art. III. Neither party shall impose upon the vessels of the other, whether carrying cargoes or arriving in ballast from either of the two countries, or any other country, any duties of tonnage, harbor dues, lighthouse, salvage, pilotage, quarantine or port charges, of any kind or denomination, which shall not be imposed in like cases on national vessels.

Art. IV. The present arrangement does not extend to the coasting trade and fisheries of the two countries respectively, which are exclusively allowed to national vessels; it being moreover understood, that in the East Indian Archipelago of the Netherlands the trade from island to island is considered as coasting trade, and likewise, in the United States, the trade between their ports on the Atlantic and their ports on the Pacific; and if, at any time, either the Netherlands or the United States shall allow to any other nation the whole or any part of the said coasting trade, the same trade shall be allowed on the same footing, and to the same extent, to the other party. It being however expressly understood and agreed, that nothing in this article shall prevent the vessels of either nation from entering and landing a portion of their inward cargoes at one port of the other nation, and then proceeding to any other port or ports of the same, to enter and land the remainder, nor from preventing them in like manner from loading a portion of their outward cargoes at one port and proceeding to another port or ports to complete their lading, such landing or lading to be done under the same rules and regulations as the two Governments may respectively establish for their national vessels in like cases.

Art. V. The above reciprocal equality in relation to the flags of the two countries, is not understood to prevent the Government of the Netherlands from levying discriminating duties of import or ex-

port in favor of the direct trade between Holland and her colonies 1852
and dominions beyond the seas; but American vessels engaged in such direct commerce, shall be entitled to all the privileges and immunities, whether as regards import or export duties, or otherwise, that are or may be enjoyed by vessels under the Dutch flag.

Likewise, the United States shall continue to levy the discriminating duties imposed by the present tariff on teas and coffee in favor of the direct importation of these articles from the place of their growth, but also without discriminating between the flags of the two countries.

And if, at any time, the Netherlands or the United States shall abolish the said discriminating duties, it is understood that the same shall be in like manner abolished in relation to the commerce of the other country.

Art. VI. The present convention shall be considered as additional to the above mentioned treaty of the 19th of January 1839, and shall, altogether with the unmodified articles of that treaty, be in force for the term of two years, commencing six weeks after the exchange of the ratifications; and further until the end of twelve months after either of the contracting parties shall have given to the other notice of its intention to terminate the same; each of the contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other, after the expiration of the said term of two years. And it is hereby mutually agreed that, in case of such notice, this convention, and all the provisions thereof, as well as the said treaty of 19th January 1839, and the provisions thereof, shall, at the end of the said twelve months, altogether cease and determine.

Art. VII. The present convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Washington, within six months of its date, or sooner, if possible.

In witness whereof, etc.

1852

SUÈDE ET LUBECK.

Traité de commerce et de navigation entre la Suède et la ville libre et anséatique de Lubeck, signé à Lubeck, le 24 Septembre 1852.

(En suédois et en français.)

Art. I. Les bâtiments suédois et norvégiens, de quelle capacité ou construction que ce soit, tant bâtiments à voile que bâtiments à vapeur, qui arrivent sur leur lest ou chargés dans les ports de la république de Lubeck, de même que les bâtiments lubeckois, de quelle capacité ou construction que ce soit, tant bâtiments à voile que bâtiments à vapeur, qui arrivent dans les ports des royaumes de Suède et de Norvége sur leur lest ou chargés, seront traités tant à leur entrée que pendant leur séjour et à leur sortie sur le même pied que les bâtiments nationaux, par rapport au procédé avec eux de même qu'au montant et au mode d'acquittement des droits de port, de tonnage, de fanaux, de jaugeage, de pilotage et de sauvetage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant au Gouvernement, aux villes ou à des établissements particuliers quelconques ; enfin, dans tout ce qui concerne la navigation, chacune des hautes parties contractantes sera traitée par l'autre sur le même pied que les nationaux.

Il est convenu, que ces dispositions s'étendant aux droits de navigation par les canaux de Gothie et de Trolhätta.

Art. II. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des États des hautes parties contractantes, soit de tout autre pays, dont l'importation ou l'exportation est légalement permise dans les bâtiments de l'un des États respectifs, pourront également être importés ou exportés dans les bâtiments de l'autre, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle espèce ou dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises et objets de commerce avaient été importés ou exportés dans les bâtiments nationaux. Il sera observé à cet égard une réciprocité exacte, de sorte qu'aussi les primes, remboursements de droits ou autres avantages de ce genre, accordés dans les États de l'une des hautes parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtiments nationaux, seront accordés de même lorsque l'importation ou l'exportation se fera par bâtiments de l'autre État.

Art. III. Il ne sera donné, ni directement, ni indirectement, ni 1852
par l'un des gouvernements, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie, soit de l'un des États respectifs, soit de tout autre pays, importée dans le territoire de l'autre à cause ou en considération de la nationalité du navire, qui aurait transporté cette production légalement permise; l'intention bien positive des hautes parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. IV. Les stipulations des articles précédents sont dans toute leur plénitude applicables aux navires suédois et norvégiens, qui entreront dans les ports de la république de Lubeck, ainsi qu'aux navires lubeckois, qui entreront dans les ports des royaumes de Suède et de Norvége, alors même que ces navires respectifs, sans venir directement des ports des royaumes de Suède et de Norvége, ou bien de ceux de la république de Lubeck, arriveraient des ports d'une domination tierce ou étrangère.

Art. V. Les stipulations générales des articles I, II, III et IV inclusivement, seront de même appliquées aux navires de la colonie de St.-Barthélémy de Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége, aux Indes occidentales, qui entreront dans les ports de la république de Lubeck, et aux navires lubeckois, qui entreront dans les ports de la dite colonie.

Art. VI. Les hautes parties contractantes se réservent respectivement de régler tout ce qui concerne le cabotage et la navigation des rivières de l'un et l'autre État; mais il est néanmoins convenu, que les navires et habitants de part et d'autre jouiront à cet égard de tous les droits, qui sont ou qui seront accordés à une nation tierce.

Art. VII. Les hautes parties contractantes s'engagent, que les articles d'exportation, produits du sol ou de l'industrie des pays respectifs, ne seront point soumis, à leur importation d'un pays dans l'autre, à des droits plus forts ou autres que les mêmes articles, produits du sol ou de l'industrie d'un autre pays étranger; et qu'aucune prohibition ne frappera l'importation ou l'exportation d'un des pays respectifs à l'autre, des articles, produits du sol ou de l'industrie des pays respectifs, sans que cette prohibition ne s'étende en même temps à toute autre nation.

Dans tout ce qui concerne le commerce, chacune des hautes parties contractantes sera traitée par l'autre sur le pied des nations les plus favorisées.

Art. VIII. Tout bâtiment de commerce suédois et norvégien, en-

1852 trant en relâche forcée dans un port de la république de Lubeck, et réciproquement tout bâtiment de commerce lubeckois, entran en relâche forcée dans un port des royaumes de Suède et de Norvége, y sera exempt de tout droit de port et de navigation revenant au gouvernement, si les causes, qui ont nécessité la relâche, sont réelles et évidentes, et pourvu qu'ils ne se livrent dans les ports de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises; bien entendu toutefois que les déchargements et rechargements motivés par l'obligation de réparer le bâtiment, ne seront point considérés comme opération de commerce, donnant lieu au payement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire d'après les causes, qui auront donné lieu à la relâche.

Art. IX. Les bâtiments suédois et norvégiens, ainsi que les bâtiments lubeckois, ne pourront profiter des immunités et avantages, que leur accorde le présent traité, qu'autant qu'ils naviguent sous le pavillon de leur pays et qu'ils se trouveront munis des papiers de bord et certificats, voulus par les réglements existants des deux côtés pour constater leur port et leur nationalité.

Les hautes parties contractantes se réservent d'échanger des déclarations pour faire une énumeration claire et précise des papiers et documents, dont l'un et l'autre État exigent que leurs navires soient munis. Si, après cet échange, qui aura lieu au plus tard trois mois après la signature du présent traité, l'une des hautes parties contractantes se trouverait dans le cas de changer ou modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

Art. X. Les consuls, de quelle classe qu'ils soient, dûment nommés par leur gouvernements respectifs, dès qu'ils auront obtenu l'*exéquatur* de celui sur le territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un ou l'autre pays, tant pour leurs personnes que dans l'exercise de leurs fonctions, des mêmes priviléges, dont y jouissent les agents consulaires de la même catégorie des nations les plus favorisées.

Art. XI. Le présent traité sera en vigueur pendant cinq années, à dater du jour de l'échange des ratifications, et si douze mois avant l'expiration de ce terme l'une ou l'autre des hautes parties contractantes n'aura point annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet, ce traité restera encore obligatoire une année au-delà, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration de douze mois, qui suivront l'annonce officielle, faite par l'une des hautes parties contractantes à l'autre, pour qu'il soit annulé.

Art. XII. Le présent traité sera ratifié par les hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois après la signature ou plus tôt, si faire se peut. 1852

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.

Déclaration du gouvernement britannique, relative à l'application du «Foreign Deserters' Act of 1852», *aux matelots déserteurs des villes de Lubeck, de Hambourg et de Brême, en date du* 16 *Octobre* 1852.

Whereas by the «Foreign Deserters' Act, 1852» it is provided, that, whenever it is made to appear to Her Majesty that due facilities are or will be given for recovering and apprehending seamen who desert from British merchant ships in the territories of any foreign power, Her Majesty may, by order in council, stating that such facilities are or will be given, declare that seamen, not being slaves, who desert from merchant ships belonging to a subject of such power, when within Her Majesty's dominions or the territories of the East India Company, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships, and may limit the operation of such order, and may render the operation thereof subject to such conditions and qualifications, if any, as may be deemed expedient.

And whereas it has been made to appear to Her Majesty, that due facilities have been or will be given for recovering and apprehending seamen who desert from British merchant ships in the territories of His Majesty the Emperor of Austria, and those of the free hanseatic cities of Lubeck, Bremen and Hamburg.

Now therefore, Her Majesty, by virtue of the powers vested in Her by the said «Foreign Deserters' Act, 1852», and by and with the advice of Her privy council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that from and after the publication hereof in the «London Gazette», seamen, not being slaves, who desert from merchant ships belonging to subjects of His Majesty the Emperor of Austria, or to citizens of the free hanseatic cities of Lubeck, Bremen and Hamburg, when such ships are within Her Majesty's dominions or the territories of the East India Company, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships.

1852 And the right honourable the Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury, and the Commissioners for the affairs of India, are to give the necessary directions herein accordingly.

GRÈCE ET SUÈDE.

Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et la Suède, conclu à Athènes, le 27/15 Octobre 1852.

(En suédois et en français.)

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les sujets de Sa Majesté le roi des royaumes-unis de Suède et de Norvége et ceux de Sa Majesté le roi de la Grèce.

Art. II. En conséquence, les sujets des hautes parties contractantes jouiront dans les ports, mouillages, rades, villes et autres endroits des États respectifs, d'une liberté égale de commerce; de sorte qu'il sera accordé dans les dits endroits, de la part des gouvernements des hautes parties contractantes, une parfaite égalité et réciprocité de droits et avantages commerciaux; et pour autant que ces droits et avantages y sont soumis à des redevances quelconques, ils seront traités absolument sur le même pied que les nationaux à l'égard des charges de quelque nature qu'elles soient. Les sujets des deux pays respectifs pourront aussi résider et posséder, soit à titre de bail, soit en toute propriété, des habitations, magasins et autres immeubles, nécessaires à leur négoce, dans les lieux où cela leur conviendra, mais il est bien entendu que comme les lois et les ordonnances des royaumes-unis de Suède et de Norvége exigent une permission préalable et spéciale pour que tout étranger puisse, dans les royaumes-unis, posséder, en toute propriété, des immeubles et y établir sa résidence, les sujets de Sa Majesté le roi de la Grèce, qui auront à posséder en toute propriété des immeubles ou s'établir dans les royaumes-unis de Suède et de Norvége, devront préalablement en obtenir l'autorisation du gouvernement de Sa Majesté le roi des royaumes-unis de Suède et de Norvége. De même, si par la suite il vient à être promulgué dans le royaume hellénique une loi ou ordonnance, qui exigeât une autorisation spéciale pour que les étrangers pussent s'y établir, alors les sujets de Sa Majesté le roi des royaumes-unis de Suède et de Norvége devront aussi s'y conformer. Du reste, tous les marchands et commerçants de l'une et

de l'autre nation jouiront respectivement, tant pour leurs personnes, 1852
que pour leurs propriétés, de la plus complète sécurité, et il leur sera accordé, pour les affaires de leur négoce, la même protection, dont jouissent les indigènes à charge de se soumettre aux lois et ordonnances des pays respectifs.

Art. III. Les bâtiments suédois et norvégiens, arrivant sur lest ou chargés dans les ports de la Grèce et réciproquement, les bâtiments grecs, qui arriveront sur lest ou chargés dans les ports de Suède et de Norvége, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtiments nationaux, venus du même lieu, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, de péage, aux droits de port, de quarantaine, vacations d'officiers publics, ainsi qu'à toutes les taxes et charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques.

Art. IV. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des royaumes-unis de Suède et de Norvége, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du royaume de Grèce est légalement permise sur des bâtiments grecs, pourront également y être importés sur des bâtiments suédois et norvégiens, soit que les dits bâtiments viennent des ports de Suède et de Norvége, soit de ceux de tout autre pays étranger, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que si ces mêmes marchandises ou productions auraient été importées sur des bâtiments grecs ; et réciproquement, toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume de Grèce, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports des royaumes-unis de Suède et de Norvége est légalement permise sur des bâtiments suédois et norvégiens, pourront également y être importés sur des bâtiments grecs, soit que les dits bâtiments viennent des ports de Grèce, soit de ceux de tout autre pays étranger, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtiments suédois et norvégiens.

Art. V. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des royaumes-unis de Suède et de Norvége, soit de tout autre pays quelconque, dont l'exportation

1852 des ports des dits royaumes pour un pays quelconque sur leurs propres bâtiments est légalement permise, pourront, de même, être exportés des dits ports sur des bâtiments grecs, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que si l'exportation avait été faite sur des bâtiments suédois et norvégiens. Une exacte réciprocité sera observé dans les ports de la Grèce, de sorte que toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume de Grèce, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports du dit royaume pour un pays quelconque sur ces propres bâtiments est légalement permise, pourront, de même, être exportés des dits ports sur des navires suédois et norvégiens, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que si l'exportation avait été faite sur des bâtiments grecs.

Art. VI. Il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans le royaume de Grèce des articles provenant du sol et de l'industrie de Suède et de Norvége, et il ne sera imposé d'autres, ni de plus forts droits sur l'importation dans les royaumes de Suède et de Norvége des articles provenant du sol ou de l'industrie de Grèce que ceux, qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même, il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant du sol ou de l'industrie de Suède et de Norvége ou de la Grèce, à l'entrée ou à la sortie des ports de Suède et de Norvége ou des ports helléniques, aucune prohibition, qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Art. VII. Toute faculté d'entrepôt et toutes primes et remboursement de droits, qui seraient accordés dans les territoires de l'une des hautes parties contractantes à l'importation ou à l'exportation de quelque objet que ce soit, seront également accordés aux objets de même nature, produits du sol ou de l'industrie de l'autre partie contractante et aux importations et exportations faites dans ses bâtiments.

Art. VIII. Il ne sera donné, ni directement ni indirectement, ni par l'un des deux gouvernements des hautes parties contractantes, ni par aucun agent, compagnie ou corporation agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence pour l'achat ou pour la vente des produits bruts ou manufacturés provenant des possessions

de l'une des hautes puissances contractantes et importés dans le territoire de l'autre à cause ou en considération de la nationalité du navire; l'intention des deux hautes puissances contractantes étant qu'aucune différence ou distinction qu'il soit n'ait lieu à cet égard. 1852

Art. IX. Toutes les marchandises et objets de commerce, qui seront importés, déposés ou emmagasinés dans les ports des États et possessions des hautes parties contractantes seront soumis, pendant la durée de l'emmagasinage, aux mêmes réglements, conditions et droits, que s'ils avaient été importés sur des navires suédois et norvégiens ou sur des navires grecs. De la même manière, la réexportation de ces marchandises et objects de commerce sera soumise au même traitement et aux mêmes droits, qu'ils soient exportés sur des navires suédois et norvégiens ou sur des navires grecs.

Art. X. Le commerce côtier, consistant en produits indigènes ou étrangers expédiés d'un port national à l'autre, demeure réservé exclusivement au pavillon du pays. Cependant il est convenu, que les bâtiments de l'une des hautes puissances contractantes, étant entrés dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine ou propriétaire le désirera, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste, sans payer de droits, impôts ou charges quelconques que pour la partie, qui aura été mise à terre et qui sera marquée et biffée sur le manifeste, qui contiendra l'énumération des effets, dont le bâtiment était chargé, lequel manifeste devra être présenté, en entier, à la douane du lieu, où le bâtiment aura abordé. Il ne sera rien payé pour la partie de la cargaison, que le bâtiment remportera et avec laquelle il pourra continuer de faire route pour un ou plusieurs autres ports du même pays et y disposer du reste de sa cargaison, si elle est composée d'objets, dont l'importation est permise, en payant les droits, qui y seront applicables; ou bien il pourra s'en aller dans tout autre pays. Il est cependant entendu, que les droits, impôts ou charges quelconques, qui sont ou seront payables par ces bâtiments mêmes, doivent être acquittés au premier port où ils rompraient le chargement ou en déchargeraient une partie, mais qu'aucun droit, impôt ou charge pareils ne seront demandés de nouveau dans les ports du même pays, où les dits bâtiments pourront vouloir entrer après, à moins que les nationaux ne soient sujets à quelques droits ultérieurs dans le même cas.

Art. XI. Seront considérés comme navires suédois et norvégiens et grecs ceux, qui navigueront et seront possédés conformément aux réglements en vigueur dans les pays respectifs.

Art. XII. En tout ce qui a rapport à la police des ports, au char-

1852 gement ou déchargement des navires, à la sûreté des marchandises, objets de trafic, biens et effets quelconques, les sujets des hautes puissances contractantes seront mutuellement soumis aux lois et réglements de police locaux; par contre ils jouiront en leurs personnes et biens, dans toute l'étendue des territoires respectifs, des mêmes droits, priviléges, faveurs, exemptions, qui sont ou seront accordés aux nationaux. Ils pourront librement disposer de leurs propriétés par vente, échange, donation, testament ou de toute autre manière, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement, en se conformant néanmoins aux lois et réglements des pays respectifs. Ils pourront transférer, comme bon leur semblera, leur fortune d'un des deux territoires dans l'autre, sans être assujétis, en raison de cette translation à une taille ou taxe extraordinaire quelconque.

Art. XIII. S'il arrive, que quelques navires de guerre ou marchands suédois et norvégiens ou grecs fassent naufrage dans les ports ou sur les côtes des territoires respectifs, le plus grand secours possible leur sera donné, tant pour la conservation des personnes et effets, que pour la sûreté, le soin et la remise des articles sauvés; et ceux-ci ne seront assujétis à payer de droits que pour la partie, qu'on introduirait ensuite pour la consommation intérieure.

Art. XIV. Les hautes puissances contractantes conviennent de ne pas recevoir des pirates dans aucun des ports, baies, mouillages de leurs États, et d'appliquer l'entière rigueur des lois contre toutes personnes, connues pour être pirates, et contre tous individus, résidents dans leurs États, qui seraient convaincus de connivence ou de complicité avec elles. Tous les navires ou cargaisons, appartenant à des sujets des hautes puissances contractantes, que les pirates prendraient ou conduiraient dans les ports de l'un ou de l'autre, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs fondés de pouvoirs dûment autorisés, ou à leurs héritiers, s'ils prouvent l'identité de la propriété; et la restitution aura lieu même quand l'article réclamé sera entre les mains d'un tiers, pourvu qu'il soit prouvé, que l'acquéreur savait, ou pouvait savoir, que le susdit article provenait de piraterie.

Art. XV. S'il arrivait, que l'une des hautes puissances contractantes fût en guerre avec quelque puissance, nation ou État, les sujets de l'autre pourraient continuer leur commerce et naviguer avec les mêmes États, excepté avec les villes et ports, qui seraient bloqués ou assiégés par terre ou par mer; mais dans aucun cas ne sera permis le commerce des articles réputés contrebande de guerre.

Art. XVI. Chacune des hautes puissances contractantes aura le droit de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et

agents consulaires dans les ports et villes des domaines de l'autre, 1852
où ils sont ou seraient nécessaires pour le développement du commerce et des intérêts commerciaux de leurs sujets. Les consuls, de quelque classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs gouvernements respectifs, ne pourront toutefois entrer en fonctions sans l'approbation préalable du gouvernement, dans le territoire duquel ils seront employés. Ils jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes, que pour l'exercice de leurs fonctions, de priviléges égaux.

Art. XVII. Les consuls, de quelque classe qu'ils soient, auront le droit, comme tels, de servir de juges, d'arbitres dans les différends, qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtiments de la nation, dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages et des capitaines ne trouble l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que les dits consuls ne requièrent leur intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs décisions. Bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont, à leur retour, de recourir aux autres moyens, que peut leur procurer la loi de leur patrie.

Art. XVIII. Les dits consuls sont autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de navires de guerre et marchands de leur pays, et ils s'adresseront pour cet objet aux tribunaux, juges et autres officiers compétents et réclameront, par écrit, les déserteurs sus-mentionnés, en prouvant par la communication des registres du navire ou rôles de l'équipage ou par d'autres documents officiels, que de tels individus ont fait partie des dits équipages ; et cette réclamation, ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée, pourvu qu'ils ne soient point sujets du pays, où ils ont déserté. Les déserteurs arrêtés seront mis à la disposition des dits consuls, vice-consuls ou agents et pourront être renfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux, qui les réclament pour être envoyés aux navires, auxquels ils appartiennent ou à d'autres de la même nation ; mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne seront plus arrêtés pour la même cause. Il est entendu, toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit depuis son débarquement, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal nanti de l'affaire aura rendu sa sentence et celle-ci ait été exécutée. Dans tous les cas, les matelots, qui auraient déserté, seront tenus de compenser le dommage et les

1852 frais résultant pour le capitaine ou les armateurs par suite de leur désertion. A cet effet la partie lésée doit en demander son indemnisation par la voie de justice.

Art. XIX. Les produits bruts ou manufacturés des États de chacune des hautes puissances contractantes, dont l'importation est légalement permise dans les États de l'autre, ne seront pas assujétis à des droits plus élevés ou autres, quelque soit leur dénomination, que ceux, auxquels sont ou seront assujétis les produits de même genre provenant d'un autre pays, sauf le cas où dans les États de l'une des deux dominations les droits sur les productions brutes ou manufacturées d'un autre pays viendraient à être diminués à la suite d'un traité formel, sur l'assurance d'avantages commerciaux particuliers ou d'une diminution de droits analogue. Dans ce cas, l'autre gouvernement ne pourra demander la même diminution de droits, qu'en offrant les mêmes avantages, et il n'en jouira qu'à dater du moment où il les aura assurés; et s'il ne peut en présenter de même étendue et qualité, qu'après en avoir donné d'équivalents; et dans tous les cas, les deux gouvernements devront conclure un arrangement particulier à cet égard.

Art. XX. Sa Majesté le roi des royaumes-unis de Suède et de Norvége consent à ce que toutes les stipulations du présent traité soient applicables dans toute leur plénitude aux bâtiments grecs, qui se rendront, chargés ou non, dans la colonie de Sa Majesté suédoise, l'île de St.-Barthélémy et dépendances aux Indes occidentales, soit des ports des royaumes-unis de Suède et de Norvége, soit de tout autre lieu quelconque, ou qu'ils sortiront de la dite colonie, chargés ou non chargés, pour se rendre soit en Suède ou en Norvége, soit en tout autre lieu quelconque.

Art. XXI. Le présent traité de commerce et de navigation sera en vigueur pendant dix ans à dater du jour de l'échange des ratifications et au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des hautes puissances contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Il est entendu, que les dispositions du traité entre Sa Majesté le roi des royaumes-unis de Suède et de Norvége et Sa Majesté le roi de la Grèce, signé à Athènes, le $\frac{22 \text{ Novembre}}{4 \text{ Décembre}}$ 1836, ainsi que celles de l'acte additionnel, signé le $\frac{26 \text{ Juillet}}{7 \text{ Août}}$ 1837, sont annulées.

Art. XXII. Les ratifications du présent traité seront échangées à Athènes dans l'espace de six mois à compter du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut. En foi de quoi, etc.

PRUSSE ET ÉTATS DE LA THURINGE. 1852

Traité entre la Prusse et les États de la Thuringe, pour la continuation du traité de commerce et de douanes, signé à Berlin, le 26 Novembre 1852.

Art. I. Der Zoll- und Handelsverein der Thüringischen Staaten wird vom 1. Januar 1854 ab auf weitere zwölf Jahre, also bis zum 31. December 1865, unter den an dem gegenwärtigen Vertrage Theil nehmenden Regierungen fortgesetzt.

Für diesen Zeitraum bleibt für dieselben der Vertrag wegen Errichtung des gedachten Vereins vom 10. Mai 1833 mit allen darauf bezüglichen gleichzeitigen und späteren Vereinbarungen auch ferner, jedoch mit den in den folgenden Artikeln enthaltenen Modifikationen und zusätzlichen Bestimmungen in Kraft.

Art. II. Die zu dem, im Artikel I erwähnten Verein künftig verbundenen Staatsgebiete sind: die Königlich Preussischen Landestheile, Stadt- und Landkreis Erfurt, nebst den Kreisen Schleusingen und Ziegenrück, die Grossherzoglich Sächsischen Lande, mit Ausnahme des Amtes Allstedt mit Oldisleben und des Vordergerichtes Ostheim, die Herzoglich Sachsen-Meiningischen Lande, die Herzoglich Sachsen-Altenburgischen Lande, die Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischen Lande, mit Ausnahme der Aemter Volkenrode und Königsberg, die Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen und die Fürstlich Schwarzburg-Sondershausenschen oberen Herrschaften, und die Fürstlich Reussischen Lande älterer und jüngerer Linie.

Hinsichtlich des Verhältnisses des in dem Vereinsgebiete enklavirten Kurfürstlich Hessischen Kreises Schmalkalden bleibt ebenso, wie hinsichtlich der Königlich Bayerischen Enklave Kaulsdorf und der Königlich Sächsischen Enklaven besondere Vereinbarung mit den betreffenden Regierungen vorbehalten.

Art. III. Für den Fall, dass die Zollvereinigungsverträge zwischen dem Thüringischen Zoll- und Handelsverein einerseits, und den Königreichen Bayern und Sachsen, sowie dem Kurfürstenthum Hessen, oder mit einzelnen dieser Staaten andererseits, nicht erneuert werden sollten, ist Folgendes verabredet worden:

1. Der Aufwand, welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks für die

1852 Zollerhebungs- und Aufsichts- oder Kontrolbehörden und Zollschutzwachen erwächst, wird in gleicher Weise, wie nach Artikel XIII des Vertrages vom 10. Mai 1833 die Kosten, welche die Unterhaltung der gemeinschaftlichen Behörde in Erfurt und die dieser obliegende Geschäftsführung verursacht, von der Gesammtheit des Thüringischen Vereins getragen und von den unter die einzelnen Vereinsstaaten zu vertheilenden gemeinschaftlichen Einnahmen in Abzug gebracht.

Jeder Staat hat jedoch für die Amtslokale in seinem Gebiete, sowie für die Pensionen, welche den von ihm angestellten Beamten und deren Hinterlassenen gesetzlich zustehen, auf seine alleinige Rechnung zu sorgen.

2. An die Stelle des gemeinschaftlichen Generalinspektors tritt ein gemeinschaftlicher, den einschlägigen Ministerien der Vereinsstaaten untergeordneter Zoll- und Steuerdirektor, welchem ausser den dem Generalinspektor jetzt obliegenden Funktionen auch die Leitung des Dienstes der Lokal- und Bezirks-Behörden für Zölle und Rübenzuckersteuer, sowie die Vollziehung der die Zölle und die Rübenzuckersteuer betreffenden gemeinschaftlichen Gesetze überhaupt, im ganzen Vereine übertragen wird.

Das Nähere über die Dienstverhältnisse des gemeinschaftlichen Zoll- und Steuerdirektors und der in dem Bereiche des Thüringischen Vereins für den Schutz und die Erhebung der Zölle an den Grenzen und im Grenzbezirke anzustellenden Beamten wird besonders vereinbart.

3. Die Vereinbarung im Artikel XIX des Vertrages vom 10. Mai 1833 soll auch auf die Ausführung der vorstehenden Verabredungen, insbesondere auf die Organisation der neu eintretenden Grenz-Zollverwaltung Anwendung finden.

Art. IV. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht spätestens neun Monate vor dessen Ablaufe gekündigt wird, soll derselbe auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Art. V. Gegenwärtiger Vertrag soll ratifizirt, und es sollen die Ratifikations-Urkunden binnen längstens drei Wochen in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen u. s. w.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, RUSSIE, GRÈCE ET BAVIÈRE. 1852

Traité entre la France, la Grande-Bretagne, la Russie, la Grèce et la Bavière, relatif à l'ordre de succession au trône de Grèce, signé à Londres, le 20 Novembre 1852.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne, le prince-président de la république française, S. M. l'empereur de toutes les Russies, en vue de consolider l'ordre de succession au trône de Grèce, placé sous leur commune garantie; reconnaissant la nécessité, dans ce but, de mettre les stipulations de l'art. VIII de la convention du 7 Mai 1832, en harmonie avec la condition établie par l'art. 10 de la constitution hellénique, ont résolu de conclure à cet effet un traité avec le concours de S. M. le roi de Bavière comme signataire de la convention de 1832, et de S. M. hellénique, comme directement intéressée à prendre part à une transaction destinée à assurer le repos à venir de la Grèce.

LL. MM. le roi de Bavière et le roi de Grèce ayant répondu à cette invitation, les hautes parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*).

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. I. Les princes de la maison de Bavière appelés par la convention de 1832, et par la constitution hellénique, à succéder à la couronne de Grèce, dans le cas où le roi Othon viendrait à décéder sans postérité directe et légitime, ne pourront monter au trône de Grèce qu'en se conformant à l'article 10 de la constitution hellénique ainsi conçu :

« Tout successeur de la couronne de Grèce doit professer la re-
» ligion de l'église orthodoxe orientale. »

Art. II. Conformément au troisième décret de l'assemblée hellénique, Sa Majesté la reine Amélie est appelée de droit à la régence, en cas de minorité ou d'absence de successeur au trône, d'après les conditions de l'article 10 de la constitution.

1852 Art. III. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Annexe (A) au protocole de la conférence du 20 Novembre 1852.

Au moment de donner, sauf approbation, le concours de son gouvernement à la convention qui a pour objet de mettre l'article 40 de la constitution hellénique, en harmonie avec les stipulations du traité du 7 Mai 1839, le soussigné, plénipotentiaire de Sa Majesté le roi de Bavière, se tient pour obligé de réserver à Sadite Majesté la faculté de donner suite plus tard, à l'arrangement de famille dont communication a été faite aux cabinets de France, de Grande-Bretagne et de Russie, en comptant pour cela sur leur assistance bienveillante.

Il se tient aussi pour obligé de constater d'une manière positive que l'obligation de remplir la condition de l'art. 40 de la constitution hellénique, ainsi que le veut l'article 1er de la convention, n'incombe aux princes de la maison de Bavière qu'après le décès du roi Othon, non avant; et qu'alors celui des princes de Bavière qui remplira cette condition, montera de droit sur le trône de Grèce.

Il doit enfin exprimer la conviction que l'art. II de la convention, dans lequel le décret 3 de l'assemblée hellénique est cité, ne saurait être entendu comme devant ou pouvant préjudicier, en aucun cas, aux droits de succession que les princes de Bavière ont acquis par les traités.

Le soussigné a encore un devoir à remplir. L'art. 1er de la convention, en nommant le traité du 7 Mai 1832, conjointement avec la constitution hellénique, ne fait nullement mention de l'article explicatif et complémentaire du 30 Avril 1833. Toutefois, MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie ont bien voulu, de vive voix, donner l'assurance au soussigné que, dans leur pensée comme dans leur intention, l'article explicatif et complémentaire de 1833, bien que non expressément mentionné, est compris implicitement dans la citation du traité de 1832, vû qu'au terme dudit article, celui-ci fait partie intégrante du traité comme s'il y était inséré mot à mot. Ayant transmis cette assurance à Munich, le soussigné a reçu l'ordre de déclarer, ainsi qu'il le déclare par la présente, que le gouvernement bavarois l'accepte, et, qu'en procédant à la signature de la convention, il regarde comme

expressément entendu entre les cabinets de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, et le cabinet de Bavière, que le silence de l'article 1er de cette convention, par rapport à l'article explicatif et complémentaire de 1833, 30 Avril, est sans préjudice aucun pour les stipulations contenues dans celui-ci, stipulations en vertu desquelles les femmes ne sont appelées à monter sur le trône de Grèce, qu'à l'extinction totale des mâles dans toutes les trois branches de la maison de Bavière désignées pour succéder en Grèce. 1852

Le soussigné a l'honneur de demander que la présente soit jointe comme annexe au protocole de ce jour, et se déterminerait pour lors à signer la convention, sauf l'approbation de son gouvernement.

(*Signature.*)

Annexe (B) au protocole de la conférence du 20 Novembre 1852.

A la suite de la déclaration du plénipotentiaire de Bavière, le soussigné, plénipotentiaire de Grèce, après avoir fait observer que la constitution grecque ne renferme que les conditions de l'article 8 de la convention du 7 Mai 1832, et ne fait nullement mention de l'article dont il est question dans la déclaration du plénipotentiaire bavarois, a remarqué qu'il n'est autorisé par son gouvernement que d'accepter, et par conséquent il n'accepte, que ce qui a déjà été inséré d'un commun accord au traité paraphé, le 12 de ce mois par les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Grèce et de la Russie.

(*Signature.*)

AUTRICHE ET BAVIÈRE.

Convention entre l'Autriche et la Bavière, relative aux frais de justice, touchant les sujets respectifs insolvables, signée le 4 Janvier 1852.

1852

BELGIQUE ET PRUSSE.

Convention postale entre la Prusse et la Belgique, signée le 17 Janvier 1852.

BADE ET BELGIQUE.

Convention entre la Belgique et le grand-duché de Bade, pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signée le 24 Janvier 1852.

BELGIQUE ET SARDAIGNE.

Convention entre la Belgique et la Sardaigne, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Turin, le 26 Janvier 1852.

OLDENBOURG.

Accession du grand-duché d'Oldenbourg au traité de douanes du 7 Septembre 1851 entre la Prusse et le Hanovre, en date du 1er Mars 1852.

ESPAGNE ET HAMBOURG.

Décret royal, portant l'assimilation au pavillon national des navires de commerce de la ville libre et anséatique de Hambourg, en date du 5 Mars 1852.

SUÈDE ET HAMBOURG. 1852

Convention entre la Suède et la ville libre anséatique de Hambourg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 9 Mars 1852.

ESPAGNE ET TOSCANE.

Échange de déclaration, stipulant l'assimilation réciproque au pavillon national des navires de commerce des deux nations, en date du 26 Mars 1852.

ESPAGNE ET SARDAIGNE.

Convention entre l'Espagne et la Sardaigne, pour l'abolition des droits différentiels; Turin et Madrid, le 1/27 Mars 1852.

DANEMARCK ET SUÈDE.

Convention postale entre la Suède et le Danemarck, signée à Copenhague, le 29 Mars 1852.

AUTRICHE ET LE SAINT-SIÉGE.

Convention postale entre l'Autriche et la cour de Rome, signée le 30 Mars 1852.

1852

CONFÉDÉRATION SUISSE.

Accession de la Confédération Suisse au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850, en date du 22 Avril 1852.

CONFÉDÉRATION SUISSE ET WURTEMBERG.

Convention postale entre la Confédération Suisse et Wurtemberg, signée le 26 Avril 1852.

BAVIÈRE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention postale entre la Bavière et la Confédération Suisse, signée le 26 Avril 1852.

AUTRICHE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention postale entre l'Autriche et la Confédération Suisse, signée le 26 Avril 1852.

FRANCE ET PAYS-BAS.

Déclaration entre la France et les Pays-Bas, stipulant l'assimilation réciproque au pavillon national des navires de commerce français et néerlandais pour les taxes de pilotage, en date du 27 Avril 1852.

SARDAIGNE ET TOSCANE. 1852

Convention postale entre la Sardaigne et la Toscane, signée à Turin, le 28 Avril 1852.

AUTRICHE ET ESPAGNE.

Convention postale entre l'Autriche et l'Espagne, signée le 30 Avril 1852.

BELGIQUE ET PORTUGAL.

Convention postale entre le Portugal et la Belgique, signée le 2 Mai 1852.

ÉTATS IONIENS ET SARDAIGNE.

Déclaration échangée entre la Grande-Bretagne, touchant l'extension des dispositions du traité du 27 Février 1851, aux îles Ioniennes, du 8 Avril 1851; et Résolution du Sénat de Corfou en suite de cette déclaration du 17 Mai 1852. (En grec, en anglais et en français.)

BELGIQUE ET FRANCFORT.

Convention entre la Belgique et la ville libre de Francfort, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 27 Mai 1852.

1852

ANHALT-DESSAU ET SAXE ROYALE.

Convention entre la Saxe royale et le duché d'Anhalt-Dessau, pour l'assistance réciproque dans l'administration de la justice, signée le 7 Juin 1852.

SAXE ROYALE.

Accession de la Saxe royale au traité du 11 Juin 1851, entre la Prusse et les Pays-Bas, pour la répression de la contrebande, en date du 9 Juin 1852.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET NASSAU.

Convention entre les États-Unis et le duché de Nassau, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 16 Juin 1852.

AUTRICHE ET SARDAIGNE.

Échange de notes entre le gouvernement d'Autriche et celui de la Sardaigne, pour l'abolition des droits d'aubaine réservés par l'art. 8 de la convention du 19 Novembre 1824, en date du 19/21 Juin 1852.

AUTRICHE ET SAXE ROYALE.

Convention entre l'Autriche et la Saxe royale, relative à la poursuite des criminels respectifs fugitifs, signée le 30 Juillet 1852.

Convention entre les mêmes, relative à l'extension de l'abolition du droit d'aubaine et de détraction aux États de la monarchie autrichienne en dehors de la Confédération germanique, signée le 12 Novembre 1852. 1852

BADE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention postale entre le grand-duché de Bade et la Confédération Suisse, signée le 6 Août 1852.

DEUX-SICILES ET GRANDE-BRETAGNE.

Ordonnances royales de LL. MM. la reine de la Grande-Bretagne et le roi de Sardaigne, relatives à la poursuite et l'extradition réciproque des matelots déserteurs respectifs, en date du 19 Août 1852.

FRANCE ET BELGIQUE.

Convention entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, signée à Paris, le 22 Août 1852.

PAYS-BAS ET WURTEMBERG.

Convention entre les Pays-Bas et le Wurtemberg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 23 Août 1852.

1852

AUTRICHE ET PAYS-BAS.

Convention entre l'Autriche et les Pays-Bas, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 28 Août 1852.

PAYS-BAS ET BRÊME.

Convention postale entre les Pays-Bas et la ville libre anséatique de Brême, signée le 23 Septembre 1852.

Convention entre les mêmes, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 9 Octobre 1852.

PAYS-BAS ET HESSE ÉLECTORALE.

Convention entre les Pays-Bas et la Hesse électorale, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 28 Septembre 1852.

PAYS-BAS ET HAMBOURG.

Convention entre les Pays-Bas et la ville libre anséatique de Hambourg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 30 Septembre 1852.

BELGIQUE ET ESPAGNE. 1852

Convention postale entre l'Espagne et la Belgique, signée le 4 Octobre 1852.

AUTRICHE ET GRANDE-BRETAGNE.

Déclaration échangée entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, pour l'extradition réciproque des matelots déserteurs respectifs, en date du 12 Octobre 1852.

TOSCANE.

Accession du grand-duc de Toscane au traité du 8 Mai 1852, signé à Londres, touchant la succession au trône du Danemarck, en date du 30 Novembre 1852.

RUSSIE ET SUÈDE.

Note ministérielle échangée entre la Russie et la Suède, touchant le renvoi réciproque des criminels et vagabonds, du 17/29 Décembre 1852.

1852 BELGIQUE ET REUSS-GREITZ ET SCHLEITZ.

Convention entre la Belgique et les principautés de Reuss-Greitz et Schleitz, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 20 Décembre 1852.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 26 Décembre 1851.

BELGIQUE ET LANDGRAVIAT DE HESSE.

Convention entre la Belgique et le landgraviat de Hesse, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 20 Décembre 1852.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 20 Décembre 1852.

BELGIQUE ET LICHTENSTEIN.

Convention entre la Belgique et la principauté de Lichtenstein, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 20 Décembre 1852.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 20 Décembre 1852.

BELGIQUE ET LIPPE-DETMOLD. 1852

Convention entre la Belgique et la principauté de Lippe-Detmold, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 20 Décembre 1852.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 20 Décembre 1852.

FRANCE ET HESSE-DARMSTADT.

Convention entre la France et le grand-duché de Hesse-Darmstadt, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1852.

Convention entre les mêmes, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée en 1852.

HANOVRE ET OLDENBOURG.

Convention entre le Hanovre et le grand-duché d'Oldenbourg, relative à la perception des droits d'impôts respectifs, signée en 1852.

HANOVRE.

Accession de S. M. le roi de Hanovre au traité de Londres du 8 Mai 1852, touchant la succession au trône de Danemarck, signée en 1852.

1852

VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.

Accession des villes libres anséatiques de Hambourg, Lubeck et Brême au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850, signée en 1852.

AUTRICHE ET SAXE-COBOURG-GOTHA.

Convention entre l'Autriche et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, sur l'extension de l'abolition du droit d'aubaine aux États de la monarchie autrichienne en dehors de la Confédération germanique, signée en 1852.

FRANCE ET HESSE ÉLECTORALE.

Convention entre la France et la Hesse électorale, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1852.

PAYS-BAS ET HESSE-DARMSTADT.

Convention entre les Pays-Bas et le grand-duché de Hesse-Darmstadt, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1852.

FRANCE ET BRUNSWIC.

Convention entre la France et le duché de Brunswic, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée en 1852.

SARDAIGNE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN. 1853

Traité de navigation et de commerce entre la Sardaigne et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, signé à Paris, le 28 *Janvier* 1853.

Art. I. Les navires sardes, chargés ou sur lest, entrant dans les ports mecklembourgeois, et réciproquement les navires mecklembourgeois, chargés ou sur lest, entrant dans les ports de Sa Majesté le roi de Sardaigne seront traités, à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur départ sur le même pied que les navires nationaux en ce qui concerne le payement des droits de tonnage, de port, de fanal, de bouée ou de balise et de pilotage, et généralement pour tous les droits de navigation quelconques, qui affectent le navire, que ces droits soient perçus par l'État, par les communes ou par d'autres corporations particulières.

Art. II. Seront considérés comme navires sardes et mecklembourgeois ceux qui navigueront avec des lettres de mer de leur gouvernement, et qui seront possédés conformément aux lois et réglemens en vigueur dans leurs pays respectifs.

Art. III. Les navires sardes dans les ports mecklembourgeois, et les navires mecklembourgeois dans les ports du royaume de Sardaigne, jouiront de tous les avantages et facilités qui y seront accordés aux navires nationaux, tant à l'égard de leur placement, que pour leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades et fleuves des États respectifs.

Art. IV. En cas de relâche forcée d'un navire sarde dans un port des États mecklembourgeois, ou d'un navire mecklembourgeois dans un port des États sardes, ce navire y jouira tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance, pourvu que la nécessité de la relâche soit dûment constatée.

Le même traitement de faveur sera réciproquement accordé aux navires échoués, en cas de bris ou naufrage. Il est d'ailleurs entendu que les consuls ou agens consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou

1853 à la vente, s'il y a lieu, des navires entrés en relâche, échoués ou naufragés à la côte.

Art. V. Les bâtimens sardes ou mecklembourgeois en relâche forcée, ne jouiront des faveurs et immunités mentionnés dans l'article précédent, qu'autant qu'ils ne se livreront dans le lieu de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou en déchargeant des marchandises. Toutefois les déchargemens et les rechargemens qui seraient nécessaires pour la réparation du navire en relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce. Ces bâtimens seront, en outre, tenus de ne pas prolonger leur séjour dans le port ou lieu de relâche, au-delà du temps que les causes de la relâche auront exigé.

Art. VI. Les bâtimens sardes qui arriveront dans les ports mecklembourgeois et les bâtimens mecklembourgeois qui arriveront dans les ports de Sa Majesté sarde sont autorisés à ne charger ou décharger qu'en partie, si le capitaine du navire ou le propriétaire le désire; et ils pourront se rendre ensuite dans les autres ports du même État pour compléter leur chargement ou déchargement sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, que ceux que les bâtimens nationaux payeraient dans le même cas.

Art. VII. Toute espèce de marchandise ou objet de commerce provenant des États sardes ou de tout autre pays qui pourront légalement être introduits dans les ports des États mecklembourgeois par des bâtimens nationaux, pourront également y être importés par des navires sardes sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus par l'État, par des communes ou par d'autres corporations particulières, que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient s'ils étaient importés sur des bâtimens mecklembourgeois.

Et réciproquement, toute espèce de marchandise ou objet de commerce, provenant des États mecklembourgeois ou de tout autre pays qui pourront légalement être introduits dans les ports sardes par des bâtimens nationaux pourront également y être importés par des navires mecklembourgeois, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus par l'État, par des communes ou par d'autres corporations particulières, que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient s'ils étaient importés sur des bâtimens sardes. La même assimilation du traitement national sera réciproquement accordée pour tout ce qui regarde les exportations et le transit.

Art. VIII. Il est expressément entendu que les articles précédens 1853
ne seront point applicables à la navigation et au commerce de côte ou au cabotage que chacune des hautes parties contractantes se réserve exclusivement.

Art. IX. Les consuls, les vice-consuls ou les agens commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtimens de la nation dont ils soignent les intérêts, dans le cas où leur intervention sera réclamée par les capitaines, qui pourront, à leur volonté, y avoir recours, ou requérir, s'ils le préfèrent, celle des autorités locales.

Il est néanmoins bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit de recourir, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur pays.

Les consuls, les vice-consuls ou les agens commerciaux sont autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et des navires marchands de leur pays.

Ils s'adresseront, à cet effet, aux tribunaux, juges et officiers compétens, et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés, en prouvant au moyen des registres des navires ou des rôles d'équipage ou par d'autres documens officiels que les individus réclamés ont fait partie desdits équipages. Sur la réclamation, fondée sur de pareilles preuves, l'extradition des déserteurs ne sera pas refusée. Les déserteurs seront, après leur arrestation, mis à la disposition des consuls, des vice-consuls ou des agens commerciaux et pourront être enfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyé au navire auquel ils appartenaient ou à d'autres navires de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans leur pays dans l'espace de trois mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois s'il se trouvait que le déserteur eût commis quelque autre crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal, nanti de l'affaire, ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. X. Il ne pourra être imposé par une des hautes parties contractantes à la navigation et au commerce de l'autre aucun droit nouveau ou plus élevé, ni aucune entrave ou restriction quelconque qui ne s'appliquerait pas également et dans la même mesure à la

1853 navigation et au commerce nationaux, ainsi qu'au commerce et à la navigation de toute autre nation.

Toutes les faveurs qui sont ou pourront être concédées par l'une des hautes parties contractantes à la navigation et au commerce d'une nation étrangère deviendront de droit, et *ipso facto*, communes à la navigation et au commerce de l'autre haute partie contractante gratuitement, si la faveur est gratuite, ou moyennant compensation équivalente, si elle est conditionnelle.

Art. XI. Le présent traité sera en vigueur pendant huit ans à compter du jour de l'échange des ratifications et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura notifié à l'autre d'une manière officielle, son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des hautes parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des huit ans susmentionnés.

Art. XII. Son Altesse Royale le grand-duc de Mecklembourg-Schwérin consent, d'après le vœu du gouvernement sarde, à étendre toutes les stipulations du présent traité à la principauté souveraine de Monaco placée sous le protectorat de S. M. le roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de ladite principauté.

Art. XIII. Les ratifications du présent traité seront échangées à Paris dans l'espace de quatre mois à dater du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

CHILI ET TOSCANE.

Publication du gouvernement toscan, en suite de l'accord touchant la libre navigation, convenu avec la république de Chili du 2 Novembre 1852, en date du 8 Février 1853.

Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca vista la Nota stata diretta dal Ministero degli Affari Esteri della Repubblica del Chilì in data de' 30 Ottobre 1852 al Console Imperiale Austriaco e Toscano a Santiago e dalla quale resulta, che in coerenza alle Leggi di quello Stato dei 16 Luglio e 12 Novembre 1850, i Bastimenti coperti da Bandiera Toscana, e le merci da quelli trasportate sa-

ranno, sotto il patto di reciprocità, trattate nei Porti di quel Governo 1853
alla pari dei Bastimenti coperti da Bandiera Nazionale e respettivamente delle merci trasportare da quelli, ha con Veneratissimo Risoluzione del 4 Febbrajo corr. ordinato.

Che in tutti i Porti del Gran-Ducato i Bastimenti coperti dalla Bandiera del Chilì siano equiparati ai Bastimenti Toscani quanto al pagamento dei diritti di Navigazione e di Porto, cioè da faro, d'ancoraggio, di carico e de discarico fino a che con ugual trattamento verranno reciprocati i Bastimenti Toscani nei Porti della Repubblica anzidetta.

Che rimane egualmente fermo in coerenza delle Leggi veglianti che le merci importate nel Gran-Ducato con Bastimenti del Chilì, o esportate sopra Bastimenti di quella Nazione non vanno soggette o nessun' altro dazio, o maggiore di quelli ai quali le merci respettive possono essere sottoposte secondo le Tariffe Doganali veglianti, ogni qualvolta l'importazione, o l'esportazione accadesse per mezzo di Bastimenti Toscani.

FRANCE ET TOSCANE.

Traité de commerce et de navigation entre la France et la Toscane, signé à Florence, le 15 Février 1853.

Art. I. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays; ils ne payeront point, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement ou ne fassent que les traverser temporairement à titre de commis marchands ou de commis voyageurs, des contributions, taxes, patentes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, soit en gros, soit en détail, les citoyens ou sujets des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

Art. II. Les citoyens respectifs jouiront dans les deux États d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs pro-

1853 priétés, à la condition, toutefois, d'être soumis aux lois et aux réglements de police qui sont ou pourraient être mis en vigueur à l'égard de tous les étrangers en général. Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits. Ils seront maîtres d'employer dans toutes les circonstances les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos, sans avoir à subir ou à acquitter, comme étrangers, des formalités, droits ou rétributions autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés dans des cas semblables par les nationaux eux-mêmes, sauf la caution de *judicatum solvi*, dans les cas où elle est ordonnée en matière civile par les lois des deux pays.

Ils seront, d'ailleurs, exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales ; et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges, réquisitions ou impôts que ceux payés par les citoyens ou sujets du pays.

Art. III. Les citoyens et sujets des deux États seront libres de disposer comme il leur conviendra, par donation, vente, échange, testament ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même, les citoyens ou sujets de l'un des deux États qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre pourront succéder sans empêchement à ceux desdits biens qui leur seraient dévolus, même *ab intestat*, et lesdits héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux imposés, dans des circonstances identiques, aux nationaux eux-mêmes.

Art. IV. Les citoyens ou sujets des deux États ne pourront respectivement être soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises ou effets, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public que ce soit.

Art. V. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra avoir lieu légalement dans les États de l'une des hautes parties contractantes, par navires nationaux, pourront également y être importés ou exportés librement par les navires de l'autre puissance, sans avoir à payer de taxes autres ou plus élevées que celles établies par le tarif général des douanes de chaque État. Les deux hautes parties contractantes, tout en se réservant le droit de modifier leurs tarifs généraux comme elles le jugeront convenable, s'engagent néanmoins mutuellement,

pendant toute la durée du présent traité, à ne pas frapper les divers produits importés ou exportés en droiture de l'un des deux pays dans l'autre par leurs bâtiments respectifs, de droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront imposés aux produits similaires importés ou à destination de tout autre État européen quelconque ; et toute faveur, immunité ou privilége accordés à un État européen quelconque par l'une des hautes parties contractantes seront immédiatement et de plein droit étendus à l'autre partie. 1853

Les marchandises de toute nature importées dans les ports de France ou de la Toscane, par les navires de l'une ou de l'autre puissance, pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt au gré du propriétaire ou de ses ayant-cause ; le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. VI. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Toscane par navires français, ou de France par navires toscans, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes, restitutions et droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées dans chacun des deux pays à la navigation nationale.

Art. VII. Les navires français venant directement des ports de France avec chargement, et, sans chargement, de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de Toscane, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quayage, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition et autres charges qui pèsent sur la coque des navires, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles en Toscane les navires toscans venant des mêmes lieux ou ayant la même destination.

Par réciprocité, les navires toscans venant directement des ports de Toscane avec chargement, et, sans chargement, de tout port quelconque, dans les ports de France, seront assimilés, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, aux navires français pour tous les droits ou charges portant sur la coque des navires.

1853 Les droits de tonnage seront perçus d'après le jaugeage, constaté sur les livres de bord des bâtiments respectifs.

Art. VIII. Les navires à vapeur toscans affectés à un service régulier et périodique entre les ports de Toscane et ceux d'un autre pays quelconque, qui, durant leur trajet, soit à l'aller, soit au retour, feront escale dans les ports de Bastia, Marseille, Cette ou Port-Vendres, seront, en tout ce qui concerne les taxes affectant le corps des navires, assimilés dans ces mêmes ports au pavillon national.

Et réciproquement, les navires à vapeur français affectés à un service régulier et périodique entre les ports de France et ceux d'un ou plusieurs autres pays quelconques, qui, durant leur trajet, soit à l'aller, soit au retour, feront escale dans les ports, rades ou havres de la Toscane, seront, en tout ce qui concerne les taxes affectant le corps des navires, assimilés dans ces mêmes ports, rades ou havres au pavillon toscan.

Art. IX. La législation toscane soumettant tous les navires sur lest, même nationaux, à un droit de tonnage, il est bien entendu que les navires toscans venant sur lest dans les ports français seront, comme les navires chargés, soumis aux dispositions générales de la législation douanière française, le cas de relâche forcée étant seul excepté.

Art. X. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans les deux États, aucun privilége ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance: la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments français et toscans soient respectivement traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XI. Les navires toscans entrant dans un port de France, et, réciproquement, les navires français entrant dans un port de Toscane, et qui ne voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et réglements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf, s'il y avait lieu, ceux de surveillance, lesquels ne pourront naturellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. XII. Les capitaines et patrons des bâtiments toscans et 1853
français seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels ; et ils pourront, en conséquence, librement se servir, soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf dans les cas prévus par le Code de commerce français, aux dispositions duquel la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. XIII. En ce qui concerne le cabotage (commerce de port à port), les navires des deux nations seront traités de part et d'autre sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. XIV. Afin de compléter et d'équilibrer d'une manière aussi exacte que possible les concessions maritimes et douanières stipulées dans les articles ci-dessus énoncés, il est en outre convenu,

1° Que les navires français faisant l'intercourse entre les ports toscans et l'Algérie seront traités en Toscane, à l'aller et au retour, exactement comme les navires toscans faisant l'intercourse entre l'Algérie et le grand-duché ;

2° Que le droit de tonnage de quatre francs par tonneau, actuellement perçu dans les ports de l'Algérie sur les navires toscans employés à l'intercourse directe de la Toscane avec les possessions françaises du nord de l'Afrique, sera réduit à deux francs, et ne sera pas exhaussé pendant toute la durée du présent traité ; et que ce droit, une fois payé dans un port de l'Algérie, ne sera plus exigé dans les autres ports dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son déchargement ou son chargement ;

3° Que, pendant la même période, le bois à construire et à brûler, les merrains, les charbons de bois et matériaux à bâtir, originaires du grand-duché, importés directement de Toscane en Algérie sous pavillon national ou toscan, conserveront la franchise dont ils ont joui jusqu'ici.

Art. XV. Seront respectivement considérés comme bâtiments toscans ou français, ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux États, seront,

1° Possédés, navigués et enregistrés selon les lois de leur pays ;

2° Munis des titres ou patentes régulièrement délivrés par les autorités compétentes, à la condition, toutefois, que le capitaine sera national, c'est-à-dire, citoyen du pays dont il porte le pavillon, et que la moitié de l'équipage sera composée de nationaux d'origine et de domicile, ou, s'ils sont étrangers d'origine, qu'ils

1853 aient résidé pendant trois ans (3 ans), au moins, dans les pays respectifs.

Art. XVI. Les bâtiments de guerre, les paquebots faisant le service des postes, subventionnés par l'État, et tous autres paquebots de l'État de l'une des deux parties contractantes, pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée, et ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. XVII. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des hautes parties contractantes, résidant dans les États de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord des bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls et agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans les pays desdits agents sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait point dans le délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent traité. 1853

Art. XVIII. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes de Toscane seront dirigées par les consuls et vice-consuls de France, et réciproquement les consuls et vice-consuls toscans dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XIX. En ce qui concerne les autres attributions, priviléges et immunités des consuls respectifs, les hautes parties contractantes s'engagent à en faire, dans le plus bref délai possible, l'objet d'une convention spéciale, et, en attendant, il est convenu que lesdits consuls, vice-consuls et chanceliers jouiront respectivement, dans les deux pays, des avantages de toute sorte accordés ou qui pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée; le tout, bien entendu, sous condition de réciprocité.

Art. XX. Les hautes parties contractantes s'engagent, mutuellement et à titre de réciprocité, à interdire sur leurs territoires respectifs la fabrication des contrefaçons et réimpressions des œuvres artistiques et littéraires des auteurs des deux pays, conformément à la législation en vigueur dans les deux États.

Art. XXI. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Florence, dans le délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Il aura force et valeur pendant six années, à dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite, et d'après les lois particulières à chacun des deux États. Si, à l'expiration des six années, le présent traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance,

1853 il continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, etc.

AUTRICHE ET PRUSSE.

Traité de commerce et de douanes entre l'Autriche et la Prusse, signé à Berlin, le 19 Février 1853.

Art. I. Die kontrahirenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Landen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hiervon dürfen nur stattfinden:

a) bei Taback, Salz, Schiesspulver, Spielkarten und Kalendern;

b) aus Gesundheits-Polizeirücksichten;

c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Art. II. Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben dürfen von keinem der beiden kontrahirenden Theile dritte Staaten günstiger als der andere kontrahirende Theil behandelt werden. Jede dritten Staaten in diesen Beziehungen eingeräumte Begünstigung ist daher ohne Gegenleistung dem andern kontrahirenden Theile gleichzeitig einzuräumen.

Ausgenommen hiervon sind nur diejenigen Begünstigungen, welche die mit einem der kontrahirenden Theile jetzt oder künftig zollvereinten Staaten geniessen, sowie solche Begünstigungen, welche anderen Staaten durch bestehende und vor Abschluss des gegenwärtigen Vertrages mitgetheilte Verträge zugestanden sind, oder diesen anderen Staaten für dieselben Gegenstände in nicht höherem Maasse auch nach Ablauf dieser Verträge zugestanden werden sollten.

Art. III. Die kontrahirenden Theile wollen vom 1. Januar 1854 an gegenseitige Verkehrs-Erleichterungen auf Grundlage des freien Eingangs roher Natur-Erzeugnisse und des gegen ermässigte Zoll-

sätze zu gestattenden Eingangs gewerblicher Erzeugnisse ihrer 1853
Länder eintreten lassen.

Demgemäss sind sie schon jetzt übereingekommen, dass von den in der Anlage I. bezeichneten Waaren, bei deren unmittelbarem Uebergange aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen in das Gebiet des andern Staates, keine, beziehungsweise keine höheren, als die in dieser Anlage bestimmten Eingangs-Abgaben erhoben werden sollen.

Sie werden ferner im Jahre 1854 Kommissarien zusammentreten lassen, um sich über weitere, dem obigen Gesichtspunkte entsprechende Verkehrs-Erleichterungen zu einigen.

Art. IV. Wenn während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages in dem Gebiete des einen oder des anderen der kontrahirenden Staaten *Erhöhungen* der allgemeinen tarifmässigen Eingangszölle gegen den gegenwärtig gültigen Tarif eintreten sollten, so bleiben diese auf die in der Anlage I. vereinbarten Verkehrs-Erleichterungen ohne Einfluss.

Wenn aber einer der kontrahirenden Theile für eine von den in der Anlage I. genannten Waaren eine *Ermässigung* seines gegenwärtigen allgemeinen Zolltarifs, sei es allgemein oder für gewisse Grenzstrecken oder Zollämter, eintreten lassen will, so liegt ihm ob, dem anderen Theile von dieser Ermässigung mindestens drei Monate vor deren Eintreten Nachricht zu geben, und es bleibt alsdann, vorbehaltlich anderweiter Verständigung, dem anderen Theile freigestellt, diese Waare einem Zwischenzoll, beziehungsweise einer Erhöhung des Zwischenzolls, und zwar in dem einen wie in dem andern Falle zu einem der jenseitigen Zollermässigung entsprechenden Betrage, zu unterwerfen. Wer von dieser Befugniss Gebrauch macht, wird die Veränderung vier Wochen vor deren Eintreten veröffentlichen.

Art. V. 1. Die kontrahirenden Theile werden bei dem unmittelbaren Uebergange von Waaren aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen Staates Ausgangs-Abgaben von keinen anderen, als den in der Anlage II. verzeichneten Gegenständen und zu keinen höheren, als den in ihren Zolltarifen gegenwärtig für diese Gegenstände festgesetzten Beträgen erheben lassen.

Auf Ausgangs-Abgaben, welche an Stelle der Durchgangszölle erhoben werden, findet die vorstehende Bestimmung keine Anwendung; hinsichtlich des Betrages dieser Ausgangs-Abgaben gilt die nachstehend unter 2. getroffene Verabredung über den Betrag der Durchgangszölle.

2. Die kontrahirenden Theile werden von den nach der Anlage I.

1853 im Zwischenverkehr zollfreien Waaren, welche aus dem Gebiete des andern Theiles, ohne Berührung zwischenliegenden Auslandes, durch ihr Gebiet nach dem Auslande durchgeführt werden, Durchgangs-Abgaben nicht erheben lassen.

Sie werden ferner von Waaren, welche aus dem Auslande durch ihr Gebiet nach dem Gebiete des andern Theiles oder umgekehrt, ohne Berührung zwischenliegenden Auslandes, durchgeführt werden, wenn diese Waaren nach ihren allgemeinen Zolltarifen weder bei der Einfuhr noch bei der Ausfuhr einer Abgabe unterliegen, keine Durchgangs-Abgaben, in allen anderen Fällen dagegen keine anderen, als die gegenwärtig bestehenden Durchgangs-Abgaben, höchstens jedoch den Betrag von $3^1/_2$ Silbergroschen oder 10 Kreuzern für den Zoll-Centner erheben lassen. Die weitere Ermässigung dieser Durchgangs-Abgabe im Allgemeinen oder für einzelne Grenzstrecken oder Strassenzüge bleibt jedem der kontrahirenden Theile unbenommen.

Die vorstehenden Verabredungen finden sowohl auf die nach erfolgter Umladung oder Lagerung, als auch auf die unmittelbar durchgeführten Waaren Anwendung.

Art. VI. Zur weiteren Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs wird beiderseits Befreiung von Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zugestanden:

a) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungs-Gegenständen), welche aus dem einen Staate auf Märkte oder Messen des anderen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- und Marktverkehr aus dem einen Staate nach dem andern versendet, daselbst aber nicht in den freien Verkehr gesetzt, sondern unter Kontrole der Zollbehörde in öffentlichen Niederlagen (Packhöfen, Hallämtern u. s. w.) gelagert und binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

b) für Vieh, welches auf Märkte des anderen Staates gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird;

c) für Glocken zum Umgiessen, Wachs zum Bleichen, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmeln), unter Festhaltung der Gewichtsmenge;

d) für Gewebe und Garne zum Waschen, Bleichen, Walken, Appretiren, Bedrucken und Stricken, sowie für Gegenstände zum Lackiren, Poliren und Bemalen;

e) für sonstige zur Reparatur, Bearbeitung und Veredlung bestimmte, in den anderen Staat gebrachte und nach Erreichung jenes Zweckes, unter Beobachtung der deshalb getroffenen

besonderen Vorschriften, zurückgeführte Gegenstände, wenn die wesentliche Beschaffenheit und die Benennung derselben unverändert bleibt; 1853

und zwar in den Fällen unter *a, b, d* und *e,* sofern die Identität der aus- und wiedereingeführten Gegenstände ausser Zweifel ist.

Art. VII. Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waaren, die dem Begleitschein-Verfahren unterliegen, wird eine Verkehrs-Erleichterung dadurch gegenseitig gewährt werden, dass beim unmittelbaren Uebergange solcher Waaren aus dem Gebiete des einen kontrahirenden Staates in das Gebiet des anderen die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweiten Verschlusses und die Auspackung der Waaren unterbleibt, sofern den dieserhalb vereinbarten Erfordernissen genügt ist, und dass überhaupt die Abfertigung möglichst beschleunigt wird.

Art. VIII. Die kontrahirenden Theile werden sich vereinigen, ihre gegenüberliegenden Grenzzollämter, wo es die Verhältnisse gestatten, je an einen Ort zu verlegen, so dass die Amtshandlungen bei dem Uebertritte der Waaren aus einem Zollgebiete in das andere gleichzeitig stattfinden können.

Art. IX. Innere Abgaben, welche in dem einen der kontrahirenden Staaten, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Kommunen und Korporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche eines Erzeugnisses ruhen, dürfen Erzeugnisse der kontrahirenden Staaten unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Von allen Erzeugnissen, die nach der dem Artikel III angeschlossenen Anlage I. aus dem einen Staate in den anderen zu ermässigten Zollsätzen eingehen, und von welchen zollordnungsmässig dargethan wird, dass sie als ausländisches Eingangsgut die zollamtliche Behandlung bei einer Erhebungsbehörde des letzteren bestanden haben, oder derselben noch unterliegen, darf keine weitere Abgabe irgend einer Art, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Kommunen und Korporationen, erhoben werden, jedoch mit Vorbehalt derjenigen inneren Steuern, welche in einem der kontrahirenden Staaten auf die weitere Verarbeitung oder auf anderweite Bereitungen aus solchen Erzeugnissen, ohne Unterschied des ausländischen oder inländischen Ursprungs, allgemein gelegt sind. Dagegen werden Erzeugnisse, welche nach dieser Anlage aus dem einen in den andern Staat zollfrei eingehen, in Beziehung auf die innere Besteuerung als einheimische behandelt.

1853 Art. X. Die kontrahirenden Theile verpflichten sich, zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels nach oder aus ihren resp. Gebieten durch angemessene Mittel mitzuwirken und zu diesem Zwecke die erforderlichen Strafgesetze zu erlassen, die Rechtshülfe zu gewähren, den Aufsichtsbeamten des andern Staates die Verfolgung der Kontravenienten in ihr Gebiet zu gestatten und denselben durch Steuer-, Zoll- und Polizeibeamte, so wie durch die Ortsvorstände alle erforderliche Auskunft und Beihülfe zu Theil werden zu lassen.

Das nach Maassgabe dieser allgemeinen Bestimmungen abgeschlossene Zollkartel enthält die Anlage III.

Für Grenzgewässer und für solche Grenzstrecken, wo die Gebiete der kontrahirenden Theile mit fremden Staaten zusammentreffen, werden Maassregeln zur gegenseitigen Unterstützung beim Ueberwachungsdienste verabredet werden.

Art. XI. Stapel- und Umschlagsrechte sind in den Staaten der kontrahirenden Theile unzulässig und es darf, vorbehaltlich schifffahrts- und gesundheitspolizeilicher, so wie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Waarenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus-, ein- oder umzuladen.

Art. XII. Die kontrahirenden Theile werden die Seeschiffe des anderen Theiles und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben, wie die eigenen Seeschiffe, zulassen.

Die Schiffahrt zwischen Seehäfen seines Gebiets kann jeder Staat seinen eigenen Schiffen vorbehalten. Begünstigungen jedoch, welche in Beziehung hierauf einer der kontrahirenden Staaten den Schiffen dritter Staaten durch Uebereinkunft gewährt, wird derselbe auch den Schiffen des anderen Staates zu Theil werden lassen, wenn letzterer die Gegenseitigkeit zugestehet. Die successive Befrachtung oder Entlöschung in mehreren Seehäfen des einen Staates soll den Schiffen des anderen Staates gestattet sein.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der kontrahirenden Staaten ist nach der Gesetzgebung ihrer Heimath zu beurtheilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Schiffe des einen Staates sollen die nach der Gesetzgebung ihrer Heimath gültigen Messbriefe, vorbehaltlich der Reduktion der Schiffsmaasse, bei Feststellung von Schiffahrts- und Hafenabgaben im anderen Staate genügen.

Art. XIII. Von Schiffen des einen der kontrahirenden Theile, welche in Unglücks- oder Nothfällen in die Seehäfen des andern

einlaufen, sollen, wenn nicht der Aufenthalt unnöthig verlängert 1853
oder zum Handelsverkehr benutzt wird, Schiffahrts- oder Hafenabgaben nicht erhoben werden.

Von Havarie- und Strandgütern, welche in das Schiff eines der kontrahirenden Theile verladen waren, soll von dem andern, unter Vorbehalt der Durchgangsabgabe bei der Wiederausfuhr zu Lande und des etwaigen Bergelohns, eine Abgabe nur dann erhoben werden, wenn dieselben in den Verbrauch übergehen.

Art. XIV. Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der kontrahirenden Theile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Staates.

Art. XV. Die Benutzung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleussen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lootsenwesens, der Krahne und Waageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergleichen mehr, in soweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des anderen Staates unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren, wie den Angehörigen des eigenen Staates, gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der beim Seebeleuchtungs- und Seelootsenwesen zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benutzung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Dieselben dürfen die Unterhaltungskosten sammt den landesüblichen Zinsen des Anlage-Kapitals nicht übersteigen.

Weggelder für beladenes Fuhrwerk sollen auf Strassen, welche unmittelbar oder mittelbar zur Verbindung der kontrahirenden Staaten unter sich oder mit dem Auslande dienen, da, wo dieselben den Satz von einem Silbergroschen für ein Zugthier und eine geographische Meile erreichen oder übersteigen, höchstens zu den jetzt geltenden Beträgen und da, wo sie jenen Satz nicht erreichen, höchstens zu diesem letzteren erhoben werden. Weggelder für einen die Landesgrenze überschreitenden Verkehr dürfen auf den erwähnten Strassen nach Verhältniss der Streckenlängen nicht höher sein, als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

1853 Für Eisenbahnen gelten nicht diese, sondern die in den Artikeln XVI und XVII enthaltenen Bestimmungen.

Art. XVI. Auf Eisenbahnen sollen in Beziehung auf Zeit, Art und Preise der Beförderungen die Angehörigen des anderen Theiles und deren Güter nicht ungünstiger als die eigenen Angehörigen und deren Güter behandelt werden.

Für Durchfuhren nach oder aus dem Gebiete des anderen Staates soll kein Staat höhere als diejenigen Eisenbahnfrachtsätze erheben lassen, welchen auf derselben Eisenbahn die in dem eigenen Gebiete auf- und abgeladenen Güter verhältnissmässig unterliegen.

Art. XVII. Die kontrahirenden Theile werden dahin wirken, dass die Waarenbeförderung auf den Eisenbahnen in ihren Gebieten durch Herstellung unmittelbarer Schienenverbindungen zwischen den an einem Orte zusammentreffenden Bahnen und durch Ueberführung der Transportmittel von einer Bahn auf die andere möglichst erleichtert werde.

Sie werden ferner, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Uebergang der Transportmittel stattfindet, Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Wagen eingehen und in denselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- oder Steueramt befindet, von der Deklaration, Abladung und Revision an der Grenze, sowie vom Kollo-Verschluss frei lassen, in sofern jene Waaren durch Uebergabe der Ladungs-Verzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingange angemeldet sind.

Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der kontrahirenden Theile aus oder nach dem Gebiete des anderen ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Deklaration, Abladung und Revision, sowie vom Kollo-Verschluss sowohl im Innern als an den Grenzen frei bleiben, in sofern dieselben durch Uebergabe der Ladungs-Verzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgange angemeldet und von den betheiligten Eisenbahn-Verwaltungen die zur Ermittelung und Erhebung der gebührenden Durchgangs-Abgaben erforderlichen Einrichtungen getroffen sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die betheiligten Eisenbahn-Verwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschlusse am Abfertigungsamte im Innern oder am Ausgangsamte verpflichtet seien.

Art. XVIII. Die kontrahirenden Theile wollen gemeinschaftlich dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die

Gewerbsamkeit befördert und der Befugniss der Unterthanen des 1853
einen Staates, in dem andern Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der kontrahirenden Theile, welche in dem Gebiete des andern Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte ab, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbtreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbebetriebe in dem Staate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischer Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in dem anderen Staate keine weitere Abgabe hiefür zu entrichten verpflichtet sein.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem der beiden Staaten die Unterthanen des anderen ebenso wie die eigenen Unterthanen behandelt werden.

Die Unterthanen des einen der kontrahirenden Theile, welche das Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Flussschiffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des anderen Theiles einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Art. XIX. Die kontrahirenden Staaten werden noch im Laufe des Jahres 1853 über eine allgemeine Münz-Konvention in Unterhandlung treten.

Schon jetzt haben sie sich dahin verständigt, dass keiner von ihnen die von ihm geprägten Münzen ausser Verkehr setzen oder den von ihm denselben beigelegten Werth verringern wird, ohne einen Zeitraum von mindestens vier Wochen zur Einlösung derselben zum bisherigen gesetzlichen Werthe festgesetzt und denselben wenigstens drei Monate vor dessen Ablaufe öffentlich bekannt gemacht und zur Kenntniss des anderen Theiles gebracht zu haben. Nur beim Uebergange zum Vierzehn-Thaler- oder Vierundzwanzig und einhalb-Guldenfusse oder zum metrischen Münzsysteme bleibt es dem betreffenden Staate vorbehalten, das Werthverhältniss zu bestimmen, nach welchem er seine bisherigen Münzen einlösen, oder in seinem Gebiete in Umlauf lassen will.

1853 Die kontrahirenden Theile werden ferner Verbrechen und Vergehen in Beziehung auf Münze oder Papiergeld des anderen Theiles mit gleichen Strafen, wie Verbrechen und Vergehen in Beziehung auf die eigenen Münzen oder das eigene Papiergeld belegen. Das unter ihnen abgeschlossene Münzkartel ist in der Anlage IV. enthalten.

Art. XX. Jeder der kontrahirenden Theile wird seine Konsuln im Auslande verpflichten, den Angehörigen des andern Theiles, sofern letzterer an dem betreffenden Platze durch einen Konsul nicht vertreten ist, Schutz und Beistand in derselben Art und gegen nicht höhere Gebühren, wie den eigenen Angehörigen zu gewähren.

Art. XXI. Die kontrahirenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollstellen Beamte zu dem Zwecke zu senden, um von der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen und die Grenzbewachung Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist.

Ueber die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten wollen die kontrahirenden Staaten sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen ertheilen.

Ueber die Ausführung dieser Vereinbarung wird nähere Verständigung stattfinden.

Art. XXII. In denjenigen einzelnen Landestheilen der kontrahirenden Staaten, welche von deren Zollgebiete ausgeschlossen sind, finden, so lange deren Ausschluss dauert, die Verabredungen in den Artikeln I bis IX des gegenwärtigen Vertrages keine Anwendung.

Art. XXIII. Noch im Laufe des Jahres 1853 sollen Kommissarien der kontrahirenden Staaten zusammentreten, um die in Gemässheit der vorstehenden Artikel erforderlichen Vereinbarungen und Vollzugsvorschriften festzustellen.

Art. XXIV. Die in den Anlagen dieses Vertrages enthaltenen Bestimmungen sind als integrirende Theile desselben anzusehen.

Art. XXV. Die Dauer dieses Vertrages wird auf zwölf Jahre, also vom 1. Januar 1854 bis zum 31. Dezember 1865 festgestellt.

Es werden im Jahre 1860 Kommissarien der kontrahirenden Staaten zusammentreten, um über die Zolleinigung zwischen den beiden kontrahirenden Theilen und den ihrem Zollverbande alsdann angehörigen Staaten oder, Falls eine solche Einigung noch nicht zu Stande gebracht werden könnte, über weitergehende, als die am 1. Januar 1854 eintretenden und durch die im Artikel III erwähnten kommissarischen Verhandlungen nachträglich festzustellenden Verkehrs-Erleichterungen und über möglichste Annäherung und Gleichstellung der beiderseitigen Zolltarife zu unterhandeln.

Art. XXVI. Der Beitritt zu diesem Vertrage bleibt denjenigen 1853
deutschen Staaten vorbehalten, welche am 1. Januar 1854 oder später zum Zollvereine mit Preussen gehören werden.

Nicht minder steht der Beitritt zu diesem Vertrage den jetzt oder in Zukunft mit Oesterreich zollverbündeten italienischen Staaten frei.

Art. XXVII. Gegenwärtiger Vertrag soll ratifizirt und es sollen die Ratifikations-Urkunden im Laufe des künftigen Monats in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen u. s. w.

1.

Verzeichniss derjenigen Gegenstände, welche im Zwischenverkehr zwischen Preussen und Oesterreich eingangszollfrei oder zu einem ermässigten Zwischenzollsatze zuzulassen sind.

A. *Zollfreie Gegenstände.*

1. *Abfälle.* Hierunter sind verstanden: Abfälle und Abschnitze von rohen oder gegerbten Häuten und Fellen; Blut, flüssiges und eingetrocknetes; Dünger, thierischer; Flechsen; Hörner, einschliesslich Gemshörner und Hirschgeweihe, Hornspitzen, Hornscheiben und Hornspäne; Klauen und Füsse oder Beine; Knochen, Knochenmehl (Spodium), Knochenschaum (Zuckererde); Leimleder; Abfälle von der Wachsbereitung (Bienenerde, Bienenkeule, Bienenrab); Flockwolle (Abfall beim Spinnen), Tuch- oder Wolltrümmer (Abfall beim Weben), Scheerwolle (Abfall beim Tuchscheeren), Zupfwolle oder Schuddywolle.

Asche von Holz, ausgelaugte; Asche von Torf, Steinkohlen und Braunkohlen; Kalkäscher oder Aschenerde; Lohkuchen oder ausgelaugte Lohe; Oelkuchen und Oelkuchenmehl; Streulaub, Stroh, Häckerling (Häcksel), Spreu (Kaff) und Kleie; Säge- und Hobelspäne; Schlempe und Spülicht; Treber und Trester; Papierabschnitze (Papierspäne), Hadern oder Lumpen (Strazzen).

Glasgalle und Glasschaum; Schlacken von Erzen; Kupferasche; Münzgekräz (Silbergekräz, Goldschmiedegekräz, Kapellasche); Zinngekräz; Scherben von Glas-, Thon- und Porzellanwaaren.

2. *Bettfedern.*

3. *Bienenstöcke* mit lebenden Bienen; Bienenkörbe, gebrauchte und solche, in welchen die Bienen getödtet sind, mit dem Honig.

4. *Chemische Hülfsstoffe und Produkte,* nämlich: Mineralwasser, natürliches, in Flaschen und Krügen; Schwefel; Weinstein, roher,

1853 raffinirter, krystallisirter; Vitriol, Eisen-, Kupfer-, gemischter Eisen- und Kupfer-, weisser; Wasserglas.

Russ- und Kohlenschwarz, Buchdrucker-Schwärze, Frankfurter Schwärze; Leim (Fisch-, Horn-, Leder-); Schmirgelpapier und Schmirgeltuch.

Schwefelfäden; Schwefelhölzer, einschliesslich der chemisch bereiteten Zündhölzer, Reibhölzer, Reibfidibus und Zündfläschchen: Lunten.

Krapp; Waid; Wau.

5. *Eier aller Art und Milch, ingleichen Rahm.*

6. *Erden und irdene Waaren.* Hierunter sind verstanden: Amianth und Asbest; Bimsstein, Cement und Tuffstein; Blutstein; Braunstein; Farberden aller Art; Flussspath in Stücken und gemahlen; Graphit (Reissblei, Wasserblei); Kalk und Gyps, ungebrannt und gebrannt; Lehm; Mergel; Moorerde; Puzzolan- oder Lava-Erde; Sand, auch gefärbter (mit Ausnahme der geriebenen Schmalte); Schmirgel; Schwerspath in Stücken und gemahlen; Talkerde; Thon aller Art, einschliesslich Pfeifenthon und Porzellanerde; Trass; Tripel; Walkererde.

Gemeine Töpferwaaren, d. h. gewöhnliches, aus gemeiner Thonerde verfertigtes Töpfergeschirr mit oder ohne Glasur, sowie schwarzes oder Graphit-Geschirr; Fliesen; Schmelztiegel.

7. *Erze aller Art.*

8. *Feldfrüchte, Gartengewächse und Waldfrüchte.* Hierunter sind verstanden: alle Feldfrüchte in Garben oder in Stroh, wie solche unmittelbar vom Felde eingeführt werden; Flachs- und Hanfpflanzen; Futterkräuter; Gras und Heu; Cichorien, ungetrocknete; Karden oder Weberdisteln; Kartoffeln.

Getreide und Hülsenfrüchte; Oelsaaten aller Art, einschliesslich Mohnsamen; Gartensämereien; Anis und Kümmel; Kleesaaten; Senfsaat; Senfpulver oder gemahlener Senf, nicht in Blasen, Flaschen oder Krügen verpackt; Beeren aller Art, frisch, getrocknet oder bloss eingekocht, letztere jedoch nicht in Flaschen, Büchsen u. dgl.; Flachs und Hanf (ungehechelt oder gehechelt), Chinesisches Gras, Werg und Heede; Waldwolle; Krappwurzeln.

Bäume, Sträuche, Reben, Schösslinge, Setzlinge, Stauden zum Verpflanzen; lebende Gewächse in Töpfen oder Kübeln; frische Blumen, Blätter und Knospen; frische und getrocknete (auch gesalzene oder in Essig eingelegte, in Fässern) Gemüse, Pilze, Rüben, Wurzeln, Schwämme, einschliesslich der Trüffeln und Zwiebeln; Blumenzwiebeln und Meerzwiebeln; Obst, nämlich: Aepfel, Aprikosen, Birnen, Johannisbeeren, Kirschen, Melonen, Mirabellen, Mis-

peln, Pfirsiche, Pflaumen, Quitten, Schlehen, Stachelbeeren, frisch, 1853
getrocknet oder blos eingekocht (Mus), jedoch nicht in Flaschen, Büchsen u. dgl.; Nüsse, grüne und trockene; Rosskastanien, Maulbeerblätter.

Feuerschwamm, roher; Binsen; Heide; Kalmus, frischer; Flechten und Moos; Schachtelhalm; Schilfe und Rohre (Dach- und Weberrohre); Bast, roher; Seegras; Waldholzsamen (Bucheckern, Buchkerne, Eicheln, Zapfen von Nadelhölzern); Eckerdoppern (Knoppern), Knoppernmehl.

9. *Flussfische,* frische; Fluss- und Bachkrebse, frische; Landschnecken; Biber; Ottern; Frösche.

10. *Geflügel,* zahmes und wildes.

11. *Glas,* nämlich: Hohlglas (Glasgeschirr), grünes, schwarzes und gelbes in seiner natürlichen Farbe, weder gepresst, geschliffen, noch abgerieben.

12. *Haare,* aller Art, rohe, mit Ausschluss der Borsten; Pferdehaare, gesottene, gefärbte, gehechelte.

13. *Harze,* nämlich: Pech; Theer (Mineraltheer und anderer); Daggert; Kolophonium; Asphalt und andere Erdharze (Bergpech, Bergtheer); Steinöl, schwarzes.

Terpentinöl; Vogelleim; Wagenschmiere, schwarze.

14. *Holz und Holzwaaren.* Hierunter sind verstanden: Brennholz; Bau- und Nutzholz in Stämmen, Stöcken und Scheiten; Balken, Pfosten, Sägewaaren, Fassholz und alles andere vorgearbeitete Nutzholz: Faschinen, Pfahlholz, Flechtweiden, Busch, Reisig, Holzborke und Gerberlohe.

Grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler-, Tischler- und bloss gehobelte Holzwaaren und Wagener-Arbeiten, auch grobe Maschinen von Holz, nämlich: Fässer, Fischbehälter und andere Böttcherwaaren, Kisten, Schachteln, Tröge, Mulden, Handschlitten, Schubkarren, ausgearbeitete Achsen, Deichseln, Speichen, Felgen, Naben, Räder, Rad- und Holzschuhe, Tische, Stühle, Bänke, Stiefelhölzer, Schuhmacherleisten, Stiefelknechte, Röhren, Rinnen, Barren, Kumpfe, Joche, Leiter- und Wiesbäume, Leitern, Schneidebretter, Kleider- und Haubenstöcke, Kochlöffel, Teller, Schaufeln, Rechen, Ruder, Schlägel, Keulen, Nägel, Stifte, Hühnersteigen, andere Ackerbau-, Garten- und Küchengeräthe, Pressen, Mangeln, Spinnrocken, Webstühle, Reife und Zargen, gerundete Hölzer zu Stielen, Deckel, Resonanzböden, ungetunkte Zündhölzchen, Fidibus, Zahnstocher, Besen u. s. w., weder gefärbt, gebeizt, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen.

Anmerkung. Beschläge, Nägel, Schrauben, Scharniere, Reife,

1853 Schlösser, ferner Seile, Stricke, Spagate, Bindfäden, Bänder, Schnüre und Riemen zur Befestigung oder Verbindung der einzelnen Bestandtheile schliessen die zollfreie Zulassung der vorstehend genannten Waaren nicht aus.

15. *Kohlen.* Braun-, Holz- und Steinkohlen, ingleichen Torf.

16. *Korbflechterwaaren,* grobe, nämlich aus ungeschälten Ruthen, ingleichen aus geschälten Ruthen, weder gefärbt, gebeizt, lackirt noch gefirnisst, zum Wirthschaftsgebrauch, z. B. Wagenflechten, Fischreusen, Tragkörbe (Hucken), Waschkörbe u. s. w.

17. *Metalle.* Hierunter sind verstanden: Arsenik, Operment, arsenige Säure; Gold und Silber in Barren, Platten, Körnern, Pagamenten (Gold- und Silberbarren mit Kupfer vermischt), auch ausgebrannt oder in Bruch; Roh-Kupfer und -Messing, Schwarz-, Gar- und Rosettenkupfer, Stückmessing, altes gebrochenes Kupfer und Messing, Kupfer- und Messingfeile, Glockengut; Nickelmetall; Platina; Spiessglanzmetall (Spiessglanzkönig); Zink, roher und alter gebrochener Zink; Zinn in Blöcken, Stangen u. s. w. und altes gebrochenes Zinn.

18. *Mühlenfabrikate.* Hierunter sind verstanden: geschrotene oder geschälte Körner, Graupen, Gries, Grütze und Mehl; Nudeln und gleichartiges Teigwerk; Brod; Schiffszwieback; Kraftmehl-Produkte, d. h. Haarpuder, Stärke, Kleister, Pappe, Leogomme, Gummi-Surrogate.

19. *Papier, literarische und Kunstgegenstände,* nämlich: ungeleimtes Papier aller Art (Lösch-, Pack- und Druckpapier); Sand- und Schieferpapier, ingleichen Rechentafeln aus Schieferpapier, Pappdeckel und Pressspäne.

Manuskripte (beschriebenes Papier) und Akten; Zeichnungen, Gemälde.

Bücher, gedruckte, sowohl gebunden als ungebunden; Landkarten; Musikalien; Kupfer- und Stahlstiche, Lithographien, Holzschnitte, schwarz oder farbig, ordinaire Bilderbogen; sofern diese Gegenstände in einem der kontrahirenden Staaten gedruckt und verlegt sind.

Schau- und Denkmünzen.

Anmerkung. Die für Zeitungen, Kalender und Ankündigungen etwa bestehende Stempel-Abgabe bleibt vorbehalten.

20. *Seidenkokons* (Seidengalleten).

21. *Steine und Steinwaaren.* Hierunter sind verstanden: alle behauene und unbehauene Bruch-, Kalk-, Schiefer-, Ziegel- und Mauersteine; Mühlsteine; Schleif- und Wetzsteine aller Art; Flintensteine; Lithographirsteine, gravirte oder bezeichnete.

Schieferstifte und Schiefertafeln (auch in hölzernen Rahmen); 1853
grosse Arbeiten aus Marmor, Granit, Sandstein und Gips (Monumente, Statuen, Büsten u. dgl.); Waaren aus Serpentinstein.

22. *Stroh-, Rohr- und Bastwaaren,* nämlich: Matten und Fussdecken von Bast, Binsen, Stroh und Schilf, ordinaire, ungefärbte.

23. *Vieh,* nämlich: Pferde, Maulesel, Maulthiere, Esel; Kälber; Spanferkel; Schaafvieh, mit Ausschluss der Hammel; Ziegen.

24. *Wagen und Schlitten,* ohne Leder- oder Polster-Arbeit.

25. *Wildpret,* kleines (Hasen, Kaninchen).

26. *Wolle,* nämlich: Schaaf- und Lammwolle, rohe und gekämmte, ingleichen gemahlene, roh, gebleicht und gefärbt.

B. *Gegenstände, welche im Zwischenverkehr einem ermässigten Zollsatze unterliegen, und zwar:*

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
1.	*Bast-, Binsen-, Rohr-, Schilf- und Strohwaaren:*					
	a) Matten und Fussdecken von Bast, Binsen, Schilf und Stroh, ordinaire, gefärbt, auch rohes, gespaltenes Stuhlrohr	Centner	1	.	1	30
	b) Stroh-, Rohr- und Bastgeflechte und dergleichen Waaren, soweit solche nicht unter *A.* Nr. 22 oder vorstehend unter *a.* oder nachstehend unter *c.* genannt sind; Decken von ungespaltenem Stroh; Hüte (mit Ausnahme der Bast- und Strohhüte) ohne Garnitur; gespaltenes, gebeiztes Stuhlrohr	Centner	3	5	4	30
	c) Stroh-, Rohr- und Bastgeflechte, welche mit seidenen oder anderen Gespinnsten oder mit Rosshaaren durchzogen oder durchwebt sind (Sparterie)	Centner	21	.	30	.
2.	*Baumwollengarn* aller Art, ungemischt oder gemischt mit Wolle oder Leinen, ungebleicht, gebleicht oder gefärbt, eindräthig, mehrdräthig oder gezwirnt, ungeschlichtet od. geschlichtet, ingleichen Baumwollen-Watte .	Centner	1	22½	2	30

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich Fl.	Kr.
3.	*Beinwaaren*, einschliesslich der Waaren aus Horn, Klauen und anderen thierischen Schnitzstoffen (mit Ausnahme von Schildpatt, Elfenbein und Muschelschaalen):					
	a) Fischbein, gerissenes	Centner	1	.	1	30
	b) Beinwaaren, alle anderen, auch in Verbindung mit Holz, lohgarem Leder, Glas, Papier und Pappe, Alabaster, Marmor, Speckstein, Gips, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong); Fischbein, geschnittenes und Fischbeinstöcke	Centner	3	5	4	30
4.	*Blei- und Rothstifte*	Centner	3	5	4	30
5.	*Bleiwaaren, feine*, nämlich: Spielzeug, ganz oder theilweise aus Blei; auch andere Bleiwaaren, lackirt, gefirnisst oder bemalt, jedoch weder echt noch unecht vergoldet oder versilbert, noch mit Gold- oder Silberlack überzogen, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong)	Centner	5	.	7	30
	Anmerk.: Spielzeug aus Zinn wird wie Spielzeug aus Blei behandelt.					
6.	*Bürstenbinder-Waaren, grobe*, nämlich: Waaren aus Borsten in Verbindung mit Holz und Eisen, weder gebeizt, lackirt, gefirnisst, gefärbt noch polirt	Centner	.	15	.	45
7.	*Chemische Hülfsstoffe u. Produkte*, nämlich: Alaun, Salzsäure, Schwefelsäure . .	Centner	.	15	.	45
8.	*Eisen und Eisenwaaren*, mit Ausnahme von Maschinen und Maschinenbestandtheilen:					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	a) Roheisen, ingleichen Brucheisen, d. h. altes gebrochenes Eisen und Eisenabfälle (Eisenfeile, Hammerschlag oder Schmidzunder)	Centner	.	7 ½	.	22 ½
	Roheisen bei unmittelbarer Versendung von den Hüttenwerken mit Ursprungs-Zeugnissen der Bergbehörden	Centner	.	5	.	15
	b) gefrischtes, d. h. alles geschmiedete und gewalzte Eisen in Stäben (mit Ausnahme des façonnirten, der runden, unter ½ Preussischen oder Wiener Zoll dicken Stäbe und des mehr als sieben Preussische oder Wiener Zoll breiten Flacheisens), Luppeneisen, Eisenbahnschienen; Stahl, roher und raffinirter (gegerbter), Cement- und Gussstahl (mit Ausnahme der Stangen von nicht mehr als ½ Wiener oder Preussische Zoll Dicke)	Centner	.	20	1	.
	c) façonnirtes, d. h. in einer für den Gebrauch vorgerichteten Form ausgeschmiedetes oder gewalztes Eisen in Stäben; Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Wagen (Achsen u. dergl.) roh vorgeschmiedet ist, sofern dergleichen Bestandtheile einzeln einen Centner und darüber wiegen; Eisenblech und Eisenplatten (einschliesslich des mehr als sieben Preussische oder Wiener Zoll breiten Flacheisens) weder polirt, noch verzinnt, gefirnisst, lackirt oder gelocht; Stahlblech und Stahlplatten weder polirt noch abgeschliffen; Pflugschaareisen; Anker, sowie Anker- und Schiffsketten	Centner	1	.	1	30
	d) Eisenblech und Eisenplatten, polirt, verzinnt (Weissblech), verzinkt oder gefirnisst; Stahlblech u. Stahlplatten,					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rth.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	polirt oder abgeschliffen; Eisendrath (einschliesslich der runden, unter ½ Preuss. oder Wiener Zoll dicken Stäbe), Stahldrath (einschliesslich der nicht mehr als ½ Preuss. oder Wiener Zoll dicken Stangen) roh oder polirt; Stahlsaiten	Centner	1	22½	2	30
	e) Eisengusswaaren, rohe, d. h. alle, die nicht abgedreht, gefeilt, gestemmt, gelocht, gebohrt, geschliffen, polirt, gefirnisst sind	Centner	.	15	.	45
	Anmerk.: Spuren von abgestemmten Uebergüssen oder von Gussnäthen schliessen die Gusswaaren von der Einreihung in diesen Tarifsatz nicht aus.					
	f) Eisenwaaren, gemeine, d. h. grobe aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, Eisenblech, Eisen- und Stahldrath gefertigte Waaren, auch verzinnt, verkupfert, mit einem schwarzen Anstrich oder Firniss zum Schutze gegen den Rost versehen (jedoch weder polirt, abgeschliffen, noch lackirt), auch in Verbindung mit Holz, nämlich: gebohrte, gelochte oder zu Gittern verbundene Stäbe u. Platten, Ambosse, Mauerschliessen, Brecheisen (Gaisfüsse), grobe Schlägel, Hämmer; Bestandtheile von Wagen, soweit sie nicht vorstehend unter c. genannt sind; grobe Eisengusswaaren, soweit sie nicht vorstehend unter e. genannt sind, auch glasirte (emaillirte) Kochgeschirre; Nägel, Nieten, Haken, Klammern, Zwecke, Pflüge, Eggen, Harken, Hauen, Kellen, Krampen, Hecheln, Rechen, Schaufeln, Dung-, Heu- und Ofengabeln, Fallen und Fangeisen, Haspeln, Winden, Hemmschuhe, Hufeisen, Striegeln, Ketten (mit Ausschluss der					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maasstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	Anker- und Schiffsketten), Bratspiesse, Dreifüsse, Feuerhunde, Feuerzangen, Glutschaufeln, Schürhaken, Kessel, Pfannen, Mörser und Mörserstössel, Thür- und Truhenbeschläge, Plätteisen, Holzschrauben, Feilen, Raspeln, Kaffeetrommeln, Kaffeemühlen, Schlösser, grobe Ringe, Schraubstöcke, Stemmeisen, Thurmuhren, grobe Waagebalken, grobe Zangen, Maultrommeln, Kratzbürsten von Eisendrath für Metallarbeiter, grobe Drathwaaren von Eisen- und Stahldrath und dergl., ausserdem alle Aexte, grobe Sägen, Sicheln, Sensen, Tuchmacher- und grobe Schneiderscheeren (d. h. Zuschneidescheeren), grobe Messer zum Handwerksgebrauch (auch Kneife, Bauernpuffer)	Centner	2	.	3	.
	Anmerk.: Unwesentliche an den vorgedachten Waaren befindliche Bestandtheile von anderen unedlen Metallen, die weder echt noch unecht vergoldet oder versilbert, noch mit Gold- oder Silberlack überzogen sind (mit Ausnahme von Nensilber oder Packfong), schliessen diese Waaren von der Zulassung zu dem Satze von 2 Rthlr. oder 3 Fl. für den Centner nicht aus.					
	g) Eisenwaaren, feine, d. h. Waaren aus feinem Eisenguss, Eisen- und Stahlwaaren, polirt, abgeschliffen, lackirt (gefirnisst), jedoch weder echt noch unecht vergoldet oder versilbert noch mit Gold- oder Silberlack überzogen, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rthl.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	Neusilber oder Packfong), z. B. Messer (mit Ausnahme der vorstehend unter *f.* genannten), Scheeren, feine Sägen, Hafteln u. Schliessen, Oesen, Kardätschen, Kratzen und Streichen (Kratzen- und Streichenbeschläge), Waffen- und Waffenbestandtheile, feine Drathwaaren von Eisen- oder Stahldrath, jedoch mit Ausnahme der nachstehend unter *h.* genannten Gegenstände und der Stahlperlen . . .	Centner	3	5	4	30
	h) Nähnadeln, Stricknadeln, Häkelnadeln (auch Tambournadeln) ohne Griffe	Centner	35	.	50	.
9.	*Fette*, nämlich: Butter, frisch oder eingeschmolzen; Thierfett, ungeschmolzenes und geschmolzenes (Talg, Schmalz, Gänse- und Schweinefett); Speck; Stearin und Stearinsäure	Centner	1	15	2	10
10.	*Flussfahrzeuge, hölzerne*, sowohl Ruder- als Segelfahrzeuge, mit oder ohne Eisen- oder Kupferbeschlag, einschliesslich der zur Bewegung und Erhaltung des Schiffs nothwendigen Einrichtungsstücke, z. B. Segel und Segelstangen, Anker u. Ankerketten, Schiffseile, Beischiffe, insoweit deren Anzahl über den gewöhnlichen Bedarf nicht hinausgeht, und zwar:					
	in Preussen für die Last von 4000 Pfund Tragfähigkeit	.	.	7½	.	.
	in Oesterreich für die Tonne von 20 Zoll-Centnern Tragfähigkeit .	.	.	.	.	12
11.	*Glas und Glaswaaren*:					
	a) Spiegelglas, rohes, ungeschliffenes	Centner	.	15	.	45
	b) weisses Hohlglas, ungemustert, ungeschliffen, unabgerieben, ungepresst, oder nur mit abgeschliffenen Stöpseln, Böden oder Rändern; Fenster- u. Tafelglas in seiner natürlichen Farbe (grün, halb und ganz weiss)	Centner	1	22½	2	30

№	Benennung der Gegenstände.	Maasstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rthl.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	c) gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes weisses Glas; auch Behänge zu Kronenleuchtern von Glas, Glasknöpfe, Glasperlen und Glasschmelz; geschliffenes Spiegelglas belegt oder unbelegt, wenn das Stück nicht über 288 Preussische oder 284 Wiener Quadratzoll misst	Centner	2	.	3	.
	d) farbiges, bemaltes, vergoldetes, versilbertes, oder mit Pasten (Kameen) eingelegtes Glas ohne Unterschied der Form; Glaswaaren in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Papier und Pappe, Alabaster, Marmor, Speckstein, Gips, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong); eingerahmte Spiegel, deren Glastafeln nicht über 288 Preussische oder 284 Wiener Quadratzoll das Stück messen; Glasflüsse (unechte Edelsteine) ohne Fassung	Centner	3	5	4	30
	e) Spiegelglas, geschliffenes, belegt oder unbelegt, wenn das Stück mehr als 288 Preuss. oder 284 Wiener Quadratzoll misst, und zwar:					
	bei dem Eingange in Oesterreich . .	Centner	.	.	10	.
	bei dem Eingange in Preussen, wenn das Stück misst:					
	über 288 bis 576 □Zoll Preussisch	Stück	.	15		
	- 576 - 1000 - -	Stück	1	15		
	- 1000 - 1400 - -	Stück	4	.		
	- 1400 - 1900 - -	Stück	10	.		
	- 1900 □Zoll Preussisch	Stück	15	.		
	Anmerk.: Spiegel, deren Glastafeln über 288 Preussische oder 284 Wiener Quadratzoll das Stück messen, unterliegen,					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maaßstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	ohne Rücksicht auf den Rahmen, sowohl bei dem Eingange in Preussen, als auch bei dem Eingange in Oesterreich, demjenigen Zwischenzoll, welcher für die Glastafeln, die sie enthalten, vereinbart ist.					
12.	*Holzwaaren,* einschliesslich der Waaren aus Röhren, Nüssen, Kork und anderen vegetabilischen Schnitzstoffen:					
	a) Fourniere und Parketten, nicht eingelegte; Korkplatten, Korkscheiben, Korkstöpseln, Korksohlen; roh vorgearbeitete Hefte u. Klaviaturhölzer	Centner	.	15	.	45
	b) Hausgeräthe (Meubles), gefärbt, gebeizt, lackirt, polirt, oder auch in Verbindung mit Eisen, Messing, lohgarem Leder, Bast, Binsen, Korbgeflechten, Schilf, Stroh- u. Stuhlrohr, ingleichen alle anderen Böttcher-, Drechsler- u. Tischlerwaaren, welche weder unter *A.* Nr. 14 begriffen, noch vorstehend unter *a.* oder nachstehend unter *c.* aufgeführt sind, auch in Verbindung mit Eisen (mit Ausnahme des polirten Stahls) und Messing	Centner	1	.	1	30
	c) Fourniere, Parketten und andere Waaren mit eingelegter Arbeit; Spielzeug; Kammmacherwaaren; feine Schnitz- u. Drechslerwaaren; auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, lohgarem Leder, Glas, Papier und Pappe, Alabaster, Marmor, Speckstein, Gips, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong); ingleichen hölzerne Hängeuhren und Uhrkästen, Holzbronze und mit Gold- oder Silberlack überzogene Waaren, Boulle-Arbeiten .	Centner	3	5	4	30

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rth.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
13.	*Honig*	Centner	.	10	.	30
14.	*Instrumente*:					
	a) gefasste Augengläser (Brillen u. s. w.) und Operngucker	Centner	10	15	15	.
	b) astronomische, chirurgische, mathematische, mechanische, musikalische, optische (mit Ausnahme der vorstehend unter *a*. genannten), physikalische, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus denen sie gefertigt sind	Centner	2	.	3	.
15.	*Käse*	Centner	1	.	1	30
16.	*Korbflechterwaaren*, feine, nämlich alle unter *A*. Nr. 16 nicht begriffene, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, lohgarem Leder, Glas, Papier u. Pappe, Alabaster, Marmor, Speckstein, Gips, ungebranntem Thon, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten od. versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong)	Centner	3	5	4	30
17.	*Kürschnerwaaren*, nämlich: fertige nicht überzogene Schaafpelze, desgl. ungefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze	Centner	3	15	5	.
18.	*Kupfer- und Messingwaaren*:					
	a) Kupfer und Messing, geschmiedetes, gewalztes, gegossenes, in Tafeln, Platten, Blechen und Dräthen, Messingsaiten, roh vorgearbeitete, vertiefte Kupferbleche (Kupferschaalen, wie sie vom Hammer kommen) . .	Centner	1	22½	2	30
	b) Kupfer- und Messingwaaren, weder gefirnisst noch lackirt, bemalt oder bedruckt (mit Ausnahme der gepressten Verzierungen, z. B. Kasten- und Thürbeschläge, Vorhanghalter), auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn,					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maasstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong), ingleichen geriebenes Messing (Bronzepulver), Rauschgold und Rauschsilber . . .	Centner	3	5	4	30
	c) Kupfer- und Messingwaaren, gefirnisst, lackirt, bemalt oder bedruckt, ingleichen gepresste Verzierungen, alle diese Waaren weder echt noch unecht vergoldet oder versilbert, noch mit Gold- oder Silberlack überzogen, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong)	Centner	10	15	15	.
	Anmerk.: Legirungen von Kupfer oder Messing mit unedlen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong) und Waaren aus diesen Legirungen werden wie Kupfer- und Messingwaaren behandelt.					
19.	*Leder und Lederwaaren*, einschliesslich der Waaren aus Gummi und Guttapercha:					
	a) Leder aller Art, nämlich: lohgare oder nur lohroth gearbeitete Häute, Fahlleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattlerleder, Stiefelschäfte, Juchten, sämisch- und weissgares Leder, Pergament, Brüsseler u. Dänisches Handschuhleder, Korduan, Marokin, Saffian, alles gefärbte, lackirte, vergoldete und gepresste Leder; Gummiplatten; Gummifäden ausser Verbindung mit anderen Materialien;					

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rthl.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	Guttapercha mehr oder weniger gereinigt	Centner	1	22½	2	30
	b) Leder- u. Gummiwaaren, gemeine, d. h. grobe Schuhmacher-, Sattler- und Täschnerwaaren aus lohgarem, lohrothem oder blos geschwärztem Leder oder aus Gummi, auch in Verbindung mit Holz; Blasebälge; desgleichen andere nicht lackirte, gefärbte, bemalte oder mit gepressten Verzierungen versehene Gummifabrikate	Centner	5	.	7	30
	Anmerk.: Die Ausfütterung der vorstehend genannten Waaren mit baumwollenen, leinenen oder wollenen Geweben und die Verbindung dieser Waaren mit Schlössern, Schnallen, Ringen u. dergl. aus unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong) schliesst dieselben von der Zulassung zu dem Satze von 5 Rthlr. oder 7 Fl. 30 Kr. für den Centner nicht aus.					
	c) Leder- und Gummiwaaren, feine, d. h. Lederwaaren von Korduan, Saffian, Marokin, Brüsseler und Dänischem Leder, sämisch- u. weissgarem Leder, lackirtem, gefärbtem, bemaltem, vergoldetem oder mit gepressten Verzierungen versehenem Leder (mit Ausnahme der Handschuhe), von Pergament, von lackirtem, gefärbtem, bemaltem oder mit gepressten Verzierungen versehenem Gummi oder Guttapercha . .	Centner	10	15	15	.
	d) Lederne Handschuhe, auch in Verbindung mit gewebten oder gewirkten Stoffen	Centner	21	.	30	.
20.	*Leinengarn*, nämlich:					
	a) rohes, ungezwirnt	Centner	.	15	.	45
	b) gebleichtes, mit Einschluss des blos					

1853

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl	Kr
	abgekochten oder gebükten (geäscherten) u. gefärbtes, ungezwirnt	Centner	5	.	7	30
	c) gezwirntes aller Art	Centner	7	.	10	.
21.	*Lichte*, Talg-, Wachs-, Wallrath- und Stearin-Lichte, Wachsstöcke	Centner	2	.	3	.
22.	*Oel*, nämlich: Hanf-, Lein- und Rapsöl in Fässern	Centner	.	15	.	45
23.	*Papier*:					
	a) alles geleimte Papier; buntes (mit Ausnahme der unter b. genannten Papiergattungen), lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, zu Rechnungen, Etiketten, Frachtbriefen, Devisen u. s. w. vorgerichtetes Papier; Malerpappe	Centner	1	.	1	30
	b) Gold- und Silberpapier und Papier mit Gold- oder Silbermuster (echt oder unecht, auch bronzirt); gepresstes und durchgeschlagenes Papier; ingleichen Streifen von diesen Papiergattungen	Centner	3	5	4	30
24.	*Papier- und Pappwaaren*:					
	a) Papiertapeten	Centner	4	.	5	45
	b) Buchbinderarbeiten aus Papier und Pappe, grobe lackirte Waaren aus diesen Urstoffen, auch Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen	Centner	3	5	4	30
25.	*Siebmacherwaaren*, grobe, nämlich: fertige hölzerne Siebe mit Böden von Holzgeflecht oder von Eisendrath, weder gebeizt, lackirt, gefirnisst, gefärbt noch polirt	Centner	.	15	.	45
26.	*Speisen*, zubereitete, nämlich:					
	a) Chokolade und Chokoladen-Surrogate, sowie Chokoladen-Fabrikate, Racahout des Arabes, Konfituren, Zuckerwerk, Kuchenwerk, Zwieback aller Art, mit Ausnahme von Schiffszwieback; mit Zucker, Essig, Oel oder sonst, namentlich alle in					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	Flaschen, Büchsen u. dergl. eingemachte, eingedämpfte oder auch eingesalzene Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Konsumtibilien	Centner	7	.	10	.
	b) Senfpulver in Blasen, Flaschen, Krügen, wie auch zubereiteter Senf .	Centner	5	.	7	30
27.	*Steinwaaren*:					
	a) Waaren aus Marmor, Granit, Sandstein und Gips, soweit solche nicht unter *A.* Nr. 21 begriffen sind, aus Alabaster und Speckstein	Centner	3	5	4	30
	b) Halbedelsteine, nämlich: Achat, Adular, Amethyst, Chalcedon, Karneol, Jaspis, Onyx und Chrysopras, geschliffen, geschnitten oder in anderer Weise bearbeitet, ohne Fassung	Centner	5	.	7	30
28.	*Thonwaaren*:					
	a) einfarbiges oder weisses, ingleichen weisses nur mit farbigen (weder vergoldeten noch versilberten) Randstreifen versehenes Fayence oder Steingut; dergleichen Pfeifen . . .	Centner	1	22½	2	30
	b) bemaltes, mehrfarbiges, bedrucktes, vergoldetes od. versilbertes Fayence oder Steingut	Centner	3	5	4	30
	c) weisses, auch mit farbigen (weder vergoldeten noch versilberten) Randstreifen versehenes Porzellan .	Centner	3	5	4	30
	d) farbiges, bemaltes, bedrucktes, vergoldetes oder versilbertes Porzellan	Centner	5	.	7	30
	e) Thonwaaren aller Art (mit Ausschluss der vorstehend unter *d.* genannten), auch Email in Verbindung mit unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong)	Centner	3	5	4	30
29.	*Vieh*, nämlich:					
	a) Rindvieh:					
	1. Ochsen und Zuchtstiere	Stück	2	15	3	30

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	2. Kühe	Stück	1	15	2	.
	3. Jungvieh	Stück	1	.	1	30
	b) Schweine, gemästete und magere, (mit Ausschluss der Spanferkel) . .	Stück	.	20	1	.
	c) Hammel	Stück	.	10	.	30
30.	*Webe- und Wirkwaaren*, nämlich:					
	a) Baumwollenwaaren, gewebte und gewirkte aus Baumwolle oder Baumwolle und anderen nicht seidenen oder wollenen Webe- und Wirkstoffen, auch dergleichen Waaren geleimt, gefirnisst, mit Kautschuk, Guttapercha, anderen Harzen oder Wachs überzogen oder getränkt, oder in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase, und zwar:					
	1. gemeinste, gemeine, mittelfeine und feine, d. i. alle nicht unter 2 und 3 genannte Waaren	Centner	30	.	15	.
	2. extrafeine, d. i. alle nicht unter 3 genannte undichte Gewebe, z. B. Jakonets, Organtins, Musselins, Musselinets, Vapeurs, Mulls und Tülls	Centner			100	.
	3. feinster Art, als Bobbinets (Tüll anglais), Petinets, Spitzen, gestickte Waaren und alle Baumwollenwaaren in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase	Centner			200	.
	b) Leinenwaaren, gewebte u. gewirkte, aus Flachs, Hanf, Werg, Manillahanf, Neuseeländer Flachs, Bast-, See- und chinesischem Gras, Waldwolle u. and. vegetabilischen Fasern, auch dergleichen Waaren getheert, gefirnisst, geleimt, mit Kautschuk, Guttapercha, anderen Harzen oder Wachs überzogen oder getränkt, oder in Verbindung mit echten oder					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maasstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	Zwischenzoll-Satz in Oesterreich. Fl.	Kr.
	unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase, und zwar:					
	1. gemeinster Art, gemeine und mittelfeine, d. i. alle nicht unter 2 und 3 genannte Waaren	Centner			45	.
	2. feine, als: alle glatte Gewebe (Leinewande), von denen mehr als 100 Kettenfäden auf den Wiener Kurrentzoll gehen, alle leinene Damaste, Battiste und alle undichte Stoffe, mit Ausnahme der unter 3 genannten	Centner	30	.	75	.
	3. feinster Art, als: Spitzen, gestickte Waaren und Waaren in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase	Centner			200	.
	c) Wollenwaaren, gewebte u. gewirkte, aus Wolle oder Wolle und anderen nicht seidenen Webe- und Wirkstoffen, auch dergleichen Waaren getheert, gefirnisst, geleimt, mit Kautschuk, Guttapercha, anderen Harzen oder Wachs überzogen oder getränkt, oder in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden od. gesponnenem Glase, und zwar:					
	1. gemeinster Art, gemeine, mittelfeine und feine, d. i. alle nicht unter 2 und 3 genannte Waaren .	Centner			45	.
	2. extrafeine, d. i. alle undichte Gewebe mit Ausnahme der unter 3 genannten	Centner			100	.
	3. feinster Art, als: Shawls u. Shawltücher, Spitzen, gestickte Waaren und alle Waaren in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase	Centner	30	.	200	.
	d) Seidenwaaren, und zwar:					

1853

№	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. Fl.	Kr.
	1. feine, d. i. Waaren aus Seide allein oder in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase, ingleichen folgende Waaren, solche mögen aus Seide allein oder in Verbindung mit anderen Webe- oder Wirkmaterialien erzeugt sein: alle Bänder, Velpel, Plüsche u. Sammte, Musselin, Barege, Crepe, Gaze, Blonden, Spitzen und andere undichte (klare) Gewebe, sowie alle gestickte Waaren	Centner	80	.	120	.
	2. gemeine, d. i. alle nicht unter 1 genannte Waaren, in denen ausser anderen Webe- und Wirkstoffen sich auch Seide befindet, ingleichen seidene, mit Kautschuk, Guttapercha, anderen Harzen oder Wachs überzogene oder getränkte					
31.	Waaren	Centner	50	.	75	.
	Zinkwaaren:					
	a) Zinkbleche und Zinkdrath, ingleichen Zinkwaaren, weder gefirnisst noch lackirt oder bemalt	Centner	1	.	1	30
	b) Zinkwaaren, gefirnisst, lackirt, bemalt oder bedruckt, jedoch weder echt noch unecht vergoldet oder versilbert, noch mit Gold- oder Silberlack überzogen, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong)	Centner	3	5	4	30
32.	*Zusammengesetzte oder kurze Waaren, Quincaillerien* u. s. w., nämlich:					
	a) feine, d. h. Waaren, ganz oder theil-					

№	Benennung der Gegenstände.	Maaßstab der Verzollung.	Zwischenzoll-Satz in Preussen. Rt.	Sgr.	in Oesterreich. fl	kr.
	weise aus echt oder unecht vergoldeten oder versilberten, oder mit Gold- oder Silberlack überzogenen unedlen Metallen (mit Ausnahme der Uhren, der plattirten Tafeln, Bleche und Dräthe aus Kupfer oder Messing, sowie der vergoldeten oder versilberten Perlen und aller Waaren aus Neusilber oder Packfong), ausser Verbindung mit edlen Metallen, Edelsteinen, echten Perlen und Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide oder Wolle; ferner unechtes Blattgold und unechtes Blattsilber	Centner	35	.	50	.
	b) gemeine, d. h. Beinwaaren, Bleiwaaren, Bürstenbinderwaaren, Eisen- und Stahlwaaren, Glaswaaren, Holzwaaren, Korbflechterwaaren, Kupfer- und Messingwaaren, Lederwaaren, Papier- und Pappwaaren, Siebmacherwaaren, Waaren aus Alabaster, Marmor, Speckstein und Gips, Thonwaaren und Zinkwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie nicht vorstehend unter *A.* oder beziehungsweise unter *B.* Nr. 3 *b.*, Nr. 5, Nr. 6, Nr. 8 *f. g.*, Nr. 11 *d.*, Nr. 12 *b. c.*, Nr. 16, Nr. 18 *b. c.*, Nr. 19 *b. c.*, Nr. 25, Nr. 28 *e.*, Nr. 31 *b.* begriffen sind, jedoch ausser Verbindung mit edlen Metallen, Neusilber oder Packfong, Edelsteinen, echten Perlen, Korallen, Bernstein, Gagat, Schildpatt, Perlmutter, Meerschaum und Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide oder Wolle und mit Ausnahme der Uhren	Centner	21	.	30	.

1853 *Allgemeine Bemerkungen.*

1. Die in vorstehendem Verzeichniss für Waaren aus einem bestimmten Materiale vereinbarten Zollbefreiungen und Zwischenzollsätze finden auf Waaren, welche aus einem solchen Materiale in Verbindung mit einem oder mehreren anderen Materialien bestehen (zusammengesetzte Waaren), nur insoweit Anwendung, als dergleichen Verbindungen ausdrücklich zugelassen sind.
2. Die in dem jedesmaligen allgemeinen Zolltarife jedes Staates über die Erhebung der Zölle nach dem Brutto-Gewichte oder nach dem Netto-Gewichte und über die Tara-Vergütung für die in der zweiten Abtheilung des vorstehenden Verzeichnisses genannten Gegenstände enthaltenen Bestimmungen kommen auch bei der Erhebung der vereinbarten Zwischenzölle zur Anwendung.
3. Sollten einzelne Gegenstände, welche in der zweiten Abtheilung des vorstehenden Verzeichnisses aufgeführt sind, in dem einen oder dem anderen Staate allgemeinen tarifmässigen Eingangszollsätzen von geringerem, als dem für den Zwischenverkehr vereinbarten Betrage unterliegen oder künftig unterworfen werden, so wird von solchen Gegenständen auch im Zwischenverkehr der allgemeine tarifmässige Zollsatz so lange erhoben werden, als er den vereinbarten Zwischenzollsatz nicht erreicht oder übersteigt. Der im Artikel 2 des Vertrages enthaltene Grundsatz findet auch auf diese Gegenstände Anwendung.
4. Hinsichtlich der in dem vorstehenden Verzeichniss nicht enthaltenen Gegenstände kommen die allgemeinen, beziehungsweise die als Ausnahme für gewisse Grenzstrecken oder Zollämter jetzt oder künftig bestehenden Zollsätze in dem allgemeinen Tarife jedes Staates zur Anwendung.

II.

Verzeichniss derjenigen Gegenstände, von welchen im Zwischenverkehr zwischen Preussen und Oesterreich Ausgangs-Abgaben erhoben werden können.

1. *Abfälle* und zwar: von Gerbereien das Leimleder; Abfälle und Theile von rohen Häuten und Fellen; abgenutzte alte Lederstücke; Hörner, Hornspitzen, Hornscheiben, Hornspäne; Klauen; Knochen, letztere mögen ganz oder zerkleinert sein.
2. *Blutegel.*
3. *Eckerdoppern* (Knoppern), Knoppernmehl, Eicheln, Eichel-

hülsen, Valonna, Galläpfel; *Pottasche* und andere unausgelaugte 1853
vegetabilische Asche; *Weinstein*, roher.

4. *Gold- und Silberstufen.*

5. *Granaten*, rohe.

6. *Häute, Felle und Haare*, und zwar: rohe (grüne, gesalzene, trockene) Häute und Felle zur Lederbereitung; rohe behaarte Schaaf-, Lamm- und Ziegenfelle; rohe Hasen- und Kaninchenfelle; Haare aller Art, einschliesslich Borsten.

7. *Lumpen (Hadern)* und andere Abfälle zur Papier-Fabrikation: leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, auch macerirte Lumpen (Halbzeug); Papierabschnitzel (Papierspäne); Makulatur (beschriebene und bedruckte); desgleichen alte Fischernetze, altes Tauwerk und Stricke.

8. *Nickel* und *Kobalterze* und *-Speise; Nickelmetall* und *Nickelschwamm.*

9. *Seide* und zwar: Seidengalleten (Kokons); Seidenabfälle, ungesponnen; Seide, rohe, unfilirt oder filirt; rohe Nähseide.

10. *Töpferthon* für Porzellanfabriken (Porzellanerde).

III.

Zollkartel.

§ 1. Jeder der kontrahirenden Staaten verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Uebertretungen (§§ 13 und 14) der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des anderen Staates nach Maasgabe der folgenden Bestimmungen mitzuwirken.

§ 2. Jeder der kontrahirenden Theile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Uebertretungen seiner eigenen Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auflegen, sobald ihnen bekannt wird, dass eine Uebertretung derartiger Gesetze des anderen Theiles unternommen werden soll, oder stattgefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen gesetzlich zustehenden Mittel thunlichst zu verhindern und in beiden Fällen der inländischen Zoll- oder Steuerbehörde (in Preussen Hauptzollämter oder Hauptsteuerämter, in Oesterreich Hauptzollämter oder Finanzwach-Kommissäre) schleunigst anzuzeigen.

§ 3. Die Zoll- oder Steuerbehörden des einen Staates sollen über die zu ihrer Kenntniss gelangenden Uebertretungen von Ein-, Aus-

1853 und Durchgangs-Abgabengesetzen des anderen Staates der zuständigen Zoll- oder Steuerbehörde des letzteren sofort Mittheilung machen und derselben dabei über die einschlagenden Thatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, sachdienliche Auskunft ertheilen.

§ 4. Die Erhebungsämter der kontrahirenden Staaten sollen den dazu von dem anderen Staate ermächtigten oberen Zoll- oder Steuerbeamten desselben die Einsicht der Register oder Register-Abtheilungen, welche den Waarenverkehr aus und nach dem letzteren und an der Grenze desselben nachweisen, nebst Belegen auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

§ 5. Die Zoll- und Steuerbeamten an der Grenze zwischen beiden kontrahirenden Staaten sollen angewiesen werden, sich zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels nach beiden Seiten hin bereitwilligst zu unterstützen und nicht allein zu jenem Zwecke ihre Wahrnehmungen sich gegenseitig binnen der kürzesten Frist mitzutheilen, sondern auch ein freundnachbarliches Vernehmen zu unterhalten und zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen sich miteinander zu berathen.

Bei jeder der einander gegenüberliegenden Aufsichtsstationen soll ein Register geführt werden, in welches die erwähnten Mittheilungen einzutragen sind.

§ 6. Den Zoll- und Steuerbeamten der kontrahirenden Theile soll gestattet sein, bei Verfolgung eines Schleichhändlers oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze ihres Staates sich in das Gebiet des anderen Staates zu dem Zwecke zu begeben, um bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittelung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Maasregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen.

Anträgen dieser Art sollen die Ortsvorstände und Behörden jedes der kontrahirenden Theile in derselben Weise genügen, wie ihnen dies bei vermutheten oder entdeckten Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des eigenen Staates zusteht und obliegt. Auch können die Zoll- und Steuerbeamten des einen Theiles durch Requisition ihrer vorgesetzten Behörde von Seiten der zuständigen Behörde des andern Theiles aufgefordert werden, entweder vor letzterer selbst oder vor der kompetenten Behörde ihres

eigenen Landes, die auf die Zollumgehung bezüglichen Umstände 1853
auszusagen.

§ 7. Keiner der kontrahirenden Theile wird in seinem Gebiete Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach dem Gebiete des anderen Theiles dulden, oder Verträgen zur Sicherung gegen die möglichen Nachtheile schleichhändlerischer Unternehmungen Gültigkeit zugestehen.

§ 8. Jeder der kontrahirenden Theile ist verpflichtet, zu verhindern, dass Vorräthe von Waaren, welche als zum Schleichhandel nach dem Gebiete des anderen Theiles bestimmt anzusehen sind, in der Nähe der Grenze des letzteren aufgehäuft, oder ohne genügende Sicherung gegen den zu besorgenden Missbrauch niedergelegt werden.

Innerhalb des Grenzbezirks sollen Niederlagen fremder unverzollter Waaren nur an solchen Orten, wo sich ein Zollamt befindet, gestattet und in diesem Falle unter Verschluss und Kontrole der Zollbehörde gestellt werden. Sollte in einzelnen Fällen der amtliche Verschluss nicht anwendbar sein, so sollen, statt desselben, anderweite möglichst sichernde Kontrole-Maasregeln angeordnet werden. Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirkes sollen das Bedürfniss des erlaubten, d. h. nach dem örtlichen Verbrauche im eigenen Lande bemessenen Verkehrs nicht überschreiten. Entsteht Verdacht, dass sich Vorräthe von Waaren der letztgedachten Art über das bezeichnete Bedürfniss und zum Zweck des Schleichhandels gebildet hätten, so sollen dergleichen Niederlagen, insoweit es gesetzlich zulässig ist, unter spezielle zur Verhinderung des Schleichhandels geeignete Kontrole der Zollbehörde gestellt werden.

§ 9. Jeder der kontrahirenden Theile ist verpflichtet:

a) Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in dem anderen Staate verboten ist, nach demselben nur beim Nachweise dortiger besonderer Erlaubniss zoll- oder steueramtlich abzufertigen;

b) Waaren, welche in dem anderen Staate eingangsabgabenpflichtig und dahin bestimmt sind, nach demselben

1. nur in der Richtung nach einem dortigen mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte,
2. von den Ausgangsämtern oder Legitimationsstellen nur zu solchen Tageszeiten, dass sie jenseits der Grenze zu dort erlaubter Zeit eintreffen können, und
3. unter Verhinderung jedes vermeidlichen Aufenthaltes zwischen dem Ausgangsamte oder der Legitimationsstelle und der Grenze

1853 zoll- oder steueramtlich abzufertigen, oder mit Ausweisen zu versehen.

§ 10. Auch wird jeder der beiden Staaten die Erledigung der für die Wiederausfuhr unverabgabter Waaren ihm geleisteten Sicherheiten, sowie die für Ausfuhren gebührenden Abgaben-Erlasse oder Erstattungen erst dann eintreten lassen, wenn ihm durch eine vom Eingangsamte auszustellende Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die nach dem vorbezeichneten Nachbarlande ausgeführte Waare in dem letzteren angemeldet worden ist. Die Grenzzollämter werden sich wechselseitig wöchentlich beglaubigte Uebersichten aus den Zoll-Registern mittheilen, welche die Gattung und Menge der zur Ausfuhr abgefertigten Waaren der bemerkten Art enthalten.

§ 11. Vor Ausführung der im § 9 unter *b* und im § 10 enthaltenen Bestimmungen werden die kontrahirenden Theile über die erforderliche Anzahl und die Befugnisse der zum Waarenübergange an der gemeinschaftlichen Grenze bestimmten Anmelde- und Erhebungsstellen, über die denselben, soweit sie zu einander unmittelbar in Beziehung stehen, übereinstimmend vorzuschreibenden Abfertigungsstunden und über, nach Bedürfniss anzuordnende amtliche Begleitungen der ausgeführten Waaren bis zur jenseitigen Anmeldestelle, sowie über besondere Maasregeln für den Eisenbahnverkehr sich bereitwilligst verständigen.

§ 12. Jeder der kontrahirenden Theile hat die in den §§ 13 und 14 erwähnten Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des anderen Theiles nicht allein seinen Angehörigen, sondern auch allen denjenigen, welche in seinem Gebiete einen vorübergehenden Wohnsitz haben oder auch nur augenblicklich sich befinden, unter Androhung der in jenen §§ bezeichneten Strafen zu verbieten. Beide kontrahirende Theile verpflichten sich wechselseitig, die dem andern kontrahirenden Theile angehörigen Unterthanen, welche den Verdacht des Schleichhandels wider sich erregt haben, innerhalb ihrer resp. Gebiete überwachen zu lassen.

§ 13. Uebertretungen von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten des anderen Theiles und Zoll- oder Steuerdefrauden, d. h. solche Handlungen oder gesetzwidrige Unterlassungen, durch welche dem letzteren eine ihm gesetzlich gebührende Ein-, Aus- oder Durchgangs-Abgabe entzogen wird oder bei unentdecktem Gelingen entzogen werden würde, sind von jedem der kontrahirenden Theile nach seiner Wahl entweder mit Konfiskation des Gegenstandes der Uebertretung, eventuell Erlegung des vollen Werthes, und daneben mit angemessener Geldstrafe oder mit denselben Geld- oder Ver-

mögensstrafen zu bedrohen, welchen gleichartige oder ähnliche 1853
Uebertretungen seiner eigenen Abgabengesetze unterliegen.

Im letzteren Falle ist der Strafbetrag, soweit derselbe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage sich richtet, nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Abgabengesetz übertreten worden ist.

§ 14. Für solche Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des anderen Staates, durch welche erweislich ein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot nicht verletzt und eine Abgabe widerrechtlich nicht entzogen werden konnte oder sollte, sind genügende, in bestimmten Grenzen vom strafrichterlichen Ermessen abhängige Geldstrafen anzudrohen.

§ 15. Freiheits- oder Arbeitsstrafen (vorbehaltlich der nach seinen eigenen Abgabengesetzen eintretenden Abbüssung unvollstreckbarer Geldstrafen durch Haft oder Arbeit), so wie Ehrenstrafen, die Entziehung von Gewerbsberechtigungen oder, als Strafschärfung, die Bekanntmachung erfolgter Verurtheilungen anzudrohen, ist auf den Grund dieses Kartels keiner der kontrahirenden Theile verpflichtet.

§ 16. Dagegen darf durch die nach den §§ 12—15 zu erlassenden Strafbestimmungen die gesetzmässige Bestrafung der bei Verletzung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des anderen Staates etwa vorkommenden sonstigen Uebertretungen, Vergehen und Verbrechen, als: Beleidigungen, rechtswidrige Widersetzlichkeit, Drohungen oder Gewaltthätigkeiten, Fälschungen, Bestechungen oder Erpressungen u. dgl. nicht ausgeschlossen oder beschränkt werden.

§ 17. Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des anderen Theiles hat, auf Antrag einer zuständigen Behörde desselben, jeder der kontrahirenden Theile von denselben Gerichten und in denselben Formen, wie Uebertretungen seiner eigenen derartigen Gesetze untersuchen und gesetzmässig bestrafen zu lassen,

1. wenn der Angeschuldigte entweder ein Angehöriger des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder

2. wenn jener nicht allein zur Zeit der Uebertretung in dem Gebiete dieses Staates einen, wenn auch nur vorübergehenden Wohnsitz hatte oder die Uebertretung von diesem Gebiete aus beging, sondern auch bei oder nach dem Eingange des Antrags auf Untersuchung sich in demselben Staate betreffen lässt,

in dem unter 2. erwähnten Falle jedoch nur dann, wenn der An-

1853 geschuldigte nicht Angehöriger des Staates ist, dessen Gesetze Gegenstand der angeschuldigten Uebertretung sind.

§ 18. Zu den im § 17 bezeichneten Untersuchungen sollen das Gericht, von dessen Bezirke aus die Uebertretung begangen ist, und das Gericht, in dessen Bezirke der Angeschuldigte seinen Wohnsitz oder, als Ausländer, seinen einstweiligen Aufenthalt hat, insofern zuständig sein, als nicht wegen derselben Uebertretung gegen denselben Angeschuldigten ein Verfahren bei einem anderen Gerichte anhängig oder durch schliessliche Entscheidung beendigt ist.

§ 19. Bei den im § 17 bezeichneten Untersuchungen soll den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des anderen Staates dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Staates in Fällen gleicher Art beigelegt ist.

§ 20. Die Kosten eines nach Maasgabe des § 17 eingeleiteten Strafverfahrens und der Strafvollstreckung sind nach denselben Grundsätzen zu bestimmen und aufzulegen, welche für Strafverfahren wegen gleichartiger Uebertretungen der Gesetze des eigenen Staates gelten.

Für die einstweilige Bestreitung derselben hat der Staat zu sorgen, in welchem die Untersuchung geführt wird.

Diejenigen Kosten des Verfahrens und der Strafvollstreckung, welche, wenn ersteres wegen Uebertretung der eigenen Abgabengesetze stattgefunden hätte, von jenem Staate schliesslich zu tragen sein würden, hat, insoweit sie nicht vom Angeschuldigten eingezogen oder durch eingegangene Strafbeträge (§ 21) gedeckt werden können, der Staat zu erstatten, dessen Behörde die Untersuchung beantragte.

§ 21. Die Geldbeträge, welche in Folge eines nach Maasgabe des § 17 eingeleiteten Strafverfahrens von dem Angeschuldigten oder für verkaufte Gegenstände der Uebertretung eingehen, sind dergestalt zu verwenden, dass davon zunächst die rückständigen Gerichtskosten, sodann die dem anderen Staate entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden.

Ueber die letzteren hat der Staat zu verfügen, in welchem das das Verfahren stattfand.

§ 22. Eine nach Maasgabe des § 17 eingeleitete Untersuchung ist, so lange ein rechtskräftiges Enderkenntniss noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde desjenigen Staates, welcher dieselbe veranlasst hatte, sofort einzustellen.

§ 23. Das Recht zum Erlasse und zur Milderung der Strafen, zu welchen der Angeschuldigte in Folge eines nach Maasgabe des § 17

eingeleiteten Verfahrens verurtheilt wurde oder sich freiwillig erboten hat, steht dem Staate zu, bei dessen Gerichte die Verurtheilung oder Erbietung erfolgte. 1853

Es soll jedoch von derartigen Straferlassen oder Strafmilderungen der zuständigen Behörde des Staates, dessen Gesetze übertreten waren, Gelegenheit gegeben werden, sich darüber zu äussern.

§ 24. Die Gerichte jedes der kontrahirenden Staaten sollen in Beziehung auf jedes in dem anderen Staate wegen Uebertretung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze dieses Staates oder in Gemässheit des § 17 eingeleitete Strafverfahren verpflichtet sein, auf Ersuchen des zuständigen Gerichtes

1. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirke aufhalten, auf Erfordern eidlich zu vernehmen und erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, z. B. die eigene Mitschuld der Zeugen betrifft, oder sich auf Umstände erstrecken soll, welche mit der Anschuldigung nicht in naher Verbindung stehen, nöthigenfalls anzuhalten;

2. amtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen;

3. Angeschuldigten, welche sich im Bezirke des ersuchten Gerichts aufhalten, ohne dem Staatsverbande des letzteren anzugehören, Vorladungen und Erkenntnisse behändigen zu lassen;

4. Uebertreter und deren bewegliche Güter, welche im Bezirke des ersuchten Gerichts angetroffen werden, anzuhalten und auszuliefern, insofern nicht jene Uebertreter dem Staatsverbande des ersuchten Gerichts oder einem solchen dritten Staate angehören, welcher durch Verträge verpflichtet ist, die fragliche Uebertretung seinerseits gehörig untersuchen und bestrafen zu lassen.

§ 25. Es sind in diesem Kartel unter «Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetzen» auch die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote und unter «Gerichten» die in jedem der kontrahirenden Staaten zur Untersuchung und Bestrafung von Uebertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

§ 26. Durch die vorstehenden Bestimmungen werden weiter gehende Zugeständnisse zwischen den kontrahirenden und anderen dem Vertrage vom heutigen Tage und diesem Kartel auf Grund des Artikels XXVI des ersteren beitretenden Staaten zum Zwecke der Unterdrückung des Schleichhandels nicht aufgehoben oder geändert.

1853

IV.

Münzkartel.

§ 1. Jeder der kontrahirenden Theile verpflichtet sich, seine Angehörigen wegen eines in Bezug auf die von dem anderen Theile geprägten Münzen, auf das von demselben ausgegebene Papiergeld oder auf diejenigen Kreditpapiere, welche er seinen Münzen als Zahlungsmittel gesetzlich gleichgestellt hat, unternommenen oder begangenen Verbrechens oder Vergehens eben so zur Untersuchung zu ziehen und mit gleicher Strafe zu belegen, als wenn das Verbrechen oder Vergehen in Bezug auf die eigenen Münzen oder das eigene Papiergeld stattgefunden hätte.

§ 2. Jeder der kontrahirenden Theile übernimmt ferner die Verpflichtung, die in seinem Gebiete sich aufhaltenden Fremden, von welchen ein solches Verbrechen oder Vergehen in Bezug auf die Münzen, das Papiergeld oder die im § 1 bezeichneten Kreditpapiere des andern Theiles unternommen oder begangen worden, auf Requisition des letzteren an dessen Gerichte auszuliefern. Sind jedoch dergleichen Personen Angehörige eines Staates, welcher dem Vertrage vom heutigen Tage und diesem Kartel auf Grund des Artikels XXVI des ersteren beigetreten ist, so steht diesem Staate vorzugsweise das Recht zu, die Auslieferung zu verlangen und es ist derselbe deshalb auch von dem requirirten Staate zunächst zur Erklärung über die Ausübung dieses Rechtes aufzufordern.

§ 3. Die im § 2 ausgesprochene Verpflichtung zur Auslieferung soll nicht eintreten, wenn der Staat, in dessen Gebiete ein solcher Fremder sich befindet, entweder

a) in Gemässheit eines zwischen ihm und einem dritten Staate vor Verkündigung dieses Kartels abgeschlossenen allgemeinen Vertrages über die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher verpflichtet ist, denselben dahin auszuliefern, oder

b) die Untersuchung und Bestrafung selbst verhängen zu lassen, vorzieht. Im letztern Falle soll jedoch die im § 1 eingegangene Verpflichtung gleichfalls Anwendung finden.

§ 4. Die kontrahirenden Theile wollen die Bestimmungen der §§ 1—3 auch auf Verbrechen und Vergehen, welche die betrügliche Nachahmung oder die Verfälschung der von einem von ihnen ausgestellten Staatsschuldscheine und zum Umlauf bestimmten Papiere, sowie der von andern juristischen Personen unter Genehmigung des Staates auf jeden Inhaber ausgefertigten Kreditpapiere, soweit auf solche nicht der § 1 Anwendung findet, zum Gegenstande haben, oder die aus gewinnsüchtiger Absicht oder doch wissentlich unter-

nommene Verbreitung solcher unechten Papiere betreffen, in der 1853
Art ausgedehnt wissen, dass bei der Bestrafung solcher Verbrechen und Vergehen zwischen inländischen Papieren und gleichartigen Papieren aus dem andern Staate ein Unterschied nicht gemacht werden, auch hinsichtlich der Untersuchung oder Auslieferung dasjenige Anwendung finden soll, was in den §§ 1—3 vereinbart ist.

§ 5. Wenn in einem Staate, welcher dem Vertrage vom heutigen Tage und diesem Kartel auf Grund des Artikel XXVI des ersteren beigetreten ist, die Unterscheidung zwischen Verbrechen und Vergehen in der Strafgesetzgebung nicht besteht, oder die strafbare Nachahmung oder Verfälschung der in diesem Kartel genannten Münzen oder Kreditpapiere mit einem anderen Namen als mit « Verbrechen und Vergehen » von dem Gesetze bezeichnet sind, so bleibt es diesem Staate anheimgestellt, bei der Bekanntmachung des Kartels, im ersteren Falle die auf jene Unterscheidung bezüglichen Worte « oder Vergehen » wegzulassen, im zweiten Falle an Stelle des Ausdrucks « Verbrechen und Vergehen » diejenige Bezeichnung zu setzen, welche seiner Gesetzgebung entspricht.

FRANCE ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention sur les consuls, conclu entre la France et les États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 23 *Février* 1853.

Art. I. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires nommés par la France et les États-Unis seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions sous la forme établie dans les pays respectifs. On leur délivrera, sans aucuns frais, l'*exéquatur* nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cet *exéquatur*, les autorités territoriales, fédérales ou d'État, judiciaires et administratives des ports, villes et lieux de leur résidence et arrondissement consulaire, les y feront jouir, aussitôt et sans difficulté, des prérogatives accordées réciproquement. Le gouvernement qui accorde l'*exéquatur* aura la faculté de le retirer en indiquant les motifs pour lesquels il juge convenable de le faire.

Art. II. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires français et des États-Unis, jouiront, dans les deux pays, des priviléges généralement attribués à leurs fonctions, tels que

1853 l'immunité personnelle, hormis le cas de crime, l'exemption des logements militaires, du service de la milice ou de la garde nationale, et autres charges de même nature, et celle de toutes les contributions directes et personnelles, fédérales d'État ou municipales: si toutefois lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires étaient citoyens du pays de leur résidence, s'ils y étaient ou y devenaient propriétaires, ou qu'ils y fissent le commerce, ils seraient soumis, sous le bénéfice du traitement accordé aux agents commerciaux, à la même juridiction que les autres citoyens du pays, propriétaires ou commerçants, et aux mêmes taxes et impositions que ceux-ci.

Ils pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries ou de leurs maisons d'habitation, un tableau aux armes de leur nation avec une inscription portant ces mots: *Consul de France* ou *Consul des États-Unis*; ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur pays.

Ils ne pourront jamais être contraints à comparaître comme témoins devant les tribunaux. Quand la justice du pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'eux, elle les invitera par écrit à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle devra leur demander leur témoignage par écrit, ou se transporter à leur domicile, pour l'obtenir de vive voix.

Les élèves consuls jouiront des mêmes priviléges et immunités personnelles que les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence de ces derniers, leurs élèves consuls, chanceliers et secrétaires seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs, et jouiront, pendant la durée de cette gestion intérimaire, des prérogatives accordées aux titulaires.

Art. III. Les chancelleries et habitations consulaires seront inviolables: les autorités locales ne peuvent les envahir sous aucun prétexte, et ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront renfermés. Elles ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile.

Art. IV. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de l'un et l'autre pays auront le droit de s'adresser aux autorités locales territoriales ou fédérales judiciaires et administratives, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la France et les États-Unis, et pour protéger officieusement les droits et les intérêts de leurs nationaux, notamment en cas d'ab-

sence : à défaut d'agents diplomatiques de leur nation, ils seront, 1853
au besoin, autorisés à recourir au gouvernement général ou fédéral du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Art. V. Les consuls généraux et consuls respectifs seront libres d'établir, dans tels lieux de leur arrondissement où ils le jugeront utile, des vice-consuls ou agents consulaires qui pourront être choisis indistinctement parmi les Français, les Américains des États-Unis ou les citoyens des autres pays. Ces agents, dont la nomination sera soumise, bien entendu, à l'approbation des gouvernements respectifs, seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura institués et sous les ordres duquel ils agiront.

Art. VI. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries ou bureaux, au domicile des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines, équipages, passagers, négociants ou citoyens de leur pays, et tous les actes qu'ils voudront y passer.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et réglements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions desdits actes dûment légalisées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et munies du cachet officiel de leur consulat ou agence consulaire, feront foi en justice dans tous les tribunaux de France et des États-Unis, comme le feraient les originaux eux-mêmes.

Art. VII. Dans tous les États de l'Union où les lois actuelles le permettent, aussi longtemps que lesdites lois resteront en vigueur et avec la même portée, les Français jouiront du droit de posséder des biens meubles et immeubles, au même titre et de la même manière que les citoyens des États-Unis : ils pourront en disposer librement et sans réserve, à titre gratuit ou onéreux, par donation, testament ou autrement, comme les habitants eux-mêmes, et ne seront, dans aucun cas, soumis à des droits de mutation, de succession ou autres différents de ces payés par ceux derniers, ou à des taxes qui ne leur seraient pas également imposées.

Quant aux États de l'Union dont la législation actuelle ne permet pas aux étrangers de posséder des biens immeubles, le président

1853 s'engage à leur recommander de passer les lois nécessaires pour leur conférer ce droit.

De même, et en se réservant toutefois la faculté d'appliquer ultérieurement la réciprocité en matière de possession et de succession, le gouvernement français reconnaît aux citoyens des États-Unis le droit de jouir en France, en matière de propriété mobilière, immobilière et de succession, du traitement identique dont jouissent en France, en pareille matière, les citoyens français.

Art. VIII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports, entre le capitaine, les officiers et les hommes inscrits sur le rôle d'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le réglement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités locales ne pourront s'immiscer, à aucun titre, dans ces différends, et devront prêter main-forte aux consuls, lorsqu'ils la requerront, pour faire arrêter et conduire en prison ceux des individus inscrits sur le rôle d'équipage, à quelque titre que ce soit, qu'ils jugeront à propos d'y envoyer. Ces individus seront arrêtés sur la seule demande des consuls adressée par écrit à l'autorité locale et appuyée d'un extrait officiel du registre de bord ou rôle d'équipage, et seront tenus, pendant tout le temps de leur séjour dans le port, à la disposition des consuls. Leur mise en liberté s'effectuera sur une simple demande des consuls faite par écrit. Les frais occasionnés par l'arrestation et la détention de ces individus seront payés par les consuls.

Art. IX. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté desdits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, les consuls de France aux États-Unis, aux magistrats désignés dans l'acte du congrès du 4 Mai 1826, c'est-à-dire indistinctement à toutes les autorités fédérales d'État ou municipales, les consuls des États-Unis en France, à toutes les autorités compétentes, et leur feront par écrit la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette seule demande, ainsi justifiée, et sans qu'aucun serment puisse être

exigé des consuls, la remise des déserteurs ne pourra leur être re- 1853
fusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée au moment de leur inscription sur le rôle ou de leur arrivée au port du débarquement. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, lesquels seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Art. X. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs recevront les déclarations, protestations et rapports de tous capitaines de bâtiments de leur nation, pour raison d'avaries essuyées à la mer; ils feront procéder à la constatation de l'arrimage, et ils seront, à moins de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, chargés du soin de régler ces avaries. Si des habitants du pays où résident les consuls ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries, et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Art. XI. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés sur les côtes des États-Unis, et des navires américains naufragés sur les côtes de France, seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls de France aux États-Unis, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls américains en France, et jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs, là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront, d'ailleurs, à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, si elles doivent être réexportées, et que, si elles sont admises à la consommation, on leur accordera les modé-

1853 rations des droits consacrées par la législation douanière des pays respectifs.

Art. XII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs, ainsi que leurs élèves consuls, chanceliers et secrétaires jouiront, dans les deux pays, de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui pourraient par la suite être accordés aux agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XIII. La présente convention restera en vigueur pendant dix ans à partir de l'échange des ratifications, lesquelles seront données conformément aux constitutions respectives des deux pays, et échangées à Washington dans le délai de six mois, ou plus tôt, si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite periode de dix ans, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, etc.

PRUSSE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Accord entre la Prusse et Mecklenbourg-Schwérin, touchant les modifications apportées à la convention de Gotha du 11 Juin 1851, signé à Berlin, le 11 Février 1853.

Der § 13 der vorgedachten Convention soll, in seinen Bestimmungen über die Wirksamkeit derselben, zwischen Preussen und Mecklenburg-Schwerin nur mit den nachstehenden Modificationen in Kraft treten:

1) keine der beiden contrahirenden Regierungen wird von ihrem vertragsmässigen Rechte, ehemalige Unterthanen (Angehörige) des anderen Staates dorthin zurückzuweisen, in Ansehung solcher Personen Gebrauch machen,

welchen während der Jahre 1849 bis 1851 der Wohnsitz im Lande in der Art ausdrücklich oder stillschweigend gestattet worden ist, dass sie in demselben in der Ehe gelebt und eine eigene Wirthschaft geführt haben, ohne einen Heimathschein zu besitzen;

2) diese Beschränkung ist jedoch auf solche Angehörige des einen Staates nicht zu beziehen, welche sich in dem andern als Dienstboten, Handwerksgesellen, Fabrikarbeiter, Handlungsdiener oder sonst in Privatdiensten und Arbeitsverhältnissen oder zur Erziehung oder zur Ausbildung in ihrem Berufe aufhalten, oder aufgehalten haben, den Fall ihrer Verheirathung in dem betreffenden Staate ausgenommen; 1853

3) solche Angehörige des einen contrahirenden Staates, welche sich in dem andern, ohne einen Heimathschein (Domicilschein) zu besitzen, unter Aufschlagung ihres Wohnsitzes verheirathet und ihren Aufenthalt bis zum 9. Januar d. J. fortgesetzt haben, sollen auch späterhin nicht nach ihrem ursprünglichen Heimathstaate ausgewiesen werden.

FRANCE ET PARAGUAY.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la république du Paraguay, signé à l'Assomption, le 4 Mars 1853.

Art. I. Il y aura paix parfaite et amitié sincère entre la république française et la république du Paraguay, et entre les citoyens et sujets de l'un et l'autre État, sans exception de personnes ni de lieux. Les hautes parties contractantes emploieront tous leurs soins pour que cette amitié et bonne intelligence soient maintenues constamment et perpétuellement.

Art. II. La république du Paraguay, dans l'exercice des droits souverains qui lui appartiennent, concède au pavillon marchand des sujets et citoyens de la république française la libre navigation du Rio-Paraguay jusqu'à l'Assomption, capitale de la république, et celle de la rive droite du Paraná, depuis le point où elle lui appartient jusqu'au bourg de l'Incarnation.

Lesdits sujets et citoyens français pourront entrer et sortir librement et sûrement avec leurs navires et cargaisons dans tous les lieux et ports ci-dessus exprimés; ils pourront séjourner et résider dans quelque partie que ce soit desdits territoires, louer des maisons et des boutiques, et trafiquer de toute espèce de produits naturels et manufacturés et de marchandises de commerce légal, en

1853 se soumettant aux usages et coutumes établis dans le pays. Ils pourront décharger tout ou partie de leurs cargaisons dans le port du Pilar et les autres lieux où le commerce avec les autres nations est permis, ou bien continuer avec tout ou partie de leurs cargaisons jusqu'au port de l'Assomption, selon que le capitaine, le propriétaire ou toute autre personne dûment autorisée le jugera à propos.

Les citoyens paraguayens qui se présenteront dans les ports de France avec des cargaisons sur navires français ou paraguayens seront traité de la même manière.

Art. III. Les deux hautes parties contractantes conviennent que toute faveur, privilége ou immunité, en ce qui concerne le commerce ou la navigation, que l'une des deux parties contractantes a concédée actuellement ou concéderait à l'avenir aux citoyens et sujets de tout autre État, sera étendue, dans les cas et circonstances identiques, aux citoyens et sujets de l'autre partie contractante, et ce gratuitement, si la concession en faveur de cet autre État est gratuite, ou avec compensation équivalente, si la concession est conditionnelle.

Art. IV. Il ne sera pas imposé d'autres ou de plus forts droits à l'importation ou l'exportation de quelque article que ce soit, produit du sol ou de l'industrie des deux États contractants, que ceux qui sont ou seront payés à l'avenir pour les articles similaires, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. Il ne sera mis aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation des articles, produits du sol ou de l'industrie de l'une des deux parties contractantes, dans les territoires de l'autre, qu'elle ne soit étendue également à l'importation et à l'exportation des articles similaires pour les territoires de toute autre nation.

Art. V. Il ne sera pas imposé sur les navires français, dans les ports du Paraguay, d'autres ou de plus forts droits de tonnage, de phare ou de port, de pilotage, de sauvetage, en cas d'avarie ou de naufrage, ou à raison de toutes autres charges locales, que ceux qui sont payés dans les mêmes ports par les navires paraguayens; de même, les navires paraguayens dans les ports de France ne payeront pas d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent dans les mêmes ports les navires français.

Art. VI. Il sera payé à l'importation et à l'exportation les mêmes droits pour tous les articles légalement importables ou exportables en France et au Paraguay, soit que l'importation ou l'exportation ait lieu sur navires français ou paraguayens.

Art. VII. Tous les navires qui, suivant les lois françaises, doivent

être considérés comme navires français, et tous ceux qui, suivant les lois du Paraguay, doivent être considérés comme navires paraguayens, seront considérés respectivement, pour les objets de ce traité, comme navires français et paraguayens. 1853

Art. VIII. Les sujets et citoyens français au Paraguay payeront les mêmes droits d'importation et d'exportation que ceux établis ou à établir pour les sujets et citoyens paraguayens; de même, ceux-ci payeront en France les droits établis ou à établir pour les sujets et citoyens français.

Art. IX. Tous les négociants, capitaines de bâtiments ou autres citoyens et sujets de chaque pays respectivement auront, dans tous les territoires de l'autre, entière liberté de diriger leurs propres affaires par eux-mêmes, ou de les confier à tel agent, courtier, facteur ou interprète que bon leur semblera; ils ne seront point obligés d'employer d'autres personnes que celles employées par les nationaux, ni de payer à celles qu'ils jugeront à propos d'occuper un salaire ou une rémunération plus élevée que ne payent les nationaux dans les mêmes cas.

Les citoyens et sujets français au Paraguay, et les citoyens et sujets paraguayens en France, jouiront de la même entière liberté dont jouissent à présent et dont jouiront a l'avenir les nationaux de chaque pays respectivement, pour acheter et pour vendre à qui bon leur semblera tous les articles de commerce légal et pour en fixer les prix comme ils le jugeront à propos, sans qu'aucun monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat puisse leur préjudicier, demeurant soumis néanmoins aux contributions ou impôts généraux ou ordinaires établis par la loi.

Les citoyens et sujets de l'une des deux parties contractantes, dans les territoires de l'autre, jouiront d'une parfaite et complète protection en leurs personnes et propriétés; ils auront franc et libre accès devant les tribunaux pour la poursuite et la défense de leurs justes droits; ils jouiront à cet égard des mêmes droits et priviléges que les nationaux, et ils auront la liberté d'employer, dans toutes leurs affaires, les avocats, avoués ou agents de toute espèce que bon leur semblera.

Art. X. Dans tout ce qui concerne la police des ports, le chargement ou le déchargement des navires, l'emmagasinage et la sûreté des marchandises, denrées et autres effets, la succession des biens meubles, par testament ou autrement, et la disposition des biens meubles de toute espèce et dénomination par vente, donation, échange, testament ou de toute autre manière, comme aussi dans tout ce qui a rapport à l'administration de la justice, les citoyens et

1853 sujets de chacune des deux parties contractantes jouiront, dans les possessions ou territoires de l'autre, des mêmes priviléges, franchises et droits que les nationaux ; ils ne seront soumis pour aucun de ces objets à d'autres ou de plus forts impôts que ceux qui sont ou seront payés par les nationaux, en se soumettant toujours aux lois et réglements locaux desdits territoires ou États. Dans le cas où quelque citoyen ou sujet de l'une des deux parties contractantes viendrait à mourir *ab intestat*, dans les territoires ou possessions de l'autre, le consul général, consul ou vice-consul de la nation à laquelle appartenait le défunt, ou, en son absence, le représentant dudit consul général, consul ou vice-consul, se chargera, en tant que le permettent les lois de chaque pays, des propriétés que le défunt aurait laissées, dans l'intérêt de ses héritiers et créanciers légitimes, jusqu'à ce que ledit consul général, consul ou vice-consul ou son représentant, ait nommé un curateur ou administrateur.

Art. XI. Les sujets et citoyens français résidant au Paraguay, et les sujets et citoyens paraguayens résidant en France, seront exempts de tout service militaire forcé de terre ou de mer, de tout emprunt forcé et de toutes contributions ou réquisitions militaires ; et ils ne seront point obligés de payer de taxes, de contributions ou d'impôts autres ou plus élevés que ceux que payent ou payeront les nationaux.

Art. XII. Chacune des deux hautes parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls pour la protection du commerce, lesquels résideront dans les territoires et possessions de l'autre ; mais ces agents, avant d'entrer en fonctions, seront acceptés et admis dans la forme établie par le gouvernement chez lequel ils sont envoyés, et chacune des deux parties contractantes pourra excepter de la résidence des consuls telles localités que bon lui semblera.

Les agents diplomatiques et consulaires de France, au Paraguay, jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités qui y sont ou seront accordés aux agents diplomatiques et consulaires de toute autre nation ; et de même les agents diplomatiques et consulaires du Paraguay, en France, jouiront des mêmes priviléges, exemptions et immunités qui y sont ou seront concédés aux agents de toute autre nation.

Art. XIII. Pour la plus grande sécurité du commerce entre les citoyens et sujets français et les citoyens et sujets paraguayens, il est convenu que si, à quelque époque que ce soit, il y avait malheureusement quelque interruption des relations d'amitié ou quelque rupture entre les deux parties contractantes, les citoyens ou sujets de chacune desdites parties contractantes établis dans les

territoires ou possessions de l'autre et y exerçant quelque trafic ou 1853
occupation spéciale, auront le privilége d'y rester et de continuer ledit trafic ou ladite occupation, sans aucune espèce d'interruption et dans la jouissance absolue de leur liberté et de leurs propriétés, tant qu'ils se comporteront pacifiquement et ne commettront point d'infraction aux lois; leurs biens et effets de toute espèce, qu'ils soient en leur propre possession ou confiés à des particuliers ou à l'État, ne seront soumis à aucune saisie ou séquestre ou à aucunes autres charges ou taxes que celles auxquelles seraient soumis les biens et effets semblables appartenant aux nationaux. Mais, s'ils préfèrent sortir du pays, il leur sera accordé le délai qu'ils demanderont pour régler leur comptes et disposer de leurs propriétés; et il leur sera donné un sauf-conduit pour s'embarquer dans les ports qu'eux-mêmes auront choisis.

En conséquence, et dans le cas précité d'une rupture, les fonds publics des États contractants ne seront jamais séquestrés, confisqués ou retenus.

Art. XIV. Les citoyens et sujets de l'une des deux parties contractantes résidant dans les territoires et possessions de l'autre jouiront, en ce qui concerne leurs maisons, leurs personnes et leurs propriétés, de la protection du gouvernement d'une manière aussi complète et aussi large que les nationaux.

De même, les citoyens et sujets de chacune des deux parties contractantes jouiront, dans les territoires ou possessions de l'autre, d'une complète liberté de conscience, et ils ne seront point inquiétés à raison de leurs croyances religieuses.

Art. XV. Le présent traité demeurera en vigueur pendant six années, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si, une année avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'a fait connaître, par une déclaration officielle, son intention de faire cesser les effets dudit traité, celui-ci continuera à être en vigueur pendant un an, de manière qu'il cessera d'être obligatoire à l'expiration de sept années, comptées du jour de l'échange des ratifications.

Le gouvernement paraguayen pourra adresser au prince-président de la république française, ou à son représentant au Paraguay, la déclaration officielle mentionnée dans cet article.

Art. XVI. Le présent traité sera ratifié par le prince-président de la république française dans le délai de huit mois, et par Son Excellence le président de la république de Paraguay dans celui de dix jours à compter de sa date, et les ratifications en seront échan-

1853 gées à Paris ou à Montevideo, dans le délai de dix mois à partir de la même date, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET PARAGUAY.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la république du Paraguay, signé à l'Assomption, le 4 Mars 1853.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. There shall be perfect peace and sincere friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the republic of Paraguay, and between the subjects and citizens of both States, without exception of persons or of places. The high contracting parties shall use their best endeavours that this friendship and good understanding may be constantly and perpetually maintained.

Art. II. The republic of Paraguay, in the exercise of the sovereign right which pertains to her, concedes to the merchant flag of the subjects of Her Britannic Majesty the free navigation of the river Paraguay as far as Assumption, the capital of the republic, and of the right side of the Paraná from where it belongs to her as far as the city of Encarnacion. They shall be at liberty, with their ships and cargoes, freely and securely to come to and to leave all the places and ports which are already mentioned; to remain and reside in any part of the said territories; hire houses and warehouses; and trade in all kinds of produce, manufactures, and merchandize of lawful commerce, subject to the usages and established costums of the country. They may discharge the whole or part of their cargoes at the ports of Pilar, and where commerce with other nations may be permitted, or proceed with the whole or part of the cargo to the port of Assumption, according as the captain, owner, or other duly authorized person shall deem expedient.

In the same manner shall be treated and considered such Para-

guayan citizens as should arrive at the ports of Great Britain with 1853
cargoes in Paraguayan or British vessels.

Art. III. The two high contracting parties hereby agree that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce or navigation, which either contracting party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall extend, in identity of cases and circumstances, to the subjects or citizens of the other contracting party, gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, or in return for an equivalent compensation, if the concession shall have been conditional.

Art. IV. No other or higher duties shall be imposed on the importation or exportation of any article of the growth, produce, or manufacture of the two contracting States, than are or shall be payable on the like article being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country. No prohibition shall be imposed upon the importation or exportation of any article of the growth, produce, or manufacture of the territories of either of the two contracting parties into the territories of the other, which shall not equally extend to the importation or exportation of similar articles to the territories of any other nation.

Art. V. No other or higher duties or charges on account of tonnage, light or harbour dues, pilotage, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed in any of the ports of the republic of Paraguay on British vessels, than those payable in the same ports by Paraguayan vessels; nor in the ports of Her Britannic Majesty's dominions on Paraguayan vessels, than shall be payable in the same ports by British vessels.

Art. VI. The same duties shall be paid upon the importation and exportation of any article which is or may be legally importable or exportable into the dominions of Her Britannic Majesty, and into those of Paraguay, whether such importation or exportation be made in British or Paraguayan vessels.

Art. VII. All vessels which, according to the laws of Great Britain, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to the laws of Paraguay, are to be deemed Paraguayan vessels, shall, for the purposes of this treaty, be deemed British vessels and Paraguayan vessels respectively.

Art. VIII. British subjects shall pay in the republic of Paraguay the same import and export duties which are established, or may hereafter be established, for Paraguayan citizens. In the same manner, the latter shall pay in the dominions of Her Britannic Majesty

1853 the duties which are established, or may hereafter be established for British subjects.

Art. IX. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects or citizens of each country respectively, shall have full liberty, in all the territories of the other, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as agent, broker, factor, or interpreter; and they shall not be obliged to employ any other persons than those employed by natives, nor to pay to such persons as they shall think fit to employ, any higher salary or remuneration than such as is paid, in like cases, by natives.

The subjects of Her Britannic Majesty in Paraguay, and the citizens of Paraguay in the dominions of Her Britannic Majesty, shall enjoy the same full liberty which is now, or may hereafter, be enjoyed by natives of each country respectively, to buy from and sell to whom they like, all articles of lawful commerce, and to fix the prices thereof as they shall see good, without being affected by any monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase; subject, however, to the general ordinary contributions or imposts established by law.

The subjects and citizens of either of the contracting parties, in the territories of the other, shall enjoy full and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice for the prosecution and defence of their just rights. They shall enjoy in this respect the same rights and privileges as native subjects or citizens; and they shall be at liberty to employ, in all causes, the advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper.

Art. X. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the warehousing and safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination by sale, donation, exchange, or testament, or in any other manner whatsoever, as also with regard to the administration of justice, the subjects and citizens of each contracting party shall enjoy, in the dominions or territories of the other, the same privileges, liberties, and rights, as native subjects or citizens; and shall not be charged, in any of these respects, with any other or higher imposts or duties than those which are or may be paid by native subjects or citizens; subject always to the local laws and regulations of such dominions or territories.

In the event of any subject or citizen of either of the two contract-

ting parties dying without will or testament, in the dominions or 1853
territories of the other contracting party, the consul-general, consul, or vice-consul of the nation to which the deceased may belong, or in his absence the representative of such consul-general, consul, or vice-consul, shall, so far as the laws of each country will permit, take charge of the property which the deceased may have left, for the benefit of his lawful heirs and creditors, until an executor or administrator be named by the said consul-general, consul, or vice-consul, or his representative.

Art. XI. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the republic of Paraguay, and the citizens of the republic of Paraguay residing in the dominions of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled to pay any charges, requisitions, or taxes, other or higher than those that are or may be paid by native subjects or citizens.

Art. XII. It shall be free for each of the two contracting parties to appoint consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other party; but before any consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the government to which he is sent; and either of the contracting parties may except from the residence of consuls, such particular places as either of them may judge fit to be excepted.

The diplomatic agents and consuls of Her Britannic Majesty in the republic of Paraguay, shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities, are or may be there granted to the diplomatic agents and consuls of any other nation whatever; and, in like manner, the diplomatic agents and consuls of the republic of Paraguay in the dominions of Her Britannic Majesty, shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities, are or may be there granted to agents of any other nation whatever.

Art. XIII. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the republic of Paraguay, it is agreed that if, at any time, any interruption of friendly intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the two contracting parties, the subjects or citizens of either of the said contracting parties who may be established in the dominions or territories of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and continuing such trade or employment therein, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, as long

1853 as they behave peaceably and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to native subjects or citizens. If, however, they prefer to leave the country, they shall be allowed the time they may require to liquidate their accounts and dispose of their property, and a safe-conduct shall be given them to embark at the ports which they shall themselves select. Consequently, in the case referred to of a rupture, the public funds of the contracting States shall never be confiscated, sequestered, or detained.

Art. XIV. The subjects or citizens of either of the two contracting parties, residing in the dominions or territories of the other, shall enjoy, in regard to their houses, persons, and properties, the protection of the government in as full and ample a manner as native subjects or citizens.

In like manner the subjects or citizens of each contracting party shall enjoy, in the dominions or territories of the other, full liberty of conscience, and shall not be molested on account of their religious belief; and such of those subjects or citizens as may die in the territories of the other party, shall be buried in the public cemeteries, or in places appointed for the purpose, with suitable decorum and respect.

The subjects of Her Britannic Majesty residing within the territories of the republic of Paraguay, shall be at liberty to exercise in private and in their own dwellings, or within the dwellings or offices of Her Britannic Majesty's consuls or vice-consuls, their religious rites, services, and worship, and to assemble therein for that purpose without hindrance or molestation.

Art. XV. The government of the republic of Paraguay, as a consequence of the national law for the freedom of the offspring of slaves, binds itself to prohibit, in the most efficacious manner, all the inhabitants of the republic from trading in African negroes, in accordance with the philanthropic policy of Her Majesty the Queen of England, for the abolition of the above-mentioned traffic.

Art. XVI. The present treaty shall be in force during six years, counted from the day of the exchange of the ratifications; and if, a year before the expiration of that term, neither the one nor the other contracting party should announce, by an official declaration, its intention to put an end to the effect of the said treaty, it shall continue for a year longer; so that in this case it shall cease to be

binding at the expiration of seven years, counted from the above- 1853
mentioned day of the exchange of the ratifications.

The Paraguayan government shall be at liberty to address to Her Britannic Majesty, or to Her representative in the republic, the official declaration agreed upon in this article.

Art. XVII. The present treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, in eight months from its date, and in ten days by His Excellency the president of the republic of Paraguay; and the ratifications shall be exchanged at London or Monte-Video, within the term of ten months from the same date, or sooner if possible.

In witness whereof, etc.

SARDAIGNE ET PARAGUAY.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la république du Paraguay, signé à l'Assomption, le 4 Mars 1853.

(En français et en espagnol.)

Art. I. Il y aura paix parfaite et amitié sincère entre S. M. le roi de Sardaigne et le président de la république du Paraguay, et entre les citoyens et sujets de l'un et de l'autre État, sans exception de personnes ni de lieux. Les hautes parties contractantes emploieront tous leurs soins pour que cette amitié et bonne intelligence soient maintenues constamment et perpétuellement.

Art. II. La république du Paraguay, dans l'exercice des droits souverains qui lui appartiennent, concède au pavillon marchand des sujets et citoyens du royaume de Sardaigne la libre navigation du Rio-Paraguay jusqu'à l'Assomption, capitale de la république, et celle de la rive droite du Parana, depuis le point où elle lui appartient jusqu'au bourg de l'Incarnation.

Lesdits sujets et citoyens sardes pourront entrer et sortir librement et sûrement avec leurs navires et cargaisons dans tous les lieux et ports ci-dessus exprimés; ils pourront séjourner et résider dans quelque partie que ce soit desdits territoires, louer des maisons et des boutiques, et trafiquer de toute espèce de produits naturels et manufacturés, et de marchandises de commerce légal, en se soumettant aux usages et coûtumes établis dans le pays.

1853 Ils pourront décharger toute ou partie de leur cargaison dans le port du Pilar et les autres lieux où le commerce avec les autres nations est permis, ou bien continuer avec toute ou partie de leur cargaison jusqu'au port de l'Assomption, selon que le capitaine, le propriétaire ou toute autre personne dûment autorisée le jugera à propos.

Les citoyens paraguayens qui se présenteront dans les ports des États sardes avec des cargaisons sur navires sardes ou paraguayens seront traités de la même manière.

Art. III. Les deux hautes parties contractantes conviennent que toute faveur, privilége ou immunité, en ce qui concerne le commerce ou la navigation que l'une des deux parties contractantes a concédé actuellement ou concéderait à l'avenir aux citoyens et sujets de tout autre État, sera étendu dans les cas et circonstances identiques aux citoyens et sujets de l'autre partie contractante, et ce gratuitement, si la concession en faveur de cet autre État est gratuite, ou avec compensation équivalente si la concession est conditionnelle.

Art. IV. Il ne sera pas imposé d'autres ou de plus forts droits à l'importation ou à l'exportation de quelque article que ce soit, produit du sol ou de l'industrie des deux États contractants, que ceux qui sont ou seront payés à l'avenir pour les articles similaires produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Il ne sera mis aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation des articles, produits du sol ou de l'industrie de l'une des deux parties contractantes, dans les territoires de l'autre, qu'elle ne soit étendue également à l'importation et à l'exportation des articles similaires pour les territoires de toute autre nation.

Art. V. Il ne sera pas imposé sur les navires sardes dans les ports du Paraguay d'autres ou de plus forts droits de tonnage, de phare ou de port, de pilotage, de sauvetage en cas d'avarie ou de naufrage, ou à raison de toute autre charge locale, que ceux qui sont payés dans les mêmes ports par les navires paraguayens; de même les navires paraguayens dans les ports des États sardes ne paieront pas d'autres ou de plus forts droits que ceux qui paient dans les mêmes ports les navires sardes.

Art. VI. Il sera payé à l'importation et à l'exportation les mêmes droits pour tous les articles légalement importables ou exportables dans les États sardes et au Paraguay, soit que l'importation ou l'exportation ait lieu sur navires sardes ou paraguayens.

Art. VII. Tous les navires qui suivant les lois sardes doivent être considérés comme navires sardes, et tous ceux qui suivant les lois du Paraguay doivent être considérés comme navires para-

guayens, seront considérés, respectivement pour les objets de ce traité, comme navires sardes et paraguayens. 1853

Art. VIII. Les sujets et citoyens sardes au Paraguay paieront les mêmes droits d'importation et d'exportation que ceux établis ou à établir pour les sujets et citoyens paraguayens; de même ceux-ci paieront dans les États sardes les droits établis ou à établir pour les sujets et citoyens sardes.

Art. IX. Tous les négociants, capitaines de bâtiments ou autres citoyens et sujets de chaque pays respectivement auront dans tous les territoires de l'autre entière liberté de diriger leurs propres affaires par eux-mêmes ou de les confier à tel agent, courtier, facteur ou interprète que bon leur semblera; ils ne seront point obligés d'employer d'autres personnes que celles employées par les nationaux, ni de payer à celles qu'ils jugeront à propos d'occuper un salaire ou une rémunération plus élevés que ne paient les nationaux dans les mêmes cas.

Les citoyens et sujets sardes au Paraguay, et les citoyens et sujets paraguayens en Sardaigne jouiront de la même entière liberté dont jouissent à présent, et jouiront à l'avenir les nationaux de chaque pays respectivement pour acheter et pour vendre à qui bon leur semblera tous les articles de commerce légal, et pour en fixer les prix comme ils le jugeront à propos, sans qu'aucun monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat puisse leur préjudicier, demeurant soumis néanmoins aux contributions ou impôts généraux et ordinaires établis par la loi.

Les citoyens et sujets de l'une des deux parties contractantes dans les territoires de l'autre jouiront d'une parfaite et complète protection en leurs personnes et propriétés, ils auront franc et libre accès devant les tribunaux pour la poursuite et la défense de leurs justes droits; ils jouiront à cet égard des mêmes droits et priviléges que les nationaux et ils auront la liberté d'employer dans toutes leurs affaires les avocats, avoués ou agents de toute espèce que bon leur semblera.

Art. X. Dans tout ce qui concerne la police des ports, le chargement ou le déchargement des navires, l'emmagasinage et la sûreté des marchandises, denrées et autres effets, la succession des biens meubles par testament ou autrement, et la disposition des biens meubles de toute espèce et dénomination par vente, donation, échange, testament ou de toute autre manière, comme aussi dans tout ce qui a rapport à l'administration de la justice, les citoyens et sujets de chacune des deux parties contractantes jouiront dans les possessions ou territoires de l'autre des mêmes priviléges, franchises

1853 et droits que les nationaux. Il ne seront soumis pour aucun de ces objets à d'autres ou de plus forts impôts que ceux qui sont ou seront payés par les nationaux en se soumettant toujours aux lois et réglements locaux desdits territoires ou États. Dans le cas où quelque citoyen ou sujet de l'une des deux parties contractantes viendrait à mourir *ab intestat* dans les territoires ou possessions de l'autre, le consul général, consul ou vice-consul de la nation à laquelle appartenait le défunt ou en son absence le représentant dudit consul général, consul ou vice-consul se chargera en tant que le permettent les lois de chaque pays des propriétés que le défunt aurait laissées dans l'intérêt de ses héritiers et créanciers légitimes jusqu'à ce que le dit consul général, consul ou vice-consul ou son représentant ait nommé un curateur ou administrateur.

Art. XI. Les sujets et citoyens sardes résidant au Paraguay, et les sujets et citoyens paraguayens résidant dans les États sardes, seront exempts de tout service militaire forcé de terre ou de mer, de tout empruunt forcé et de toute contribution ou réquisition militaires; et ils ne seront point obligés de payer de taxes de contributions ou d'impôts autres ou plus élevés que ceux qui paient ou paieront les nationaux.

Art. XII. Chacune des deux hautes parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls pour la protection du commerce, lesquels résideront dans les territoires et possessions de l'autre; mais ces agents avant d'entrer en fonction seront acceptés et admis dans la forme établie par le gouvernement chez lequel ils sont envoyés, et chacune des deux parties contractantes pourra excepter de la résidence des consuls telles localités que bon lui semblera.

Les agents diplomatiques et consulaires de Sardaigne au Paraguay jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités qui y sont ou seront accordées aux agents diplomatiques et consulaires de toute autre nation, et de même les agents diplomatiques et consulaires du Paraguay dans les États sardes jouiront des mêmes priviléges, exemptions et immunités qui y sont ou seront concédées aux agents de toute autre nation.

Art. XIII. Pour la plus grande sécurité du commerce entre les citoyens et sujets sardes et les sujets et citoyens paraguayens, il est convenu que si, à quelque époque que ce soit, il y avait malheureusement quelque interruption des relations d'amitié ou quelque rupture entre les deux parties contractantes, les citoyens ou sujets de chacune desdites parties contractantes établis dans les territoires ou possessions de l'autre, et y exerçant quelque trafic ou occupation spéciale, auront le privilége d'y rester et de continuer le-

dit trafic ou la dite occupation sans aucune espèce d'interruption et 1853
dans la jouissance absolue de leur liberté et de leurs propriétés, tant qu'ils se comporteront pacifiquement et ne commetteront point d'infractions aux lois; leurs biens et effets de toute espèce qu'ils soient en leur propre possession, ou confiés à des particuliers ou à l'État, ne seront soumis à aucune saisie ou séquestre, ou aucunes autres charges ou taxes que celles auxquelles seraient soumis les biens et effets semblables appartenant aux nationaux. Mais s'ils préfèrent sortir du pays, il leur sera accordé le délai qu'ils demanderont pour régler leurs comptes et disposer de leurs propriétés, et il leur sera donné un sauf-conduit pour s'embarquer dans les ports qu'eux-mêmes auront choisis.

En conséquence et dans le cas précité d'une rupture les fonds publics des États contractantes ne seront jamais séquestrés, confisqués ou retenus.

Art. XIV. Les citoyens et sujets de l'une des deux parties contractantes résidant dans les territoires et possessions de l'autre jouiront, en ce qui concerne leurs maisons, leurs personnes et leurs propriétés, de la protection du gouvernement d'une manière aussi complète et aussi large que les nationaux.

De même les citoyens et sujets de chacune des deux parties contractantes jouiront dans les territoires ou possessions de l'autre d'une complète liberté de conscience et ils ne seront point inquiétés à raison de leur croyance religieuse.

Art. XV. Le présent traité demeurera en vigueur pendant six années à compter du jour de l'échange des ratifications, et si une année avant l'expiration de ce terme ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'a fait connaître par une déclaration officielle son intention de faire cesser les effets dudit traité, celui-ci continuera à être en vigueur pendant un an, de manière qu'il cessera d'être obligatoire à l'expiration de sept années à compter du jour de l'échange des ratifications.

Le gouvernement paraguayen pourra adresser à S. M. le roi de Sardaigne ou à son représentant au Paraguay la déclaration officielle mentionnée dans cet article.

Art. XVI. Le présent traité sera ratifié par S. M. le roi de Sardaigne dans le délai de huit mois et par S. E. le président de la république du Paraguay dans le délai de dix jours, et les ratifications en seront échangées à Turin ou à Montevideo dans le délai de dix mois de la même date ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

1853

FRANCE ET PORTUGAL.

Traité de commerce et de navigation entre la France et le Portugal, signé à Lisbonne, le 9 Mars 1853.

Art. I. Les citoyens et sujets des deux pays jouiront réciproquement, dans les États respectifs, d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits. Ils seront maîtres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos, sans avoir à subir ou à acquitter, comme étrangers, des formalités, droits ou rétributions autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés dans des cas semblables par les citoyens de la nation la plus favorisée.

Ils seront, d'ailleurs, exempts de tout service personnel, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toute contribution de guerre, emprunt forcé, réquisition militaire; et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges, réquisitions ou impôts que ceux payés par les citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. II. Les citoyens et sujets des deux États seront libres de disposer comme il leur conviendra, par donation, vente, échange, testament, ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même les citoyens ou sujets de l'un des deux États qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre pourront succéder, sans empêchement, à ceux desdits biens qui leur seraient dévolus, même *ab intestat*, et lesdits héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux imposés dans des circonstances identiques aux citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. III. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays; ils ne payeront pas, à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux des deux États où le commerce étranger est ou viendrait à être permis, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement ou ne fassent que les traverser à titre de commis-marchands ou commis-voyageurs, des contributions, taxes, patentes ou

impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se perçoivent sur les citoyens de la nation la plus favorisée; et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, soit en gros, soit en détail, les citoyens ou sujets de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre. 1853

En ce qui concerne plus spécialement l'impôt que les citoyens français auront à payer en Portugal et dans les possessions portugaises où le commerce étranger est ou viendrait à être permis, et qui est prélevé, tant sur les salaires que sur l'exercice d'une industrie, autrement dit le *maneio* ou *decima industrial*, il est convenu que cet impôt sera, dans tous les cas, réglé sur le pied du traitement accordé aux citoyens de la nation la plus favorisée.

Il demeure bien entendu que les citoyens français résidant sur le territoire portugais, et dont les revenus proviennent d'une autre source que le commerce et l'industrie, seront, de même que les nationaux, entièrement exempts du payement de l'impôt sur le travail manuel ou sur l'exercise d'une industrie.

Art. IV. La liberté de commerce et de navigation accordée dans les deux États aux citoyens et sujets respectifs doit être entendue, avec cette restriction, que le gouvernement portugais se réserve la faculté de maintenir les réglements spéciaux actuellement en vigueur et d'en promulguer de nouveaux, quand il le jugera à propos, relativement au commerce des vins du Douro et à l'exportation des sels de Sétubal. Il est convenu, toutefois, que les citoyens français seront, sous ce rapport, traités comme ceux de la nation la plus favorisée.

Art. V. Seront respectivement considérés comme bâtiments français ou portugais, ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux États, seront, 1° possédés, navigués et enregistrés selon les lois de leur pays; 2° munis de titres ou patentes régulièrement délivrés par les autorités compétentes, à la condition toutefois que le capitaine sera national, c'est-à-dire citoyen du pays dont il porte le pavillon, et que les trois quarts de l'équipage seront nationaux d'origine et de domicile, ou, s'ils sont étrangers d'origine, qu'ils aient résidé dix ans au moins dans les pays respectifs.

Art. VI. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux États aucun privilége ni au-

1853 cune faveur qui ne le soit également, aux navires de l'autre puissance, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments français et les bâtiments portugais soient respectivement traités avec une parfaite égalité.

Art. VII. Les capitaines et patrons des bâtiments français et portugais seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront, en conséquence, librement se servir soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf dans les cas prévus par le Code de commerce français et par le Code de commerce portugais, aux dispositions desquels la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. VIII. Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets et citoyens respectifs, qui auraient été pris par des pirates et conduits ou trouvés dans les ports de la domination de l'un ou l'autre pays, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux respectifs, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite, dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoir ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. IX. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation légalement faite, dans le royaume de Portugal et dans ses possessions où le commerce étranger est ou viendrait à être permis, des articles provenant du sol ou de l'industrie de France, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation, dans les ports de France et de ses possessions, des articles provenant du sol ou de l'industrie du royaume de Portugal et de ses possessions, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles, provenant du sol ou de l'industrie de la nation la plus favorisée.

Le même principe sera observé à l'égard des droits d'exportation et de transit.

Les hautes parties contractantes s'engagent à ne point frapper de prohibition, soit l'importation d'aucun article provenant du sol ou de l'industrie de l'autre pays, soit l'exportation d'aucun article de commerce pour l'autre pays, à moins que les mêmes prohibitions ne s'étendent également à tout autre État étranger.

Art. X. Les produits de toute nature, importés directement dans les ports de France ou de Portugal par les navires de l'une ou l'autre puissance, pourront y être livrés à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin, être mis en entrepôt au gré du propriétaire ou de ses ayant-cause ; le tout, sans être assujettis

à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance ou autres 1853
charges de même nature plus forts que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. XI. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Portugal par navires français, ou de France par navires portugais, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes, restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des deux pays, à la navigation nationale.

Toutefois, il est fait exception à ce qui précède, en ce qui concerne les avantages et encouragements particuliers dont la pêche nationale est ou pourra être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. XII. Les navires français entrant dans un port de Portugal, et, réciproquement, les navires portugais entrant dans un port de France et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et réglements des États respectifs, conserver à leur port la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison aucuns droits, de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. XIII. Les navires français venant directement des ports de France avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de Portugal, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quaiage, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition et autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles en Portugal les navires portugais venant des mêmes lieux ou ayant la même destination.

Par réciprocité et jusqu'à ce qu'il convienne au Portugal d'exempter ses propres navires de tout droit de tonnage, ancrage, lestage ou autre, comme la France le fait pour les siens, les navires portugais venant directement des ports du Portugal avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de France, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage que ceux que les

1853 navires français auront à payer en Portugal, conformément à la stipulation qui précède. Ils seront d'ailleurs assimilés aux navires français pour tous les autres droits ou charges énumérés dans le présent article.

Art. XIV. Seront complétement affranchis des droits de tonnage, d'expédition, de phare, de port et autres droits de même nature dans les ports respectifs, 1° les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en ressortiront sur lest; 2° les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits; 3° les bateaux à vapeur affectés au service de la poste, des voyageurs et des bagages, et ne faisant aucune opération de commerce; 4° les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Néanmoins, dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 du présent article, les navires portugais venant en France des possessions britanniques en Europe, autrement qu'en relâche forcée, payeront les mêmes droits de tonnage que les navires français.

Art. XV. Les navires à vapeur portugais affectés à un service régulier et périodique entre les ports de Portugal et ceux d'un autre pays quelconque qui, durant leur trajet, soit à l'aller, soit au retour, feront escale dans les ports de Bordeaux ou du Havre, seront, en tout ce qui concerne les taxes affectant le corps des navires, assimilés, dans ces mêmes ports, au pavillon national.

Et, réciproquement, les navires à vapeur français affectés à un service régulier et périodique entre les ports de France et ceux d'un autre pays quelconque, qui, durant leur trajet, soit à l'aller, soit au retour, feront escale dans les ports de Porto ou de Lisbonne, seront, en tout ce qui concerne les taxes affectant le corps des navires, assimilés, dans ces mêmes ports, rades ou havres, au pavillon portugais.

Art. XVI. En ce qui concerne le cabotage, les navires des deux

nations seront traités de part et d'autre sur le même pied que les 1853
navires des nations les plus favorisées.

Art. XVII. Les navires français pourront faire voile, de quelque port que ce soit des possessions de la France, pour toutes les possessions du Portugal où le commerce étranger est ou viendrait à être permis, et importer dans ces possessions toutes marchandises, produits du sol ou des manufactures de France, ou de quelque pays que ce soit soumis à la domination française, à l'exception de celles dont l'importation dans ces possessions serait prohibée, ou ne serait permise que des pays soumis à la domination portugaise, et lesdits navires français et lesdites marchandises importées sur ces navires ne seront pas assujettis, dans les possessions du Portugal, à des droits plus élevés ni à d'autres droits que ceux auxquels seraient assujettis les navires des nations les plus favorisées important lesdites marchandises de quelque pays étranger que ce soit, et lesdites marchandises elles-mêmes.

Réciproquement, les navires portugais pourront faire voile, de quelque port que ce soit des pays soumis à la domination de S. M. très-fidèle, pour toutes les possessions de la France, et importer dans ces possessions toutes marchandises, produits du sol ou des manufactures de Portugal, ou de quelque pays que ce soit soumis à la domination portugaise, à l'exception de celles dont l'importation dans ces possessions serait prohibée, ou ne serait permise que des pays soumis à la domination française, et lesdits navires portugais et lesdites marchandises importées sur ces navires ne seront pas assujettis, dans les possessions de la France, à des droits plus élevés ni à d'autres droits que ceux auxquels seraient assujettis les navires de la nation la plus favorisée important lesdites marchandises de quelque pays étranger que ce soit, et lesdites marchandises elles-mêmes.

Art. XVIII. Les navires français pourront exporter de toutes les possessions du Portugal toutes marchandises dont l'exportation de ces possessions, par navires autres que ceux portugais, ne serait point prohibée, et lesdits navires et lesdites marchandises exportées par ces navires ne seront pas assujettis à des droits plus élevés ou à d'autres droits que ceux auxquels seraient assujettis les navires de la nation la plus favorisée exportant lesdites marchandises, et lesdites marchandises elles-mêmes, et ils auront droit aux mêmes primes, remboursements de droits et autres concessions de cette nature auxquelles pourraient prétendre les navires de la nation la plus favorisée.

Il est accordé réciproquement dans toutes les possessions de la

1853 France les mêmes facilités et priviléges pour l'exportation sur navires portugais de toutes marchandises dont l'exportation de ces possessions par navires autres que ceux français ne serait point prohibée.

Art. XIX. Les stipulations précédentes ne feront pas obstacle au droit que se réserve le gouvernement portugais d'accorder par contrat, dans les pays soumis à la domination de S. M. très-fidèle, la vente exclusive de l'ivoire, du lichen, de l'or en poudre, du savon, de la poudre et du tabac pour la consommation du pays.

Il demeure entendu que, dans le cas où le commerce des marchandises susmentionnées deviendrait libre en totalité ou en partie dans les États de S. M. très-fidèle, les citoyens français seront admis à en trafiquer aussi librement que les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. XX. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilége, faveur ou immunité à un autre État, qu'il ne soit aussi et à l'instant même étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

Art. XXI. Les bâtiments de guerre et les paquebots de l'État de l'une des deux hautes parties contractantes pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre, dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. XXII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls nommés par la France en Portugal et dans les possessions portugaises où le commerce étranger est ou viendrait à être permis, et par le Portugal, en France et dans les possessions françaises, seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon la forme établie dans les territoires respectifs.

Art. XXIII. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ainsi que leurs chanceliers, jouiront dans les deux pays ou dans leurs possessions respectives des priviléges généralement attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, ordinaires ou extraordinaires, à moins, toutefois, qu'ils ne soient citoyens du pays dans lequel ils résident ou qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et contributions que les autres particuliers. Il est bien entendu que les contributions auxquelles l'un de ces

agents pourrait être sujet, à raison des propriétés foncières qu'il 1853
posséderait en France ou en Portugal, ne seront point comprises dans l'exemption ci-dessus mentionnée.

Art. XXIV. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs jouiront, en outre, de l'immunité personnelle, excepté pour les faits et actes que la législation pénale des deux pays qualifie de crimes et punit comme tels; et s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Ils pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de leur nation avec une inscription portant ces mots, *Consulat de France* ou *Consulat de Portugal;* et aux jours de solennités publiques, nationales ou religieuses, ils pourront aussi arborer sur la maison consulaire un pavillon aux couleurs de leur pays. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront avant tout à désigner aux matelots ou aux nationaux l'habitation consulaire.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, et leurs chanceliers, ne pourront être sommés à comparaître comme témoins devant les tribunaux quand la justice du pays aura besoin de prendre quelque déclaration juridique de leur part; elle devra la leur demander par écrit ou se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls ou vice-consuls, leurs chanceliers seront, de plein droit, admis à gérer par intérim les affaires desdits consulats généraux, consulats ou vice-consulats, sans empêchement ni obstacle de la part des autorités locales, qui leur donneront, au contraire, dans ce cas, toute aide ou assistance, et les feront jouir, pendant la durée de leur gestion intérimaire de tous les droits, priviléges et immunités stipulés dans le présent traité en faveur des consuls généraux, consuls et vice-consuls.

Art. XXV. Les archives, et en général les papiers des chancelleries des consulats respectifs seront inviolables, et, sous aucun prétexte, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. XXVI. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls des deux pays pourront s'adresser aux autorités de leur résidence, et, au besoin, à défaut d'agent diplomatique de leur nation, recourir au gouvernement suprême de l'État auprès duquel ils exercent leurs fonctions, pour réclamer contre toute infraction qui aurait été commise par des autorités ou fonctionnaires dudit État aux traités ou

1853 conventions existant entre les deux pays, ou contre tout autre abus dont auraient à se plaindre leurs nationaux, et ils auront le droit de faire toutes les démarches qu'ils jugeraient nécessaires pour obtenir prompte et bonne justice.

Art. XXVII. Les consuls, dûment autorisés par leurs gouvernements, seront libres d'établir des agents consulaires ou vice-consuls dans les différents ports, villes ou lieux de leur arrondissement consulaire où le bien du service qui leur est confié l'exigera, sauf, bien entendu, l'approbation et l'*exéquatur* des gouvernements respectifs. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront, d'ailleurs, des mêmes priviléges et immunités stipulés par le présent traité en faveur des consuls, sauf les exceptions consacrées par l'article XXIII.

Art. XXVIII. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs auront le droit de recevoir dans leur chancellerie, au domicile des parties ou à bord des navires, les déclarations et autres actes que les capitaines, équipages, passagers, négociants ou citoyens de leur nation voudront y passer, même leurs testaments ou dispositions de dernière volonté et tous autres actes notariés; les expéditions desdits actes, dûment légalisées par les consuls ou vice-consuls et munies du cachet officiel de leur consulat, feront foi en justice, devant tous tribunaux, juges et autorités de France et de Portugal, au même titre que les originaux, et auront respectivement la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant les notaires, écrivains ou autres officiers publics compétents du pays.

Art. XXIX. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux, morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteur testamentaire, 1° apposer les scellés, soit d'office, soit à la requête des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister, et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux qui auront été apposés par le consul, et, dès-lors, ces doubles scellés ne pourront être levés que de concert; 2° dresser aussi, en présence de l'autorité compétente du pays, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession; 3° faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des objets mobiliers dépendants de ladite succession; enfin, administrer et liquider personnellement ou nommer sous leur responsabilité un agent pour l'administrer et la liquider sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opéra-

tions, à moins que les intéressés eux-mêmes ne réclament cette intervention, auquel cas, s'il survient quelques difficultés entre les intéressés, elles seront jugées par les tribunaux du pays, le consul agissant alors comme représentant de la succession. 1853

Mais lesdits consuls généraux, consuls ou vice-consuls seront tenus de faire annoncer la mort du défunt dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arrondissement, et ils ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires, qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Art. XXX. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux pays seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire. Cependant les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui surviendraient entre les hommes, le capitaine et les officiers de l'équipage; mais les autorités locales pourront intervenir lorsque les désordres survenus seront de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans les ports, et pourront également connaître de ces différends, lorsqu'une personne du pays ou une personne étrangère à l'équipage s'y trouvera mêlée. Dans tous les autres cas, lesdites autorités se borneront à prêter main-forte aux consuls généraux, consuls et vice-consuls lorsque ceux-ci la requerront, pour faire arrêter et conduire en prison ceux des individus de l'équipage qu'ils jugeraient à propos d'y envoyer à la suite de ces différends.

Art. XXXI. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots et toutes les autres personnes faisant régulièrement partie des équipages des bâtiments de leur nation respective à un autre titre que celui de passager, qui auraient déserté desdits bâtiments. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment et du rôle d'équipage, ou, si le navire était parti, par copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et

1853 arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce que lesdits agents aient trouvé une occasion de les renvoyer dans leur pays sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait point dans un délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de l'emprisonnement n'étaient point régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seraient remis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. XXXII. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français, naufragés ou échoués sur les côtes du Portugal ou des possessions portugaises, seront dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de France; et, réciproquement, les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Portugal dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de France ou des possessions françaises.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays, pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls et vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XXXIII. Toutes les fois qu'il n'y aura pas des stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer,

en se rendant à l'un des ports respectifs, seront réglées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de leur nation, à moins cependant que des habitants du pays où résident les consuls ne se trouvassent intéressés dans les avaries, auquel cas, à moins de compromis amiable entre toutes les parties intéressés, elles devraient être réglées par l'autorité locale. 1853

Art. XXXIV. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs, ainsi que leurs chanceliers, jouiront dans les deux pays, et sous condition de réciprocité, de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui seraient déjà accordés ou qui pourraient par la suite être concédés aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XXXV. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Lisbonne dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

Il aura force et valeur durant six années, à dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Si, à l'expiration des six années, le présent traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance, il continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, etc.

DEUX-SICILES ET TOSCANE.

Traité de commerce et de navigation entre les Deux-Siciles et la Toscane, signé à Naples, le 10 Mars 1853.

Art. I. Vi sarà tra' Dominj delle alte Parti contraenti libera reciprocità di commercio e di navigazione. I Loro rispettivi sudditi potranno liberamente viaggiare, risedere e trafficare in qualunque parte degli Stati di ciascuna di esse; ed a tale effetto godranno della stessa sicurezza e protezione di che godono gli abitanti del paese dove essi riseggono, a condizione però di sottoporsi alle leggi ed a' regolamenti di polizia che vi sono o vi saranno in vigore.

1853 Non saranno i medesimi obbligati sotto verun pretesto a pagare altre tasse o imposte che quelle le quali sono pagate o potranno pagarsi dalle Nazioni più favorite.

Saranno essi esenti da qualunque servizio sia per terra, sia per mare, da prestiti forzati e da ogni contribuzione straordinaria, purchè però non siano generali o stabiliti per legge. Le loro abitazioni, i magazzini e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per oggetti di commercio o di residenza, saranno rispettati, non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie, nè potrà farsi alcun esame o ispezione arbitraria dei loro libri, carte o conti commerciali, nè potranno tali operazioni altrimenti praticarsi che in seguito di sentenza legale de' Tribunali competenti.

Le alte Parti contraenti si compromettono di guarentire in tutte le occasioni a' sudditi dell' altra di Esse, che riseggono ne' propri Dominj, la conservazione delle loro proprietà e della loro sicurezza personale, nello stesso modo che è guarentita a' suoi sudditi ed a' sudditi o cittadini delle Nazioni più favorite.

Art. II. I sudditi di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana non saranno sottoposti ne' Dominj di Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie ad un sistema di esame e di perquisizione più rigoroso, che i sudditi di Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie, per parte degli Uffiziali doganali.

E dell' istessa maniera i sudditi di Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie non saranno sottoposti ne' Dominj di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana ad un sistema più rigoroso di esame e di perquisizione per parte degli Uffiziali doganali, che i sudditi di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana.

Art. III. I sudditi dell' una delle due alte Parti contraenti potranno ne' Dominj dell' altra liberamente trattare i loro affari da sè stessi, o commetterli alla gestione di quelle persone che giudicheranno a proposito di nominare come loro mezzani, fattori o agenti, e non saranno essi impediti nella scelta delle persone che potranno agire in tale qualità, nè tenuti a pagare alcun salario o rimunerazione ad alcuna persona che non sia di loro scelta.

Una libertà assoluta sarà data in tutte le circostanze al compratore ed al venditore di trattare insieme e di fissare il prezzo di un effetto e di una mercanzia qualunque immessa negli Stati dell' una e dell' altra Parte contraente, o esportata da essi, salvo in generale gli affari pe' quali le leggi e gli usi del paese esigono l' azione di agenti speciali.

Art. IV. I prodotti del suolo e dell' industria dell' uno dei due paesi, immessi dall' uno nell' altro sia per terra sia per mare,

saranno tassati nello stesso modo che gli stessi prodotti immessi da 1853
ogni altro paese qualunque, e non saranno sottoposti ad alcun dazio doganale diverso o più elevato.

Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana e Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie si obbligano di non accordare ai sudditi o cittadini di alcun'altra Potenza, in materia di commercio o di navigazione, alcun privilegio, favore o immunità, senza estenderlo nel tempo stesso al commercio ed alla navigazione dell'altro paese, gratuitamente se la concessione sarà stata fatta a titolo gratuito, e mediante una compensazione equivalente per quanto sarà possibile di valore e di effetto, da stabilirsi di comune accordo, se la stessa sarà fatta a titolo oneroso.

Art. V. Tutte le produzioni del suolo e della industria dei due paesi e de' loro rispettivi Dominj, provenienti dall' uno e potendo essere legalmente immesse, depositate o immagazzinate nell' altro, saranno sottoposte agli stesi dazj e godranno degli stessi privilegj, sia che vengano immesse, depositate o immagazzinate per mezzo di bastimenti toscani, o per bastimenti delle Due Sicilie, ne' porti degli Stati delle due alte Parti contraenti.

Nello stesso modo tutte le produzioni che potranno essere legalmente esportate o riesportate da uno de' due paesi nell' altro, saranno sottoposte a' medesimi dazj e godranno dei medesimi privilegj, riduzioni, benefizj, concessioni e restituzioni, sia che vengano esportate o riesportate con bastimenti dell' uno o dell' altro paese.

Art. VI. I bastimenti toscani arrivando ne' porti del Regno delle Due Sicilie, e reciprocamente i bastimenti siciliani giungendo ne' porti del Granducato di Toscana, saranno trattati ne' due paesi, al loro arrivo, durante la loro dimora ed alla loro uscita, sullo stesso piede che i bastimenti nazionali, per tutto quanto risguarda i diritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto, di fanale, di quarantena, di darsena e patente, ed altri carichi che gravitano sullo scafo del bastimento, sotto qualunque denominazione, sia che i diritti sopra trascritti si paghino in favore dello Stato, sia delle città o di altro stabilimento particolare qualunque, così ne' porti come nelle rade e darsene rispettive, sempre che questi bastimenti vengano direttamente da uno de' porti del Granducato in uno de' porti del Regno delle Due Sicilie, o da uno de' porti del Regno delle Due Sicilie in uno de' porti del Granducato, se carichi, o per qualunque sorta di viaggio se vengono in zavorra.

Non s' intende con ciò innovato quanto esiste per le discipline e le regole vigenti per le darsene ed i porti militari, rispetto ai quali i bastimenti toscani nel Regno delle Due Sicilie ed i bastimenti sici-

1853 liani in Toscana avranno rispettivamente titolo ad essere trattati soltanto come i legni della Nazione più favorita.

Art. VII. Le stipulazioni del presente Trattato non si applicheranno affatto alla navigazione di costa o cabotaggio, che si fa da un porto all' altro in ciascuno de' due paesi pel trasporto di persone, di merci e di oggetti di commercio da bastimenti a vela o a vapore; un tale modo di trasporto essendo esclusivamente riservato ai bastimenti nazionali.

Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle due Parti contraenti potranno disbarcare una parte del carico proveniente dallo straniero in un porto degli Stati dell' altra, e disbarcare il resto in uno o più porti dello Stato medesimo, e del pari prendere una porzione del carico destinato per l' estero in uno o più porti dello stesso, senza perciò pagare alcun diritto di dogana o di navigazione diverso da quello che pagasi da' legni del proprio paese, o da quelli delle Nazioni più favorite, essendo nella intelligenza delle Parti che, allo effetto di che si tratta, le accennate operazioni non debbano considerarsi come cabotaggio.

Art. VIII. La nazionalità de' bastimenti sarà riconosciuta ed ammessa a seconda delle leggi e de' regolamenti particolari a ciascuno Stato per mezzo delle patenti o spedizioni marittime, e delle carte di bordo, rilasciate a' rispettivi Capitani e Padroni dalle Autorità competenti.

Art. IX. Per effetto delle stipulazioni che precedono, e sulla considerazione che alcun premio, rimessa o rimborso di diritti non esiste ne' Dominj di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana in pregiudizio del commercio e della navigazione delle Due Sicilie, Sua Maestà il Re in reciprocanza dichiara che ogni premio, rimessa o rimborso di diritti esistenti ne' suoi Reali Dominj in pregiudizio del commercio e della navigazione del Granducato è e rimane abolito.

Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana e Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie dichiarano inoltre, che per la durata del presente Trattato niun dazio differenziale sarà istituito a svantaggio de' bastimenti coperti dalla bandiera delle due alte Parti contraenti.

In conseguenza Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie promette, a' termini delle condizioni contenute nello Articolo V, che mentre durerà il presente Trattato la riduzione del dieci per cento, di cui gode la Sua Real Bandiera sopra i diritti risultanti dalle tariffe doganali, sarà del pari estesa alle produzioni del suolo e della in-

dustria del Granducato di Toscana, che saranno importate ne' Suoi Reali Dominj da bastimenti di commercio toscani. 1853

E Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, in compensamento della detta concessione del dieci per cento, dichiara che i bastimenti coverti della Bandiera delle Due Sicilie, non solo nel loro commercio diretto tra i rispettivi Dominj delle alte Parti contraenti, ma benanche nel loro commercio indiretto con la Toscana, continueranno ad esser trattati, così pe' diritti di navigazione come per quelli di dogana, in perfetta parità a' bastimenti toscani, salvo quanto è pattuito all' Art. VII rispetto alla navigazione di cabotaggio.

Art. X. Se alcun bastimento da guerra o mercantile farà naufragio sulle coste degli Stati di ciascuna delle alte Parti contraenti, tali bastimenti o qualunque parte di essi, ed attrezzi ed appartenenze de' medesimi, ed ogni altro effetto e mercanzia che sarà salvata da essi, o il prodotto se venduto, sarà fedelmente restituito il più presto che si potrà a' proprietarj sulla loro richiesta, o di agenti debitamente da loro autorizzati; e se non vi siano tali proprietarj o agenti sul luogo, allora siffatti effetti e mercanzie, o il loro prodotto, del pari che tutte le carte ritrovate a bordo de' bastimenti naufragati, saranno consegnate al Console o Viceconsole napoletano o toscano, nel cui distretto il naufragio ha potuto aver luogo; e tale Console o Viceconsole, proprietarj o agenti pagheranno solamente le spese incorse per la conservazione della proprietà, insieme con la rata di salvetaggio e le spese di quarantena che sarebbero pagabili in un simile caso di naufragio di un bastimento nazionale; e gli effetti e le mercanzie salvate dal naufragio non saranno soggette a dazio, a meno che esse non siano destinate per immissione, esentandosi in questo caso lo scafo e gli attrezzi del bastimento salvato dal naufragio. Beninteso che in caso di qualunque legale reclamo su di tale naufragio, effetti e mercanzie, lo stesso sarà deferito alla decisione dei Tribunali competenti del paese.

Art. XI. Tutti i bastimenti mercantili attenenti ad uno de' due Stati, che per forza di mare saranno costretti ad approdare ne' porti de' Dominj dell' altro, andranno esenti da ognuno di quei diritti di porto e di navigazione, che si riscuotono negli Stati rispettivi ne' casi di approdi ordinarj, sempre che siano chiare ed evidenti le cause che resero il rilascio indispensabile, ed il soggiorno non si prolunghi al di là del tempo da quelle strettamente voluto, e non abbiano luogo, per parte de' bastimenti medesimi, operazioni di commercio mediante imbarco o disbarco di mercanzie.

Non saranno però a considerarsi per operazioni di commercio i disbarchi ed i nuovi imbarchi motivati dal bisogno esclusivo di res-

1853 taurare il bastimento dalle sofferte avarie. E nulla poi rimane innovato quanto all' obbligo di osservare rigorosamente, anche ne' casi di approdo forzato, le regole e le discipline sanitarie prescritte negli Stati rispettivi.

Art. XII. I Consoli, Viceconsoli e gli altri Agenti commerciali riconosciuti di ciascuna delle due alte Parti contraenti, godranno negli Stati dell' altra degli stessi privilegj e poteri, de' quali godono quelli delle Nazioni più favorite; ma nel caso in cui i detti Consoli ed Agenti commerciali volessero esercitare il commercio, saranno soggetti alle stesse leggi ed usi a' quali sono sottoposti i particolari della loro nazione nel luogo dove riseggono.

I Consoli, Viceconsoli e gli altri Agenti commerciali de' due paesi potranno come tali essere arbitri nelle questioni civili derivanti da contratti fatti altrove tra' Capitani e gli equipaggi de' bastimenti della loro nazione, sempre che non vi siano interessati i sudditi della Potenza presso la quale riseggono; e le Autorità locali non potranno intervenire o prendervi parte che ne' soli casi in cui la condotta del Capitano e degli equipaggi turbasse l' ordine pubblico o la tranquillità del paese. Tuttavolta questa specie di arbitramento non potrà privare le parti contendenti del diritto che hanno di richiamarsene al loro ritorno alle Autorità giudiziarie del proprio paese.

Art. XIII. I Consoli, i Viceconsoli e gli altri Agenti commerciali riconosciuti di ciascuna delle due alte Parti contraenti, residenti negli Stati dell' altra, riceveranno dalle Autorità locali tutta l'assistenza che potrà legalmente essere ad essi accordata per la restituzione de' disertori delle navi da guerra o mercantili dei loro paesi rispettivi.

Art. XIV. Il presente Trattato avrà la durata dal giorno in cui saranno cambiate le ratifiche sino al trentuno Dicembre del milleottocentocinquantacinque, potendo a quell' epoca le due alte Parti contraenti usare della facoltà d' intavolare trattative per una novella Convenzione sulle basi che l'interesse della navigazione delle rispettive bandiere saprà suggerire.

Art. XV. Il presente Trattato di navigazione e di commercio sarà ratificato, e ne saranno scambiate in Napoli le ratifiche allo spirare di un mese dal giorno della sottoscrizione e più presto se sia possibile.

In fede di che, etc.

Dichiarazione. 1853

Il sottoscritto Cavaliere Bargagli, incaricato di una missione speciale di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, ha l'onore di partecipare a S. E. il Signor Commendatore Carafa, incaricato del Portafoglio del Ministero degli Affari esteri, che il Governo granducale, informato che quello delle Due Sicilie è pronto ad accordare il trattamento nazionale alla bandiera toscana nel commercio diretto tra i due paesi, ed estenderlo anche nel caso di toccate intermedie, ha autorizzato il sottoscritto a dichiarare, che

I. Fino ad una disposizione contraria denunziata reciprocamente almeno tre mesi innanzi, durante il Trattato firmato il dì 10 Marzo 1853 i bastimenti di commercio del Regno delle Due Sicilie del pari che quelli del Granducato di Toscana, a destinazione dell' uno o dell' altro dei due paesi, potranno non solamente ai termini del Trattato medesimo esser caricati con produzioni del loro suolo ed industria, ma ancora essi bastimenti non trovandosi, alla loro spedizione dai porti del Regno delle Due Sicilie o da quelli della Toscana per una destinazione tale come quella qui appresso indicata, caricati che in parte di queste medesime produzioni, o avendo disbarcato nel loro viaggio una parte del loro carico primitivo, avranno la facoltà di completare i loro carichi nei porti stranieri intermedj, continuando sempre a godere senza riserva dei vantaggi tali che trovansi stipulati pel Trattato suddetto conchiuso tra il Gabinetto di Toscana e quello di Napoli il dì 10 Marzo 1853.

II. Ogni qualvolta che le produzioni del suolo o dell'industria del Regno delle Due Sicilie e della Toscana saranno importate direttamente dall' un paese nell' altro con bastimenti delle due Nazioni, esse godranno dei vantaggi stipulati nell' anzidetto Trattato senza che abbiano bisogno di esser munite di certificati di origine.

Il Cav. Bargagli si dà premura di trasmettere questa dichiarazione a S. E. il Sig. Commendatore Carafa, affinchè essa possa avere un reciproco effetto contemporaneamente al Trattato stipulato fino di jeri, ed ha quindi l'onore di profittare di questa favorevole circostanza per rinnovare all' E. S. le proteste della più alta considerazione.

Napoli, 11 Marzo 1853.

(*Signature.*)

(Une semblable déclaration a été transmise par le gouvernement des Deux-Siciles à celui de la Toscane.)

1853

ÉTATS DU ZOLLVEREIN.

Traité entre les États de l'Association de douanes et de commerce d'Allemagne sur la prolongation du Zollverein *et l'annexion du* Steuer-Verein, *conformément aux dispositions du traité du 7 Septembre 1851* [1], *conclu entre la Prusse et Hanovre, signé à Berlin, le 4 Avril 1853, avec les trois conventions spéciales y faisant suite.*

Nachdem die Regierungen von Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, der bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt,

im Anerkenntniss der wohlthätigen Wirkungen, welche der auf den Verträgen vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, vom 12. Mai und 10. December 1835, vom 2. Januar 1836 und vom 8. Mai, 19. Oktober und 13. November 1841 beruhende Zoll- und Handelsverein, den bei dessen Gründung gehegten Absichten entsprechend, für den Handel und gewerblichen Verkehr der daran betheiligten Staaten herbeigeführt hat, und welche von einer weiteren Ausdehnung des gegenseitig freien Handels und gewerblichen Verkehrs zwischen Ihren Staaten für die Wohlfahrt Ihrer Unterthanen und zugleich für die Beförderung der allgemeinen Handels- und Verkehrsfreiheit in Deutschland zu erwarten stehen,

in dem Wunsche übereingekommen sind, sowohl den Fortbestand des gedachten Zoll- und Handelsvereins sicherzustellen, als auch den Steuerverein, auf Grund des zwischen den Regierungen von Preussen und Hannover am 7. September 1851 abgeschlossenen Vertrages, welchem Oldenburg durch Vertrag vom 1. März 1852 beigetreten ist, mit diesem Vereine zu vereinigen: so sind zur Erreichung dieser Zwecke Verhandlungen gepflogen worden, wozu als Bevollmächtigte ernannt haben:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

[1] Nous avons cru devoir nous dispenser à faire entrer dans notre *Recueil*, le texte de ce traité, attendu que, par l'article 14, qui fixe le terme du traité au 31 Décembre 1865, il est stipulé que, si un traité général venait à être conclu entre tous les États de l'Association de douanes et de commerce allemande, avant ce terme, le traité cesserait d'être en vigueur.

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist. 1853

Art. I. Der zwischen den Königreichen Preussen, Bayern, Sachsen und Württemberg, dem Grossherzogthum Baden, dem Kurfürstenthum und dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, den Herzogthümern Braunschweig und Nassau und der freien Stadt Frankfurt, Behufs eines gemeinsamen Zoll- und Handelssystems errichtete Verein wird vorläufig auf weitere zwölf Jahre, vom 1. Januar 1854 anfangend, also bis zum letzten Dezember 1865, fortgesetzt.

Für diesen Zeitraum bleiben die Zollvereinigungs-Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, vom 12. Mai und 10. Dezember 1835, vom 2. Januar 1836 und vom 8. Mai, 19. Oktober und 13. November 1841 auch ferner in Kraft.

Art. II. Der zwischen dem Königreich Hannover, dem Herzogthum Oldenburg und den ihnen angeschlossenen Gebieten dermalen bestehende Steuerverein wird, vom 1. Januar 1854 an, mit dem zwischen den übrigen kontrahirenden Staaten im Artikel I erneuerten Zollvereine verbunden, dergestalt, dass beide Vereine für die Dauer der im Artikel I erwähnten Vertrags-Periode einen durch ein gemeinsames Zoll- und Handelssystem verbundenen, und alle darin begriffenen Länder umfassenden Gesammtverein bilden.

Die Rechte und Verpflichtungen, welche in den, im Artikel I genannten Zollvereinigungs-Verträgen gegenseitig zugestanden und übernommen sind, sollen, soweit nicht etwas Anderes besonders verabredet ist, auch dem Königreiche Hannover und dem Herzogthum Oldenburg zustehen und obliegen und zwar sowohl in dem Verhältniss beider Staaten zu einander, als auch in dem Verhältniss eines jeden derselben zu den übrigen kontrahirenden Staaten. Zur Feststellung der erwähnten Rechte und Verpflichtungen wird der Inhalt jener Verträge mit diesen besonderen Verabredungen in Nachstehendem aufgenommen.

Art. III. In den Gesammtverein sind insbesondere auch diejenigen Staaten einbegriffen, welche schon früher entweder mit ihrem ganzen Gebiete, oder mit einem Theile desselben dem Zoll- und Handelssysteme eines oder des anderen der kontrahirenden Staaten beigetreten sind, unter Berücksichtigung ihrer auf den Beitrittsverträgen beruhenden besonderen Verhältnisse zu den Staaten, mit welchen sie jene Verträge abgeschlossen haben.

Art. IV. Dagegen bleiben von dem Gesammtvereine vorläufig ausgeschlossen diejenigen einzelnen Landestheile der kontrahirenden

1853 Staaten, welche sich ihrer Lage wegen zur Aufnahme in den Gesammtverein nicht eignen.

Hierbei werden jedoch in Beziehung auf die schon bisher zum Zollvereine gehörigen Staaten diejenigen Anordnungen aufrecht erhalten, welche rücksichtlich des erleichterten Verkehrs der ausgeschlossenen Landestheile mit dem Hauptlande gegenwärtig bestehen.

Weitere Begünstigungen dieser Art können nur im gemeinschaftlichen Einverständnisse der Vereinsglieder bewilligt werden.

Art. V. In den Gebieten der kontrahirenden Staaten sollen übereinstimmende Gesetze über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben bestehen, dabei jedoch diejenigen Modifikationen zulässig sein, welche, ohne dem gemeinsamen Zwecke Abbruch zu thun, aus der Eigenthümlichkeit der allgemeinen Gesetzgebung eines jeden Theil nehmenden Staates oder aus lokalen Interessen sich als nothwendig ergeben. Bei dem Zolltarife namentlich sollen hierdurch in Bezug auf Eingangs- und Ausgangs-Abgaben bei einzelnen, weniger für den grösseren Handels-Verkehr geeigneten Gegenständen, und in Bezug auf Durchgangs-Abgaben, je nachdem der Zug der Handelsstrassen es erfordert, solche Abweichungen von den allgemein angenommenen Erhebungssätzen, welche für einzelne Staaten als vorzugsweise wünschenswerth erscheinen, nicht ausgeschlossen sein, sofern sie auf die allgemeinen Interessen des Vereins nicht nachtheilig einwirken.

Desgleichen soll auch die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und die Organisation der dazu dienenden Behörden in allen Ländern des Gesammtvereins, unter Berücksichtigung der in denselben bestehenden eigenthümlichen Verhältnisse, auf gleichen Fuss gebracht werden.

Art. VI. Veränderungen in der Zollgesetzgebung, mit Einschluss des Zolltarifs und der Zollordnung, sowie Zusätze und Ausnahmen können nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesammtvereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dies gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. VII. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages tritt zwischen den kontrahirenden Staaten Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beide in den folgenden Artikeln bestimmt werden.

Art. VIII. Es hören von diesem Zeitpunkte an alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen

Landesgrenzen der schon jetzt zum Zollverein gehörenden Staaten 1853
und der dermalen zum Steuerverein gehörenden Staaten auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes bereits befindlichen Gegenstände auch frei und unbeschwert in das andere Gebiet eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte

a) der zu den Staats-Monopolien gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz), nach Maassgabe der Artikel IX und X;

b) der im Innern der kontrahirenden Staaten mit einer Steuer belegten inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Artikels XI.

Art. IX. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es bei den in den kontrahirenden Staaten bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen sein Bewenden.

Art. X. In Betreff des Salzes treten die Königlich Hannoversche und die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung den zwischen den kontrahirenden Vereins-Regierungen getroffenen Verabredungen in folgender Art bei.

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinsstaaten ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen, und zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salz-Aemtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln Statt finden, welche von denselben für nöthig erachtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.

d) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen.

e) Wenn eine Regierung von einer anderen innerhalb des Gesammtvereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

Zu diesem Ende verpflichten sich die betheiligten Regierungen, auf den Privat-Salinen einen öffentlichen Beamten auf-

1853 zustellen, der den Umfang der Produktion und des Absatzes derselben überhaupt zu beobachten hat.

f) Wenn ein Vereinsstaat durch einen anderen oder aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden, jedoch werden, insofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheitsmaassregeln zur Verhinderung der Einschwärzung verabredet werden.

g) Da es, nach der bestimmten Erklärung der Königlich Hannoverschen Regierung, unübersteigliche Schwierigkeiten findet, im dortigen Gebiete den Verkauf des Salzes en gros, wie dies im übrigen Gebiete des Zollvereins geschieht, auf Rechnung des Staates zu übernehmen und zu beschränken, oder doch den jetzigen Betrag ihrer Salzsteuer zu erhöhen, so werden die Regierungen von Hannover und Oldenburg, um Einschwärzungen von Salz in die angrenzenden Vereinsstaaten, auch ohne die, in Folge der Zollvereinigung wegfallende strenge Grenzbewachung anzuwenden, die verbotene Salzeinfuhr nach diesen Staaten mit nachdrücklichen Strafen bedrohen und durch andere, näher verabredete Mittel zu deren Verhinderung mitwirken.

Art. XI. In Bezug auf diejenigen Bodenerzeugnisse, welche in den einzelnen Vereinsstaaten theils bei ihrer Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar bei ihrem Verbrauche mit einer inneren Steuer belegt sind (Artikel VIII, Litt. *b*), wird es von sämmtlichen kontrahirenden Theilen als wünschenswerth anerkannt, hierin eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Besteuerungssätze in den Vereinsstaaten thunlichst hergestellt zu sehen, und es wird daher auch ihr Bestreben auf Herbeiführung einer solchen Gleichmässigkeit, insbesondere durch Vereinigung mehrerer Staaten zu gleichen inneren Steuer-Einrichtungen, mit oder ohne Gemeinschaftlichkeit der Steuer-Erträge, gerichtet sein. Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, sollen hinsichtlich der vorbemerkten Steuern und des Verkehrs mit den davon betroffenen Gegenständen unter den Vereinsstaaten, zur Vermeidung der Nachtheile, welche aus einer Verschiedenartigkeit der inneren Steuer-Systeme überhaupt, und namentlich aus der Ungleichheit der Steuersätze, sowohl für die Produzenten, als für die Steuer-Einnahme der ein-

zelnen Vereinsstaaten erwachsen könnten — abgesehen von der 1853
Besteuerung des im Umfange des Zollvereins erzeugten Rübenzuckers, weshalb auf die besonders getroffenen Vereinbarungen Bezug genommen wird — folgende Grundsätze in Anwendung kommen.

I. *Hinsichtlich der ausländischen Erzeugnisse.*

Von allen Erzeugnissen, von welchen entweder auf die in der Zoll-Ordnung vorgeschriebene Weise dargethan wird, dass sie als ausländisches Ein- oder Durchgangsgut die zollamtliche Behandlung bei einer Erhebungsbehörde des Vereins bereits bestanden haben oder derselben noch unterliegen, oder von welchen, dafern sie zu den tarifmässig zollfreien gehören, durch Bescheinigungen der Grenz-Zollämter nachgewiesen wird, dass sie vom Auslande eingeführt worden sind, darf keine weitere Abgabe irgend einer Art, sei es für Rechnung des Staats oder für Rechnung von Kommunen und Korporationen, erhoben werden, jedoch — was das Eingangsgut betrifft — mit Vorbehalt derjenigen inneren Steuern, welche in einem Vereinsstaate auf die innere Verarbeitung oder auf anderweite Bereitungen aus solchen Erzeugnissen, ohne Unterschied des ausländischen, inländischen oder vereinsländischen Ursprungs allgemein gelegt sind.

II. *Hinsichtlich der inländischen und vereinsländischen Erzeugnisse.*

1. Von den innerhalb des Vereins erzeugten Gegenständen, welche nur durch einen Vereinsstaat transitiren, um entweder in einen anderen Vereinsstaat oder nach dem Auslande geführt zu werden, dürfen innere Steuern weder für Rechnung des Staats, noch für Rechnung von Kommunen oder Korporationen erhoben werden.

2. Jedem Vereinsstaate bleibt es zwar freigestellt, die auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche von Erzeugnissen ruhenden inneren Steuern beizubehalten, zu verändern oder aufzuheben, sowie neue Steuern dieser Art einzuführen, jedoch sollen

a) dergleichen Abgaben für jetzt nur auf folgende inländische und gleichnamige vereinsländische Erzeugnisse, als: Branntwein, Bier, Essig, Malz, Wein, Most, Cider (Obstwein), Tabak, Mehl und andere Mühlenfabrikate, desgleichen Backwaaren, Fleisch, Fleischwaaren und Fett gelegt werden dürfen. Auch wird man sich

1853 *b*) soweit nöthig, über bestimmte Sätze verständigen, deren Betrag bei Abmessung der Steuern nicht überschritten werden soll.

3. Bei allen Abgaben, welche in dem Bereiche der Vereinsländer hiernach zur Erhebung kommen, wird eine gegenseitige Gleichmässigkeit der Behandlung dergestalt Statt finden, dass das Erzeugniss eines anderen Vereinsstaates unter keinem Vorwande höher oder in einer lästigeren Weise, als das inländische oder als das Erzeugniss der übrigen Vereinsstaaten, besteuert werden darf. In Gemässheit dieses Grundsatzes wird Folgendes festgesetzt.

a) Vereinsstaaten, welche von einem inländischen Erzeugnisse keine innere Steuer erheben, dürfen auch das gleiche vereinsländische Erzeugniss nicht besteuern. Jedoch soll ausnahmsweise denjenigen Vereinsstaaten, in welchen kein Wein erzeugt wird, frei stehen, eine Abgabe von dem vereinsländischen Weine nach den besonders getroffenen Verabredungen zu erheben.

b) Diejenigen Staaten, in welchen innere Steuern von einem Konsumtions-Gegenstande bei dem Kaufe oder Verkaufe oder bei der Verzehrung desselben erhoben werden, dürfen diese Steuern von den aus anderen Vereinsstaaten herrührenden Erzeugnissen der nämlichen Gattung nur in gleicher Weise fordern; sie können dagegen die Abgabe von den nach anderen Vereinsstaaten übergehenden Gegenständen unerhoben, oder ganz oder theilweise zurückgeben lassen.

c) Diejenigen Staaten, welche innere Steuern auf die Hervorbringung oder Zubereitung eines Konsumtions-Gegenstandes gelegt haben, können den gesetzlichen Betrag derselben bei der Einfuhr des Gegenstandes aus anderen Vereinsstaaten voll erheben, und bei der Ausfuhr nach diesen Staaten theilweise oder bis zum vollen Betrage zurückerstatten lassen.

Welche, dem dermaligen Stande der Gesetzgebung in den gedachten Staaten entsprechende Beträge hiernach zur Erhebung kommen und beziehungsweise zurückerstattet werden können, ist besonders verabredet worden. Treten späterhin irgendwo Veränderungen in den für die inneren Erzeugnisse zur Zeit bestehenden Steuersätzen ein, so wird die betreffende Regierung den übrigen Vereins-Regierungen davon Mittheilung machen, und hiermit den Nachweis verbinden, dass die Steuer-Beträge, welche, in Folge der eingetretenen oder beabsichtigten Veränderung, von den vereinsländischen Erzeugnissen er-

hoben, und bei der Ausfuhr der besteuerten Gegenstände 1853
vergütet werden sollen, den vereinbarten Grundsätzen entsprechend bemessen seien.

d) So weit zwischen mehreren, zum Zollvereine gehörigen Staaten eine Vereinigung zu gleichen Steuer-Einrichtungen besteht, werden diese Staaten in Ansehung der Befugniss, die betreffenden Steuern gleichmässig auch von vereinsländischen Erzeugnissen zu erheben, als ein Ganzes betrachtet.

4. Die Erhebung der inneren Steuern von den damit betroffenen vereinsländischen Gegenständen soll in der Regel in dem Lande des Bestimmungsortes Statt finden, in sofern solche nicht, nach besonderen Vereinbarungen, entweder durch gemeinschaftliche Hebestellen an den Binnengrenzen, oder im Lande der Versendung für Rechnung des abgabeberechtigten Staates erfolgt. Auch sollen die, zur Sicherung der Steuer-Erhebung erforderlichen Anordnungen, soweit sie die, bei der Versendung aus einem Vereinsstaate in den anderen einzuhaltenden Strassen und Kontrolen betreffen, auf eine, den Verkehr möglichst wenig beschränkende Weise und nur nach gegenseitiger Verabredung, auch, dafern bei dem Transporte ein dritter Vereinsstaat berührt wird, nur unter Zustimmung des letzteren getroffen werden.

5. Die Erhebung von Abgaben für Rechnung von Kommunen oder Korporationen, sei es durch Zuschläge zu den Staatssteuern oder für sich bestehend, soll nur für Gegenstände, die zur örtlichen Konsumtion bestimmt sind, nach den deshalb getroffenen besonderen Vereinbarungen bewilligt werden, und es sollen dabei die vorstehend unter II. 2. *b* gegebene Bestimmung und der unter II. 3 ausgesprochene allgemeine Grundsatz wegen gegenseitiger Gleichmässigkeit der Behandlung der Erzeugnisse anderer Vereinsstaaten, eben so wie bei den Staatssteuern in Anwendung kommen.

Vom Taback dürfen Abgaben für Rechnung von Kommunen oder Korporationen überall nicht erhoben werden.

6. Die Regierungen der Vereinsstaaten werden sich gegenseitig

a) was die hier in Rede stehenden Staatssteuern betrifft, von allen noch gültigen Gesetzen und Verordnungen, ferner von allen in der Folge eintretenden Veränderungen, sowie von den Gesetzen und Verordnungen über neu einzuführende Steuern,

b) hinsichtlich der Kommunal- etc. Abgaben aber darüber, in welchen Orten, von welchen Kommunen oder Korporationen, von welchen Gegenständen, in welchem Betrage und auf welche Weise dieselben erhoben werden,

vollständige Mittheilung machen.

1853 Art. XII. Ueber die Besteuerung des im Umfange des Vereins aus Rüben bereiteten Zuckers ist unter den kontrahirenden Theilen die anliegende besondere Uebereinkunft getroffen worden, welche einen Bestandtheil des gegenwärtigen Vertrages bilden und ganz so angesehen werden soll, als wenn sie in diesen selbst aufgenommen wäre.

Die kontrahirenden Theile sind ferner darin einverstanden, dass, wenn die Fabrikation von Zucker oder Syrup aus anderen inländischen Erzeugnissen, als aus Rüben, z. B. aus Stärke, im Zollvereine einen erheblichen Umfang gewinnen sollte, diese Fabrikation ebenfalls in sämmtlichen Vereinsstaaten einer übereinstimmenden Besteuerung nach den für die Rübenzuckersteuer verabredeten Grundsätzen zu unterwerfen sein würde.

Art. XIII. Chausseegelder oder andere statt derselben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem andern Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staats oder eines Privat-Berechtigten, namentlich einer Kommune geschieht, sollen sowohl auf Chausseen, als auch auf unchaussirten Land- und Heerstrassen, welche die unmittelbare Verbindung zwischen den an einander grenzenden Vereinsstaaten bilden und auf denen ein grösserer Handels- und Reiseverkehr stattfindet, nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das in dem Preussischen Chausseegeld-Tarife vom Jahre 1828 bestimmte Chausseegeld soll als der höchste Satz angesehen, und hinführo in keinem der kontrahirenden Staaten überschritten werden, mit alleiniger Ausnahme des Chausseegeldes auf solchen Chausseen, welche von Korporationen oder Privatpersonen oder auf Aktien angelegt sind oder angelegt werden möchten, in sofern dieselben nur Nebenstrassen sind oder blos lokale Verbindungen einzelner Ortschaften oder Gegenden mit grösseren Städten oder mit den eigentlichen Haupthandelsstrassen bezwecken.

Statt der vorstehend in Beziehung auf die Höhe der Chausseegelder eingegangenen Verbindlichkeit, übernehmen Hannover und Oldenburg nur die Verpflichtung, ihre dermaligen Chausseegeldsätze nicht zu erhöhen.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäss aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dass davon nur

die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung 1853
kommen.

Art. XIV. Seine Majestät der König von Hannover und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg schliessen sich den Verabredungen an, welche zwischen den, zu dem Zoll- und Handelsvereine gehörigen Regierungen wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maass- und Gewichtssystems getroffen worden sind, und treten insbesondere sowohl der zwischen den gedachten Regierungen unter dem 30. Juli 1838 abgeschlossenen allgemeinen Münz-Konvention, als auch dem unter denselben am 21. Oktober 1845 abgeschlossenen Münzkartel, und zwar dem ersteren mit der Erklärung bei, den 14-Thalerfuss, welcher im Königreich Hannover und im Herzogthum Oldenburg bereits der Landes-Münzfuss ist, als solchen auch ferner beibehalten zu wollen.

Demgemäss kommen die Stipulationen der bisherigen Zollvereinigungs-Verträge, wonach

1. der gemeinschaftliche Zolltarif in zwei Haupt-Abtheilungen nach dem 14-Thalerfusse und nach dem 24½-Guldenfusse ausgefertigt wird;
2. die Silbermünzen der sämmtlichen kontrahirenden Staaten — mit Ausnahme der Scheidemünze — nach der durch die vorgedachte Münz-Konvention festgestellten Gleichwerthung von Vier Thalern gegen Sieben Gulden bei allen Zoll-Hebestellen des Vereins angenommen werden; dagegen
3. hinsichtlich der Goldmünzen einer jeden Vereins-Regierung die Bestimmung überlassen bleibt, ob und in welchem Silberwerthe dieselben bei den Zoll-Hebestellen ihres Landes angenommen werden sollen,

auch für das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg zur Anwendung.

Die Einheit für das gemeinschaftliche Zollgewicht bildet der Grossherzoglich Badische und Hessische Centner (50 Kilogramme) und es wird daher im gesammten Verein die Deklaration, Verwiegung und Verzollung der nach dem Gewichte zollpflichtigen Gegenstände ausschliesslich nach jenem Gewichte geschehen.

Die Deklaration, Messung und Verzollung der nach dem Maasse zu verzollenden Gegenstände wird in allen Theilen des Vereins so lange nach dem landesgesetzlichen Maasse erfolgen, bis man sich über ein gemeinschaftliches Maass ebenfalls vereinigt haben wird.

Uebrigens werden die kontrahirenden Regierungen ihre Sorgfalt dahin richten, auch für das Maass- und Gewichtssystem ihrer Länder

1853 im Allgemeinen die zur Förderung des gegenseitigen Verkehrs wünschenswerthe Uebereinstimmung herbei zu führen.

Art. XV. Die Wasserzölle oder auch Wegegeld-Gebühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche das Schiffsgefäss treffen (Rekognitions-Gebühren), sind von der Schiffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die Bestimmungen des Wiener Kongresses oder besondere Staatsverträge Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten, insofern hierüber nichts Besonderes verabredet wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem Schiffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf den Eingangs genannten Flüssen zugestehen möchte, sollen in gleichem Maasse auch der Schiffahrt der Unterthanen der anderen Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die Wiener Kongress-Akte noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die Unterthanen der kontrahirenden Staaten und deren Waaren und Schiffsgefässe überall gleich behandelt werden.

Art. XVI. Von dem Tage an, wo die gemeinschaftliche Zollordnung des Vereins in Vollzug gesetzt wird, sollen im Königreich Hannover und im Herzogthum Oldenburg, wie bereits in den übrigen zum Zollvereine gehörigen Gebieten geschehen ist, alle etwa noch bestehenden Stapel- und Umschlagsrechte aufhören, und Niemand soll zur Anhaltung, Verladung oder Lagerung gezwungen werden können, als in den Fällen, in welchen die gemeinschaftliche Zollordnung oder die betreffenden Schiffahrts-Reglements es zulassen oder vorschreiben.

Art. XVII. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benutzung wirklich bestehender Einrichtungen erhoben, und in der Regel nicht, keinenfalls aber über den Betrag der gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten hinaus, erhöhet, auch überall von den Unterthanen der anderen kontrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, ingleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden.

Findet der Gebrauch einer Waage-Einrichtung nur zum Behufe der Zoll-Ermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Kontrole Statt, so findet eine Gebühren-Erhebung nicht ein.

Art. XVIII. Die kontrahirenden Staaten werden gemeinschaftlich dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die

Gewerbsamkeit befördert, und der Befugniss der Unterthanen des 1853
einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der kontrahirenden Staaten, welche in dem Gebiete eines anderen derselben Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbtreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in dem Vereinsstaate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem Vereinsstaate die Unterthanen der übrigen kontrahirenden Staaten ebenso wie die eigenen Unterthanen behandelt werden.

Art. XIX. Preussen, Hannover und Oldenburg werden gegenseitig ihre Seeschiffe und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben wie die eigenen Seeschiffe zulassen und von diesem Grundsatze namentlich auch in Betreff der Binnenschiffahrt oder Kabotage keine Ausnahme machen.

Ihre Seehäfen sollen dem Handel der Unterthanen jedes anderen Vereinsstaates gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den eigenen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen; auch sollen die in fremden See- und anderen Handelsplätzen angestellten Konsuln eines oder des anderen der kontrahirenden Staaten veranlasst werden, der Unterthanen der übrigen kontrahirenden Staaten sich in vorkommenden Fällen möglichst mit Rath und That anzunehmen.

Art. XX. Seine Majestät der König von Hannover und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg treten hiedurch dem zwischen den bisherigen Vereinsgliedern zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel und ihrer inneren Verbrauchs-Abgaben gegen Defraudationen unter dem 11. Mai 1833 abgeschlossenen Zollkartel für die Dauer des gegenwärtigen Ver-

1853 trages bei, und werden die betreffenden Artikel desselben gleichzeitig mit letzterem in Ihren Landen publiziren lassen. Nicht minder werden auch von Seiten der übrigen Vereinsglieder die erforderlichen Anordnungen getroffen werden, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. XXI. Die als Folge des gegenwärtigen Vertrages eintretende Gemeinschaft der Einnahme der kontrahirenden Staaten bezieht sich auf den Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in den Königlich Preussischen Staaten, den Königreichen Bayern, Sachsen, Hannover und Württemberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürstenthume und dem Grossherzogthume Hessen, dem Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine, den Herzogthümern Braunschweig, Oldenburg und Nassau und der freien Stadt Frankfurt, mit Einschluss der, den Zollsystemen der kontrahirenden Staaten bisher schon beigetretenen Länder.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen, und bleiben, sofern nicht Separat-Verträge zwischen einzelnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem privativen Genusse der betreffenden Staats-Regierungen vorbehalten:

1. die Steuern, welche im Innern eines jeden Staates von inländischen Erzeugnissen erhoben werden, einschliesslich der nach Artikel XI von den vereinsländischen Erzeugnissen der nämlichen Gattung zur Erhebung kommenden Uebergangs-Abgaben;
2. die Wasserzölle;
3. Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waage- und Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebungen, wie sie auch sonst genannt werden mögen;
4. die Zollstrafen und Konfiskate, welche, vorbehaltlich der Antheile der Denunzianten, jeder Staats-Regierung in ihrem Gebiete verbleiben.

Art. XXII. In Hinsicht auf die Vertheilung der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben ist Folgendes verabredet worden.

Sowohl bei den Eingangs-Abgaben, als auch bei den Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben wird der nach Abzug

a) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen,

b) der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen

verbleibende Brutto-Ertrag der Vertheilung zu Grunde gelegt.

1. Bei den Eingangs-Abgaben bildet derjenige Theil des Brutto- 1853
Ertrages, welcher dem Verhältniss der dem Vereine angehörenden Bevölkerung des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg zur Gesammt-Bevölkerung des Vereins entspricht, nachdem er um drei Viertheile seines einfachen Betrages vermehrt worden, den Antheil des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg, der übrige Theil den Antheil der anderen kontrahirenden Staaten an dem Brutto-Ertrage.

Der hiernach dem Königreich Hannover und dem Herzogthum Oldenburg über das Verhältniss ihrer Bevölkerung hinaus zukommende Antheil am Brutto-Ertrage der Eingangs-Abgaben soll jedoch, unter Hinzurechnung des diesen Staaten an dem Brutto-Ertrage der Rübenzuckersteuer zugestandenen gleichen Zuschlages von drei Viertheilen, den Betrag von zwanzig Silbergroschen für jeden ihrer, dem Vereine angehörenden Einwohner in keinem Jahre übersteigen.

Die gemeinschaftlichen Verwaltungs-Kosten werden auf das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg einerseits und auf die übrigen kontrahirenden Staaten andererseits nach dem Verhältniss ihrer, dem Vereine angehörenden Bevölkerung vertheilt und es wird der von jeder dieser beiden Gruppen zu tragende Antheil derselben am Brutto-Ertrage in Abzug gebracht.

Der hieraus für jede der beiden Gruppen sich ergebende Antheil am Netto-Ertrage der Eingangs-Abgaben wird zwischen den betheiligten Staaten nach dem Verhältniss ihrer, dem Vereine angehörenden Bevölkerung vertheilt.

2. Der Brutto-Ertrag der Aus- und Durchgangs-Abgaben wird

a) soweit diese Abgaben bei den Hebestellen in den östlichen Provinzen des Königreichs Preussen (also mit Ausnahme der Provinz Westphalen und der Rheinprovinz), im Königreich Sachsen, im Gebiete des Thüringischen Zoll- und Handels-Vereins und im Herzogthum Braunschweig, mit Ausschluss der Kreis-Directions-Bezirke Holzminden und Gandersheim, sowie des Amtes Thedinghausen, eingehen, zwischen Preussen, Sachsen, den Staaten des Thüringischen Vereins und Braunschweig nach dem von ihnen zu verabredenden Theilungsfusse vertheilt, dagegen

b) soweit dieselben bei den Hebestellen in den westlichen Provinzen des Königreichs Preussen, den Königreichen Bayern, Hannover und Württemberg, dem Grossherzogthum Baden, dem Kurfürstenthum und dem Grossherzogthum Hessen, den

1853 Kreis-Direktions-Bezirken Holzminden und Gandersheim, sowie dem Amte Thedinghausen des Herzogthums Braunschweig, den Herzogthümern Oldenburg und Nassau und der freien Stadt Frankfurt eingehen, in der Weise vertheilt, dass derjenige Theil des Brutto-Ertrages, welcher dem Verhältniss der dem Vereine angehörenden Bevölkerung des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg zur Gesammt-Bevölkerung der vorgenannten Vereinstheile entspricht, nachdem er um drei Viertheile seines einfachen Betrages vermehrt worden, den Antheil des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg, der übrige Theil den Antheil der anderen betreffenden Staaten bildet, welche Antheile sodann zwischen den vorgenannten Staaten, nach dem Verhältniss ihrer, dem Vereine angehörenden Bevölkerung, beziehungsweise der Bevölkerung ihrer vorgenannten Landestheile zur Vertheilung kommen.

3. Bei der nach den Sätzen 1 und 2 Statt findenden Vertheilung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben wird

a) die Bevölkerung des Fürstenthums Schaumburg-Lippe und der Hannover-Braunschweigischen Kommunion-Besitzungen in die Bevölkerung des Königreichs Hannover,

b) die Bevölkerung anderer Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der kontrahirenden Staaten unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zoll-Revenüen zu leistenden Zahlung dem Zoll-Systeme desselben beigetreten sind, oder etwa künftig noch beitreten werden, in die Bevölkerung desjenigen Staats eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

4. Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt, und die Nachweisung derselben von den Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.

5. Unter Berücksichtigung der besonderen Verhältnisse, welche hinsichtlich des Verbrauchs an zollpflichtigen Waaren bei der freien Stadt Frankfurt obwalten, ist wegen des Antheils derselben an den gemeinschaftlichen Einnahmen ein besonderes Abkommen getroffen.

Art. XXIII. Vergünstigungen für Gewerbtreibende hinsichtlich der Zoll-Entrichtung, welche nicht in der Zoll-Gesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staats-Kasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last. Hinsichtlich der Maassgaben, unter welchen solche Vergünstigungen zu bewilligen sind, bewendet es bei den darüber im Zollvereine bereits bestehenden Verabredungen.

Art. XXIV. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereins gemäss, sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rabattprivilegien, da wo sie dermalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr, unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Nahrungs-Verhältnisse bisher begünstigter Messplätze, als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegen geführt, neue aber ohne allseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden. 1853

Art. XXV. Von der tarifmässigen Abgaben-Entrichtung bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhaltung der hohen Souveraine und ihrer Regentenhäuser, oder für die bei ihren Höfen akkreditirten Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen Statt haben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Rechnung gebracht.

Ebenso wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche in einem oder dem anderen Staate den vormals unmittelbaren Reichsständen, oder an Kommunen oder einzelne Privatberechtigte für eingezogene Zollrechte oder für aufgehobene Befreiungen gezahlt werden müssen.

Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-Entrichtung ein-, aus- oder durchgehen zu lassen. Dergleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich behandelt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären, kommen bei der demnächstigen Revenüen-Ausgleichung demjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Abrechnung.

Art. XXVI. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungsrecht bleibt jedem der kontrahirenden Staaten in seinem Gebiete vorbehalten. Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Straf-Erlasse gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. XXVII. Die Ernennung der Beamten und Diener bei den Lokal- und Bezirksstellen für die Zoll-Erhebung und Aufsicht, welche nach der hierüber getroffenen besonderen Uebereinkunft nach gleichförmigen Bestimmungen angeordnet, besetzt und instruirt werden sollen, bleibt sämmtlichen Gliedern des Gesammtvereins innerhalb ihres Gebietes überlassen.

Art. XXVIII. Die Leitung des Dienstes der Lokal- und Bezirks-Behörden, sowie die Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze überhaupt, wird im Königreich Hannover und im Herzogthum Ol-

1853 denburg einer gemeinschaftlichen Zoll-Direktion übertragen, welche dem Königlich Hannoverschen Finanz-Ministerium und dem Grossherzoglich Oldenburgischen Staats-Ministerium untergeordnet ist. Die Bildung dieser Direktion und die Einrichtung ihres Geschäftsganges bleibt den Regierungen von Hannover und Oldenburg überlassen; der Wirkungskreis derselben aber wird, in soweit er nicht schon durch gegenwärtigen Vertrag und die gemeinschaftlichen Zollgesetze bestimmt ist, gleichwie der Wirkungskreis der übrigen im Verein bestehenden Direktionen, durch eine gemeinschaftlich zu verabredende Instruktion bezeichnet werden.

Art. XXIX. Die von den Zoll-Erhebungs-Behörden nach Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden Quartal-Extrakte und die nach dem Jahres- und Bücherschlusse aufzustellenden Final-Abschlüsse über die resp. im Laufe des Vierteljahres und während des Rechnungsjahres fällig gewordenen Zoll-Einnahmen werden von den Zoll-Direktionen nach vorangegangener Prüfung in Haupt-Uebersichten zusammengetragen, und diese an das in Berlin bestehende Central-Büreau des Zollvereins eingesendet, zu welchem Hannover einen Beamten zu ernennen die Befugniss hat.

Auf den Grund jener Uebersichten wird von dem Central-Büreau von drei zu drei Monaten die provisorische Abrechnung zwischen den vereinigten Staaten gefertigt, dieselbe den Central-Finanzstellen der letzteren übersandt und zugleich Einleitung getroffen, um die etwaige Minder-Einnahme einzelner Vereinsglieder gegen den ihnen verhältnissmässig an der Gesammt-Einnahme zuständigen Revenüen-Antheil durch Herauszahlung von Seiten des- oder derjenigen Staaten, bei denen eine Mehr-Einnahme Statt gefunden hat, auszugleichen.

Demnächst bereitet das Central-Büreau auch die definitive Jahres-Abrechnung vor.

Art. XXX. In Absicht der Erhebungs- und Verwaltungskosten kommen folgende Grundsätze in Anwendung.

1. Man wird, soweit nicht ausnahmsweise etwas Anderes verabredet ist, keine Gemeinschaft dabei eintreten lassen, vielmehr übernimmt jede Regierung alle in ihrem Gebiete vorkommenden Erhebungs- und Verwaltungskosten, es mögen diese durch die Einrichtung und Unterhaltung der Haupt- und Neben-Zollämter, der inneren Steuerämter, Hallämter und Packhöfe, und der Zoll-Direktionen, oder durch den Unterhalt des dabei angestellten Personals und durch die dem letzteren zu bewilligenden Pensionen, oder endlich aus irgend einem anderen Bedürfnisse der Zollverwaltung entstehen.

2. Hinsichtlich desjenigen Theils des Bedarfs aber, welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks für die Zoll-Erhebungs- und Aufsichts- oder Kontrol-Behörden und Zollschutzwachen erforderlich ist, wird man sich über Pauschsummen vereinigen, welche von der jährlich aufkommenden und der Gemeinschaft zu berechnenden Brutto-Einnahme an Zollgefällen nach der im Artikel XXII unter 1. getroffenen Vereinbarung in Abzug gebracht werden. 1853

3. Bei dieser Ausmittelung des Bedarfs soll da, wo die Perzeption privativer Abgaben mit der Zollerhebung verbunden ist, von den Gehalten und Amtsbedürfnissen der Zoll-Beamten nur derjenige Theil in Anrechnung kommen, welcher dem Verhältnisse ihrer Geschäfte für den Zolldienst zu ihren Amtsgeschäften überhaupt entspricht.

4. Man wird sich mit der Königlich Hannoverschen und mit der Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung über allgemeine Normen vereinigen, um die Besoldungs-Verhältnisse der Beamten bei den Zoll-Erhebungs- und Aufsichts-Behörden, ingleichen bei den Zoll-Direktionen, auch in Beziehung auf das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg in möglichste Uebereinstimmung zu bringen.

Art. XXXI. Die kontrahirenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, den Haupt-Zoll-Aemtern anderer Vereinsstaaten sowohl an den Grenzen, als im Innern (Haupt-Steuer-Aemter mit Niederlage) Kontroleure beizuordnen, welche von allen Geschäften derselben und der Neben-Aemter in Beziehung auf das Abfertigungs-Verfahren und die Grenzbewachung Kenntniss zu nehmen, und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens, imgleichen auf die Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung zu enthalten haben.

Einer näher zu verabredenden Dienstordnung bleibt es vorbehalten, ob und welchen Antheil dieselben an den laufenden Geschäften zu nehmen haben.

Art. XXXII. Jedem der kontrahirenden Staaten steht das Recht zu, an die Zoll-Direktionen der anderen Vereinsstaaten Beamte zu dem Zwecke abzuordnen, um sich von allen vorkommenden Verwaltungs-Geschäften, welche sich auf die durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene Gemeinschaft beziehen, vollständige Kenntniss zu verschaffen. Das Geschäftsverhältniss dieser Beamten wird durch eine besondere Instruktion näher bestimmt, als deren Grundlage

1853 die unbeschränkte Offenheit von Seiten der Verwaltung, bei welcher die Abgeordneten fungiren, in Bezug auf alle Gegenstände der gemeinschaftlichen Zollverwaltung, und die Erleichterung jedes Mittels, durch welches sie sich die Information hierüber verschaffen können, anzusehen ist, während andererseits ihre Sorgfalt nicht minder aufrichtig dahin gerichtet sein muss, eintretende Anstände und Meinungsverschiedenheiten auf eine, dem gemeinsamen Zwecke und dem Verhältnisse verbündeter Staaten entsprechende Weise zu erledigen.

Die Ministerien oder obersten Verwaltungsstellen der sämmtlichen Vereinsstaaten werden sich gegenseitig jede gewünschte Auskunft über die gemeinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mittheilen, und insofern zu diesem Behufe zeitweise oder dauernd die Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beauftragung eines anderweit bei der Regierung beglaubigten Bevollmächtigten beliebt würde, so ist demselben nach dem oben ausgesprochenen Grundsatze alle Gelegenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von den Verhältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltung bereitwillig zu gewähren.

Art. XXXIII. Jährlich in den ersten Tagen des Juni findet zum Zwecke gemeinsamer Berathung ein Zusammentritt von Bevollmächtigten der Vereinsglieder Statt.

Für die formelle Leitung der Verhandlungen wird von den Konferenz-Bevollmächtigten aus ihrer Mitte ein Vorsitzender gewählt, welchem übrigens kein Vorzug vor den übrigen Bevollmächtigten zusteht.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versammlung wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegenstände, deren Verhandlung in der folgenden Konferenz zu erwarten ist, verabredet werden, wo letztere erfolgen soll.

Art. XXXIV. Vor die Versammlung dieser Konferenz-Bevollmächtigten gehört:

a) die Verhandlung über alle Beschwerden und Mängel, welche in Beziehung auf die Ausführung des Grundvertrages und der besonderen Uebereinkünfte, des Zollgesetzes, der Zollordnung und Tarife, in einem oder dem andern Vereinsstaate wahrgenommen, und die nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der darüber zwischen den Ministerien und obersten Verwaltungsstellen geführten Korrespondenz erledigt worden sind;

b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereinsgliedern über die gemeinschaftliche Einnahme auf dem Grunde der von den

obersten Zollbehörden aufgestellten, durch das Central-Büreau vorzulegenden Nachweisungen, wie solche der Zweck einer dem gemeinsamen Interesse angemessenen Prüfung erheischt; 1853

c) die Berathung über Wünsche und Vorschläge, welche von einzelnen Staats-Regierungen zur Verbesserung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des Zollgesetzes, der Zollordnung, des Zolltarifs und der Verwaltungs-Organisation, welche von einem der kontrahirenden Staaten in Antrag gebracht werden, überhaupt über die zweckmässige Entwickelung und Ausbildung des gemeinsamen Handels- und Zollsystems.

Art. XXXV. Treten im Laufe des Jahres, ausser der gewöhnlichen Zeit der Versammlung der Konferenz-Bevollmächtigten, ausserordentliche Ereignisse ein, welche unverzügliche Maassregeln oder Verfügungen abseiten der Vereinsstaaten erheischen, so werden sich die kontrahirenden Theile darüber im diplomatischen Wege vereinigen, oder eine ausserordentliche Zusammenkunft ihrer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. XXXVI. Den Aufwand für die Bevollmächtigten und deren etwaige Gehülfen bestreitet dasjenige Glied des Gesammtvereins, welches sie absendet.

Das Kanzlei-Dienstpersonale und das Lokale wird unentgeldlich von der Regierung gestellt, in deren Gebiete der Zusammentritt der Konferenz Statt findet.

Art. XXXVII. Eine Nachsteuer für gemeinsame Rechnung soll für die beim Anschlusse an den Verein im Königreich Hannover und im Herzogthume Oldenburg vorhandenen Waaren nicht gefordert werden.

Ueber die Maassregeln, welche erforderlich sind, damit nicht die Zoll-Einkünfte des Gesammtvereins durch die Einführung und Anhäufung geringer verzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden, ist eine besondere Vereinbarung getroffen worden.

Art. XXXVIII. Für den Fall, dass andere Deutsche Staaten den Wunsch zu erkennen geben sollten, in den Zollverein aufgenommen zu werden, erklären sich die hohen Kontrahenten bereit, diesem Wunsche, soweit es unter gehöriger Berücksichtigung der besonderen Interessen der Vereins-Mitglieder möglich erscheint, durch desfalls abzuschliessende Verträge Folge zu geben.

Art. XXXIX. Auch werden sie sich bemühen, durch Handelsverträge mit anderen Staaten dem Verkehr ihrer Angehörigen jede mögliche Erleichterung und Erweiterung zu verschaffen.

1853 Art. XL. Alles was sich auf die Detail-Ausführung der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Beilagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Kommissarien vorbereitet werden.

Art. XLI. In Folge der Erneuerung der Zollvereins-Verträge treten die daran betheiligten Deutschen Staaten, nach stattgehabter Prüfung, dem zwischen Preussen und Oesterreich abgeschlossenen Handels- und Zollvertrage vom 19. Februar 1853, nach Maassgabe des Artikels XXVI des letztgedachten Vertrages, hiermit förmlich bei, dergestalt, dass dessen sämmtliche Bestimmungen auch auf die oben gedachten Deutschen Staaten vom 1. Januar 1854 ab Anwendung finden werden.

Art. XLII. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht vor dem 1. Januar 1864 von dem einen oder dem anderen der kontrahirenden Staaten aufgekündigt wird, so soll er auf weitere zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Letztere Verabredung wird jedoch nur für den Fall getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämmtliche Deutsche Bundesstaaten über gemeinsame Maassregeln übereinkommen, welche den mit der Absicht des Artikels XIX der Deutschen Bundes-Akte in Uebereinstimmung stehenden Zweck des gegenwärtigen Zollvereins vollständig erfüllen.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen u. s. w.

A.

Uebereinkunft zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörigen Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt, wegen Besteuerung des Rübenzuckers.

Im Zusammenhange mit dem heutigen, die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handels-Vereins betreffenden Vertrage ist zwischen den betheiligten Regierungen folgende Uebereinkunft wegen der Besteuerung des Rübenzuckers getroffen worden.

Art. I. Der im Umfange des Zollvereins aus Rüben verfertigte

Zucker soll mit einer überall gleichen Steuer belegt werden. In Absicht dieser Steuer findet ebenso, wie solches hinsichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangszölle der Fall ist, eine völlig übereinstimmende Gesetzgebung und Verwaltung in sämmtlichen Vereinsstaaten Statt. 1853

Neben dieser Steuer darf in keinem Falle eine weitere Abgabe von dem Rübenzucker, weder für Rechnung des Staats, noch für Rechnung der Kommunen erhoben werden.

Art. II. Bei Abmessung der Steuer vom Rübenzucker soll nach folgenden Grundsätzen verfahren werden:

a) Die Steuer vom vereinsländischen Rübenzucker soll gegen den Eingangszoll vom ausländischen Zucker stets so viel niedriger gestellt werden, als nöthig ist, um der inländischen Fabrikation einen angemessenen Schutz zu gewähren, ohne zugleich die Konkurrenz des ausländischen Zuckers auf eine, die Einkünfte des Vereins oder das Interesse der Konsumenten gefährdende Weise zu beschränken, es sollen jedoch

b) der Eingangszoll vom ausländischen Zucker und Syrup und die Steuer vom vereinsländischen Rübenzucker zusammen für den Kopf der jeweiligen Bevölkerung des Zollvereins jährlich mindestens eine Brutto-Einnahme gewähren, welche dem Ertrage jenes Zolles und dieser Steuer für den Kopf der Bevölkerung im Durchschnitt der drei Jahre $18^{47}/_{49}$ gleichkommt.

Art. III. Demgemäss soll die Steuer vom inländischen Rübenzucker von dem mit dem 1. September 1853 beginnenden Betriebsjahre an mit sechs Silbergroschen oder einundzwanzig Kreuzern vom Centner der zur Zuckerbereitung bestimmten rohen Rüben erhoben und demnächst jedesmal nach Ablauf von zwei Betriebsjahren, unter den im Nachfolgenden angegebenen Voraussetzungen, um einen halben Silbergroschen oder einen und dreiviertheil Kreuzer erhöhet werden.

1. In jedem der Jahre 1855, 1857, 1859, 1861 und 1863 wird

a) diejenige Summe festgestellt, welche sich ergiebt, wenn der Betrag von 6,0762 Sgr. mit der Kopfzahl der jeweiligen Bevölkerung des Zollvereins vervielfältigt wird. Als jeweilige Bevölkerung wird im Jahre 1855 die Bevölkerung des Jahres 1854, in jedem der späteren Jahre der Durchschnitt aus der Bevölkerungszahl der beiden Vorjahre angesehen. Das Ergebniss der regelmässigen Bevölkerungs-Aufnahme mit einer Vermehrung um ein halbes Prozent stellt die Bevölkerung des Jahres, welches auf die Aufnahme folgt, mit einer Vermehrung

1853 um ein und ein halbes Prozent die Bevölkerung des zweiten Jahres, und mit einer Vermehrung um zwei und ein halbes Prozent die Bevölkerung des Jahres dar, in welchem die neue Aufnahme Statt findet.

Zugleich wird

b) der Betrag festgestellt, welcher an Rübenzuckersteuer und Eingangs-Abgaben von ausländischem Zucker und Syrup, nach Abzug der Bonifikation für ausgeführten raffinirten Zucker aufgekommen ist, und zwar im Jahre 1855 für die zwölf Monate vom 1. April 1854 bis zum 31. März 1855, in jedem der späteren Jahre für den Durchschnitt der zwei Jahre vom 1. April des vorletzten bis zum 31. März des laufenden Jahres.

2. Erreicht oder übersteigt dieser Betrag (1 *b*.) jene Summe (1 *a*.), so bleibt der jeweilig bestehende Satz der Steuer vom inländischen Rübenzucker für die nächsten zwei Betriebsjahre unverändert; ist dagegen dieser Betrag geringer, als jene Summe, so erfolgt die Erhöhung des alsdann bestehenden Steuersatzes.

Sollten die kontrahirenden Theile über Aenderungen der für ausländischen Zucker gegenwärtig bestehenden Zollsätze, sowie des für ausländischen Syrup vereinbarten Zollsatzes, oder über die Erhebung der Rübenzuckersteuer nach einem andern Maasstabe, als nach dem Gewichte der zur Zuckerbereitung verwendeten rohen Rüben, übereinkommen, so werden sie sich über eine entsprechende Aenderung der vorstehenden Verabredungen verständigen.

Art. IV. In den Jahren 1855, 1857, 1859, 1861 und 1863 wird spätestens am 6. Juli derjenige Steuersatz bekannt gemacht, welcher in der, mit dem 1. September des nämlichen Jahres beginnenden zweijährigen Periode für den Centner der zur Zuckerbereitung bestimmten rohen Rüben zu entrichten ist.

Gleichzeitig mit diesem Steuersatze werden auch die Eingangs-Zollsätze für den ausländischen Zucker und Syrup bekannt gemacht und in Anwendung gebracht, daher solche aus der Reihe der übrigen, mit dem Kalenderjahre laufenden Sätze des Zolltarifs ausscheiden.

Art. V. Der Ertrag der Rübenzuckersteuer ist gemeinschaftlich und wird vom 1. Januar 1854 ab nach den nämlichen Grundsätzen unter den Vereinsstaaten getheilt, welche im Artikel XXII des im Eingange erwähnten Vertrages für die Vertheilung der Eingangs-Abgaben verabredet sind.

Art. VI. Alle durch die Zollvereinigungs-Verträge oder in Folge derselben getroffenen Bestimmungen und Verabredungen über die,

den Vereins-Regierungen rücksichtlich der Zoll-Abgaben zustehende 1853
Theilnahme an der gemeinschaftlichen Gesetzgebung und an der Kontrole der Verwaltung, wohin insbesondere die Stipulationen wegen Anstellung der Vereins-Bevollmächtigten und Stations-Kontroleurs und wegen der jährlichen General-Konferenzen gehören, ingleichen die Vereinbarungen in dem unter den Vereins-Regierungen abgeschlossenen Zollkartel vom 11. Mai 1833, sollen auch in Beziehung auf die Rübenzuckersteuer volle Anwendung finden.

Art. VII. Die Wirksamkeit dieser Uebereinkunft beginnt mit dem 1. September 1853.

Mit demselben Tage tritt die Uebereinkunft zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine verbundenen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt, wegen der Besteuerung des Runkelrübenzuckers, vom 8. Mai 1841, welcher Braunschweig durch Artikel XI des Zollvereinigungs-Vertrages vom 19. Oktober 1841 beigetreten ist, ausser Kraft.

So geschehen u. s. w.

B.

Vertrag zwischen Preussen, Sachsen, Hannover, Kurhessen, den ausser Preussen und Kurhessen bei dem Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine betheiligten Staaten, Braunschweig und Oldenburg, die gleiche Besteuerung von Wein und Tabak, sowie den gegenseitig freien Verkehr mit diesen Artikeln und die Gemeinschaftlichkeit der Uebergangs-Abgaben von denselben betreffend.

Se. Majestät der König von Preussen, Se. Majestät der König von Sachsen, Se. Majestät der König von Hannover, Se. Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, die ausser Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Sr. Königlichen Hoheit dem Kurfürsten von Hessen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine, Se. Hoheit der Herzog von Braunschweig und Lüneburg und Se. Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg, von dem Wunsche geleitet, durch Herstellung eines gegenseitig freien Verkehrs mit Wein und Tabak zwischen Ihren Landen zur Erreichung des im Artikel XI des Vertrages wegen Fortdauer und Erweiterung des Zollvereins von Ihnen anerkannten Zieles beizutragen, haben Unterhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten ernannt:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

1853 von welchen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Im Königreich Hannover, im Kurfürstenthum Hessen und im Herzogthum Oldenburg soll dieselbe Besteuerung des Tabaksbaues stattfinden, welche auf Grund des Vertrages vom heutigen Tage, beziehungsweise der Uebereinkunft vom 19. Oktober 1841, in den Königreichen Preussen und Sachsen, den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörenden Staaten und im Herzogthum Braunschweig besteht.

Die Besteuerung des Weinbaues, welche auf Grund des Vertrages vom heutigen Tage in den Königreichen Preussen und Sachsen und in den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörenden Staaten besteht, wird im Kurfürstenthum Hessen auch fernerhin beibehalten werden und in dem Königreich Hannover, sowie in dem Herzogthum Oldenburg in dem Falle eintreten, dass daselbst Weinbau zur Kelterung von Most betrieben werden sollte.

Art. II. In Folge dieser Gleichmässigkeit der inneren Besteuerung werden bei dem Uebergange von Wein und Traubenmost, Tabaksblättern und Tabaksfabrikaten aus dem einen in das andere der im Artikel I genannten Gebiete, weder eine Abgaben-Erhebung noch eine Abgaben-Rückvergütung Statt finden, dagegen die Abgaben von den aus anderen Vereinsstaaten eingehenden vorgenannten Erzeugnissen auf gemeinschaftliche Rechnung erhoben werden.

Art. III. 1. Der Ertrag dieser Abgaben wird, nach Abzug der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen, in der Weise vertheilt werden, dass derjenige Theil des Ertrages, welcher dem Verhältniss der dem Zollvereine angehörenden Bevölkerung des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg zur Gesammt-Bevölkerung der bei dem gegenwärtigen Vertrage betheiligten Staaten entspricht, nachdem er um drei Viertheile seines einfachen Betrages vermehrt worden, den Antheil des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg, der übrige Theil den Antheil der anderen kontrahirenden Staaten bildet, welche Antheile sodann zwischen den vorgenannten Staaten, nach dem Verhältniss ihrer, dem Zollvereine angehörenden Bevölkerung zur Vertheilung kommen.

2. Von den nach den Abrechnungen zu leistenden Herauszahlungen kommen für den die Zahlung leistenden Theil drei Prozent Erhebungskosten in Abzug.

3. Bei der nach dem Satze 1 stattfindenden Vertheilung der Abgaben wird:

a) die Bevölkerung und resp. der Steuer-Ertrag derjenigen Staaten oder Gebietstheile, welche im Zollvereine von Preussen vertreten und bei der Revenüen-Auseinandersetzung zu Preussen gezählt werden oder künftig in dieses Verhältniss treten sollten, sofern Preussen mit ihnen in Gemeinschaft jener Abgaben steht, auf Preussischer Seite, 1853

b) die Bevölkerung und resp. der Steuer-Ertrag des Fürstenthums Schaumburg-Lippe und der Hannover-Braunschweigischen Kommunion-Besitzungen auf Hannoverscher Seite

mit eingerechnet werden.

Art. IV. Die Wirksamkeit der Vereins-Bevollmächtigten und Stations-Kontroleure, welche von einem der kontrahirenden Theile in den Landen eines der anderen bestellt sind, erstreckt sich auch auf die Kontrole über die Ausführung der wegen der Uebergangs-Abgaben von Wein und Tabak vereinbarten und noch zu vereinbarenden Maassregeln, unter Anwendung der wegen der Stellung und Befugnisse dieser Beamten im Allgemeinen verabredeten Bestimmungen.

Art. V. Der gegenwärtige Vertrag tritt mit dem 1. Januar 1854 in Kraft und soll bis zum letzten Dezember 1865 gültig sein.

Mit dem Beginn seiner Wirksamkeit treten folgende zwischen einzelnen der kontrahirenden Staaten abgeschlossene Verträge, nämlich:

der Vertrag zwischen Preussen, Sachsen und den, ausser Preussen und Kurhessen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Staaten einer Seits, und Kurhessen anderer Seits, betreffend die Fortdauer des gegenseitigen freien Verkehrs mit Wein und Tabak, und die Gemeinschaftlichkeit der Ausgleichungs-Abgaben von diesen Artikeln, vom 8. Mai 1841;

die Uebereinkunft zwischen Preussen, Sachsen, Kurhessen und den Staaten des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins einer Seits, und Braunschweig anderer Seits, den gegenseitig freien Verkehr mit Wein und Tabak und die Gemeinschaftlichkeit der Uebergangs-Abgabe von diesen Artikeln betreffend, vom 19. Oktober 1841;

die Uebereinkunft zwischen Preussen für sich und in Vertretung von Sachsen und den ausser Preussen und Kurhessen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Staaten einer Seits, und Kurhessen anderer Seits, wegen des freien Verkehrs mit Wein und Tabak und der Gemeinschaft-

1853 lichkeit der Uebergangs-Abgaben von diesen Artikeln rücksichtlich der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg, vom 13. November 1841,

ausser Kraft.

Art. VI. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht vor dem 1. Juli 1864 von dem einen oder dem anderen der kontrahirenden Staaten aufgekündigt wird, so soll er auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen u. s. w.

C.

Uebereinkunft zwischen Preussen, Sachsen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten und Braunschweig, betreffend die Theilung der gemeinschaftlichen Ausgangs- und Durchgangsabgaben. *Vom 4. April* 1853.

Nach der im Artikel XXII des Vertrages wegen Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereins vom heutigen Tage getroffenen Vereinbarung soll der Ertrag der Ausgangs- und Durchgangsabgaben, soweit dieselben bei den Hebestellen in den östlichen Provinzen des Königreichs Preussen, im Königreich Sachsen, im Gebiete des Thüringischen Zoll- und Handelsvereines und im Herzogthum Braunschweig, mit Ausschluss der Kreisdirektionsbezirke Holzminden und Gandersheim, sowie des Amtes Thedinghausen eingehen, Preussen, Sachsen, den Staaten des Thüringischen Vereins und Braunschweig nach dem von ihnen zu verabredenden Theilungsfusse zufallen.

Zur weiteren Erledigung dieses Gegenstandes sind Unterhandlungen eröffnet worden, zu welchen als Bevollmächtigte ernannt haben:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

und es ist von diesen Bevollmächtigten folgende Uebereinkunft unter dem Vorbehalte der Ratifikation getroffen worden.

Art. I. Die Theilung der in den östlichen Provinzen des Königreichs Preussen, im Königreich Sachsen, im Gebiete des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins und im Herzogthum Braunschweig, mit Ausschluss der Kreisdirektionsbezirke Holzminden und Ganders-

heim, sowie des Amtes Thedinghausen aufkommenden Ausgangs- 1853
und Durchgangsabgaben, erfolgt nach dem Verhältnisse der Bevölkerung der östlichen Preussischen Provinzen, des Königreichs Sachsen, der zu dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten und Landestheile und des Herzogthums Braunschweig mit Ausschluss der vorgedachten Gebietstheile lediglich nach Abzug der Rückerstattungen wegen unrichtiger Erhebungen, und der auf dem Grunde besonderer, gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen.

Art. II. Die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der kontrahirenden Staaten, unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollreventen zu leistenden Zahlung, dem Zollsysteme desselben beigetreten sind oder etwa künftig noch beitreten werden, wird in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

Art. III. Der Stand der Bevölkerung wird nach den Ermittelungen angenommen, welche für die Theilung der Zolleinkünfte im Gesammtvereine Statt finden.

Art. IV. Da die Wasserzölle und Schiffahrtsabgaben nach den Zollvereinigungs-Verträgen von der Gemeinschaft ausgeschlossen, gedachte Abgaben aber, was die Oder, Weichsel und Memel, sowie deren Nebenflüsse betrifft, bei den über die Ostgrenze des Preussischen Staates ausgeführten, und umgekehrt bei den über jene Grenze eingeführten und aus den Ostseehäfen ausgehenden Waaren unter den allgemeinen Transitabgaben mitbegriffen sind, so wird die Königlich Preussische Regierung, als ein Aequivalent für jene Wasserzölle, von dem zur Theilung zu stellenden Gesammtertrage der bei ihren Hebestellen eingehenden Durchgangsabgaben (die gedachten Wasserzölle einschliesslich) die Hälfte, jedoch höchstens die Summe von 300,000 Rthlr. zurückbehalten.

Art. V. Die unter sämmtlichen Mitgliedern des Zollvereins in dem Separat-Artikel XIV zu dem Eingangs gedachten Vertrage unter Nr. 1 und 2 getroffenen Verabredungen kommen auch in dem besonderen Verhältnisse zwischen Preussen, Sachsen, den Staaten des Thüringischen Vereins und Braunschweig zur Anwendung.

Art. VI. Die gegenwärtige Uebereinkunft tritt vom 1. Januar 1854 ab an die Stelle der über denselben Gegenstand unterm 8. Mai und 19. Oktober 1841 zwischen den kontrahirenden Theilen geschlossenen Uebereinkünfte und soll für die Dauer des heutigen Vertrages wegen Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Han-

1853 delsvereins in Kraft bleiben. Dieselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt, und es sollen die Ratifikations-Urkunden derselben gleichzeitig mit denen des ebenerwähnten Vertrages in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen u. s. w.

D.

Vertrag zwischen Preussen, Sachsen und den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten wegen Fortsetzung des Vertrages vom 8. *Mai* 1841 *über* die gleiche Besteuerung innerer Erzeugnisse.

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Sachsen und die ausser Seiner Majestät dem König von Preussen noch bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveräne haben gleichzeitig mit den über die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereins eingeleiteten Verhandlungen auch besondere Unterhandlungen in Beziehung auf die Fortsetzung des zwischen Ihnen bestehenden Vertrages vom 8. Mai 1841 wegen gleicher Besteuerung innerer Erzeugnisse eröffnen lassen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Der zwischen den kontrahirenden Theilen wegen Fortsetzung der Verträge vom 30. März und 11. Mai 1833 über die gleiche Besteuerung innerer Erzeugnisse unterm 8. Mai 1841 abgeschlossene Vertrag bleibt vorläufig auf fernere zwölf Jahre, vom 1. Januar 1854 anfangend, also bis zum letzten Dezember 1865 in Kraft.

Art. II. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht vor dem 1. Juli 1864 von dem einen oder dem andern der kontrahirenden Staaten aufgekündigt wird, so soll er auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen u. s. w.

TOSCANE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN. 1853

Déclaration échangée entre la Toscane et Mecklenbourg-Schwérin, pour la réciprocité de traitement de leur pavillon respectif; du 1er Juin 1853.

Déclaration.

Le soussigné, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères de Son Altesse Royale le grand-duc de Mecklembourg-Schwérin, ayant reçu du ministère de Son Altesse Impériale et Royale le grand-duc de Toscane l'assurance qu'aucun droit de navigation ou de douane, ni aucun impôt spécial, ne sont établis ni prélevés dans les ports de Toscane sur les bâtimens naviguant sous pavillon mecklembourgeois, qui ne le soient également sur les bâtimens naviguant sous pavillon toscan, déclare par la présente, en vertu de l'autorisation qui lui en a été donnée par son auguste maître :

1° Que les bâtimens toscans arrivant dans les ports de Mecklembourg-Schwérin seront traités, à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux droits de port et de navigation, tels que droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, d'ancrage, de quarantaine, ainsi qu'aux vacations des officiers publics, et à toutes les taxes ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou des établissemens particuliers quelconques, soit que les dits bâtimens arrivent ou partent sur lest, soit qu'ils importent ou exportent des marchandises.

2° Que les bâtimens toscans pourront importer dans les ports de Mecklembourg-Schwérin, comme également en exporter, y déposer ou emmagasiner, toute espèce de marchandises et objets de commerce, de quelque provenance qu'ils soient, dont l'importation et l'exportation sont légalement permises dans le grand-duché de Mecklembourg-Schwérin, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de douane ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, que ceux qui seraient payés par ces mêmes marchandises ou produits s'ils étaient importés ou exportés par des bâtimens nationaux.

3° Que les navires toscans seront assimilés dans les ports de

1853 Mecklembourg-Schwérin aux bâtimens nationaux, quant aux primes et restitutions de droits et autres avantages quelconques, qui sont déjà accordés, ou qui pourraient l'être par la suite, tant à l'importation qu'à l'exportation.

4° Que les stipulations contenues dans les articles précédens seront applicables dans toute leur étendue, aux bâtimens toscans et à leurs cargaisons, soit que les dits bâtimens viennent des ports de la Toscane ou de ceux de tout autre pays étranger, soit qu'ils partent directement pour la Toscane ou pour tout autre pays quelconque, de sorte que, pour les droits de navigation et de douane, il ne sera fait dans la navigation directe comme dans la navigation indirecte aucune distinction entre les bâtimens des deux parties contractantes.

5° Que ces mêmes stipulations ne s'étendent pas toutefois à la navigation de côte ou cabotage, par rapport à laquelle resteront en vigueur les dispositions des tarifs du grand-duché, et les bâtimens naviguant sous pavillon toscan ne pourront point prétendre au traitement privilégié dont jouissent ou pourront jouir à l'avenir les navires nationaux employés dans la navigation susmentionnée.

6° Que tout navire toscan, qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans un port de Mecklembourg, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer aucun droit de port ou de navigation, perçu ou à percevoir au profit de l'État sous quelque dénomination spéciale que ce soit, bien entendu toutefois que les causes qui auront donné lieu à la relâche forcée soient réelles et évidentes; que le bâtiment ne se livre à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises, et qu'il ne prolonge son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire d'après les causes qui l'auront forcé à y relâcher; que le déchargement ou rechargement occasionnés par les travaux de réparation du navire, ou pour la subsistance de l'équipage, ne seront point considérés comme opérations du commerce; que si toutefois le patron d'un tel navire se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

7° Que s'il arrivait qu'un navire toscan fît naufrage, sombrât ou souffrît quelque autre dommage sur les côtes de Mecklembourg, il sera accordé à ce navire et à toutes les personnes qui seront à bord le même secours et la même protection dont jouissent en pareil cas les bâtimens mecklembourgeois, et ce bâtiment naufragé,

les marchandises ou autres effets qu'il contiendra, ou leur produit si ces objets avaient été déjà vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs ayant-droit, pourvu qu'ils s'annoncent dans l'espace d'une année après le naufrage, en payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un bâtiment national. Les marchandises sauvées ne payeront aucun autre droit, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation. 1853

Enfin :

8° Que les dispositions mentionnés ci-dessus, fondés sur l'assurance d'une parfaite réciprocité en faveur de la navigation et du commerce des bâtimens mecklembourgeois dans les ports de Toscane, entreront en vigueur à partir de ce même jour et qu'elles seront maintenues et resteront obligatoires pendant l'espace de dix ans, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'un ou l'autre des deux gouvernements aura annoncé l'intention d'en faire cesser l'effet.

La présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part du ministère de Son Altesse Impériale et Royale le grand-duc de Toscane, tiendra lieu d'un traité formel, et les stipulations qu'elle renferme auront la même force et valeur.

En foi de quoi, etc.

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement toscan à celui de Mecklenbourg.)

BELGIQUE ET LE SAINT-SIÉGE.

Déclaration échangée entre la Belgique et le Saint-Siége, sur le traitement à accorder aux navires des deux États, signée à Rome et Bruxelles, le 20 Juin 1853.

Déclaration.

Le soussigné ministre d'État et ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi des Belges, déclare au nom du roi, que les navires romains jouiront en Belgique, concernant les droits qui s'appliquent au chargement, du traitement accordé à l'Angleterre par le traité du 27 Octobre 1851, et de plus il confirme les dé-

1853 clarations échangées entre les hautes parties contractantes le 7 et le 11 Avril 1840.

La présente déclaration commencera à produire ses effets du jour, où le gouvernement de Sa Sainteté aura fait une déclaration analogue au profit des navires belges dans les États romains, et elle restera obligatoire jusqu'à ce qu'une des hautes parties contractantes ait manifesté à l'autre par un avis officiel, qui devra être donné douze mois à l'avance, l'intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, le soussigné a revêtu la présente déclaration de sa signature, et y a apposé le sceau de ses armes.

(*Signature.*)

(Une semblable déclaration a été transmise par le gouvernement napolitain à celui de la Belgique.)

DEUX-SICILES ET RUSSIE.

Arrangement entre la Russie et les Deux-Siciles, faisant suite au traité de commerce et de navigation du 13/25 Septembre 1845, fait en Mai 1853.

Ministero e Real Segretaria di Stato degli affari Esteri.

In virtù di accordo preso tra il Governo di S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie e quello di S. M. I. R. l'Imperatore di tutte le Russie, posteriormente al Trattato di comercio e di navigazione, conchiuso il 13/25 Settembre 1845, le Dogane del Regno, col cominciare dal mese di Gennaio dell'anno 1850 hanno ricevuto l'ordine di non sottoporre ad alcuna sopraimposta, tanto a titolo di Dazio doganale come di tonnellaggio o qualunque altro siasi diritto, ma di trattare in vece sull'istesso piede de' bastimenti coperti di Reale bandiera, quelli di bandiera Russa che importano ne' porti del Regno delle Due Sicilie delle mercanzie, prodotti della Russia, del Regno di Polonia, e del Gran Ducato di Finlandia, non rilevate direttamente dai porti Russi e di Finlandia, ma bensì caricati in un porto straniero intermedio, purchè però siffatte merci siano accompagnate da Certificati di un Agente Consolare delle Due Sicilie, attestanti essere le stesse effettivamente prodotti del suolo o della

industria della Russia, del Regno di Polonia, o del Gran Ducato 1853
di Finlandia, il tutto ai termini del Trattato, e per la durata di esso. Disposizioni conformi alle suindicate sono pure state adottate nei porti dell' Impero Russo o del Gran Ducato di Finlandia, per assicurare una giusta reciprocanza pei bastimenti coperti della bandiera delle Due Sicilie che trasportano mercanzie, prodotti del suolo o della industria del Regno delle Due Sicilie, e caricate in porto intermedio straniero. Ben inteso, che tali merci, accompagnate da un Certificato di origine rilasciato da un Agente Consolare Russo, godranno nei porti della Russia e del Gran Ducato di Finlandia delle stesse facilitazioni di cui fruiscono i bastimenti nazionali tanto per Dazio doganale come per tonnellaggio o altro diritto di navigazione.

BAVIÈRE ET RUSSIE.

Déclaration de la Russie et de la Bavière, touchant la navigation du Danube, du 18/30 Juin 1853.

Déclaration.

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le roi de Bavière, voulant assurer à leurs sujets respectifs les avantages qu'un plus grand développement de la libre navigation du Danube peut procurer aux relations commerciales des deux pays, ont autorisé les soussignés à convenir des points suivants.

1° Sur toute la partie inférieure du Danube, à partir du point où il touche le territoire russe, jusqu'à son embouchure dans la mer Noire, et *vice versa*, les navires marchands bavarois seront assimilés en tout point aux navires marchands autrichiens et ils jouiront des mêmes avantages qui sont ou qui seront concédés à ces derniers tant sous le rapport de la libre navigation que pour ce qui concerne les mesures sanitaires.

2° En réciprocité les bâtimens marchands russes remontant ou descendant le Danube, seront traités sur tout le cours de ce fleuve à travers le territoire bavarois et sur ses affluens, absolument sur le même pied que les navires autrichiens, et tous les avantages résultant pour ces derniers du traité de navigation conclu le 2 Décembre 1851 entre la Bavière et l'Autriche, ou qui pourraient

1853 leur être accordés par la suite, seront également applicables aux bâtimens russes.

3° L'arrangement résultant des dispositions qui précèdent restera en vigueur pendant cinq ans à dater de la signature de la présente déclaration.

Fait en double expédition à Munich, le 18/30 Juin 1853.

(*Suivent les signatures.*)

DANEMARCK ET OLDENBOURG.

Traité entre le Danemarck et le grand-duché d'Oldenbourg, concernant l'accession de ce dernier, pour la principauté de Lubeck, au système douanier du duché de Holstein, signé à Hambourg, le 13 Février 1853.

Art. I. Seine Königliche Hoheit, der Grossherzog von Oldenburg, treten für Höchst Sich, Höchst Ihre Erben und Nachkommen in der Regierung des Fürstenthums Lübeck mit diesem Fürstenthum, unbeschadet Höchst Ihrer Landesherrlichen Hoheitsrechte, dem Zoll- und Brennsteuer-System des Herzogthums Holstein, wie solches gemeinschaftlich für das Königreich Dänemark, für das Herzogthum Schleswig und für das Herzogthum Holstein beabsichtigt wird, bei.

Art. II. Als Folge hievon wird nicht allein ein völlig zollfreier Verkehr zwischen dem Herzogthum Holstein und den mit diesem zu einem Zollverein jetzt und künftig verbundenen fremden Gebietstheilen einerseits, sowie dem Fürstenthum Lübeck andererseits stattfinden, sondern es wird auch für den Verkehr des Fürstenthums Lübeck nach und von dem Königreich Dänemark und dem Herzogthum Schleswig dieselbe Zollfreiheit zugesichert, welche für den Verkehr des Herzogthums Holstein nach und von diesen Landestheilen stattfinden wird.

Art. III. Seine Königliche Hoheit, der Grossherzog, werden demgemäss im Fürstenthum Lübeck die Regelung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, der Spielkartenstempel-Abgabe, sowie der Brennsteuer, in Uebereinstimmung mit den für das Herzogthum Holstein ergehenden, der Grossherzoglichen Regierung in ihren Grundzügen mitgetheilten Gesetzen, Tarifen, Verordnungen und sonstigen administrativen Bestimmungen eintreten lassen und

zu diesem Zwecke, soweit dieses nicht insbesondere durch die 1853
Grossherzogliche Zollverordnung vom 6. Februar 1839 und spätere Abänderungen bereits geschehen, die erforderlichen Bestimmungen erlassen.

Art. IV. Etwaige künftige Abänderungen dieser gesetzlichen und administrativen Bestimmungen (Art. I und III), welche der Uebereinstimmung wegen auch im Fürstenthum Lübeck zur Anwendung kommen müssen, bedürfen der Zustimmung der Grossherzoglichen Regierung nicht, wenn solche Abänderungen keine Erhöhung der Brennsteuer, keine durchgreifende principielle Veränderung des vereinbarten Zolltarifs enthalten, für das Holsteinische Zollvereinsgebiet allgemein getroffen werden und endlich dem Staatsgrundgesetze des Grossherzogthums Oldenburg nicht widerstreiten.

Art. V. Zur Herbeiführung eines übereinstimmenden geregelteren Verfahrens wollen Seine Königliche Hoheit der Grossherzog, die Verwaltung des Zollwesens, des Spielkartenstempels und der gleichzeitig einzuführenden Brennsteuer der Regierung Seiner Majestät des Königs von Dänemark überlassen, welche daher sämmtliche desfällige im Fürstenthum Lübeck zur Erhebung kommenden Intraden erhebt, dagegen aber alle und jede mit der Verwaltung dieser Steuerbranchen verbundenen Ausgaben bestreitet. Von Seiten Seiner Majestät des Königs von Dänemark wird diese Verwaltung dem Königlichen Finanzministerium in Kopenhagen übertragen werden, unter dessen Oberaufsicht das Königliche Generalzolldirectorat die unmittelbare Leitung des Zollwesens ausführen wird.

Art. VI. Seine Majestät der König von Dänemark verpflichten sich dagegen von dem Ertrage der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgabe, sowie der Kartenstempel-Abgabe und der Brennsteuer jährlich an das Fürstenthum Lübeck auf jeden Kopf seiner Bevölkerung, welche gegenwärtig nach der im Jahre 1850 vorgenommenen Zählung zu 22,146 Seelen angenommen und auf Grund einer jedes dritte Jahr, zum ersten Mal gegen Ablauf des Jahres 1855, zu wiederholenden Zählung von Neuem ermittelt werden wird, eine feststehende Summe von Zwei Thalern nach dem Münzfuss von 11 Rthl. 27 Schill. Cour. auf die Mark fein gerechnet, und zwar ohne Rücksicht auf den Betrag sowohl der zur Erhebung gekommenen Intraden, als der verausgabten Verwaltungskosten auskehren zu lassen.

Die dem Fürstenthum Lübeck hiernach jährlich zukommende Aversionalsumme soll in vierteljährigen Raten an die Landeskasse desselben in Eutin baar ausgezahlt werden.

Bei den Volkszählungen im Fürstenthum Lübeck werden diejeni-

1853 gen Principien befolgt werden, welche für die am 1. Februar 1845 im Herzogthum Holstein und im Fürstenthum Lübeck beschaffte Volkszählung normgebend waren. Eine Aenderung dieser Principien, wodurch ein abweichendes Resultat erzielt wird, setzt die Zustimmung der Königlichen Regierung voraus. Nach jedesmaliger Volkszählung wird die Grossherzogliche Regierung dem Königlichen Finanzministerium eine beglaubigte Abschrift der speciellen Zählungslisten, nebst den Grundsätzen, welche dabei befolgt worden, übersenden.

Art. VII. Die Erhebung und Berechnung der Zollabgaben, der Spielkartenstempelabgabe und der Brennsteuer im Fürstenthum Lübeck geschieht in derselben Münze wie bisher und kömmt dasselbe Maass und Gewicht wie im Herzogthum Holstein zur Anwendung. Der Königlichen Regierung bleibt es vorbehalten, das Werthverhältniss der sonstigen Münzen zu der tarifmässigen Münze festzusetzen, wie auch zu bestimmen, in welchem Verhältniss Scheidemünze bei der Hebung zugelassen werden soll. Soweit erforderlich wird das Verhältniss der verschiedenen Münzen, Maasse und Gewichte durch Reductionstabellen bekannt gemacht werden.

Art. VIII. Seine Königliche Hoheit der Grossherzog wollen der Regierung Seiner Majestät des Königs von Dänemark, in Hinblick auf die derselben übertragene Verwaltung, auch die Ernennung, Versetzung und Entlassung des erforderlichen Beamtenpersonals, nach Maassgabe der deshalb getroffenen näheren Uebereinkunft, übertragen.

Art. IX. Zollbeamte, welche vor ihrer Anstellung nicht bereits Oldenburgische Unterthanen waren und erst vermöge ihrer Anstellung ihren Wohnsitz im Fürstenthum Lübeck genommen haben, sind, so lange dieses Verhältniss dauert, den Oldenburgischen Gesetzen und Anordnungen unterworfen, jedoch wird rücksichtlich ihrer und ihrer Söhne Militärpflichtigkeit und ihrer und der Ihrigen Heimathsrechte in ihren ursprünglichen Verhältnissen nichts geändert. Hört daher die Anstellung solcher Individuen im Fürstenthum Lübeck aus irgend einem Grunde auf und werden selbige nicht vielleicht nach Entlassung aus dem Unterthanen-Verbande ihrer bisherigen Landesherrschaft von der Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung als Landes-Unterthanen aufgenommen oder auf sonstige Weise zu einem längeren Aufenthalt berechtigt, so haben dieselben nach erfolgter Enthebung ihrer Dienstpflichten, ohne irgend einigen Anspruch auf Pensionirung oder Unterstützung an die Grossherzoglich Oldenburgische Staatsregierung, mit ihren Ehefrauen, Kindern

und sonstigen Angehörigen das Fürstenthum Lübeck zu verlassen 1853
und in ihre frühere Heimath zurückzukehren.

Ein Gleiches soll alsdann geschehen, wenn ein solcher Beamter mit Tode abgehet, von Seiten seiner Ehefrau, Kinder und Angehörigen.

Art. X. Sämmtliche in dem Fürstenthum Lübeck angestellte Zollbeamte stehen in allen Privat- und bürgerlichen Angelegenheiten, sowie bei allen sogenannten gemeinen Vergehen und Verbrechen, ingleichen bei eigentlichen Dienstvergehen und Dienstverbrechen, unter den Grossherzoglich Oldenburgischen Gesetzen und Gerichtsbehörden. In allen eigentlichen Dienstangelegenheiten sind dieselben der Regierung Seiner Majestät des Königs von Dänemark, kraft der derselben hiedurch von Seiten Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog von Oldenburg ertheilten besonderen Ermächtigung, unterworfen, und können daher auch in den Fällen, wo sie sich disciplinarisch zu strafende Dienstwidrigkeiten zu Schulden kommen lassen, von der Königlichen Regierung nach den desfalls geltenden Bestimmungen zur disciplinarischen Untersuchung und Bestrafung gezogen werden, falls die genannte Regierung es nicht vorziehen mögte, die Sache den Oldenburgischen Gerichten zu überweisen.

Machen die Umstände es nöthig, bei gemeinen Vergehen oder Verbrechen oder auch bei eigentlichen Dienstvergehen und Verbrechen gegen die beim Zollwesen Angestellten eine förmliche gerichtliche Untersuchung einleiten oder Verhaftung eintreten zu lassen, so ist davon sofort dem Königlichen Finanzministerium, sofern demselben die Sache nicht bekannt, Anzeige zu machen, damit dasselbe das, was das Interesse des Zolldienstes erheischt, dabei wahrnehmen könne.

Auch soll bei eigentlichen Dienstvergehen oder Dienstverbrechen jedesmal, vor dem Schluss der gerichtlichen Untersuchung und wo möglich bei der Ermittelung des Thatbestandes, ein von der Königlichen Regierung entweder ein für allemal oder für den vorgekommenen einzelnen Fall ernannter Commissarius mit seinem auf die Sache bezüglichen Gutachten gehört und selbiges angemessen berücksichtiget werden.

Vorstehende Bestimmungen finden auf die im Fürstenthum Lübeck stationirten Zollgensdarmen nur insoweit ihre Anwendung, dass diese zwar den Königlichen Militärgesetzen unterworfen bleiben, jedoch für Ueberschreitungen ihrer Amtsbefugnisse ihren militairischen Gerichtsstand vor dem Grossherzoglichen Garnisonsgerichte zu Eutin erhalten. Diesem Gerichte wird in solchen Fällen König-

1853 licher Seits ein Auditeur oder sonstiger Commissair mit berathender Stimme beigeordnet, welcher, falls es gewünscht wird, den Vortrag in der Sache zu erstatten hat. Bei etwaigen Conflicten mit den Steuerpflichtigen haben übrigens die Zollgensdarmen, im Fall kein Officier zugegen ist, vorläufig den Anordnungen der Civilobrigkeit Folge zu leisten, bei Anwesenheit eines Officiers verbleibt diesem jedoch das Commando und hat die Civilobrigkeit an den Officier sich zu wenden.

Art. XI. Hinsichtlich der Zollstrafen und des Verfahrens in Zollcontraventions- und Strafsachen kommen im Fürstenthum Lübeck diejenigen Bestimmungen und Vorschriften in Anwendung, welche daselbst in Uebereinstimmung mit den für das Herzogthum Holstein geltenden Vorschriften erlassen sind und künftig erlassen werden möchten, mit der Maassgabe jedoch, dass das Königliche Finanzministerium, respective das Königliche Generalzolldirectorat in Kopenhagen, allenthalben an die Stelle der Grossherzoglichen Oberzollbehörde in Eutin tritt und dass dem Betheiligten die Wahl zwischen der Erledigung der Sache im administrativen oder gerichtlichen Wege auch in dem Falle unbenommen bleibt, wenn die gesetzliche Strafe die Summe von 10 Reichsthaler nicht übersteigt. Auch wird hiedurch vereinbart, dass die Angehörigen des Fürstenthums Lübeck bei ihren Eingaben an die Königlichen Behörden von dem Gebrauche des Königlichen Stempelpapiers befreit sein sollen.

Art. XII. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungsrecht wird in Ansehung der von den Grossherzoglichen Gerichten erkannten Strafen von Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog von Oldenburg ausgeübt. In Ansehung der Königlicher Seits erkannten Strafen steht das Begnadigungs- und Strafverwandlungsrecht Seiner Majestät dem Könige von Dänemark zu.

Die Zollstrafgelder sowie die confiscirten Gegenstände oder deren Werth fallen, abgesehen von dem Antheil der Anhalter oder Denuncianten, künftig in die Königliche Staatskasse.

Art. XIII. Die mit der Untersuchung und Bestrafung der Zoll- und Brennsteuer-Contraventionen beauftragten Behörden des einen Staats sollen den in einer solchen Angelegenheit an sie ergehenden Requisitionen derartiger Behörden des anderen Staats sowohl in Beziehung auf die Sistirung der Contravenienten, dieselben mögen nun Unterthanen eines fremden Staats oder eines der contrahirenden Staaten sein, vor der requirirenden Behörde, als auf die Beitreibung und Ablieferung der von denselben in Folge gefällter Erkenntnisse zu erlegenden Gelder oder auch auf die Beschlagnahme und Auslieferung zur Ermittelung des Thatbestandes erforderlicher

oder bereits für confiscirt erklärter Contraventions-Gegenstände 1853
oder auf Vollziehung der statt der Geldstrafen gesetzlich eintretenden körperlichen Strafen, stets auf das Bereitwilligste genügen.

Art. XIV. Die Vollziehung der von einem zahlungsunfähigen Contravenienten zu erleidenden körperlichen Strafe soll jedes Mal der Behörde desjenigen Landes zustehen, in welchem derselbe als domicilirter Unterthan zu betrachten ist.

Ist der Contravenient Unterthan eines fremden Staates, so soll er im Fall der Betretung im Fürstenthum Lübeck an diejenige Königliche Behörde, welche die Untersuchung geführt hat, auf vorgängige Requisition sofort ausgeliefert werden.

Die Kosten der Detention des Inhaftirten sowie etwaige in dieser Veranlassung erwachsende baare Auslagen fallen bei der Zahlungsunfähigkeit des Uebertreters der Königlichen Staatskasse zur Last.

Art. XV. Die Grossherzogliche Regierung verpflichtet sich noch insbesondere, durch alle ihr zu Gebote stehenden Mittel die Königliche Regierung in der Entdeckung von Zoll- und Brennerei-Contraventionen und Unterdrückung des Schleichhandels bereitwilligst zu unterstützen.

Vornehmlich sollen die obrigkeitlichen Behörden des Fürstenthums Lübeck verpflichtet sein:

1) die von den Zollbeamten nach § 286 der Königlichen Zollverordnung und des § 136 der Grossherzoglichen Zollverordnung angebrachten Denunciationen fördersamst zur Untersuchung zu ziehen, und
2) bei den nach den bestehenden oder künftig zu erlassenden Anordnungen zulässigen Haussuchungen in Veranlassung von begangenen oder vermutheten Defrauden den Zollbeamten auf das Bereitwilligste den nöthigen Schutz und Beistand zu leisten.

Art. XVI. Den im Herzogthum Holstein stationirten Zollbeamten und Zollgensdarmen soll es gestattet sein, die Spuren verübter Zollcontraventionen auch in das Gebiet des Fürstenthums Lübeck, ohne Beschränkung auf eine gewisse Strecke, zu verfolgen.

Sind dabei verordnungsmässig zulässige Haussuchungen oder Beschlagnahmen oder andere gesetzliche Maassregeln zur Constatirung des Thatbestandes erforderlich, so sollen selbige auf den mündlichen oder schriftlichen Antrag der Zollbeamten oder Zollgensdarmen und unter deren Zuziehung von der nächsten obrigkeitlichen Person vorgenommen werden. Letztere hat sodann über den ganzen Vorgang ein Protocoll aufzunehmen, und eine Abschrift desselben dem Zollbeamten oder Gensdarmen, auf dessen Antrag jene Maassregeln ergriffen sind, mitzutheilen.

1853 Auch sollen die verfolgenden Zollbeamte oder Gensdarmen befugt und gehalten sein, auf der That betroffene Contravenienten, die mit den Gegenständen, welche sie bei sich führen, in Gehöften oder Häusern im Fürstenthum Lübeck einen Zufluchtsort suchen, an diesen Ort zu verfolgen, sich jener Gegenstände zu versichern und erst hiernächst der Obrigkeit von dem Vorgange die nöthige Anzeige zu machen. Bei der Ausübung dieser ihrer Dienstpflicht, soll ihnen, nach vorgängiger Legitimation von dem Ortsvorstande jederzeit der erforderliche Schutz und Beistand gewährt werden.

In den Fällen, wo ein persönliches Anhalten des Contravenienten gesetzlich zulässig ist, soll auch dies von den den Contravenienten in das Fürstenthum Lübeck verfolgenden Zollbeamten oder Gensdarmen geschehen können, der Angehaltene jedoch alsdann der nächsten Obrigkeit des Fürstenthums Lübeck überliefert werden.

Ist indessen die Person des Contravenienten dem verfolgenden Zollgensdarmen bekannt und die Beweisführung so wie die Zahlung der in Antrag zu bringenden Strafe gesichert, so darf ein persönliches Anhalten nicht geschehen.

Art. XVII. Der Zollvertrag vom 4. Januar 1839 und die auf denselben sich beziehenden besonderen Verabredungen so wie der Zollcartel-Vertrag vom nämlichen Tage sind hiedurch aufgehoben, jedoch behält es bei den Bestimmungen der Art. X und XXX des ersteren Vertrages auch ferner sein Verbleiben, sowie bei der seitdem in Betreff des Hausirhandels getroffenen gegenseitigen Verabredung.

Art. XVIII. Der Zeitpunkt des Inkrafttretens des gegenwärtigen Vertrags wird im Einverständniss der contrahirenden Regierungen näher festgesetzt werden.

Die Dauer desselben ist vom Tage des Inkrafttretens angerechnet auf 10 Jahre verabredet. Erfolgt ein Jahr vor Ablauf desselben von dem einen oder dem anderen der contrahirenden Theile keine Aufkündigung, so soll der Vertrag als auf 5 Jahre prolongirt angesehen werden und bis zur erfolgenden Kündigung in der angegebenen Art immer von 5 zu 5 Jahren fortlaufend verbindliche Kraft behalten.

Art. XIX. Die Zustimmung des Landtags des Grossherzogthums Oldenburg zu diesem Vertrage wird vorbehalten.

Art. XX. Dieser Vertrag soll in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt und unverzüglich zur Ertheilung der Allerhöchsten und Höchsten Ratification vorgelegt werden, deren Auswechselung baldmöglichst Statt finden wird.

Zu Urkund dessen, u. s. w.

1853

DANEMARCK ET HAMBOURG.

Traité entre le Danemarck et la ville libre anséatique de Hambourg, touchant l'accession de cette dernière (pour quelques enclaves de son territoire) au système douanier du duché de Holstein, signé à Hambourg, le 20 *Juin* 1853.

Seine Majestät der König von Dänemark, etc. einerseits und der Hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg andererseits haben, in Rücksicht auf die für das Herzogthum Holstein und das Fürstenthum Lübeck eintretende anderweitige Organisation des Zollwesens, wegen verschiedener Abänderungen und Ergänzungen des den Anschluss mehrerer Gebietstheile der freien und Hansestadt Hamburg an das Zoll-System des Herzogthums Holstein betreffenden Vertrages vom 5. September 1840, Verhandlungen eröffnen lassen und zu denselben bevollmächtigt

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*).

Art. I. Die freie und Hansestadt Hamburg tritt unbeschadet ihrer Hoheitsrechte mit ihren innerhalb der Zolllinie des Herzogthums Holstein belegenen Gebietstheilen:

1) Grossen Hansdorf, mit Schmalenbeck und Beymoor,
2) Wohldorf, Ohlstedt und Volksdorf,
3) Farmsen nebst den Parcellen Kupferdamm, Lehmbrook und der Berne,

dem Zoll- und Brennsteuer-System des Herzogthums Holstein, wie solches gemeinschaftlich für das Königreich Dänemark, für das Herzogthum Schleswig und für das Herzogthum Holstein nunmehr eingeführt ist, bei.

Art. II. In Folge hievon wird nicht allein ein völlig zollfreier Verkehr zwischen dem Herzogthum Holstein und den mit diesem zu einem Zollverein jetzt und künftig verbundenen fremden Gebietstheilen einerseits und den genannten Hamburgischen Enclaven andererseits stattfinden, sondern es wird auch für den Verkehr der Letzteren von und nach dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthume Schleswig dieselbe Zollfreiheit zugesichert, welche für den Verkehr des Herzogthums Holstein nach und von diesen Landestheilen stattfinden wird. Imgleichen sollen sich die Eingesessenen des Vereinsgebiets einer gegenseitigen unbeschränkten, auch

1853 auf die Landhandwerker ausgedehnten Jahrmarkts-Freiheit, unter Beobachtung der Zollverordnung, zu erfreuen haben.

Ohne Vernehmung mit der beikommenden Königlichen Behörde ist die Errichtung von Fabriken in den Enclaven nicht zu gestatten. Bei Ertheilung oder Ablehnung der desfälligen Concession wird mithin der Senat von Hamburg dieselben Regeln befolgen, welche in dieser Beziehung für Holsteinische, in gleicher Entfernung von der Zollgrenze belegene Orte die geltende Norm abgeben. Die Vermehrung der Concurrenz allein soll nicht als ein gültiger Grund der Ablehnung betrachtet werden.

Die, zur zollfreien-Versendung der innerhalb der Grenzen der Enclaven angefertigten Fabrikate, nach Maassgabe der Zollverordnung etwa erforderlichen Fabrikzeichen oder Stempel werden von dem Königlichen General-Zolldirectorat zu Copenhagen respective autorisirt und ertheilt. Jedoch soll die Autorisation des Fabrikzeichens und die Ertheilung des Stempels nur in solchen Fällen verweigert werden, in welchen dieselben unter gleichen Verhältnissen Holsteinischen Fabriken ebenfalls würden verweigert werden.

Art. III. Den im Herzogthum Holstein und dem Fürstenthum Lübeck angeordneten oder noch künftig anzuordnenden Einfuhr-, Durchfuhr- und Ausfuhr-Abgaben, sowie Verboten werden auch die Hamburgischen Enclaven unterworfen. Die im übrigen Vereinsgebiet geltenden Zollstrafgesetze und Vorschriften über das Strafverfahren in Zollsachen, ingleichen sonstige das Zollwesen betreffende Erlasse werden gleichmässig hinsichtlich der Bewohner der Enclaven zur Anwendung gebracht werden. Zu dem Ende werden die gegenwärtigen wie die künftigen allgemeinen Zollgesetze und Verfügungen für den gemeinsamen Zollverband, soweit dies nicht bereits geschehen, dem Hohen Senate mitgetheilt, welcher, soweit die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages dadurch nicht verletzt werden, gleiche Anordnungen für die Enclaven erlassen wird.

Dasselbe gilt in Ansehung der Gesetzgebung und administrativen Anordnungen, betreffend die Brennsteuer und die Stempel-Abgabe von Spielkarten (Art. IV).

Art. IV. Verbrauchs- und Fabrikationsabgaben, die für das Herzogthum Holstein und Fürstenthum Lübeck beliebt werden, sind auch in den Enclaven einzuführen. Namentlich gilt dies von der jetzt eintretenden Besteuerung der Branntweinbrennerei.

Die in den Hamburgischen Enclaven zu gebrauchenden Spielkarten werden bei den Zollämtern des Vereinsgebiets gestempelt und mit der Stempel-Abgabe berichtigt werden.

Im Falle der Anlegung einer Spielkarten-Fabrik in den Enclaven

kommen für selbige dieselben Bestimmungen in Ansehung der 1853
Stempel-Abgabe und der desfälligen Controle zur Anwendung, wie für ähnliche Fabriken in Holstein.

Art. V. Von dem Ertrage der Einfuhr- und Ausfuhr-Abgaben, der Brennsteuer und der Stempel-Abgabe von Spielkarten erhält die Stadt Hamburg jährlich auf jeden Kopf der Bevölkerung der Enclaven, welche gegenwärtig, nach der im Jahre 1853 vorgenommenen Zählung 1635 Seelen ergeben hat und nach 5 Jahren von Neuem ermittelt werden wird, eine feststehende Summe von 1 Thlr. 10 Schill. Crt. nach dem Münzfusse von 11 Thlr. 27 Schill. Crt. auf die Mark fein gerechnet, und zwar ohne Rücksicht auf den Betrag, sowohl der zur Erhebung kommenden Intraden, als der verausgabten Verwaltungskosten.

Art. VI. Die der Stadt Hamburg hiernach jährlich zukommende Aversionalsumme soll in vierteljährigen Raten an die Kämmerei in Hamburg ausgezahlt werden.

Art. VII. Bei den Volkszählungen in den Hamburgischen Enclaven werden diejenigen Principien befolgt werden, welche für die am 1. Februar 1845 im Herzogthum Holstein und in den Hamburgischen Enclaven beschaffte Volkszählung normgebend waren. Eine Aenderung in diesen Principien, wodurch ein abweichendes Resultat erzielt wird, setzt die Zustimmung der Königlichen Regierung voraus.

Nach jedesmaliger Volkszählung und zwar auch für die im Jahre 1853 beschaffte, wird der Senat zu Hamburg dem Königlichen Finanzministerium eine beglaubigte Abschrift der speciellen Zählungslisten nebst den Grundsätzen, welche dabei befolgt worden, übersenden.

Art. VIII. Die Chaussee-, Wege-, Pflaster- und Brückengelder, die Messgebühren, sowie sonstige derartige Abgaben, unterliegen der einseitigen Bestimmung der betreffenden Regierung; die Einwohner der Vereinsländer sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleich gesetzt werden.

Art. IX. Die für die Geestlande des Hamburgischen Gebiets angeordnete Landherrschaft wird durch die locale Behörde der Enclaven, sowie durch die dort befindlichen Piquets von Landdragonern darauf achten, dass in den Enclaven keine Brennereien heimlich betrieben werden, sowie dass daselbst keine Verbindungen von Schleichhändlern sich bilden oder Waarenniederlagen errichtet werden, welche die Einschwärzung verbotener oder zollpflichtiger Gegenstände in die sonstigen Theile des Vereinsgebiets zum Zweck haben. Sie wird ferner, auch ohne ausdrückliche Aufforderung alle gesetzlichen Mittel anwenden, welche zur Verhütung, Entdeckung

1853 und Bestrafung der, von Personen, welche in den Enclaven sich aufhalten oder dort domicilirt sind, gegen die übrigen Theile des Vereinsgebiets beabsichtigten oder in denselben begangenen Verletzung bestehender Zollverordnungen dienen können und der betreffenden Zollbehörde davon die nöthige Anzeige machen.

Art. X. Die Hamburgische Landherrschaft der Geestlande wird:

1) den von den Zollbeamten oder Behörden des übrigen Vereinsgebiets ergehenden Requisitionen stets auf das Bereitwilligste genügen, diese beziehen sich nun auf die Sistirung der Zollcontravenienten, welche in den Enclaven sich aufhalten oder dort domicilirt sind, vor der requirirenden Behörde zur Vernehmung, oder auf die Beitreibung und Ablieferung der von denselben in Folge gefällter Erkenntnisse zu erlegenden Gelder, auf die Beschlagnahme und Auslieferung zur Ermittelung des Thatbestandes erforderlicher oder bereits für confiscirt erklärter Contraventionsgegenstände oder endlich auf die Vollziehung der statt der Geldstrafen gesetzlich eintretenden Freiheitsstrafen.

Selbige wird

2) die von den Zollbeamten des Vereinsgebiets angebrachten Denunciationen gegen oben bezeichnete Zollcontravenienten fördersamst zur Untersuchung ziehen. Alles dies in eben dem Maasse, als ob die Requisition oder Denunciation von der Hamburger Behörde ausgegangen wäre.

Art. XI. Die Hamburgischen Enclaven werden denselben Controlmaassregeln in Bezug auf den Zoll und die Brennsteuer unterworfen werden, welche für die in gleicher Entfernung von der Zollgrenze belegenen Districte des Herzogthums Holstein und des Fürstenthums Lübeck gesetzlich vorgeschrieben sind oder vorgeschrieben werden möchten.

Zur Wahrnehmung der Zoll- und Brennsteuer-Controle soll es den in dem Herzogthum Holstein und Fürstenthum Lübeck stationirten Königlichen Zollbeamten und Zollgensdarmen zu jeder Zeit gestattet sein, die Hamburgischen Enclaven zu betreten und den bestehenden Verordnungen gemäss zu verfahren. Bei der Ausübung dieser ihrer Dienstpflicht in den Enclaven soll ihnen nach vorgängiger Legitimation von dem Ortsvorstande jederzeit der erforderliche Schutz und Beistand gewährt werden.

Für das bei Lager-Nachsichten und Haussuchungen zu beobachtende Verfahren, namentlich in soweit dabei die Zuziehung theils der höheren Zollbeamten, theils der nächsten obrigkeitlichen Person gesetzlich erforderlich ist, bleiben die gegenwärtig für das Herzog-

thum Holstein gültigen verordnungsmässigen Bestimmungen während 1853
der Dauer dieses Vertrages unverändert maassgebend.

Die später etwa erforderlich werdende Stationirung Königlicher Zollgensdarmen in den Enclaven selbst bleibt einer näheren Uebereinkunft vorbehalten.

Art. XII. In den Fällen, wo wegen einer Zoll-Contravention ein persönliches Anhalten der Contravenienten gesetzlich zulässig ist, soll dies auch in den Enclaven von dem, den Contravenienten verfolgenden Zoll-Beamten oder Zollgensdarmen geschehen können, der Angehaltene jedoch alsdann der Ortsobrigkeit überliefert werden. Ist indessen die Person des Contravenienten dem Beamten oder Gensdarmen bekannt und die Beweisführung, sowie die Zahlung der in Antrag zu bringenden Strafe gesichert, so fällt das persönliche Anhalten weg.

Art. XIII. Auch der Königliche Oberzollinspector und der Obervigilanzinspector haben ihr Augenmerk darauf zu richten, dass in den Enclaven nichts den Zollverordnungen Widerstreitendes vorgenommen werde, und können desfalls mit der Landherrschaft der Geestlande erforderlichen Falles in Communication treten.

Art. XIV. Wegen der im Herzogthum Holstein oder im Fürstenthum Lübeck von Eingesessenen der Enclaven oder in denselben sich aufhaltenden Individuen begangenen Uebertretungen der Zollgesetze des Vereinsgebiets werden die Straferkenntnisse von den Königlichen oder den Grossherzoglich Oldenburgischen Behörden abgegeben. Solche werden der Landherrschaft der Geestlande zur Publication und, falls nicht etwa respective Seine Majestät der König und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von dem allerhöchst und höchst Ihnen zustehenden Rechte der Begnadigung oder Strafverwandlung Gebrauch machen, zur Vollstreckung zugestellt, und zwar ist die von einem zahlungsunfähigen Eingesessenen der Enclaven Inhalts solcher Erkenntnisse zu erleidende Freiheitsstrafe gegen denselben, in Uebereinstimmung mit den im übrigen Vereinsgebiet bestehenden Vorschriften, zur Vollziehung zu bringen.

Art. XV. Sind dagegen in den Enclaven selbst Zoll- oder Brennsteuer-Contraventionen begangen, sind ferner im Bezirk derselben Niederlagen erweislich eingeschwärzter Waaren entdeckt oder endlich, sei es für sich oder in Verbindung mit der im sonstigen Vereinsgebiet verübten Uebertretung der Zollgesetze, andere Verbrechen oder Vergehen, z. B. der Fälschung, der Widersetzlichkeit gegen Zoll- und andere Beamte oder deren wörtlicher oder thätlicher Beleidigung verübt worden, so bleibt dem Betheiligten die Wahl zwischen der Erledigung der Sache im administrativen Wege

1853 durch das Königliche General-Zolldirectorat in Copenhagen, oder im gerichtlichen Wege durch die Landherrschaft der Geestlande, welche, soweit nicht die Zoll- und Brennsteuer-Gesetzgebung des Vereinsgebiets die Strafe bestimmt, nach Hamburgischen Anordnungen das Erkenntniss abgiebt, und wird in solcher Rücksicht von ihr ausgehenden Requisitionen in der Art. X vorgeschriebenen Weise von den Beamten und Behörden des übrigen Vereinsgebiets stets bereitwilligst nachgelebt werden. In Ansehung der von der Landherrschaft abgegebenen Erkenntnisse findet der nach Hamburgischen Gesetzen bestehende Instanzenzug, unter Recurs an den Senat, statt, und verbleibt dem Senate das Recht der Begnadigung und Strafverwandlung. Sind die Contravenienten Angehörige des Herzogthums Holstein oder des Fürstenthums Lübeck, so geschieht, auf Requisition der Landherrschaft der Geestlande und Mittheilung des Erkenntnisses, von den dortigen Behörden die Vollstreckung der Strafe.

In Ansehung des Recurses wider die Straferkenntnisse des Königlichen General-Zolldirectorats, sowie in Betreff der Publikation und Vollziehung dieser Erkenntnisse kommen die Bestimmungen des Art. XIV zur Anwendung.

Art. XVI. Die Kosten der Vollziehung der Freiheitsstrafen wider einen Inhaftirten fallen bei dessen Zahlungsunfähigkeit der Königlichen Staatskasse zur Last.

Die Zollstrafgelder, sowie die confiscirten Gegenstände oder deren Werth fallen, abgesehen von dem Antheil der Anhalter oder Denuncianten, künftig in die Königliche Staatskasse, an welche gleichfalls die eingegangenen defraudirten Abgaben vorkommenden Falls abzuliefern sind.

Art. XVII. Gegenwärtiger Vertrag, welcher mit dem 1. Juli des Jahres 1853 zur Ausführung gebracht werden soll, wird vorläufig auf zehn Jahre abgeschlossen. Erfolgt ein Jahr vor Ablauf desselben von dem einen oder dem anderen der contrahirenden Theile keine Aufkündigung, so soll der Vertrag als auf fünf Jahre prolongirt angesehen werden und bis zur erfolgenden Kündigung in der angegebenen Art immer von fünf zu fünf Jahren fortlaufend verbindliche Kraft behalten.

Der Zollvertrag vom 5. September 1840 und die auf denselben sich beziehenden besondern Verabredungen sind hiedurch aufgehoben und tritt gegenwärtiger Vertrag vollständig an die Stelle desselben.

Art. XVIII. Dieser Vertrag soll in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt und zur Allerhöchsten und Hohen Ratification

vorgelegt werden, deren Auswechselung baldmöglichst stattfinden 1853
wird.

Zu Urkund dessen, u. s. w.

Note. Un semblable traité (à quelques modifications près), a été conclu, le 20 Juin 1853, entre le *Danemarck* et la ville libre et anséatique de *Lubeck,* pour quelques enclaves de son territoire.

FRANCE ET CONFÉD. ARGENTINE.

Traité entre la France et la Confédération Argentine, pour la libre navigation du Parana et de l'Uruguay, signé à San-José de Flores, le 10 *Juillet* 1853.

Art. I. La Confédération argentine permet, dans l'exercise de ses droits souverains, la libre navigation des rivières Paraná et Uruguay, sur toute la partie de leur cours qui lui appartient, aux navires marchands de toutes les nations, en se conformant uniquement aux conditions qu'établit ce traité et aux réglements déjà décrétés ou qui le seraient à l'avenir par l'autorité nationale de la Confédération.

Art. II. En conséquence, lesdits bâtiments seront admis à séjourner, charger et décharger dans les lieux et ports de la Confédération argentine ouverts à cet effet.

Art. III. Le gouvernement de la Confédération argentine, désirant procurer toute facilité à la navigation intérieure, s'engage à entretenir des marques et des balises indiquant les passes.

Art. IV. Les autorités compétentes de la Confédération établiront un système uniforme pour la perception des droits de douane, de port, de phare, de police et de pilotage, dans tout le cours des eaux qui appartiennent à la Confédération.

Art. V. Les hautes parties contractantes, reconnaissant que l'île de Martin-Garcia peut, d'après sa position, entraver et empêcher la libre navigation des affluents du Rio de la Plata, conviennent d'employer leur influence pour que la possession de cette île ne soit pas retenue ou conservée par aucun État du Rio de la Plata, ou de ses

1853 affluents, qui n'aurait pas adhéré au principe de leur libre navigation.

Art. VI. S'il arrivait (ce qu'à Dieu ne plaise) que la guerre éclatât entre quelques-uns des États, républiques ou provinces du Rio de la Plata ou de ses affluents, la navigation des rivières Paraná et Uruguay n'en demeurera pas moins libre pour le pavillon marchand de toutes les nations.

Il ne sera apporté d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne le trafic des munitions de guerre, telles que les armes de toute espèce, la poudre de guerre, le plomb et les boulets.

Art. VII. S. M. l'empereur du Brésil et les gouvernements de Bolivie, du Paraguay et de l'État oriental de l'Uruguay pourront accéder au présent traité, pour le cas où ils seraient disposés à en appliquer les principes aux parties des rivières Paraná, Paraguay et Uruguay sur lesquelles ils peuvent respectivement posséder des droits fluviaux.

Art. VIII. Le principal objet pour lequel les rivières Paraná et Uruguay sont déclarées libres pour le commerce du monde étant de développer les relations mercantiles des contrées riveraines et de favoriser l'immigration, il est convenu qu'aucune faveur ou immunité quelconque ne sera accordée au pavillon ou au commerce d'une autre nation, sans qu'elle ne soit également étendue au commerce et au pavillon français.

Art. IX. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur des Français dans le délai de quinze mois à partir de sa date, et par S. E. Monsieur le directeur provisoire, dans celui de deux jours, sous la réserve de le présenter à l'approbation du premier congrès législatif de la Confédération argentine.

Les ratifications devront être échangées au siége du gouvernement de la Confédération argentine dans le délai de dix-huit mois.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET CONFÉD. ARGENTINE. 1853

Traité entre la Grande-Bretagne et la Confédération argentine, touchant la libre navigation du Paraná et de l'Uruguay, signé à St.-José de Flores, le 10 Juillet 1853.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. The Argentine Confederation, in the exercise of her sovereign rights, concedes the free navigation of the rivers Paraná and Uruguay, wherever they may belong to her, to the merchant vessels of all nations, subject only to the conditions which this treaty establishes, and to the regulations sanctioned, or which may hereafter be sanctioned, by the national authority of the Confederation.

Art. II. Consequently, the said vessels shall be admitted to remain, load, and unload in the places and ports of the Argentine Confederation which are open for that purpose.

Art. III. The government of the Argentine Confederation, being desirous to provide every facility for interior navigation, agrees to maintain beacons and marks pointing out the channels..

Art. IV. An uniform system shall be established by the competent authorities of the Confederation for the collection of the custom-house duties, harbour, lights, police, and pilotage dues, along the whole course of the waters which belong to the Confederation.

Art. V. The high contracting parties, considering that the Island of Martin Garcia may, from its position, embarrass and impede the free navigation of the confluents of the river Plate, agree to use their influence to prevent the possession of the said island from being retained or held by any State of the river Plate, or its confluents, which shall not have given its adhesion to the principle of their free navigation.

Art. VI. If it should happen (which God forbid) that war should break out between any of the States, republics, or provinces of the river Plate or its confluents, the navigation of the rivers Paraná and Uruguay shall remain free to the merchant flag of all nations, excepting in what may relate to munitions of war, such as arms of all kinds, gunpowder, lead, and cannon-balls.

Art. VII. Power is expressly reserved to His Majesty the Emperor of Brazil, and the governments of Bolivia, Paraguay, and the

1853 Oriental State of Uruguay, to become parties to the present treaty, in case they should be disposed to apply its principles to the parts of the rivers Paraná, Paraguay and Uruguay, over which they may respectively possess fluvial rights.

Art. VIII. The principal objects for which the rivers Paraná and Uruguay are declared free to the commerce of the world, being to extend the mercantile relations of the countries which border them, and to promote immigration, it is hereby agreed that no favour or immunity shall be granted to the flag or trade of any other nation, which shall not equally extend to those of Her Britannic Majesty.

Art. IX. The present treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland within six months from its date, and within two days by his Excellency the provisional director of the Argentine Confederation, who shall present it to the first legislative congress of the Confederation for their approbation.

The ratifications shall be exchanged within eighteen months at the place of residence of the government of the Argentine Confederation.

In witness whereof, etc.

DIVERS ÉTATS D'ALLEMAGNE.

Convention entre divers États d'Allemagne, concernant le traitement réciproque à accorder aux sujets respectifs malades, ainsi que les frais d'enterrement, en cas de leur décès, à supporter par les gouvernements respectifs signée à Eisenach, le 11 Juillet 1853.

Die Regierungen von Preussen, Sachsen, Hannover, Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, Sachsen-Weimar, Mecklenburg-Schwerin, Mecklenburg-Strelitz, Oldenburg, Braunschweig, Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, Schaumburg-Lippe, Lippe, Reuss älterer und Reuss jüngerer Linie, sowie die freien Städte Frankfurt und Bremen sind übereingekommen, über die Grundsätze, welche gegenseitig in Bezug auf die Verpflegung erkrankter und Beerdigung verstorbener Ange-

hörigen des anderen Staates Anwendung finden sollen, sich vertragsmässig zu einigen, und haben zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt und zwar 1853

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

welche demgemäss mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer Regierungen folgende Bestimmungen vereinbart haben:

§ 1. Jede der contrahirenden Regierungen verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass in ihrem Gebiete denjenigen hülfsbedürftigen Angehörigen anderer Staaten, welche der Kur und Verpflegung benöthigt sind, diese nach denselben Grundsätzen, wie bei eignen Unterthanen, bis dahin zu Theil werde, wo ihre Rückkehr in den zur Uebernahme verpflichteten Staat ohne Nachtheil für ihre oder Anderer Gesundheit geschehen kann.

§ 2. Ein Ersatz der hiebei (§ 1) oder durch die Beerdigung erwachsenden Kosten kann gegen die Staats-, Gemeinde- oder andere öffentlichen Kassen desjenigen Staates, welchem der Hülfsbedürftige angehört, nicht beansprucht werden.

§ 3. Für den Fall, dass der Hülfsbedürftige oder dass andere privatrechtlich Verpflichtete zum Ersatz der Kosten im Stande sind, bleiben die Ansprüche auf letztere vorbehalten. Die contrahirenden Regierungen sichern sich auch wechselseitig zu, auf Antrag der betreffenden Behörde die nach der Landesgesetzgebung zulässige Hülfe zu leisten, damit denjenigen, welche die gedachten Kosten bestritten haben, diese nach billigen Ansätzen erstattet werden.

§ 4. Gegenwärtige Uebereinkunft tritt mit dem 1. Januar 1854 in Kraft. Mit demselben Tage erlischt die Wirksamkeit derjenigen Verabredungen, welche bisher über den gleichen Gegenstand zwischen einzelnen der contrahirenden Regierungen bestanden haben. Die Dauer der Wirksamkeit der gegenwärtigen Uebereinkunft wird zunächst auf den Zeitraum von drei Jahren verabredet. Sie ist aber auf je weitere drei Jahre als in Kraft befindlich für jede der contrahirenden Regierungen zu betrachten, welche nicht spätestens sechs Monate vor dem Ablaufe der Giltigkeit der Uebereinkunft dieselbe gekündigt hat.

§ 5. Allen deutschen Bundesstaaten, welche die gegenwärtige Uebereinkunft nicht mit abgeschlossen haben, steht der Beitritt zu derselben offen. Dieser Beitritt wird durch eine, die Uebereinkunft genehmigende und einer der contrahirenden Regierungen Behufs weiterer Benachrichtigung der übrigen Contrahenten zu übergebende Erklärung bewirkt.

Zu Urkund dessen, u. s. w.

1853 *Verhandelt Eisenach, den 11. Juli 1853.*

Bei Abschluss des heut von den Unterzeichneten vollzogenen Vertrages, betreffend die Heilung und Verpflegung hülfsbedürftiger Angehörigen des anderen Staates, war man allseitig darüber einverstanden:

zu § 1. dass unter der Rückkehr sowohl die freiwillige Abreise des Verpflegten, als auch die von der Obrigkeit angeordnete Weiterschaffung desselben und nicht nur die Fortsetzung der Reise zu Fuss, sondern auch der Transport zu Wagen oder durch andere geeignete Fortschaffungsmittel verstanden sein solle; desgleichen

zu § 2. dass der Vertrag nicht anzuwenden sei auf Personen, welche in öffentlichen Diensten stehen, dieses Dienstes halber im Gebiete des anderen Staates sich befinden und dort erkranken; dass es vielmehr in dieser Hinsicht lediglich bei den deshalb bestehenden Grundsätzen verbleiben solle.

Sodann einigte man sich, dass die Genehmigung des Vertrages durch eine der Preussischen Regierung zu übersendende Erklärung ausgesprochen und dass von dieser jeder der andern kontrahirenden Regierungen über den erfolgten Beitritt der übrigen kontrahirenden Regierungen Mittheilung gemacht werde.

Endlich wurde allerseits anerkannt, dass die Reihenfolge, in der die resp. Regierungen im Vertrage aufgeführt worden, deren Rangverhältnissen unpräjudicirlich sei.

(*Suivent les signatures.*)

PRUSSE ET OLDENBOURG.

Traité entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg, pour la cession d'un territoire propre à l'établissement d'un port militaire, signé à Berlin, le 20 Juillet 1853, avec les articles additionnels du 1er Décembre de la même année.

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg haben in Erwägung, dass Preussen zur angemessenen Entwickelung seiner Kriegs-Marine

eines Stationspunkts an der Nordseeküste, und Oldenburg des 1853
Schutzes für seinen Seehandel und seine Seeschiffahrt bedarf, welcher auf den bisher eingeschlagenen Wegen nicht zu erlangen gewesen ist, den Entschluss gefasst, über diese Angelegenheit einen Vertrag abzuschliessen, und zu dem Ende Bevollmächtigte ernannt; nämlich:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

welche, nach geschehener Auswechselung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der landesherrlichen Ratifikationen, über folgende Bestimmungen einig geworden sind:

Art. I. Preussen stellt den Oldenburgischen Seehandel und die Oldenburgische Seeschiffahrt dergestalt unter den Schutz seiner Kriegs-Marine, dass es sich verpflichtet, alle Schiffe, welche Oldenburgisches Eigenthum sind, und unter Oldenburgischer Flagge fahren, überall ebenso zu schützen und zu vertheidigen, wie diejenigen Schiffe, welche Preussisches Eigenthum sind, und unter Preussischer Flagge fahren.

Es bleibt selbstverständlich Oldenburg jederzeit unbenommen, auf diesen Schutz zu verzichten.

Art. II. Preussen verpflichtet sich, so oft die Umstände nach dem Ermessen Oldenburgs es erheischen, und Oldenburg es beantragt, den Schutz der Oldenburgischen Küsten gegen feindliche Angriffe von der Wasserseite zu übernehmen.

Art. III. Mit Rücksicht auf die in den Artikeln I und II übernommenen Verbindlichkeiten wird Preussen eine Flottenstation im Jahdebusen unterhalten, und zu diesem Zwecke daselbst einen Kriegshafen auf eigene Kosten herstellen.

Art. IV. Zu dem Ende tritt Oldenburg an Preussen mit voller Staatshoheit ab:

I. An der westlichen Seite der Jahde ein Gebiet, dessen Grenze nachstehend bestimmt wird:

a) Anfangend beim Bandter Aussentief, folgt die Grenze diesem durch den Bandter Groden, dann durch den Bandter Siel dem Bandter Binnentief bis zu demjenigen Punkte in der Biegung des Tiefs, welcher von dem innern Rande der Deichkappe über dem Siel in grader Linie 1310 (geschrieben: Eintausend, dreihundert und zehn) Fuss Oldenburgischen Katastermaasses (= 1234,975 Fuss Rheinländisch) entfernt liegt.

b) Von diesem also bestimmten Punkte wird die Grenze durch eine gerade auf den Heppenser Deich gerichtete Linie gebildet, welche 552 (geschrieben: Fünfhundert zwei und fünfzig) Jück (à 64 □ Fuss) Oldenburgischen Katastermaasses (= 1211 Mor-

1853 gen Magdeburgisch 57 □Ruthen 12,5 □Fuss) Binnendeichland abschneidet, und ungefähr auf das Grenzzeichen zwischen der Heppenser und Neugrodener Sprenge trifft.

c) Von hier ab beschreibt die Grenze eine Linie, welche senkrecht auf dem wahren Meridian steht, und folgt derselben bis zu dem Punkte an der Jeverschen Seite des Hauptfahrwassers der Jahde, wo die Tiefe, nach dem bisherigen Betonnungssysteme, die Legung einer Tonne erheischen würde.

d) Von dort läuft die Grenze südlich in grader Linie bis zu dem Punkte an der Nordseite des Steinhäuser Tiefs (Salze-Brake), wo das Fahrwasser desselben nach dem bisherigen Systeme durch eine Bake oder Tonne bezeichnet werden müsste.

e) Die weitere Grenze bildet von hier aus eine grade Linie, welche, den von dem Marientief gebildeten Aussenhafen bei Fährhuck, bisher Fährhucker Rhede genannt, vollständig einschliessend, sich längs des südlichen Randes desselben fortsetzt, bis sie von der verlängerten Richtung des Bandter Aussentiefs geschnitten wird, und folgt demnächst

f) der letzteren Richtung bis zu dem in dieser Grenzbeschreibung bezeichneten Anfange.

II. An der östlichen Seite der Jahde ein Gebiet, enthaltend vier Jück Oldenburgischen Kataster-Maasses (= 8 Morgen Magdeburgisch 139 □Ruthen 97,91□ Fuss) Binnendeichland in der Ecke des Eckwarder Steindeichs, den davor liegenden Deich und den Flügeldeich, nebst deren Bermen und Watte, so weit solche durch rechtwinklich auf die abgetretenen Deichtheile gezogenen Linien begrenzt werden, desgleichen die zwischen den Fortsetzungen dieser Linien belegene Wasserfläche in einer Breite von 500 (geschrieben: Fünfhundert) Fuss Oldenburgisch von dem Rande des bei Ebbezeit trocken laufenden Watts.

Die Form, welche das, die vier Jück Binnendeichland bildende Areal erhalten wird, bleibt der Bestimmung Preussens bei der Grenzregulirung überlassen.

Durch die angeschlossene, von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnete Karte, auf welcher der Anfangspunkt der Grenzbeschreibung mit *A* bezeichnet ist, wird die sub I. beschriebene Grenze des abgetretenen Gebiets an der westlichen Seite der Jahde erläutert, und diejenige des sub II. beschriebenen Gebiets an der östlichen Seite derselben vorläufig angedeutet.

Art. V. Sollte der von Preussen für das Marine-Etablissement angenommene Plan an einzelnen Stellen kleine Erweiterungen des abgetretenen Areals erfordern, so verspricht Oldenburg, die Abtre-

tung der Staatshoheit auf diese Erweiterungen auszudehnen, sobald 1853
Preussen sich verpflichtet, den Plan in dem angegebenen Umfange auszuführen.

Art. VI. Falls Preussen später beabsichtigen möchte, zu mehrerem Schutze der Rhede in der Richtung des Eckwarder Flügeldeichs auf der dort in der Jahde belegenen Plate (Feldsteert) ein Festungswerk anzulegen, wird Oldenburg auch den dazu benöthigten Raum mit voller Staatshoheit an Preussen abtreten.

Art. VII. Rücksichtlich der in den abgetretenen Gebietstheilen belegenen Deiche, Deichbermen, Groden und Watte überträgt Oldenburg an Preussen ausser der vollen Staatshoheit auch das Privat-Eigenthum, soweit solches dem Oldenburgischen Staate zusteht. Die Erwerbung des Privat-Eigenthums an den Binnendeichsländereien bleibt Preussen überlassen, auf eigene Kosten zu bewirken.

Art. VIII. Die Bewohner der abgetretenen Gebietstheile werden nicht als sofort mit abgetreten angesehen, sondern als Oldenburgische, im Preussischen angesessene Unterthanen erachtet, sofern sie nicht selbst wünschen, in den Preussischen Unterthanen-Verband aufgenommen zu werden, worüber sie sich innerhalb Jahresfrist nach der Preussischen Besitzergreifung zu erklären haben. Geben sie diese Erklärung ab, so sind sie dadurch ohne Weiteres in den Preussischen Unterthanen-Verband aufgenommen.

Art. IX. Die Uebergabe der nach Art. IV abgetretenen Gebietstheile soll unmittelbar nach der in dem Einen oder dem Andern der beiden kontrahirenden Staaten erfolgten Publikation dieses Vertrages Statt finden. Zu dem Ende werden Preussen und Oldenburg Kommissarien ernennen, welche zugleich die Regulirung der Grenzen an Ort und Stelle vorzunehmen haben, und ermächtigt sein sollen, sich, mit Festhaltung des durch die Grenzbeschreibung (Art. IV) bestimmten Flächeninhalts, über Abweichungen im Einzelnen, den gegenseitigen Wünschen entsprechend, zu verständigen. In Entstehung einer Vereinbarung verbleibt es bei den in der Grenzbeschreibung angegebenen Linien.

Die solchergestalt festgestellten Grenzen sind zu Lande durch Versteinung oder Abpfählung, zu Wasser durch Legung entsprechender Seezeichen auf gemeinschaftliche Kosten zu bezeichnen und zu unterhalten.

Art. X. In Betracht des wesentlichen Interesses, welches sich für Oldenburg an die baldige Gewährung der von Preussen gemachten Zusagen knüpft, verspricht Preussen, unmittelbar nach Publikation des gegenwärtigen Vertrages mit den Arbeiten zur Herstel-

1853 lung des Kriegshafens in möglichst ausgedehntem Maasse zu beginnen, in gleicher Weise mit denselben ununterbrochen bis zur Vollendung des Werks fortzufahren, und zu diesem Zwecke in den ersten drei Jahren, von der Ratifikation des Vertrages an gerechnet, mindestens 400,000 Rthlr. (geschrieben: Vierhundert Tausend Thaler) Preuss. Courant auf die Ausführung zu verwenden.

Sollte die Verwendung dieser Summe der 400,000 Rthlr. in den genannten drei Jahren nicht stattgefunden haben, so kann Oldenburg alsdann diesen Vertrag insoweit als wieder aufgehoben betrachten, dass die laut Art. IV abgetretene Staatshoheit *eo ipso* an Oldenburg zurückfällt, sobald Oldenburg erklärt, dass es diesen Rückfall wolle.

Dasselbe gilt, wenn Preussen später das Marine-Etablissement wieder aufgeben sollte.

Art. XI. Abgesehen von dem im Art. X vorgesehenen Falle erfolgt die Uebertragung der vollen Staatshoheit über die Oldenburgischen Gebietstheile, deren Grenzen im Art. IV dieses Vertrages bestimmt sind, an Preussen unwiderruflich, und kann namentlich durch einen etwaigen Verzicht Oldenburgs auf den See- und Küstenschutz Preussens (Art. I und II) nicht rückgängig gemacht werden. Dagegen darf Preussen diese Staatshoheit weder ganz noch theilweis und unter keiner Bedingung irgend einem dritten Staate ohne Genehmigung Oldenburgs einräumen oder übertragen.

Art. XII. Die Abtretung des Wassergebiets erfolgt mit der von Preussen übernommenen Verpflichtung, die Handelsschiffahrt dort nicht mit Abgaben zu belasten, dieselbe auch, soweit es nicht die nothwendigen, mit möglichster Schonung zu übenden marinepolizeilichen Rücksichten erheischen, weder zu stören noch zu erschweren.

Art. XIII. In Betracht, dass die im Art. IV stipulirte Gebietsabtretung lediglich behufs der Anlegung eines Kriegshafens erfolgt, verzichtet Preussen ausdrücklich darauf, dort einen Handelshafen oder eine Handelsstadt anzulegen oder entstehen zu lassen, und verheisst zugleich, die Ansiedelung von Handwerkern und Gewerbtreibenden daselbst über das Bedürfniss des Marine-Etablissements und der Flotte hinaus zu verhindern, so weit solches die Preussischen Landesgesetze irgend gestatten.

In dem an der Eckwarder Seite abgetretenen Areal bleibt jede Privatansiedelung ausgeschlossen.

Art. XIV. In Betreff derjenigen Ländereien, welche die Krone Preussen bis zu dem Abstande einer viertel geographischen Meile von dem mit Staatshoheit erlangten Gebiete als Privat-Eigenthum erwerben sollte, wozu ihr die Befugniss auch durch die künftige

Gesetzgebung Oldenburgs nicht genommen werden darf, wird derselben das Recht beigelegt, dass rücksichtlich dieses Privat-Eigenthums niemals eine Expropriation, mit Ausnahme der zu Abwässerungs-Anlagen und öffentlichen Wegen etwa erforderlichen, Statt finden darf, und die darauf befindlichen Gebäude ohne Verpflichtung zum Wiederaufbau abgebrochen werden können. 1853

Art. XV. Mit Rücksicht darauf, dass die Ausdehnung des an Preussen abgetretenen Areals die Freilassung eines genügenden Festungsrayons nicht gestattet, verpflichtet sich Oldenburg, im Abstande einer geographischen Meile von den Grenzen jenes Areals keine Festungswerke anzulegen.

Art. XVI. Oldenburg sichert den nach der Preussischen Flottenstation bestimmten oder von dort her kommenden Schiffen seinerseits freie, von allen Abgaben unbeschwerte und ungehinderte Fahrt auf der Jahde zu.

Art. XVII. Desgleichen gesteht Oldenburg Preussen auf der Rhede zwischen der Heppenser Ecke und der Eckwarder Hörne, unbeschadet der Oldenburg verbleibenden Staatshoheit, das Recht der Marinepolizei zu, welches jedoch Preussen mit möglichster Schonung, insbesondere der Handelsschiffahrt und der Fischerei, zu üben verspricht. Ein von beiden Theilen zu vereinbarendes Regulativ wird das Nähere hierüber bestimmen.

Art. XVIII. Oldenburg räumt Preussen die Befugniss ein, die auf der Jahde vom Aussenhafen bei Fährhuck bis zur offenen See erforderlichen Tonnen, Baken, Leuchtfeuer und sonstigen Schiffahrtszeichen, mit Ausnahme derer auf der Insel Wangerooge, auf eigene Kosten zu bestimmen, herzustellen und zu unterhalten; Preussen übernimmt hierzu die Verpflichtung, und verspricht, dabei etwaige Anträge Oldenburgs im Interesse der Handelsschiffahrt möglichst zu berücksichtigen.

Preussen macht sich verbindlich, für keinerlei Schiffahrtszeichen irgend eine Abgabe zu erheben, so lange Oldenburg für das Leuchtfeuer auf Wangerooge und sonstige von ihm in oder an der Jahde künftig etwa errichtete Schiffahrtszeichen keine Abgabe bezieht.

Das gegenwärtig vorhandene Betonnungs-Material übernimmt Preussen gegen Erstattung des taxmässigen Werthes.

Art. XIX. Es ist Preussen unbenommen, eigene Lootsen für seine Kriegs- und Transportschiffe aller Art zu halten, und sich ihrer im Bereich der Jahde zu bedienen.

Art. XX. Ueber die etwaige Theilnahme Preussens an Oldenburgischen Quarantaine-Anstalten an der Jahde bleibt besondere Verständigung vorbehalten. Auf demselben Wege soll das Nöthige

1853 wegen der einzurichtenden Postkommunikation mit dem Hafen-Etablissement geregelt werden.

Art. XXI. Falls Preussen das Trockendock bei Brake für seine Marine zu benutzen wünschen sollte, verspricht Oldenburg, auf Verhandlungen mit möglichster Berücksichtigung der desfallsigen Wünsche einzugehen.

Art. XXII. Oldenburg räumt Preussen nach und von den abgetretenen Gebietstheilen für diejenigen Truppen und technischen Corps, welche dort ein Unterkommen finden können, so wie für die Bemannung dortiger Preussischer Kriegs- und Transportschiffe die nöthigen Militairstrassen ein, und zwar, wenn nicht ein Anderes verabredet wird, Eine von der Jeverschen Seite des Jahdebusens in der Richtung nach Minden, die Anderen von der Eckwarder Hörne nach Fedderwarder Siel und Grossen Siel.

Eine besonders zu schliessende Convention wird die Etappen dieser Militairstrassen bestimmen, und die Verhältnisse auf den Grundlagen, welche für andere schon vorhandene Preussische Militairstrassen bestehen, jedoch dergestalt ordnen, dass für die Preussischen Mannschaften wenigstens eben so hohe Vergütungssätze bezahlt werden müssen, wie Oldenburg für das eigene Militair im eigenen Lande bezahlt.

Art. XXIII. Preussen erhält hierdurch die Concession zur Anlegung einer Chaussee auf eigene Kosten, um das Marine-Etablissement mit dem nächsten Punkte der von Varel nach Jever führenden Landes-Chaussee in einer noch näher zu vereinbarenden Richtung zu verbinden, und Oldenburg verspricht, das dazu etwa nöthige Expropriations-Verfahren zu veranlassen; Preussen verpflichtet sich dagegen, diese Chaussee gleichzeitig mit dem Bau des Marine-Etablissements in Angriff zu nehmen.

Die Chaussee soll dem Publikum in derselben Weise zur Benutzung offen stehen, wie die Oldenburgischen Chausseen.

Der Tarif für diese Chaussee ist nach den für Oldenburg geltenden Sätzen zu bestimmen.

Wird das Chausseegeld in Oldenburg allgemein aufgehoben, so soll für die gedachte Chaussee dasselbe gelten, wie für andere im Oldenburgischen belegene Privat-Chausseen.

Art. XXIV. Desgleichen ertheilt Oldenburg an Preussen die Concession, eine Eisenbahn von seinem Marine-Etablissement über Varel und Oldenburg in südlicher Richtung zum Anschluss an die Cöln-Mindener Eisenbahn auf eigene Kosten zu bauen, und verspricht, auch das hierzu etwa erforderliche Expropriations-Verfahren zu veranlassen.

Dagegen verpflichtet sich Preussen, diese Eisenbahn, sobald seine 1853
Finanz-Verwaltung es irgend gestattet, zu bauen, und zuzugeben, dass etwaige Oldenburgische Zweigbahnen, seien es Staats- oder Privatbahnen, in dieselbe münden dürfen.

Die weiteren Bestimmungen wegen dieser Bahn bleiben einer besonderen Vereinbarung vorbehalten. Dieselbe soll nach Analogie des zwischen Preussen und Braunschweig über die Herstellung einer Eisenbahn von Magdeburg nach Braunschweig abgeschlossenen Staats-Vertrages vom 10. April 1841 getroffen werden, soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Abweichungen davon bedingt; jedoch steht Oldenburg nicht das Recht zu, die käufliche Ueberlassung der Eisenbahn von Preussen zu verlangen.

So lange Preussen die im Vorstehenden gedachte Eisenbahn nicht begonnen, oder sich verpflichtet hat, dieselbe in einer bestimmten, Oldenburg convenirenden Frist zu bauen, bleibt es Oldenburg unbenommen, diesen Bau oder einen andern in ähnlicher Richtung selbst vorzunehmen, oder dazu an Privaten die Concession zu ertheilen.

Vor einem desfallsigen Beschlusse wird Oldenburg jedoch Preussen seine Absicht mittheilen, und eine angemessene, mindestens dreimonatliche Frist zur Erklärung darüber bewilligen, wann Preussischer Seits der Bau in Angriff genommen, und in welcher Zeit derselbe zu Ende geführt werden solle.

Erklärt sich Oldenburg mit den demnächstigen Vorschlägen Preussens einverstanden, so darf dasselbe für die Zukunft keine Concurrenzbahn der hier in Rede stehenden Eisenbahn — wozu jedoch Zweigbahnen nach Bremen, Ostfriesland, Brake und andern Orten des Herzogthums Oldenburg nicht zu rechnen sind — zulassen, wogegen die im gegenwärtigen Artikel ertheilte Concession erlischt, sobald Preussen es dazu kommen lässt, dass diese Südbahn von Oldenburg oder Dritten gebaut wird.

Art. XXV. Das Eigenthum und die Verwaltung der von Preussen in Gemässheit der Artikel XXIII und XXIV im Oldenburgischen Gebiete zu erbauenden Chaussee und Eisenbahn stehen, ohne dass dadurch die Staatshoheit Oldenburgs berührt wird, Preussen zu; doch sollen diese Verkehrsstrassen, so wie die dabei von Preussen etwa einzurichtenden Telegraphenlinien, auch von der Oldenburgischen Staats-Regierung und dem Publikum benutzt werden können. Zu dem Ende wird Preussen solche Einrichtungen treffen, dass dieser Mitgebrauch thunlichst erreicht und erleichtert werde.

Art. XXVI. Damit das Deichschutz- und Abwässerungssystem nicht gefährdet, desgleichen die Verschlickung des Fahrwassers der

1853 Jahde, sowie einerseits des Preussischen Kriegshafens und dessen Fahrwassers bis zum Jahdeschlauch, andererseits der Oldenburgischen Häfen und deren Fahrwasser bis zum Jahdeschlauch nicht gefördert werde, verpflichten sich Preussen und Oldenburg gegenseitig, von den in der Strecke von Mariensiel bis zum Rüstringer Siel und dem an Preussen abgetretenen Gebiete an der Budjadinger Seite der Jahde beabsichtigten Ufer- und Wasserbauten sich vor der Ausführung Kenntniss zu geben, so wie dieselben dem obigen Zwecke entsprechend auszuführen.

Die in den an Preussen abgetretenen Gebietstheilen belegenen Deiche müssen, als zu dem allgemeinen Oldenburgischen Deichsysteme gehörig, auch bei einer etwaigen, an sich zulässigen Verlegung, allezeit mindestens in demjenigen Bestick erhalten werden, welcher für die benachbarten Oldenburgischen Deiche angenommen ist, oder angenommen werden wird.

Zur Sicherung alles dessen versprechen beide Theile, gemeinschaftliche Schauungen innerhalb der im ersten Absatz dieses Artikels angeführten Strecken eintreten zu lassen, worüber das Nähere in einem zu vereinbarenden Regulativ festgesetzt werden soll.

Weitere Einwirkungen auf die Oldenburgischen Ufer- und Wasserbauten, als in dem gegenwärtigen Artikel festgesetzt sind, kann Preussen nur auf Grund etwaiger neuer Vereinbarungen ansprechen.

Art. XXVII. Sollte durch die Anlagen auf dem an Preussen abgetretenen Areal in der Eckwarder Hörne die Verlegung des gegenwärtig auf dem Deiche laufenden Fahrwegs nöthig werden, so verspricht Preussen, diese auf seine Kosten zu bewirken. Wegen der Unterhaltung des etwaigen neuen Weges bleibt Verständigung vorbehalten.

Art. XXVIII. Die an die Krone Preussen abgetretenen Gebietstheile scheiden aus den politischen Gemeinden Heppens, Neuende und Eckwarden, so wie überhaupt aus jedem politischen Verbande mit Oldenburgischen Gemeinden.

Desgleichen scheiden dieselben aus der Concurrenz der betreffenden Deichbände und aus den bisherigen Armenverbänden.

Dagegen verbleiben die gedachten Gebietstheile in den Sielachten, wozu sie bisher gehörten, unter der bisherigen Sielachtsverfassung. Die Regulirung dieses Verhältnisses wird besonderer Verständigung, unter Aufrechthaltung des Prinzips nachbargleicher Concurrenz und im Hinblick auf die bestehenden ähnlichen Communionen zwischen Oldenburgischen und Hannoverschen Liegenschaften vorbehalten.

Der bisherige Kirchen- und Schulverband wird aufrecht erhalten, jedoch Preussen das Recht eingeräumt, gegen Kapital-Abfindungen

für die von den abgetretenen Ländereien bisher geleisteten Kirchen- und Schulabgaben und Dienste, aus dem Oldenburgischen Kirchen- und Schulverbande auszuscheiden. 1853

Art. XXIX. Die Regulirung der Zollverhältnisse der an Preussen abgetretenen Gebietstheile, als Preussischer, im Oldenburgischen belegener Enklaven, bleibt besonderer Vereinbarung vorbehalten.

Art. XXX. Sollten zwischen den kontrahirenden Staaten Differenzen über die Auslegung dieses Vertrages entstehen, so werden sie mittelst schiedsrichterlichen Spruchs des obersten Landesgerichts eines dritten Staats entschieden, welches Oldenburg aus drei von Preussen vorgeschlagenen wählt.

Betrifft die Differenz Gegenstände des Art. XXVI, so erfolgt der schiedsrichterliche Spruch in gleicher Weise durch eine höhere technische Behörde.

Art. XXXI. Die Ratifikationen dieses Vertrages sollen binnen 6 Wochen nach der Unterzeichnung ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde u. s. w.

Nachträgliche Bestimmung zu dem Vertrage vom 20. Juli 1853.

Bei Eingehung des zwischen Preussen und Oldenburg unter dem 20. Juli 1853 abgeschlossenen Vertrags, betreffend die Uebernahme des maritimen Schutzes des Oldenburgischen Seehandels und der Oldenburgischen Seeschiffahrt durch Preussen und die dagegen von Oldenburg an Preussen geleistete Abtretung zweier Gebietstheile am Jahdebusen zur Anlegung eines Kriegshafens, ist verabredet worden, dass Preussen für die Oldenburgischen Gebietsabtretungen ausser den im gedachten Vertrage ausdrücklich übernommenen Verbindlichkeiten noch eine baare Geldentschädigung an Oldenburg zu leisten habe, deren nähere Festsetzung weiteren Verhandlungen und einer demnächstigen Nachtragsbestimmung zu dem Haupt-Vertrage vorbehalten bleiben sollte. Nachdem diese Verhandlungen beendigt worden, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten sich über die folgende nachträgliche Bestimmung verständigt, welche dieselbe Dauer, Kraft und Geltung haben soll, als wäre dieselbe in den Haupt-Vertrag mit aufgenommen.

Art. I. Die von Preussen an Oldenburg für die Abtretung zweier Gebietstheile am Jahdebusen zur Anlegung eines Kriegshafens ausser den im Vertrage vom 20. Juli 1853 ausdrücklich übernommenen Leistungen zu gewährende Geldentschädigung beträgt eine halbe Million (500,000) Thaler Preussisch Courant.

1853 Art. II. Diese Summe von 500,000 Rthlr. Courant ist innerhalb dreier Jahre, von Publikation des Vertrages vom 20. Juli 1853 an gerechnet, von Preussen an Oldenburg zu bezahlen, und vom 1. Mai 1855 ab mit jährlich vier Prozent zu verzinsen.

Vorstehende nachträgliche Bestimmung soll landesherrlich ratificirt und es sollen die Ratifikations-Urkunden innerhalb drei Wochen ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde u. s. w.

BELGIQUE ET DEUX-SICILES.

Déclaration du ministre des affaires étrangères de S. M. le roi des Deux-Siciles, adressée à la légation de S. M. le roi des Belges, en date de Naples, du 20 Juillet 1853.

(*Extrait.*)

. . . . S. M. a donc autorisé le soussigné à déclarer à M. le chargé d'affaires de Belgique : « qu'il demeure convenu, d'un commun accord entre S. M. le roi des Deux-Siciles et S. M. le roi des Belges, » jusqu'à ce qu'une disposition contraire ait été communiquée réciproquement trois mois d'avance, que les bâtiments de commerce » napolitaines et belges, à destination de l'un des États pour l'autre, » et réciproquement, non seulement pourront, au terme du traité » du 15 Avril 1847, et pendant toute le temps de sa durée, être » nolisés avec des produits de leur sol ou de leur industrie, mais en » outre, étant chargés seulement en partie de produits de l'un ou » de l'autre pays, auront la faculté de compléter leur chargement » dans des ports étrangers intermédiaires, et n'en continueront pas » moins à jouir des avantages stipulés, et cela sous réserve, dans » le traité signé le 15 Avril 1847, entre les deux royaumes. »

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement belge à celui des Deux-Siciles.)

BELGIQUE ET RÉP. DE L'URUGUAY. 1853

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Belgique et la république orientale de l'Uruguay, signé à Montevideo, le 16 Septembre 1853.

(En français et en espagnol.)

Art. I. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et la république d'Uruguay et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. II. Il y aura, entre la Belgique et la république orientale de l'Uruguay, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les Belges dans l'État de l'Uruguay, et les citoyens de l'Uruguay en Belgique, pourront réciproquement, et en toute liberté et sécurité, entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employées à l'égard des citoyens des nations les plus favorisées.

Art. III. Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer en gros et en détail, comme il est permis actuellement de le faire, ou comme il le sera par la suite, aux sujets de la nation la plus favorisée; louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations; être admis comme cautions en douane, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux et que les biens fonciers ou mobiliers qu'ils y posséderont, présenteront une garantie suffisante, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres charges ou restrictions que celles qui pèsent sur les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Ils seront, les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et réglements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-

1853 mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoir, facteurs' agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoir, facteurs, agents ou interprètes, en se conformant aux lois du pays, sans avoir, comme étrangers, à payer aucun surcroît de salaire ou de rétribution.

Il est, en outre, spécialement convenu que tous les avantages, de quelque nature que ce soit, actuellement accordés par les lois et les décrets en vigueur dans la république orientale de l'Uruguay, ou qui le seront à l'avenir, aux immigrants étrangers, sont garantis aux Belges établis ou qui s'établiront sur un point quelconque du territoire de la république.

Il en sera de même pour les citoyens de l'Uruguay en Belgique.

Art. IV. Les citoyens de l'une et de l'autre partie contractante jouiront, dans les deux États, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom.

Enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers, à charge de réciprocité.

Art. V. Les citoyens belges dans l'Uruguay et les citoyens de l'Uruguay en Belgique seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. VI. La liberté la plus entière de conscience est garantie aux citoyens belges dans l'Uruguay et aux citoyens de l'Uruguay en Belgique. Les uns et les autres se conformeront, pour l'exercice extérieur de leur culte, aux lois du pays.

Art. VII. Les citoyens de chacune des parties contractantes auront 1853
le droit, sur les territoires respectifs, de posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront, dans tout le territoire de la république orientale de l'Uruguay, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des citoyens de l'Uruguay, selon les lois du pays et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étranger, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

Réciproquement, les citoyens de l'Uruguay jouiront, en Belgique, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des Belges, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour les donations entre vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis, à quelque titre que ce soit, par des Belges dans la république orientale de l'Uruguay, ou par des citoyens de l'Uruguay en Belgique, il ne sera prélevé, sur ces biens, aucun droit de détraction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas assujettis.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les successions à échoir à l'avenir et à toutes les transactions de biens en général dont l'exportation n'a point été effectuée.

Art. VIII. Seront considérés comme navires belges dans la république orientale de l'Uruguay, et comme navires de l'Uruguay en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. IX. Les navires belges qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de la république orientale de l'Uruguay ou qui en sortiront, et réciproquement les navires de l'État de l'Uruguay qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Belgique ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quelque soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, pesant sur la coque

1853 des navires, établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux.

Art. X. Dans le cas de force majeure ou de toute autre circonstance fortuite, les bâtiments de l'une et de l'autre partie contractante pourront relâcher dans les ports respectifs, sans être astreints, de ce chef, à aucun droit, pourvu néanmoins qu'ils ne se livrent point, pendant la durée de cette relâche accidentelle, à des opérations commerciales.

La même exemption de droits est également étendue aux bâtiments de l'une et de l'autre partie contractante qui toucheront dans les ports respectifs, soit pour y prendre connaissance de l'État du marché, se procurer des vivres ou autres objets nécessaires à la continuation du voyage, soit pour y débarquer les malades ou réclamer les secours de l'art. Ces relâches qui ne pourront se prolonger au-delà de quinze jours, ne donneront lieu à l'exemption de droits que pour autant que les navires ne feront aucune opération de commerce.

Art. XI. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre partie, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XII. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée ; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. XIII. Toutes les marchandises, sans distinction d'origine, importées dans la république orientale de l'Uruguay, sous pavillon belge, soit directement de Belgique, soit d'ailleurs ;

Et réciproquement, toutes les marchandises, sans distinction d'origine, importées en Belgique, sous pavillon de l'Uruguay, soit de la république orientale de l'Uruguay, soit d'ailleurs, jouiront, dans les États respectifs, des mêmes exceptions, primes ou autres faveurs, ne seront pas assujetties à d'autres formalités, et ne paye-

ront d'autres droits, que si l'importation avait lieu, dans les mêmes conditions, sous pavillon de la nation la plus favorisée. 1853

Art. XIV. Les objets de toute nature quelconque, exportés par navires belges ou par navires de la république orientale de l'Uruguay, des ports de l'un ou de l'autre des deux États, vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités, autres que les formalités et les droits imposés à l'exportation par pavillon national.

Art. XV. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent, pour l'importation du sel et des produits de la pêche nationale, les deux pays se réservant la faculté d'accorder aux importations de ces articles, par pavillon national, des priviléges spéciaux.

Art. XVI. Les bâtiments belges dans la république de l'Uruguay, et les bâtiments de l'Uruguay en Belgique pourront décharger une partie de leur cargaison, dans le port de prime abord, et se rendre ensuite, avec le reste de cette cargaison, dans d'autres ports du même État, qui seront ouverts au commerce extérieur, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant, dans chaque port, d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables.

En ce qui concerne l'exercice du cabotage, les navires des deux nations seront également traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. XVII. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucuns droits autres que ceux de garde et d'emmagasinage sur les objets importés de l'un des pays dans l'autre en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation.

Ces objets, dans aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités, que s'ils avaient été importés par pavillon national et s'ils provenaient de la nation la plus favorisée.

Art. XVIII. Les objets de toute nature venant de Belgique ou expédiés vers la Belgique seront, à leur passage par le territoire de la république orientale de l'Uruguay, exempts de tout droit de transit.

Les objets de toute nature venant de la république orientale de l'Uruguay ou expédiés vers le pays et traversant la Belgique par les chemins de fer de l'État, seront exempts de tout droit de transit, et la prohibition qui frappe encore en Belgique le transit de quelques-uns de ces articles est levée. Il n'est fait exception à cette règle

1853 générale que pour la poudre à tirer et les fers et pour l'expédition vers la France des fils et tissus de lin et de la houille.

Art. XIX. Les navires employés à un service régulier de navigation, subsidié par l'État belge, entre la Belgique et l'Amérique du sud, seront, dans les ports de l'État de l'Uruguay, considérés comme paquebots et, à ce titre, ils seront exempts de tout droit de tonnage, à la condition de transporter gratuitement la correspondance de l'État de l'Uruguay et celle de son représentant en Belgique.

Pour qu'un navire puisse réclamer le privilége établi par le paragraphe qui précède, le capitaine devra remettre au receveur de la douane du port de l'Uruguay un certificat d'un agent consulaire de l'État de l'Uruguay en Belgique ou, à son défaut, du consul d'une puissance amie ou du chef de la douane locale, constatant que le navire se trouve dans les conditions pour en jouir.

Art. XX. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'article IX du traité du 19 Avril 1839, est garanti aux navires de la république orientale de l'Uruguay.

En ce qui regarde la navigation sur les fleuves et rivières de la république orientale de l'Uruguay, les marchandises d'origine belge, les navires belges et leurs cargaisons jouiront de tous les avantages, sans restriction aucune, accordés ou à accorder à la nation la plus favorisée, sans préjudice de ce qui est dit à l'article II.

Art. XXI. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucune faveur, privilége ou immunité à un autre État qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs citoyens respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même condition ou l'équivalent si la concession est conditionnelle.

Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie, qui seront importées dans son territoire, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation, que ceux qui seront imposés sur l'importation ou la réexportation de marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger.

Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Art. XXII. Il pourra être établi des consuls généraux, des consuls et des vice-consuls de chacun des deux pays dans l'autre pour

la protection du commerce ; ces agents n'entreront en fonctions et 1853
en jouissance de droits, priviléges et immunités qui leur reviendront, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls, bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. XXIII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de Belgique dans la république orientale de l'Uruguay, leurs chanceliers et secrétaires, jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même en Belgique pour les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de la république orientale de l'Uruguay, leurs chanceliers et secrétaires.

Art. XXIV. Au décès d'un citoyen de l'Uruguay en Belgique, et si les héritiers légitimes ne se trouvent pas sur les lieux, les scellés seront apposés sur les biens meubles et les papiers de la succession par l'autorité compétente, qui en donnera immédiatement avis à l'agent consulaire de l'Uruguay dans l'arrondissement duquel le décès aura eu lieu. Cet agent aura le droit d'assister à la levée des scellés et à l'inventaire sans qu'il soit, quant au reste, dérogé à la législation en vigueur en Belgique. L'agent consulaire de l'Uruguay sera, après inventaire, constitué d'office dépositaire des meubles et des papiers et administrateur des biens de la succession.

La réciprocité sera observée au décès d'un Belge dans la république oriental de l'Uruguay.

Art. XXV. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans l'un des ports de l'autre. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition en original ou en copie, dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament, faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion pour les faire partir.

1853 Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de l'autre partie, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait son effet.

Art. XXVI. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges, naufragés ou échoués sur les côtes de la république orientale de l'Uruguay, seront dirigées par les consuls et agents consulaires de Belgique ; les consuls et agents consulaires de la république orientale de l'Uruguay dirigeront les opérations de sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, en l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls ; les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront jamais tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XXVII. Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens respectifs qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur une réclamation qui devra être faite, dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. XXVIII. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que, sans préjudice des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires de toute classe, les navires

et les marchandises de l'un des deux États jouiront, de plein droit, 1853
dans l'autre, des franchises, réductions de droits, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir, en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. XXIX. Le présent traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et il restera obligatoire pendant dix ans; et si un an avant l'expiration de ce terme ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. XXX. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un an, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET LE SAINT-SIÉGE.

Déclaration échangée entre le gouvernement de la Grande-Bretagne et celui du Saint-Siége, touchant le traitement des navires marchands des deux pays dans les ports respectifs, signée à Rome, le 17 Novembre 1853.

(En anglais et en italien.)

Déclaration.

The undersigned, Her Britannic Majesty's chargé d'affaires at the court of Tuscany, having received from His Eminence the Cardinal Antonelli, secretary of State of His Holiness Pope Pius IX, the assurance that no other or higher duties or charges are levied in the ports of the Papal States on British vessels than are payable on national vessels, nor on goods imported or exported in British vessels than are payable on the like goods imported or exported in national vessels, has received the commands of Her Majesty to declare:

1. That no duties of tonnage, harbour, lighthouse, pilotage, quarantine, or other similar or corresponding duties, of whatever nature

1853 or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the government, public functionaries, corporations, or establishments of whatever kind, shall be imposed in British ports upon Papal vessels, from whatever port or place arriving, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels; and that no duty, charge, restriction, or prohibition shall be imposed upon, nor any drawback, bounty, exemption, or allowance withheld from, goods imported into or exported from British ports in Papal vessels, which shall not be equally imposed upon or withheld from such goods, when so imported or exported in national vessels.

2. That no other or higher duties shall be imposed on the importation into the dominions of Her Britannic Majesty of any article the growth, produce or manufacture of the Papal States, than are or shall be payable on the like article being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country. That no other or higher duties or charges shall be imposed in the British dominions on the exportation of any article to the Papal States, than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any other foreign country; and that no prohibition shall be imposed upon the importation of any article the growth, produce, or manufacture of the Papal States into the British dominions, nor upon the exportation of any article from the British dominions to the Papal States, unless such prohibition shall extend to all other nations.

3. That Papal vessels shall be at liberty to import into British ports any article legally importable, and to export from British ports any article legally exportable, on payment of the same duties, and with a right to the same bounties and drawbacks, as are or may be payable or allowable in respect of the same articles if imported or exported in national vessels.

4. That all vessels which according to the laws of the Papal States are to be deemed Papal vessels, shall, for the purposes of this declaration, be deemed Papal vessels.

5. That the foregoing stipulations shall not apply to the coasting trade, which is reserved exclusively to national vessels.

6. That if any ship of war or merchant vessel of the Papal States shall be wrecked on the coasts of the British dominions, such ship or vessel, or any parts thereof, and all furniture and appartenances belonging thereunto, and all goods and merchandize which shall be saved therefrom, or the produce thereof if sold, shall be faithfully restored to the owners, upon being claimed by them or by their duly authorized agents. If there are no such owners or agents on the spot, then the said ships or parts of ships, furniture, appurte-

nances, goods and merchandize, or the proceeds thereof if sold, as 1853
well as all papers found on board such wrecked ships or vessels, shall be delivered to the Papal consul or vice-consul in whose district the wreck may have taken place, upon being claimed by him; and such consul, vice-consul, owners, or agents, shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel. The charge for such salvage and other expenses shall be made and settled immediately, subject to such right of appeal on the part of the person paying the same, as may exist in the British dominions. The goods and merchandize saved from the wreck shall not be subject to duties unless cleared for consumption, in which case they shall be liable to the same duties as if they had been imported in a British ship.

7. That the foregoing concessions are granted on condition of a perfect and entire reciprocity in favour of British vessels in the ports of the Papal States. They shall come into operation from and after the date of the present declaration, and shall remain in force for seven years, and further until the expiration of twelve months after notice shall have been given by the British government, or by the Papal government, for terminating such reciprocal arrangement.

In witness whereof, etc.

(Une déclaration semblable en italien a été transmise par le gouvernement papal à celui de la Grande-Bretagne.)

PRUSSE, SAXE ROYALE, HANOVRE, DANEMARCK ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Traité entre la Prusse, la Saxe royale, le Hanovre, le Danemarck et Mecklenbourg-Schwérin, concernant la navigation de l'Elbe, signé à Magdebourg, le 20 Décembre 1853.

Ihre Majestäten, die Könige von Preussen, Dänemark, Sachsen und Hannover und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, in Anerkennung der Vortheile, welche durch

1853 die über das Revisions-Verfahren auf der Elbe getroffenen, zuletzt durch den Staats-Vertrag vom 30. August 1843 erneuerten Vereinbarungen in administrativer und gewerblicher Beziehung erzielt sind, haben bei dem Ablaufe dieses Staats-Vertrages und mit Rücksicht auf einige durch den Beitritt des Königreichs Hannover zum Zollvereine sich als nothwendig herausstellende Aenderungen durch Allerhöchst und Höchst Ihre Bevollmächtigten bei der dritten Elbschiffahrts-Revisions-Commission, nämlich:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

nachstehenden Vertrag unter Vorbehalt der Ratifikation abschliessen lassen.

Art. I. Die Regierungen von Hannover, Dänemark und Mecklenburg-Schwerin werden wie bisher, so auch für die Dauer dieses Vertrags (Art. XI) das ihnen zustehende Recht der speciellen Revision bei ihren Elbzollämtern, die Fälle dringenden Verdachts der Defraude ausgenommen, gegen diejenigen Schiffe und Flösse nicht ausüben lassen, welche das Königlich Preussische Hauptzollamt Wittenberge passiren, und dort, unmittelbar oder durch die Begleitschein-Controle, einer speciellen Revision unterworfen werden.

Art. II. Die Regierung von Preussen wird dagegen die sämmtlichen Schiffsladungen und Flösse, welche Wittenberge passiren, dort einer speciellen Revision, soweit dieselbe zur Sicherung der Elbzolleinkünfte der drei genannten elbniederwärts belegenen Staaten erforderlich ist, auch in den Fällen unterziehen lassen, wenn die eigenen Kassen Preussens bei dem Ausfalle der Revision nicht betheiliget sind.

Die specielle Revision in Wittenberge soll nur unterbleiben,

a) wenn eine solche schon früher bei einer dazu befugten Königlich Preussischen, Königlich Sächsischen, oder Königlich Hannoverschen Zoll- oder Steuerstelle erwiesenermaassen stattgefunden hat, oder

b) wenn die Ladung auf ein Königlich Preussisches, Königlich Sächsisches, oder Königlich Hannoversches Zoll- oder Steueramt zur Abfertigung abgelassen wird,

und in beiden Fällen zugleich die Identität und Quantität der Ladung durch Anlegung des Verschlusses oder in sonst geeigneter Weise festgestellt worden ist.

Die Regierungen von Preussen, Sachsen und Hannover werden ihre Zoll- und Steuerbeamten besonders verpflichten, in allen Fällen, wo nach dem Obigen eine specielle Revision zu Wittenberge nicht erfolgt, diese Revision bei denjenigen ihrer Zoll- oder Steuerämter, bei welchen die Erledigung des Begleitscheins oder die Abfertigung

auf Begleitschein geschieht, sorgfältigst auch dann vorzunehmen, 1853
wenn dabei die Kassen des eigenen Staates nicht betheiligt sind, und die Anordnung treffen, dass das Ergebniss der bei ihren Zoll- und Steuerämtern bewirkten speciellen Revisionen in die Manifeste vollständig und genau eingetragen werde.

Art. III. Die Regierung von Preussen genehmigt, dass von Seiten der Regierungen von Dänemark, Hannover und Mecklenburg-Schwerin ein gemeinschaftlicher Elbzoll-Commissar zu Wittenberge angestellt werde.

Die Reihefolge der den zuletzt genannten drei Regierungen abwechselnd zustehenden Besetzung dieser Stelle bleibt der besonderen Vereinbarung derselben überlassen.

Das Amt des gemeinschaftlichen Elbzoll-Commissars ist von den anstellenden Regierungen ausreichend zu dotiren.

Sporteln und Nebeneinnahmen von den Zollpflichtigen darf derselbe unter keinem Namen oder Vorwande beziehen.

Von der Ernennung jedes Elbzoll-Commissars und von jeder neuen oder veränderten Dienstinstruction desselben werden die Königlich Preussische und Königlich Sächsische Regierung benachrichtigt werden.

Dem Elbzoll-Commissar kann von den anstellenden Staaten ein ihm untergeordneter Gehülfe beigegeben werden, welcher ihn jedoch nur ausnahmsweise in Fällen der Abwesenheit oder sonstiger Verhinderung selbstständig zu vertreten hat.

Art. IV. Der gemeinschaftliche Elbzoll-Commissar soll bei dem Hauptzollamte Wittenberge

a) das Interesse derjenigen Staaten, für welche derselbe fungirt, in allen Elbzoll-Angelegenheiten vertreten, und zu dem Ende namentlich

b) befugt sein, den Revisionen der Schiffsladungen und Flösse, welche jedoch den Königlich Preussischen Beamten allein zustehen, mit beizuwohnen, um dadurch die Ueberzeugung zu gewinnen, dass auch die Rechte dieser Staaten bestens wahrgenommen werden.

An dem Geschäftsbetriebe der Königlich Preussischen Zollbehörde zu Wittenberge darf derselbe nicht unmittelbar Theil nehmen.

c) Die Zollregister des Königlich Preussischen Hauptzollamtes Wittenberge über eingehende, ausgehende und durchgehende Güter und über die davon erhobenen zollvereinsländischen und Elbzollgefälle, sowie die Notiz-Register über die Revision solcher Elbschiffahrts-Ladungsgegenstände, welche in Dänemark, Han-

1853 nover und Mecklenburg elbzollpflichtig, in Preussen oder Sachsen aber von allen Abgaben frei sind, und in den dortigen Zollregistern nicht aufgeführt werden, sollen ihm jederzeit auf Verlangen im Amtslokale vorgelegt werden, um daraus das Nöthige zu extrahiren, und die ihm von den betreffenden Zollämtern zugehenden Manifeste damit zu vergleichen.

d) Er soll in jedem Falle des in Wittenberge eintretenden Begleitschein-Verfahrens von dem Ausfalle der am Bestimmungsorte der Ladungen vorzunehmenden speciellen Revision vollständig durch das Hauptzollamt zu Wittenberge unterrichtet werden.

e) Er darf den zollrichterlichen Untersuchungen, soweit diese die durch ihn vertretenen Interessen betreffen, persönlich beiwohnen und die Acten über solche Untersuchungen einsehen und extrahiren.

f) Er hat die nacherhobenen Gefälle, Strafen, Kosten und Entschädigungsbeträge in Empfang zu nehmen, und an die Zollämter der betreffenden Staaten zu befördern.

g) Es bleibt ihm überlassen, behufs einzuleitenden Strafverfahrens zwischen mehreren etwa zuständigen Gerichtsständen die Wahl zu treffen.

h) Er hat, was seine Beziehungen zu Königlich Preussischen Zollbehörden betrifft, in allen Fällen nur mit dem Oberinspektor oder mit dem Zollrichter des Hauptzollamts, bei dem er angestellt ist, amtlich zu verhandeln.

Art. V. Die Regierung von Sachsen genehmigt, dass von Seiten der Regierungen von Dänemark, Hannover und Mecklenburg-Schwerin, Falls dieselben es angemessen finden sollten, auch bei dem Hauptzollamte Schandau ein gemeinschaftlicher Elbzoll-Commissar angestellt werde, auf dessen Verhältnisse alsdann die Art. III und IV Anwendung finden.

In gleicher Weise und unter denselben Bedingungen genehmigt die Regierung von Hannover, dass von Seiten der Regierungen von Dänemark und Mecklenburg ein gemeinschaftlicher Elbzoll-Commissar bei dem Hauptzollamte zu Harburg angestellt werde.

Art. VI. Sämmtliche Elbzollämter der contrahirenden Staaten und der zu Wittenberge angestellte Elbzoll-Commissar (sowie eintretenden Falles die Elbzoll-Commissare zu Schandau oder Harburg) haben sich unter einander auf Verlangen Mittheilungen aus den Registern zu machen, und die Einsicht der letzteren am Orte ihrer Aufbewahrung dem Vorstande des requirirenden Zollamtes oder dem gemeinschaftlichen Elbzoll-Commissar zu gestatten.

Art. VII. Ergeben, rücksichtlich *elbaufwärts* nach oder durch

Preussen geführter Schiffsladungen, die durch Königlich Preussische 1853
oder durch Königlich Sächsische Zoll- oder Steuerämter vorgenommenen speciellen Revisionen eine Abweichung von den bei Passirung Eines oder Mehrerer er Königlich Dänischen, Königlich Hannoverschen oder Grossherzoglich Mecklenburgschen Elbzollerhebungsstellen abgegebenen Declarationen und eine Verkürzung der dort zu entrichten gewesenen Zollbeträge, so wird der Schiffer bei den betreffenden Königlich Preussischen oder Königlich Sächsischen Revisionsstellen nicht abgefertigt, bevor er nicht daselbst, Behufs Aushändigung an den gemeinschaftlichen Elbzoll-Commissar, die verkürzten Zollgefälle nachgezahlt und zugleich Strafe und Kosten erlegt, oder dieserhalb Sicherheit bestellt hat.

Art. VIII. Für die *elbniederwärts* zur Verschiffung in oder durch die Zollgeleite Dänemarks, Hannovers oder Mecklenburgs bestimmten Ladungen bildet das Hauptzollamt Wittenberge die gemeinschaftliche Anmeldestelle, und soweit dieselben nicht unter Begleitschein-Controle auf Königlich Hannoversche Zoll- oder Steuerstellen gestellt sind, auch die gemeinschaftliche Revisionsstelle.

Ergiebt sich durch die vorgenommene Revision eine unrichtige Manifestation solcher Ladungen dahin, dass zu derselben gehörende Gegenstände gar nicht, oder in zu geringer Menge, oder in einer Gattung, welche die Zollfreiheit oder die Anwendung eines geringeren Zollsatzes zur Folge gehabt haben würde, declarirt sind, so wird rücksichtlich dieser Güter der davon für die Elbzollgeleite Dänemarks, Hannovers und Mecklenburgs, welche die verschwiegenen oder unrichtig angegebenen Güter nach Inhalt des Manifestes oder der sonst über die Ladung sprechenden Papiere erreichen sollten, zu erlegende Zoll als defraudirt angenommen, und es findet auch auf diese Fälle der Art. VII Anwendung.

Die Vorschriften in dem letztgenannten Artikel haben auch die Königlich Hannoverschen Zoll- und Steuerämter in Ausführung zu bringen, wenn rücksichtlich der elbniederwärts durch das Königlich Dänische und die Grossherzoglich Mecklenburgischen Elbzollgeleite verschifften, unter Begleitschein-Controle stehenden Ladungen die bei diesen Aemtern vorgenommenen speciellen Revisionen eine Abweichung von der Declaration und eine Verkürzung der bei Passirung Einer oder Mehrerer der Königlich Dänischen oder Grossherzoglich Mecklenburgschen Elbzollhebungsstellen zu entrichten gewesenen Zollbeträge ergeben sollte.

Art. IX. Wenn die zu Wittenberge anlangenden Schiffe dort wegen angelegter Begleitschein-Controle ohne specielle Revision zur Weiterfahrt abgefertigt werden sollen, so ist, bevor letzteres ge-

1853 schieht, davon jedesmal der gemeinschaftliche Elbzoll-Commissar zu benachrichtigen, und auf dessen Verlangen der Schiffer vor seiner Weiterfahrt zur Bestellung einer besondern Sicherheit für die in der *Auffahrt* bei den Dänischen, Hannoverschen und Mecklenburgschen Elbzollerhebungsstellen etwa zu wenig entrichteten, oder für die in der *Niederfahrt* bei diesen Hebestellen nach Maassgabe unrichtiger Manifestation etwa zu wenig zur Erhebung kommenden Gefälle anzuhalten.

Diese Sicherheit soll jedoch ein Drittheil derjenigen Elbzollbeträge, welche in der *Auffahrt* erwiesenermaassen bei den Elbzollerhebungsstellen Dänemarks, Hannovers und Mecklenburgs entrichtet sind, oder in der *Niederfahrt* nach den Manifesten bei diesen Erhebungsstellen zu entrichten sein werden, nicht überschreiten.

Art. X. Dänemark, Hannover und Mecklenburg behalten sich in Gemässheit der Elbschiffahrts-Acte das Recht zur speciellen Revision derjenigen Ladungen, welche Wittenberge in der Niederfahrt nicht passirt haben und in der Auffahrt nicht zu erreichen bestimmt sind, sowie zur allgemeinen Revision aller Fahrzeuge ausdrücklich vor.

Art. XI. Die Dauer dieses Vertrages wird auf Zwölf Jahre vom 1. Januar 1854 bis zum 31. December 1865 festgestellt.

Derselbe soll den contrahirenden Regierungen zur Genehmigung vorgelegt und sollen die darüber ausgefertigten Ratifications-Urkunden vor dem Schluss des Monats December dieses Jahres in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen u. s. w.

Declaration über die Fortdauer des am 18. October 1843 zwischen Dänemark, Hannover und Mecklenburg-Schwerin abgeschlossenen Separat-Vertrages, das gemeinschaftliche Elbzoll-Commissariat zu Wittenberge betreffend.

Nachdem am heutigen Tage zwischen den Bevollmächtigten für Dänemark, Preussen, Sachsen, Hannover und Mecklenburg-Schwerin ein Staats-Vertrag abgeschlossen worden, vermöge dessen das, in Folge des Art. XXIII der Elb-Acte und des Staats-Vertrags vom 30. August 1843 bisher zur Anwendung gebrachte Revisions-Verfahren auf der Elbe, unter einigen Modificationen, für den Zeitraum vom 1. Januar 1854 bis zum 31. December 1865 fortbestehen wird, sind die Bevollmächtigten für Dänemark, Hannover und Mecklen-

burg-Schwerin zusammengetreten, um in Bezug auf die Verhältnisse 1853
des nach diesem Staats-Vertrage von ihren Regierungen gemeinschaftlich zu unterhaltenden Elbzoll-Commissariats zu Wittenberge die weiteren Verabredungen zu treffen.

Die zuletzt gedachten drei Bevollmächtigten erklärten, kraft der ihnen von ihren Regierungen ertheilten Ermächtigung, dass es die Absicht ihrer Allerhöchsten und Höchsten Committenten sei, den in Bezug auf die Verhältnisse des gemeinschaftlichen Elbzoll-Commissariats zu Wittenberge am 18. October 1843 zu Dresden abgeschlossenen Separat-Vertrag seinem ganzen Inhalte nach für die Dauer des gedachten Staats-Vertrages in Kraft und Wirksamkeit fortbestehen zu lassen, so weit nicht nachstehend einige Modificationen desselben unter ihnen vereinbaret sind.

Diese Modificationen bestehen darin, dass

1) statt des § 2 des so eben gedachten Separat-Vertrages, welcher als hiedurch aufgehoben und ausser Anwendung gesetzt anzusehen ist, folgende Bestimmungen zur Anwendung kommen sollen:

« § 2. Die Anstellung des Elbzoll-Commissairs soll in besonderer Rücksicht darauf, dass der von Hannover für den Zeitraum vom 1. April 1846 bis zum 31. März 1852 angestellte Commissair seitdem in Function geblieben ist und noch weiter bis zum 31. December 1853 in Function bleiben wird, für die Vertrags-Periode vom 1. Januar 1854 bis zum 31. December 1865 in der Art abwechseln, dass dieselbe

» *a.* vom 1. Januar 1854 bis zum 31. December 1856 von Hannover,

» *b.* vom 1. Januar 1857 bis zum 31. März 1859 von Dänemark,

» *c.* vom 1. April 1859 bis zum 30. September 1863 von Mecklenburg-Schwerin, und

» *d.* vom 1. October 1863 bis zum 31. December 1865 abermals von Hannover auszugehen hat. »

2) Zum § 6 des Separat-Vertrags ist nur nachrichtlich zu bemerken, dass die im zweiten Alinea dem Elbzoll-Commissair auferlegte Verpflichtung zur successiven Erstattung der im Jahre 1840 auf den Official-Garten verwendeten Meliorationskosten fortan cessirt, da diese Erstattung durch Zuschüsse der Regierungen von Dänemark, Hannover und Mecklenburg am 1. Januar 1854 vollständig bewirkt sein wird.

3) Wenn gleich die im § 13 des Separat-Vertrages enthaltenen Bestimmungen über die Besoldungs-Verhältnisse des Elbzoll-Com-

1853 missairs und dessen Gehülfen auch für die Periode vom 1. Januar 1854 bis zum 31. December 1865 unverändert fortbestehen sollen, so ist es doch die Absicht, den gegenwärtig fungirenden Commissariats-Gehülfen, für die Dauer seiner Dienstzeit beim Commissariat, ausser der dort bestimmten Besoldung von 600 Thalern, vom 1. Januar 1854 ab annoch eine ausserordentliche persönliche Zulage von jährlich Zweihundert Thalern, an Stelle der demselben bisher mehrfach bewilligten Gratificationen, zu Theil werden zu lassen.

Die Zahlung dieser Zulage ist von Dänemark, Hannover und Mecklenburg-Schwerin in gleichem Verhältnisse und auch sonst in gleicher Weise zu leisten, als im § 13 des Separat-Vertrages für die Besoldungen vereinbaret ist.

4) In Bezug auf § 17 des Separat-Vertrages erklären die Bevollmächtigten für Dänemark und Mecklenburg, wie für den Fall, dass in Folge des Beitritts des Königreichs Hannover zum Zoll-Verein ihre Regierungen die Anstellung eines Elbzoll-Commissairs in Harburg angemessen erachten möchten, die nähern Bedingungen dieser Anstellung, die mit den für das Commissariat zu Wittenberge normirenden in thunliche Uebereinstimmung zu bringen sein würden, der weitern Verständigung ihrer Regierung vorbehalten bleiben.

5) An Stelle der in den Anlagen *A* bis *D* des Separat-Vertrages vorgeschriebenen, in den §§ 3 und 9 in den Bezug genommenen Dienstbestallungen und Instructionen für den Elbzoll-Commissair und den Commissariats-Gehülfen sind für die Dauer des Eingangs gedachten Staats-Vertrages die hier in den Anlagen *A* bis *D* beigefügten Formulare zur Anwendung zu bringen.

Die gegenwärtige Declaration unterliegt der Ratification der Königlich Dänischen, der Königlich Hannoverschen und der Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinschen Regierung und sollen die Ratifications-Urkunden sogleich nach erfolgter Auswechselung der Ratifications-Urkunden über den das Revisions-Verfahren auf der Elbe betreffenden Staats-Vertrag vom heutigen Tage, durch die betreffenden Ministerien ausgewechselt werden.

Dessen zu Urkunde ist die gegenwärtige Declaration in drei gleichlautenden Ausfertigungen von den Bevollmächtigten für Dänemark, Hannover und Mecklenburg-Schwerin unterschrieben und untersiegelt worden. — So geschehen u. s. w.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MEXIQUE. 1853

Traité de limite entre les États-Unis d'Amérique et la république Mexicaine, signé à Washington, le 30 Décembre 1853.

ART. I. The Mexican Republic agrees to designate the following as her true limits with the United States for future: retaining the same dividing line between the two Californias as already defined and established, according to the 5th article of the treaty of Guadalupe Hidalgo, the limits between the two republics shall be as follows: Beginning in the Gulf of Mexico, three leagues from land, opposite the mouth of the Rio Grande, as provided in the 5th article of the treaty of Guadalupe Hidalgo; thence, as defined in the said article, up the middle of that river to the point where the parallel of 31° 47′ north latitude crosses the same; thence due west one hundred miles; thence south to the parallel of 31° 20′ north latitude; thence along the said parallel of 31° 20′ to the IIIth meridian of longitude west of Greenwich; thence in a straight line to a point on the Colorado river twenty English miles below the junction of the Gila and Colorado rivers; thence up the middle of the said river Colorado until it intersects the present line between the United States and Mexico.

For the performance of this portion of the treaty, each of the two governments shall nominate one commissioner, to the end that, by common consent, the two thus nominated, having met in the city of Paso del Norte, three months after the exchange of the ratifications of this treaty, may proceed to survey and mark out upon the land the dividing line stipulated by this article, where it shall not have already been surveyed and established by the mixed commission, according to the treaty of Guadalupe, keeping a journal and making proper plans of their operations. For this purpose, if they should judge it necessary, the contracting parties shall be at liberty each to unite to its respective commissioner, scientific or other assistants, such as astronomers and surveyors, whose concurrence shall not be considered necessary for the settlement and ratification of a true line of division between the two republics; that line shall be alone established upon which the commissioners may fix, their consent in this particular being considered decisive

1853 and an integral part of this treaty, without necessity of ulterior ratification or approval, and without room for interpretation of any kind by either of the parties contracting.

The dividing line thus established shall, in all time, be faithfully respected by the two governments, without any variation therein, unless of the express and free consent of the two, given in conformity to the principles of the law of nations, and in accordance with the constitution of each country respectively.

In consequence, the stipulation in the 5th article of the treaty of Guadalupe upon the boundary line therein described is no longer of any force, wherein it may conflict with that here established, the said line being considered annulled and abolished wherever it may not coincide with the present, and in the same manner remaining in full force where in accordance with the same.

Art. II. The government of Mexico hereby releases the United States from all liability on account of the obligations contained in the eleventh article of the treaty of Guadalupe Hidalgo; and the said article and the thirty-third article of the treaty of amity, commerce, and navigation between the United States of America and the United Mexican States concluded at Mexico, on the fifth day of April, 1831, are hereby abrogated.

Art. III. In consideration of the foregoing stipulations, the government of the United States agrees to pay to the government of Mexico, in the city of New York, the sum of ten millions of dollars, of which seven millions shall be paid immediately upon the exchange of the ratifications of this treaty, and the remaining three millions as soon as the boundary line shall be surveyed, marked, and established.

Art. IV. The provisions of the 6th and 7th articles of the treaty of Guadalupe Hidalgo having been rendered nugatory, for the most part, by the cession of territory granted in the first article of this treaty, the said articles are hereby abrogated and annulled, and the provisions as herein expressed substituted therefor. The vessels and citizens of the United States shall, in all time, have free and uninterrupted passage through the Gulf of California, to and from their possessions situated north of the boundary line of the two countries. It being understood that this passage is to be by navigating the Gulf of California and the river Colorado, and not by land, without the express consent of the Mexican government; and precisely the same provisions, stipulations, and restrictions, in all respects, are hereby agreed upon and adopted, and shall be

scrupulously observed and enforced by the two contracting governments in reference to the Rio Colorado, so far and for such distance as the middle of that river is made their common boundary line by the first article of this treaty. 1853

The several provisions, stipulations and restrictions contained in the 7th article of the treaty of Guadalupe Hidalgo shall remain in force only so far as regards the Rio Bravo del Norte, below the initial of the said boundary provided in the first article of this treaty; that is to say, below the intersection of the 31° 47′ 30″ parallel of latitude, with the boundary line established by the late treaty dividing said river from its mouth upwards, according to the 5th article of the treaty of Guadalupe.

Art. V. All the provisions of the eighth and ninth, sixteenth and seventeenth articles of the treaty of Guadalupe Hidalgo shall apply to the territory ceded by the Mexican republic in the first article of the present treaty, and to all the rights of persons and property, both civil and ecclesiastical, within the same, as fully and as effectually as if the said articles were herein again recited and set forth.

Art. VI. No grants of land within the territory ceded by the first article of this treaty bearing date subsequent to the day—twenty-fifth of September—when the minister and subscriber to this treaty on the part of the United States proposed to the government of Mexico to terminate the question of boundary, will be considered valid or be recognised by the United States, or will any grants made previously be respected or be considered as obligatory which have not been located and duly recorded in the archives of Mexico.

Art. VII. Should there at any future period (which God forbid) occur any disagreement between the two nations which might lead to a rupture of their relations and reciprocal peace, they bind themselves in like manner to procure by every possible method the adjustment of every difference; and should they still in this manner not succeed, never will they proceed to a declaration of war, without having previously paid attention to what has been set forth in article twenty-one of the treaty of Guadalupe for similar cases; which article, as well as the twenty-second, is here reaffirmed.

Art. VIII. The Mexican government having on the 5th of February, 1853, authorized the early construction of a plank and rail-road across the isthmus of Tehuantepec, and to secure the stable benefits of said transit way to the persons and merchandise of the citizens of Mexico and the United States, it is stipulated that neither go-

1853 vernment will interpose any obstacle to the transit of persons and merchandise of both nations; and at no time shall higher charges be made on the transit of persons and property of citizens of the United States than may be made on the persons and property of other foreign nations, nor shall any interest in said transit way, nor in the proceeds thereof, be transferred to any foreign government.

The United States, by its agents, shall have the right to transport across the isthmus, in closed bags, the mails of the United States not intended for distribution along the line of communication; also the effects of the United States government and its citizens, which may be intended for transit, and not for distribution on the isthmus, free of custom-house or other charges by the Mexican government. Neither passports nor letters of security will be required of persons crossing the isthmus and not remaining in the country.

When the construction of the rail-road shall be completed, the Mexican government agrees to open a port of entry in addition to the port of Vera Cruz, at or near the terminus of said road on the Gulf of Mexico.

The two governments will enter into arrangements for the prompt transit of troops and munitions of the United States, which that government may have occasion to send from one part of its territory to another, lying on opposite sides of the continent.

The Mexican government having agreed to protect with its whole power the prosecution, preservation, and security of the work, the United States may extend its protection as it shall judge wise to it when it may feel sanctioned and warranted by the public or international law.

Art. IX. This treaty shall be ratified, and the respective ratifications shall be exchanged in the city of Washington within the exact period of six months from the date of its signature, or sooner, if possible.

In testimony whereof, etc.

TOSCANE ET DIVERS ÉTATS. 1853

Déclarations échangées entre la Toscane et divers États, relatives à l'abolition des droits différentiels, en 1853.

Déclaration échangée entre la Toscane et la Prusse, en date du $\frac{\text{9 Juillet}}{\text{31 Août}}$ 1853.

Sa Majesté le roi de Prusse, etc. etc. etc., et Son Altesse Impériale et Royale l'archiduc grand-duc de Toscane, désirant contribuer au développement de la navigation et du commerce de Leurs États par une réciprocité entière dans le traitement des navires des deux nations dans les ports respectifs, le soussigné, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi de Prusse, se trouve autorisé de la part de son auguste maître à déclarer, en correspondance d'une déclaration analogue du gouvernement de Son Altesse Impériale et Royale l'archiduc grand-duc de Toscane, ce qui suit :

Les navires appartenant au grand-duché de Toscane qui entreront, sur leur lest ou chargés, dans les ports du royaume de Prusse, ou qui en sortiront, et réciproquement les bâtiments prussiens qui entreront, sur leur lest ou chargés, dans les ports du grand-duché de Toscane, ou qui en sortiront, y seront traités, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les navires nationaux venant du même lieu ou partant pour la même destination, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage, de balisage, d'ancrage, de quai, de quarantaine, d'expédition, et généralement par rapport à tous les droits et charges de quelque nature et dénomination que ce soit, qui sont perçus sur la coque du navire, soit que ces droits soient perçus au nom ou au profit du gouvernement, ou au nom et au profit de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques.

Ce traitement d'une parfaite égalité sera mis en vigueur de part et d'autre à commencer du premier Septembre prochain, mais les parties contractantes se réservent la faculté de le faire cesser après un avis préalable donné à cet effet à l'autre partie six mois d'avance.

En foi de quoi, etc.

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement toscan à celui de Prusse.)

1853 *Note.*

La Toscane a encore échangée de semblables *déclarations* avec les États ci-après désignés, savoir : avec

Le Hanovre	le 1er/14 Décembre	1853.
Les Pays-Bas	le 11/25 Juillet	1853.
Le Oldenbourg	le 7/28 Août	1853.
La Belgique	le 25 Juillet / 18 Août	1853.
La Russie	Juillet / Août	1853.

FRANCE ET WURTEMBERG.

Convention entre la France et le Wurtemberg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 25 Janvier 1853.

PAYS-BAS ET OLDENBOURG.

Convention entre les Pays-Bas et le grand-duché d'Oldenbourg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 2 Mars 1853.

FRANCE ET NASSAU.

Convention entre la France et le duché de Nassau, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée le 2 Mars 1853.

BELGIQUE ET SCHAUMBOURG-LIPPE. 1853

Convention entre la Belgique et la principauté de Schaumbourg-Lippe, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 12 Mars 1853.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 12 Mars 1853.

AUTRICHE ET SAXE ROYALE.

Convention entre l'Autriche et la Saxe royale, sur l'admission d'individus dont la qualité d'indigènes est douteuse, signée le 18 Mars 1853.

MECKLENBOURG-STRELITZ.

Accession du grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz à la convention du 15 Juillet 1851, signée à Gotha, entre divers États allemands, en date du 19 Mars 1853.

PORTUGAL.

Accession du Portugal au traité de Londres du 20 Novembre 1852, concernant la succession au trône de Grèce, en date du 22 Mars 1853.

1853

ESPAGNE ET WURTEMBERG.

Convention entre l'Espagne et le Wurtemberg, pour l'abolition du droit d'aubaine et d'émigration, signée à Paris, le 24 Mars 1853.

FRANCE ET LE SAINT-SIÉGE.

Convention postale entre la France et la cour de Rome, signée à Rome, le 1er Avril 1853.

BELGIQUE ET WALDECK-PYRMONT.

Convention entre la Belgique et la principauté de Waldeck-Pyrmont, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 1er Avril 1853.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 1er Avril 1853.

HESSE ÉLECTORALE.

Accession de la Hesse électorale au traité du 26 Novembre 1852 entre la Prusse et les États de la Thuringe, en date du 3 Avril 1853.

BELGIQUE ET WURTEMBERG. 1853

Convention entre la Belgique et Wurtemberg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 4 Avril 1853.

AUTRICHE ET WURTEMBERG.

Convention entre l'Autriche et le Wurtemberg, pour l'extension de l'abolition du droit d'aubaine aux États de la monarchie autrichienne en dehors de la Confédération germanique, signée le 20 Avril 1853.

FRANCE ET HESSE ÉLECTORALE.

Convention entre la France et la Hesse électorale, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée le 7 Mai 1853.

MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Accession du grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin au traité d'extradition du 16 Juin 1852 entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique, en date du 16 Mai 1853.

LE SAINT-SIÉGE ET ILES IONIENNES.

Déclaration échangée entre la cour de Rome et le Sénat des îles Ioniennes, touchant la libre navigation, à Rome, le 20 Mai 1853.

1853

ANHALT-CŒTHEN-DESSAU.

Acte de réunion du duché d'Anhalt-Cœthen à celui d'Anhalt-Dessau, par suite de l'extinction de la branche aînée des ducs d'Anhalt-Cœthen, en date du 22 Mai 1853.

BELGIQUE ET SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT ET SONDERSHAUSEN.

Convention entre la Belgique et les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et Sondershausen, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 8/13 Juin 1853.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 25 Juin 1853.

DANEMARCK ET LUBECK.

Convention entre le Danemarck et la ville libre et anséatique de Lubeck, relative au réglement de la pêche de la Trave, signée le 15 Juin 1853.

AUTRICHE ET HANOVRE.

Convention entre l'Autriche et le Hanovre, pour l'extension de l'abolition du droit d'aubaine aux États de la monarchie autrichienne en dehors de la Confédération germanique, signée à Vienne, le 23 Juin 1853.

MODÈNE.

1853

Accession du duc de Modène au traité de commerce et de navigation du 18 Octobre 1851 entre l'Autriche et la Sardaigne, en date du 1er Juillet 1853.

Accession du duc de Modène à la convention du 22 Novembre 1851, entre l'Autriche et la Sardaigne, pour la répression de la contrebande, en date du 1er Juillet 1853.

AUTRICHE ET BELGIQUE.

Convention entre l'Autriche et la Belgique, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 16 Juillet 1853.

BADE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention entre le grand-duché de Bade et la Confédération Suisse, pour la suppression des droits de douanes sur quelques chemins vicinaux, et pour la diminution des droits de navigation du Rhin, signée le 29 Juillet 1853.

LE SAINT-SIÉGE ET TOSCANE.

Convention postale entre la cour de Rome et la Toscane, signée à Rome, le 31 Juillet 1853.

1853

GRANDE-BRETAGNE ET HAMBOURG.

Convention entre la Grande-Bretagne et la ville libre anséatique de Hambourg, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée le 16 Août 1853.

WURTEMBERG.

Accession du royaume de Wurtemberg au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse, en date du 20 Août 1853.

VILLES ANSÉATIQUES.

Accession des villes libres anséatiques de Hambourg, Brême et Lubeck à la convention signée entre divers États allemands à Eisenach, le 11 Juillet 1853 ; en Septembre 1853.

AUTRICHE ET SARDAIGNE.

Convention postale entre l'Autriche et la Sardaigne, signée le 28 Septembre 1853.

FRANCE ET ESPAGNE.

Convention entre la France et l'Espagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Paris, le 15 Novembre 1853.

LIPPE-SCHAUMBOURG ET LIPPE-DETMOLD. 1853

Accession des principautés de Lippe à la convention signée entre divers États allemands le 15 Juillet 1851 à Gotha; en 1853.

FRANCE ET HESSE-HOMBOURG.

Convention entre la France et le landgraviat de Hesse-Hombourg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1853.

FRANCE ET NASSAU.

Convention entre la France et le duché de Nassau, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1853.

NASSAU.

Accession du duché de Nassau au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853, entre l'Autriche et la Prusse; en 1853.

HESSE-DARMSTADT.

Accession du grand-duché de Hesse-Darmstadt au traité du 26 Octobre 1852, entre la Prusse et les États de la Thuringe; en 1853.

1853

NASSAU.

Accession du duché de Nassau à la convention du 15 Juillet 1851, signée à Gotha, entre divers États allemands ; en 1853.

OLDENBOURG.

Accession du grand-duché d'Oldenbourg au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853, entre l'Autriche et la Prusse ; en 1853.

BRÊME.

Accession de la ville libre anséatique de Brême à la convention du 15 Juillet 1851, signée à Gotha, entre divers États allemands ; en 1853.

HESSE ÉLECTORALE.

Accession de la Hesse électorale au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse ; en 1853.

WALDECK-PYRMONT. 1853

Accession de la principauté de Waldeck-Pyrmont au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse ; en 1853.

SCHAUMBOURG-LIPPE ET LIPPE-DETMOLD.

Accession des principautés de Lippe au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse ; en 1853.

FRANCE ET PRUSSE.

Convention postale entre la France et la Prusse, signée en 1853.

FRANCE ET DEUX-SICILES.

Convention postale entre la France et le royaume des Deux-Siciles, signée en 1853.

Convention entre les mêmes, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1853.

1853

FRANCE ET HESSE-DARMSTADT.

Convention entre la France et le grand-duché de Hesse, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1853.

FRANCE ET VILLE LIBRE DE FRANCFORT.

Convention entre la France et la ville libre de Francfort, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1853.

BADE.

Accession du grand-duché de Bade au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse ; en 1853.

REUSS.

Accession des princes de Reuss au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse ; en 1853.

ANHALT.

Accession des duchés d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Bernbourg au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse ; en 1853.

BRUNSWIC.

1853

Accession du duché de Brunswic au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse; en 1853.

SAXE ROYALE.

Accession de la Saxe royale au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse; en 1853.

HANOVRE.

Accession du Hanovre au traité de commerce et de douanes du 19 Février 1853 entre l'Autriche et la Prusse; en 1853.

FRANCE ET REUSS.

Convention entre la France et les principautés de Reuss, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée en 1853.

FRANCE ET SAXE-WEIMAR.

Convention entre la France et le grand-duché de Saxe, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée en 1853.

1853

FRANCE ET OLDENBOURG.

Convention entre la France et le grand-duché d'Oldenbourg, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée en 1853.

FRANCE ET SCHWARZBOURG.

Convention entre la France et les principautés de Schwarzbourg, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée en 1853.

1854

BELGIQUE ET FRANCE.

Traité de commerce entre la France et la Belgique, signé à Bruxelles, le 27 Février 1854.

Art. I. Les droits d'entrée en France sur les fils et tissus de lin ou de chanvre importés de Belgique en France par les bureaux situés d'Armentières à la Malmaison, près Longwy, inclusivement, seront, à partir de la mise en vigueur du présent traité, fixés ainsi qu'il suit :

1° *Fils* : jusqu'à concurrence, pour l'année, de deux millions de kilogrammes, droits antérieurs à l'ordonnance du 26 Juin 1842; au-delà de deux millions jusqu'à trois millions de kilogrammes, mêmes droits, augmentés de moitié de la différence établie au profit de la Belgique, entre le tarif qui lui est spécial et le tarif général; au-delà de trois millions de kilogrammes, droits antérieurs à l'ordonnance du 26 Juin 1842, augmentés des trois quarts de cette même différence;

2° *Tissus* : jusqu'à concurrence, pour l'année, de deux millions de kilogrammes, droits antérieurs à l'ordonnance du 26 Juin 1842,

diminués de quinze pour cent; au-delà de deux millions de kilo- 1854
grammes, droits du tarif général.

Les différentes taxes spécifiées dans le paragraphe précédent seront appliquées aux toiles dont l'origine nationale sera dûment certifiée par les douanes belges, conformément aux types arrêtés entre les deux gouvernements au mois d'Octobre 1851.

Pour la vérification des tissus belges admissibles aux droits réduits spécifiés ci-dessus, le compte-fil devra être appliqué sur quatre points, à intervalles égaux, dans toute la largeur de la toile.

La fraction de fil ne sera comptée pour un fil qu'autant qu'elle apparaîtra trois fois sur quatre. Dans tout autre cas, elle sera négligée.

Le régime qui vient d'être fixé pour l'importation des fils et tissus de lin ou de chanvre de la Belgique en France sera établi réciproquement, pour l'importation desdits fils et tissus de France en Belgique, sans que ces droits puissent être augmentés, de part ni d'autre, avant l'expiration du présent traité.

Si les droits d'entrée en France sur les fils et tissus de lin ou de chanvre provenant de Belgique venaient à être réduits, une réduction semblable serait immédiatement introduite dans le tarif belge sur les mêmes articles de provenance française, de façon que les droits fussent uniformes des deux côtés à la frontière limitrophe.

Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges s'engage, d'ailleurs, à appliquer, à l'entrée des fils et tissus de lin ou de chanvre par les frontières autres que celles limitrophes, des droits semblables à ceux qui sont ou pourront être établis par le tarif français aux frontières analogues : il n'y aura d'autre exception à cet égard que celle qu'indique la loi belge du 25 Février 1842, et qui est limitée, par le présent traité, à l'introduction en Belgique de deux cent cinquante mille kilogrammes de fils d'Allemagne et de Russie.

Enfin, dans le cas où les droits d'entrée en France sur les fils et tissus de lin ou de chanvre importés par des frontières autres que la frontière limitrophe viendraient à être réduits de plus d'un sixième au-dessous de ceux qui sont fixés par le présent traité, le gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français s'engage à abaisser aussitôt, et dans la proportion de cet excédant de réduction, les droits d'entrée sur les fils et tissus belges importés par la frontière limitrophe, de telle façon qu'il y ait toujours au moins la proportion de trois à cinq entre les droits existant à cette dernière frontière et ceux existant aux autres frontières françaises.

1854. Art. II. Il est également convenu que si, pendant la durée du présent traité, l'importation du bétail étranger venait à être replacée en France sous le régime établi par les lois du 27 Juillet 1822 et 17 Mai 1826, le bétail belge jouirait, à son entrée par un point quelconque de la frontière limitrophe, du traitement de faveur réservé au bétail luxembourgeois par l'article I de la convention commerciale du 22 Août 1852.

Dans le cas où le tarif provisoire actuellement applicable au bétail étranger serait modifié sans que, toutefois, les nouveaux droits atteignissent le taux des droits en vigueur lors de la promulgation du décret impérial du 14 Septembre 1853, le bétail belge jouirait, à son importation en France, d'une réduction de dix pour cent sur les taxes générales.

Art. III. Les machines et mécaniques d'origine belge, importées en France par la frontière limitrophe, et qui sont désignées par l'ordonnance du 10 Juin 1846, seront affranchies de la surtaxe établie par l'article VII de la loi du 28 Avril 1816.

Art. IV. Les glaces ou grands miroirs non étamés ou étamés, importés de Belgique, payeront, à leur entrée en France et suivant leurs dimensions, les droits fixés par l'arrêté du 6 Juin 1848, augmentés de un franc cinquante centimes par mètre carré. Il est d'ailleurs entendu que cette taxe additionnelle cesserait d'être perçue, si l'impôt correspondant, établi depuis 1852 sur le sel de soude employé par les fabriques françaises, venait lui-même à être rapporté.

Art. V. La prohibition actuellement existante à l'importation en France de la poterie de terre de pipe et de grès fin est levée au profit de la Belgique, et remplacée, pour les produits de l'espèce dont l'origine belge sera dûment certifiée, par les droits suivants, savoir :

Assiettes et plats ayant la couleur naturelle de la pâte	33	fr. par 100 kil.
Autres pièces de même couleur	66	*idem.*
Assiettes et plats imprimés	60	*idem.*
Autres pièces imprimées	90	*idem.*
Assiettes, plats ou autres pièces peintes, dorées ou autrement ornées	165	*idem.*

Dans le cas où les mêmes droits viendraient à être appliqués en France, à titre général, aux produits similaires de toute origine, il est convenu que les taxes ci-dessus spécifiées seraient abaissées,

dans la proportion de dix pour cent, au profit des importations 1854
belges.

Les dispositions contenues dans le premier paragraphe de cet article n'entreront en vigueur qu'un an après l'échange des ratifications du présent traité.

Art. VI. Les marchandises spécifiées en l'article XXII de la loi du 28 Avril 1816, importées de Belgique par les bureaux de Lille et de Valenciennes, seront admises, pour la consommation intérieure de l'empire, moyennant l'acquittement des droits établis pour les provenances des entrepôts d'Europe sous pavillon français.

Art. VII. Le gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français consent, en outre,

1° A affranchir de tout droit d'entrée en France la chaux d'origine belge;

2° A admettre également en franchise les pierres ou matériaux à bâtir qui seront importés à l'état brut, ou simplement équarris à la smille, de Belgique en France, par l'un des bureaux situés entre la mer et Blancmisseron exclusivement;

3° A réduire de cinquante pour cent et de vingt pour cent le droit respectivement applicable aux tresses fines et aux chapeaux de paille commune importés de Belgique en France.

Art. VIII. Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges s'engage à maintenir, à l'égard des vins de France, tant en cercles qu'en bouteilles, et des tissus de soie venant de France, le traitement qui leur a été accordé par l'article II de la convention conclue entre les deux pays, le 16 Juillet 1842.

Si des augmentations aux droits d'octroi ou autres des communes de Belgique venaient à altérer le bénéfice, pour la France, des stipulations contenues dans les articles précédents, il suffirait de la simple déclaration du gouvernement français pour que, dans le délai de trois mois, le présent traité tout entier fût considéré comme résilié.

Art. IX. Les sels bruts d'origine française, importés directement de France en Belgique, jouiront, dans ce dernier pays, à titre de déchet sur le taux des droits d'accise, d'une bonification de sept pour cent en sus de celle qui pourrait être accordée aux sels de toute autre provenance, et ceux-ci ne pourront d'ailleurs, pendant la durée du présent traité, être soumis, en Belgique, à des droits quelconques plus favorables que les droits imposés aux sels de France. Pour être admis à jouir de cette réfaction, les sels français, devront être accompagnés d'un certificat délivré par les agents consulaires belges, ou, à leur défaut, par l'administration des douanes

1854 du port d'embarquement, et attestant que ces sels n'ont été soumis, en France, à aucune opération de raffinage. Faute de remplir cette condition, les intéressés n'obtiendront la déduction de sept pour cent qu'en fournissant la preuve du raffinage en Belgique.

Art. X. Les dispositions des articles V et VI de la convention conclue entre les deux pays, le 16 Juillet 1842, continueront d'être exécutées, dans leur forme et teneur, pendant la durée du présent traité.

Art. XI. Les taxes supplémentaires établies en Belgique par l'arrêté royal du 14 Juillet 1843 ne seront pas applicables aux fils de laine de toute sorte, aux habillements et vêtements neufs ou supportés, à l'usage d'hommes ou de femmes, et aux ouvrages de mode importés de France en Belgique par les frontières de terre ou de mer. Ces marchandises n'acquitteront que les droits antérieurs audit arrêté.

Pour tous les tissus de laine compris dans cet arrêté, les droits à l'importation de France en Belgique, par les frontières de terre ou de mer, seront maintenus au taux fixé par le second paragraphe de l'article VII de la convention conclue entre les deux pays le 13 Décembre 1845.

Art. XII. Les draps, casimirs et tissus similaires d'origine française seront affranchis, en Belgique, des droits supplémentaires de neuf et six trois quarts pour cent fixés par l'arrêté royal du 27 Août 1838.

Art. XIII. Seront maintenues, pendant toute la durée du présent traité, les dispositions des arrêtés royaux des 13 Octobre 1844 et 2 Octobre 1845, par suite desquelles les tissus de coton d'origine française importés en Belgique par les frontières de terre ou de mer ont été provisoirement affranchis des surtaxes établies par ledit arrêté du 13 Octobre 1844.

Art. XIV. Les objets, produits et marchandises de toute nature, venant de France ou expédiés vers ce pays, et traversant la Belgique par les chemins de fer, les routes de terre, les canaux et les rivières, seront exempts de tout droit de transit, et la prohibition qui frappe encore, en Belgique, le transit de quelques-uns de ces articles, est levée.

Il n'est fait exception à cette règle générale que pour la poudre à tirer et les fers, et pour l'expédition vers la France des fils et tissus de lin ou de chanvre étrangers et de la houille.

Toutefois, le transit local de la houille d'origine française, expédiée de France en France par toute voie quelconque empruntant le territoire belge, aura lieu en franchise de droit.

Il est d'ailleurs entendu que les expéditeurs auront à se conformer 1854
généralement, et sans distinction de nationalité, aux mesures prescrites ou à prescrire par l'administration belge, pour empêcher la fraude.

Le commerce belge jouira, pour le transit en France, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. XV. Les navires français jouiront, à l'importation par mer en Belgique des marchandises de toute espèce, du régime accordé aux navires de la Grande-Bretagne par le traité du 27 Octobre 1851, tant pour ce qui concerne le droit de pavillon que pour ce qui regarde le droit de tonnage. Sont également étendues aux importations des ports français, toutes les suppressions de droits de provenance attribuées à la Grande-Bretagne par le même traité.

Seront pareillement abolis, à partir de la mise à exécution du présent traité, les droits différentiels de pavillon d'origine et de provenance actuellement existants à l'importation en Belgique, par navires français, des cotons, des bois d'ébénisterie, des bois de teinture, du soufre et de l'huile d'olive.

Art. XVI. Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges s'engage, en outre,

1° A substituer à la prohibition actuelle de sortie de la pyrite de fer, une taxe de un pour cent *ad valorem*;

2° A abaisser de cinquante pour cent le droit d'entrée actuellement applicable aux plâtres d'origine française;

3° A supprimer tous droits de sortie sur les charbons de bois exportés de Belgique en France;

4° A ne point exhausser, pendant toute la durée du présent traité, les droits de sortie afférents aux étoupes, aux chanvres et aux lins bruts ou teillés, exportés de Belgique en France.

Art. XVII. Le droit d'entrée afférent aux houilles françaises, importées en Belgique par les frontières de terre ou de mer, ne dépassera pas, pendant la durée du présent traité, le taux de quinze centimes par cent kilogrammes.

Réciproquement, et pendant la même période, le taux des droits actuellement en vigueur pour les houilles et fontes d'origine belge, importées en France par la frontière de terre, ne sera pas exhaussé. Toutefois, si un grand intérêt national et des circonstances de force majeure imposaient au gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français l'obligation d'élever son tarif de douanes à l'égard des deux produits précités, il est convenu que le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges aurait le droit de dénoncer le présent traité, et

1854 d'en faire intégralement cesser les effets dans les trois mois qui suivront la date de cette dénonciation.

Art. XVIII. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Belgique par des commis voyageurs français, et en France par des commis voyageurs belges, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Les formalités seront les mêmes en Belgique et en France, et seront réglées de commun accord entre les deux gouvernements.

Art. XIX. Les voyageurs de commerce français voyageant en Belgique pour compte d'une maison française y seront soumis à un droit de patente fixe de vingt francs, additionnels compris.

Réciproquement, les voyageurs de commerce belges voyageant en France pour compte d'une maison belge y seront soumis à un droit de patente fixe de vingt francs, additionnels compris.

Art. XX. Le droit d'entrée applicable aux ardoises exclusivement destinées pour la toiture et importées de l'un des deux pays dans l'autre sera respectivement fixé au taux uniforme de quatre francs par mille pièces, sans distinction aucune, ni quant au mode de transport par terre ou par eau, ni quant à la dimension ou au poids des ardoises.

Il y aura d'ailleurs réciprocité de transit local et général pour les ardoises des deux pays : ce transit sera, en Belgique comme en France, affranchi de tous droits.

Art. XXI. Le bénéfice des articles II et VI du traité de navigation conclu entre les deux pays, le 17 Novembre 1849, sera étendu aux bâtiments français se rendant, chargés ou sur lest, des ports d'Algérie en Belgique ou *vice versâ*.

Les bâtiments sous pavillon belge, employés au même intercours, jouiront, dans les ports de l'Algérie, d'une réduction de cinquante pour cent sur le taux des droits de tonnage qui leur sont actuellement applicables.

Art. XXII. Chacune des deux hautes parties contractantes convient de prohiber sur son territoire le transit, à destination du territoire de l'autre partie, des fils et tissus de lin ou de chanvre de provenance tierce.

Le gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français consent néanmoins à admettre au transit à travers son territoire, sous le régime du prohibé, les tissus de lin ou de chanvre fabriqués en Belgique avec des fils étrangers. Les formalités à remplir pour

jouir du bénéfice de cette disposition seront déterminées par l'administration française au moment de la mise à exécution du présent traité. 1854

Art. XXIII. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles, dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut, simultanément avec celles des deux conventions, l'une littéraire, l'autre commerciale, conclues entre les hautes parties contractantes, le 22 Août 1852. Il sera en vigueur pendant cinq années, qui commenceront à courir un mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, etc.

Déclaration.

La faculté de faire valoir leurs droits devant les tribunaux belges étant contestée aux sociétés anonymes françaises, et des inconvénients sérieux pouvant résulter de cet état de choses, pour les associations commerciales, industrielles ou financières des deux États, le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges s'engage à présenter aux chambres législatives, dans le délai d'un an, un projet de loi qui aura pour objet d'autoriser les sociétés anonymes et les autres associations qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement français, et qui l'auront obtenue, à exercer tous leurs droits et à ester en justice, en Belgique, conformément aux lois du pays, et moyennant réciprocité de la part de la France.

En foi de quoi, la présente déclaration a été signée par le plénipotentiaire de Sa Majesté l'empereur des Français et par le plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges, et elle restera annexée au traité de commerce conclu, sous la date de ce jour, entre les hautes parties contractantes.

1854

BELGIQUE ET RUSSIE.

Déclaration échangée entre la Russie et la Belgique, pour faire suite au traité de commerce et de navigation du 14 Février 1850, du $\frac{21 \text{ Février}}{11 \text{ Mars}}$ 1854.

Déclaration russe.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies près Sa Majesté le roi des Belges;

Considérant que l'application du traitement déterminé par l'article V du traité de navigation et de commerce conclu entre la Russie et la Belgique le 2/14 Février 1850, est subordonnée à la condition que l'importation des marchandises, produits du sol ou de l'industrie de la Belgique, soit faite directement des ports de Belgique dans ceux de Russie par navires belges, sauf le cas de relâche forcée dans les ports intermédiaires; désirant assurer de nouvelles facilités aux relations commerciales entre les deux États, sur les ordres de son gouvernement, déclare:

Les navires belges, venant des ports de Belgique dans ceux de Russie, pourront, sans perdre pour les marchandises qu'ils avaient originairement à bord, le bénéfice de l'importation directe, et sans avoir besoin de fournir de certificats de relâche, toucher dans un port intermédiaire, tant pour y prendre des ordres que pour y faire des opérations de commerce, de chargement ou de déchargement.

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement belge à celui de Russie.)

ESPAGNE ET DEUX-SICILES. 1854

Convention entre l'Espagne et les Deux-Siciles, pour régler les rapports judiciaires entre les deux pays, signée à Naples, le 11 Mars 1854.

Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie e Sua Maestà Cattolica la Regina delle Spagne, convinte della necessità di regolare in modo soddisfacente le difficoltà insorte sovra taluni punti delle comunicazioni giudiziarie tra i due Paesi, desiderose di concorrere alla facile e retta amministrazione della giustizia negli Stati rispettivi, e restringere sempre più le antiche relazioni di amicizia e buona corrispondenza, felicemente esistenti tra le due Corone, hanno determinato di devenire ad una Convenzione, che regoli le relazioni giudiziarie de' tribunali e sudditi del Regno delle Due Sicilie con quelli Spagnuoli.

E con tale intendimento hanno nominato loro Plenipotenziarii,

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

i quali dopo l'esibizione de' rispettivi pieni poteri, trovati in buona e debita forma, han conchiuso e sottoscritto gli articoli seguenti :

Art. I. I procuratori de' sudditi di Sua Maestà Cattolica riconosciuti come tali nel Reame delle Due Sicilie, e reciprocamente i procuratori de' sudditi di Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie, riconosciuti come tali in Ispagna, saranno riguardati atti a ricevere, in qualità di rappresentanti le persone de' loro mandatarii, ogni genere di comunicazioni giudiziarie, comprese quelle che debbono farsi direttamente a' loro principali ; però senza che vadan privati de' termini dilatorii che, come a stranieri, loro accorda la legge.

La trasmissione di tali atti, intimati presso gli uffizii de' regii Procuratori, dovrà sempre operarsi per via del Ministero degli affari esteri, presso del quale le persone de' procuratori dovranno farsi legalmente conoscere.

1854 Art. II. Quando per un incidente qualsiasi occorra citare un suddito di Sua Maestà Cattolica, che non abbia procuratore nel Reame delle Due Sicilie, e viceversa un suddito di Sua Maestà Siciliana, che non abbia procuratore in Ispagna, il documento sarà indiritto dal Procuratore del Re al Ministero degli affari esteri, e da questo alla rispettiva Legazione. In tal caso però le citazioni o notificazioni dovranno inviarsi sole, senza essere accompagnate dagli atti ed antecedenti da cui procedono, ma unicamente da un elenco formato dall' uffiziale che esegue l'intimazione, il quale dinoti in succinto estratto le parti di che costa ed i documenti che contiene.

Art. III. Le due Alte Parti contraenti daranno reciprocamente corso, nel più breve tempo possibile, alle rogatoriali spedite di officio dalle rispettive Autorità. Tali rogatoriali, perchè siano legalmente adempiute, debbono essere indiritte per la via diplomatica delle Legazioni di ambo i Regni, e saranno date in originale, dopo di essere state eseguite da' tribunali rispettivi, quando vi prendono parte.

Art. IV. La presente Convenzione sarà obbligatoria, appena che sarà stata approvata dalle due Alte Parti contraenti; e le ratifiche saranno scambiate in Napoli fra tre mesi o prima, se fia possibile.

In fede di che, etc.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET JAPON.

Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre les États-Unis d'Amérique et le Japon, signé à Kanagawa, le 31 Mars 1854.[1]

Les États-Unis d'Amérique et l'empire du Japon, désirant établir entre les deux nations une amitié solide, durable et sincère, ont résolu de fixer, d'une manière claire et précise, au moyen d'un

[1] Traduit du *New-York Herald.*

traité ou convention générale de paix et d'amitié, les règles qui, 1854
dorénavant, seront mutuellement observées par les deux pays. Dans ce but, le président des États-Unis a conféré de pleins pouvoirs à son commissaire, Matchew Calbraith Perry, ambassadeur spécial des États-Unis au Japon, et l'auguste souverain du Japon a donné les mêmes pleins pouvoirs à ses commissaires Hayashi-dai-Garka-no-Kani, ido, prince de Isus; Sima Isawa, prince de Mima Saki, et Adono, membre de la commission des revenus. Lesdits commissaires, après avoir dûment examiné les bases, sont convenu des articles suivants :

Art. I. Il y aura entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et l'empire du Japon, d'autre part, entre leurs peuples respectifs sans exception de personnes ou de lieux, une paix parfaite, permanente et universelle, ainsi qu'une amitié sincère et cordiale.

Art. II. Le port de Simoda, dans la principauté d'Jasu, et le port Kakodade, dans la principauté de Matsmai, sont accordés par les Japonais, comme ports d'entrée, aux navires américains; et ces navires pourront s'y pourvoir de bois, eau, provisions, charbon et tous autres articles dont ils pourraient avoir besoin, tant que les Japonais les posséderont. L'époque de l'ouverture du premier de ces ports a été fixée immédiatement après la signature du traité; le second ne sera ouvert qu'après le même jour de l'année japonaise suivante.

Note. Les fonctionnaires japonais donneront un tarif du prix des objets qu'ils pourront fournir; le paiement en sera fait en espèces d'or ou d'argent.

Art. III. Chaque fois que des navires des États-Unis auront été jetés sur les côtes du Japon et y auront fait naufrage, les navires japonais leur porteront assistance et conduiront les équipages à Simoda ou à Kakodade. Là, ils les remettront aux mains de leurs concitoyens désignés pour les recevoir.

Tous articles qui auront pu être sauvés par les naufragés seront également rendus; les dépenses occasionnées pour le sauvetage et l'entretien des Américains ou Japonais qui pourraient être ainsi jetés sur les côtes de l'une ou l'autre nation, ne seront point remboursées.

Art. IV. Les naufragés et les autres citoyens des États-Unis seront libres comme en d'autres pays; ils ne devront subir aucun emprisonnement, mais seront soumis à de justes lois.

Art. V. Les marins naufragés et les autres citoyens des États-Unis, résidant temporairement à Simoda ou à Kakodade, ne seront pas soumis aux entraves et à l'emprisonnement que les Hollandais

1854 et les Chinois ont à subir à Nagasaki : ils seront libres d'aller à Simoda, partout où il leur plaira, dans un rayon de sept milles japonais dont le centre est une petite île dans le havre de Simoda ; cette île est marquée sur la carte et annexée. Ils seront également libres d'aller partout où ils voudront à Kakodade, dans les limites qui seront fixées après la visite de l'escadre américaine.

Art. VI. Si d'autres marchandises étaient jugées nécessaires, ou s'il est utile de convenir d'une affaire quelconque, il y aura un examen attentif des deux côtés de manière à en venir à un arrangement.

Art. VII. Il est convenu que les navires américains qui se rendront dans les ports qui leur sont ouverts, pourront échanger des espèces d'or et d'argent, ainsi que des marchandises contre des marchandises, en se conformant aux réglements temporaires qui seront établis à cet effet par le gouvernement du Japon. Il est toutefois stipulé que les navires des États-Unis auront le droit d'emporter les articles qu'ils n'auront pas échangés.

Art. VIII. Le bois, l'eau, les provisions, le charbon et les autres marchandises nécessaires ne seront procurés que par l'agence des fonctionnaires japonais, commis *ad hoc,* et ne le seront d'aucune autre manière.

Art. IX. Il est convenu que si, dans l'avenir, le gouvernement du Japon accordait à une ou plusieurs nations des priviléges et des avantages qui ne sont pas garantis ici aux États-Unis et à ses citoyens, ces mêmes priviléges et avantages seront de même accordés aux États-Unis et à ses citoyens, sans consultation ou retard.

Art. X. Les navires des États-Unis ne pourront se rendre dans d'autres ports de Japon que ceux de Simoda et de Kakodade, à moins d'être en détresse ou d'y être forcés par un gros temps.

Art. XI. Le gouvernement des États-Unis nommera des consuls ou agents à Simoda après l'expiration de dix-huit mois de la date de la signature de ce traité, pourvu que chacun des deux gouvernements trouve cet arrangement nécessaire.

Art. XII. Le présent traité ayant été conclu et dûment signé, il sera obligatoire et fidèlement observé par les États-Unis d'Amérique et le Japon, ainsi que par les citoyens et les sujets de chacune des deux puissances. Il devra être ratifié et approuvé par le président des États-Unis, avec l'avis et le consentement du sénat, et par l'auguste souverain du Japon. Les traités ratifiés seront échangés dans les dix-huit mois de leur signature, ou plus tôt si c'est pos-

sible. En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires respectifs des États-Unis d'Amérique et de l'empire du Japon, susdits, avons signé et scellé les présentes. 1854

AUTRICHE ET BELGIQUE.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Belgique, signé à Bruxelles, le 2 Mai 1854.

Art. I. Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre les sujets des hautes parties contractantes, en ce sens que les mêmes facilités, sécurité et protection dont jouissent les nationaux sont garanties des deux parts. En conséquence, les sujets respectifs ne payeront point, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux hautes parties contractantes, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les priviléges, immunités et autres faveurs dont jouiront, en matière de commerce ou d'industrie, d'après les lois et réglements en vigueur, les sujets des deux hautes parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre, avec l'obligation de se soumettre aux mêmes lois et réglements.

La patente dont sont passibles, dans les États des deux hautes parties contractantes, les voyageurs de commerce respectifs, sera réduite, de part et d'autre, à un taux uniforme à fixer d'un commun accord.

Art. II. Il sera permis aux navires de chacune des hautes parties contractantes, soit chargés, soit sur lest, de fréquenter librement et sur le même pied que les bâtiments nationaux toutes les baies, rivières, ports, rades et ancrages ouverts au commerce dans les deux pays.

Art. III. Cette liberté de navigation comprend pour les navires et sujets des deux hautes parties contractantes, la faculté de faire le commerce d'entrée et de sortie dans la même étendue que les navires et sujets nationaux, tout comme aussi la faculté de se livrer à toutes les opérations commerciales dont l'exercice est permis en vertu des lois.

1854 Quant au transport des personnes et des marchandises d'un port à l'autre, dans les États respectifs des hautes parties contractantes, la liberté de commerce est réciproquement soumise aux restrictions généralement existantes pour la navigation des nations étrangères les plus favorisées dans chacun des deux pays, sans que pour cela le commerce réciproque provenant des ports étrangers, ou dirigé vers de tels ports, ait à éprouver aucune limitation.

Art. IV. Dans toute l'étendue des États de chacune des deux hautes parties contractantes, les navires de l'autre partie, quel que soit leur provenance ou leur destination, seront traités sur le même pied que les navires nationaux, soit à leur entrée, soit pendant leur séjour ou à leur sortie, tant à l'égard des droits de tonnage, d'ancrage, de pilotage, de quai, de port, de phare, et en général des droits quelconques de navigation, sous quelque dénomination que ce soit, qu'à l'égard des droits de quarantaine, de santé, d'entrepôt, d'emmagasinage, s'il y a lieu; de telle sorte que ces droits ne peuvent être ni plus élevés, ni perçus sous des conditions ou des formes plus onéreuses que les droits acquittés par les navires nationaux.

Art. V. Les navires belges et leurs cargaisons, soit qu'ils arrivent directement de Belgique, soit qu'ils viennent d'ailleurs, jouiront, dans les ports de l'empire, du traitement de la nation la plus favorisée; de leur côté, les navires autrichiens et leur cargaison, soit qu'ils arrivent directement des ports de l'empire, soit qu'ils viennent d'ailleurs, seront traités en Belgique, quant aux droits afférents à leurs cargaisons, de la même manière que le sont, dans les mêmes cas, les navires de la Grande-Bretagne et leurs cargaisons, en vertu du traité conclu le 27 Octobre 1851 entre la Belgique et cette puissance, et seront également étendues aux importations des ports autrichiens toutes les suppressions de droits de provenance, attribuées à la Grande-Bretagne par le même traité.

Art. VI. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, bassins, havres de l'un des deux États, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur chargement et leur équipage, il est également convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre État, la volonté des deux souverains étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments des deux États soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. VII. Seront considérés comme navires belges et autrichiens, 1854
ceux qui naviguent avec des lettres de mer de leur gouvernement, nécessaires pour la légitimation du navire et du capitaine, et qui seront possédés conformément aux lois et réglements en vigueur dans leur pays respectif.

Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes viendrait à changer les réglements relatifs aux lettres de mer, il en sera donné communication à l'autre partie pour autant que la connaissance de ces changements pourrait être de quelque intérêt pour elle.

Art. VIII. Il ne sera perçu dans les ports et rades des hautes parties contractantes, pour compte du trésor public, des navires de l'autre partie qui viendraient y relâcher par suite d'une circonstance forcée, aucune espèce de droit de navigation et de port, pour autant que les motifs d'une telle relâche forcée soient réels et évidents; que le navire n'y exerce aucune opération de commerce et qu'il ne s'arrête point au-delà du temps où lesdits motifs de relâche forcée seraient venus à cesser. Dans les ports et rades respectifs où il pourrait y avoir à acquitter, en pareille circonstance, des droits autres que ceux perçus pour compte du fisc, les navires des deux États n'auront à payer que les droits qui pourraient être exigés des bâtiments appartenant aux nations les plus favorisées.

Il est bien entendu également que le déchargement, rechargement ou transbordage des marchandises à cause de leurs avaries ou des réparations indispensables du navire, de même que son approvisionnement, ne seront pas réputés comme opérations commerciales.

Art. IX. Les objets de toute nature exportés par navires belges ou autrichiens, des ports de l'un ou de l'autre des deux États, vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou formalités autres que ceux auxquels l'exportation par pavillon national est soumise.

Art. X. Le remboursement, par la Belgique, du droit perçu sur la navigation de l'Escaut, par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du paragraphe troisième de l'art. IX du traité du 19 Avril 1839, est garanti aux navires de l'empire d'Autriche.

Art. XI. Chacune des hautes parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'entretenir, dans les ports et places maritimes de commerce, où d'autres gouvernements étrangers jouissent déjà de la même prérogative, des consuls, vice-consuls ou agents com-

1854 merciaux, qui jouiront de toute la protection et recevront toute l'assistance nécessaires pour remplir dûment leurs fonctions.

Les consuls, de quelque classe qu'ils soient, dûment nommés par leur gouvernement respectif, et après avoir obtenu l'exéquatur de celui dans le territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, des priviléges dont jouissent les consuls des nations les plus favorisées.

Art. XII. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la rèmise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ses agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XIII. Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets belges ou autrichiens qui auraient été pris par des pirates, dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an par les intéressés, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. XIV. Relativement aux cas de naufrage, les gouvernements 1854
respectifs s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour qu'il soit voué au sauvetage des navires de l'une des parties contractantes échoués sur les côtes des États de l'autre, ainsi que des personnes et objets de tout genre qui se trouvent à leur bord, les mêmes soins qui, en pareille circonstance, seraient apportés au sauvetage des bâtiments nationaux ; ils s'engagent également à veiller à ce que les débris du navire, les papiers de bord, les espèces, effets, ustensiles, marchandises et autres objets de valeur soient mis sous bonne garde, ainsi que cela se pratique à l'égard des navires nationaux naufragés, et à ce que tous ces objets sauvés, ou bien le prix de leur vente, dans le cas où celle-ci aurait dû s'effectuer, soient fidèlement remis aux propriétaires ou à leurs fondés de pouvoirs ; ou bien, à défaut des uns ou des autres, à ce qu'il soit donné connaissance du fait au gouvernement intéressé, par le canal de ses agents commerciaux les plus rapprochés, ou par toute autre voie, en mettant le tout à sa disposition de la manière qui sera le plus à sa convenance.

Chacun des deux gouvernements prendra, en outre, les mesures nécessaires pour que, dans ces cas de naufrage, il ne soit exigé ni droits ni taxes plus élevés des sujets de l'autre partie contractante que de ses propres sujets.

Art. XV. Le présent traité sera en vigueur, pendant cinq années, à compter du jour de l'échange des ratifications ; et si un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration de douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. XVI. Le présent traité sera ratifié par S. M. le roi des Belges et par S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, etc., etc., et les ratifications en seront échangées à Bruxelles dans un délai de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

1854

BELGIQUE ET SARDAIGNE.

Déclaration échangée entre la Belgique et la Sardaigne, pour la réciprocité de traitement de leur pavillon respectif, en date du 2 Mai 1854.

Déclaration.

Le soussigné chargé d'affaires de S. M. le roi des Belges près le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne, considérant que l'application du traitement déterminé par l'article X du traité de commerce et de navigation conclu entre la Belgique et la Sardaigne, le 24 Janvier 1851, est subordonnée à la condition que l'importation des marchandises, produits du sol ou de l'industrie des États sardes, soit fait directement des ports des États sardes dans ceux de Belgique, par navires sardes, sauf le cas de relâche forcée dans les ports intermédiaires; désirant assurer de nouvelles facilités aux relations commerciales et maritimes entre les deux États; sur les ordres de son gouvernement, déclare:

Les navires sardes venant des ports des États sardes dans ceux de la Belgique, pourront, sans perdre, pour les marchandises qu'ils avaient originairement à bord, le bénéfice de l'importation directe et sans avoir besoin de fournir de certificats de relâche, toucher dans un port intermédiaire, tant pour y prendre des ordres que pour y faire des opérations de commerce, de chargement et de déchargement.

(*Signature.*)

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement sarde à celui de la Belgique.)

NOUVELLE-GRENADE ET VILLES LIBRES ANSÉATIQUES. 1854

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la république de la Nouvelle-Grenade et les Villes libres anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, signé à Paris, le 3 Juin 1854.

(En espagnol et en allemand.)

Art. I. Zwischen den Hanseatischen Republiken und der Republik Neu-Granada soll vollständiger Friede und eine aufrichtige und unwandelbare Freundschaft bestehen.

Art. II. Ebenso soll zwischen den Hanseatischen Republiken und der Republik von Neu-Granada gegenseitige Freiheit des Handels und der Schiffahrt stattfinden. Dem zufolge dürfen die beiderseitigen Bürger frei und sicher mit ihren Schiffen und Ladungen nach allen Küsten, Häfen und Flüssen im Gebiete des andern Theils fahren, wohin es anderen Fremden zu fahren gestattet ist oder künftig gestattet werden wird, dort landen, verweilen und sich niederlassen, Häuser und Magazine zum Zweck ihres Handels miethen und besitzen, wobei sie gleichwohl den in den beiderseitigen Gebieten geltenden Gesetzen und Statuten unterworfen bleiben.

Art. III. Die Bürger der contrahirenden Republiken, welche in dem Gebiete des anderen Theiles wohnen oder sich vorübergehend aufhalten, geniessen für ihre Person und Güter, sowie in der Ausübung ihrer Gewerbe und ihrer Religion desselben Schutzes, derselben Bürgschaften, Rechte und Vorrechte, wie sie den Bürgern und Unterthanen der am meisten begünstigten Nation gewährt sind oder werden gewährt werden: sie erhalten freien und leichten Zugang zu den Gerichten zum Zweck der Geltendmachung und Vertheidigung ihrer Rechte und Interessen, unter den Bedingungen, wie sie den Einwohnern der Republik, in der sie verweilen, auferlegt sind; sie können zum Dienste im regulairen Heere oder auf der Flotte nicht verpflichtet, noch auch genöthigt werden, zu gezwungenen Anleihen beizutragen, noch andere oder höhere Steuern, von welcher Art und Benennung es sei, zu zahlen, als die Bürger des Landes, in welchem sie sich befinden, jetzt oder künftig zu entrichten haben. Ebensowenig dürfen die ihnen zugehörenden

1854 Schiffe, Mannschaften, Waaren und Effecten zu irgend einer militairischen Expedition, oder irgend welchen sonstigen öffentlichen Zwecken, welcher Art sie sein mögen, in Beschlag genommen oder angehalten werden, ohne den Betheiligten dafür eine hinreichende Entschädigung zuzugestehen.

Art. IV. Die in dem Gebiete der Republik von Neu-Granada wohnenden Bürger der Hanseatischen Republiken sollen einer völligen und unbeschränkten Gewissensfreiheit geniessen und dürfen ihre Religion öffentlich oder privatim, sowohl in Privathäusern als auch in Kirchen, Kapellen, oder in irgend welchen sonstigen, zu diesem Zwecke bestimmten Orten ausüben, unter der Bedingung, dass den Gesetzen, Gewohnheiten und Gebräuchen des Landes die gehörige Achtung erwiesen werde. Ebenmässig sind sie berechtigt, die auf dem Gebiete der Republik von Neu-Granada verstorbenen Bürger der Hanseatischen Republiken auf den dazu mit Zustimmung der Lokal-Behörden eingeräumten Begräbnissplätzen oder sonstigen Oertlichkeiten zur Erde zu bestatten, und sollen die Bestattungen und Begräbnisse auf keine Weise und um keinerlei Beweggrundes willen gestört werden.

In gleicher Weise sollen auch die Bürger der Republik von Neu-Granada in dem Gebiete der Hanseatischen Republiken einer völligen und unbeschränkten Gewissensfreiheit geniessen und ihre Religion öffentlich oder privatim, in Privathäusern, Kirchen, Kapellen oder irgend sonstigen zu dem Zwecke bestimmten Oertlichkeiten ausüben dürfen, in Uebereinstimmung mit den Gesetzen, Gewohnheiten und Gebräuchen der Hanseatischen Republiken.

Art. V. Auch ist ferner vereinbart, dass die Bürger eines jeden der contrahirenden Theile über ihre innerhalb der Gerichtsbarkeit des andern Theils befindlichen persönlichen Güter durch Verkauf, Schenkung, Testament oder auf irgend welche rechtliche Art es sonst sein möge, verfügen können, und sollen deren Erben, wenn sie Bürger des anderen Theiles sind, in die Erbschaft solcher persönlicher Güter, sei es durch Testament oder *ab intestato*, eintreten, solche selbst oder durch Bevollmächtigte in Besitz nehmen und darüber nach Willkühr verfügen dürfen, unter Entrichtung nur derjenigen Abgaben, denen in gleichem Falle die Einwohner des Landes, in welchem solche Güter befindlich, unterworfen sind. Sollten derartige Erben wegen ihrer Eigenschaft als Fremde verhindert sein, in den Besitz von liegenden Gründen zu gelangen, so wird ihnen ein Termin von drei Jahren zugestanden, um darüber nach Gutbefinden zu disponiren.

Art. VI. In Allem, was sich auf die Hafenpolizei, Ladung und

Löschung der Schiffe, Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten 1854
bezieht, sind die Bürger der contrahirenden Theile den Gesetzen und Lokal-Verordnungen unterworfen, und geniessen derselben Rechte und Privilegien, wie die Einwohner des Landes, in dem sie sich befinden.

Art. VII. Als Hanseatische oder Granadische Schiffe werden gegenseitig alle diejenigen betrachtet und behandelt werden, welche in Gemässheit der bestehenden oder zu erlassenden Gesetze und Vorschriften in den Staaten, denen sie angehören, als solche anerkannt werden, wohlverstanden, dass jedes Schiff mit einem von der zuständigen Behörde ausgefertigten Seebriefe oder Passe versehen sein muss.

Art. VIII. Die in die Häfen der Republik von Neu-Granada einlaufenden Hanseatischen, sowie gegenseitig die in die Hanseatischen Häfen einlaufenden Granadischen Schiffe sollen eingehend, während ihres Aufenthaltes und ausgehend, in Betreff der Zahlung von Tonnengeld, Lootsgeld, Leuchtgeld und jeder sonstigen Hafen- oder Munizipal-Abgabe, wie auch hinsichtlich der Gebühren öffentlicher Beamten und der Bergungsabgaben bei Schiffbruchs- oder Havariefällen ebenso angesehen und behandelt werden, wie die von demselben Platze kommenden nationalen Schiffe.

Und wird hinsichtlich der Ausführung dieses, als auch der andern in diesem Vertrage enthaltenen Artikel erklärt, dass unter Hanseatischen und Granadischen Häfen die durch die Gesetze der respectiven Republiken für die Einfuhr und Ausfuhr bereits geöffneten oder fernerhin zu öffnenden Häfen verstanden werden.

Art. IX. Alle Waaren und Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in die Häfen der Hanseatischen Republiken in Hanseatischen, aus irgend einem fremden Lande kommenden Schiffen erlaubt ist, dürfen gleichfalls in Granadischen Schiffen eingeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen, in Hanseatischen Schiffen eingeführt, zu entrichten sind oder sein werden; und andererseits dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in die Häfen der Republik von Neu-Granada in Granadischen, aus irgend einem fremden Lande kommenden Schiffen erlaubt ist, ebenmässig in Hanseatischen Schiffen eingeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen, in Granadischen Schiffen eingeführt, zu entrichten sind oder sein werden.

1854 Art. X. Alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus den Häfen der Hanseatischen Republiken in Hanseatischen Schiffen erlaubt ist, dürfen ebenfalls in Granadischen Schiffen ausgeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren oder Handelsgegenständen bei der Ausfuhr oder Wiederausfuhr in Hanseatischen Schiffen jetzt oder künftig entrichtet werden, und andererseits dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus den Häfen der Republik von Neu-Granada in Granadischen Schiffen erlaubt ist, ebenmässig in Hanseatischen Schiffen ausgeführt oder wiederausgeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen bei der Ausfuhr in Granadischen Schiffen jetzt oder künftig bezahlt werden.

Auch werden die nämlichen Prämien, Rückzölle und Vergütungen zugestanden, mag nun die Ausfuhr oder Wiederausfuhr von dem einen oder dem andern Lande in Hanseatischen oder Granadischen Schiffen geschehen.

Art. XI. Es sollen weder in den Gebieten der Hanseatischen Republiken, noch in denen der Republik von Neu-Granada andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung bei der Einfuhr oder Wiederausfuhr von Producten oder Fabrikaten des einen oder des andern Landes erhoben werden, als von den gleichen Producten oder Fabrikaten irgend welcher andern Nation jetzt oder künftig erhoben wird. — Für die Wirksamkeit dieses Artikels wird ausserdem bestimmt, dass ebenso auch alle aus den Hanseatischen Häfen verführten Producte oder Fabrikate der Staaten des Deutschen Bundes als Erzeugnisse der Hanseatischen Freistaaten, sowie gegenseitig als Producte und Fabrikate der Republik von Neu-Granada alle diejenigen angesehen und geachtet werden sollen, deren Ausfuhr aus den Häfen von Neu-Granada geschieht.

Art. XII. Weder in den Hanseatischen Republiken, noch in der Republik von Neu-Granada werden andere oder höhere Abgaben irgend welcher Art oder Benennung bei der von dem einen Lande nach dem andern stattfindenden Ausfuhr entrichtet, als die, welche jetzt oder künftig für die Ausfuhr solcher Artikel nach irgend welchem fremden Lande zu entrichten sind; auch soll in keiner der contrahirenden Republiken die Einfuhr, Ausfuhr oder Wiederausfuhr von Natur- und Kunst-Erzeugnissen der betreffenden Länder verboten werden; es sei denn, dass solches Verbot sich auf den Handel mit allen Nationen erstrecke.

Art. XIII. Die Hanseatischen Republiken und die Republik von Neu-Granada verpflichten sich gegenseitig, anderen Nationen in Bezug auf Handel und Schiffahrt keine besondern Vorzüge zuzugestehen, welche nicht sofort dem einen oder dem andern Theile ebenfalls zugestanden werden, welcher dann solcher Vorzüge unentgeltlich theilhaftig wird, falls das Zugeständniss unentgeltlich gemacht werden sollte, oder aber unter der Leistung desselben Ersatzes, falls das Zugeständniss an Gegenleistungen gebunden wäre. 1854

Art. XIV. So oft sich die Bürger eines der contrahirenden Theile genöthigt sehen, in den Flüssen, Buchten, Häfen oder Gebieten des andern mit ihren Schiffen wegen schlechten Wetters oder Verfolgung durch Piraten oder Feinde Schutz zu suchen, sollen sie mit Freundschaft aufgenommen und behandelt und ihnen jede Begünstigung und jeder Schutz erwiesen werden, um die erlittenen Schäden zu repariren, Lebensmittel anzuschaffen und sich zur Fortsetzung ihrer Reise in den Stand zu setzen, ohne Hinderniss oder Belästigung irgend welcher Art.

In allen Territorien und Gebieten des einen der beiden Theile wird den Schiffen des anderen Theiles, deren Mannschaft durch Krankheiten oder andere Ursachen vermindert worden, verstattet, die ihnen zur Fortsetzung der Reise erforderlichen Seeleute anzuwerben, jedoch unter Beobachtung der in den Lokal-Verordnungen enthaltenen Vorschriften und unter der Bedingung, dass der Eintritt ein freiwilliger sei.

Art. XV. Falls irgend ein, Bürgern eines der contrahirenden Theile zugehöriges Schiff an den Küsten oder innerhalb des Gebietes des andern Theils Schiffbruch leiden, stranden oder von sonstiger Havarie betroffen werden sollte, so wird demselben jede Hülfe und jeder Schutz in demselben Maasse bewilligt werden, wie es in dem Lande, wo die Havarie stattfindet, für die eigenen Schiffe üblich und gebräuchlich ist, wobei ihnen frei gegeben wird, wenn es erforderlich, die Ladung zu löschen, ohne dafür irgend eine Auflage, Abgabe oder Contribution zu bezahlen; es sei denn, dass die entlöschten Waaren oder Effecten dem Verbrauche übergeben würden.

Art. XVI. Alle den Bürgern eines der contrahirenden Theile angehörigen Schiffe, Waaren und Effecten, die von Seeräubern genommen würden, sei dies innerhalb der Grenzen der Jurisdiction des andern Theiles oder auf hoher See geschehen, und welche demnächst nach den Flüssen, Rheden, Buchten, Häfen oder Besitzungen des andern Theiles gebracht oder daselbst angetroffen

1854 werden, sollen, nach gehörig und vor den competenten Gerichten geführtem Beweise ihrer Rechte, den Eigenthümern wieder zugestellt werden; wohl verstanden jedoch, dass die Reclamation binnen Jahresfrist durch die Betheiligten, deren Bevollmächtigten oder durch die Agenten der respectiven Regierungen angebracht werden muss.

Art. XVII. Für den Fall, dass einer der contrahirenden Theile sich im Kriege befände, während der andere neutral verbliebe, ist ausgemacht, dass Alles, was die kriegführende Partei mit anderen Mächten zu Gunsten der neutralen Flagge verabredet haben sollte oder verabreden würde, auch zwischen den Hanseatischen Republiken und der Republik von Neu-Granada als Regel dienen wird. Um jeden Zweifel darüber zu vermeiden, was als Gegenstände der Kriegscontrebande anzusehen sei, so ist, unbeschadet des vorhin ausgesprochenen allgemeinen Grundsatzes, vereinbaret, als solche die folgenden Artikel zu bezeichnen:

1) Kanonen, Mörser, Haubitzen, Steinstücke, Doppelhaken, Musketen, Flinten, Büchsen, Carabiner, Pistolen, Piken, Degen, Säbel, Lanzen, Spiesse und Hellebarden, Granaten, Bomben, Pulver, Lunten, Kugeln und alle andern auf den Gebrauch dieser Waffen sich beziehenden Gegenstände;
2) Schilde, Helme, Kürasse, Panzerhemden und für den Militairgebrauch eingerichtete und bestimmte Ausrüstungen und Kleidungsstücke;
3) Bandeliere und Pferde mit dazu gehörigen Waffen und Geschirr;
4) und endlich alle Arten von Waffen und Werkzeugen von Eisen, Stahl, Bronze, Kupfer und irgend sonstigen Waffen, welche für den Kriegsgebrauch zu Wasser oder zu Lande angefertigt, zubereitet und geformt sind.

Art. XVIII. Für den Fall, dass ein Kauffahrtheischiff des einen der contrahirenden Theile von einem Kriegsschiffe des andern visitirt würde, ist vereinbart worden, dass eine solche Untersuchung nur mittelst eines, mit nicht mehr als der zur Führung derselben erforderlichen Mannschaft besetzten Bootes geschehen darf, während sich das visitirende Kriegsschiff ausserhalb Kanonenschussweite zu halten hat. Die Prüfung der Schiffspapiere darf durchaus nur am Bord des visitirten Schiffes vorgenommen werden, und dürfen weder solche mitgenommen werden, noch der Capitain oder dessen Offiziere unter irgend welchem Vorwande genöthigt werden, an Bord des untersuchenden Schiffes zu gehen. Die Befehlshaber der

bewaffneten Schiffe sind mit ihrer Person und ihrem Vermögen für 1854
jeden Bruch dieser Vorschriften und für jedes denselben zuwiderlaufende und ungerechte Verfahren verantwortlich.

Art. XIX. Um jedem Zweifel und Missbrauche bei der Prüfung der Papiere, welche sich auf das Eigenthum der den Bürgern der contrahirenden Theile gehörenden Schiffe und auf die Beschaffenheit der Ladungen beziehen, vorzubeugen, ist vereinbart, dass im Falle der eine derselben sich im Kriege befinden sollte, die Seebriefe oder Pässe, welche die Schiffe nach Art. VII dieses Vertrags zu führen haben, den Namen, das Eigenthum und den Gehalt des Schiffes, so wie ferner den Namen und Wohnort des Schiffers oder Führers enthalten und überdiess von Certificaten begleitet sein müssen, welche den Inhalt der Ladung und den Abgangsort des Schiffes angeben; diese Certificate müssen durch die betreffenden Behörden des Abgangsortes in der gebräuchlichen Form ausgestellt sein.

Das neutrale Schiff darf wegen Mangels der vorerwähnten, oder anderer auf das Eigenthum oder die Beschaffenheit seiner Ladung bezüglichen Erfordernisse nicht aufgehalten werden, wenn an dem Orte, von welchem es kommt, vor seiner Abreise die Kriegserklärung noch nicht bekannt geworden war.

Art. XX. Es ist ferner vereinbart, dass nur die im Lande, nach welchem die Prisen geführt werden, für Prisen-Sachen eingesetzten Gerichte in solchen Sachen erkennen sollen.

Und jedes Mal, wenn die gedachten Gerichte eines der contrahirenden Theile gegen ein von den Bürgern des andern reclamirtes Schiff, Gut oder Eigenthum Urtheil abgeben, muss solches Urtheil oder Decret die Entscheidungsgründe oder Motive, auf die es basirt worden, angeben, und muss ohne irgend einen Verzug dem Führer oder Agenten solchen Schiffes, falls er es verlangt, eine beglaubigte Ausfertigung des Urtheils oder Decretes oder des ganzen Verfahrens gegen Zahlung der gesetzlichen Gebühren mitgetheilt werden.

Art. XXI. Zu grösserer Sicherheit für die Bürger der contrahirenden Republiken ist vereinbart, dass, falls zu irgend einer Zeit unglücklicher Weise zwischen diesen ein Bruch entstehen sollte und in Folge dessen die zwischen ihnen bestehenden freundschaftlichen Verhältnisse und Handelsbeziehungen eine Unterbrechung erfahren würden, die Bürger eines jeden der contrahirenden Theile, welche sich auf dem Gebiete des anderen aufhalten, das Recht haben sollen zu bleiben und ihre Gewerbe fortzusetzen, vorausgesetzt, dass sie sich friedlich verhalten und die Gesetze nicht ver-

1854 letzen; wären ihre Güter und ihr Eigenthum bereits Privatpersonen oder dem Staate anvertrauet, so sollen solche nicht in anderer Weise mit Beschlag belegt, confiscirt oder sonst belästigt werden, als solches den Gütern und dem Eigenthum der Bürger des Landes, in dem sie leben, widerfährt.

Art. XXII. Die diplomatischen Agenten beider Theile geniessen die nämlichen Begünstigungen, Freiheiten und Vorrechte, welche von den contrahirenden Republiken den diplomatischen Agenten der am meisten bevorzugten Nation zugestanden werden.

Art. XXIII. Die contrahirenden Theile dürfen in allen, dem ausländischen Handel geöffneten Häfen und Orten der respectiven Territorien, woselbst Consuln oder Vice-Consuln irgend einer andern Nation zugelassen sind oder werden, ebenfalls Consuln ernennen, welchen die nämlichen Rechte, Vorzüge und Freiheiten zustehen, die den Consuln oder Vice-Consuln der am meisten bevorzugten Nation eingeräumt sind oder werden möchten. Die Archive und Papiere der Consulate werden als unverletzlich betrachtet, und soll keine Obrigkeit irgend welcher Art solche unter irgend welchem Vorwande in Beschlag nehmen, noch auf irgend eine Weise sich mit denselben befassen.

Damit die Consuln und Vice-Consuln der beiden contrahirenden Theile der Rechte, Vorzüge und Freiheiten, die ihnen zufolge ihres öffentlichen Charakters zukommen, theilhaftig werden können, müssen sie, bevor sie ihre Functionen antreten, der Regierung der Republik, in welcher sie solche auszuüben haben, ihre Ernennung und ihr Patent in gehöriger Form überreichen und werden sie, sobald sie das Exequatur erlangt haben, als solche von den Behörden, Obrigkeiten und Einwohnern des von ihnen bewohnten Consulats-Districts anerkannt und demgemäss behandelt werden.

Art. XXIV. Die erwähnten Consuln sind befugt, die Hülfe der Ortsbehörden zur gefänglichen Einziehung, Anhaltung und Verwahrung der Deserteurs von Schiffen ihres Landes in Anspruch zu nehmen, und werden sie zu solchem Zwecke sich in Betreff solcher Deserteurs an die competenten Behörden mit einem schriftlichen Ansuchen wenden, indem sie mittelst Vorlegung der Register, der Musterrolle oder anderer öffentlicher Documente solcher Schiffe beweisen, dass dergleichen Leute einen Theil der Schiffsbesatzung bilden, und soll, nach solchergestalt beigebrachtem Beweise, die Auslieferung nicht verweigert werden. Solche Deserteurs werden nach geschehener Verhaftung zur Verfügung der Consuln gestellt und können auf Anhalten und auf Kosten derer, welche sie reclamiren, in den öffentlichen Gefängnissen zurückgehalten werden,

bis zur Auslieferung an die Schiffe, denen sie angehören, oder an 1854
andere Schiffe derselben Nation.

Würden sie aber innerhalb zweier Monate, von dem Tage ihrer Verhaftung an gerechnet, nicht abgefordert, so werden sie in Freiheit gesetzt und um derselben Sache halber nicht abermals verhaftet.

Art. XXV. In Betracht der nationalen und politischen Verbindungen, welche zwischen den Hanseatischen Freistaaten und den übrigen Staaten des Deutschen Bundes bestehen, und des hohen Interesses, welches sämmtliche contrahirende Staaten daran haben, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags sich baldthunlichst über den ganzen Umfang des Deutschen Bundes erstrecken mögen, ist man übereingekommen für den Fall, dass einer oder mehrere der genannten Bundesstaaten als selbstständige Contrahenten dem gegenwärtigen Vertrage mit der Republik von Neu-Granada beizutreten wünschen sollten, ein solcher Beitritt, möge er nun in der Form eines besonderen Vertrags, oder nur mittelst Austausches officieller Declarationen geschehen, denselben jeder Zeit offenstehen solle.

Art. XXVI. Im Falle einer oder mehrere Bürger des einen oder des anderen Theiles irgend einem der in diesem Tractate enthaltenen Artikel zuwiderhandeln würden, so werden dafür die erwähnten Bürger persönlich verantwortlich sein, ohne dass deshalb die zwischen den respectiven Regierungen bestehende Eintracht und das gute Vernehmen gestört würde, indem man sich gegenseitig verpflichtet, den Schuldigen in keiner Weise zu beschützen oder dergleichen Verletzungen gut zu heissen.

Art. XXVII. Sollte (was in Wahrheit nicht vorauszusetzen ist) beklagenswerther Weise einer oder mehrere der in diesem Vertrage enthaltenen Artikel auf irgend eine sonstige Weise verletzt oder ihnen entgegen gehandelt werden, so wird ausdrücklich festgesetzt, dass keiner der beiden contrahirenden Theile irgend welche Repressalien anordnen oder genehmigen, noch auch wegen Klagen über erlittene Beleidigungen oder Schäden den Krieg erklären wird, ehe und bevor nicht derjenige Theil, welcher sich für den verletzten erachtet, dem anderen Theile eine auf competente Beweise und Zeugnisse begründete Darstellung solcher Beleidigungen und Schäden überreicht haben und ihm die verlangte Gerechtigkeit und Schadloshaltung ohne Grund verweigert oder vorenthalten sein wird.

Art. XXVIII. Der gegenwärtige Vertrag soll in Allem, was Friede und Freundschaft betrifft, für immer bindend sein, und in den auf

1854 Handel und Schiffahrt bezüglichen Punkten soll er für die Dauer von zwölf Jahren, vom Tage der Auswechselung der Ratificationen an gerechnet, in Kraft verbleiben. Es wird jedoch, wenn kein Theil dem andern Ein Jahr vor Ablauf dieser Frist seine Absicht ihn zu beendigen, kund thut, seine verbindliche Kraft ununterbrochen bis nach Ablauf eines Jahres nach geschehener Ankündigung fortbestehen.

Art. XXIX. Wiewohl der gegenwärtige Vertrag den drei Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg gemeinschaftlich ist, so ist doch vereinbart, dass die von einander unabhängigen Regierungen dieser Städte nicht *in solidum* verantwortlich sind, und dass die Stipulationen dieses Vertrages volle Kraft behalten sollen für den übrigbleibenden Theil der genannten Republiken, falls solcher für irgend eine derselben ausser Wirksamkeit treten würde.

Art. XXX. Sobald der gegenwärtige Freundschafts-, Handels- und Schiffahrts-Vertrag durch die Senate der Hanseatischen Republiken und durch die Regierung der Republik von Neu-Granada ratificirt worden sein wird, werden die Ratificationen in Bogotá oder Hamburg ausgewechselt werden innerhalb des Zeitraumes zweier Jahre, vom heutigen Tage an gerechnet, oder früher, wenn solches möglich sein würde.

Dessen zur Urkunde u. s. w.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, touchant la pêche, le commerce et la navigation, signé à Washington, le 5 Juin 1854.

Her Majesty the Queen of Great Britain, being equally desirous with the Government of the United States, to avoid further misunderstanding between their respective subjects and citizens in regard to the extent of the right of fishing on the coasts of British North America, secured to each by Article I of a Convention be-

tween Great Britain and the United States, signed at London on the 20th day of October, 1818; and being also desirous to regulate the commerce and navigation between their respective territories and people, and more especially between Her Majesty's possessions in North America and the United States, in such manner as to render the same reciprocally beneficial and satisfactory, have respectively named Plenipotentiaries to confer and agree thereupon, that is to say: 1854

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Art. I. It is agreed by the High Contracting Parties, that in addition to the liberty secured to the United States' fishermen by the above-mentioned Convention of October 20, 1818, of taking, curing, and drying fish on certain coasts of the British North American Colonies therein defined, the inhabitants of the United States shall have, in common with the subjects of Her Britannic Majesty, the liberty to take fish of every kind, except shell-fish, on the sea-coasts and shores, and in the bays, harbours, and creeks of Canada, New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward's Island, and of the several islands thereunto adjacent, without being restricted to any distance from the shore; with permission to land upon the coasts and shores of those colonies and the islands thereof, and also upon the Magdalon Islands, for the purpose of drying their nets and curing their fish: provided that in so doing they do not interfere with the rights of private property, or with British fishermen in the peaceable use of any part of the said coast in their occupancy for the same purpose.

It is understood that the above-mentioned liberty applies solely to the sea fishery, and that the salmon and shad fisheries, and all fisheries in rivers and the mouths of rivers, are hereby reserved exclusively for British fishermen.

And it is further agreed that in order to prevent or settle any disputes as to the places to which the reservation of exclusive right to British fishermen contained in this Article, and that of fishermen of the United States contained in the next succeeding Article, apply, each of the High Contracting Parties, on the application of either to the other, shall, within six months thereafter, appoint a Commissioner. The said Commissioners, before proceeding to any business, shall make and subscribe a solemn declaration that they

1854 will impartially and carefully examine and decide, to the best of their judgment, and according to justice and equity, without fear, favour, or affection to their own country, upon all such places as are intended to be reserved and excluded from the common liberty of fishing under this and the next succeeding Article; and such declaration shall be entered on the record of their proceedings. The Commissioners shall name some third person to act as an Arbitrator or Umpire in any case or cases on which they may themselves differ in opinion. If they should not be able to agree upon the name of such third person, they shall each name a person, and it shall be determined by lot which of the two persons so named shall be the Arbitrator or Umpire in cases of difference or disagreement between the Commissioners. The person so to be chosen to be Arbitrator or Umpire shall, before proceeding to act as such in any case, make and subscribe a solemn declaration in a form similar to that which shall already have been made and subscribed by the Commissioners, which shall be entered on the record of their proceedings. In the event of the death, absence, or incapacity of either of the Commissioners or of the Arbitrator or Umpire, or of their or his omitting, declining, or ceasing to act as such Commissioner, Arbitrator, or Umpire, another and different person shall be appointed or named as aforesaid, to act as such Commissioner, Arbitrator, or Umpire, in the place and stead of the person so originally appointed or named as aforesaid, and shall make and subscribe such declaration as aforesaid.

Such Commissioners shall proceed to examine the coasts of the North American provinces and of the United States embraced within the provisions of the first and second Articles of this Treaty, and shall designate the places reserved by the said Articles from the common right of fishing therein.

The decision of the Commissioners and of the Arbitrator or Umpire shall be given in writing in each case, and shall be signed by them respectively.

The High Contracting Parties hereby solemnly engage to consider the decision of the Commissioners conjointly, or of the Arbitrator or Umpire, as the case may be, as absolutely final and conclusive in each case decided upon by them or him respectively.

Art. II. It is agreed by the High Contracting Parties that British subjects shall have, in common with the citizens of the United States, the liberty to take fish of every kind, except shell-fish, on the eastern sea-coasts and shores of the United States north of the

36th parallel of north latitude, and on the shores of the several 1854
islands thereunto adjacent, and in the bays, harbours, and creeks of the said sea-coasts and shores of the United States and of the said islands, without being restricted to any distance from the shore; with permission to land upon the said coasts of the United States and of the islands aforesaid for the purpose of drying their nets and curing their fish, provided that in so doing they do not interfere with the rights of private property, or with the fishermen of the United States in the peaceable use of any part of the said coasts in their occupancy for the same purpose.

It is understood that the above-mentioned liberty applies solely to the sea fishery, and that salmon and shad fisheries, and all fisheries in rivers and mouths of rivers, are hereby reserved exclusively for fishermen of the United States.

Art. III. It is agreed that the articles enumerated in the Schedule hereunto annexed, being the growth and produce of the aforesaid British colonies, or of the United States, shall be admitted into each country respectively free of duty:

Schedule.

Grain, flour, and bread-stuffs of all kinds.—Animals of all kinds.—Fresh, smoked, and salted meats.—Cotton-wool, seeds, and vegetables.—Undried fruits; dried fruits.—Fish of all kinds. —Products of fish and of all other creatures living in the water. —Poultry.—Eggs.—Hides, furs, skins or tails undressed.—Stone or marble in its crude or unwrought state.—Slate.—Butter, cheese, tallow.—Lard, horns, manures.—Ores of metals of all kinds.—Coal.—Pitch, tar, turpentine, ashes.—Timber and lumber of all kinds, round, hewed, and sawed, unmanufactured in whole or in part.—Fire-wood.—Plants, shrubs, and trees.—Pelts, wool.—Fish-oil.—Rice, broom-corn, and bark.—Gypsum, ground or unground.—Hewn, or wrought or unwrought burr or grindstones.—Dye stuffs.—Flax, hemp, and tow, unmanufactured.—Unmanufactured tobacco.—Rags.

Art. IV. It is agreed that the citizens and inhabitants of the United States shall have the right to navigate the river St. Lawrence and the canals in Canada used as the means of communicating between the Great Lakes and the Atlantic Ocean, with their vessels, boats, and crafts, as fully and freely as the subjects of Her Britannic Majesty, subject only to the same tolls and other assessments as now are or may hereafter be exacted of Her Majesty's said subjects; it being understood, however, that the British Government

1854 retains the right of suspending this privilege, on giving due notice thereof to the Government of the United States.

It is further agreed, that if at any time the British Government should exercise the said reserved right, the Government of the United States shall have the right of suspending, if it think fit, the operation of Article III of the present Treaty, in so far as the province of Canada is affected thereby, for so long as the suspension in the free navigation of the river St. Lawrence or the canals may continue.

It is further agreed, that British subjects shall have the right freely to navigate Lake Michigan with their vessels, boats, and crafts, so long as the privilege of navigating the River St. Lawrence, secured to American citizens by the above clause of the present Article, shall continue; and the Government of the United States further engages to urge upon the State Governments to secure to the subjects of Her Britannic Majesty the use of the several State canals on terms of equality with the inhabitants of the United States.

And it is further agreed, that no export duty or other duty shall be levied on lumber or timber of any kind cut on that portion of the American territory in the State of Maine watered by the river St. John and its tributaries and floated down that river to the sea, when the same is shipped to the United States from the province of New Brunswick.

Art. V. The present Treaty shall take effect as soon as the laws required to carry it into operation shall have been passed by the Imperial Parliament of Great Britain and by the Provincial Parliaments of those of the British North American Colonies which are affected by this Treaty on the one hand, and by the Congress of the United States on the other. Such assent having been given, the Treaty shall remain in force for ten years from the date at which it may come into operation, and further, until the expiration of twelve months after either of the High Contracting Parties shall give notice to the other of its wish to terminate the same; each of the High Contracting Parties being at liberty to give such notice to the other at the end of the said term of ten years, or at any time afterwards.

It is clearly understood, however, that this stipulation is not intended to affect the reservation made by Article IV of the present Treaty with regard to the right of temporarily suspending the operation of Articles III and IV thereof.

Art. VI. And it is hereby further agreed, that the provisions 1854
and stipulations of the foregoing Articles shall extend to the Island of Newfoundland, so far as they are applicable to that colony. But if the Imperial Parliament, the Provincial Parliament of Newfoundland, or the Congress of the United States, shall not embrace, in their laws enacted for carrying this Treaty into effect, the colony of Newfoundland, then this Article shall be of no effect; but the omission to make provision by law to give it effect, by either of the legislative bodies aforesaid, shall not in any way impair the remaining Articles of this Treaty.

Art. VII. The present Treaty shall be duly ratified, and the mutual exchange of ratifications shall take place in Washington, within six months from the date hereof, or earlier if possible.

In faith whereof, etc.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET RUSSIE.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et la Russie, relative aux droits des neutres sur mer, signée à Washington, le 10/22 Juillet 1854.

Art. I. Les deux hautes parties contractantes reconnaissent comme permanent et immuable le principe qui suit, savoir :

1) Que le pavillon couvre la marchandise (*that free ships make free goods*), c'est-à-dire que les effets ou marchandises qui sont la propriété des sujets ou citoyens d'une puissance ou État en guerre, sont exempts de capture ou confiscation sur les vaisseaux neutres, à l'exception des objets contrebande de guerre.

2) Que la propriété neutre, à bord d'un navire ennemi, n'est pas sujette à confiscation, à moins qu'elle ne soit contrebande de guerre. Elles s'engagent à appliquer ces principes au commerce et à la navigation de toutes puissances et États qui voudront les adopter de leur côté comme permanents et immuables.

Art. II. Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre ultérieurement, selon que les circonstances pourront l'exiger, sur l'application et l'extension à donner, s'il y a lieu, aux

1854 principes convenus à l'art. I. Mais elles déclarent dès à présent, qu'elles prendront les stipulations que renferme le dit art. I pour règle, toutes les fois qu'il s'agira d'apprécier les droits de neutralité.

Art. III. Il est convenu entre les hautes parties contractantes que toutes les nations qui voudraient consentir à accéder aux règles contenues dans l'art. I de cette convention par une déclaration formelle stipulant qu'elles s'engagent à les observer, jouiront des droits résultant de cette accession, comme les deux puissances signataires de cette convention jouiront de ces droits et les observeront. Elles se communiqueront le résultat des démarches qui seront faites à ce sujet.

Art. IV. La présente convention sera approuvée et ratifiée par Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et par le président des États-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du Sénat des dits États, et les ratifications en seront échangées à Washington dans l'espace de dix mois, à compter de ce jour, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET SARDAIGNE.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne, touchant la liberté de commerce sur les côtes des deux pays, signée à Turin, le 9 Août 1854.

(En anglais et en italien.)

Art. I. The High Contracting Parties agree that in regard to the coasting trade, the ships and the subjects of each Contracting Party shall enjoy, in the dominions or territories of the other, the same privileges, and shall be treated in all respects in the same manner, as national vessels and as native subjects.

Art. II. The present Convention shall be considered as additional to the above-mentioned Treaty of the 27th of February, 1851 [1], and shall have the same duration as that Treaty.

[1] Dans le préambule de la convention il est fait mention de ce traité.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at 1854
Turin, as soon as may be within the space of six months from the date of its signature.

In witness whereof, etc.

Déclaration échangée lors de l'échange des ratifications, en date du 22 Mars 1855.

In proceeding to the exchange of the ratifications of the Additional Convention concluded at Turin on the 9th of August, 1854, between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Sardinia, for the reciprocal opening of the coasting trade, the Undersigned, Plenipotentiaries of Her Britannic Majesty and of His Majesty the King of Sardinia, have received the commands of their respective Sovereigns to declare as follows:

The Ionian Islands being under the protection of Her Britannic Majesty, the subjects and vessels of those islands shall enjoy in the dominions of His Sardinian Majesty all the advantages which, by the above-mentioned Convention, are granted to the subjects and vessels of Great Britain, as soon as the Government of the Ionian Islands shall have agreed to grant the same reciprocal advantages in those islands to the subjects and vessels of His Sardinian Majesty; it being understood that, in order to prevent abuses, every Ionian vessel claiming the benefits of that Convention shall be furnished with a Patent, signed by the Lord High Commissioner, or by his representative.

FRANCE ET HAÏTI.

Convention entre la France et Haïti, signée à Port-au-Prince, le 1er Octobre 1854.

Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté l'empereur d'Haïti, considérant que la convention conclue, le 12 Février 1848, entre le président de la république d'Haïti, représenté par le ministre résident de ladite république près le gouvernement français,

1854 d'une part, et, d'autre part, un comité stipulant au nom des porteurs de titres de l'emprunt contracté par elle à Paris, en l'année 1825, a donné lieu dans son exécution à des divergences d'interprétation et des difficultés qu'il importe d'écarter pour l'avenir ;

Ont résolu d'assurer, par une nouvelle et définitive convention, le service régulier des intérêts dudit emprunt, et la reprise interrompue de son amortissement ;

A cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires,

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. La convention conclue à Paris, le 12 Février 1848, est nulle et non avenue, depuis le premier Janvier mil huit cent cinquante-quatre.

Art. II. Le gouvernement haïtien soldera, par l'entremise de son agent à Paris, le reste des intérêts de 1853, dans le délai de six mois, et la totalité des intérêts de l'année courante, avant l'expiration de 1855.

Art. III. A partir du premier Janvier mil huit cent cinquante-cinq, il prélèvera annuellement, sur l'ensemble de ses ressources, autres que celles affectées au service de l'indemnité par le traité du 15 Mai 1847, la somme de huit cent mille francs, applicable à l'acquit subséquent des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt, dans la forme qui sera indiquée par l'article VII.

Art. IV. Cette somme sera remise en traites, au consul général de France à Port-au-Prince, par quarts de deux cent mille francs, dans la quinzaine qui suivra l'expiration de chaque trimestre.

Art. V. Ces traites, payables soit à Paris, soit à Londres, devront être souscrites ou passées par M. le ministre des finances d'Haïti, à l'ordre de M. le ministre des finances de France, et leur échéance n'excédera pas quatre-vingt-dix jours de vue.

Art. VI. S'il y avait, ultérieurement, nécessité absolue ou convenance réciproque, à déroger au mode de versement spécifié dans les deux articles qui précèdent, cette dérogation pourrait avoir lieu du consentement des parties contractantes et d'un commun accord, les époques desdits versements restant les mêmes.

Art. VII. La répartition des annuités aux ayants droit aura lieu dans l'ordre suivant :

1° Payement, semestre par semestre, à raison de trois pour cent par an, des derniers intérêts échus ;

2° Acquit annuel, et jusqu'à extinction, de six mois des intérêts arriérés de 1844, 1845, 1846, 1847 et 1848, soit pendant dix ans; 1854

3° Application de l'excédant à l'amortissement d'un nombre correspondant d'actions, par voie de tirage au sort.

Art. VIII. Les tirages auront lieu publiquement en France, en présence d'un agent désigné par M. le ministre des affaires étrangères et de l'agent du gouvernement haïtien. Le procès-verbal de cette opération indiquant les numéros des obligations sorties sera publié dans le Moniteur universel et trois autres des principaux journaux de Paris.

Art. IX. Les actions de l'emprunt non amorties seront, à la diligence du gouvernement haïtien, remplacées par de nouveaux titres avant répartition d'aucune somme appartenant à l'annuité 1855.

Art. X. Cette convention sera ratifiée conformément aux constitutions respectives des deux pays, et les ratifications en seront échangées, à Paris, dans le délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

BADE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention entre le grand-duché de Bade et la Confédération Suisse, concernant la délimitation des frontières, signée à Zurich, le 20/31 Octobre 1854.

Le conseil fédéral suisse et le gouvernement du grand-duché de Baden reconnaissant la convenance de rectifier dûment les limites entre la Confédération Suisse et le grand-duché de Baden le long du canton de Thurgovie, en tant qu'elles n'ont pas déjà été fixées par la convention du 28 Mars 1831, et en même temps d'aplanir par voie d'entente amiable les différends existant depuis longues années sur plusieurs points de cette frontière, ont nommé à cet effet des plénipotentiaires, savoir,

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

1854 qui sont convenu des points suivants sur la base des délibérations qui ont eu lieu à Constance les 9 et 10 Mai de l'année courante, sous réserve de la ratification de leurs hauts commettants :

Art. I. Le milieu du Rhin, resp. du lac inférieur est reconnu comme ligne de frontière entre le territoire du grand-duché de Baden et celui du canton suisse de Thurgovie, depuis la frontière badoise, en aval de Constance jusqu'à la frontière thurgovienne près l'ancien couvent de Paradis.

La limite ici désignée est notamment aussi reconnue le long de l'ancien district de la ville de Diessenhofen, ainsi que entre le village de Busingen et les terres dites Scharrenwiesen situées vis-à-vis.

Art. II. Sans préjudice de la ligne frontière fixée à l'art. I, les points spéciaux suivants sont reconnus de part et d'autre :

a. Sur toute l'étendue du Rhin et du lac inférieur, dans la mesure spécialement indiquée en l'art. 114 de l'ordonnance sur la pêche, du 22 Août 1774, les habitants des communes situées sur les deux rives du lac et du Rhin, à ce autorisées par la dite ordonnance, peuvent exercer la pêche et la chasse aux oiseaux, conformément aux dispositions de cette ordonnance et sous la police de l'autorité badoise chargée de l'exécution.

Demeure réservee une révision de cette ordonnance sur la pêche, à opérer par voie d'accommodement.

b. En ce qui concerne le pont de Diessenhofen, la basse police sur tout le pont et sur son entrée le long de la maison de péage est exclusivement exercée par les autorités thurgoviennes.

A la ville de Diessenhofen, comme propriétaire de pont appartient exclusivement le droit d'y faire des réparations, des changements ou des constructions nouvelles, et le gouvernement du grand-duché de Baden eu égard au droit de souveraineté à lui appartenant sur la moitié droite du pont, renonce à toute action quelconque sur la propriété ou l'existence du dit pont.

c. Les droits de pêche fondés sur des documents ou sur la tradition sont réciproquement reconnus comme droits privés.

Art. III. Les terres dites « la Sätze ou Zaunstelle » consistant en environ 140 arpents, situées vis-à-vis de la ville de Diessenhofen sur la rive droite du Rhin près Gailingen sont reconnues comme appartenant au finage de Gailingen.

Les dispositions exceptionnelles suivantes sont stipulées relativement à ce district :

a. Les habitants de la ville de Diessenhofen qui possèdent ou qui 1854
acquerraient à l'avenir des immeubles à la Sätze, sont pour ces biens-fonds exempts de toute contribution aux dépenses communales de la commune de Gailingen, à l'exception de celles qui sont nécessaires pour la construction et l'entretien des chemins vicinaux ou de charroi auxquelles ils auront à contribuer à raison de leur propriété.

b. Lorsqu'un pareil immeuble passera des mains d'un habitant de la commune de Diessenhofen dans celles d'un autre habitant de la même commune, cette mutation ne sera pas soumise à l'approbation de l'État et l'on n'acquittera pas la finance fixée pour cette permission ; relativement à l'autorisation à accorder en pareil cas, l'autorité communale de Gailingen procédera toujours d'après les principes reçus pour les mutations entre ressortissants du grand-duché de Baden.

c. Faculté est laissée à la ville de Diessenhofen de placer à ses frais et en outre de la police rurale commise à la Sätze par la commune de Gailingen des gardes champêtres spéciaux lesquels auront toutefois à recevoir les ordres de l'autorité badoise et à faire leurs dénonciations à l'autorité badoise compétente.

Art. IV. Les terres dites Scharrenwiesen situées vis-à-vis de Busingen sur la rive gauche du Rhin, de la contenance d'environ 17 arpents, sont incorporées au district thurgovien d'Unterschlatt. Les habitants de la commune de Busingen qui possèdent des biens-fonds aux Scharrenwiesen jouiront pour ceux-ci, vis-à-vis du canton de Thurgovie et de la commune de Unterschlatt les mêmes droits que ceux qui, à teneur de l'art. III, sont assurés aux habitants de la ville de Diessenhofen quant à leur propriété foncière à la Sätze vis-à-vis du grand-duché de Baden et de la commune de Gailingen.

Art. V. La présente convention recevra son exécution dès que les ratifications réservées de part et d'autre auront été prononcées et échangées.

En foi de quoi, etc.

1854

GRANDE-BRETAGNE ET JAPON.

Convention entre la Grande-Bretagne et l'empire du Japon, pour régler l'admission des bâtiments anglais dans les ports de l'empire, signée à Nagasaki, le 14 Octobre 1854, ratifiée le 9 Octobre 1855.

(En anglais et en japonois.)

It is agreed between Sir James Stirling, Knight, Rear-Admiral, and Commander-in-chief of the ships and vessels of Her Britannic Majesty in the East Indies and seas adjacent, and Mezi-no Chekfu-no Kami, Obunyo of Nagasaki, and Nagai Evan Ocho, Omedski of Nagasaki, ordered by His Imperial Highness the Emperor of Japan to act herein, that:—

Art. I. The ports of Nagasaki (Fisen) and Hakodadi (Matsmai) shall be open to British ships for the purposes of effecting repairs, and obtaining fresh water, provisions, and other supplies of any sort they may absolutely want for the use of the ships.

Art. II. Nagasaki shall be open for the purposes aforesaid from and after the present date, and Hakodadi from and after the end of fifty days from the Admiral's departure from this port. The rules and regulations of each of these ports are to be complied with.

Art. III. Only ships in distress from weather, or unmanageable, will be permitted to enter other ports than those specified in the foregoing Articles, without permission from the Imperial Government.

Art. IV. British ships in Japanese ports shall conform to the laws of Japan. If high officers or commanders of ships shall break any such laws, it will lead to the ports being closed. Should inferior persons break them, they are to be delivered over to the commanders of their ships for punishment.

Art. V. In the ports of Japan, either now open, or which may hereafter be opened, to the ships or subjects of any foreign nation, British ships and subjects shall be entitled to admission, and to the enjoyment of an equality of advantages with those of the most fa-

voured nation, always excepting the advantages accruing to the 1854
Dutch and Chinese from their existing relations with Japan.

ART. VI. This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Nagasaki on behalf of Her Majesty the Queen of Great Britain, and on behalf of His Highness the Emperor of Japan, within twelve months from the present date.

ART. VII. When this Convention shall be ratified, no high officer coming to Japan shall alter it.

In witness whereof, etc.

Arrangement regarding Stamps.

An arrangement made subsequently to the Convention requires that British ships intending to visit Japan, shall be provided with a document in proof of their nationality, and as a check upon the conduct of vessels in Japanese ports; and Her Majesty's Government has directed a form of certificate of registration to be adopted, which has been accepted as satisfactory by the Japanese authorities; and merchant ships arriving in Japanese ports are to submit their certificate of registration to the officers to be appointed by the Japanese authorities, and to permit them to make such extracts from it as may seem good to them, before such ships can be admitted to obtain repairs and supplies. Her Majesty's ships of war will not be provided with such documents; but the officers in command, upon proper application, will afford all reasonable information regarding their ships.

1854

GRANDE-BRETAGNE ET TOSCANE.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Toscane, relative à la navigation des côtes des deux pays, signée à Florence, le 30 *Décembre* 1854.

(En anglais et en italien.)

Art. I. The subjects and ships of each of the High Contracting Parties (Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, and His Imperial and Royal Highness the Grand Duke of Tuscany) shall enjoy, in the dominions and territories of the other, the same rights with respect to the coasting trade, and shall be treated in every case with regard to that trade in the same manner as native subjects and national vessels.

Art. II. Furthermore, the Ionian Islands being under the protection of Her Britannic Majesty, the subjects and vessels of those islands shall enjoy, in the Tuscan dominions, all the advantages which are granted by the present Treaty to the subjects and vessels of Great Britain, as soon as the Government of the Ionian Islands shall have agreed to grant the same reciprocal advantages in those islands to the subjects and vessels of His Imperial and Royal Highness the Grand Duke of Tuscany; it being understood that to prevent abuses, every Ionian vessel claiming the benefits of the present Treaty, shall be furnished with the Patent, signed by the Lord High Commissioner or by his Representative, which is required by Article V of the Treaty of April 5, 1847, before alluded to. [1]

Art. III. The present Convention shall be considered as additional to the Treaty of April 5, 1847, referred to in the Preamble of the present Convention, and shall have the same duration as that Treaty.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Florence as soon as may be within the space of two months from the date of its signature.

In witness whereof, etc.

[1] Dans le préambule de la convention il est fait mention de ce traité.

SARDAIGNE.

1854

Accession de S. M. le roi de Sardaigne au traité de Londres du 8 Mai 1852, relatif à la succession au trône de Danemarck, en date du 3 Janvier 1854.

ESPAGNE ET PRUSSE.

Convention postale entre l'Espagne et la Prusse, signée le 9 Janvier 1854.

PAYS-BAS ET SUÈDE.

Convention entre les Pays-Bas et la Suède, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Stockholm, le 1er Mars 1854.

WURTEMBERG.

Accession du royaume de Wurtemberg au traité d'extradition, du 16 Juin 1852, entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique, en date du 2 Mars 1854.

MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Accession du grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin au traité d'extradition du 16 Juin 1852, entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique, en date du 6 Mars 1854.

1854

ESPAGNE ET DEUX-SICILES.

Déclaration échangée entre l'Espagne et le royaume des Deux-Siciles, touchant l'extradition réciproque des matelots déserteurs, en date de Naples, le 11 Mars 1854.

Convention entre les mêmes, pour régler les rapports mutuels de justice, signée le 11 Mars 1854.

FRANCE ET BADE.

Convention entre la France et le grand-duché de Bade, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée le 3 Avril 1854.

PAYS-BAS ET BADE.

Convention entre les Pays-Bas et le grand-duché de Bade, pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signée le 11/22 Avril 1854.

AUTRICHE ET SAXE ROYALE.

Convention entre l'Autriche et la Saxe royale, pour l'admission réciproque des exilés, signée le 20 Avril 1854.

HESSE ÉLECTORALE ET VILLE LIBRE DE FRANCFORT. 1854

Convention entre la Hesse électorale et la ville libre de Francfort, pour la répression des délits forestiers, signée le 27 Avril 1854.

MECKLENBOURG-STRELITZ.

Accession du grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz au traité d'extradition du 16 Juin 1852, entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique, en date du 16 Juin 1854.

PAYS-BAS ET PORTUGAL.

Convention entre les Pays-Bas et le Portugal, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 22 Juin 1854.

BELGIQUE ET PORTUGAL.

Convention entre la Belgique et le Portugal, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 26 Juin 1854.

WURTEMBERG.

Accession du royaume de Wurtemberg à la convention du 15 Juillet 1851, signée à Gotha, entre plusieurs États allemands, en date du 18 Juillet 1854.

1854

SARDAIGNE ET BADE.

Convention entre la Sardaigne et le grand-duché de Bade, pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signée le 5 Août 1854.

HESSE ÉLECTORALE ET GRAND-DUCHÉ DE HESSE.

Convention entre la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale, pour la répression des délits forestiers, signée le 11 Août 1854.

BELGIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Belgique, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Londres, le 12 Août 1854.

FRANCE ET SUÈDE.

Convention postale entre la France et la Suède, signée à Stockholm, le 1er Septembre 1854.

LE SAINT-SIÉGE ET HAMBOURG.

Déclaration échangée entre le gouvernement papal et la ville libre anséatique de Hambourg, pour la réciprocité de traitement de leurs pavillons respectifs; en Septembre 1854.

DANEMARCK ET VILLES LIBRES ANSÉATIQUES. 1854

Déclaration échangée entre le Danemarck et les villes libres anséatiques de Hambourg, Brême et Lubeck, pour la réciprocité de traitement de leurs pavillons respectifs, en date du 11 Septembre 1854.

SCHAUMBOURG-LIPPE ET LIPPE-DETMOLD.

Accession des principautés de Lippe au traité du 31 Décembre 1851, entre les Pays-Bas et les États du Zollverein, en date du 11 Octobre 1854.

AUTRICHE ET MECKLENBOURG-STRELITZ.

Déclaration échangée entre l'Autriche et le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour l'extension à donner à la convention d'extradition, en suite de la résolution prise le 26 Janvier par la diète Germanique, en date du 11 Octobre 1854.

BADE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention entre le grand-duché de Bade et la Confédération Suisse, pour la délimitation des frontières, signée le 20/31 Octobre 1854.

1854

HANOVRE.

Accession du Hanovre au traité du 31 Décembre 1851, entre les Pays-Bas et les États du Zollverein, en date du 27 Novembre 1854.

HESSE ÉLECTORALE ET WALDECK.

Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Waldeck, pour la répression des délits forestiers, signée le 17 Décembre 1854.

FRANCE ET WALDECK.

Convention entre la France et la principauté de Waldeck, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée en 1854.

GRANDE-BRETAGNE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Convention entre la Grande-Bretagne et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, pour l'extradition des matelots anglais déserteurs, en application du Foreign Deserters' Act *de 1852, signée en 1854.*

OLDENBOURG. 1854

Accession du grand-duché d'Oldenbourg au traité d'extradition du 16 Juin 1852, entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique; en 1854.

AUTRICHE ET BADE.

Convention entre l'Autriche et le grand-duché de Bade, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1854.

AUTRICHE, BADE ET BAVIÈRE.

Convention entre l'Autriche, la Bavière et Bade, touchant les mesures réciproques à prendre dans le cas de faillite des sujets respectifs, signée en 1854.

AUTRICHE, BADE, BAVIÈRE ET WURTEMBERG.

Convention entre l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg et Bade, pour la répression de la contrebande sur le lac du Bodensé, signée en 1854.

1855 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PAYS-BAS.

Traité sur les consuls, conclu entre les États-Unis d'Amérique et les Pays-Bas, signé à La Haye, le 22 Janvier 1855.

Art. I. Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls of the United States of America will be admitted into all the ports of the transmarine possessions or Colonies of the Netherlands, which are open to the vessels of all nations.

Art. II. The Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls of the United States of America are considered as commercial agents, protectors of the maritime commerce of their countrymen in the ports within the circumference of their consular districts.

They are subject to the laws both civil and criminal of the country, in which they reside; with such exceptions as the present convention establishes in their favour.

Art. III. The Consuls-General and Consuls before being admitted to exercise their functions and to enjoy the immunities attached thereto, must present a commission in due form to the Government of His Majesty the King of the Netherlands.

After having obtained the exequatur which shall be contersigned as promptly as possible by the Governor of the Colony, the said Consular Agents shall be entitled to the protection of the Government and to the assistance of the local authorities in the free exercise of their functions.

The Government in granting the exequatur, reserves the right of withdrawing the same, or to cause it to be withdrawn by the Governor of the Colony, on a statement of the reasons for doing so.

Art. IV. The Consuls-General and Consuls are authorized to place on the outer door of their consulates the arms of their Government, with the inscription: « Consulate of the United States of America ».

It is well understood, that this outward mark shall never be considered, as conferring the right of asylum, nor as having the power to exempt the house and those dwelling therein from the prosecution of the local justice.

ART. V. It is nevertheless understood, that the archives and documents relating to the affairs of the consulate shall be protected against all search, and that no authority or magistrate shall have the power under any pretext whatever to visit or seize them or to examine their contents. 1855

ART. VI. The Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls shall not be invested with any diplomatic character. When a request is to be addressed to the Netherland Government, it must be done through the medium of the diplomatic agent residing at the Hague, if one be there. The Consul may in case of urgency apply to the Governor of the Colony himself, showing the urgency of the case, and stating the reasons, why the request can not be addressed to the subordinate authorities, or that previous applications made to such authorities have not been attended to.

ART. VII. Consuls-General and Consuls shall be free to establish Vice-Consuls in the ports mentioned in article I and situated in their consular districts.

The Vice-Consuls may be taken indiscriminately from among the subjects of the Netherlands, or from citizens of the United States, or of any other country, residing or having the privilege according to the local laws to fix their residence in the port to which the Vice-Consul shall be named.

These Vice-Consuls whose nomination shall be submitted to the approval of the Governor of the Colony, shall be provided with a certificate given to them by the Consul under whose orders they exercise their functions.

The Governor of the Colony may in all cases withdraw from the Vice-Consuls the aforesaid sanction, in communicating to the Consul-General or Consul of the respective district, the motives for his doing so.

ART. VIII. Passports delivered or signed by Consuls or Consular Agents do not dispense the bearer from providing himself with all the papers required by the local laws, in order to travel or to establish himself in the Colonies.

The right of the Governor of the Colony to prohibit the residence in, or to order the departure from the Colony of any person, to whom a passport may have been delivered, remains undisturbed.

ART. IX. When a ship of the United States is wrecked upon the coast of the Dutch Colonies, the Consul-General, Consul or Vice-Consul, who is present at the scene of the disaster, will in case of

1855 the absence, or with the consent of the captain or supercargo, take all the necessary measures for the salvage of the vessel, the cargo and all that appertains to it.

In the absence of the Consul-General, Consul or Vice-Consul, the Dutch authorities of the place where the wreck has taken place, will act in the premises, according to the regulations prescribed by the laws of the Colony.

Art. X. Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls may, in so far, as the extradition of deserters from merchant vessels or ships of war shall have been stipulated by treaty, request the assistance of the local authorities for the arrest, detention and imprisonment of deserters from vessels of the United States. To this end they shall apply to the competent functionaries and claim said deserters in writing proving by the register of the vessel, the list of the crew or by any other authentic document, that the persons claimed belonged to the crew.

The reclamation being thus supported, the local functionaries shall exercise what authority they possess, in order to cause the deserters to be delivered up.

The deserters being arrested, shall be placed at the disposal of said Consuls and may be confined in the public prisons at the request, and at the expense of those who claim them, in order that they may be taken to the vessels, to which they belong or to other vessels of the same nation. But if they are not sent back within four months, from the day of their arrest, they shall be set at liberty and shall not again be arrested for the same cause.

It is understood however, that if the deserter be found to have committed any crime, offence or contravention, his extradition may be delayed, until the court having cognizance of the matter shall have pronounced its sentence and the same has been carried into execution.

Art. XI. In case of the death of a citizen of the United States without having any known heirs or testamentary executors, the Dutch authorities who according to the laws of the Colonies are charged with the administration of the estate, will inform the Consuls or Consular Agents of the circumstance, in order that the necessary information may be forwarded to parties interested.

Art. XII. The Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls have in that capacity, in so far as the laws of the United States of America allow it, the right to be named arbiters in the differences, which may arise between the masters and the crews of the vessels, belonging to the United States, and this without the inter-

ference of the local authorities, unless the conduct of the crew 1855
or of the captain should have been such as to disturb the order and tranquillity of the country or that the Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls should request the assistance of the said authorities, in order to carry out their decisions or to maintain their authority.

It is understood however that this decision or special arbitrement is not to deprive on their return the parties in litigation of the right of appeal to the judiciary authorities of their own country.

Art. XIII. The Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls, who are not subjects of the Netherlands, who at the time of their appointment are not established as residents in the Kingdom of the Netherlands or its Colonies, and who do not exercise any calling, profession or trade, besides their Consular functions, are, in so far as in the United States the same privileges are granted to the Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls of the Netherlands, exempt from military billetings, from personal taxation and moreover from all public or municipal taxes, which are considered of a personal character, so that this exemption shall never extend to customhouse-duties or other taxes, whether indirect or real.

The Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls, who are not natives or recognized subjects of the Netherlands, but who may exercise conjointly with their Consular functions, any profession or trade whatever, are obliged to fulfill duties and pay taxes and contributions like all Dutch subjects and other inhabitants.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls, subjects of the Netherlands, but to whom it has been accorded to exercise Consular functions, conferred by the Government of the United States of America, are obliged to fulfill duties and pay taxes and contributions like all Dutch subjects and other inhabitants.

Art. XIV. The Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls of the United States shall enjoy all such or other privileges, exemptions and immunities in the Colonies of the Netherlands, as may at any future time be granted to the agents of the same rank of the most favoured nation.

Art. XV. The present convention shall remain in force for the space of five years from the day of the exchange of the ratifications, which shall take place within the delay of twelve months or sooner if possible.

In case neither of the contracting parties gives notice twelve months before the expiration of the said period of five years, of

1855 its intentions not to renew this convention, it shall remain in force a year longer, and so on from year to year, until the expiration of a year from the day on which one of the parties shall give such notice.

In witness whereof, etc.

ESPAGNE ET OLDENBOURG.

Publication du gouvernement grand-ducal d'Oldenbourg, relative au commerce et à la navigation avec l'Espagne, en date du 24 Janvier 1855.

Regierungs-Bekanntmachung, betreffend die Gleichstellung der Spanischen Schiffe mit den Oldenburgischen, rücksichtlich der Hafen- und Schiffahrts-Abgaben.

Da gegen diesseitige Zusicherung der Gegenseitigkeit von der Königl. Spanischen Regierung die Anordnung getroffen ist, dass die Oldenburgischen Schiffe in den Häfen des Königreichs Spanien und der anliegenden Inseln hinsichtlich der Hafen- und Schiffahrts-Abgaben den Spanischen Schiffen völlig gleich behandelt werden sollen, so wird dies hierdurch zur Kunde der die Häfen des Königreichs Spanien und der anliegenden Inseln besuchenden hiesigen Seefahrer gebracht, und werden zugleich alle Erheber solcher Hafen- und Schiffahrts-Abgaben an den hiesigen Hafenplätzen und Küsten angewiesen, rücksichtlich derselben die Spanischen Schiffe den Oldenburgischen völlig gleich zu behandeln.

ESPAGNE ET RÉPUBLIQUE DOMINICAINE. 1855

Traité de reconnaissance, de paix, d'amitié, de commerce, de navigation et d'extradition entre l'Espagne et la république Dominicaine, signé à Madrid, le 18 Février 1855.

S. M. la Reina de España Doña Isabel II por una parte, y la República Dominicana por otra, animadas del mismo deseo de afianzar con un acto público y solemne las buenas relaciones que naturalmente existen entre los súbditos y los ciudadanos de uno y otro Estado, como procedentes de una misma familia, han determinado celebrar, con tan plausible objeto, un Tratado de paz, amistad, comercio, navegacion y extradicion, fundado en principios de justicia y de recíproca conveniencia. Para este fin S. M. Católica se ha dignado nombrar por su Plenipotenciario

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

quienes, despues de haberse comunicado sus plenos poderos y de haberlos hallado en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. I. S. M. Católica, usando de la facultad que le compete por decreto de las Córtes generales del Reino de 4 de Diciembre de 1836, renuncia para siempre del modo mas formal y solemne, por sí y sus sucesores, la soberanía, derechos y acciones que le corresponden sobre el territorio americano conocido ántes bajo la denominacion de *Parte Española* en la Isla de Santo Domingo, hoy República Dominicana, y cede y traspasa esa soberanía, derechos y acciones á la mencionada República para que use de la una y de los otros con facultad propia y absoluta segun las leyes que se ha dado, ó mas adelante se diere, en ejercicio de la Suprema potestad que de ahora para siempre le reconoce.

Art. II. En consecuencia S. M. Católica reconoce como Nacion libre, soberana é independiente á la República Dominicana con todos los territorios que actualmente la constituyen, ó que en lo sucesivo la constituyeren: territorios que S. M. Católica desea y espera se conserven siempre bajo el dominio de la raza que hoy los puebla, sin que pasen jamas, ni en todo, ni en parte, á manos de razas extranjeras.

1855 Art. III. Habrá paz y amistad perpétuas entre la Nacion Española y la República Dominicana, así como entre los súbditos y ciudadanos de ambos Estados, sin ningun género de condicion y reserva, sin excepcion de personas ni de lugares.

Art. IV. Ambas Partes contratantes prometen recíprocamente no consentir que desde sus respectivos territorios se conspire contra la seguridad ó tranquilidad del otro Estado y sus dependencias, impidiendo cualquiera expedicion que se prepare con tal objeto, y empleando contra los culpables de semejante intento los medios mas eficaces que consientan las leyes de cada país.

Art. V. S. M. Católica y la República Dominicana convienen en que los súbditos y ciudadanos respectivos de ambos Estados conserven expeditos y libres sus derechos para reclamar y obtener justicia y plena satisfaccion de las deudas contraidas entre sí *bona fide,* como tambien en que no se les ponga por parte de la Autoridad pública ningun obstáculo ni impedimento en los derechos que puedan alegar por razon de matrimonio, herencia por testamento ó *ab intestato,* sucesion, ó por cualquier otro título de adquisicion reconocido por las leyes del país en que haya lugar á la reclamacion.

Art. VI. La República Dominicana declara que, aunque por punto general, y segun consta de hechos históricos bien conocidos, en su territorio no han tenido lugar secuestros ni confiscaciones de propiedades á súbditos españoles; sin embargo, para todo evento se compromete solemnemente, del mismo modo que lo hace S. M. Católica, á que todos los bienes, muebles é inmuebles, alhajas, dinero ú otros efectos que hubiesen sido secuestrados ó confiscados á súbditos españoles, ó á ciudadanos de la República Dominicana, y se hallaren todavía en poder del Gobierno en cuyo nombre se hizo el secuestro ó la confiscacion, serán inmediatamente restituidos á sus antiguos dueños ó á sus herederos ó legítimos representantes, sin que ninguno de ellos tenga nunga accion para reclamar cosa alguna por razon de los productos que dichos bienes hayan podido ó debido rendir durante el secuestro ó la confiscacion.

Art. VII. Convienen ambas Partes contratantes en que aquellos españoles que por cualquier motivo hayan residido en la República Dominicana, y adoptado aquella nacionalidad, podrán recobrar la suya primitiva, si asi les conviniese, en cuyo caso sus hijos mayores de edad tendrán el mismo derecho de opcion; y los menores, mientras lo sean, seguirán la nacionalidad del padre, aunque unos y otros hayan nacido en el territorio de la República.

El plazo para la opcion será el de un año respecto de los que existan en el territorio de la República, y dos para los que se hallen ausentes. No haciéndose la opcion en este término, se entiende definitivamente adoptada la nacionalidad de la República. 1855

Convienen igualmente en que los actuales súbditos españoles, nacidos en el territorio de Santo Domingo, podrán adquirir la nacionalidad de dicha República, siempre que, en los mismos términos establecidos en este artículo, opten por ella. En tales casos sus hijos mayores de edad adquirirán tambien igual derecho de opcion; y los menores, miéntras lo sean, seguirán la nacionalidad del padre.

Para adoptar la nacionalidad será preciso que los interesados se hagan inscribir en la matrícula de nacionales, que deberán establecer las Legaciones y Consulados de ambos Estados; y trascurrido el término que queda prefijado, solo se considerarán súbditos españoles y ciudadanos de la República Dominicana los que, procedentes de España y de dicha República, lleven pasaportes de sus respectivas Autoridades, y se hagan inscribir en el registro ó matrícula de la Legacion ó Consulado de su Nacion.

Art. VIII. Los ciudadanos de ambas naciones gozarán de la mas completa y constante proteccion en sus personas y propiedades. Por consiguiente, podrán ejercer con toda libertad sus profesiones y oficios; poseer y vender por mayor y por menor toda especie de bienes y propiedes muebles é inmuebles; extraer del país sus valores íntegramente; disponer de ellos, segun su voluntad, en vida ó por muerte; suceder en los mismos por testamento ó *ab intestato,* sin que los herederos ó legatarios esten sujetos á ningun derecho de extranjería, ni de detraccion, sino solo á los que en casos semejantes pagaren los nacionales; recurrir á los Tribunales de Justicia para hacer valer y defender sus derechos en todas las instancias y grados de jurisdiccion establecidos por las leyes; emplear en cualesquiera circunstancias á los abogados, procuradores y demas agentes para que los representen y gestionen en su nombre; todo ello con arreglo á las leyes del país, y en los mismos términos y con los mismos derechos y privilegias que se usan y estan concedidos, ó se usaren y vengan á ser concedidos á los nacionales, asi como estarán sujetos para el goce de todas estas franquicias á las mismas condiciones impuestas á estos.

Art. IX. Aunque felizmente la Religion dominante en ambas paises es la Católica, Apostólica, Romana, para todo evento se estipula que los ciudadanos de ambos Estados podrán respectiva-

1855 mente practicar su religion con arreglo á lo dispuesto en la Constitucion y leyes del país en que se encuentren.

Art. X. Los súbditos españoles en la República Dominicana y los ciudadanos de dicha República en los dominios de S. M. Católica estarán exentos de todo servicio personal, sea en el ejército ó marina, sea en la Milicia Nacional. Asimismo estarán exentos de toda carga extraordinaria, contribucion de guerra, préstamo forzoso, requisiciones ó servicios militares de cualquiera especie. En todos los demas casos no podrán ser sometidas sus propiedades muebles ó inmuebles á otras cargas, exacciones ó impuestos que aquellos á que estuvieren sometidos los ciudadanos de la Nacion mas favorecida sin excepcion.

Art. XI. Los ciudadanos respectivos de uno y otro Estado podrán recíprocamente, y con toda libertad, entrar con sus buques y cargamentos en todos los lugares, puertos y rios que estan ó fueren abiertos al comercio extranjero.

En el comercio de escala serán tratados, respectivamente y miéntras exista en este comercio perfecta reciprocidad, como los ciudadanos de la Nacion mas favorecida.

El comercio de cabotaje queda exclusivamente reservado por una y otra parte á los nacionales.

Conforme á lo estipulado en el art. VIII, los ciudadanos de cada una de las Partes contratantes podrán entrar, tránsitar, residir y domiciliarse en cualquier punto de los territorios respectivos; comerciar en ellos por mayor y por menor; alquilar, edificar y ocupar las casas, almacenes y tiendas que necesiten; trasportar mercancías y dinero y recibir consignaciones, tanto del interior como del extranjero, pagando los derechos y patentes establecidos por las leyes para los nacionales.

Asimismo gozarán de igual libertad para sus compras y ventas, para establecer y fijar el precio de las mercancías y demas objetos de comercio, bien sean importados ó nacionales, ya que los vendan para el interior ó que los destinen para la exportacion, sometiéndose á las leyes y reglamentos vigentes en el país.

Podrán con entera libertad manejar sus propios negocios, presentar sus declaraciones en las aduanas por sí mismos ó por aquellos agentes ó corredores que juzguen á propósito, ya en las ventas ó compras de sus bienes, efectos ó mercancías, ya en la carga ó descarga y despacho de sus buques.

Y por último, no estarán sujetos, como queda estipulado en el art. X, en ningun caso, á otras cargas, contribuciones ó impuestos

mas que á aquellos á que esten sometidos los nacionales ó los ciudadanos de la Nacion mas favorecida. 1855

Art. XII. Los ciudadanos de uno y otro Estado no podrán ser sometidos respectivamente á ningun embargo, ni retenidos con sus buques, cargamentos, mercancías y efectos comercialas, para ninguna expedicion militar, ni para ningun servicio público, sin una indemnizacion préviamente convenida y fijada entre las partes interesadas, que les compense suficientemente los quebrantos, pérdidas, retardos y perjuicios que se originen del servicio á que se les obligue.

Art. XIII. El comercio español en la República Dominicana y el comercio dominicano en los dominios de S. M. Católica gozarán, respecto á los derechos de aduana en la importacion y exportacion, las mismas ventajas de que goza el de la Nacion mas favorecida.

En ningun caso los derechos de importacion impuestos en España sobre los productos del suelo ó de la industria dominicana, y en la República Dominicana sobre los productos del suelo ó de la industria de España, podrán ser diferentes ó mayores que aquellos á que están sujetos, ó lo fueren, los mismos productos de la Nacion mas favorecida. El mismo principio se observará en la exportacion.

Las prohibiciones ó restricciones relativas á la importacion ó á la exportacion no pueden tener lugar en el comercio recíproco de ambas Naciones, sino con la condicion de ser igualmente extensivas á las demas Naciones. Asimismo se estipula que las formalidades que puedan exigirse para acreditar el orígen ó procedencia de las mercancías, respectivamente importadas en uno de los dos Estados, serán tambien comunes á todos los demas.

No consintiendo el sistema proteccionista que se sigue en España la igualacion de derechos de aduanas entre nacionales y extranjeros, se estipula que todos los productos del suelo ó de la industria de uno de los dos paises, cuya importacion no esté expresamente prohibida, se ajustarán en los puertos del otro para el pago de los derechos de importacion á lo que las leyes ó reglamentos del país tengan establecido respecto de los buques nacionales y extranjeros, y con arreglo á lo que se haya acordado á la Nacion mas favorecida. La misma regla se observará respecto de los derechos de exportacion y de lo que á ellos se refiera.

Art. XIV. Los buques españoles que vayan directamente de los puertos de España á los de la República Dominicana con cargamento ó sin él, de cualquiera capacidad que sean, y los buques dominicanos que vengan directamente de los puertos de dicha Re-

1855 pública con cargamento ó sin él, de cualquiera capacidad que sean, no pagarán, los españoles en los puertos dominicanos y los de la República Dominicana en los puertos de España, diferentes ni mayores derechos de tonelada, de faro, de puerto, de pilotaje, de cuarentena ú otros afectos al casco del buque, sino aquellos á que están ó fueren sujetos los buques nacionales.

Las excepciones á la franquicia del pabellon que puedan corresponder en los dominios de S. M. Católica á los buques españoles que lleguen de otra parte que no sea la República Dominicana, ó que vayan á otro punto, serán comunes á los buques dominicanos que hagan los mismos viajes. Esta estipulacion será recíprocamente aplicable en la República Dominicana á los buques españoles.

Art. XV. Los derechos de navegacion, de tonelada y demas que se cobren en razon de la capacidad de los buques, se percibirán con arreglo á las disposiciones que sobre la materia rigen respectivamente en ambos Estados.

Art. XVI. Los buques españoles en la República Dominicana, y los buques dominicanos en España, podrán llevar cargamento para distintos puertos de la misma nacion con las formalidades y requisitos exigidos en ella; y tomar en cualesquiera de dichos puertos su cargamento de retorno, no pagando en cada punto diferentes ó mayores derechos que los que satisfagan los nacionales en iguales casos.

Art. XVII. Cuando por arribada forzosa ó por otra avería efectiva y comprobada entraren buques de una de las Naciones contratantes en los puertos de la otra, ó tocaren en sus costas, no estarán sujetos á otros derechos de puerto y navegacion que los que paguen los nacionales en iguales circunstancias. Les será permitido depositar en tierra sus cargamentos para evitar el deterioro, sin exigirles en este caso diferentes ni mayores derechos que los relativos al alquiler de almacenes y astilleros públicos que fueren necesarios para depositar las mercancías y para componer las averías del buque. Los Capitanes podrán, bajo la direccion y custodia de los Cónsules de su Nacion, proceder á reparar sus averías, sea por los hombres de su tripulacion, sea por los operarios del pais, en la forma de ajuste, destajo ó precios convencionales, sin estar sujetos á ninguna restriccion, exigencia de cuerpo privilegiado, ni gravámen forzoso.

Art. XVIII. Serán considerados como españoles en la República Dominicana, y como dominicanos en los dominios de S. M. Católica, los buques *bona fide* pertenecientes á los ciudadanos de ambos Es-

tados que navegaren bajo los pabellones respectivos, y que tengan 1855
los papeles de mar y documentos exigidos por las leyes de cada una de las Partes contratantes para la justificacion de la nacionalidad de los buques de comercio.

Art. XIX. En el caso de que algun buque, mercancías ó efectos pertenecientes á los ciudadanos de los Estados contratantes fuesen apresados por piratas y conducidos á los puertos del otro Estado, ó hallados en los mismos, serán entregados á sus propietarios, pagando, si há lugar, los gastos de reaprehension. El importe de los gastos lo determinarán los Tribunales, siempre que los dueños prueben la propiedad en debida forma por sí mismos, por sua apoderados ó por los agentes de su Nacion dentro del término de un año.

Art. XX. Los buques de guerra de una de las dos Potencias contratantes podrán entrar, permanecer y repararse en los puertos de la otra, cuya entrada sea permitida á los de la nacion mas favorecida, y estarán sujetos á las mismas reglas, y gozarán de los mismos honores, ventajas, privilegios y exenciones.

Art. XXI. Si sucediere que una de las dos Partes contratantes estuviere en guerra con alguna Potencia extranjera, la otra no podrá en ningun caso autorizar á sus nacionales para que tomen ni acepten comisiones ó patentes de corso con objeto de hostilizar á la primera, ó para molestar el comercio y atacar las propiedades de sus ciudadanos.

Art. XXII. Adoptando las dos Partes contratantes en sus relaciones mútuas el principio de que el pabellon cubre la propiedad, si una de ellas permaneciere neutral, se reputan tambien neutrales, cuando la otra estuviere en guerra con una tercera Potencia, las mercancías cubiertas con el pabellon neutral, aun cuando pertenezcan á los enemigos de la segunda, exceptuando siempre los artículos de contrabando de guerra.

Se estipula tambien que la libertad del pabellon asegura la de las personas que estan á bordo de un buque neutral; de tal modo que, aunque sean enemigos de la una ó de la otra Parte, no podrán ser hechos prisioneros, á ménos que sean militares en servicio activo del enemigo.

En consecuencia del mismo principio sobre la asimilacion del pabellon y de las mercancías, la propiedad neutral que se encuentre á bordo de un buque enemigo será considerada como enemiga, á ménos que haya sido embarcada en dicho buque ántes de la declaracion de guerra, ó ántes de que tuviese noticia de semejante declaracion en el puerto de la salida. Las dos Partes con-

1855 tratantes no aplicarán este principio en lo que concierne á los intereses de otras Potencias, sino respecto de aquellas que tambien le reconocen.

Art. XXIII. Se comprenden bajo la denominacion de contrabando de guerra, pólvora, salitre, petardos, mechas, balas, bombas, granadas, carcasas, picas, alabardas, espadas, cinturones, pistolas, fundas de pistolas, sillas y fornituras de caballería, cañones, morteros, sus cureñas y camas, y generalmente toda clase de armas, municiones de guerra é instrumentos propios para el uso de las tropas, y los víveres cuando sean destinados á puertos bloqueados. Todos estos artículos, siempre que vayan destinados á algun puerto enemigo, serán por el mero hecho declarados de contrabando y sujetos á confiscacion; pero el buque en que estén embarcados y el resto del cargamento serán considerados libres, y de ninguna manera sujetos á confiscacion por causa de los otros efectos prohibidos, sea que pertenezcan al mismo dueño ó á otro distinto.

Art. XXIV. En el caso de que una de las Partes contratantes se hallare en guerra con otra Potencia, y sus buques tuviesen que ejercer en el mar el derecho de visita, se conviene en que, cuando encuentren buques pertenecientes á la Parte que haya permanecido neutral, enviarán dos reconocedores para que examinen los papeles relativos á su nacionalidad y su cargamento. Los Comandantes serán responsables con sus personas y bienes de toda vejacion ó violencia que cometan ó toleren en estas ocasiones. No se permitirá visitar los buques que navegan en convoy, pues bastará que el Comandante del convoy afirme verbalmente, bajo su palabra de honor, que todos los buques puestos bajo su proteccion y escolta pertenecen al Estado cuyo pabellon enarbola, y que declare (en el caso de que los buques estuviesen destinados á un puerto enemigo) que no llevan efectos de contrabando de guerra.

Art. XXV. Aunque una de las dos Partes contratantes se halle en guerra con otra Nacion, los ciudadanos de la Parte que permanezca neutral podrán continuar su navegacion y comercio con la misma Nacion, excluyendo las ciudades ó puertos que esten realmente bloqueados ó sitiados. Debe entenderse que esta libertad de comerciar y navegar no se extiende á los artículos reputados de contrabando de guerra, segun el art. XXIII del presente Tratado.

En ningun caso, un buque de comercio, perteneciente á ciudadanos de uno de los dos Estados, que se encuentre despachado para un puerto bloqueado por el otro, podrá ser apresado, detenido ni condenado, sino en el caso de que se le haya notificado

préviamente la existencia del bloqueo por un buque de la escuadra 1855
ó division bloqueadora. Y para evitar que se alegue ignorancia de los hechos, y á fin de que pueda capturarse el buque que haya sido debidamente notificado, si intentase luego penetrar en el mismo puerto durante el bloqueo, deberá el Comandante del buque de guerra que le reconozca anotar en los papeles de navegacion de dicho buque, asi como en los suyos propios, el lugar ó la altura en que le haya encontrado y hecho la notificacion.

Art. XXVI. Siempre que se capturen ó detengan buques por suponerse que llevan al enemigo mercaderías de contrabando, el apresador dará un recibo de los papeles del buque que retenga, acompañándole con una lista expresiva de dichos papeles; y no será lícito romper ó abrir las portezuelas de las bocas escotillas, ni las arcas, baules, fardos, toneles ó vasijas halladas á bordo, ó mover ni aun la mas pequeña parte de las mercancías, á no ser que la carga se lleve á tierra y se registre en presencia de los empleados competentes, los cuales harán un inventario de dichas mercancías. Estas no podrán venderse, cambiarse ni de ninguna manera enajenarse, sin prévio procedimiento legal, y sin que el Juez ó Jueces competentes hayan pronunciado contra ellas sentencia de confiscacion.

Art. XXVII. Y para que se adopten oportunas medidas respecto del buque y del cargamento, asi como para prevenir hurtos, se ha estipulado que no se permitirá remover de ningun buque capturado al Capitan, Comandante ó sobre-cargo del mismo, miéntras el buque permanezca en la mar despues de la captura, ó miéntras esté pendiente el procedimiento contra él, contra su cargamento ó contra alguna cosa á él relativa. Y en todos los casos en que un buque de ciudadanos de una ú otra Parte sea capturado, ó embargado y retenido por adjudicacion, sus empleados, pasajeros y tripulacion serán tratados con benevolencia y cortesanía, sin que se les prive de sus vestidos ni de la posesion y uso de su dinero.

Art. XXVIII. Se estipula ademas que conocerán de las causas de presas solamente los Tribunales establecidos para ellas en el país á que se conduzcan las que se hicieren. Y siempre que semejante Tribunal de una ú otra de las Partes pronunciare fallo contra algun buque, mercaderías ó propiedad reclamada por ciudadanos de la otra, en la sentencia ó decreto se mencionarán las razones o motivos en que se haya fundado; y sin ninguna demora se entregará al Comandante ó agente de dicho buque, si lo solicitare, un

1855 testimonio auténtico de la sentencia ó decreto, y de todo el proceso, mediante el pago de los derechos legales.

Art. XXIX. No será permitido á ningun corsario extranjero, el cual tenga patentes de algun Príncipe ó Estado enemigo de una de las Partes contratantes, aparejar sus buques en los puertos de la otra Nacion, ni vender sus presas ó en manera alguna cambiarlas; ni tampoco comprar víveres, excepto los necesarios para su viaje hasta el mas próximo puerto del Príncipe ó Estado de quien haya recibido sus patentes.

Art. XXX. Para la proteccion del comercio en ambos paises podrán establecerse Cónsules; pero estos no entrarán en el ejercicio de sus funciones sin haber ántes obtenido la autorizacion del Gobierno territorial, en cual conservará siempre la facultad de designarles el lugar de su residencia; si bien se comprometen ambos Estados á no establecer sobre este particular restricciones ó prohibiciones que no sean extensivas en el país á todas las demas Naciones.

Art. XXXI. Los Cónsules respectivos y sus Cancilleres ó Secretarios gozarán en ambos paises de los privilegios atribuidos generalmente á sus empleos, cuales son las exenciones de alojamiento militar y de todas las contribuciones directas personales, mobiliarias y suntuarias, á ménos que sean ciudadanos del país en que sirven, ó se hagan propietarios ó poseedores de bienes inmuebles, o ejerzan el comercio; en cuyos casos estarán sujetos á los mismos impuestos, cargas ó contribuciones que pagan ó pagaren los demas ciudadanos. Estos agentes gozarán ademas de inmunidad personal, sin que puedan ser arrestados, ni encarcelados, excepto en el caso de crímen atroz; y si fueren comerciantes, el apremio corporal no se les aplicará sino para lo puramente comercial, y no para causas civiles.

Los Cónsules y sus Cancilleres no podrán ser citados para comparecer como testigos ante los Tribunales de justicia; los cuales, cuando necesiten tomarles alguna declaracion, deberán pedírsela por escrito, ó apersonarse á su posada para recibirla *viva voce*. Por último, estos Agentes gozarán de todos los demas privilegios, exenciones é inmunidades que puedan ser concedidos en el país donde residan á los Agentes de la misma categoría de la Nacion mas favorecida.

Art. XXXII. Los archivos, y en general todos los papeles de las Cancillerías ó Secretarías de los Consúlados respectivos, serán inviolables, y bajo ningun pretexto, ni en ningun caso podrán las Autoridades locales visitarlos, ni ménos apoderarse de ellos.

Art. XXXIII. Cuando fallezca algun súbdito de una de las dos 1855
Potencias contratantes en el territorio de la ótra, y no dejase herederos legítimos ó testamentarios, ó no se supiese si los tiene, ó los dejase menores, dementes ó pródigos declarados, sin tutor ó curador, ó ausentes, cuya pronta presentacion no se espere, ni la de los albaceas, ni otras personas de su confianza que el testador hubiese nombrado para hacer la particion extrajudicialmente, deberá el Cónsul, Vicecónsul ó Agente consular del distrito en que ocurra el fallecimiento, con citacion de los herederos ciertos y demas interesados, poner los sellos á peticion de parte, ó de oficio, sobre todos los efectos y papeles del difunto, y formar el correspondiente inventario; administrar sus bienes por sí ó por medio de un Agente delegado bajo su propia responsabilidad, y vender con las formalidades de costumbre en cada país los que en esten expuestos á deteriorarse; liquidar la herencia en la parte necesaria para satisfacer los créditos que resulten contra ella, y proceder á la adjudicacion y entrega del remanente de la misma á quien corresponda.

Mas para asegurar el derecho ó interes que en calidad de acreedor ó por otro título pueda tener que deducir contra la herencia algun súbdito del país ó de una tercera Potencia, residente en él, todos los actos especificados en el párrafo anterior se verificarán en presencia del Juez local competente, quien los autorizará tambien con su firma, sin que por ello se causen costas ni devenguen derechos de ninguna especie.

A fin de que estos actos se ejecuten con la debida celeridad y concierto, tan luego como el Cónsul sepa el fallecimiento de un súbdito de su Nacion, lo avisará al Juez de su residencia, ó este dará á aquel igual aviso, si llega ántes á su noticia. En el distrito donde no exista Agente consular de la Potencia respectiva, el Juez se dirigerá á la Legacion de esta, por conducto del Ministerio de Estado, para que en representacion de aquel delegue una persona que haga sus veces, sin perjuicio de proceder desde luego á sellar y poner en segura custodia los bienes y papeles del finado.

Despues de formalizado el inventario, el Cónsul, de acuerdo con la Audoridad local, hará llamar en los periódicos oficiales del país y en los del en que se crea que hay parientes del finado, á los que por cualquier título se juzguen con derecho á los bienes hereditarios, para que por sí, ó legítimamente representacion, se apresuren á ejercerlo en un término perentorio que no podrá exceder de seis meses. Si se suscitasen dificultades ó discusiones por los acreedores del finado, se decidirán por los Tribunales locales; y

1855 los Cónsules solo podrán intervenir en juicio como representantes del *ab intestato*, ó de la testamentaría en su caso.

Terminado el plazo llamando á los interesados en la herencia, y satisfechas las deudas á los acreedores que hubiesen acudido al llamamiento y justificado su derecho, se entregará el remanente á los herederos presentes ó á los apoderados de los ausentes, depositándose entre tanto en una ó mas casas de comercio de la confianza y eleccion del Cónsul. Mas si se originasen cuestiones sobre la validez del testamento, legitimidad de los herederos ó cuantía de la misma herencia, no podrá tener lugar la entrega de esta hasta que se resuelvan por las Autoridades competentes, ó no la dispongan estas de otra manera.

Los Cónsules de ambas Partes contratantes conocerán exclusivamente de los autos de inventario, y demas diligencias preventivas para la conservacion y adjudicacion de los bienes hereditarios dejados por los hombres de mar, y pasajeros de su Nacion que fallecieren á bordo de los buques de la misma durante el viaje ó en el punto donde arribaren.

Art. XXXIV. En cuanto concierne á la policía de los puertos, carga y descarga de los buques, seguridad de las mercancías, bienes y efectos, los ciudadanos de ambos paises estarán respectivamente sujetos á las leyes y estatutos locales. Sin embargo, los Cónsules respectivos estarán encargados exclusivamente del órden interior á bordo de los buques mercantes de su Nacion, y ellos solos entenderán en las averías que ocurran entre los marineros y el Capitan y Oficiales de la tripulacion; pero las Autoridades locales podrán intervenir, cuando los desórdenes ocurridos sean capaces de turbar la tranquilidad pública, en tierra ó en el puerto, y podrán igualmente conocer del asunto, cuando un individuo del país ó un extranjero esten complicados en él.

Art. XXXV. Los Cónsules respectivos podrán hacer arrestar y remitir á bordo de los buques de su Nacion ó á su país á los marineros que deserten de ellos. Al efecto se dirigirán por escrito á las Autoridades locales competentes y justificarán, con la exhibicion de los registros del buque ó del rol de la tripulacion, ó, si el buque hubiere partido, con copias de las piezas referidas, debidamente certificadas por ellos, que los hombres que reclaman pertenecian á la tripulacion de dicho buque. Justificada asi la solicitud, no podrá rehusárseles la entrega, ántes bien se les dara todo favor y auxilio para la busca y captura de los desertores, los cuales serán tambien detenidos en las carceles del país por requerimiento y á costa de los Cónsules, hasta que tengan ocasion para enviarlos; mas si no

se presenta esta ocasion en el término de tres meses, á contar desde 1855
el dia del arresto, serán puestos en libertad los desertores, y no podrán ser presos otra vez por la misma causa. No obstante, si se hallare que el desertor ha cometido algun crímen ó delito, se dilatará su entrega hasta que el Tribunal ante el cual esté pendiente su causa haya pronunciado sentencia y recibido ésta cumplida ejecucion.

Art. XXXVI. Siempre que no haya estipulaciones contrarias establecidas en buena y debida forma entre los armadores, cargadores y aseguradores, las averías que sufran los buques de uno de los dos Estados en sus viajes á los puertos del otro se arreglarán por los Cónsules de su Nacion, á ménos que no esten interesados en ellos otros habitantes del país en que residan los Cónsules, en cuyo caso, y á no ser que intervenga compromiso amigable entre todas las partes interesadas, deberán arreglarse las averías por las Autoridades locales.

Art. XXXVII. Cuando naufrague ó encalle algun buque de las Partes contratantes en el litoral de la otra, teniendo á su bordo la tripulacion ó parte de ella, corresponderá al Cónsul general, Cónsul, Vicecónsul ó Agente consular respectivo la direccion del salvamento y la conservacion de los objetos salvados.

Desde el momento en que las Autoridades del país sepan el fracaso, lo avisarán al Cónsul mas inmediato del punto donde ocurra; y miéntras asiste este, en persona ó representado por algun delegado de su confianza, dictarán las medidas conducentes á poner en seguro á los navegantes, el buque y su cargamento, proveyendo á la subsistencia de aquellos y á la conservacion del todo ó de la parte que se salve de estos. En cuanto comparezca el Cónsul ó su representante, las Autoridades locales dejarán á su cuidado que practique lo que tuviese por mas conveniente al salvamento; y solo intervendrán en las operanes de este, para facilitar á dicho agente los auxilios que necesite; mantener el órden; proteger los derechos del fisco; resguardar la salud pública; garantir los intereses de los salvadores que no pertenezcan á la tripulacion, y conocer jurídicamente del naufragio ó barada siempre que se requiera la autoridad del Juez para la legalidad del inventario de los efectos salvados, depósito de ellos y otros incidentes que pudieran hacer sospechosa la conducta del Capitan y tripulantes de las naves que se hallen en tales casos.

El Cónsul podrá vender desde luego, con las formalidades establecidas en cada país, la parte de los objetos salvados que fuere necesaria para sufragar los gastos hechos en su salvamento y con-

1855 servacion, asi como todas aquellas mercaderías del cargamento que esten expuestas á deteriorarse, comprometiéndose á satisfacer las obligaciones á que esté afecto el producto de la venta. Si no existe Cónsul, ó si existiendo no acudiera al llamamiento de las Autoridades locales, procederán estas á dicha venta y guardarán en depósito los papeles del buque náufrago, los efectos conservados y el sobrante que resulte de los vendidos, despues de satisfechas las referidas obligaciones, para entregarlo todo á los propietarios ó á sus legítimos representantes; sin que por esto se causen mas gastos que los derechos de salvamento y conservacion, y los eventuales á que esten obligados en semejantes casos los buques nacionales.

Las Partes contratantes convienen en que los géneros salvados que deban reexportarse no paguen derecho alguno de aduana, y que los destinados al consumo interior disfruten las rebajas que determine la legislacion aduanera de los respectivos paises.

Art. XXXVIII. La República Dominicana gozará en las posesiones españoles en América, Asia y Africa los mismos derechos y franquicias, y la misma libertad de comercio y navegacion de que actualmente goza ó en adelante gozare la Nacion mas favorecida; y recíprocamente, los habitantes de dichas posesiones gozarán asimismo, en el territorio de la República Dominicana, los mismos derechos y franquicias, y la misma libertad de comercio y navegacion que por este Tratado se conceden al comercio, navegacion y súbditos españoles.

Art. XXXIX. S. M. Católica y la República Dominicana podrán enviarse recíprocamente Agentes diplomáticos y establecer Cónsules, como queda estipulado en el art. XXX, en los puntos en que lo permitan las leyes del respectivo país. Y acreditados y reconocidos que sean por el Gobierno cerca del cual residan, ó en cuyo territorio desempeñen su encargo, disfrutarán de las franquicias, privilegios é inmunidades de que se hallen en posesion los de igual clase de la Nacion mas favorecida, y desempeñarán en los mismos términos todas las funciones propias de su cargo.

Art. XL. Por tanto, se conviene formalmente entre las dos Partes contratantes que, ademas de las estipulaciones quepreceden, gozarán de pleno derecho los Agentes diplomáticos y consulares, los súbditos de todas clases, los buques y mercancías de uno de los dos Estados en el territorio del otro, los privilegios, franquicias é inmunidades concedidas ó que se concedan á la Nacion mas favorecida; y esto gratuitamente, si la concesion es gratuita, ó mediante compensacion, si la concesion es condicional.

Art. XLI. S. M. Católica y la República Dominicana, á requeri- 1855
miento hecho en sus respectivos nombres por medio de sus Agentes diplomáticos y consulares, entregarán á la justicia los individuos de una y otra Parte que, estando acusados de los crímenes enumerados en el siguiente artículo (por haberlos cometido en territorio de jurisdiccion de la Parte requeriente) se hayan proporcionado asilo, ó se encuentren en territorio de la otra. Pero esto no se verificará sino cuando el crímen esté de tal modo probado, que, á haberse cometido donde se encuentren los acusados, fuese justo el arresto de estos y su entrega á los Tribunales.

Art. XLII. Conforme á lo estipulado en el artículo anterior, serán entregadas las personas que estuvieren acusadas de alguno de los siguientes crímenes, á saber:

Homicidio voluntario, asesinato, parricidio, infanticidio y envenenamiento, ó tentativa de cometerlos; rapto, emision de moneda falsa, ó falsificacion de ella; emision de documentos falsos, ó falsificacion de ellos; incendio, robo, abuso de confianza cometido por empleados públicos ó por personas asalariadas con detrimento de los que les tienen empleados, siempre que estos crímenes merecieren penas infamantes ó aflictivas.

Art. XLIII. Por parte de cada país la entrega se hará solamente por autoridad y mandato del Gobierno; y los gastos, que en virtud de los artículos precedentes se ocasionaren con la detencion y entrega de los acusados, serán de cuenta de la Parte que establece la demanda ó reclamacion.

Art. XLIV. Las estipulaciones de los artículos anteriores, relativas á la entrega de los criminales fugitivos, no serán aplicables á los hechos cometidos ántes de la ratificacion del presente Tratado, ni á los de carácter puramente político.

Art. XLV. Deseando S. M. Católica y la República Dominicana conservar la paz y buena armonía que felizmente acaban de afianzar por el presente Tratado, declaran solemne y formalmente:

1° Que cualquiera ventaja ó ventajas que adquirieren en virtud dé los artículos anteriores, son y deben entenderse como una compensacion de los beneficios que mutuamente se confieren por ellos;

2° Que en el caso de que una de las dos Partes contratantes juzgue que alguna ó algunas de las estipulaciones aquí convenidas han sido violadas en perjuicio suyo, deberá ántes de todo presentar á la otra Parte una memoria justificativa de los hechos, y pedir reparacion; y de ningun modo podrá autorizar actos de represalias,

1855 ni declarar la guerra ántes de que la reparacion pedida haya sido negada ó desatendida;

3° Que si (lo que Dios no permita) se interrumpiere la buena armonía que debe reinar entre las Partes contratantes, y se suscitare guerra entre ellas, se concederá un término de seis meses (que principiará á contarse desde el dia de su declaracion) á todos los súbditos ó ciudadanos, sean ó no negociantes, de cada una de las Partes, residentes fija ó temporalmente en el territorio de la otra, para que puedan retirarse, si así lo tienen por conveniente, con sus bienes muebles; los cuales tendrán el derecho de llevar consigo, remitir ó vender, á su albedrío, sin la mas leve oposicion. Por consiguiente, ni sus efectos podrán ser embargados, ni sus personas detenidas durante el prefijado término de seis meses, y aun despues de este plazo tampoco podrán confiscarse las propiedades que dejaren en el país. Ademas, á los dichos súbditos ó ciudadanos residentes se les darán pasaportes y licencias de mar, las cuales serán válidas por el término que se estime necesario para regresar á su patria, sirviendo dichos pasaportes y licencias de mar de salvo conducto, á fin de que sus buques, propiedades y personas no experimenten insulto ni detencion por parte de los corsarios ó buques de guerra. Y el dinero, deudas, acciones contra los fondos publicos ó contra los Bancos, ó cualquiera otra propiedad, mueble ó inmueble, perteneciente á los ciudadanos de una Parte en los dominios de la otra, no serán secuestrados ni confiscados;

4° Que: llegado el caso previsto en la claúsula anterior, se permitirá á los súbditos ó ciudadanos residentes, de que ella habla, la facultad de embarcarse en el puerto que por su propia conveniencia designaren, con tal que dicho puerto no esté ocupado ó sitiado por el enemigo, ó que su propia seguridad ó la del Estado no se oponga á su salida por él;

5° Que los referidos súbditos ó ciudadanos residentes que tengan algun establecimiento fijo y permanente en los respectivos Estados, ó que ejerzan en ellos alguna profesion ó industria, llegado el caso de la referida cláusula tercera, y queriendo permanecer en el país, podrán conservar su establecimiento y continuar en el ejercicio de su profesion ó industria, sin ser inquietados en manera alguna, y gozando de plena libertad y seguridad en persona y bienes, miéntras no incurran en falta contra las leyes del país; y

6° Que, en el caso previsto en la cláusula quinta anterior, sus propiedades y bienes de cualquiera especie no estarán sujetos á otras cargas ni imposiciones que á las que se exijan á los nacionales.

Art. XLVI. A fin de que ambas Partes contratantes quedan tener 1855
ocasion mas tarde de estipular cualquier otro punto que tienda á mejorar todavía mas sus mútuas relaciones y los intereses de los ciudadanos respectivos, se ha convenido en que las cláusulas del presente Tratado, relativas á comercio y navegacion, permanezcan en su fuerza y vigor por el término de 10 años, contados desde la fecha del cange de las ratificaciones. Al vencimiento de dichos 10 años, cualquiera de las Partes contratantes tiene derecho á notificar á la otra su intencion de dar como caducadas las estipulaciones relativas á comercio y navegacion, las cuales quedarán sin efecto trascurrido dicho plazo. En todo lo demas permanecerá el presente Tratado obligatorio para ambas Naciones.

Art. XLVII. El presente Tratado, segun se halla extendido en 47 artículos, será ratificado, y las ratificaciones se cangearán en esta corte en el término de un año, ó ántes si fuese posible.

En fé de lo cual, etc.

BELGIQUE ET PAYS-BAS.

Traité sur les consuls, conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, signé à La Haye, le 17 Avril 1855.

Art. I. Des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires belges seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

Art. II. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires belges sont considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux, dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire.

Ils sont sujets aux lois tant civiles que criminelles du pays où ils résident, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Art. III. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions, et de jouir des immunités qui y sont attachées, doivent produire une commis-

1855 sion en due forme au gouvernement de Sa Majesté le roi des Pays-Bas.

Après avoir obtenu l'exéquatur, qui sera aussi promptement que possible, contresigné par le gouverneur de la colonie, lesdits fonctionnaires consulaires de tous grades auront droit à la protection du gouvernement, et à l'assistance des autorités locales pour le libre exercice de leurs fonctions.

Le gouvernement, en accordant l'exéquatur, se réserve la faculté de le retirer ou faire retirer par le gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Art. IV. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison, un tableau aux armes de leur gouvernement, avec l'inscription : Consulat de ..... Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Art. V. Il est néanmoins entendu, que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra d'une manière quelconque et sous aucun prétexte, les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Art. VI. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique. Toute demande à adresser au gouvernement néerlandais devra avoir lieu par l'entremise de l'agent diplomatique résidant à La Haye. A défaut d'un tel agent, et en cas d'urgence, le consul général, consul ou vice-consul peut faire lui-même la demande au gouverneur de la colonie, prouvant l'urgence et exposant les motifs pour lesquels la demande ne pourrait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Art. VII. Les consuls généraux et les consuls ont la faculté de nommer des agents consulaires, dans les ports mentionnés à l'art. I.

Les agents consulaires pourront être indistinctement des sujets néerlandais, des Belges, ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant aux termes des lois locales, être admis à fixer leur résidence dans le port, où l'agent consulaire sera nommé. Ces agents consulaires, dont la nomination sera soumise à l'approbation du gouverneur de la colonie, seront munis d'un brevet

délivré par le consul, sous les ordres duquel ils exerceront leurs 1855
fonctions.

Le gouverneur de la colonie peut en tout cas retirer aux agents consulaires, en communiquant au consul général ou consul, les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Art. VIII. Les passeports délivrés ou visés par les fonctionnaires consulaires de tout grade ne dispensent nullement de se munir de tous les actes requis par les lois locales, pour voyager ou s'établir dans les colonies.

Au gouverneur de la colonie est réservé le droit de défendre le séjour dans la colonie ou d'ordonner la sortie de l'individu auquel serait délivré un passeport.

Art. IX. Lorsqu'un navire belge viendra à échouer sur les côtes d'une des colonies néerlandaises, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, présent sur le lieu même du naufrage ou du sauvetage, prendra en l'absence ou du consentement du capitaine, toutes les mesures nécessaires et propres à sauver le navire, la cargaison et tout ce qui y appartient.

En l'absence du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, les autorités néerlandaises du lieu où le navire aura échoué, prendront les mesures prescrites par les lois de la colonie.

Art. X. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires peuvent, pour autant que l'extradition de déserteurs des navires belges, marchands ou de guerre, a été stipulé par traité, requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de ces navires; ils s'adresseront à cet effet, aux fonctionnaires compétents, et réclameront lesdits déserteurs par écrit, en prouvant par les registres du navire, les rôles d'équipage, ou par tout autre document authentique, que les individus réclamés faisaient partie des équipages. La réclamation étant appuyée de cette manière, l'extradition sera accordée.

Les autorités locales seront tenues à exercer toute l'autorité qu'elles possèdent afin que l'arrestation des déserteurs ait lieu. Ces déserteurs arrêtés seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires et pourront être écroués dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament afin d'être dirigés sur les navires auxquels ils appartiennent, ou sur d'autres navires de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans les trois mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

1855 Il est entendu toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XI. Lorsqu'un citoyen belge vient à décéder, sans laisser d'héritiers connus, ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités néerlandaises chargées, selon les lois de la colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. XII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ont, en cette qualité, pour autant que la législation belge le permet, le droit d'être nommés arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des navires belges, et ce, sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne requièrent l'assistance desdites autorités pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité. Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage spécial ne privera pas les parties en litige, du droit d'en appeler, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre pays, quand la législation de ce dernier leur reconnait ce droit.

Art. XIII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ne sont point sujets des Pays-Bas, qui au moment de leur nomination ne sont point établis comme habitants dans le royaume des Pays-Bas ou ses colonies, et qui n'exercent aucune fonction, profession ou commerce, outre leurs fonctions consulaires, sont, pour autant qu'en Belgique les mêmes faveurs seraient accordées aux consuls généraux, consuls et vice-consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel, et de plus de toutes les impositions publiques ou municipales, qui seraient considérés être d'une nature personnelle. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires qui ne sont point indigènes ou sujets reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient, conjointement avec leurs fonctions consulaires une profession ou un commerce quelconque, sont tenus de supporter et de payer, comme les sujets néerlandais et autres habitants, les charges, impositions et contributions.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires, conférées par le gouvernement belge, sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être. 1855

Art. XIV. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires belges jouiront de tous les autres priviléges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises qui pourraient par la suite être accordées aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XV. La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur pendant encore une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, etc.

BELGIQUE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Déclaration échangée entre la Belgique et Mecklenbourg-Schwérin, touchant la poursuite des matelots respectifs déserteurs; du 18 Mai 1855.

Nachdem in Folge stattgehabter Verhandlungen in Betreff der Verhaftung der Seeleute, welche von Belgischen Schiffen in Mecklenburgischen Häfen entweichen möchten, dem Königlich Belgischen Gouvernement gegenüber die nachstehende Ministerial-Erklärung abgegeben worden ist:

Die Consuln Sr. Majestät des Königs der Belgier sind berechtigt, die Seeleute, welche von den Schiffen ihrer Nation in einem Mecklenburgischen Hafen entweichen möchten, ver-

1855 haften zu lassen und an Bord oder in ihre Heimath zurückzusenden.

Zu solchem Zwecke haben sie sich schriftlich an die competenten Ortsobrigkeiten zu wenden und durch Vorlegung der Schiffs-Register, der Musterrolle oder durch andere amtliche Documente, im Original oder in genügend beglaubigter Abschrift, nachzuweisen, dass die von ihnen reclamirten Individuen zu der bezüglichen Schiffsmannschaft gehörten. Auf einen dergestalt gerechtfertigten Antrag ist ihnen die Rückgabe zu bewilligen.

Es ist ihnen jede Hülfe zu gewähren zu Aufsuchung und Verhaftung der Entwichenen, welche auch, auf die Requisition und auf Kosten der Consuln, in den Gefängnissen des Landes bis dahin zurückzuhalten sind, wo diese Agenten eine Gelegenheit zu ihrer Fortschaffung gefunden haben werden. Wenn aber diese Gelegenheit sich nicht innerhalb zweier Monate, vom Tage der Verhaftung an gerechnet, darbieten sollte, so sind die Entwichenen in Freiheit zu setzen und wegen derselben Sache nicht wieder zu verhaften.

Es versteht sich, dass Seeleute, welche Mecklenburgische Unterthanen sind, von gegenwärtiger Bestimmung ausgenommen sind, es sei denn, dass sie als Bürger eines andern Staates naturalisirt wären.

Wenn der Entwichene in Mecklenburg ein Verbrechen begangen haben sollte, so ist die Zurücksendung desselben auszusetzen, bis das zuständige Gericht darüber erkannt haben und dieses Erkenntniss vollzogen sein wird.

Die gegenwärtige Erklärung, bedingt durch die Gewährung der Reciprocität Seitens der Regierung Sr. Majestät des Königs der Belgier, soll mit dem zehnten Tage nach ihrer Einrückung in das Regierungs-Blatt für das Grossherzogthum Mecklenburg-Schwerin in Wirksamkeit treten und bis zur Bekanntmachung des Gegentheils in Kraft verbleiben.

Geschehen u. s. w.

(Une déclaration semblable a été remise par le ministère belge à celui de Mecklenbourg-Schwérin.)

DEUX-SICILES ET PAYS-BAS. 1855

Déclaration échangée entre le gouvernement des Deux-Siciles et celui des Pays-Bas, concernant le traité du 17 Novembre 1847; La Haye, le 31 Mai 1855.

Le gouvernement de S. M. le roi des Pays-Bas et celui de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, animés du constant désir de favoriser de plus en plus les relations commerciales entre leurs sujets respectifs, sont convenus de commun accord à statuer: que tous les avantages par rapport aux droits de douane et de navigation, accordés par le traité conclu entre les deux pays le 17 Novembre 1847, aux importations directes, seront étendus dans les ports du royaume des Pays-Bas et de ses possessions, et dans ceux du royaume des Deux-Siciles, pendant la durée du susdit traité, aux importations indirectes;

Que cette extension n'apportera aucun changement au droit des navires nationaux relativement à la navigation et au commerce qui leur sont réservés entre un port et un autre de leur propre pays, communément désigné sous le nom de cabotage;

Que pour jouir du traitement d'assimilation susmentionné, l'origine des cargaisons devra être justifiée par une expédition régulière de la douane du port de chargement, dûment vidimée et certifiée par le consul de la puissance pour le port duquel le navire est destiné. Et que la partie des marchandises chargée dans un port intermédiaire, de laquelle l'origine ne serait point justifiée de la manière sus indiquée appartenir à une puissance avec laquelle la cour de Naples a des traités, ne jouira pas dans les ports du royaume des Deux-Siciles du traitement d'assimilation.

La présente déclaration, faite par le soussigné, ministre d'État et des affaires étrangères de S. M. le roi des Pays-Bas, au nom et par autorisation de Sadite Majesté, sera échangée contre une déclaration semblable de Monsieur le chevalier de Caraffa, chargé du portefeuille du ministère des affaires étrangères de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, et le traitement réciproque dont il est question commencera d'entrer en vigueur le jour même que les deux déclarations seront échangées.

(*Signature.*)

(Une déclaration semblable a été remise par le gouvernement napolitain à celui des Pays-Bas.)

1855

FRANCE ET PAYS-BAS.

Traité sur les consuls, conclu entre la France et les Pays-Bas, signé à La Haye, le 8 Juin 1855.

Art. I. Des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront réciproquement admis dans tous les ports des possessions d'outre mer ou colonies respectives des deux hautes parties contractantes qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

Art. II. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Pays-Bas et de France dans les colonies des deux États seront réciproquement considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux, dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire. Ils seront soumis aux lois tant civiles que criminelles du pays où ils résideront, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Art. III. Avant d'être admis à l'excercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les consuls généraux, consuls et vice-consuls, devront produire une commission en due forme au gouvernement métropolitain dans la colonie duquel ils sont appelés à résider.

Après avoir obtenu l'exéquatur, qui sera aussi promptement que possible contresigné ou enregistré par le gouverneur de la colonie, les dits agents consulaires auront droit à la protection du gouvernement, et à l'assistance des autorités locales pour le libre exercice de leurs fonctions.

Dans le cas où les hautes parties contractantes jugeraient à propos de retirer ou de faire retirer par les gouverneurs des colonies respectives l'exéquatur, délivré à une autorité consulaire, le motif en sera indiqué.

Art. IV. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison, un tableau aux armes de leur gouvernement, avec l'inscription : Consulat ou Vice-Consulat de .....

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale. 1855

Art. V. Il est néanmoins entendu, que les archives et documents relatifs aux affaires des consulats seront protégés contre toute recherche et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra d'une manière quelconque et sous aucun prétexte les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Art. VI. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux pays établies dans les colonies respectives ne seront investis d'aucun caractère diplomatique.

Toute demande à adresser à l'un des deux gouvernements métropolitains devra être faite par l'entremise de l'agent diplomatique résidant à La Haye ou à Paris. A défaut d'un tel agent et en cas d'urgence, le consul général, consul ou vice-consul pourra faire lui-même la demande au gouverneur de la colonie, en prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Art. VII. Les consuls généraux et consuls respectifs auront le droit de nommer des agents consulaires dans les ports mentionnés à l'art. I de la présente convention.

Ces agents consulaires pourront être indistinctement choisis parmi les sujets néerlandais et français ou parmi ceux de tout autre pays dont les lois de la colonie autoriseront la résidence dans le port où les dits agents devront exercer leurs fonctions.

Ces mêmes délégués, dont la nomination devra être soumise à l'exéquatur du gouvernement métropolitain ou du gouverneur de la colonie, seront munis d'un brevet par le consul général ou consul qui les aura institués.

Les gouvernements respectifs et le gouverneur de la colonie pourront toujours, en faisant connaître au consul général ou consul du district les motifs de leur décision, retirer aux agents consulaires l'exéquatur dont il vient d'être parlé.

Art. VIII. Les passeports délivrés ou visés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs, ne dispenseront pas les voyageurs qui en seront porteurs de l'obligation de se munir des actes ou titres requis par les lois territoriales pour voyager ou s'établir dans les colonies.

1855 Les deux hautes parties contractantes réservent expressément aux gouverneurs de leurs colonies le droit d'interdire le séjour ou d'imposer la sortie de ces colonies aux individus munis de passeports réguliers.

Art. IX. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires naufragés, échoués ou délaissés seront dirigées dans les colonies des deux pays par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs.

L'intervention des autorités locales respectives aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, les autorités locales respectives prendront les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés, conformément aux lois de la colonie.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit ni frais de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à la consommation intérieure.

Art. X. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays établis dans les colonies respectives pourront requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, saisie et arrestation des déserteurs des navires de guerre ou de commerce de leur nation. A cet effet ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents en justifiant par l'exhibition des rôles d'équipage ou registres du bâtiment, ou par copie des dites pièces dûment certifiées, si le navire était parti, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, l'extradition sera accordée à moins que l'individu, dont il s'agit, ne soit sujet de la nation à laquelle on le réclame.

Les déserteurs arrêtés seront mis à la disposition des dites autorités consulaires et pourront être écroués dans les prisons publiques de la colonie à la réquisition et aux frais de ceux qui les auront réclamés, afin d'être renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou à bord de tout autre navire de la même nation. Néanmoins s'ils n'étaient pas renvoyés dans les quatre mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois, que si ce déserteur se trouvait avoir 1855
commis à terre quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu la sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XI. Lorsqu'un sujet de l'une ou l'autre des hautes parties contractantes viendra à décéder, sans laisser d'héritiers connus, ou d'exécuteur testamentaire, les autorités chargées, d'après les lois de la colonie, de l'administration de la succession, en donneront avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, du pays auquel le défunt appartenait, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. XII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays dans les colonies respectives auront le droit d'être nommés juges arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines, équipages et passagers des navires de leur nation, et ce sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite des équipages, des passagers ou du capitaine n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires ne requièrent eux-mêmes l'assistance des dites autorités pour mettre leurs décisions à l'exécution ou en maintenir l'autorité.

Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage ne privera pas les parties en litige, du droit d'en appeler, à leur retour dans leur pays, aux autorités compétentes.

Art. XIII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays dans les colonies respectives qui ne sont point sujets du pays dans lequel ils sont appelés à exercer leurs fonctions, qui au moment de leur nomination, ne résident pas déjà dans ce même pays ou dans ses colonies, et qui n'y exercent aucune fonction, profession ou commerce simultanément avec leurs fonctions consulaires, seront exempts de logements militaires, de l'impôt personnel, et de toutes autres impositions publiques perçues pour le compte de l'État et ayant un caractère direct ou personnel, sans que cette immunité puisse jamais s'étendre aux droits de douane ou d'octroi, impôts réels, contributions indirectes, taxes de consommation et municipales.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux hautes parties contractantes dans les colonies respectives, qui ne seraient ni indigènes, ni sujets reconnus du pays

1855 qui les a institués, mais qui exerceraient simultanément avec leurs fonctions consulaires une profession ou un commerce quelconque, seront tenus de remplir et d'acquitter toutes les charges, impositions et contributions, qui pèsent sur les sujets et autres habitants du pays.

Les sujets de l'une des hautes parties contractantes, qui auront été autorisés à accepter et à exercer dans les colonies les fonctions de consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire qui leur auraient été conférées par l'autre partie, continueront d'être soumis à l'obligation d'acquitter toutes les taxes ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être, qui sont imposées aux sujets du même pays.

Art. XIV. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays jouiront, en outre, dans les colonies respectives de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui pourraient être accordées par la suite aux agents du même rang de la nation étrangère la plus favorisée.

Art. XV. La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu à La Haye dans le délai de six semaines ou plus tôt si faire se peut. Dans le cas où ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq ans son intention d'en faire cesser les effets, la présente convention continuera à rester en vigueur pendant une année encore et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes.

En foi de quoi, etc.

LE ZOLLVEREIN ET MEXIQUE. 1855

Traité de commerce et de navigation entre les États du Zollverein *et la république du Mexique, signé à Mexique, le* 10 *Juillet* 1855.

(En allemand et en espagnol.)

Im Namen der hochheiligen Dreieinigkeit.

Nachdem die Erfahrung und die gegenseitigen Handelsbedürfnisse zwischen den Königreichen Preussen und Sachsen einerseits und der Republik Mexico andererseits die Nothwendigkeit einer Erneuerung der im Jahre 1831 von ihnen abgeschlossenen Verträge und ihrer Ausdehnung auf diejenigen souverainen Staaten des Deutschen Zollvereins, welche noch in keinen Vertragsverhältnissen mit Mexico stehen, dargethan haben, hat es nützlich erschienen, die gegenseitigen Interessen vermittelst eines neuen, jene souverainen Deutschen Staaten mitumfassenden Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsvertrags zu erweitern und zu befestigen.

Zu dem Ende haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

welche, nachdem sie sich gegenseitig ihre Vollmachten mitgetheilt und selbige in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Es wird zwischen Ihren Majestäten, Königlichen Hoheiten, Hoheiten und Durchlauchten, den Souverainen der contrahirenden Deutschen Staaten, und dem hohen Senat von Frankfurt, sowie den Unterthanen und Bürgern derselben einerseits, und zwischen Seiner Durchlauchtigen Hoheit dem Präsidenten der Republik Mexico und ihren Bürgern andererseits beständige Freundschaft bestehen.

Art. II. Zwischen den Bewohnern der contrahirenden Länder wird eine gegenseitige Verkehrs- und Handelsfreiheit stattfinden; dieselben werden vollkommen Freiheit und Sicherheit geniessen, um zu reisen und sich mit ihren Gütern, Schiffen und Ladungen nach allen Orten, Häfen und Flüssen oder nach jedem anderen Punkte zu begeben, wo Fremden gegenwärtig der Zugang gestattet ist, oder in Zukunft gestattet werden wird.

1855 Desgleichen sollen die Kriegsschiffe beider Theile gegenseitig die Befugniss haben, ohne Hinderniss und sicher in allen Häfen, Flüssen und Orten zu landen, wo den Kriegsschiffen anderer Nationen das Einlaufen gegenwärtig gestattet ist, oder künftig wird gestattet werden, jedoch mit Unterwerfung unter die daselbst bestehenden Gesetze und Verordnungen.

Unter der Befugniss zum Einlaufen in die im gegenwärtigen Artikel erwähnten Orte, Häfen und Flüsse ist das Recht, die mitgebrachte Ladung theilweise in verschiedenen Häfen für den Handel zu löschen (*comercio de escala*) und das Recht, an einem Küstenpunkte Güter einzunehmen und sie nach einem andern Küstenpunkte desselben Gebietes zu verführen (*cabotage*), nicht inbegriffen.

Art. III. Die jedem der contrahirenden Theile zugehörigen Schiffe sollen in dem Gebiete des anderen Theils hinsichtlich der Lasten- oder Tonnengelder, der Leucht-, Hafen-, Lootsen-, Quarantaine-Gelder, ferner des Bergelohns in Fällen von Havarie oder Schiffbruch, sowie hinsichtlich anderer ähnlichen, seien es allgemeine oder örtliche Lasten, keinen anderen oder höheren Abgaben unterworfen werden, als denen, welche die nationalen Schiffe dort gegenwärtig entrichten oder künftig entrichten werden.

Art. IV. Es sollen in den Mexicanischen Häfen für die Ein- und Ausfuhr von was immer für Waaren auf Schiffen der contrahirenden Deutschen Staaten und eben so in den letzteren für die Ein- und Ausfuhr von was immer für Waaren auf Mexicanischen Schiffen keine anderen oder höheren Abgaben erhoben werden, als diejenigen, welche von denselben Waaren erhoben werden, wenn solche auf Nationalschiffen eingeführt werden; und die Producte und Waaren Mexicanischen Ursprungs, eingeführt auf nicht Mexicanischen Schiffen, sofern nach den bestehenden Gesetzen deren Einfuhr erlaubt ist, sollen angesehen und behandelt werden, als wären sie eingeführt auf Mexicanischen Schiffen, eben so wie die Producte und Waaren mit Ursprung aus den contrahirenden Deutschen Staaten, sofern nach den bestehenden Gesetzen deren Einfuhr erlaubt ist, eingeführt in den Häfen von Mexico auf nicht diesen Staaten zugehörigen Schiffen so angesehen und behandelt werden sollen, als wären sie auf Schiffen dieser Staaten eingeführt, vorausgesetzt, dass eben dieselbe Gleichstellung von Schiffen und Waaren irgend einer anderen begünstigtesten Nation gewährt werde.

Jede Waare, welche für ihren Consum oder Durchgang gesetzlich auf den Schiffen der begünstigtesten Nation in die Häfen der contrahirenden Theile eingeführt, oder von dort ausgeführt werden darf, soll in gleicher Weise gegenseitig auf Schiffen der beiden contra-

hirenden Theile eingeführt und ausgeführt werden dürfen, was 1855
auch immer ihr Ursprung, ihre Bestimmung oder der Ort sei, von dem sie ausgeführt wird.

Art. V. Die beiden contrahirenden Theile sind übereingekommen, gegenseitig als Schiffe derselben diejenigen anzusehen und zu behandeln, welche als solche in den Ländern und Staaten, denen sie angehören, zufolge der dort bestehenden oder künftig noch ergehenden Gesetze und Bestimmungen, — von welchen Gesetzen und Bestimmungen ein jeder Theil dem anderen zur gehörigen Zeit Mittheilung machen wird — anerkannt sind; vorausgesetzt, dass die Führer jener Schiffe deren Nationalität durch Seebriefe, welche in der gebräuchlichen Form abgefasst und mit der Unterschrift der betreffenden heimatlichen Behörde versehen sind, nachzuweisen im Stande sind.

Art. VI. Es sollen in den contrahirenden Deutschen Staaten auf die Mexicanischen Erzeugnisse des Bodens und des Kunstfleisses, und ebenso in Mexico auf die Erzeugnisse des Bodens und des Kunstfleisses der contrahirenden Deutschen Staaten keine anderen oder höheren Eingangs- oder Durchgangsabgaben, als diejenigen, welche von anderen Nationen für dieselben Gegenstände gegenwärtig zu entrichten sind, oder künftig zu entrichten sein werden, gelegt, auch soll derselbe Grundsatz hinsichtlich der Ausfuhr beobachtet werden.

Ingleichen soll bei Gegenständen des gegenseitigen Handels der beiden contrahirenden Theile kein Einfuhr- und Ausfuhrverbot stattfinden, welches nicht gleichmässig auf alle anderen Nationen erstreckt wird.

Art. VII. Die beiden hohen contrahirenden Theile erkennen als ein unveränderliches Princip an, dass die Flagge die Waare deckt, das heisst, dass die Effecten und Waaren, welche Bürgern und Unterthanen einer Macht gehören, welche sich im Kriege befindet, frei von der Wegnahme und Confiscation sind, wenn sie sich am Bord neutraler Schiffe befinden, ausgenommen die Kriegscontrebande, und dass das Eigenthum der Neutralen, welches sich am Bord eines feindlichen Schiffes befindet, Kriegscontrebande ausgenommen, der Confiscation nicht unterliegen soll.

Art. VIII. Alle Handeltreibende, Schiffspatrone und andere Unterthanen der contrahirenden Deutschen Staaten sollen in der Republik Mexico vollkommene Freiheit haben, sich dort aufzuhalten, Häuser und Magazine zu miethen oder zu kaufen, zu reisen, Handel zu treiben, Producte, Metalle und Münzen zu verführen, und ihre eigenen Geschäfte entweder selbst zu betreiben, oder deren Führung nach

1855 Gutbefinden einem Anderen, er sei Commissionair, Courtier, Agent oder Dollmetscher, anzuvertrauen, ohne gezwungen zu sein, zu diesem Behuf andere Personen, als diejenigen, deren die Inländer sich bedienen, zu gebrauchen, oder dafür mehr Lohn oder Vergütung zu entrichten, als die Inländer entrichten, jedoch Alles dieses unter Unterwerfung unter die bezüglichen Landesgesetze und Verordnungen der contrahirenden Theile.

Desgleichen soll es jedem Verkäufer oder Käufer vollkommen freistehen, in allen Fällen, unter Beobachtung der Gesetze und Gebräuche des Landes, den Preis der eingeführten oder auszuführenden Waaren jeder Art nach Belieben zu bestimmen und festzusetzen.

Die Mexicanischen Bürger sollen derselben Vortheile und unter gleichen Bedingungen in den contrahirenden Deutschen Staaten theilhaftig sein.

In der Befugniss, Waaren im Grossen einzuführen und zu verkaufen, ist diejenige, Gegenstände der Kriegscontrebande, oder andere durch die beiderseitigen Tarife verbotene Waaren einzuführen oder zu verkaufen, nicht inbegriffen.

Obgleich durch gegenwärtigen Artikel die Bürger und Unterthanen jedes der contrahirenden Theile nur den Grosshandel betreiben dürfen, so sind dieselben doch dahin übereingekommen, sie auch gegenseitig zum Kleinhandel unter denjenigen Bedingungen zu verstatten, nach welchen die bezüglichen Gesetze und örtlichen Verordnungen dies für die Angehörigen der begünstigtesten Nation zulassen.

Art. IX. In Allem, was auf die Hafenpolizei, auf Ladung und Löschung der Schiffe und auf Sicherung der Waaren Bezug hat, sollen die Unterthanen und Bürger der contrahirenden Theile gegenseitig den Gesetzen und Localverordnungen des Landes, wo sie sich aufhalten, unterworfen sein.

Besagte Unterthanen und Bürger sollen von jedem unfreiwilligen militairischen Dienste zu Wasser und Lande frei sein, aber nicht vom Polizeidienste in den Fällen, in welchen für die Sicherheit des Eigenthums und der Personen ihre Hülfe, und lediglich für die Zeit dieses dringenden Bedürfnisses nöthig sein möchte; kein gezwungenes Anlehen soll auf sie besonders gelegt, und ihr Eigenthum soll keinen anderen Lasten, Requisitionen und Auflagen unterworfen werden, als denen, welche von den Inländern selbst gefordert werden.

Art. X. Die Unterthanen und Bürger der contrahirenden Theile sollen gegenseitig für ihre Personen, ihre Häuser und Güter des vollständigsten und unveränderlichsten Schutzes geniessen. Sie sollen

zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Gerechtsame freien und 1855
leichten Zugang vor den Gerichtshöfen haben, sich der Advocaten, Procuratoren oder Agenten, welche zu erwählen sie angemessen finden, frei bedienen dürfen, und überhaupt in Angelegenheiten der Rechtspflege, sowie in allem, was die testamentarische oder andere Erbfolge in persönliches Vermögen, ingleichen was die Befugniss, über persönliches Vermögen durch Verkauf, Schenkung, Tausch, letztwillige Bestimmung oder auf irgend eine andere Weise zu verfügen, anbelangt, mit den Eingebornen des Landes, wo sie sich aufhalten, gleiche Prärogative und Freiheiten haben, und in keinem dieser Fälle oder Verhältnisse stärkeren Auflagen und Abgaben unterworfen werden, als es die Eingebornen sind.

Dieser Schutz der Personen schliesst das Recht nicht aus, welches die Regierungen der beiden contrahirenden Theile besitzen, um in dem Territorium derselben diejenigen Personen nicht zuzulassen, oder aus demselben auszuweisen, welche nach ihrer notorischen Vergangenheit und üblem Verhalten gefährlich für den Frieden, die öffentliche Ordnung und die guten Sitten, nach dem Urtheile der obersten Behörden in dem Gebiete der contrahirenden Theile erscheinen.

Wenn durch den Tod einer Person, die in dem Gebiete eines der contrahirenden Theile Grundstücke besitzt, diese Grundstücke nach den Landesgesetzen einem Bürger oder Unterthan des anderen Theils etwa zufallen, dieser aber, wegen seiner Eigenschaft als Fremder, sie zu besitzen nicht fähig sein sollte, so soll ihm eine angemessene Frist bewilligt werden, um dieselben zu verkaufen und den Ertrag davon ohne Hinderniss und frei von allem Abzuge von Seiten der Regierung des betreffenden Staates zu beziehen.

Art. XI. Die in der Republik Mexico befindlichen Unterthanen der contrahirenden Deutschen Staaten sollen auf keine Weise wegen ihrer Religion belästigt oder beunruhigt werden, vorausgesetzt, dass sie die Religion, sowie auch die Verfassung, die Gesetze und Gebräuche des Landes achten; dieselben sollen des schon durch die früheren Verträge mit den Königreichen Preussen und Sachsen bewilligten Vorrechts geniessen, die in der genannten Republik mit Tode Abgehenden an den hierzu bestimmten Orten beerdigen zu dürfen, und weder die Beerdigungsfeierlichkeiten noch die Gräber sollen in keinerlei Art und unter keinem Vorwande gestört oder beschädigt werden.

Falls diese Concession in Zukunft bis zu einer gänzlichen oder theilweisen Toleranz für Nichtkatholiken ausgedehnt werden sollte,

1855 so sind in dieser Ausdehnung ohne Weiteres auch die Deutschen Unterthanen einbegriffen.

Die contrahirenden Deutschen Staaten gestatten in ihrem Territorium den sich daselbst aufhaltenden Mexicanischen Bürgern die öffentliche Ausübung ihrer Religion, sowohl in den hierzu bestimmten Kirchen, als in ihren Wohnungen.

Art. XII. Im Kriegsfalle sollen die Angehörigen der beiden contrahirenden Theile, welche im Gebiete des andern angesessen sind, ihre Beschäftigungen und ihren Handel ohne irgend ein Hinderniss fortsetzen dürfen, so lange sie sich friedlich benehmen, und sie sich dieser Gunst durch keine, den Interessen des Landes, in dem sie sich aufhalten, nach dem Urtheile der höchsten Behörden desselben, zuwiderlaufende Handlung unwürdig machen.

Ihr Eigenthum, sei es welcher Art es wolle, darf weder mit Beschlag belegt, noch sequestrirt werden, noch dürfen ihnen andere Auflagen und Steuern aufgelegt werden, als den Inländern.

Ingleichen dürfen Privatschuldforderungen, öffentliche Fonds oder Gesellschaftsactien nicht mit Beschlag belegt, sequestrirt oder confiscirt werden.

Art. XIII. Sollte der Fall eintreten, dass einer der contrahirenden Theile mit irgend einer Macht, Nation oder irgend einem Staate im Kriege wäre, so dürfen die Unterthanen oder Bürger des anderen Theils ihren Handel und ihre Schiffahrt mit eben diesem Staate fortsetzen, ausgenommen mit den Städten oder Häfen, welche zur See oder zu Lande blockirt oder belagert wären.

Aus Rücksicht jedoch auf die Entfernung der respectiven Länder der beiden contrahirenden Theile, und auf die daraus hervorgehende Ungewissheit über die möglicherweise stattfindenden Begebenheiten, ist verabredet worden, dass ein, dem einen von ihnen zugehörendes Handelsschiff, welches nach einem zur Zeit seiner Abfahrt voraussetzlich blockirten Hafen bestimmt ist, dennoch nicht wegen eines ersten Versuchs, in den fraglichen Hafen einzulaufen, genommen oder verurtheilt werden soll; es sei denn, dass bewiesen werden könnte, dass gedachtes Schiff während der Fahrt die Fortdauer der Blockade habe in Erfahrung bringen können und müssen; dagegen sollen diejenigen Schiffe, welche, nachdem sie bereits einmal zurückgewiesen worden, es während derselben Reise zum zweiten Male versuchen sollten, in denselben blockirten Hafen während der Fortdauer dieser Blockade einzulaufen, der Anhaltung und Condemnation unterworfen sein. Es versteht sich, dass in keinem Falle der Handel mit Gegenständen, welche für Kriegscontrebande gelten, erlaubt sein soll; zum Beispiel mit Ka-

nonen, Mörsern, Gewehren, Pistolen, Granaten, Zündwürsten, 1855
Laffetten, Wehrgehängen, Pulver, Salpeter, Helmen und anderen zum Gebrauche im Kriege verfertigten Werkzeugen irgend einer Art.

Art. XIV. Jeder der contrahirenden Theile soll bei dem andern diplomatische Agenten jedes beliebigen Ranges, und zum localen Schutz des Handels an den Orten ihres Aufenthalts, Consulen, Vice-Consulen und Consular-Agenten ernennen dürfen, welche in dem Gebiete des anderen residiren.

Bevor aber irgend ein Consularbeamte seine consularischen Functionen ausüben darf, muss derselbe von demjenigen Gouvernement, in dessen Gebiete er residiren soll, in hergebrachter Form anerkannt und zugelassen worden sein. Jedoch behalten die contrahirenden Theile sich das Recht vor, von der Niederlassung der Consulen diejenigen einzelnen Punkte auszunehmen, woselbst sie es nicht für angemessen erachten, selbige zuzulassen oder zu behalten, vorausgesetzt, dass sich dies allgemein auf alle dortigen Consular-Agenten bezieht.

Die diplomatischen Agenten und Consulen Mexico's in den contrahirenden Deutschen Staaten werden aller derjenigen Prärogative, Freiheiten und Vorrechte theilhaftig sein, welche den im gleichen Range stehenden Agenten der begünstigtesten Nation zustehen oder in Zukunft eingeräumt werden möchten; und umgekehrt werden im Gebiete von Mexico die diplomatischen Agenten und Consulen der contrahirenden Deutschen Staaten dieselben Prärogative, Freiheiten und Vorrechte geniessen, welche den Mexicanischen diplomatischen Agenten und Consulen in den contrahirenden Deutschen Staaten zustehen, oder noch zugestanden werden möchten.

Doch sollen die Consulen, welche zugleich Handel treiben, in dieser Eigenschaft lediglich den Gesetzen des Landes, in welchem sie residiren, unterworfen sein.

Die beiderseitigen Consulen, Vice-Consulen und Consular-Agenten sollen bei dem Absterben eines ihrer Nationalen berechtigt sein, auf Ansuchen der betheiligten Parteien oder auch von Amtswegen, den von der competenten Behörde auf die Effecten, Meubeln und Papiere des Verstorbenen gelegten Siegeln die ihrigen hinzuzufügen, in welchem Falle diese doppelten Siegel nicht anders als im gemeinschaftlichen Einverständnisse gelöset werden können. Dieselben werden der bei Abnahme der Siegel erfolgenden Inventarisation des Nachlasses beiwohnen, und es soll ihnen durch die betreffende Behörde eine Abschrift, sowohl des Inventars, als der etwa hinterlassenen letztwilligen Disposition des Verstorbenen er-

1855 theilt werden. Wenn die Consulen, Vice-Consulen und Consular-Agenten von Seiten der gehörig legitimirten Erben mit Vollmacht in gesetzlicher Form versehen sind, so soll ihnen der Nachlass sofort ausgeliefert werden, den Fall der Einsprache eines einheimischen oder fremden Gläubigers ausgenommen.

Die Consulen, Vice-Consulen und Consular-Agenten sollen als solche das Recht haben, bei Streitigkeiten zwischen den Capitainen und der Mannschaft von Schiffen derjenigen Nation, deren Interessen sie wahrnehmen, als Schiedsrichter zu dienen, ohne dass die Localbehörden einschreiten dürfen, sofern nicht das Betragen des Capitains oder der Mannschaft etwa die Ordnung oder Ruhe des Landes stört, oder wenn nicht die Consulen, Vice-Consulen oder Consular-Agenten zur Ausführung oder Aufrechthaltung ihrer Entscheidungen das Einschreiten jener Behörden nachsuchen; jedoch versteht es sich hierbei, dass diese Art von Entscheidungen oder schiedsrichterlichen Aussprüchen die streitenden Parteien nicht des ihnen zustehenden Rechtes beraubt, nach ihrer Heimkehr den Recurs an die Gerichtsbehörden ihres Landes zu ergreifen.

Die gedachten Consulen, Vice-Consulen oder Consular-Agenten sollen ermächtigt sein, zum Zwecke der Ausmittelung, Ergreifung, Festnahme und Verhaftung der Deserteure von Kriegs- oder Handelsschiffen ihres Landes den Beistand der Ortsbehörden anzurufen; sie werden zu dem Ende an die competenten Gerichtsbehörden, Richter und Beamte sich wenden und die erwähnten Deserteure schriftlich reclamiren, wobei sie durch Mittheilung der Schiffsregister oder Musterrollen, oder durch andere amtliche Documente den Beweis zu führen haben, dass diese Individuen zu der betreffenden Schiffsmannschaft gehört haben, nach welcher Beweisführung die Auslieferung nicht verweigert werden soll.

Solche Deserteure sollen nach ihrer Ergreifung zur Disposition der Consulen, Vice-Consulen und Consular-Agenten gestellt, können auch auf Ansuchen und Kosten des reclamirenden Theils in den öffentlichen Gefängnissen festgehalten werden, um sodann den Schiffen, denen sie angehörten, oder anderen Schiffen derselben Nation zugesendet zu werden; würde aber diese Uebersendung nicht binnen dreier Monate, vom Tage ihrer Verhaftung an gerechnet, erfolgen, so sollen sie in Freiheit gesetzt, und wegen derselben Ursache nicht wieder verhaftet werden dürfen.

Sollte der Deserteur irgend ein Verbrechen oder Vergehen in dem Lande, in welchem er festgenommen wird, begangen haben, so kann seine Auslieferung ausgesetzt werden, bis der betreffende

Gerichtshof sein Urtheil ausgesprochen und dieses vollstreckt sein 1855
wird.

Wenn innerhalb des Seegebiets eines der contrahirenden Theile, welches auf eine Entfernung von vier Englischen Meilen vom Ufer festgesetzt wird, auf den Handelsschiffen irgend ein schweres Verbrechen oder Contrebande begangen wird, so soll dies durch die Gerichte desjenigen Landes untersucht und bestraft werden, dem das betreffende Seegebiet angehört.

Art. XV. Sollte einer der contrahirenden Theile in der Folge anderen Nationen irgend eine besondere Begünstigung in Beziehung auf Handel oder Schiffahrt zugestehen, so soll diese Begünstigung sofort auch dem anderen Theile mit zu Gute kommen, welcher derselben ohne Gegenleistung, wenn das Zugeständniss ohne eine solche erfolgt ist, oder aber unter Gewährung derselben Vergeltung, an welche das Zugeständniss geknüpft ist, geniessen soll. Die Vereinbarung in diesem Artikel soll jedoch die Regierung der Republik Mexico nicht hindern, besondere Vortheile und Freiheiten in Bezug auf Handel und Schiffahrt an die neuen Staaten des Americanischen Continents zu bewilligen, welche früher Spanische Colonieen waren, mit Rücksicht auf die Gefühle gegenseitigen Wohlwollens, besonderer Sympathie und politischer Convenienz, welche natürlicher Weise zwischen den gedachten Nationen bestehen müssen; doch sollen solche Bewilligungen nicht gemacht werden dürfen, ohne dass dieselben mit den übrigen Staaten, mit denen Mexico Verträge hat, die diesem Vorbehalte entgegenstehen, vorher festgeregelt werden.

Art. XVI. Beide Theile behalten allen Deutschen Staaten, welche in der Folge in den Deutschen Zollverein eintreten, das Recht vor, dem gegenwärtigen Vertrage beizutreten.

Art. XVII. Gegenwärtiger Vortrag soll acht Jahre hindurch, angerechnet vom Tage der Ratificationsauswechselung, gültig sein, und wenn zwölf Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraums keiner von den contrahirenden Theilen dem anderen mittelst einer officiellen Erklärung seine Absicht, die Wirkung des Vertrags aufhören zu lassen, kund thun sollte, so soll letzterer noch ein Jahr über diesen Zeitraum hinaus, und so fortdauernd bis zum Ablaufe von zwölf Monaten nach einer solchen Erklärung, zu welcher Zeit auch diese erfolgen mag, verbindlich bleiben.

Art. XVIII. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und die Ratificationen in der Hauptstadt Mexico spätestens im nächsten Monate December ausgetauscht werden.

1855 Bis dahin bleiben die Verträge Mexico's mit der Krone Preussen vom 18. Februar 1831 und mit der Krone Sachsen vom 4. October desselben Jahres in Gültigkeit.

Zu Urkund dessen u. s. w.

AUTRICHE ET LE SAINT-SIÉGE.

Concordat entre l'Autriche et le Saint-Siége, signé à Vienne, le 18 Août 1855.

(En latin, avec la traduction allemande.)

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren Dreifaltigkeit.

Seine Heiligkeit Papst Pius IX. und Seine kaiserlich-königliche Apostolische Majestät Franz Joseph I., Kaiser von Oesterreich, deren einmüthiges Streben darauf gerichtet ist, dass Glaube, Frömmigkeit und sittliche Kraft im Kaiserthume Oesterreich bewahrt und gemehrt werde, haben beschlossen, über die Stellung der katholischen Kirche in demselben Kaiserthume einen feierlichen Vertrag zu errichten.

Demnach hat zu Seinem Bevollmächtigten ernannt: der heilige Vater Seine Eminenz Herrn Michael der heiligen römischen Kirche Cardinal-Priester Viale-Prelà, Dieser Seiner Heiligkeit und des heiligen Stuhles Pro-Nuntius bei vorgedachter Apostolischer Majestät; und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich Seine fürstlichen Gnaden Herrn Joseph Othmar von Rauscher, Fürsten-Erzbischof von Wien, päpstlichen Thron-Assistenten, Prälaten und Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Leopold-Ordens, wie auch Derselben kaiserlichen Majestät wirklichen geheimen Rath.

Und dieselben sind, nachdem sie ihre Bevollmächtigungs-Urkunden ausgewechselt und richtig befunden haben, über Nachstehendes übereingekommen:

Art. I. Die heilige römisch-katholische Religion wird mit allen Befugnissen und Vorrechten, deren dieselbe nach der Anordnung Gottes und den Bestimmungen der Kirchengesetze geniessen soll, im ganzen Kaiserthume Oesterreich und allen Ländern, aus welchen dasselbe besteht, immerdar aufrecht erhalten werden.

Art. II. Da der römische Papst den Primat der Ehre wie der 1855
Gerichtsbarkeit in der ganzen Kirche, so weit sie reicht, nach göttlichem Gesetze inne hat, so wird der Wechselverkehr zwischen den Bischöfen, der Geistlichkeit, dem Volke und dem heiligen Stuhle in geistlichen Dingen und kirchlichen Angelegenheiten einer Nothwendigkeit, die landesfürstliche Bewilligung nachzusuchen, nicht unterliegen, sondern vollkommen frei sein.

Art. III. Erzbischöfe, Bischöfe und alle Ordinarien werden mit der Geistlichkeit und dem Volke ihrer Kirchensprengel zu dem Zwecke, um ihres Hirtenamtes zu walten, frei verkehren; frei werden sie auch Belehrungen und Verordnungen über kirchliche Angelegenheiten kundmachen.

Art. IV. Eben so werden Erzbischöfe und Bischöfe die Freiheit haben, Alles zu üben, was denselben zu Regierung ihrer Kirchensprengel, laut Erklärung oder Verfügung der heiligen Kirchengesetze, nach der gegenwärtigen, vom heiligen Stuhle gutgeheissenen Disciplin der Kirche gebührt, und insbesondere:

a) Als Stellvertreter, Räthe und Gehilfen ihrer Verwaltung alle jene Geistlichen zu bestellen, welche sie zu besagten Aemtern als tauglich erachten.

b) Diejenigen, welche sie als ihren Kirchensprengeln nothwendig oder nützlich erachten, in den geistlichen Stand aufzunehmen und zu den heiligen Weihen nach Vorschrift der Kirchengesetze zu befördern, und im Gegentheile die, welche sie für unwürdig halten, von Empfang der Weihen auszuschliessen.

c) Kleinere Pfründen zu errichten, und nachdem sie mit Seiner kaiserlichen Majestät vorzüglich wegen entsprechender Anweisung der Einkünfte sich einverstanden haben, Pfarren zu gründen, zu theilen oder zu vereinigen.

d) Oeffentliche Gebete und andere fromme Werke zu verordnen, wenn es das Wohl der Kirche, des Staates oder des Volkes erfordert, ingleichen Bittgänge und Wallfahrten auszuschreiben, die Leichenbegängnisse und alle anderen geistlichen Handlungen ganz nach Vorschrift der Kirchengesetze zu ordnen.

e) Provinzialconcilien und Diöcesansynoden in Gemässheit der heiligen Kirchengesetze zu berufen und zu halten, und die Verhandlungen derselben kundzumachen.

Art. V. Der ganze Unterricht der katholischen Jugend wird in allen sowohl öffentlichen als nicht öffentlichen Schulen der Lehre der katholischen Religion angemessen sein; die Bischöfe aber werden kraft des ihnen eigenen Hirtenamtes die religiöse Er-

1855 ziehung der Jugend in allen öffentlichen und nicht öffentlichen Lehranstalten leiten und sorgsam darüber wachen, dass bei keinem Lehrgegenstande Etwas vorkomme, was dem katholischen Glauben und der sittlichen Reinheit zuwiderläuft.

Art. VI. Niemand wird die heilige Theologie, die Katechetik oder die Religionslehre in was immer für einer öffentlichen oder nicht öffentlichen Anstalt vortragen, wenn er dazu nicht von dem Bischofe des betreffenden Kirchensprengels die Sendung und Ermächtigung empfangen hat, welche derselbe, wenn er es für zweckmässig hält, zu widerrufen berechtiget ist. Die öffentlichen Professoren der Theologie und Lehrer der Katechetik werden, nachdem der Bischof über den Glauben, die Wissenschaft und Frömmigkeit der Bewerber sich ausgesprochen hat, aus Jenen ernannt werden, welchen er die Sendung und Vollmacht des Lehramtes zu ertheilen bereit ist. Wo aber einige Professoren der theologischen Facultät von dem Bischofe verwendet zu werden pflegen, um die Zöglinge des bischöflichen Seminares in der Theologie zu unterrichten, werden zu solchen Professoren immerdar Männer bestellt werden, welche der Bischof zu Verwaltung gedachten Amtes für vorzugsweise tauglich hält. Bei Prüfung Derjenigen, welche sich für das Doctorat der Theologie oder des canonischen Rechtes befähigen wollen, wird der Bischof die Hälfte der Prüfenden aus Doctoren der Theologie oder beziehungsweise des canonischen Rechtes bestellen.

Art. VII. In den für die katholische Jugend bestimmten Gymnasien und mittleren Schulen überhaupt werden nur Katholiken zu Professoren oder Lehrern ernannt werden, und der ganze Unterricht wird nach Maassgabe des Gegenstandes dazu geeignet sein, das Gesetz des christlichen Lebens dem Herzen einzuprägen. Welche Lehrbücher in gedachten Schulen bei dem Vortrage der Religion zu gebrauchen seien, werden die Bischöfe kraft einer mit einander gepflogenen Berathung festsetzen. Hinsichtlich der Bestellung von Religionslehrern für Gymnasien und mittlere Schulen werden die heilsamen darüber erflossenen Verordnungen in Kraft verbleiben.

Art. VIII. Alle Lehrer der für Katholiken bestimmten Volksschulen werden der kirchlichen Beaufsichtigung unterstehen. Den Schul-Oberaufseher des Kirchensprengels wird Seine Majestät aus den vom Bischofe vorgeschlagenen Männern ernennen. Falls in gedachten Schulen für den Religionsunterricht nicht hinlänglich gesorgt wäre, steht es dem Bischofe frei, einen Geistlichen zu bestimmen, um den Schülern die Anfangsgründe des Glaubens

vorzutragen. Der Glaube und die Sittlichkeit des zum Schullehrer 1855
zu Bestellenden muss makellos sein. Wer vom rechten Pfade abirrt, wird von seiner Stelle entfernt werden.

Art. IX. Erzbischöfe, Bischöfe und alle Ordinarien werden die denselben eigene Macht mit vollkommener Freiheit üben, um Bücher, welche der Religion und Sittlichkeit verderblich sind, als verwerflich zu bezeichnen und die Gläubigen von Lesung derselben abzuhalten. Doch auch die Regierung wird durch jedes dem Zwecke entsprechende Mittel verhüten, dass derlei Bücher im Kaiserthume verbreitet werden.

Art. X. Da alle kirchlichen Rechtsfälle und insbesondere jene, welche den Glauben, die Sacramente, die geistlichen Verrichtungen und die mit dem geistlichen Amte verbundenen Pflichten und Rechte betreffen, einzig und allein vor das kirchliche Gericht gehören, so wird über dieselben der kirchliche Richter erkennen, und es hat somit dieser auch über die Ehesachen nach Vorschrift der heiligen Kirchengesetze und namentlich der Verordnungen von Trient zu urtheilen und nur die bürgerlichen Wirkungen der Ehe an den weltlichen Richter zu verweisen. Was die Eheverlöbnisse betrifft, so wird die Kirchengewalt über deren Vorhandensein und ihren Einfluss auf die Begründung von Ehehindernissen entscheiden und sich dabei an die Bestimmungen halten, welche dasselbe Concilium von Trient und das apostolische Schreiben, welches mit « *auctorem fidei* » beginnt, erlassen hat.

Art. XI. Den Bischöfen wird es freistehen, wider Geistliche, welche keine anständige geistliche, ihrer Stellung und Würde entsprechende Kleidung tragen oder aus was immer für einer Ursache der Ahndung würdig sind, die von den heiligen Kirchengesetzen ausgesprochenen Strafen oder auch andere, welche die Bischöfe für angemessen halten, zu verhängen und sie in Klöstern, Seminarien oder diesem Zwecke zu widmenden Häusern unter Aufsicht zu halten. Ingleichen sollen dieselben durchaus nicht gehindert sein, wider alle Gläubigen, welche die kirchlichen Anordnungen und Gesetze übertreten, mit kirchlichen Strafen einzuschreiten.

Art. XII. Ueber das Patronatsrecht wird das kirchliche Gericht entscheiden; doch gibt der heilige Stuhl seine Einwilligung, dass, wenn es sich um ein weltliches Patronatsrecht handelt, die weltlichen Gerichte über die Nachfolge in demselben sprechen können, der Streit möge zwischen den wahren und angeblichen Patronen oder zwischen Geistlichen, welche von diesen Patronen für die Pfründe bezeichnet wurden, geführt werden.

1855 Art. XIII. Mit Rücksicht auf die Zeitverhältnisse gibt der heilige Stuhl seine Zustimmung, dass die blos weltlichen Rechtssachen der Geistlichen, wie Verträge über das Eigenthumsrecht, Schulden, Erbschaften, von dem weltlichen Gerichte untersucht und entschieden werden.

Art. XIV. Aus eben diesem Grunde hindert der heilige Stuhl nicht, dass die Geistlichen wegen Verbrechen oder anderen Vergehungen, wider welche die Strafgesetze des Kaiserthums gerichtet sind, vor das weltliche Gericht gestellt werden; doch liegt es demselben ob, hiervon den Bischof ohne Verzug in Kenntniss zu setzen. Bei Verhaftung und Festhaltung des Schuldigen wird man jene Rücksichten beobachten, welche die dem geistlichen Stande gebührende Achtung erheischt. Wenn das wider einen Geistlichen gefällte Urtheil auf Tod oder auf Kerker von mehr als fünf Jahren lautet, so wird man jederzeit dem Bischofe die Gerichtsverhandlungen mittheilen und ihm möglich machen, den Schuldigen in soweit zu verhören, als es nothwendig ist, damit er über die zu verhängende Kirchenstrafe entscheiden könne. Dasselbe wird auf Verlangen des Bischofes auch dann geschehen, wenn auf eine geringere Strafe erkannt worden ist. Geistliche werden die Kerkerstrafe stets an Orten erleiden, wo sie von Weltlichen abgesondert sind. Im Falle einer Verurtheilung wegen Vergehen oder Uebertretungen werden sie in ein Kloster oder ein anderes geistliches Haus eingeschlossen werden.

In den Verfügungen dieses Artikels sind jene Rechtsfälle, über welche das Concilium von Trient in der vierundzwanzigsten Sitzung (c. 5. *de reform.*) verordnet hat, keineswegs einbegriffen. Für Behandlung derselben werden der heilige Vater und Seine kaiserliche Majestät, so es nöthig sein sollte, Vorsorge treffen.

Art. XV. Damit dem Hause Gottes, welcher der König der Könige und der Herrscher der Herrschenden ist, die schuldige Ehrerbietung bezeigt werde, soll die Immunität der Kirchen in soweit beobachtet werden, als die öffentliche Sicherheit und die Forderungen der Gerechtigkeit es verstatten.

Art. XVI. Seine Majestät der Kaiser wird nicht dulden, dass die katholische Kirche und ihr Glaube, ihr Gottesdienst, ihre Einrichtungen, sei es durch Wort oder That oder Schrift, der Verachtung preisgegeben, oder den Vorstehern und Dienern der Kirchen in Uebung ihres Amtes, vorzüglich, wo es sich um Wahrung des Glaubens, des Sittengesetzes und der kirchlichen Ordnung handelt, Hindernisse gelegt werden. Zudem wird Er nöthigenfalls wirksame Hülfe leisten, damit die Urtheile, welche der Bischof

wider pflichtvergessene Geistliche fällt, in Vollstreckung kommen. 1855
Da es überdies Sein Wille ist, dass den Dienern des Heiligthums die ihnen nach göttlichem Gesetze gebührende Ehre bezeigt werde, so wird Er nicht zugeben, dass Etwas geschehe, was dieselben herabsetzen oder verächtlich machen könnte; vielmehr wird Er verordnen, dass alle Behörden des Reiches sowohl den Erzbischöfen oder Bischöfen selbst als auch der Geistlichkeit bei jeder Gelegenheit die ihrer Stellung gebührende Achtung und Ehrenbezeigung erweisen.

Art. XVII. Die bischöflichen Seminare werden aufrecht erhalten, und wo ihr Einkommen für den Zweck, welchem sie im Sinne des heiligen Conciliums von Trient dienen sollen, nicht vollkommen genügt, wird für dessen Vermehrung in angemessener Weise gesorgt werden. Die Bischöfe werden dieselben nach Richtschnur der heiligen Kirchengesetze mit vollem und freiem Rechte leiten und verwalten. Daher werden sie die Vorsteher und Professoren oder Lehrer gedachter Seminare ernennen und wann immer sie es für nothwendig oder nützlich halten, wieder entfernen, auch Jünglinge und Knaben zur Heranbildung in dieselben aufnehmen, so wie sie zum Frommen ihrer Kirchensprengel im Herrn es für dienlich erachten. Diejenigen, welche ihren Unterricht in diesen Seminaren empfangen haben, werden nach vorausgegangener Prüfung ihrer Befähigung in all' und jede andere Lehranstalt eintreten und mit Beobachtung der betreffenden Vorschriften um jede Lehrkanzel ausser dem Seminare sich bewerben können.

Art. XVIII. Der heilige Stuhl wird kraft des ihm zustehenden Rechtes Kirchensprengel neu errichten oder neue Gränzbeschreibungen derselben vornehmen, wenn das geistliche Wohl der Gläubigen es erfordert. Doch wird er in einem solchen Falle mit der kaiserlichen Regierung ins Einvernehmen treten.

Art. XIX. Seine Majestät wird bei Auswahl der Bischöfe, welche er kraft eines apostolischen von Seinen Allerdurchlauchtigsten Vorfahren überkommenen Vorrechtes dem heiligen Stuhle zur canonischen Einsetzung vorschlägt oder benennt, auch in Zukunft des Rathes von Bischöfen, vorzüglich derselben Kirchenprovinz, Sich bedienen.

Art. XX. Die Metropoliten und Bischöfe werden, bevor sie die Leitung ihrer Kirchen übernehmen, vor Seiner kaiserlichen Majestät den Eid der Treue in folgenden Worten ablegen: « Ich schwöre und gelobe auf Gottes heiliges Evangelium, wie es einem Bischofe geziemt, Eurer kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät und Allerhöchstihren Nachfolgern Gehorsam und Treue. In-

1855 gleichen schwöre und gelobe ich, an keinem Verkehre oder Anschlage, welcher die öffentliche Ruhe gefährdet, theilzunehmen und weder inner noch ausser den Gränzen des Reiches irgend eine verdächtige Verbindung zu unterhalten; sollte ich aber in Erfahrung bringen, dass dem Staate irgend eine Gefahr drohe, zur Abwendung derselben nichts zu unterlassen. »

Art. XXI. In allen Theilen des Reiches wird es Erzbischöfen, Bischöfen und sämmtlichen Geistlichen frei stehen, über das, was sie zur Zeit ihres Todes hinterlassen, nach den heiligen Kirchengesetzen zu verfügen, deren Bestimmungen auch von den gesetzlichen Erben, welche den Nachlass derselben ohne letztwillige Anordnung antreten, genau zu beobachten sind. In beiden Fällen werden bei Bischöfen, welche einen Kirchensprengel leiten, die bischöflichen Abzeichen und Kirchengewande ausgenommen sein; denn diese sind als zum bischöflichen Tafelgute gehörig anzusehen und gehen auf die Nachfolger im Bisthume über. Dasselbe wird von den Büchern dort, wo es in Uebung ist, beobachtet werden.

Art. XXII. An sämmtlichen Metropolitan- oder erzbischöflichen und Suffragan-Kirchen vergibt Seine Heiligkeit die erste Würde, ausser wenn dieselbe einem weltlichen Privat-Patronate unterliegt, in welchem Falle die zweite an deren Stelle treten wird. Für die übrigen Dignitäten und Domherrnpfründen wird Seine Majestät zu ernennen fortfahren, während diejenigen ausgenommen bleiben, welche zur freien bischöflichen Verleihung gehören oder einem rechtmässigen Patronatsrechte unterstehen. Zu Domherren können nur Priester bestellt werden, welche sowohl die von den Kirchengesetzen allgemein vorgeschriebenen Eigenschaften besitzen, als auch in der Seelsorge, bei kirchlichen Geschäften oder im kirchlichen Lehramte sich mit Auszeichnung verwendet haben. Zudem ist die Nothwendigkeit adeliger Geburt oder adeliger Titel aufgehoben, jedoch unbeschadet jener Bedingungen, welche als in der Stiftung beigesetzt erwiesen sind. Die löbliche Gewohnheit aber, die Domherrnstellen in Folge öffentlicher Bewerbung zu vergeben, wird, wo sie besteht, sorgsam in Kraft erhalten werden.

Art. XXIII. An den Metropolitan- und bischöflichen Kirchen werden, wo sie fehlen, der Canonicus Pönitentiarius und der Theologalis, an den Collegiatkirchen aber der Canonicus Theologalis in der durch das heilige Concilium von Trient in der fünften Sitzung (c. 1. *de reform.*) und in der vierundzwanzigsten Sitzung (c. 8. *de reform.*) vorgezeichneten Weise, sobald es möglich sein wird, ein-

geführt, und diese Pfründen von den Bischöfen nach den Beschlüssen 1855
desselben Conciliums und beziehungsweise den päpstlichen Anordnungen vergeben werden.

Art. XXIV. Alle Pfarren sind in Folge einer öffentlich ausgeschriebenen Bewerbung und mit Beobachtung der Vorschriften des Conciliums von Trient zu vergeben. Bei Pfarreien, welche dem geistlichen Patronatsrechte unterliegen, werden die Patrone Einen aus dreien präsentiren, welche der Bischof in der oben bezeichneten Weise vorschlägt.

Art. XXV. Um Seiner des Kaisers und Königs Franz Joseph Apostolischen Majestät einen Beweis besonderen Wohlwollens zu geben, verleihen Seine Heiligkeit Demselben und Seinen katholischen Nachfolgern im Kaiserthume die Ermächtigung, für alle Canonicate zu präsentiren, welche einem auf dem Religions- oder Studienfonde beruhenden Patronatsrechte unterstehen, jedoch so, dass Einer aus den dreien gewählt werde, welche der Bischof nach vorausgegangener öffentlicher Bewerbung für würdiger als die übrigen erachtet.

Art. XXVI. Die Ausstattung der Pfarren, welche keine nach den Verhältnissen der Zeit und des Ortes genügende Congrua haben, wird, sobald es möglich ist, vermehrt, und für die katholischen Pfarrer des orientalischen Ritus in derselben Weise, wie für die des lateinischen gesorgt werden. Doch erstreckt sich dies keineswegs auf die Pfarren, welche unter einem rechtmässig erworbenen geistlichen oder weltlichen Patronate stehen; denn bei diesen ist die Last von den betreffenden Patronen zu tragen. Wenn die Patrone den durch das Kirchengesetz ihnen auferlegten Verbindlichkeiten nicht vollkommen genügen und insbesondere, wenn der Pfarrer seinen Gehalt aus dem Religionsfonde bezieht, so wird mit Rücksicht auf Alles, was nach der Sachlage zu berücksichtigen ist, Vorsorge getroffen werden.

Art. XXVII. Da das Recht auf den Genuss der Kirchengüter aus der kirchlichen Einsetzung entspringt, so werden Alle, welche für eine wie immer beschaffene grössere oder kleinere Pfründe benannt oder präsentirt worden sind, die Verwaltung der zeitlichen, zu selber gehörenden Güter nicht anders als in Kraft der kirchlichen Einsetzung übernehmen können. Ueberdies werden bei Besitzergreifung der Domkirchen und der damit verbundenen Güter alle Vorschriften der kirchlichen Satzungen und insbesondere die des römischen Pontificales und Ceremoniales genau beobachtet und alle gegentheiligen Bräuche und Gewohnheiten beseitigt werden.

1855 Art. XXVIII. Jene Ordenspersonen, welche laut der Satzungen ihres Ordens Generaloberen, die bei dem heiligen Stuhle ihren Wohnsitz haben, unterstehen, werden von denselben in Gemässheit der gedachten Satzungen geleitet werden, jedoch ohne Beeinträchtigung der Rechte, welche nach Bestimmung der Kirchengesetze und insbesondere des Conciliums von Trient den Bischöfen zukommen. Daher werden vorbenannte Generaloberen mit ihren Untergebenen in allen zu ihrem Amte gehörigen Dingen frei verkehren und die Visitation derselben frei vornehmen. Ferner werden alle Ordenspersonen ohne Hinderniss die Regel des Ordens, des Institutes, der Congregation, welcher sie angehören, beobachten und in Gemässheit der Vorschriften des heiligen Stuhles die darum Ansuchenden in's Noviziat und zur Gelübdeablegung zulassen. Dies Alles hat auch von den weiblichen Orden in soweit zu gelten, als es auf dieselben Anwendung leidet.

Den Erzbischöfen und Bischöfen wird es frei stehen, in ihre Kirchensprengel geistliche Orden und Congregationen beiderlei Geschlechtes nach den heiligen Kirchengesetzen einzuführen. Doch werden sie sich hierüber mit der kaiserlichen Regierung ins Einvernehmen setzen.

Art. XXIX. Die Kirche wird berechtigt sein, neue Besitzungen auf jede gesetzliche Weise frei zu erwerben, und ihr Eigenthum wird hinsichtlich alles Dessen, was sie gegenwärtig besitzt oder in Zukunft erwirbt, unverletzlich bleiben. Daher werden weder ältere noch neuere kirchliche Stiftungen ohne Ermächtigung von Seite des heiligen Stuhles aufgehoben oder vereiniget werden, jedoch unbeschadet der Vollmachten, welche das heilige Concilium von Trient den Bischöfen verliehen hat.

Art. XXX. Die Verwaltung der Kirchengüter wird von Denjenigen geführt werden, welchen sie nach den Kirchengesetzen obliegt. Allein in Anbetracht der Unterstützung, welche Seine Majestät zu Bestreitung der kirchlichen Bedürfnisse aus dem öffentlichen Schatze huldreich leistet und leisten wird, sollen diese Güter weder verkauft noch mit einer beträchtlichen Last beschwert werden, ohne dass sowohl der heilige Stuhl als auch Seine Majestät der Kaiser oder Jene, welche Dieselben hiemit zu beauftragen für gut finden, dazu ihre Einwilligung gegeben haben.

Art. XXXI. Die Güter, aus welchen der Religions- und Studienfond besteht, sind kraft ihres Ursprunges Eigenthum der Kirche und werden im Namen der Kirche verwaltet werden, während die Bischöfe die ihnen gebührende Aufsicht nach den Bestim-

mungen üben, über welche der heilige Stuhl mit Seiner kaiser- 1855
lichen Majestät übereinkommen wird. Die Einkünfte des Religionsfondes werden, bis dieser Fond durch ein Einvernehmen zwischen dem apostolischen Stuhle und der kaiserlichen Regierung in bleibende und kirchliche Ausstattungen getheilt wird, für Gottesdienst, Kirchenbaulichkeiten, Seminare und Alles, was die kirchliche Amtsführung betrifft, verausgabt werden. Zu Ergänzung des Fehlenden wird Seine Majestät in derselben Weise wie bisher auch künftighin gnädig Hilfe leisten; ja, woferne die Zeitverhältnisse es gestatten, sogar grössere Unterstützung gewähren. Ingleichen wird das Einkommen des Studienfondes einzig allein auf den katholischen Unterricht und nach dem frommen Willen der Stifter verwendet werden.

Art. XXXII. Das Erträgniss der erledigten Pfründen wird, in soweit es bisher üblich war, dem Religionsfonde zufallen, und Seine Majestät überweiset demselben aus eigener Bewegung das Einkommen der erledigten Bisthümer und weltgeistlichen Abteien in Ungarn und den vormals dazu gehörigen Ländern, in dessen ruhigem Besitze Allerhöchstihre Vorgänger im Königreiche Ungarn sich während einer langen Reihe von Jahrhunderten befunden haben. In jenen Theilen des Kaiserthums, wo kein Religionsfond besteht, wird für jeden Kirchensprengel eine gemischte Commission bestellt werden und die Güter des Bisthums, sowie aller Pfründen zur Zeit der Erledigung nach Bestimmungen verwalten, über welche der heilige Vater und Seine Majestät Sich einzuverstehen gedenken.

Art. XXXIII. Da zur Zeit der vorübergegangenen Erschütterungen an sehr vielen Orten des österreichischen Gebietes der kirchliche Zehent durch das Staatsgesetz aufgehoben wurde, und es in Anbetracht der besonderen Verhältnisse nicht möglich ist, die Leistung desselben im ganzen Kaiserthume wieder herzustellen, so gestattet und bestimmt Seine Heiligkeit auf Verlangen Seiner Majestät und in Ansehung der öffentlichen Ruhe, welche für die Religion von höchster Wichtigkeit ist, dass unbeschadet des Rechtes, den Zehent dort einzufordern, wo er noch wirklich besteht, an den übrigen Orten statt des gedachten Zehents und als Entschädigung für denselben von der kaiserlichen Regierung Bezüge aus liegenden Gütern oder versichert auf die Staatsschuld angewiesen, und Allen und Jedem ausgefolgt werden, welche das Recht, den Zehent einzufordern, besassen. Zugleich erklärt Seine Majestät, dass diese Bezüge, ganz so wie sie angewiesen sind, kraft eines entgeltlichen Titels und mit demselben Rechte, wie

1855 die Zehente, an deren Stelle sie treten, empfangen und besessen werden sollen.

Art. XXXIV. Das übrige die kirchlichen Personen und Sachen Betreffende, wovon in diesen Artikeln keine Meldung gemacht ist, wird sämmtlich nach der Lehre der Kirche und ihrer in Kraft stehenden, von dem heiligen Stuhle gutgeheissenen Disciplin geleitet und verwaltet werden.

Art. XXXV. Alle im Kaiserthume Oesterreich und den einzelnen Ländern, aus welchen dasselbe besteht, bis gegenwärtig in was immer für einer Weise und Gestalt erlassenen Gesetze, Anordnungen und Verfügungen sind, in soweit sie diesem feierlichen Vertrage widerstreiten, für durch denselben aufgehoben anzusehen, und der Vertrag selbst wird in denselben Ländern von nun an immerdar die Geltung eines Staatsgesetzes haben. Desshalb verheissen beide vertragschliessenden Theile, dass Sie und Ihre Nachfolger Alles und Jedes, worüber man sich vereinbart hat, gewissenhaft beobachten werden. Woferne sich aber in Zukunft eine Schwierigkeit ergeben sollte, werden Seine Heiligkeit und Seine kaiserliche Majestät Sich zu freundschaftlicher Beilegung der Sache ins Einvernehmen setzen.

Art. XXXVI. Die Auswechselung der Ratificationen dieses Vertrages wird binnen zwei Monaten, von dem diesen Artikeln beigesetzten Tage an gerechnet, oder wenn es möglich ist, auch früher stattfinden.

Zu dessen Beglaubigung u. s. w.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE ET SUÈDE.

Traité entre la France, la Grande-Bretagne et la Suède, pour assurer l'intégrité des royaumes-unis de Suède et de Norvége, signé à Stockholm, le 21 Novembre 1855.

Sa Majesté l'empereur des Français, Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége, désirant prévenir toute complication de nature à troubler l'équilibre européen, ont résolu de s'entendre

dans le but d'assurer l'intégrité des royaumes-unis de Suède et de Norvége, et ont nommé plénipotentiaires pour conclure un traité à cet effet, savoir : 1855

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. I. Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége s'engage à ne céder à la Russie, ni à échanger avec elle, ni à lui permettre d'occuper aucune partie des territoires appartenant aux couronnes de Suède et de Norvége. Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége s'engage, en outre, à ne céder à la Russie aucun droit de pâturage, de pêche, ou de quelque autre nature que ce soit, tant sur lesdits territoires que sur les côtes de Suède et de Norvége, et à repousser toute prétention que pourrait élever la Russie à établir l'existence d'aucun des droits précités.

Art. II. Dans le cas où la Russie ferait à Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége quelque proposition ou demande ayant pour objet d'obtenir, soit la cession, ou l'échange d'une partie quelconque des territoires appartenant aux couronnes de Suède et de Norvége, soit la faculté d'occuper certains points desdits territoires, soit la cession de droits de pêche, de pâturage ou tout autre sur ces mêmes territoires et sur les côtes de Suède et de Norvége, Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége s'engage à communiquer immédiatement cette proposition à Sa Majesté l'empereur des Français et à Sa Majesté britannique, et leurs dites Majestés prennent, de leur côté, l'engagement de fournir à Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége des forces navales et militaires suffisantes pour coopérer avec les forces navales et militaires de sa dite Majesté, dans le but de résister aux prétentions et aux agressions de la Russie. La nature, l'importance et la destination des forces dont il s'agit seront, le cas échéant, arrêtées d'un commun accord entre les trois puissances.

Art. III. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Stockholm le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, etc.

1855

DEUX-SICILES ET VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.

Traité de commerce et de navigation entre les Deux-Siciles et les villes libres anséatiques de Hambourg, Lubeck et Brême, signé à Naples, le 27 Décembre 1855.

Art. I. Vi sarà fra gli Stati delle alte Parti contraenti perfetta reciprocità di commercio e di navigazione.

I loro rispettivi sudditi e cittadini potranno liberamente viaggiare, risedere e trafficare in qualunque parte degli Stati di ciascuna di Esse; ed a tale effetto godranno della stessa sicurezza e protezione di che godono gli abitanti del Paese dove essi riseggono, a condizione però di sottoporsi alle leggi ed a' regolamenti di polizia che vi sono o vi saranno in vigore, e che vengono usati coi sudditi o cittadini delle Nazioni le più favorite.

Avranno essi il diritto di possedere de' beni fondi, di occupare delle case e de' magazzini, e di disporre della loro proprietà personale di qualunque natura e denominazione, per vendita, donazione, permuta o testamento, ed in qualsiasi altro modo, senza che sia loro posto il menomo ostacolo o impedimento.

I loro eredi, se sono sudditi dell' altra Potenza contraente, succederanno a' loro beni, sia in virtù di un testamento, sia *ab intestato*; e potranno prenderne possesso, sia di persona, sia per mezzo di altri agenti in loro vece, e ne disporranno a volontà, non pagando a pro de' Governi rispettivi altri diritti che quelli ai quali gli abitanti del Paese dove si trovano i detti beni sono assoggettati in simili occasioni.

In caso di assenza degli eredi, saranno provvisoriamente prese de' detti beni le stesse cure che sarebbero prese in simile caso dei beni de' nativi del Paese, fino a tanto che l'erede legittimo abbia preso le misure necessarie onde raccogliere l'eredità. Ogni contestazione relativa ad una successione sarà decisa fino ad ultima istanza, secondo le leggi e da' giudici del Paese nel quale sono situati i detti beni.

Art. II. I sudditi o cittadini delle alte Parti contraenti, che riseggono o viaggiano negli Stati dell' altra, non saranno obbli-

gati sotto verun pretesto a pagare altre tasse o imposte, che 1855
quelle le quali sono pagate o potranno pagarsi dalle Nazioni le più favorite.

Saranno essi esenti da qualunque servizio militare sia per terra, sia per mare, da prestiti forzati, e da ogni contribuzione straordinaria, purchè non sia generale o stabilita per legge.

Le loro abitazioni, i magazzini, e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene, saranno rispettati.

Essi non saranno sottoposti ad alcuna visita o perquisizione vessatoria. Non potrà farsi alcuno esame, nè alcuna ispezione arbitraria de' loro libri, carte e conti commerciali; e le operazioni di questa sorta non potranno essere praticate, che in seguito di una sentenza legale de' tribunali competenti.

Le alte Parti contraenti s'impegnano scambievolmente a garentire in ogni occasione a' sudditi e cittadini che risederanno nei loro Stati rispettivi la conservazione della loro proprietà ed il mantenimento della loro sicurezza personale, nel modo stesso che sono garentite a' proprii sudditi e cittadini, ed a quelli delle Nazioni le più favorite.

Art. III. I sudditi e cittadini delle due alte Parti contraenti non saranno sottoposti negli Stati rispettivi ad un sistema di visita e perquisizione, per parte degli uffiziali doganali, più rigoroso di quello al quale sono sottoposti i nazionali o le Nazioni le più favorite.

Art. IV. I capitani o padroni di bastimenti degli Stati contraenti saranno reciprocamente esenti da ogni obbligo di ricorrere ne' porti rispettivi del Regno delle Due Sicilie o delle Repubbliche anseatiche agli spedizionieri o altri agenti. Essi potranno in conseguenza servirsi de' loro consoli, o degli spedizionieri da essi designati; salvo in generale gli affari pe' quali le leggi e gli usi del Paese esigano l'azione di agenti speciali.

Art. V. I bastimenti delle Due Sicilie arrivando ne' porti, luoghi e fiumi de' territorii delle libere Città anseatiche dove è permesso a' bastimenti nazionali provenienti dall' estero di approdare, e reciprocamente i bastimenti delle dette Città libere ed anseatiche giungendo ne' porti e luoghi del Regno delle Due Sicilie dove è permesso l'approdo, saranno trattati ne' due Paesi, al loro arrivo, durante la loro dimora ed alla loro uscita, sullo stesso piede de' bastimenti nazionali, per tutto ciò che risguarda i diritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di pedaggio, di balisaggio, di porto, di fanale, di quarantena, di darsena e patente, ed altri carichi che gravitano sullo scafo del bastimento sotto qualunque denominazione, sia che i di-

1855 ritti sopra trascritti si paghino in favore dello Stato, sia delle città o di altro stabilimento qualunque; il quale trattamento sarà goduto, sia che i detti bastimenti arrivino o partano in zavorra, sia che importino o esportino mercanzie.

Art. VI. I bastimenti di ciascuna delle alte Parti contraenti potranno introdurre ne' porti dell' altra, esportarne o riesportarne, depositarvi o immagazzinarvi ogni sorta di merci ed oggetti di commercio da qualsivoglia luogo provengano, la di cui importazione, esportazione o riesportazione sia legalmente permessa negli Stati dell' altra, senza essere tenuti a pagare altri o più forti diritti di dogana, o imposte di qualsiasi specie o denominazione, diverse o più elevate di quelle che si pagherebbero per le stesse merci o prodotti, se fossero importati, esportati o riesportati da' bastimenti nazionali; e gli stessi privilegi, diffalchi o riduzioni, beneficii, concessioni o restituzioni che saranno accordati da ciascuna delle alte Parti contraenti su di ogni sorta di merci importate, esportate o riesportate co' loro proprii bastimenti, saranno anche accordati sopra consimili merci importate, esportate o riesportate co' bastimenti dell' altra.

Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie dichiara che, mentre durerà il presente trattato, la riduzione del dieci per cento di cui gode la Sua real bandiera sopra i diritti risultanti dalle tariffe doganali, sarà del pari estesa a' carichi importati o esportati con bastimenti delle Città libere ed anseatiche, o sino a quando per effetto di riforma o modificazione delle tariffe doganali non venisse generalmente abolita per tutte le bandiere siffatta riduzione del dieci per cento.

Art. VII. Non sarà accordata alcuna preferenza o anteriorità, direttamente o indirettamente, dall' una delle due Parti contraenti, o da qualunque Compagnia, Corporazione o Agente che operi in suo nome o sotto l'autorità di ciascuna di Esse, per la compra di ogni articolo di commercio legalmente importato ne' porti dell' altra, in rapporto alla nazionalità del bastimento che avesse immesso i detti oggetti, sia che appartenga all' uno o all' altro de' due Stati. È positiva intenzione delle Parti contraenti che nessuna preferenza o distinzione qualunque abbia luogo a questo riguardo.

Art. VIII. Le stipulazioni contenute negli articoli precedenti saranno applicabili in tutta la loro estensione a' bastimenti delle due alte Parti contraenti ed a' loro carichi, sia che i detti bastimenti provengano da' porti di ambo le Parti contraenti, o da quelli di qualunque altro Paese estero, sia che partano direttamente pei porti

siciliani o anseatici, o per ogni altro porto estero; di maniera che 1855
pe' diritti di navigazione e di dogana non si farà, tanto nella navigazione diretta, quanto nella indiretta, distinzione alcuna fra' bastimenti delle due Parti contraenti.

Art. IX. La nazionalità de' bastimenti rispettivi sarà riconosciuta ed ammessa dalle due alte Parti contraenti, secondo le leggi ed i regolamenti particolari di ciascuno de' due Stati, per mezzo delle patenti e degli altri titoli di bordo rilasciati dalle autorità competenti a' capitani o padroni.

Muniti di tali carte si potrà profittare delle immunità e dei vantaggi conceduti col presente trattato.

Art. X. Le stipulazioni del presente trattato non si applicheranno affatto alla navigazione di costa o cabottaggio, che si fa da un porto all' altro in ciascuno de' due Paesi, pel trasporto di persone, di merci e di oggetti di commercio da' bastimenti a vela od a vapore, un tal modo di trasporto essendo esclusivamente riserbato a' bastimenti nazionali.

Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle alte Parti contraenti potranno disbarcare una parte del carico proveniente dallo straniero in un porto degli Stati dell' altra, e disbarcare il resto in uno o più porti dello Stato medesimo, e del pari prendere una porzione del carico destinato per l'estero in uno o più porti dello stesso, senza perciò pagare alcun diritto diverso di quello che pagasi dai legni del proprio Paese, o da quelli delle Nazioni le più favorite, essendo nella intelligenza delle Parti che, allo effetto di che si tratta, le accennate operazioni non debbano considerarsi come cabottaggio.

Art. XI. Niun dazio doganale o altra imposizione diversa o più elevata sarà esatta sopra qualunque merce di produzione del suolo o dell' industria del Regno delle Due Sicilie, all' importazione delle stesse merci, per mare o per terra, nelle Città anseatiche; e niun dazio doganale o altra imposizione sarà imposta sopra qualunque merce di produzione del suolo o dell' industria delle Città anseatiche, alla importazione delle stesse merci, per mare o per terra, nel Regno delle Due Sicilie, diversa o più elevata di quella che vien pagata, o che potrebbe in seguito pagarsi sulle merci dello stesso genere di produzione o manifattura importate da qualsivoglia altro Paese.

Niun dazio doganale o altra imposizione sarà caricata nelle Città anseatiche sopra qualunque merce esportata pel Regno delle Due Sicilie, nè nel Regno delle Due Sicilie sopra qualunque merce esportata per le Città anseatiche, diversa o più elevata di quella

1855 che si paga, o che potrebbe in seguito pagarsi sulle merci dello stesso genere esportate per qualunque altro Paese. E non sarà proibita l'esportazione o l'importazione di qualunque merce di produzione del suolo o dell'industria del Regno delle Due Sicilie o delle Città anseatiche, da' porti del Regno delle Due Sicilie o da quelli delle Città anseatiche, se non è anche proibita a tutte le altre Nazioni.

Art. XII. Le due alte Parti contraenti promettono di far godere alle merci tassate, secondo il valore, nelle dogane de' rispettivi Stati tutti i vantaggi e tutte le facilitazioni, che sono o saranno accordate a' sudditi o cittadini de' proprii Stati, od a quelli delle Nazioni le più favorite.

Ogni qualvolta però le merci suddette non avranno nelle tariffe delle Due Sicilie un valore determinato, e la spedizione doganale dovrà farsi sopra una dichiarazione dell' immittente, il dazio in questi casi verrà stabilito nel modo seguente.

I proprietarii o consegnatarii delle dette mercanzie, allorchè si presenteranno in dogana per pagare il dazio, firmeranno una dichiarazione indicante il valore delle medesime, per quel prezzo che crederanno convenevole di dar loro.

Tale dichiarazione dovrà essere ricevuta senza difficoltà per parte degl' impiegati doganali, i quali avranno soltanto la libertà, nel caso che giudicassero la valutazione troppo debole, di prendere la mercanzia, pagandone a' dichiaranti una somma uguale al valore dichiarato con una giunta del decimo.

Qualunque dazio che i proprietarii o consegnatarii avessero pagato su tali mercanzie importate, sarà a' medesimi nello stesso tempo restituito.

Art. XIII. Se una delle due alte Parti contraenti accorderà in seguito ad alcun' altra Potenza qualche privilegio, favore o immunità in materia di commercio o di navigazione, lo stesso immediatamente diverrà comune all' altra, gratuitamente se la concessione fatta a favore di tale altro Stato sarà stata gratuita, o mediante lo stesso compensamento, o un compensamento proporzionato per quanto sia possibile di valore e di effetto, da stabilirsi di comune accordo, se la concessione è stata onerosa.

Art. XIV. Non saranno considerati come contrarii a' principii di reciprocità, base del presente trattato:

1° I premii, che i rispettivi Governi accordano a' loro nazionali, a fine d'incoraggiare la costruzione de' bastimenti mercantili.

2° Le immunità accordate o da accordarsi a differenti Compagnie 1855
dette *Yacht-Clubs*.

Le alte Parti contraenti dichiarano in oltre che dalle stipulazioni del presente trattato sono eccettuate le reali privative de' sali, tabacchi, carte da gioco, polveri da sparo e salnitro, come del pari rimane nel loro pieno diritto di accordare patenti d'invenzione o di perfezionamento, sia agl' inventori, sia ad altri.

Art. XV. Per ciò che risguarda il collocamento delle navi, il loro caricamento e discaricamento ne' porti, rade e bacini, e generalmente per tutte le formalità e disposizioni di qualunque sorta, alle quali possono andar sottomessi i bastimenti di commercio, i loro equipaggi ed il loro carico, è convenuto che non sarà accordato a' bastimenti nazionali di commercio alcun privilegio nè alcun favore, che non il sia egualmente a quelli dell' altra Parte; la volontà delle alte Parti contraenti essendo, che anche sotto questo riguardo siano i loro bastimenti trattati sul piede di una perfetta eguaglianza.

Art. XVI. A' bastimenti appartenenti ad una delle due alte Parti contraenti, che fossero costretti da tempesta o da qualche sinistro di rifuggirsi ne' porti dell' uno o dell' altro Stato, sarà libero di raddobbarsi, di provvedersi di tutti gli oggetti che loro saranno necessarii, e di rimettersi in mare, senza pagare alcun diritto di porto o di navigazione, percepito o da percepirsi a vantaggio dello Stato.

Beninteso però, che i motivi che avranno dato luogo allo approdo forzato sieno reali ed evidenti, che il bastimento non si dia ad alcuna operazione commerciale, caricando o disbarcando delle merci, e che non prolunghi il suo soggiorno nel porto al di là del tempo necessario, secondo i motivi che lo avranno costretto a rifuggirsi.

Beninteso egualmente, che i discarichi ed i carichi motivati dai lavori di riparazione del legno o per la sussistenza dell' equipaggio non saranno menomamente considerati come operazioni di commercio. Se però il padrone di un tale bastimento si trovasse nella necessità di disfarsi di una parte delle sue merci per fare fronte alle spese, sarà tenuto ad uniformarsi alle ordinanze ed alle tariffe del luogo dove sarà approdato. In caso di naufragio in un sito appartenente all' una o all' altra delle alte Parti contraenti, non solo sarà prestata ogni sorta di assistenza a' naufraghi, ma anche i legni, e le loro parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gli oggetti che loro appartengono, le carte trovate a bordo, come pure gli effetti e le merci, che sarebbero state gittate al mare o che fossero

1855 state salvate, non saranno affatto prese o ritenute sotto qualsivoglia pretesto.

I detti bastimenti, effetti e merci saranno al contrario conservati e renduti mediante il pagamento delle stesse spese di salvataggio e di conservazione, come pure degli stessi diritti di dogana, di quarantena ed altri, che in simil caso pagherebbe un legno nazionale.

Nell' uno e nell' altro caso di approdo forzato o di naufragio i consoli, viceconsoli ed agenti commerciali rispettivi saranno autorizzati ad intervenire onde prestare l'assistenza necessaria a' loro nazionali. Beninteso che in caso di qualunque legale reclamo su di tale naufragio, effetti e mercanzie, lo stesso reclamo sarà deferito alla decisione de' tribunali competenti del Paese.

Art. XVII. Ciascuna delle due alte Parti contraenti, riservando il solito *exequatur*, concede all' altra la libertà di avere ne' principali porti di commercio estero consoli, viceconsoli o agenti commerciali di loro scelta, i quali godranno gli stessi privilegi e poteri, di cui godono quelli delle Nazioni le più favorite. Ma nel caso che i detti consoli o agenti commerciali volessero esercitare il commercio, saranno soggetti alle stesse leggi ed usi, a' quali sono sottoposti gl' individui della loro Nazione nel Paese dove riseggono. E posto il caso che ciascuna delle due Parti contraenti scegliesse per agente consolare un suddito o cittadino dell' altra, il detto agente consolare continuerà ad essere riguardato, non ostante la sua qualità di console estero, viceconsole o agente commerciale, come suddito o cittadino della Nazione cui appartiene; e perciò sarà soggetto alle leggi ed a' regolamenti, a' quali i nazionali vengono sottoposti. Beninteso però, che questa obbligazione non dovrà essere di ostacolo allo esercizio delle funzioni consolari, nè alla inviolabilità dell' archivio consolare.

Art. XVIII. I consoli, viceconsoli ed agenti commerciali de' due Paesi potranno, come tali, essere arbitri nelle quistioni civili derivanti da contratti fatti altrove fra' capitani e gli equipaggi dei bastimenti della loro Nazione, sempre che non vi siano interessati i sudditi o cittadini della Potenza presso la quale riseggono; e le autorità locali non potranno intervenire o prendervi parte, che nei soli casi in cui la condotta del capitano e degli equipaggi turbasse l'ordine pubblico o la tranquillità del Paese. Tuttavolta questa specie di arbitramento non potrà privare le parti contendenti del diritto che hanno di richiamarsene al loro ritorno alle autorità giudiziarie del proprio Paese.

Art. XIX. I consoli, viceconsoli o agenti commerciali di ciascuna

delle due alte Parti contraenti potranno farà arrestare e rimandare, 1855
sia a bordo, sia ne' loro Paesi, i marinari e tutte le altre persone, le quali facendo regolarmente parte degli equipaggi dei bastimenti della loro rispettiva Nazione ad altro titolo che quello di passaggieri, avessero disertato da' detti bastimenti. A tale uopo essi si rivolgeranno alle competenti autorità locali, e comproveranno co' registri del bastimento e ruolo di equipaggio, o (se il legno fosse partito) con la copia di dette carte da essi debitamente certificata, che gli uomini che essi reclamano facevano parte del detto equipaggio. In vista di tal dimanda, in tal guisa appoggiata, la consegna non potrà essere negata.

Sarà dato loro in oltre ogni ajuto ed assistenza per la ricerca e l'arresto de' detti disertori, i quali saranno anche detenuti e custoditi nelle prigioni del Paese, sulla dimanda ed a spesa de' consoli, fino a che questi agenti abbiano trovata una occasione per farli partire. Benvero che se questa occasione non si presentasse nello spazio di tre mesi a contare dal giorno dell' arresto, i disertori saranno messi in libertà, senza che possano essere di bel nuovo arrestati per lo stesso motivo.

Nulladimeno se il disertore avesse di più commesso qualche delitto a terra, la sua estradizione potrà essere differita dalle autorità locali sino a che il tribunale competente abbia profferito debitamente il suo giudizio sul secondo delitto, e che abbia il giudizio stesso avuto compimento.

Resta egualmente stabilito che laddove i marinari o altri individui componenti l'equipaggio siano sudditi o cittadini del Paese dove la diserzione avviene, rimarranno in tal caso eccettuati dalle stipulazioni del presente trattato.

Art. XX. Il presente trattato avrà esecuzione dal giorno in cui ne saranno scambiate le ratifiche, e sarà in vigore per lo spazio di dieci anni, a contare dalla sua ratificazione, e al di là di questo termine sino allo spirare de' dodici mesi dopo che Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie, od i Senati delle Città libere ed anseatiche di Lubecca, Brema ed Amburgo, sia collettivamente, sia separatamente, avranno annunziata la loro intenzione di farne cessare l'effetto; riserbandose ciascuna delle alte Parti contraenti il diritto di avvertirne l'altra alla fine del detto termine di dieci anni, o in ogni altro tempo posteriore.

Art. XXI. Le ratifiche del presente trattato saranno cambiate in Napoli nello spazio di quattro mesi, a contare dal giorno della sottoscrizione, o anche prima se sarà possibile.

In fede di che, etc.

1855

AUTRICHE ET PAYS-BAS.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et les Pays-Bas, signé à La Haye, le 29 Décembre 1855.

Sa Majesté le roi des Pays-Bas, etc., etc., etc., et Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, etc., etc., etc., également animés du désir de régler par un traité spécial, d'une manière durable et réciproquement avantageuse pour leurs sujets respectifs, les relations de commerce et de navigation entre les deux pays, qui, jusqu'à ce jour, n'étaient basées que sur de simples déclarations, échangées successivement en 1817, 1837 et 1850 pour l'assimilation des pavillons, de préciser ainsi plus particulièrement les droits réciproques de leurs sujets respectifs, d'affermir leurs relations commerciales et de leur assurer, par une protection efficace, tous les développements dont elles sont susceptibles, et enfin pour resserrer encore davantage les liens d'ancienne et très-sincère amitié qui subsiste si heureusement entre les deux gouvernements, ont résolu de conclure un traité dans ce but, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Il y aura liberté réciproque de navigation et de commerce entre les sujets de Sa Majesté le roi des Pays-Bas et ceux de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Art. II. En conséquence, les navires du royaume des Pays-Bas qui arrivent sur lest ou chargés dans les ports autrichiens, de même les navires des États de l'empire d'Autriche qui arrivent sur lest ou chargés dans les ports néerlandais, quelle que soit leur provenance ou leur destination, seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie et pendant leur séjour, sur le même pied que les navires nationaux, et ne seront assujettis à des droits de tonnage, de balisage, de pavillon, de port, d'ancrage, de pilotage, de remorque, de phare, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, ou à d'autres droits ou charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, de communes, ou d'établissements quelconques, autres ou plus considérables que

ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être im- 1855
posés aux navires nationaux à leur entrée et pendant leur séjour dans ces ports, ou à leur sortie, soit pour la navigation directe ou indirecte.

Art. III. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre partie, la volonté des deux hautes parties contractantes étant que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. IV. La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre d'après les lois et réglements particuliers à chaque pays, au moyen de titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bâteliers. Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes viendrait à changer les réglements relatifs aux lettres de mer, etc., il en sera donné communication à l'autre partie, pour autant que la connaissance de ces changements pourrait être de quelque intérêt pour elle.

Art. V. Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par navires appartenant à l'autre partie.

Les marchandises, importées dans les ports du royaume des Pays-Bas ou de l'empire d'Autriche par des navires appartenant à l'une ou à l'autre partie, pourront y être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayant-cause, le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance, ou autres de cette nature, plus forts que ceux auxquels sont soumises les marchandises apportées par navires nationaux ou entreposées par les sujets du pays même.

Art. VI. Il ne sera donné directement ou indirectement par l'un des deux gouvernements, ni par aucun agent, compagnie ou corporation, agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence pour l'achat ou la vente des produits bruts ou manufacturés, provenant des possessions de l'une des deux hautes parties con-

1855 tractantes, et importés dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire ; l'intention des hautes parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. VII. Les navires néerlandais, entrant dans un des ports autrichiens, et les navires autrichiens, entrant dans un des ports néerlandais, et qui ne voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et réglements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette partie de la cargaison aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance.

Art. VIII. Les navires de l'une des hautes parties contractantes, entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre, n'y payeront, soit pour le navire, soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche.

Les déchargements ou rechargements motivés par le besoin de réparer les bâtiments, ne seront point considérés comme opérations de commerce.

Art. IX. En cas d'échouement ou du naufrage d'un navire de l'une des hautes parties contractantes dans les États de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes, que pour le navire et sa cargaison.

Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient tenus en pareil cas.

Les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun droit, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation. Pour ce qui regarde l'application de cet article au commerce et à la navigation dans les colonies néerlandaises, il est entendu que selon la législation en vigueur aux colonies, les marchandises sauvées sont soumises au droit d'entrepôt général en cas de réexportation.

Art. X. Les navires, marchandises et effets, appartenant aux sujets néerlandais ou autrichiens, qui auraient été pris par des

pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties 1855
contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an par des intéressés, par leurs fondés de pouvoir ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. XI. En ce qui concerne la navigation sur ces fleuves, rivières, canaux ou autres voies d'eau navigables, soit naturelles, soit artificielles, appartenant à une des hautes parties contractantes, ou touchant aux limites de leur pays, il a été convenu et stipulé que les sujets et les navires des deux États respectifs, ainsi que leur cargaison, participeront, sous tous les rapports, aux libertés, franchises, priviléges, exemptions ou réductions de droits quelconques, de quelque nature qu'ils soient, et qui auront été accordés, soit par la loi sur la navigation, par des traités spéciaux ou autres, soit par des réglements et ordonnances, aux sujets et aux navires de la nation étrangère la plus favorisée, se trouvant en pareille circonstance.

Art. XII. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes se conformeront respectivement en ce qui concerne l'exercice du cabotage et le transport des personnes et des marchandises d'un port à l'autre, dans les États respectifs des hautes parties contractantes, aux lois qui régissent actuellement, ou qui pourront régir par la suite cette matière, dans chacun des États des deux hautes parties contractantes et dans les possessions d'outre-mer ou colonies néerlandaises.

Art. XIII. Les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées de quelque pays que ce soit, par navire du royaume des Pays-Bas dans les ports autrichiens, ou par navire de l'empire d'Autriche dans les ports néerlandais, de même les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, exportées pour quelque destination que ce soit, des ports néerlandais par navires autrichiens ou des ports autrichiens par navires néerlandais, ne payeront dans les ports respectifs d'autres ni de plus forts droits d'entrée, de sortie ou de transit, imposés actuellement ou à imposer à l'avenir, que si l'importation ou l'exportation avait lieu par navires nationaux.

Art. XIV. Les exemptions, primes, restitutions de droits ou

1855 autres faveurs ou avantages de ce genre, qui sont, ou qui pourraient à l'avenir être accordés dans les États de l'une des hautes parties contractantes aux navires nationaux ou à leur cargaison, soit pour l'entrée, soit pour la sortie ou pour le transit, seront également accordés tant aux navires de l'autre partie qu'à leurs cargaisons, sans égard aux pays d'où ces navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lesquels ces navires ou leurs cargaisons sont destinés. Ces dispositions ne dérogent pas à l'exemption du droit de tonnage et à autres faveurs spéciales de la même nature dont jouissent dans chaque État les navires employés à la pêche nationale.

Art. XV. Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux États ou de leurs colonies ou possessions ne payeront dans l'autre État ni dans ses colonies ou possessions, d'autres ni de plus forts droits d'entrée, de sortie et de transit que les produits similaires de toute autre nation la plus favorisée, et si une des hautes parties contractantes accordait par la suite à quelqu'autre État des faveurs spéciales dans cette matière, les mêmes faveurs seront acquises à l'autre partie, gratuitement si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent si la concession est conditionnelle.

Il est fait exception à cette règle seulement en ce qui concerne les faveurs spéciales, accordées ou à accorder par la suite aux nations asiatiques pour l'importation des produits de leur sol et de leur industrie, ou pour leurs exportations.

Également tous les produits transatlantiques quelconques, exportés des ports de l'un des deux États, et importés dans les ports de l'autre État, n'y payeront, lors de leur importation, d'autres ni de plus forts droits, que si ces produits étaient importés directement des lieux de provenance.

Les dispositions du présent article ne dérogent pas à la faculté que l'Autriche se réserve expressément, de traiter les produits du sol et de l'industrie des États de l'Union douanière allemande plus favorablement que les produits similaires de toute autre provenance.

Art. XVI. Les sujets des deux hautes parties contractantes ne payeront point à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des hautes parties contractantes, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident ou séjournent temporairement, des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux, et les priviléges, immunités et autres faveurs, dont jouiront

en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des deux hautes parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre, avec l'obligation de se soumettre aux mêmes lois et réglements. 1855

Art. XVII. Les sujets autrichiens jouiront dans les colonies néerlandaises de toutes les faveurs, qui sont ou qui seront accordées aux sujets de tout autre État européen le plus favorisé.

Art. XVIII. Les navires autrichiens, ainsi que leurs cargaisons, seront traités dans les possessions d'outre-mer ou colonies néerlandaises sur le même pied que les navires nationaux et leurs cargaisons, sans égard aux pays d'où les navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lesquels les navires ou leurs cargaisons sont destinés :

1° Par rapport aux droits pesant sur la coque des navires, à leur entrée, pendant leur séjour, ou à leur sortie, nommément tous ceux qui sont désignés à l'article II du présent traité ;

2° Par rapport à la faculté d'importer et d'exporter des produits et objects de commerce conformément à l'article V du présent traité ;

3° Par rapport aux droits quelconques, imposés actuellement, ou à imposer à l'avenir aux produits et objets de commerce importés ou exportés conformément à l'article XIII du présent traité.

De même les stipulations contenues dans les articles III, VI, VII, VIII, IX et XIV s'appliqueront au commerce et à la navigation avec les possessions d'outre-mer et colonies néerlandaises et *vice versa.*

Art. XIX. Chacune des hautes parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'entretenir dans les ports et places maritimes de commerce où d'autres gouvernements étrangers jouissent déjà de la même prérogative, des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents commerciaux, qui jouiront de toute la protection et recevront toute l'assistance nécessaire pour remplir dûment leurs fonctions. Les consuls, de quelque classe qu'ils soient, dûment nommés par leur gouvernement respectif, et après avoir obtenu l'exéquatur de celui dans le territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, des priviléges dont jouissent les consuls des nations les plus favorisées.

L'exéquatur sera délivré sans prélever une taxe ou autres droits.

1855 Art. XX. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original, ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage ; sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de l'autre partie, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit ou crime, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XXI. Sur l'admission des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents commerciaux, et sur leurs attributions dans les colonies néerlandaises, sera conclu une convention spéciale.

Art. XXII. Le présent traité sera en vigueur pendant cinq années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser les effets, le dit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. XXIII. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le roi des Pays-Bas et par Sa Majesté l'empereur d'Autriche, et les ratifications en seront échangées à La Haye dans un délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

PORTE OTTOMANE ET GRÈCE. 1855

Traité de commerce et de navigation entre la Porte Ottomane et la Grèce, signé à Canlidgia, le 27 Mai 1855 (24 de la lune de Ramazan 1271).[1]

(Traduction du turc.)

La conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre l'empire ottoman et le royaume de Grèce ayant été jugée de part et d'autre également nécessaire, comme devant servir à consolider des relations amicales heureusement existantes, il a plu à Sa Majesté Impériale le Sultan et à Sa Majesté hellénique d'agréer pour qu'un tel traité fut négocié et conclu conformément aux rapports de bon voisinage entre les deux États et à l'avantage réciproque des intérêts des deux hautes parties contractantes.

Et à l'effet de discuter et d'arrêter les articles dudit traité, Leurs susdites Majestés ont daigné nommer pour plénipotentiaires, savoir :

(*Suivent les noms et titres des plénipotentiaires*)

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont réglé et conclu d'un commun accord le présent traité consistant dans les articles suivants :

Art. I. Les sujets de S. M. Impériale le Sultan et ceux de S. M. le roi de Grèce pourront, dans chacun des deux États, exercer réciproquement le commerce par terre et par mer avec une entière liberté et sécurité. Par conséquent, ils auront la faculté de voyager, séjourner et louer des maisons et des magasins pour faire le commerce dans tous les lieux des États respectifs, où cette permission est accordée aux sujets des autres puissances les plus favorisées, sans qu'ils puissent être molestés ou inquiétés dans l'exercice de leur commerce, et ils seront traités de part et d'autre avec une parfaite protection et hospitalité.

Art. II. Les sujets de l'une des parties contractantes seront dans les États de l'autre exempts de toute conscription et de tout service militaire sur terre et sur mer, de quelque nature qu'il soit.

[1] C'est aux soins obligeants de M. Aristarchi, conseiller de légation de la Sublime-Porte à Berlin, que nous sommes redevables de cette traduction, ainsi que de celle du traité de paix conclu entre la Porte Ottomane et la Perse, le 10 Mai 1846, placé à la fin de ce volume.

1855 Ils ne seront soumis à aucune contribution personnelle de quelque nature que ce soit.

Art. III. Les *teskérés*, papiers de route et firmans nécessaires seront délivrés aux sujets hellènes qui voyagent en Turquie, sans retard ni difficultés par les autorités compétentes de la Sublime-Porte.

Pareillement, les sujets ottomans qui voyagent en Grèce seront pourvus, sans retard ni difficultés par les autorités du gouvernement hellénique, des papiers de route nécessaires.

Art. IV. Les bâtiments marchands des deux hautes parties contractantes, soit sur lest, soit chargés de marchandises ou d'objets quelconques, navigueront en pleine liberté et sûreté, sous leur propre pavillon, dans les mers et eaux appartenant à chacune d'elles. Ils pourront entrer librement dans les golfes, baies, ports et mouillages de l'un et de l'autre pays, y décharger à volonté toutes ou partie de leurs marchandises, en réexporter celles qui ne seront pas vendues sur les lieux, sans payer sur ces marchandises des droits autres ou plus forts que ceux acquittés dans ces cas par les nations les plus favorisées, et prendre tout chargement pour l'exportation.

Ils ne pourront être obligés d'aucune manière à décharger tout ou partie de leurs marchandises contre leur gré, ni forcés de les délivrer en faveur de quelque compagnie ou corporation, ou de qui que ce soit, à des prix qui pourraient ne pas leur convenir, et d'en acheter d'autres qui ne seraient pas de leur choix. Ils ne seront pas non plus empêchés ou nolisés malgré eux dans aucun cas, ni sous aucun prétexte. Dans tous les cas ils seront tenus à se conformer aux réglements qui sont en vigueur dans les États respectifs à l'égard des bâtiments des nations les plus favorisées.

Art. V. Les navires helléniques, dans tous les ports de l'empire ottoman, et les navires ottomans, dans tous les ports du royaume hellénique, soit à leur entrée, soit durant leur séjour, soit à leur sortie, ne seront assujétis par les officiers de la douane, du port ou de la quarantaine à être visités que dans les cas et dans les formes où cela se pratique à l'égard de ceux des nations les plus favorisées; et ces navires et leurs cargaisons ne paieront d'autres ou de plus forts droits de douane, de port, de quarantaine ou autres que ceux payés dans les États respectifs par ces mêmes nations.

Art. VI. Ce qui a été stipulé dans l'article précédent relativement à la visite des navires respectifs, sera également applicable aux navires de commerce hellènes chargés ou sur lest, qui pas-

seront de la mer Blanche dans la mer Noire et *vice versa*, par les 1855
détroits des Dardanelles et du Bosphore, et qui, d'ailleurs, jouiront de la même liberté et seront traités dans les mêmes conditions que ceux des nations les plus favorisées.

Art. VII. S'il arrive que quelque navire ottoman ou hellène fasse naufrage dans les ports ou sur les côtes des territoires respectifs, tout secours possible lui sera donné, tant pour la conservation des personnes et des effets, que pour la sûreté des objets sauvés qui après le prélèvement ou le remboursement des frais qui auront été faits pour le sauvetage, seront remis à la plus proche autorité consulaire respective, sans être assujétis à aucun droit, à moins qu'ils ne soient vendus pour la consommation locale.

Art. VIII. Le *salut maritime* aura lieu et sera réciproquement rendu, en démonstration d'amitié, entre les vaisseaux de guerre des deux hautes parties contractantes, dans les mêmes occasions, formes et règles que cela se pratique généralement, en temps de paix, entre les bâtiments de la marine militaire des puissances européennes.

Les vaisseaux de guerre de l'une des deux puissances qui rencontreront les navires appartenant à la marine marchande de l'autre, les laisseront poursuivre librement leur route et les aideront même en cas de besoin.

Art. IX. Les commerçants de l'empire ottoman en Grèce, et ceux du royaume hellénique dans les États de S. M. Impériale le Sultan ne seront troublés en rien dans leurs affaires de commerce pour lesquelles ils pourront se servir de courtiers de quelque nation que ce soit.

Art. X. Il est convenu entre les hautes parties contractantes que le commerce de cabotage, consistant en produits indigènes ou étrangers, expédiés d'un port à l'autre de l'un des deux États, pourra se faire librement par les navires et les sujets des deux pays respectifs, à la charge par eux de se soumettre aux mêmes obligations et d'acquitter les mêmes droits auxquels sont assujétis les navires les plus favorisés, soit nationaux, soit étrangers.

Art. XI. Les marchands de l'une des hautes parties contractantes et leurs ayant-cause pourront acheter dans le pays de l'autre, tout objet, produit du sol ou de l'industrie intérieure, dans le but de le revendre pour la consommation de ce même pays, sans payer, lors de l'achat et de la vente, des droits autres ou plus forts que ceux qui sont payés, dans les circonstances analogues, par les sujets indigènes les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce de l'intérieur.

1855 Art. XII. Les sujets de l'une et de l'autre puissance pourront librement acheter et trafiquer dans toutes les parties des États respectifs des marchandises apportées des pays étrangers, sans être assujétis à des droits autres ou plus forts que ceux qui sont payés, dans les circonstances analogues par les sujets des nations les plus favorisées.

Art. XIII. Les négociants de l'empire ottoman et ceux du royaume hellénique jouiront dans les États respectifs, quant à la liberté d'acheter, de transporter et d'embarquer définitivement les articles du produit du sol ou de l'industrie intérieure, destinés à être exportés, des mêmes prérogatives, franchises et traitements, et ne payeront à cet effet que les droits auxquels sont assujétis les nations les plus favorisées.

Art. XIV. Ils jouiront également des mêmes prérogatives, franchises et traitements, et ne payeront que les droits auxquels sont assujétis les sujets des nations les plus favorisées, quant à l'admission et à l'importation dans l'un et l'autre État, des articles, produits du sol ou de l'industrie des pays respectifs, et de toute autre marchandise, de quelque espèce ou provenance que ce soit, embarqués sur des bâtiments respectifs et étant la propriété des sujets de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, ou apportés, par terre ou par mer, d'autres pays, par les sujets respectifs, soit pour être vendus à l'intérieur, soit pour être transportés en d'autres pays.

Art. XV. Il est convenu, en outre, entre les deux hautes parties contractantes que des commissaires *ad hoc* régleront, le plus promptement que possible, sur les bases ci-dessus mentionnés, un tarif général pour toutes les marchandises importées ou exportées par les commerçants hellènes, ainsi que cela est pratique entre la Sublime-Porte et les puissances de l'Europe. En attendant, les droits de douane sur les marchandises importées et exportées par les sujets hellènes seront payés d'après la valeur et selon les taux fixés à l'égard des sujets des autres puissances les plus favorisées et, s'il s'élève quelque contestation sur la fixation de la valeur entre les douaniers et les négociants, la douane sera payée en nature.

Art. XVI. Dans tous les cas de contrebande commise dans les États de l'une des deux puissances contractantes par les sujets de l'autre, on appliquera aux contrevenants les peines fixées par les lois et réglements qui sont ou seront en vigueur dans les États où la contrebande aura eu lieu.

Art. XVII. Les sujets hellènes ne pourront pas plus que ceux 1855
des autres puissances amies de la Sublime-Porte, faire partie des corporations régulièrement établies en Turquie, ni exercer les industries spécialement réservées à ces corporations. Mais si des sujets hellènes se trouvent, par suite d'un ancien usage, faisant partie desdites corporations, ils conserveront leur nationalité, mais ils seront tenus de remplir les conditions auxquelles sont soumis les sujets de la Sublime-Porte faisant partie des mêmes corporations ; de payer les droits requis pour elles, et de contribuer aux charges qui y sont spécialement affectées ; ils seront jugés et punis sans l'intermédiaire des agents diplomatiques et consulaires de leur nation dans les cas de contravention aux obligations spécialement imposées à l'exercice de leur industrie dans ces corporations ; enfin, ils seront tenus de se soumettre à tous les réglements établis de la corporation dans laquelle ils se seront trouvés et à ceux de police du pays concernant ces mêmes corporations. Il est convenu qu'aucun desdits sujets hellènes ne pourra exercer les fonctions de chef d'une de ces corporations.

Art. XVIII. S'il arrivait que l'une des deux hautes parties contractantes se trouvât engagée dans une guerre, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et navigation avec les pays ennemis, excepté avec les villes ou ports qui seraient bloqués ou assiégés, par terre ou par mer, mais dans aucun cas, il leur sera permis de faire le commerce des articles réputés contrebande de guerre et d'instruments quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Art. XIX. Il est convenu qu'aucun bâtiment ennemi ne pourra s'équiper ni s'armer dans les ports et échelles de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes.

Art. XX. Les deux hautes parties contractantes auront réciproquement le droit d'accréditer auprès des cours respectives des ministres et autres agents diplomatiques, ainsi que de nommer des consuls généraux, des consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les ports ou villes de chacun des deux États où ils seront jugés nécessaires par les gouvernements respectifs.

Les consuls généraux, consuls ou vice-consuls dûment nommés par leurs souverains respectifs ne pourront entrer en fonctions qu'avec l'approbation préalable du souverain dans les États duquel ils seront établis. A cet effet, il leur sera délivré les exéquatur ou firmans nécessaires.

Il est convenu que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs ne pourront pas être choisis

1855 parmi les sujets du souverain dans les domaines duquel ils seront établis.

Art. XXI. Lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sont autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leur pays. Ils s'adresseront pour cet objet aux autorités compétentes et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés dont l'identité pourrait être prouvée en cas de contestation ou de doute, par la communication des registres des navires ou rôles d'équipage constatant que de tels individus ont fait partie desdits équipages, et cette réclamation, ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés seront mis à la disposition desdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents commerciaux et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être détenus jusqu'au moment où ils seront rendus aux navires auxquels ils appartenaient, ou renvoyés dans leur patrie par un bâtiment de la même nation ou un autre bâtiment quelconque. Mais si, par quelque raison provenant du fait du consul ou agent, sur la réclamation duquel le déserteur aurait été arrêté, celui-ci n'est pas renvoyé dans l'espace de quatre mois à compter du jour de son arrestation, il sera mis en liberté et ne sera plus arrêté pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition juqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire, ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XXII. Les ministres et autres agents diplomatiques, ainsi que les consuls généraux, consuls et vice-consuls de l'une et de l'autre des parties contractantes ne pourront, dans aucun cas, accorder le pavillon ou la patente de leur nation ni donner leur protection à aucun bâtiment qui n'appartiendrait pas effectivement à leurs pays respectifs.

Seront considérés comme navires ottomans ou hellènes ceux qui navigueront et seront possédés conformément aux réglements en vigueur dans chacun des deux États.

Art. XXIII. Les ministres et autres agents diplomatiques, ainsi que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux puissances contractantes ne pourront jamais soustraire publiquement ou secrètement les sujets de l'autre, à leur

autorité légitime, ou les protéger par des passeports ou par des 1855
patentes.

Art. XXIV. Les ministres et autres agents diplomatiques, ainsi que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux puissances contractantes jouiront dans les États de l'autre des mêmes honneurs, égards, priviléges et protection que ceux des nations les plus favorisées.

Ils exerceront un égal droit de surveillance sur leurs propres nationaux, et ceux-ci auront librement recours à la juridiction de leurs autorités consulaires dans leurs procès et différends qui pourront exister exclusivement entre eux en matière civile et commerciale.

Les différends et les procès qui pourront s'élever en Turquie en matière civile et commerciale entre les sujets des deux puissances, ou bien entre les sujets hellènes et des sujets étrangers et *vice versa*, les différends et les procès qui pourront s'élever en Grèce en matière civile et commerciale entre les sujets des deux puissances, ou bien entre les sujets ottomans et des sujets étrangers seront jugés, dans l'un et dans l'autre pays, d'après les principes, lois et réglements, qui y sont en vigueur à l'égard des nations les plus favorisées.

Il est aussi entendu que la poursuite, la connaissance et la punition des crimes, délits et autres actions punissables qui seraient commis par les sujets de l'une des deux parties contractantes sur le territoire de l'autre, auront lieu conformément aux principes, lois et réglements qui sont et seront en vigueur dans les États respectifs à l'égard des nations les plus favorisées.

Art. XXV. Les délits, crimes ou autres actions punissables qui se commettraient à bord des bâtiments marchands de l'une des parties contractantes, en rade ou dans les ports de l'autre, par un ou plusieurs hommes de l'équipage envers un ou plusieurs hommes du même ou d'un autre équipage de navire portant le même pavillon, ou des passagers de la même nation, ne pourront être poursuivis ni jugés par les autorités locales; l'instruction et le jugement seront exclusivement dévolus aux consuls ou autres autorités compétentes de celle des deux parties dont le pavillon couvrirait le navire, conformément aux lois respectives des deux pays.

Il en sera de même des différends de toute autre nature qui s'élèveraient entre les personnes susmentionnées.

Art. XXVI. En cas de décès d'un sujet ottoman en Grèce ou d'un sujet hellène dans les États de S. M. Impériale le Sultan, l'au-

1855 torité consulaire, de la juridiction de laquelle dépendra le décédé, prendra possession de la succession de celui-ci pour la transmettre à ses héritiers. En l'absence de l'autorité consulaire sur les lieux, le juge compétent de la localité sera tenu de transmettre l'inventaire et le produit de la succession à l'autorité consulaire la plus proche, sans réclamer aucun droit.

Art. XXVII. Les hautes parties contractantes conviennent mutuellement que tout avantage qu'elles accordent ou accorderont aux commerçants, aux produits ou à la navigation d'une nation tierce est ou sera immédiatement acquis aux commerçants, aux produits et à la navigation de leurs États respectifs.

Il est pourtant entendu que quant aux avantages que l'une des parties contractantes n'accorde aux produits d'un autre État que sur l'assurance d'avantages particuliers, celle-ci sera en droit de réclamer de l'autre des avantages analogues.

Art. XXVIII. Les deux parties contractantes conviennent de ne pas recevoir des pirates dans aucun des ports, baies, ancrages de leurs États; d'employer toute la rigueur des lois contre toutes les personnes connues pour être des pirates et contre les individus résidant dans leurs territoires qui seraient convaincus de correspondance et de complicité avec elles. Tous les navires et cargaisons appartenant aux sujets des hautes parties contractantes que les pirates prendraient ou conduiraient dans les ports de l'une ou de l'autre, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs fondés de pouvoirs, dûment autorisés, qui prouveront l'identité de la propriété, et la restitution sera faite, même quand l'article aurait été vendu.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Constantinople, dans l'espace de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

BRÉSIL ET PORTUGAL. 1855

Convention entre le Brésil et le Portugal, pour la répression de la falsification de la monnaie et des papiers du trésor public des deux pays, signée le 12 Janvier 1855.

AUTRICHE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Déclaration échangée entre l'Autriche et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, pour l'extradition des criminels, en vertu de la résolution prise par la diète Germanique le 24 Janvier 1854, en date du 25 Février 1855.

GRANDE-BRETAGNE ET PRUSSE.

Convention supplémentaire au traité du 13 Mai 1846, entre la Grande-Bretagne et la Prusse, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Londres, le 14 Juin 1855.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BRUNSWIC.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et le duché de Brunswic, pour l'abolition du droit d'aubaine, signée en Septembre 1855.

1855

AUTRICHE ET BADE.

Convention entre l'Autriche et le grand-duché de Bade, pour l'extension de la convention d'extradition des criminels, signée le 20/31 Octobre 1855.

AUTRICHE ET FRANCE.

Convention entre l'Autriche et la France, pour l'extradition des criminels, signée le 15 Novembre 1855.

BRÉSIL ET RÉP. DE L'ÉQUATEUR.

Convention entre le Brésil et la république de l'Équateur, pour l'extradition réciproque des criminels, signée à Quito, le 28 Novembre 1855.

AUTRICHE ET HESSE ÉLECTORALE.

Convention entre l'Autriche et la Hesse électorale, pour l'extradition des criminels, en vertu de la résolution prise par la diète Germanique le 24 Janvier 1854, signée en 1855

BADE ET WURTEMBERG. 1855

Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Bade, sur l'application et la modification du traité de 1825, touchant l'exercice réciproque de la juridiction, signée en 1855.

BADE ET VILLE LIBRE DE FRANCFORT.

Convention entre le grand-duché de Bade et la ville libre de Francfort, relative à la modification des droits de navigation, signée en 1855.

SUÈDE ET BADE.

Convention entre la Suède et le grand-duché de Bade, pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signée en 1855.

1856

ÉTATS DU ZOLLVEREIN ET BRÊME.

Traité de commerce entre la Prusse, le Hanovre et la Hesse électorale, pour eux et au nom des autres États du Zollverein *d'une part, et la ville libre anséatique de Brême de l'autre part, signé à Brême, le* 26 *Janvier* 1856.

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Hannover und Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, für Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des, Kraft der Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, 12. Mai und 10. Dezember 1835, 2. Januar 1836, 8. Mai, 19. Oktober und 13. November 1841, endlich vom 4. April 1853 bestehenden Zoll- und Handelsvereines, nämlich : der Kronen Bayern, Sachsen und Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg-Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, sowie der Fürstlich Reussischen Länder älterer und jüngerer Linie —, des Herzogthums Braunschweig, des Grossherzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt, ferner in Vertretung des Grossherzogthums Luxemburg, der Grossherzoglich Mecklenburgischen Enklaven Rossow, Netzeband und Schönberg, des Grossherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld, der Herzogthümer Anhalt-Dessau-Köthen und Anhalt-Bernburg, der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont, der Fürstenthümer Lippe und Schaumburg-Lippe, der Landgräflich Hessischen Gebietstheile, des Oberamts Meisenheim und des Amts Homburg, einerseits,

und

der Senat der freien Hansestadt-Bremen andererseits,

von dem Wunsche geleitet, die gegenseitigen Handelsbeziehungen zwischen Ihren Staaten im gemeinsamen Interesse möglichst zu fördern, haben zu diesem Zwecke Verhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten bestellt :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

von welchen Bevollmächtigten folgender Vertrag, unter dem Vorbehalt allseitiger Ratifikation, abgeschlossen worden ist: 1856

Art. I. Die Schiffe Preussens und jedes der übrigen Staaten des Zollvereins, welche in die Häfen der freien Hansestadt Bremen eingehen oder von dort ausgehen werden, und umgekehrt, die Bremischen Schiffe, welche in die Häfen des Königreichs Preussen oder eines anderen Staats des gedachten Vereins eingehen oder von dort ausgehen werden, sollen ohne Rücksicht auf ihren Abgangs- oder Bestimmungsort hinsichtlich aller das Schiff treffenden Abgaben, welcher Art oder Benennung dieselben seien, mögen sie im Namen oder zum Vortheile öffentlicher Beamten, Ortsverwaltungen oder Anstalten irgend einer Art erhoben werden, auf demselben Fusse behandelt werden, wie die Nationalschiffe.

Art. II. Alle Erzeugnisse und andere Gegenstände des Handels, deren Einfuhr oder Ausfuhr nach oder aus den Staaten der hohen vertragenden Theile gesetzlich auf Nationalschiffen wird stattfinden können, sollen ohne Unterschied ihrer Herkunft und Bestimmung auch auf Schiffen des anderen Theils dorthin eingeführt oder von dort ausgeführt werden können.

Art. III. Waaren jeder Art, ohne Unterschied ihres Ursprungs oder Eigenthümers, die, von welchem Lande es sei, durch Schiffe des Zollvereins in die Häfen Bremens, oder durch Bremische Schiffe in diejenigen des Zollvereins eingeführt werden, desgleichen Waaren, die, für welche Bestimmung es sei, aus den Häfen des Zollvereins durch Bremische Schiffe, oder aus den Häfen Bremens durch Schiffe der Zollvereins-Staaten ausgeführt werden, sollen in den beiderseitigen Häfen keine andere oder höhere Abgaben entrichten, als wenn die Einfuhr oder Ausfuhr derselben Gegenstände durch Nationalschiffe stattfände.

Die Prämien, Abgabenerstattungen oder andere Begünstigungen dieser Art, welche in dem Gebiete des einen der hohen kontrahirenden Theile der Einfuhr oder Ausfuhr auf Nationalschiffen bewilligt werden, sollen in gleicher Weise bewilligt werden, wenn die Einfuhr oder Ausfuhr auf Schiffen des anderen Theiles erfolgt.

Art. IV. Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben dürfen in keinem der kontrahirenden Staaten

1) Erzeugnisse des Gebiets des anderen kontrahirenden Theils ungünstiger als gleichartige Erzeugnisse irgend eines ausserdeutschen Staates,

1856 2) Waaren, welche aus dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theils ein- oder durchgeführt werden, ungünstiger als beim unmittelbaren Eingange vom Auslande,

3) Ausfuhrgegenstände, beim Ausgange nach dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theils ungünstiger als beim unmittelbaren Ausgange nach dem Auslande

behandelt werden.

Ausnahmen hiervon sind nur bei Zolleinigungen mit dritten Staaten und hinsichtlich solcher Begünstigungen zulässig, welche dritten Staaten durch schon bestehende Verträge zugestanden sind, oder welche den, unmittelbar über die Landgrenze eingehenden Erzeugnissen eines Nachbarlandes oder seiner Europäischen Zubehörungen mit Rücksicht auf ähnliche Gegenleistungen etwa zugestanden werden; ferner von der Verabredung zu 2., in Bezug auf Wein, bei dessen Verzollung eine Eingangsabgaben-Ermässigung auf den direkt aus den Erzeugungslanden herkommenden Wein beschränkt werden kann.

Art. V. Da die hohen kontrahirenden Theile die Unterdrückung des Schleichhandels an den beiderseitigen Grenzen, sowie von der Weser und deren Nebenflüssen aus, nicht minder wie eine freundnachbarliche Mitwirkung hierbei als vorzügliches Mittel zur Beförderung des redlichen Verkehrs zwischen Ihren Gebieten anerkennen, so verpflichten dieselben Sich, dem Schleichhandel zwischen Ihren Landen, und insbesondere da, wo die beiderseitigen Grenzen sich berühren, nach Möglichkeit entgegenzuwirken, jeden durch die Zoll- und Steuergesetze des Nachbarlandes verbotenen Verkehr nach letzterem zu verbieten, zu bestrafen und überhaupt möglichst zu verhindern, auch Sich gegenseitig zur Ausrottung eines solchen unerlaubten Verkehrs, wo derselbe sich zeigen sollte, behülflich zu sein. Zu Erreichung dieses Zwecks ist die in der Anlage I. beigefügte Uebereinkunft wegen Unterdrückung des Schleichhandels zwischen Ihnen errichtet worden.

Art. VI. Um dem Verkehr zwischen Bremen und dem Gebiete des Zollvereins diejenigen Erleichterungen zu gewähren, welche ohne Gefährdung des Zoll-Interesse zulässig erscheinen, ist man übereingekommen, dass in der Stadt Bremen für den Verkehr vermittelst der Eisenbahn und der Weser ein zollvereinsländisches Haupt-Zollamt mit besonders festzusetzenden Befugnissen zur Zoll-Abfertigung und Erhebung errichtet werde. Die dazu erforderlichen Lokalitäten und Anstalten werden von Seiten Bremens und auf dessen Kosten gestellt. Die in der Anlage II. beigefügte Uebereinkunft enthält die näheren Bestimmungen hierüber.

Art. VII. Zur Beförderung des Waarenabsatzes aus dem Zoll- 1856
vereine nach anderen, besonders überseeischen Ländern, soll in beiderseitigem Interesse in der Stadt Bremen eine Zollvereins-Niederlage unter Aufsicht und Kontrole des im vorstehenden Artikel erwähnten Haupt-Zollamts errichtet werden, in welcher Erzeugnisse des Zollvereins, sowie in demselben verzollte fremde Waaren gelagert, behandelt, umgepackt, getheilt und solchergestalt in den Zollverein zollfrei zurückgebracht werden können. Die Verwaltung dieser Niederlage steht der freien Hansestadt Bremen zu, welche die erforderlichen Baulichkeiten und Einrichtungen auf ihre Kosten übernimmt. Das Nähere ist hierüber in der Anlage II. bestimmt.

Art. VIII. Um die Unterdrückung des Schleichhandels vollständiger zu erreichen, welcher durch die vorspringende Lage Bremischer Gebietstheile begünstigt wird, sind die hohen Kontrahenten übereingekommen:

1) die hollerländischen Aussendeichsländereien an der rechten Seite des längs des Deichs fliessenden Zuggrabens (Deichschlot) von Tenöver an, sowie an der rechten Seite der Wumme, wo diese an den Hollerdeich tritt,
2) die am rechten Ufer der Wumme belegenen Theile des Gerichts Borgfeld, namentlich Butendieck, Timmerslohe, Borgfelder-Moor, Borgfelder-Weide, sowie sämmtliche Borgfelder Wiesen,
3) die Wumme und Lesum oberhalb Burg, soweit Bremen die Landeshoheit darüber zusteht,
4) die am linken Ufer der Ochum belegenen Bremischen Dorfschaften und Feldmarken Kirchhuchting, Mittelshuchting, Brookhuchting, Varrelgraben und Grolland, einschliesslich des Ochumflusses,

unbeschadet der dem Bremischen Staate zustehenden Landeshoheit, dem Zollvereine anzuschliessen. Das Nähere über diesen Anschluss ist in der als Anlage III. beigefügten Uebereinkunft festgestellt.

Ueber die Besteuerung der inneren Erzeugnisse in den vorgenannten Gebietstheilen ist die in der Anlage IV. enthaltene besondere Uebereinkunft zwischen Hannover und Bremen abgeschlossen worden.

Art. IX. Zur Beförderung des Verkehrs ist weiter verabredet worden, dass die den kontrahirenden Staaten angehörigen Fabrikanten und Gewerbtreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um

1856 Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in demjenigen Staate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theiles keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein sollen.

Art. X. Da die Stadt Bremen für manche Gegenstände, welche allein oder doch hauptsächlich aus dem Zollvereine dahin gelangen, den Hauptmarktort für die zum Zollvereine gehörige Gegend der unteren Weser bildet, eine Zollkontrole dabei aber unnöthige Belästigung herbeiführen würde, so ist man übereingekommen, dass folgende Gegenstände vom Bremischen Gebiete, mit Ausschluss von Vegesack und Bremerhaven, zollfrei in den Zollverein eingehen sollen, als:

1) Eichen-, Ulmen-, Eschen-, Buchen-, auch Fichten-, Tannen-, Lerchen-, Pappeln- und Erlenholz in Stämmen, Stöcken und Scheiten; ferner Bandstöcke, Stangen, Faschinen, Pfahlholz, Flechtweiden, auch beim Transport auf der Weser und deren Nebenflüssen;

2) grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler-, Tischler- und blos gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten, auch grobe Maschinen von Holz, weder gefärbt, gebeizt, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen. Jedoch sollen Beschläge, Nägel, Schrauben, Scharniere, Reife, Schlösser, ferner Seile, Stricke, Bindfaden, Bänder, Schnüre und Riemen zur Befestigung oder Verbindung der einzelnen Bestandtheile die zollfreie Zulassung der bezeichneten Waaren nicht ausschliessen;

3) grobe Korbflechterwaaren aus ungeschälten Ruthen, ingleichen aus geschälten Ruthen, weder gefärbt, gebeizt, lackirt noch gefirnisst, zum Wirthschaftsgebrauch;

4) ordinaire, ungefärbte Matten und Fussdecken von Bast, Binsen, Stroh und Schilf;

5) gemeine Töpferwaaren, d. h. gewöhnliches, aus gemeiner Töpfererde verfertigtes Töpfergeschirr mit oder ohne Glasur, Fliesen und Schmelztiegel, und

6) Hohlglas in seinen natürlichen Farben (grünes, schwarzes, gelbes), weder gepresst, noch geschliffen, noch abgerieben.

Inwieweit und in welcher Art zur Begründung des Anspruchs auf die vorgedachte Befreiung vom Eingangszolle ein Nachweis über die Versendung der betreffenden Gegenstände aus dem Bre-

mischen Gebiete geführt werden muss, darüber werden durch die 1856
Vollzugskommission (Art. XVI) die näheren Anordnungen getroffen werden.

Art. XI. Zur gegenseitigen Erleichterung des Verkehrs auf Messen und Jahrmärkten soll künftig nur von dem verkauften Theile der auf die Messen und Jahrmärkte in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theils gebrachten Waaren die gesetzliche Eingangsabgabe, für den unverkauft zurückzuführenden Theil aber auf vorschriftsmässigen Nachweis über die Identität der ein- und zurückgeführten Waaren in beiden Gebieten weder eine Eingangsabgabe noch Durchgangsabgabe erhoben werden.

Gegenstände der Verzehrung sind von dieser Erleichterung ausgeschlossen; für grobes und feines Backwerk ist dieselbe jedoch gleichfalls zugestanden.

Art. XII. Die in dem vorstehenden Artikel für den Jahrmarktverkehr bestimmten Erleichterungen sollen auch bei dem Verkehr auf den Viehmärkten in den gegenseitigen Gebieten Anwendung erhalten, so dass für das unverkauft zurückgehende Vieh weder eine Eingangs- noch Durchgangsabgabe erhoben werden wird.

Art. XIII. Die Angehörigen des einen der hohen Kontrahenten, welche die Märkte und Messen in dem Gebiete des anderen beziehen, sollen daselbst hinsichtlich der Verbindlichkeit zur Entrichtung einer Abgabe dafür den eigenen Angehörigen gleich behandelt werden.

Art. XIV. Soweit durch den im Artikel VIII verabredeten Anschluss Bremischer Gebietstheile an den Zollverein ländliche Besitzungen in der Art getrennt werden, dass einzelne Grundstücke durch die Zolllinie von dem Gute oder Hofe abgeschnitten sind, von welchem aus sie bewirthschaftet werden, soll neben der gegenseitigen Gewährung solcher Erleichterungen, wie sie nach den im Zollverein geltenden Bestimmungen für den kleinen Grenzverkehr zugelassen werden können, das erforderliche Saatkorn zu deren Bestellung zollfrei eingebracht werden dürfen, nicht minder die Erhebung eines Zolles für das auf solche Grundstücke zur Weide gehende Vieh wegfallen.

Art. XV. Das persönliche Verhältniss der bei dem in Bremen zu errichtenden Haupt-Zollamte oder sonst im Bremischen Gebiete zu stationirenden Zollbeamten wird dahin bestimmt, dass dieselben während der Dauer ihres dienstlichen Aufenthalts daselbst nebst ihren im Familienbande stehenden Angehörigen in dem Unterthanenverbande desjenigen Staates, welchem sie angehören, verbleiben und ihr Wohnrecht daselbst ihnen erhalten wird. Sie sind den Ge-

1856 setzen, der Gerichtsbarkeit und Polizei der freien Hansestadt Bremen, sobald nicht die Ausübung ihrer eigentlichen Dienstverrichtungen als Zollbeamte, mithin die Disziplin, Dienstvergehungen oder Dienstverbrechen, ferner Vergehen gegen den Heimathstaat oder dessen Oberhaupt, endlich das eheliche Güterrecht, die Erbfolge in die Verlassenschaft solcher Beamten und die Bevormundung der Hinterbliebenen in Frage stehen, unterworfen, geniessen aber, so lange sie in ihrem bisherigen Unterthanenverbande verbleiben, für sich und ihre Familien eine Befreiung von persönlichen Leistungen, einschliesslich des Militairdienstes oder irgend eines andern Waffendienstes, und von der Vermögen- und Einkommensteuer, sowie von sonstigen persönlichen direkten Staats- und Kommunalabgaben und für ihren Nachlass von der Abgabe von Erbschaften. Der in Bremen bestehenden Gassenreinigungs- und Erleuchtungssteuer sind die genannten Beamten unterworfen.

Art. XVI. Alles, was sich auf die Detailausführung der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Beilagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Kommissarien vorbereitet werden.

Art. XVII. Dem Senate der freien Hansestadt Bremen steht die Befugniss zu, einen Kommissar zu bestellen, welcher in seinem Namen hinsichtlich der aus diesem Vertrage hervorgehenden Verhältnisse mit den Behörden der Zollverwaltung des Zollvereins zur thunlichsten Abkürzung des Geschäftsganges über sich dazu eignende Angelegenheiten in unmittelbares Benehmen zu treten, und namentlich Auskunft einzuziehen befugt sein soll, unbeschadet der direkten Verhandlung zwischen den Regierungen des Zollvereins und Bremen.

Art. XVIII. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum letzten Dezember 1865 mit der Maassgabe festgesetzt, dass, wenn derselbe von dem einen oder dem anderen der kontrahirenden Staaten nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe gekündigt wird, er auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden soll.

Ueber den Anfang der Wirksamkeit des Vertrages wird von beiden Theilen eine Bekanntmachung erlassen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation sämmtlichen betheiligten Regierungen vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen u. s. w.

I. 1856

Uebereinkunft zwischen Preussen, Hannover und Kurhessen für Sich und in Vertretung der übrigen Staaten des Zollvereins einerseits und Bremen andererseits, wegen Unterdrückung des Schleichhandels. *Vom* 26. *Januar* 1856.

Art. I. Die kontrahirenden Staaten verpflichten sich gegenseitig, auf die Verhinderung und Unterdrückung des Schleichhandels durch alle angemessenen, ihrer Gesetzgebung entsprechenden Maassregeln gemeinschaftlich hinzuwirken.

Art. II. Diese Verpflichtung erstreckt sich auf alle Waaren, für welche bei ihrem Uebergange aus dem Gebiete des einen der kontrahirenden Theile in das Gebiet des anderen eine Ein-, Aus- oder Durchfuhr-Abgabe zu entrichten oder deren Ein-, Aus- oder Durchfuhr in dem andern Staate verboten ist.

Art. III. Die kontrahirenden Staaten verpflichten sich gegenseitig, die dem anderen kontrahirenden Theile angehörigen Unterthanen, welche nach amtlichen Mittheilungen von Seiten des andern Theils den Verdacht des Schleichhandels wider sich erregt haben, innerhalb ihres Gebiets überwachen und dieselben, wenn sie mit Pässen nicht versehen sind, arretiren und der nächsten Polizeibehörde des Nachbarstaates abliefern zu lassen.

In den Gebieten der kontrahirenden Staaten sollen keine Vereine oder Rottirungen von Schleichhändlern geduldet werden, auch sollen Personen, welche den Verdacht erregen, Waaren, deren Einfuhr in dem Gebiete des anderen Theils verboten oder mit Abgaben belastet ist, mit Umgehung der Zollstrassen, einführen zu wollen, auf die nach den letzteren führenden Strassen verwiesen werden.

Art. IV. In der Nähe der Landesgrenzen sollen Waarenanhäufungen oder Ablagen, welche den Schleichhandel zum Zwecke haben, nicht geduldet, vielmehr unter Androhung angemessener, im Wiederholungsfalle zu schärfender Strafen verboten werden. Die kontrahirenden Staaten sind übrigens darin einverstanden, dass Waarenlagerungen zu einem erlaubten Geschäftsbetriebe zu Bremerhaven und Vegesack, sowie an der Weser- und Lesumgrenze, bis einschliesslich Burg, und zu Hastedt, jedenfalls nicht unter den Begriff verbotener Waaren-Anhäufungen oder Ablagen fallen.

Art. V. Der Senat der freien Hansestadt Bremen verpflichtet sich, in den auf den Landbau angewiesenen Bremischen Grenzorten (jedoch mit Ausschluss der im Artikel IV bezeichneten Bremischen Ortschaften und Grenzstrecken) Konzessionen zu der Anlage von

1856 Kramladen oder Handelsetablissements in der Nähe der Landesgrenze, in welchen Zucker, Kaffee, Thee, Reis, Taback und andere Kolonialwaaren, Wein, Branntwein, Manufakturwaaren aus Wolle, Baumwolle oder Seide verkauft werden, nicht weiter zu ertheilen, die ertheilten Konzessionen aber zurückzunehmen, sobald dieses ohne Unbilligkeit geschehen kann.

Art. VI. Die Grenz- oder Polizei-Behörden der kontrahirenden Staaten, namentlich aber die Steuer- und Zoll-Beamten, sollen angewiesen werden, in den angedeuteten Beziehungen, die Interessen der anderen kontrahirenden Staaten jederzeit und auch unaufgefordert mit wahrzunehmen und der gegenwärtigen Uebereinkunft entsprechenden Anträgen der betreffenden Behörden und Offizianten des anderen Staates, welche zum Zweck der Unterdrückung des Schleichhandels gemacht werden möchten, mit Bereitwilligkeit entgegen zu kommen.

Art. VII. Den Zoll-, Steuer- und Polizei-Beamten der kontrahirenden Theile ist die Verpflichtung aufzulegen, beabsichtigte Uebertretungen der Zoll- und Steuer-Gesetze des anderen kontrahirenden Theiles, welche zu ihrer Kunde kommen, durch Einschreiten, insoweit dies zulässig ist, oder durch Anzeige bei den vorgesetzten Behörden, zur Mittheilung an die Zoll- und Steuer-Behörden des betheiligten Staates, thunlichst zu verhindern und begangene Uebertretungen in derselben Weise zur Anzeige zu bringen. In eiligen Fällen geschieht die Anzeige unmittelbar an die Behörde des betheiligten Staates.

Art. VIII. Den Steuer- und Zoll-Beamten der kontrahirenden Theile soll gestattet sein, bei Verfolgung der Spuren begangener Kontraventionen sich auf das angrenzende Gebiet des anderen Staates zu begeben, um den dortigen betreffenden Behörden Mittheilungen von den Kontraventionen zu machen. Diese Behörden haben dann alle gesetzlichen Mittel anzuwenden, welche zur Feststellung des Thatbestandes der Kontravention und zur Ermittelung des Thäters geeignet sind.

Art. IX. Auch soll den Steuer- und Zoll-Beamten der kontrahirenden Staaten die Befugniss zustehen, auf der That betroffene Kontravenienten in das angrenzende Gebiet des andern Theils zu verfolgen und die Anhaltung derselben, sowie die Beschlagnahme der Kontraventionsobjekte nebst den Transportmitteln bei den dortigen zuständigen Landesbeamten zu beantragen, auch, wenn nicht sofort deren Hülfe erwirkt werden kann, die Anhaltung und Beschlagnahme selbst vorzunehmen, in welchem Falle sie jedoch die angehaltenen Personen und Sachen an die Obrigkeit des Gebiets,

in welchem die Anhaltung geschehen ist, ohne Aufenthalt abzu- 1856
liefern haben. In beiden Fällen sind aber die angehaltenen Personen und Sachen frei zu geben, wenn nicht innerhalb vier und zwanzig Stunden nach der Anhaltung von den betreffenden Steuer- und Zoll-Beamten ein weiterer Arrest bei dem zuständigen Steuergericht beantragt worden ist.

Art. X. Den Steuer- und Zoll-Beamten der kontrahirenden Staaten soll bei dieser in Artikel VIII und IX erwähnten Thätigkeit in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theiles derselbe Schutz gewährt werden, welcher den eigenen öffentlichen Beamten des Staates gebührt, auf dessen Gebiete sie diese Thätigkeit ausüben.

Art. XI. Jeder der kontrahirenden Staaten verpflichtet sich, das Ein-, Aus- und Durchgangs-Zollsystem des anderen kontrahirenden Theiles unter den Schutz besonderer, zu solchem Zwecke zu erlassender Strafgesetze zu stellen, nach welchen die gegen die Steuer- und Zollgesetze des anderen Staates begangenen Kontraventionen bestraft werden sollen, wenn dieselben von den eigenen Staats-Angehörigen oder von Fremden, welche sich innerhalb des Hoheitsgebiets des betreffenden Staates aufhalten, begangen werden.

Wegen der Bestrafung von Uebertretungen bei dem Haupt-Zollamte zu Bremen oder bei den, in die nicht angeschlossenen Bremischen Gebietstheile etwa vorzuschiebenden Zollstellen verbleibt es bei den dieserhalb getroffenen besonderen Verabredungen.

Art. XII. Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote des anderen Theils und Zoll- und Steuer-Defrauden — zu welchen alle Handlungen gerechnet werden, die nach den Gesetzen des Staates, gegen welche verstossen wird, als solche anzusehen sind — werden von jedem der kontrahirenden Theile mit Konfiskation des Gegenstandes der Uebertretung oder Erlegung des vollen Werths und daneben mit der Geldstrafe belegt, welche in dem Staate durch Strafgesetze angedroht ist, gegen dessen Gesetze die Uebertretung gerichtet war. Die defraudirten Abgaben sind für Rechnung des verletzten Staates einzuziehen.

Art. XIII. Für solche Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabe-Gesetze des anderen Staates, durch welche ein Ein-, Aus- oder Durchfuhr-Verbot nicht verletzt oder eine Abgabe widerrechtlich nicht entzogen werden konnte oder sollte, sind angemessene Ordnungsstrafen anzudrohen und zu verhängen.

Art. XIV. Freiheits- oder Arbeitsstrafen, mit Ausnahme der für unvollstreckbare Geldstrafen eintretenden Haft oder Arbeit, so-

1856 wie Ehrenstrafen und Entziehung der Gewerbsberechtigungen anzudrohen, ist keiner der kontrahirenden Theile auf Grund dieser Vereinbarung verpflichtet.

Art. XV. Die betreffenden Behörden und Gerichte der kontrahirenden Staaten sollen angewiesen werden, Behufs Feststellung des Thatbestandes begangener Kontraventionen und zur Ermittelung des Kontravenienten in den bei den Behörden des anderen Staates anhängigen Kontraventionsangelegenheiten auf ergangene ordnungsmässige Requisition Zeugenverhöre und Konfrontationen vorzunehmen und erbetene Nachrichten mitzutheilen. Die Sistirung der Steuer- und Zoll-Kontravenienten und der Zeugen vor dem Gerichte des anderen Staates, wider den Willen der betheiligten Personen, findet nicht statt, insofern sie nicht Angehörige des anderen kontrahirenden Theils sind; ebensowenig eine Hülfsvollstreckung der wegen Steuer- und Zoll-Kontraventionen ergangenen Erkenntnisse durch die Gerichte des anderen Staates gegen dessen *Bürger, Schutzgenossen* und *Angehörige,* vorbehaltlich einer für einzelne Fälle unter den höheren Regierungsbehörden der betheiligten Staaten etwa zu treffenden besonderen Vereinbarung.

Eine Hülfsvollstreckung ergangener Erkenntnisse gegen andere Personen, als die bezeichneten Bürger, Schutzgenossen und Staatsangehörigen wird gegenseitig zugestanden.

Art. XVI. Das Verfahren wegen Uebertretung der Gesetze des anderen kontrahirenden Theils ist in jedem der kontrahirenden Staaten bei den Behörden und Gerichten nach den Vorschriften und in den Formen zu leiten, die bei Uebertretung der eigenen Gesetze zur Anwendung kommen. Den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des anderen Theils soll dabei dieselbe Beweiskraft beigemessen werden, welche den amtlichen Angaben der inländischen Behörden, Beamten und Angestellten für Fälle gleicher Art beigelegt ist.

Art. XVII. Das Begnadigungs- und Strafmilderungsrecht verbleibt demjenigen Staate, von dessen Behörden oder Gerichten die Strafe erkannt ist. Es ist jedoch der zuständigen Behörde des betheiligten Staates Gelegenheit zu geben, vor Ausübung dieses Rechtes sich darüber zu äussern.

Art. XVIII. Die wegen des Transports auf der Oberweser zu treffenden Sicherungsmaassnahmen sind durch besondere Verabredung bestimmt. Für die Stromstrecke der Unterweser, d. h. von Bremen abwärts, haben die kontrahirenden Theile zur Sicherung ihrer Handels- und Zoll-Interessen gegen Beeinträchtigungen bei dem Waarentransporte, unter Vorbehalt und unbeschadet aller, aus

der Weser-Schiffahrtsakte vom 10. September 1823 oder aus anderen Staatsverträgen herzuleitenden Rechte, Ansprüche und Verpflichtungen, folgende Verabredungen getroffen: 1856

Art. XIX. Unter den kontrahirenden Staaten, insoweit sie betheiligt sind, soll ein thunlichst gleichmässiges Verfahren über die Patentirung der die Flussschiffahrt auf der Unterweser treibenden Schiffer, die Musterung der Schiffsmannschaft, Abfassung der Musterrollen und die Bezeichnung aller für den Flussschiffahrts-Verkehr auf der Unterweser bestimmten Schiffe verabredet und beobachtet werden. Den diese Strecke befahrenden Flussschiffern soll bei angemessener Strafe und unter Umständen bei Vermeidung der Einziehung des Schifferpatents und Verlustes der Befugniss, auf Flussschiffen der kontrahirenden Staaten ferner zu dienen, untersagt werden, Schleichhandel zur Benachtheiligung der kontrahirenden Staaten zu treiben, oder zu dulden, dass derselbe vermittelst ihrer Schiffe oder von ihrer Schiffsmannschaft getrieben werde. Die Schiffseigenthümer sollen verpflichtet werden, für die von ihren Leuten verwirkten Geldstrafen zu haften.

Art. XX. Die freie Hansestadt Bremen wird thunlichst dahin wirken, durch Anwendung von Dampfschleppschiffen die Fahrt der Leichterfahrzeuge zu beschleunigen; zugleich verpflichten sich die kontrahirenden Staaten, für ihre die Unterweser (Artikel XVIII) befahrenden Fluss- und Leichterschiffe folgende Kontrol-Anordnungen zu treffen.

Art. XXI. 1. Die Hannoverschen, Oldenburgischen und Bremischen Fluss- und Leichterschiffe sind, wenn sie mit Kaufmannswaaren (Stückgütern) befrachtet, von einem Ladeplatz nach einem andern, an der Unterweser zwischen Bremen und Bremerhaven, beide Plätze eingeschlossen, fahren und ihre Fahrt nicht auf diejenige Stromstrecke beschränken, an welcher beide Ufer zum Bremischen Gebiete gehören, mit amtlichem Verschlusse zu belegen. Derselbe ist so einzurichten, dass er dem Zwecke, soweit dieser nach der Bauart der Schiffe sich erreichen lässt, möglichst entspricht. Auf eine angemessene Bauart der Schiffe, welche eine genügende Verschlussanlegung zulässt, soll thunlichst hingewirkt werden. Es soll nicht gestattet sein, dass die Schiffe ausserhalb des verschlossenen Raumes Güter führen, mit Ausnahme solcher, die unverpackt und zugleich im Zollverein mit einer Eingangsabgabe nicht belegt sind, — sowie solcher, welche zur Selbstentzündung geneigt oder der Explosion fähig sind, oder deren Beiladung durch Mittheilung ihrer Eigenschaft den mitverladenen Waaren nachtheilig werden kann.

1856 Durch die zur Ausführung der Vertragsbestimmungen zu ernennenden gemeinschaftlichen Kommissarien ist das Weitere über die Art der Verschluss-Einrichtung zu vereinbaren. Die Anlegung und Abnahme des Verschlusses geschieht durch die Beamten desjenigen Staates, in dessen Ladeplätzen die betreffenden Leichterfahrzeuge ein- oder ausladen. Dabei soll es den Beamten desjenigen der kontrahirenden Theile, von dessen Beauftragten der Verschluss nicht angelegt worden ist, unbenommen sein, vor Abfahrt der Schiffe sich davon zu überzeugen, dass und wie die Verschlussanlegung geschehen ist. Sollte bei dieser Prüfung der Verschluss dem zu vereinbarenden Regulative nicht entsprechend befunden werden, und über dessen Vervollständigung sofortige Verständigung nicht erfolgen, so ist der Abgang des Schiffes nicht aufzuhalten, vielmehr das Weitere der Verständigung der vorgesetzten Behörden zu überlassen.

Auf Dampfschiffe, sowie auf Leichterschiffe mit Auswanderern und deren Effekten, findet der Verschluss keine Anwendung.

Die im Eingange dieses Artikels gedachten Fluss- und Leichterschiffe (mit Ausnahme von Dampfschiffen), welche auf der Unterweser bis zur Rhede von Bremerhaven, letztere ausgeschlossen, an einer Stelle auf dem offenen Strome, woselbst nicht beide Ufer zum Bremischen Gebiete gehören, Kaufmannswaaren aus anderen Schiffen übernehmen oder an dieselben abliefern, sind der Verschlussanlegung ebenfalls unterworfen und müssen den Beamten, welche den Verschluss anzulegen oder abzunehmen haben, durch Aufhissung einer Flagge ein Zeichen geben. Wenn binnen einer halben Stunde nach Aufhissung einer Flagge kein Beamter erscheint, so ist den Schiffern gestattet, ohne Anlegung des Verschlusses abzufahren oder den angelegten Verschluss zum Zwecke der Ausladung selbst abzunehmen. Schiffe, welche durch Sturm, Eisgang oder ähnliche Umstände verhindert sind, ohne dringende Gefahr die Ankunft eines Beamten zum Zwecke der Anlegung des Verschlusses abzuwarten, sollen nicht verpflichtet sein, die Frist von einer halben Stunde inne zu halten.

Art. XXII. 2. Ueber das Verhalten dieser Schiffe während der Fahrt auf der im Eingange des Artikels XXI bezeichneten Strecke der Unterweser ist Folgendes anzuordnen:

a) Jedes Schiff hat, sowie es den Hafen oder Ladeplatz verlässt, einen seine Staatsangehörigkeit bezeichnenden Wimpel aufzuziehen und während der ganzen Fahrt zu führen.

b) Wenn es Güter geladen hat, damit von dem Ladungsplatze abgegangen ist und demnächst innerhalb einer Entfernung von

300 Fuss von dem Punkte des Ufers eines der kontrahirenden 1856
Staaten an gerechnet, bis zu welchem die gewöhnliche Fluth reicht, vor Anker geht oder anlegt, so hat es während der Nachtzeit, und zwar von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang, eine brennende Laterne, mindestens in der Höhe von acht Fuss in der Art auszuhängen, dass sie von allen Seiten gesehen werden kann.

c) Die Schiffer dürfen während der Fahrt nach ihrem Bestimmungsorte nur dann vor Anker gehen, wenn es eintretende Umstände und Verhältnisse erforderlich machen, und haben, sobald diese wegfallen, ihre Reise ungesäumt fortzusetzen. Ueber die Nothwendigkeit des Ankerwerfens oder eines etwaigen längeren Liegenbleibens haben sich dieselben auf Erfordern bei ihrer Ankunft am Löschplatze genügend auszuweisen. Sie werden, wenn sie dieselbe nicht zu rechtfertigen vermögen, in eine angemessene Ordnungsstrafe genommen. Die Zoll- und Steuer-Behörden der kontrahirenden Staaten haben die Beobachtung dieser Vorschriften Seitens der Schiffer zu überwachen und die bemerkten Uebertretungen den zuständigen Behörden desjenigen Staates anzuzeigen, welchem das Schiff angehört, unter Angabe der Nummer des Schiffs.

Art. XXIII. 3. Den Schiffern sollen für die Fahrten auf der im Artikel XXII bemerkten Strecke Stundenzettel ausgestellt werden, auf welchen die Zeit des Abganges und der Ankunft am Abgangs- und Ankunftsorte von den dazu angeordneten Behörden oder Personen zu bemerken ist.

Bei dem Waarentransporte von einem auf dem Weserstrom umladenden Seeschiffe nach einem der gedachten Plätze ist der Stundenzettel von dem an Bord des Seeschiffes sich befindenden Bevollmächtigten des Waarenempfängers auszustellen, sowie umgekehrt bei dem Transporte von Waaren nach einem auf dem Strome einladenden Seeschiffe, dessen Kapitain, Steuermann oder dessen Stellvertreter die Zeit der Ankunft zu bemerken hat.

Auf Dampfschiffe, sowie auf Frachtschiffe, welche durch Dampfschiffe geschleppt werden, finden die in diesem und dem vorhergehenden Artikel erwähnten Maassregeln keine Anwendung.

Art. XXIV. 4. Sollten die Königlich Hannoversche und die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung verfügen, dass alle Schiffe, welche von einem Weserplatze nach einem unterhalb Bremen belegenen Hannoverschen oder Oldenburgischen Orte:

1856 Zucker, Kaffee, Thee, Reis, Syrup, Taback oder andere Kolonialwaaren, sowie Wein, Branntwein und Spirituosen jeder Art, Wollen-, Baumwollen- oder Seidenwaaren

bringen, mit einem Verzeichnisse der geladenen Waaren, unter Angabe der Namen und Wohnorte der Absender und Empfänger, wie des Zollamts, über welches die Einführung dieser Waaren in das Zollvereinsgebiet geschehen soll, versehen sein müssen, so wird die freie Hansestadt Bremen anordnen, dass bei ihren Ausgangszollämtern zu Bremen, Vegesack und Bremerhaven jenes Verzeichniss mit den eingelieferten Ausfuhrscheinen und Frachtbriefen der Absender verglichen, und, nachdem solche übereinstimmend befunden, mit dem Stempel des betreffenden Bremischen Zollamts versehen, den Schiffern mitgegeben werde. Ein von dem letzteren einzuliefernde Duplikat solches Verzeichnisses wird von den betreffenden Bremischen Zollämtern drei Monate lang aufbewahrt, um unter eintretenden Umständen auf Begehren dem betreffenden Hannoverschen und Oldenburgischen Zollamte mitgetheilt werden zu können.

Eine etwaige nähere Feststellung der Ausführungsbestimmungen bleibt den Vollzugskommissarien vorbehalten.

Der freien Hansestadt Bremen wird von der Königlich Hannoverschen und Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung gegenseitige Hülfsleistung zugesichert, falls dieselbe ähnliche Verfügungen früher oder später erlassen sollte.

Art. XXV. 5. Es soll unter Androhung angemessener Strafen untersagt werden, auf der Weser längs des Hannoverschen oder Oldenburgischen Ufers Schiffe auszulegen, um sie Behufs des Verkehrs mit den Zollvereinsstaaten als unverzollte Waarenniederlagen zu benutzen.

Art. XXVI. 6. Offene Boote, welche den kontrahirenden Staaten angehören und auf der Unterweser bis zur Rhede von Bremerhaven, letztere sowie diejenige Stromstrecke, an welcher beide Ufer zum Bremischen Gebiete gehören, ausgeschlossen, ihre Fahrt unterbrechen, sind, bei entstehendem Verdachte beabsichtigter Einschwärzung, der Durchsicht der Beamten der Kontrolfahrzeuge unterworfen, und können von den letzteren, insofern sie zollpflichtige Waaren enthalten, zur Fortsetzung der Fahrt in bestimmter Richtung angehalten werden, falls sich die Beamten nicht überzeugen, dass zum Stillliegen eine genügende Veranlassung vorhanden ist.

Art. XXVII. Die unter den vorstehenden Nummern 1 bis 6 ge-

troffenen Verabredungen beziehen sich auch auf die Lesum bis 1856
einschliesslich Burg.

Art. XXVIII. Wenn ein mit Gütern beladenes Fluss- oder Leichterschiff durch Frostwetter in seiner Fahrt gehindert wird, und am Hannoverschen oder Oldenburgischen Weser- oder Lesum-Ufer einfriert, so soll dies, bei Vermeidung einer Ordnungsstrafe, binnen acht und vierzig Stunden dem nächsten Zollamte oder Zollbeamten der Königlich Hannoverschen oder Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung angezeigt und die Ladung unter Vorlegung der Ladungspapiere angemeldet werden. Für Schiff und Ladung dürfen dadurch bei der Zollbehörde keine Kosten entstehen.

Der Transport solcher Ladungen in das Gebiet der freien Hansestadt Bremen auf dem Eise oder dem Landwege geschieht frei von Ein- oder Durchgangszöllen. Die gleiche Befreiung gilt für die Ladung der Schiffe, welche an der Seite des Bremischen Ufers einfrieren. Auf den Transport von Gütern und zollpflichtigen Gegenständen über das Eis der zugefrorenen Weser oder Lesum innerhalb der Grenzen des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg finden dieselben Bestimmungen Anwendung, welche für den Landtransport daselbst gelten würden.

Art. XXIX. Die kontrahirenden Theile versprechen gegenseitig die zur Ausführung des Vertrags erforderlichen Gesetze, Verordnungen, Bekanntmachungen und Verfügungen thunlichst bald zu erlassen und sich dieselben gegenseitig mitzutheilen.

So geschehen u. s. w.

II.

Uebereinkunft zwischen Preussen, Hannover und Kurhessen für Sich und in Vertretung der übrigen Staaten des Zollvereins einerseits und der freien Hansestadt Bremen andererseits, wegen Errichtung eines zollvereinsländischen Hauptzollamts und einer Niederlage für Zollvereinsgüter in der Stadt Bremen. *Vom* 26. *Januar* 1856.

Art. I. Das in der Stadt Bremen vom Zollverein zu errichtende Haupt-Zollamt tritt nach den nachfolgenden Bestimmungen an die Stelle der Grenz-Zollämter, welche sonst an der Grenze gegen das Bremische Gebiet an der Eisenbahn und der oberen Weser anzulegen sein würden. Dasselbe ist für diese Verkehrs-Verbindungen als Grenz-Eingangs- und Ausgangs-Amt des Zollvereins in der Weise anzusehen, dass demselben nur

1856 1) zur Ausfertigung und Erledigung von Begleitscheinen I., sowie Ansagezetteln und zur Ausfertigung von Begleitscheinen II., ferner zur Ausfertigung und Erledigung von Deklarationsscheinen für den Verkehr mittelst Berührung des Auslandes,

2) zur Erhebung des Eingangszolles von Effekten, welche Passagiere der Eisenbahnen und Dampfschiffe mit sich führen, innerhalb der desfalls besonders verabredeten Grenzen, sowie von Gütern, welche mit keinem höheren Eingangszolle als 15 Sgr. für den Zentner belegt sind,

3) zur Erhebung des Durchgangszolles,

4) zur Ablassung zollfreier Gegenstände in den freien Verkehr,

die Ermächtigung beiwohnt.

Ausserdem ist das gedachte Haupt-Zollamt zur Erhebung des Ausgangs-Zolles von Gegenständen, die mittelst der Post versendet werden, bis zur Höhe von zehn Thalern für eine Sendung, sowie zur Erhebung des Ausgangszolles von den aus der Niederlage (Artikel XI) entnommenen, ausgangszollpflichtigen Gegenständen befugt.

Für den Verkehr von und über Bremen nach dem Zollvereinsgebiete auf andern Wegen als auf der Eisenbahn oder weseraufwärts sollen die vorstehend unter Nr. 1 und 3 erwähnten Abfertigungsbefugnisse dem Haupt-Zollamte unter den noch festzustellenden Vorkehrungen gegen Missbrauch ebenfalls zustehen.

Art. II. Dieses Haupt-Zollamt wird unter die Leitung und Aufsicht der Zoll-Direktivbehörde zu Hannover gestellt und hat nach den im Königreiche Hannover bestehenden Vorschriften zu verfahren. Die Zollerhebung geschieht für Rechnung der Königlich Hannoverschen Regierung, welche die erhobenen Beträge mit ihren übrigen Zolleinnahmen zur Theilung zu bringen hat.

Art. III. Wer aus Bremen und dem Bremischen Gebiete Waaren und Effekten den betreffenden Zollstellen zur Abfertigung nach dem Zollvereine vorführt, oder wer Waaren und Effekten, ohne sie diesen Zollstellen zu der in diesen Fällen jedesmal erforderlichen Abfertigung vorzuführen, auf der Eisenbahn oder auf Schiffen, welche auf der Weser stromaufwärts nach dem Zollverein bestimmt sind, dahin die Fahrt beginnen lässt, soll so angesehen werden, als wenn er damit die Zollgrenze und die erste Zollstelle im Zollvereine überschreite, und daher insonderheit auch in Bezug auf die Abgabe der Zolldeklarationen über solche Waaren den zollgesetzlichen Bestimmungen desselben unterworfen sein. Der Senat der freien Hanse-

stadt Bremen verpflichtet sich, dieses gesetzlich auszusprechen und 1856
zu diesem Ende die hier Anwendung findenden Bestimmungen des Zollgesetzes, der Zollordnung, des Vereins-Zolltarifs und des Zoll-Strafgesetzes, wie diese Gesetze für das Königreich Hannover erlassen worden, nebst den künftig dabei eintretenden Abänderungen zu publiziren.

Art. IV. Da sowohl die nach dem Zollvereine abgehenden Eisenbahnzüge auf dem Bahnhofe und auf der bis in den Zollverein gehenden Bahnstrecke, sowie die auf der oberen Weser abgehenden Schiffe und die in anderer Weise zur Versendung nach dem Zollvereine gelangenden Güter und Effekten unter genügende Zollaufsicht gestellt werden müssen, so sollen die zu dem Ende erforderlichen Anordnungen von der zum Vollzuge des gegenwärtigen Vertrages zu bestellenden gemeinschaftlichen Kommission getroffen werden. Hierher gehören insbesondere die Absperrung des nöthigen Raumes auf dem Eisenbahnhofe, die Begleitung der Eisenbahnzüge und der nach dem Zollvereine weseraufwärts abgehenden Schiffe durch Aufsichtsbeamte, und die über die Beaufsichtigung der Eisenbahnstrecke und der oberen Weser bis zum Eintritte in das Zollvereinsgebiet nöthigen Anordnungen.

Art. V. Die Eisenbahnbeamten in Bremen sollen zur Wahrung des Zoll-Interesse und Beobachtung der deshalb ihnen ertheilt werdenden Vorschriften in Eid und Pflicht genommen werden. Eisenbahnbeamte, welche in dieser Beziehung sich einer Verletzung ihrer Pflichten schuldig machen, werden in Strafe genommen und unter Umständen aus dem Dienst entfernt werden.

Art. VI. Auch die Steuerbeamten der freien Hansestadt Bremen werden angewiesen werden, soweit es ihre Dienstverrichtungen gestatten, das Zoll-Interesse des Zollvereins wahrzunehmen, sowie umgekehrt die Zollbeamten des Zollvereins das Bremische Steuer-Interesse in gleicher Weise zu befördern haben.

Art. VII. Die Waarenabfertigung nach dem Zollvereine unterliegt bei dem Haupt-Zollamte den allgemeinen Vorschriften der Zollordnung, doch soll bei der Versendung mittelst der Eisenbahn in der Regel der Wagenverschluss an die Stelle des Kolloverschlusses treten. Bei der Abfertigung auf Ansagezettel (Artikel I, Nr. 1) kommen diejenigen Vorschriften zur Anwendung, über welche sich die Zollvereins-Regierungen für den Verkehr auf Eisenbahnen, welche die Zollgrenze überschreiten, verständigt haben oder künftig verständigen werden, unter Beobachtung der dieserhalb allgemein oder für das Haupt-Zollamt in Bremen etwa besonders vorgesehenen Bestimmungen.

1856 Art. VIII. Mittelst der Eisenbahn nach dem Zollvereine abgehende zollpflichtige Passagiereffekten müssen ohne Ausnahme bei der Aufgabe sofort verzollt werden.

Art. IX. Die im Artikel IV gedachte Vollzugskommission wird nach Maassgabe der Oertlichkeit das Abfertigungsverfahren ordnen, und insoweit bis zu dem Zeitpunkte, mit welchem die Abfertigungen über weseraufwärts gehende Waaren beginnen müssen, alle für nöthig zu erachtenden baulichen Einrichtungen noch nicht getroffen sein sollten, durch interimistische Anordnungen Vorkehrung treffen. Insonderheit wird sodann auch jene Kommission das Verfahren näher bestimmen, welches hinsichtlich der aus dem Zollvereine durch das Gebiet der freien Hansestadt Bremen nach dem Zollvereine wieder eingehenden Güter stattfinden soll.

Art. X. Die für die Abfertigungen des Haupt-Zollamts auf dem Eisenbahnhofe und an der Weser oberhalb und unterhalb der Stadt gegenwärtig oder künftig erforderlichen Lokale und Anstalten, worunter jedoch Dienstwohnungen für die Zollbeamten nicht begriffen sind, stellt die freie Hansestadt Bremen auf ihre Kosten. Das Erforderniss wird durch die im Artikel IV gedachte Vollzugs-Kommission oder künftig durch weitere Verständigung unter den kontrahirenden Theilen näher festgestellt werden.

Art. XI. Es wird in Bremen eine Zollvereins-Niederlage errichtet, in welcher Erzeugnisse des Zollvereins, sowie in demselben verzollte fremde Waaren Behufs Festhaltung der Identität und Begründung des Anspruchs auf zollfreie Wiedereinführung gelagert, behandelt, umgepackt, getheilt und solchergestalt in den Zollverein zollfrei wieder eingebracht werden können. Diese Niederlage soll als Theil des Zollvereinsgebiets angesehen und die Anwendung der zollgesetzlichen Vorschriften des Zollvereins auf das Einbringen von Waaren in dieselbe oder auf die Waarenausfuhr aus derselben in eben der Art gesetzlich ausgesprochen werden, wie dies im Art. III verabredet ist.

Art. XII. Die Baulichkeiten für diese Niederlage stellt die freie Hansestadt Bremen auf ihre Kosten zunächst in den vorhandenen Lokalen am Bahnhofe. Die Erweiterung und Vermehrung derselben am Bahnhofe und an der Unterweser bleibt dem Ermessen derselben überlassen. Die Verwaltung der Niederlage steht der von dem Senate der freien Hansestadt Bremen dazu eingesetzten Behörde zu und wird auf deren Kosten und Rechnung geführt. Die Beaufsichtigung und Kontrole zur Sicherung des Zoll-Interesse wird dem zollvereinsländischen Haupt-Zollamte übertragen.

Art. XIII. Die freie Hansestadt Bremen verzichtet darauf, von 1856
den in dieser Niederlage gelagerten, aus dem Zollvereine darin eingebrachten und in denselben zurückgehenden Waaren Bremische Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Rechte zu erheben; dieselben unterliegen jedoch einer Kontrolegebühr von nicht über Einen Groten für den Centner, sowie einer Lagergebühr, welche die in Bremen übliche nicht übersteigen, und einschliesslich sämmtlicher Kosten für die Ein- und Ausbringung (wozu namentlich die Verwägungskosten gehören) höchstens monatlich:

für trockene Waaren $^1/_{36}$ } Rthlr. für den Centner
» nasse » $^1/_{24}$ }

betragen wird. Ein angebrochener Monat kann dabei für voll gerechnet werden.

Art. XIV. Die Vorschriften, welche in Beziehung auf die Zollsicherheit für das Einbringen der Waaren in die Niederlage, für die Lagerung in derselben, sowie für die Abfertigung Behufs zollfreier Zurückführung nach dem Zollvereine erforderlich sind, werden von der im Artikel IV erwähnten Vollzugskommission festgesetzt werden.

So geschehen u. s. w.

III.

Uebereinkunft zwischen Preussen, Hannover und Kurhessen für Sich und im Namen der übrigen Staaten des Zollvereins einerseits und Bremen andererseits, wegen des Anschlusses Bremischer Gebietstheile an den Zollverein. *Vom* 26. *Januar* 1856.

Art. I. Die freie Hansestadt Bremen tritt, unbeschadet Ihrer Hoheitsrechte, in Gemässheit der im Hauptvertrage vom heutigen Tage getroffenen Verabredung mit

1) den Hollerländischen Aussendeichsländereien an der rechten Seite des längs des Deichs fliessenden Zuggrabens (Deichschlot) von Tenöver an, sowie an der rechten Seite der Wumme, wo diese an den Hollerdeich tritt,
2) dem am rechten Ufer der Wumme belegenen Theile des Gerichts Borgfeld, namentlich Warf, Butendieck, Timmerslohe, Borgfelder Moor, Borgfelder Weide, sowie sämmtlichen Borgfelder Wiesen,
3) der Wumme und Lesum oberhalb Burg, soweit Bremen die Landeshoheit darüber zusteht,

1856 4) den am linken Ufer der Ochum belegenen Bremischen Ortschaften und Feldmarken Kirchhuchting, Mittelshuchting, Brookhuchting, Varrelgraben und Grolland, einschliesslich des Ochumflusses,

dem Zollvereine bei.

Die Zollgrenzen an den anzuschliessenden Gebietstheilen sollen, den Bedürfnissen der Abgabenkontrole und des Verkehrs entsprechend, durch beiderseits zu ernennende Kommissarien festgestellt werden.

Art. II. In Folge dieses Beitritts wird der Senat der freien Hansestadt Bremen, mit Aufhebung der gegenwärtig in den gedachten Gebietstheilen über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, daselbst die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in Uebereinstimmung mit den im Zollverein zur Anwendung kommenden desfallsigen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen und sonstigen administrativen Bestimmungen eintreten, und zu diesem Zwecke die erforderlichen Gesetze, Tarife und Verordnungen publiziren, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Angehörigen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. III. Etwaige Abänderungen der im vorstehenden Artikel gedachten gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Gebietstheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung des Senats der freien Hansestadt Bremen.

Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in dem Königreich Hannover, resp. dem Herzogthum Oldenburg allgemein getroffen werden.

Art. IV. Mit der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den Grenzen zwischen dem Gebiete des Zollvereins und den in Rede stehenden Gebietstheilen auf, und es können alle Gegenstände des freien Verkehrs aus letzteren frei und unbeschwert in die im Zollvereine befindlichen Staaten, und umgekehrt aus diesen in jene eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalt

a) der zu den Staatsmonopolen gehörenden Gegenstände (Salz und Spielkarten, imgleichen der Kalender, nach Maassgabe der Artikel V und VI);

b) der im Innern des Zollvereins mit einer Steuer belegten inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Artikels VII.

Art. V. 1) In Betreff des Salzes tritt die freie Hansestadt Bremen 1856
für die obigen Gebietstheile den zwischen den Mitgliedern des Zollvereins bestehenden Verabredungen in folgender Art bei:

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörenden Ländern in die Vereinsstaaten ist verboten, insoweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen und zum unmittelbaren Verkaufe in deren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln stattfinden, welche von selbigen für nothwendig erachtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.

d) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landesregierungen besondere Verträge deshalb bestehen.

e) Wenn eine Regierung von der anderen innerhalb des Gesammtvereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

f) Wenn ein Vereinsstaat durch das Gebiet eines anderen aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Länder versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden; jedoch werden, insofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheitsmaassregeln zur Verhinderung der Einschwärzung verabredet werden.

2) Rücksichtlich der Verschiedenheit zwischen den Salzpreisen in den fraglichen Gebietstheilen und in benachbarten Landen des Zollvereins und der daraus für letztere hervorgehenden Gefahr der Salzeinschwärzung werden Maassregeln vereinbart werden, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. VI. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten und Kalendern

1856 behält es in sämmtlichen zu dem Zollvereine gehörigen Staaten und Gebietstheilen bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen und Debitseinrichtungen sein Bewenden.

Art. VII. Die unter den Staaten des Zollvereins im Vertrage vom 4. April 1853 getroffenen Verabredungen in Betreff der inneren Steuern, welche in den einzelnen Vereinsstaaten theils auf die Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar auf den Verbrauch gewisser Erzeugnisse, sei es für Rechnung des Staats oder für Rechnung von Kommunen oder Korporationen, gelegt sind, sowie hinsichtlich des Verkehrs mit solchen Erzeugnissen, werden auch in den laut Artikel I an den Zollverein anzuschliessenden Bremischen Gebietstheilen Anwendung erhalten. Demgemäss wird, in Rücksicht auf die Steuern, welche in den gedachten Gebietstheilen von inneren Erzeugnissen nach den in dem besonderen Vertrage zwischen Hannover, sowie Oldenburg und Bremen vom heutigen Tage deshalb getroffenen Verabredungen zur Erhebung kommen, zwischen Hannover, resp. Oldenburg und den genannten Gebietstheilen gegenseitig von sämmtlichen inneren Erzeugnissen bei dem Uebergange in das andere Gebiet weder eine Rückvergütung der Steuern geleistet, noch eine Uebergangsabgabe erhoben werden; dagegen werden, den übrigen Staaten des Zollvereins gegenüber, solche Gebietstheile hinsichtlich der zu gewährenden Rückvergütungen und der zu erhebenden Uebergangsabgaben in dasselbe Verhältniss wie Hannover und Oldenburg treten.

Art. VIII. Die freie Hansestadt Bremen schliesst sich für die mehrgedachten Gebietstheile den Verabredungen an, welche zwischen den Staaten des Zollvereins wegen Besteuerung des im Umfange des Vereins aus Rüben bereiteten Zuckers getroffen sind. Wegen der Anwendung gleichmässiger gesetzlicher und administrativer Anordnungen und etwaiger Abänderung solcher Anordnungen sollen für die Rübenzuckersteuer dieselben Verabredungen maassgebend sein, welche die Artikel II und III für die Zölle enthalten.

Art. IX. Die freie Hansestadt Bremen tritt, bezüglich der in Frage stehenden Gebietstheile, denjenigen Verabredungen bei, welche in den zwischen den Zollvereinsstaaten abgeschlossenen und dem Senate mitgetheilten Zollvereinigungs-Verträgen über folgende Gegenstände getroffen worden sind:

1) wegen Höhe und Erhebung der Chaussee-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, der Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob alle diese Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeinde, stattfinden;

2) wegen Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Beförderung der Gewerbsamkeit, insonderheit 1856

a) wegen der Befugniss der Angehörigen des einen Staates, in dem Gebiete eines anderen, zum Zollvereine gehörigen Staates Arbeit und Erwerb zu suchen,

b) wegen der, von den Angehörigen des einen Vereinsstaates, welche in dem Gebiete eines anderen Vereinsstaates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben,

c) wegen der freien Zulassung von Fabrikanten und sonstigen Gewerbtreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen,

d) wegen des Besuches der Messen und Märkte;

3) wegen der Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind.

4) Die freie Hansestadt Bremen schliesst sich auch den Verabredungen an, welche zwischen den zum Zollvereine gehörigen Regierungen wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maass- und Gewichtssystems getroffen sind, insbesondere aber dem unterm 21. Oktober 1845 abgeschlossenen Münzkartel.

5) Endlich tritt die freie Hansestadt Bremen dem Zollkartel vom 11. Mai 1833 bei. Nicht minder werden die Regierungen der Zollvereinsstaaten dieses Kartel in ihren Landen auch im Verhältnisse zu den anzuschliessenden Bremischen Gebietstheilen in Anwendung setzen.

Art. X. Die den im Artikel II erwähnten Gesetzen und Verordnungen entsprechende Einrichtung der Verwaltung in den dem Zollvereine anzuschliessenden Bremischen Gebietstheilen und die Bestimmung, Errichtung und amtliche Befugniss der zur Erhebung und Abfertigung erforderlichen Dienststellen sollen in gegenseitigem Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Kommissarien angeordnet werden. Bremischer Seits wird die gedachte Verwaltung dem Verwaltungsbezirke des Ober-Zollkollegiums zu Hannover in der Art zugetheilt, dass die im Artikel I unter Ziffer 1 bis 3 erwähnten Gebietstheile als der Königlich Hannoverschen Verwaltung, die zu 4 genannten Gebietstheile dagegen als der Grossherzoglich Oldenburgischen Verwaltung angeschlossen betrachtet werden.

Die Zollstrassen sollen mit Tafeln bezeichnet und der Zug der Binnenlinie soll öffentlich bekannt gemacht werden.

1856 Art. XI. Die Zutheilung der anzuschliessenden Gebietstheile an den Verwaltungs-Bezirk des Ober-Zollkollegiums zu Hannover wird Bremischer Seits auch auf die Besetzung der in den fraglichen Gebietstheilen zu errichtenden Hebe- und Abfertigungsstellen, sowie der daselbst erforderlichen Aufsichtsbeamtenstellen erstreckt.

Die in Folge dessen in den gedachten Gebietstheilen fungirenden Beamten werden für beide betheiligte Regierungen in Eid und Pflicht genommen.

Art. XII. In Beziehung auf ihre Dienstobliegenheiten, namentlich auch in Absicht der Dienstdisziplin, sollen die in den mehrerwähnten Gebietstheilen angestellten Zoll- und Steuer-Beamten ausschliesslich der Königlich Hannoverschen, resp. Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung untergeordnet sein.

Art. XIII. Die Schilder vor den Lokalen der Hebe- und Abfertigungsstellen in den mehrerwähnten Gebietstheilen sollen das Bremische Hoheitszeichen, sowie die einfache Inschrift « Zollamt » erhalten, und gleich den Zolltafeln, Schlagbäumen u. s. w. mit den Bremischen Landesfarben versehen werden.

Die bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempel und Siegel sollen ebenfalls nur Bremische Hoheitszeichen führen.

Art. XIV. Die Untersuchung und Bestrafung der in jenen Bremischen Gebietstheilen begangenen Zollvergehen erfolgt von den Bremischen Gerichten zwar nach Maassgabe des daselbst zu publizirenden Zollstrafgesetzes, jedoch nach den ebendaselbst für das Verfahren jetzt schon bestehenden Normen und Kompetenz-Bestimmungen.

Art. XV. Die hiernach von diesen Gerichten verhängten Geldstrafen und konfiszirten Gegenstände fallen, nach Abzug der Denunziantenantheile, dem Bremischen Fiskus zu.

Art. XVI. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungsrechts über die wegen verschuldeter Zollvergehen (Art. XIV) von Bremischen Gerichten verurtheilten Personen bleibt dem Senate der freien Hansestadt Bremen vorbehalten.

Art. XVII. In Folge der gegenwärtigen Uebereinkunft wird zwischen Hannover, resp. Oldenburg und den dem Zollvereine angeschlossenen Bremischen Gebietstheilen in Beziehung auf die fraglichen Gebietstheile eine Gemeinschaft der Einkünfte an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, sowie der Rübenzuckersteuer und der Uebergangsabgaben von Wein, Most, Taback und Tabacksblättern stattfinden und der Ertrag dieser Einkünfte nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Bei der Abrechnung unter den Zollvereinsstaaten werden die 1856
Antheile an den gemeinschaftlichen Abgaben für die dem Zollvereine angeschlossenen Bremischen Gebietstheile nach demselben Verhältnisse gewährt, welches bei der Berechnung der Hannoverschen und Oldenburgischen Antheile vertragsmässig zur Anwendung kommt.

Art. XVIII. Da die in Bremen derzeit bestehenden Abgaben wesentlich niedriger sind, als die Eingangszölle der im Zollvereine befindlichen Staaten, so verpflichtet sich der Senat der freien Hansestadt Bremen, vor Herstellung des freien Verkehrs zwischen den fraglichen Bremischen Gebietstheilen und dem Gebiete des Zollvereins, diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die Zolleinkünfte des Vereins durch die Einführung oder Anhäufung in Bremen geringer als im Zollverein belasteter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

So geschehen u. s. w.

IV.

Uebereinkunft zwischen Hannover für Sich und in Vertretung Oldenburgs einerseits und Bremen andererseits, wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse in den, nach der Uebereinkunft III. dem Zollvereine angeschlossenen Bremischen Gebietstheilen. *Vom* 26. *Januar* 1856.

Im Zusammenhange mit der zwischen Preussen, Hannover und Kurhessen für Sich und in Vertretung der übrigen Staaten des Zollvereins einerseits und der freien Hansestadt Bremen andererseits heute abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Anschlusses Bremischer Gebietstheile an den Zollverein sind von den Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Hannover, zugleich in Vertretung Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Oldenburg, und des Senats der freien Hansestadt Bremen noch die folgenden, zunächst nur auf Verhältnisse zwischen Hannover, Oldenburg und Bremen Bezug habenden Verabredungen unter dem Vorbehalte der Ratifikation getroffen worden.

Art. I. Um gleichzeitig mit dem, mittelst der betreffenden Uebereinkunft vom heutigen Tage erfolgten Anschlusse Bremischer Gebietstheile an den Zollverein auch mit denjenigen inneren Erzeugnissen, bei welchen eine Verschiedenheit der Besteuerung noch die gegenseitige Er-

1856 hebung einer Uebergangsabgabe und die Anwendung besonderer Kontrolemaassregeln nothwendig machen würde, sowie mit dem Salze eine völlige Freiheit des Verkehrs zwischen den gedachten Bremischen Gebietstheilen und Hannover, resp. Oldenburg, sowie den zollvereinten Staaten, unter welchen eine Uebereinstimmung der Besteuerung der inneren Erzeugnisse vereinbart ist, herzustellen, wird von Seiten der freien Hansestadt Bremen in den in Frage stehenden Gebietstheilen eine Gleichstellung der Besteuerung innerer Erzeugnisse mit den in Hannover, resp. Oldenburg bestehenden Besteuerungsgrundsätzen bewirkt werden.

Art. II. Demgemäss wird der Senat der freien Hansestadt Bremen in den gedachten Gebietstheilen, was

a) den Branntwein,
b) das Bier und
c) das Salz

betrifft, von dem Tage der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft an, die bisher daselbst bestandenen Verbrauchsabgaben von inländischem Branntwein und Bier aufhören, und in den sämmtlichen anzuschliessenden Gebietstheilen eine Branntwein- und Salzsteuer, sowie eine Uebergangsabgabe von Branntwein, ausserdem aber in den der Hannoverschen Zollverwaltung beizulegenden Gebietstheilen eine Biersteuer, nach Maassgabe der desfallsigen Königlich Hannoverschen, resp. Grossherzoglich Oldenburgischen Steuergesetzgebung, sowohl den Steuersätzen als auch den Erhebungs- und Kontroleformen nach, eintreten lassen.

Art. III. In Betreff

d) des Tabacks

will der Senat der freien Hansestadt Bremen in dem Falle, dass in den fraglichen Gebietstheilen der Tabacksbau einen irgend erheblichen Umfang erreichen sollte, daselbst die im Königreich Hannover, resp. Herzogthum Oldenburg dann bestehende Besteuerung des inländischen Tabacksbaues einführen.

Art. IV. Wegen der Besteuerung

e) des inländischen Weins

übernimmt der Senat der freien Hansestadt Bremen die Verpflichtung, die eventuell in Hannover, resp. Oldenburg zur Anwendung zu bringende Weinsteuer einzuführen für den Fall, dass innerhalb der fraglichen Bremischen Gebietstheile Weinbau zur Kelterung von Most von Privaten betrieben werden sollte.

Art. V. Der Senat der freien Hansestadt Bremen wird die den vorstehenden Verabredungen entsprechenden Gesetze und Verordnungen erlassen, sonstige Verfügungen aber, nach denen die An-

gehörigen sich zu richten haben, zur öffentlichen Kenntniss bringen 1856
lassen.

Art. VI. Etwaige Abänderungen der vorerwähnten gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Gebietstheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung des Senats der freien Hansestadt Bremen.

Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den zum Zollvereine gehörenden Theilen des Königreichs Hannover, resp. des Herzogthums Oldenburg allgemein getroffen werden.

Art. VII. Wegen alles desjenigen, was die Einrichtung der Verwaltung der fraglichen Steuern, insbesondere die Errichtung der Steuerämter und Rezepturen, die Ernennung der Erhebungs- und Aufsichts-Beamten, deren dienstliche und sonstige Verhältnisse und die Leitung des Steuerdienstes betrifft, sollen eben dieselben Verabredungen maassgebend sein, welche in der zwischen den Staaten des Zollvereins und Bremen am heutigen Tage abgeschlossenen Uebereinkunft, wegen Anschliessung der in Rede stehenden Bremischen Gebietstheile an den Zollverein, hinsichtlich der Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben getroffen worden sind.

Art. VIII. In Folge der vorstehenden Bestimmungen wird zwischen Hannover, resp. Oldenburg und Bremen in Beziehung auf die sämmtlichen anzuschliessenden Bremischen Gebietstheile, eine Gemeinschaft der Einkünfte von der Branntwein- und Salzsteuer, sowie der Uebergangsabgabe von Branntwein stattfinden.

In Betreff der Biersteuer, welche im Herzogthum Oldenburg nicht erhoben wird, findet nur zwischen Hannover und Bremen hinsichtlich der unter Hannoversche Zollverwaltung zu stellenden Bremischen Gebietstheile eine Gemeinschaft statt.

Der Ertrag der gemeinschaftlichen Einnahmen wird nach dem Verhältnisse der Bevölkerung vertheilt.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll so lange in Kraft bleiben, wie der unter dem heutigen Tage zwischen den Zollvereinsstaaten und Bremen abgeschlossene Vertrag wegen Beförderung der gegenseitigen Verkehrsverhältnisse, und mit diesem Vertrage ohne weitere besondere Kündigung sein Ende erreichen.

So geschehen u. s. w.

1856 PRUSSE, HANOVRE, HESSE ÉLECTORALE ET BRÊME.

Convention entre la Prusse, le Hanovre, la Hesse électorale et la ville libre anséatique de Brême, relative à la suspension des droits de navigation du Weser, signée à Brême, le 26 Janvier 1856.

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Hannover, Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen und der Senat der freien Hansestadt Bremen, von dem Wunsche geleitet, zur Beförderung der Handelsbeziehungen zwischen den Staaten des Zollvereins und Bremen, über welche zwischen den genannten Theilen vertragsmässige Abreden getroffen werden, auch den Verkehr auf der Weser zu erleichtern, haben zu diesem Zwecke Verhandlungen eröffnen lassen, und zu Bevollmächtigten bestellt:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

von welchen Bevollmächtigten folgender Vertrag unter Vorbehalt der Ratifikation abgeschlossen worden ist.

Art. I. Von dem Zeitpunkte an, mit welchem der Vertrag zwischen Preussen, Hannover und Kurhessen für Sich und in Vertretung der übrigen Staaten des Zollvereins einerseits und der freien Hansestadt Bremen andererseits wegen Beförderung der gegenseitigen Verkehrsverhältnisse vom heutigen Tage in Kraft tritt, soll unter der Voraussetzung, dass die Herzoglich Braunschweigische, die Grossherzoglich Oldenburgische und die Fürstlich Lippesche Regierung, die erst- und letztgedachte Regierung im Anschlusse an die dieserhalb früher bereits ertheilten Zusagen, diesem Vertrage beitreten, die Erhebung der Weserzölle auf die Dauer dieses Vertrages suspendirt werden.

Art. II. Die Königlich Preussische Regierung wird alsbald nach Unterzeichnung dieses Vertrages die Herzoglich Braunschweigische, die Grossherzoglich Oldenburgische und die Fürstlich Lippesche Regierung einladen, dem Vertrage beizutreten und soll darüber eine Verständigung in der Art zu treffen ermächtigt sein, dass in

dieser Weise die im Artikel I ausgesprochene Voraussetzung ihre 1856
Erledigung findet.

Art. III. Dieser Vertrag soll so lange in Kraft bleiben, wie der im Artikel I genannte Vertrag vom heutigen Tage und mit diesem Vertrage ohne weitere besondere Kündigung sein Ende erreichen.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation den betheiligten Regierungen vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen u. s. w.

PORTE OTTOMANE.

Décret impérial, concernant les concessions faites par S. M. le Sultan aux communautés chrétiennes et d'autres rites non-musulmans; du 18 Février 1856.

HATTI-I-HUMAJOUN.

Qu'il soit fait en conformité du contenu.

A Vous, mon grand-vézir, Mehemmed Emin Aali pacha, décoré de mon ordre impérial du Medjidiè de la première classe, et de l'ordre du mérite personnel; que Dieu vous accorde la grandeur et double votre pouvoir.

Mon désir le plus cher a toujours été d'assurer le bonheur de toutes les classes des sujets que la Divine Providence a placés sous mon sceptre impérial, et, depuis mon avénement au trône, je n'ai cessé de faire tous mes efforts dans ce but.

Grâces en soient rendues au Tout-Puissant, ces efforts incessants ont déjà porté des fruits utiles et nombreux. De jour en jour le bonheur de la nation et la richesse de mes États vont en augmentant. Désirant aujourd'hui renouveler et élargir encore les réglements nouveaux institués dans le but d'arriver à obtenir un état de choses conforme à la dignité de mon empire et à la position qu'il occupe parmi les nations civilisées, et les droits de mon empire ayant aujourd'hui par la fidélité et les louables efforts de tous mes sujets et par le concours bienveillant et amical des grandes

1856 puissances, mes nobles alliées, reçu de l'extérieur une consécration qui doit être le commencement d'une ère nouvelle, je veux en augmenter le bien-être et la prospérité intérieure, obtenir le bonheur de tous mes sujets, qui à mes yeux, sont tous égaux et me sont également chers, et qui sont unis entre eux par des rapports cordiaux de patriotisme, et assurer les moyens de faire de jour en jour croître la prospérité de mon empire.

J'ai donc résolu et j'ordonne la mise à exécution des mesures suivantes :

Les garanties promises de notre part à tous les sujets de mon empire par le Hatt-i-Humaïoun de Gul-Hané et en conformité du Tanzimat, sans distinction des classes, ni de culte, pour la sécurité de leurs personnes et de leurs biens et pour la conservation de leur honneur, sont aujourd'hui confirmées et consolidées ; et, pour qu'elles reçoivent leur plein et entier effet, des mesures efficaces seront prises.

Tous les priviléges et immunités spirituels, accordés *ab antiquo* de la part de mes ancêtres, et à des dates postérieures, à toutes les communautés chrétiennes ou à d'autres rites non-musulmans, établis dans mon empire, sous mon égide protectrice, seront confirmés et maintenus.

Chaque communauté chrétienne ou d'autre rite non-musulman, sera tenue, dans un délai fixé et avec le concours d'une commission formée *ad hoc* dans son sein, de procéder, avec ma haute approbation et sous la surveillance de ma Sublime Porte, à l'examen de ses immunités et priviléges actuels, et d'y discuter et soumettre à ma Sublime Porte, les réformes exigées par le progrès des lumières et du temps. Les pouvoirs concédés aux patriarches et aux évêques des rites chrétiens par le Sultan Mahomet II et ses successeurs, seront mis en harmonie avec la position nouvelle que mes intentions généreuses et bienveillantes assurent à ces communautés. Le principe de la nomination à vie des patriarches, après la révision des réglements d'élection aujourd'hui en vigueur, sera exactement appliqué, conformément à la teneur de leurs firmans d'investiture. Les patriarches, les métropolitains, archevêques, évêques et rabbins seront assermentés à leur entrée en fonctions, d'après une *formule* concertée en commun entre ma Sublime Porte et les chefs spirituels des diverses communautés.

Les redevances ecclésiastiques, de quelque forme et nature qu'elles soient, seront supprimées et remplacées par la fixation des revenus des patriarches et chefs des communautés, et par

l'allocation de traitements et de salaires équitablement proportionnés à l'importance, au rang et à la dignité des divers membres du clergé. 1856

Il ne sera porté aucune atteinte aux propriétés mobilières et immobilières des divers clergés chrétiens; toutefois, l'administration temporelle des communautés chrétiennes ou d'autres rites non-musulmans, sera placée sous la sauvegarde d'une assemblée, choisie dans le sein de chacune des dites communautés, parmi les membres du clergé et les laïques.

Dans les villes, bourgades et villages où la population appartiendra en totalité au même culte, il ne sera apporté aucune entrave à la réparation, d'après leur plan primitif, des édifices destinés au culte, aux écoles, aux hôpitaux et aux cimetières. Les plans de ces divers édifices, en cas d'érection nouvelle, approuvés par les patriarches ou chefs de communautés, devront être soumis à ma Sublime Porte qui les approuvera par mon ordre impérial, ou fera ses observations dans un délai déterminé.

Chaque culte, dans les localités où ne se trouveront pas d'autres confessions religieuses, ne sera soumis à aucune espèce de restriction dans la manifestation publique de sa religion. Dans les villes, bourgades et villages où les cultes sont mélangés, chaque communauté, habitant un quartier distinct, pourra également, en se conformant aux prescriptions ci-dessus indiquées, réparer et consolider ses églises, ses hôpitaux, ses écoles et ses cimetières. Lorsqu'il s'agira de la construction d'édifices nouveaux, l'autorisation nécessaire sera demandée par l'organe des patriarches ou chefs des communautés à ma Sublime Porte, qui prendra une décision souveraine, en accordant cette autorisation, à moins d'obstacles administratifs. L'intervention de l'autorité administrative dans tous les actes de cette nature sera entièrement gratuite. Ma Sublime Porte prendra des mesures énergiques pour assurer à chaque culte, quelque soit le nombre de ses adhérens, la pleine liberté de son exercice.

Toute distinction ou appellation tendant à rendre une classe quelconque des sujets de mon empire inférieure à une autre classe, à raison du culte, de la langue ou de la race, sera à jamais effacée du protocole administratif. Les lois séviront contre l'usage, entre particuliers ou de la part des autorités, de toute qualification injurieuse ou blessante.

Vu que tous les cultes sont et seront librement pratiqués dans mes États, aucun sujet de mon empire ne sera gêné dans l'exercice de la religion qu'il professe, et ne sera d'aucune manière in-

1856 quiété à cet égard. Personne ne pourra être contraint à changer de religion.

La nomination et le choix de tous les fonctionnaires et autres employés de mon empire étant entièrement dépendante de ma volonté souveraine, tous les sujets de mon empire, sans distinction de nationalité, seront admissibles aux emplois publics et aptes à les occuper, selon leurs capacités et leurs mérites, et conformément à des règles d'une application générale.

Tous les sujets de mon empire seront indistinctement reçus dans les écoles civiles et militaires du gouvernement, s'ils remplissent d'ailleurs les conditions d'âge et d'examen spécifiées dans les réglements organiques des dites écoles. De plus, chaque communauté est autorisée à établir des écoles publiques de sciences, d'arts et d'industrie. Seulement le mode d'enseignement et le choix des professeurs dans les écoles de cette catégorie, seront sous le contrôle d'un conseil mixte d'instruction publique, dont les membres seront nommés par un ordre souverain de ma part.

Toutes les affaires commerciales, correctionnelles et criminelles entre des musulmans et des sujets chrétiens ou autres non-musulmans, ou bien des chrétiens ou autres de rites différents non-musulmans, seront déférées à des tribunaux mixtes.

L'audience de ces tribunaux sera publique ; les parties seront mises en présence et produiront leurs témoins, dont les dépositions seront reçues indistinctement, sous un serment prêté selon la loi religieuse de chaque culte.

Les procès ayant trait aux affaires civiles continueront d'être publiquement jugés, d'après les lois et les réglements, par devant les conseils mixtes des provinces en présence du gouverneur et du juge du lieu. Les procès civils spéciaux, comme ceux de succession ou autres de ce genre, entre les sujets d'un même rite chrétien ou autre non-musulman, pourront à leur demande, être envoyés par devant les conseils des patriarches ou des communautés.

Les lois pénales, correctionnelles, commerciales et les règles de procédure à appliquer dans les tribunaux mixtes seront complètées le plus tôt possible et codifiées. Il en sera publié des traductions dans toutes les langues en usage dans l'empire.

Il sera procédé, dans le plus bref délai possible, à la réforme du système pénitentiaire, dans son application aux maisons de détention, de punition ou de correction et autres établissements de même nature, afin de concilier les droits de l'humanité avec ceux de la justice. Aucune peine corporelle, même dans les prisons,

ne pourra être appliquée que conformément à des réglements disciplinaires, émanés de ma Sublime Porte, et tout ce qui ressemblerait à la torture sera radicalement aboli. 1856

Les infractions à ce sujet seront sévèrement réprimées, et entraîneront en outre, de plein droit, la punition, en conformité du code criminel, des autorités qui les auraient ordonnées et des agents qui les auraient commises.

L'organisation de la police dans la capitale, dans les villes de province et dans les campagnes, sera révisée, de façon à donner à tous les sujets paisibles de mon empire les garanties les plus fortes de sécurité, quant à leurs personnes et à leurs biens.

L'égalité des impôts entraînant l'égalité des charges, comme celle des devoirs entraîne celle des droits, les sujets chrétiens et des autres rites non-musulmans devront, ainsi qu'il a été antérieurement résolu, aussi bien que les musulmans, satisfaire aux obligations de la loi de recrutement.

Le principe du remplacement ou du rachat sera admis. Il sera publié, dans le plus bref délai possible, une loi complète sur le mode d'admission et de service des sujets chrétiens et d'autres rites non-musulmans dans l'armée.

Il sera procédé à une réforme dans la composition des conseils provinciaux et communaux pour garantir la sincérité des choix des délégués des communautés musulmanes, chrétiennes et autres et la liberté des votes dans les conseils. Ma Sublime Porte avisera à l'emploi des moyens les plus efficaces de connaître exactement et de contrôler le résultat des délibérations et des décisions prises.

Comme les lois qui régissent l'achat, la vente et la disposition des propriétés immobilières sont communes à tous les sujets de mon empire, il pourra être permis aux étrangers de posséder des propriétés foncières dans mes États, en se conformant aux lois et aux réglements de police, en acquittant les mêmes charges que les indigènes et après que des arrangements auront eu lieu avec les puissances étrangères.

Les impôts sont exigibles, au même titre, de tous les sujets de mon empire, sans distinction de classe ni de culte. On avisera aux moyens les plus prompts et les plus énergiques de corriger les abus dans la perception des impôts et notamment des dîmes. Le système de la perception directe sera, successivement et aussitôt que faire se pourra, substitué au régime des fermes dans toutes les branches des revenus de l'État. Tant que ce système demeurera en vigueur, il sera interdit, sous les peines les plus sévères, à tous les agents de l'autorité et à tous les membres des Medjlis de se rendre adju-

1856 dicataires des fermes, qui seront annoncées avec publicité et concurrence, ou d'avoir une part quelconque d'intérêt dans leur exploitation. Les impositions locales seront, autant que possible, calculées de façon à ne pas affecter les sources de la production, ni à entraver le mouvement du commerce intérieur.

Les travaux d'utilité publique recevront une dotation convenable, à laquelle concourront les impositions particulières et spéciales des provinces appelées à jouir de l'établissement des voies de communication par terre et par mer.

Une loi spéciale ayant déjà été rendue, qui ordonne que le budjet des recettes et des dépenses de l'État sera fixé et communiqué chaque année, cette loi sera observée de la manière la plus scrupuleuse. On procédera à la révision des traitements affectés à chaque emploi.

Les chefs et un délégué de chaque communauté, désigné par ma Sublime Porte, seront appelés à prendre part aux délibérations du conseil suprême de justice dans toutes les circonstances qui intéresseraient la généralité des sujets de mon empire. Ils seront spécialement convoqués à cet effet par mon grand-vézir. Le mandat des délégués sera annuel; ils prêteront serment en entrant en charge. Tous les membres du conseil, dans les réunions ordinaires et extraordinaires, émettront librement leurs avis et leurs votes sans qu'on puisse jamais les inquiéter à ce sujet.

Les lois contre la corruption, la concussion ou la malversation seront appliquées, d'après les formes légales, à tous les sujets de mon empire, quelle que soit leur classe et la nature de leurs fonctions.

On s'occupera de la création de banques et d'autres institutions semblables pour arriver à la réforme du système monétaire et financier, ainsi que de la création de fonds destinés à augmenter les sources de la richesse matérielle de mon empire.

On s'occupera également de la création de routes et de canaux qui rendront les communications plus faciles et augmenteront les sources de la richesse du pays. On abolira tout ce qui peut entraver le commerce et l'agriculture. Pour arriver à ces buts, on recherchera les moyens de mettre à profit les sciences, les arts et les capitaux de l'Europe, et de les mettre ainsi successivement en exécution.

Tels étant mes volontés et mes ordres. Vous qui êtes mon grand-vézir, vous ferez, suivant l'usage, publier, soit dans ma capitale, soit dans toutes les parties de mon empire, ce firman impérial, et

vous veillerez avec attention et prendrez toutes les mesures nécessaires afin que tous les ordres qu'il contient soient dorénavant exécutés avec la plus rigoureuse ponctualité. 1856

Annexe. [1]

Les communications que V. Exc. a été, à différentes époques et tout récemment encore, dans le cas de faire à la Sublime Porte, verbalement et par écrit, au sujet des questions religieuses, ont été de notre part l'objet d'un examen approfondi.

S. M. le Sultan apprécie hautement et dans toute leur importance les services signalés que l'amitié de son auguste alliée la cour de la Grande-Bretagne, et celle de ses autres alliés en général, ont rendu de tout temps, et plus particulièrement dans les circonstances récentes, à son gouvernement, et le peuple ottoman leur en gardera au fond de son cœur une éternelle reconnaissance.

La Sublime Porte ne peut donc qu'être animée du désir réel de faire droit, dans la mesure du possible, à toutes les demandes qui lui viennent de leur part; et comme, d'autre côté, elle connaît quel est l'esprit des temps modernes, je m'empresse, sur l'ordre de S. M. le Sultan, de faire part à V. Exc. de la résolution qui a été arrêtée à ce sujet :

La Sublime Porte renouvele et confirme les assurances qu'elle a données dans le temps [2] aux gouvernements de France et d'Angleterre, relativement à la question des *renégats*. La Sublime Porte déclare en outre, que la décision prise à cette époque sera désormais appliqué à tous les renégats *en général*.

En portant de la manière la plus expresse cette détermination rassurante à Votre Excellence, je me flatte de l'espoir que Votre auguste cour voudra bien y voir une nouvelle et effective preuve que la Sublime Porte se plait à ne pas opposer des difficultés gratuites à toute demande dont la réalisation lui paraît praticable, et qu'à ce titre cette notification sera accueillie par Votre auguste cour avec une véritable satisfaction.

Je saisis cette occasion, etc. (*Signé*) FUAD.

[1] En transmettant le décret impérial du 18 Février aux ambassadeurs des trois grandes puissances à Constantinople, le ministre des affaires étrangères, l'accompagna de la note ci-dessus, touchant les *renégats*.

[2] En 1843, lors de l'exécution du Chrétien Ovaghim.

1856

BRÉSIL ET CONFÉD. ARGENTINE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Brésil et la Confédération Argentine, signé à Paraná, le 7 Mars 1856.

Em nome da Santissima e indivisivel Trindade.

Sua Magestade o Imperador do Brasil e o Presidente da Confederação Argentina, desejando firmar em bases solidas e duradouras as relações de paz e amizade que subsistem entre as duas nações, e promover os interesses communs do seu commercio e navegação por meio de hum Tratado que régule as ditas relações e interesses sobre as bases estabelecidas na Convenção preliminar de paz de 27 de Agosto de 1828, e nos Convenios de 29 de Maio e 21 de Novembro de 1851, nomeárão para este fim por seus Plenipotenciarios, a saber:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Os quaes, depois de terem trocado os seus plenos poderes respectivos, que forão achados em boa e devida fórma, convierão nos artigos seguintes:

Art. I. Haverá perfeita paz e firme e sincera amizade entre S. M. o Imperador do Brasil e seus successores e subditos, e a Confederação Argentina e seus cidadãos, em todas as suas possesões e territorios respectivos.

Art. II. Cada huma das altas partes contractantes se compromette a não apoiar directa nem indirectamente a segregação de porção alguma dos territorios da outra, nem a creação nelles de governos independentes em desconhecimento da autoridade soberana e legitima respectiva.

Art. III. As duas altas partes contractantes confirmão e ratificão a declaração contida no Art. I da Convenção preliminar de paz celebrada entre o Brasil e a Republica Argentina aos 27 dias do mez de Agosto de 1828, assim como confirmão e ratificão a obrigação de defender a independencia e integridade da Republica Oriental do Uruguay, de conformidade com o Art. III da mesma Convenção preliminar, e segundo estipularem ulteriormente com o Governo da dita Republica.

Art. IV. Considerar-se-ha atacada a independencia e integridade do Estado Oriental do Uruguay, nos caso que ulteriormente se ac-

cordarem em concurrencia com o seu governo, e desde logo, e 1856
designadamente, no caso de conquista declarada, e quando alguma nação estrangeira pretender mudar a fórma do seu governo, ou designar, ou impôr a pessoa ou pessoas que hajão de governa-lo.

Art. V. As duas altas partes contractantes confirmão e ratificão a declaração e reconhecimento da independencia da Republica do Paraguay, nos termos em que o fizerão o encarregado das relações exteriores e Director Provisorio da Confederação Argentina, por meio do seu encarregado de negocios em missão especial junto ao governo do Paraguay aos 17 de Julho de 1852, e Sua Magestade o Imperador do Brasil por acto de 14 de Setembro de 1844, feito e assignado pelo encarregado de negocios imperial junto ao governo daquella Republica.

Art. VI. As duas altas partes contractantes, desejando pôr o commercio e navegação de seus respectivos paizes sobre a base de huma perfeita igualdade e benevola reciprocidade, convêm mutuamente em que os agentes diplomaticos e consulares, os subditos e cidadãos de cada huma dellas, seus navios e os productos naturaes ou manufacturados dos dous Estados, gozem reciprocamente no outro dos mesmos direitos, franquezas e immunidades já concedidas, ou que forem no futuro concedidas á nação mas favorecida; gratuitamente, se a concessão em favor da outra nação for gratuita, e com a mesma compensação, se a concessão for condicional.

Art. VII. Para melhor intelligencia do Artigo precedente, convém ambas as altas partes contractantes em considerar como navios brasileiros ou argentinos aquelles que forem possuidos, tripulados e navegados segundo as leis dos respectivos paizes.

Art. VIII. Os Brasileiros estabelecidos ou residentes no territorio argentino, e reciprocamente os Argentinos estabelecidos ou residentes no territorio brasileiro, estarão isentos de todo o serviço militar obrigatorio de qualquer genero que seja, e de todo o emprestimo forçado, imposto ou requisição militar.

Art. IX. Cada huma das altas partes contractantes se obriga igualmente a não receber sciente e voluntariamente nos seus Estados, e a não empregar em serviço seu aos cidadãos e subditos da outra que tiverem desertado do serviço militar de mar ou de terra, devendo ser apprehendidos e devolvidos os soldados e marinheiros de guerra, desertores, se fôrem reclamados pelos consules ou vice-consules respectivos.

Art. X. Se succeder que uma das altas partes contractantes esteja

1856 em guerra com huma terceira potencia, nesse caso observarão ambas entre si os seguintes principios:

1° Que a bandeira neutra cobre o navio e as pessoas, com a excepção dos officiaes e soldados em serviço effectivo do inimigo.

2° Que a bandeira neutra cobre a carga, com excepção dos artigos de contrabando de guerra.

Fica entendido e ajustado que este principio não será applicavel ás potencias que o não reconhecerem e observarem, e consequentemente que a propriedade de inimigos que pertenção a esses governos não será livre pela bandeira daquella das duas altas partes contractantes que se conservar neutra.

3° Que a bandeira inimiga faz inimiga a carga do neutro, a menos que tenha sido embarcada antes da declaração da guerra, ou antes que se tivesse noticia da declaração do porto d'onde sarpou o navio.

Fica entendido igualmente que se a bandeira neutra não proteger a propriedade do inimigo, por achar-se este comprehendido na clausula do principio segundo, serão livres os generos ou mercadorias do neutro que estiverem embarcados em navio da bandeira daquelle inimigo, com excepção do contrabando de guerra.

4° Que os cidadãos do paiz neutro podem navegar livremente com seus navios, sahindo de qualquer porto para outro pertencente ao inimigo de huma ou de outra parte, ficando expressamente prohibido molestal-os de qualquer modo nessa navegação.

5° Que qualquer navio de huma das altas partes contractantes que se encontre navegando para hum porto bloqueado pela outra não será detido nem confiscado senão depois de notificação especial do bloqueio, intimada e registrada pelo chefe das forças bloqueadoras, ou por algum Official sob o seu commando, no passaporte do dito navio.

6° Que nem huma nem outra das partes contractantes permittirá que permaneção ou se vendão em seus portos as presas maritimas feitas á outra por algum Estado com quem estiver em guerra.

Art. XI. Para não haver duvida sobre quaes sejão os objectos ou artigos chamados de contrabando de guerra, se declarão como taes: 1° a artilharia, morteiros, obuzes, pedreiros, mosquetes, refles, bacamartes, carabinas, espingardas, pistolas, piques, espadas, sabres, lanças, venabulos, alabardas, granadas, foguetes incendiarios, bombas, polvora, mechas, balas e todas as demais cousas pertencentes ao uso destas armas; 2° escudos, capacetes,

peitos de aço, saias de malha, boldriés, uniformes e roupa militar 1856
feita; 3° boldriés de cavallaria e cavallos, sellins, sellas, lombilhos e qualquer outra cousa pertencente a arma de cavallaria; 4° toda a qualidade de instrumentos de ferro, aço, latão e de quaesquer outros materiaes manufacturados, preparados ou formados expressamente para uso de guerra por mar ou por terra.

Art. XII. Quando alguma das altas partes contractantes estiver em guerra com outro Estado, nenhum cidadão da outra aceitará commissões ou cartas de marca para o fim de ajudar a cooperar hostilmente com o inimigo daquella, sob pena de ser tratado por ambas como pirata.

Art. XIII. Nenhuma das altas partes contractantes admittirá em seus portos piratas ou ladrões de mar, obrigando-se a perseguil-os por todos os meios a seu alcance e com todo o rigor das leis, assim como tambem aos complices do mesmo crime, e a todos aquelles que occultarem os bens assim roubados, e a devolver navios e cargas a seus donos legitimos, cidadãos de qualquer das altas partes contractantes, ou a seus procuradores, e, em falta destes, aos seus respectivos agentes consulares.

Art. XIV. As embarcações brasileiras e argentinas, tanto mercantes como de guerra, poderão navegar os rios Paraná, Uruguay e Paraguay, na parte em que estes rios pertencem ao Brasil e a Confederação Argentina, com sujeição unicamente aos regulamentos fiscaes e de policia, nos quaes ambas as altas partes contractantes se obrigão a adoptar como bases aquellas disposições que mais efficazmente contribuão para o desenvolvimento da navegação em favor da qual se estabelecem os ditos regulamentos.

Art. XV. Consequentemente as ditas embarcações poderão entrar, permanecer, carregar e descarregar nos lugares e portos do Brasil e da Confederação Argentina que para esse fim forem habilitados nos sobreditos rios.

Art. XVI. Ambas as altas partes contractantes, desejando proporcionar toto o genero de facilidades á navegação fluvial commum, compromettem-se reciprocamente a collocar e manter as balizas e signaes que forem precisos para essa mesma navegação na parte que a cada huma corresponder.

Art. XVII. Estabelecer-se-ha nos sobreditos rios, tanto por parte do Brasil, como da Confederação Argentina, hum systema uniforme de arrecadação dos respectivos direitos de alfandega, porto, pilotagem, policia e pharol.

Art. XVIII. Reconhecendo as altas partes contractantes que a Ilha de Martim Garcia póde por sua posição embaraçar e impedir a livre

1856 navegação dos affluentes do Rio da Prata em que são interessados todos os ribeirinhos, e os signatarios dos tratados de 10 de Julho de 1853, reconhecem igualmente a conveniencia da neutralidade da mencionada Ilha em tempo de guerra, quer entre os Estados do Prata, quer entre hum destes e qualquer outra potencia, em utilidade commum, e como garantia da navegação dos mesmos rios, e portanto concordão:

1° Em oppor-se por todos os meios a que a posse da Ilha de Martim Garcia deixe de pertencer a hum dos Estados do Prata interessados na sua livre navegação.

2° Em procurar obter daquelle a quem pertença a posse da mencionada Ilha, que se obrigue a n~o servir-se della para impedir a livre navegação dos outros ribeirinhos e signatarios dos Tratados de 10 de Julho de 1853, e que consinta na neutralidade da mesma Ilha em tempo de guerra; assim como em que se formem os estabelecimentos necessarios para segurança da navegação interior de todos os Estados ribeirinhos e das nações comprehendidas nos Tratados de 10 de Julho de 1853.

Art. XIX. Se succedesse (o que Deos não permitta) que a guerra rebentasse entre qualquer dos Estados do Rio da Prata, ou dos seus confluentes, as duas altas partes contractantes obrigão-se a manter livre a navegação dos rios Paraná, Uruguay e Paraguay, na parte que lhes pertence, não podendo haver outra excepção a este principio senão a respeito dos artigos de contrabando de guerra, e dos portos e lugares dos mesmos rios que forem bloqueados conforme os principios do direito das gentes; ficando sempre salvo e livre o transito geral com sujeição aos regulamentos de que falla o Art. XIV.

Art. XX. Ambas as altas partes contractantes se obrigão a convidar, e a empregar todos os meios a seu alcance para que a republica do Paraguay adhira ás estipulações que precedem, concernentes á livre navegação fluvial, de conformidade com o Artigo addicional á Convenção preliminar de paz de 27 de Agosto de 1828, e com o Art. XIV do Convenio de 21 de Novembro de 1851, celebrado entre o Brasil e os Governos de Entre-Rios e Corrientes.

Art. XXI. A troca das ratificações do presente Tratado será feita na cidade do Paraná dentro do prazo de seis mezes contados da sua data, ou antes se for possivel.

Em testemunho do que, etc.

DEUX-SICILES ET ESPAGNE. 1856

Traité de commerce et de navigation entre les Deux-Siciles et l'Espagne, signé à Naples, le 26 Mars 1856.

(En espagnol et en italien.)

Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie e Sua Maestà la Regina di Spagna, desiderose di agevolare, estendere, e regolare in un modo reciprocamente vantaggioso le relazioni commerciali di ambo i paesi, e convinte che le stipulazioni del trattato conchiuso tra le due Corone a' 15 di Agosto 1817 sono insufficienti pel conseguimento di siffatto scopo, hanno di comune accordo risoluto di conchiudere un nuovo trattato diretto a rimuovere gli ostacoli che attualmente si oppongono allo sviluppo del commercio e della navigazione tra le nazioni rispettive, ed a stabilire benanche, per lo stesso intendimento, le attribuzioni e prerogative de' loro agenti consolari, nominando per recare tanto ad effetto,

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

I quali, dopo avere scambiati i loro pieni poteri trovati in buona e dovuta forma, hanno convenuti gli articoli seguenti.

Art. I. Sua Maestà Cattolica conferma la rinuncia perpetua che fece con l'articolo primo del trattato di commercio e navigazione tra le Due Sicilie e la Spagna, firmato in Madrid ai 15 di Agosto 1817, di tutt' i privilegi e di tutte le esenzioni di che godevano in quel Regno, avanti la sua conchiusione, i sudditi spagnuoli, il loro commercio e le loro navi mercantili.

Art. II. Sua Maestà Siciliana conferma da canto suo la promessa che fece nell' articolo secondo del detto trattato, di non accordare pel tratto avvenire ad alcuna altra Potenza le esenzioni ed i privilegi aboliti col primo de' cennati articoli.

Art. III. Ciascuna delle alte Parti contraenti assicura a' sudditi dell' altra il diritto di viaggiare e risedere liberamente ne' suoi dominii, salve le precauzioni di polizia adottate o che si adotteranno dal Governo del paese, e che vengono usate co' sudditi delle nazioni le più favorite; di occupare case e magazzini, e di disporre delle loro proprietà personali di qualunque natura e denominazione, acquistate per vendita, donazione, permuta, testamento, o in qualunque altro modo, senza che lor si rechi il menomo impedimento;

1856 non saranno obbligati, sotto verun pretesto, a pagare altre tasse o imposizioni, tranne quelle che, oltre a' nazionali, sono pagate o potranno pagarsi dalle nazioni le più favorite; saranno esenti da qualunque servizio militare, sia per terra, sia per mare, ed anche da prestiti forzati, e da ogni contribuzione straordinaria, sempre che questa non sia generale e stabilita da una legge; le loro abitazioni, i magazzini, e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per fini di commercio o di residenza saranno rispettati; non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie; non potrà farsi alcun esame arbitrario de' loro libri, carte e conti commerciali, se non in forza di sentenza legale delle autorità giudiziarie, o de' tribunali competenti; non saranno sottoposti ad alcun sequestro, nè saranno i loro bastimenti, i loro carichi, e le loro mercanzie ed effetti commerciali ritenuti per qualsiasi spedizione militare o pubblico servizio, senza una indennità primitivamente convenuta e stabilita fra le parti interessate, e loro verrà garentita in qualunque circostanza la conservazione e sicurezza personale nello stesso modo che a' proprii sudditi, ed a' sudditi e cittadini delle nazioni le più favorite.

Art. IV. I sudditi di ciascuna delle alte Parti contraenti potranno liberamente trattare i proprii affari da per loro stessi ne' dominii dell' altra, o commetterli alla gestione di tutte le persone nominate da essi come mezzani, incaricati, fattori o agenti; nè saranno molestati nel prescegliere gl' individui che potranno disimpegnare tali incarichi; nè tampoco saranno tenuti a pagare alcun salario o rimunerazione a favore di qualsivoglia individuo che non sia stato da essi scelto.

Sarà sempre conceduta assoluta libertà, tanto al compratore, quanto al venditore, di negoziare insieme o fissare il prezzo di qualunque oggetto o mercanzia esistente nel paese o che debba esserne esportata, meno che per gli affari pe' quali le leggi e gli usi del rispettivo Stato richiederanno l'intervento di agenti speciali.

Art. V. I sudditi di ciascuna delle alte Parti contraenti non saranno sottoposti ne' dominii dell' altra ad un sistema di visita e di perquisizione doganale più rigoroso di quello che usasi co' nazionali.

Art. VI. La nazionalità de' bastimenti rispettivi sarà riconosciuta e ammessa da ambo le parti, secondo le leggi ed i regolamenti particolari allo Stato al quale il bastimento appartiene, col mezzo delle patenti e carte di bordo, rilasciate dalle autorità competenti a' capitani o padroni.

Art. VII. Resta convenuto che per la durata del presente trattato 1856
i bastimenti delle Due Sicilie arrivando ne' porti della Spagna e delle sue possessioni, ed i bastimenti Spagnuoli arrivando ne' porti del Regno delle Due Sicilie non pagheranno diritti di dogana differenti o più elevati di quelli che si pagano o si pagheranno dalle nazioni le più favorite, a qualunque titolo, sia oneroso, sia gratuito, che queste di ciò godono o godranno.

Art. VIII. Le navi siciliani che entreranno ne' porti della Spagna e delle sue isole adiacenti, e le navi spagnuole che entreranno ne' porti delle Due Sicilie saranno considerate come le nazionali, in quanto al pagamento di ogni sorta di diritti di porto e di navigazione.

Art. IX. I sudditi di ambo le Parti contraenti potranno commerciare liberamente fra essi, nè loro verrà imposto sopra qualunque produzione del suolo o dell' industria del loro paese che vorranno importare nell' altro per mare o per terra, nè sopra quelle che destineranno all' esportazione, alcun diritto di dogana, di transito o altra imposizione, diverso o più elevato di quello caricato sopra consimili prodotti o manifatture di qualunque altro Stato. Sua Maestà Siciliana e Sua Maestà Cattolica si obbligano di non accordare a' sudditi o cittadini di altra Potenza, in cose di commercio o di navigazione, alcun privilegio, favore o immunità, senza estenderlo nel tempo stesso al commercio o alla navigazione dell' altra Parte contraente, gratuitamente, se la concessione fosse stata fatta a titolo gratuito, o mediante un compensamento equivalente, per quanto sia possibile, da stabilirsi di comune accordo, se fosse stata fatta a titolo oneroso.

Art. X. Sua Maestà la Regina di Spagna promette che, come prima il presente trattato sarà messo in vigore, Essa abbandonerà per sempre il privilegio della riduzione del dieci per cento stipulato a favore del commercio spagnuolo con l'articolo VII della convenzione firmata in Madrid a' 15 di Agosto 1817.

E Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie dal canto suo si obbliga di non accordare per lo avvenire a' sudditi o cittadini di ogni altra Potenza il privilegio al quale Sua Maestà Cattolica rinunzia col presente trattato.

Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie promette inoltre che, durante il tempo in cui questo trattato sarà in vigore, tutte le mercanzie e tutti i prodotti del Regno di Spagna, tanto della penisola ed isole adiacenti, quanto delle sue possessioni di oltremare, che saranno importati ne' suoi reali dominii con navi siciliane o spagnuole, godranno di una riduzione del dieci per cento sopra

1856 i diritti stabiliti dalla tariffa doganale, e che i sudditi di Sua Maestà Cattolica non pagheranno dazii maggiori di quelli che sulle stesse merci e prodotti potranno venir pagati da' sudditi o cittadini di ogni altra nazione, a' termini e principii contenuti nell' art. IX della presente convenzione.

Rimane nondimeno stabilito, che nulla di quanto è convenuto in questo articolo potrà impedire a Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie di conservare a' suoi sudditi il godimento della mentovata riduzione del dieci per cento sopra i diritti doganali, o di accordarla, se gli tornerà a grado, ad altre nazióni, mettendole a tal risguardo sullo stesso piede della Spagna, nè restringere o impedire in alcun modo il diritto di potere arrecare, in qualunque tempo, alle tariffe doganali de' suoi dominii que' cambiamenti che crederà opportuni.

Ad evitare pel tratto avvenire qualunque equivoco, si dichiara che, per la concessione del dieci per cento di diminuzione deve intendersi che, nel caso in cui l'imposizione sia del venti per cento sopra il valore della merce, l'effetto della diminuzione del dieci per cento consiste nel ridurre la imposizione da venti a diciotto, serbandosi la stessa proporzione negli altri casi.

In quanto agli articoli che non sono nella tariffa tassati *ad valorem*, la diminuzione sarà in proporzione, ed allora si accorderà la diminuzione della decima parte sopra l'importo della somma.

Art. XI. Rimane convenuto tra le alte Parti contraenti che mentre durerà il presente trattato, Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie s'impegna di accordare alla Spagna, come compensamento de' privilegi de' quali essa godeva in forza del trattato del 1817, le seguenti riduzioni di tariffa:

Zucchero in polvere, da ducati dieci a ducati otto e grana 50 il cantajo.

Detto in pane, da ducati quindici a ducati nove il cantajo.

Caffè, da ducati dodici a ducati dieci il cantajo.

Cera vergine o nera, da ducati quindici a ducati dieci il cantajo.

Detta bianca, da ducati diciotto a ducati dodici il cantajo.

Detta lavorata, da ducati ventisette a ducati diciotto il cantajo.

Mele, da ducati sei a ducati cinque il cantajo.

Piombo in pane, da ducati due e grana 50 a ducato uno e grana 70 il cantajo.

Detto lavorato, da ducati cinque a ducati quattro il cantajo.

Vino in bottiglie, di Malaga e di Xeres, da grana dodici a grana otto, ed in altri recipienti ne sarà valutato il contenuto a bottiglie col dazio corrispondente di grana otto per bottiglia.

Mercurio o argento vivo, da grana ventotto il rotolo a grana 20. 1856

Rame in pane, da ducati sei e grana 50 a ducati cinque il cantajo.

Detto in verghe, da ducati sette a ducati cinque e grana 39 il cantajo.

Detto in piance, da ducati dieci a ducati sette e grana 70 il cantajo.

Detto vecchio, da ducati cinque a ducati tre e grana 85 il cantajo.

Sarde salate, da ducato uno e grana 70 a ducato uno e grana 20 il cantajo.

Alici salate, da ducati tre e grana 40 a ducati due e grana 50 il cantajo.

Sigari dell' isola di Cuba e delle Filippine, grana novanta per ogni libbra di dodici once nette di tara, ma colle condizioni seguenti:

Che debbasi dare avviso, almeno dodici giorni prima, all' Amministrazione generale, dello arrivo del bastimento portatore dei sigari, indicando il nome del bastimento, quello del capitano, il numero de' colli ed il loro peso.

Che il costo primitivo di ogni sigaro non sia minore di grana cinque.

Che tal prezzo debba venir certificato da' periti nominati dall' Amministrazione generale, ed esser poscia verificato nell' edificio della real manifattura di Napoli, pria d'immettersi i sigari nello spaccio di eccezione in Napoli.

Che trovandosi di prezzo inferiore resta in facoltà dell' immittente il riesportare o l'immettere i sigari, pagando in quest' ultimo caso la differenza che havvi per ogni sigari, tra il prezzo fissato da' periti, e quello di grana cinque convenuto, oltre il dazio.

Che nel caso di riesportazione, debba questa eseguirsi con obbligo cauzionato di fare arrivare il riscontro in Napoli, firmato dal console di Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie allo straniero, tra un determinato tempo, secondo le distanze, ed in mancanza pagare la multa eguale al doppio del valore dato dai periti in Napoli.

Che l'Amministrazione (tranne pe' sigari di un prezzo primitivo non inferiore a grana cinque l'uno, eccezione di sopra cennata) debba conservare integro il diritto di perquirere secondo i regolamenti, e confiscare i sigari esteri in circolazione, che non fossero corrispondenti a' campioni depositati nella real fabbrica da ogni immittente, e che abbiano un prezzo primitivo inferiore

1856 a grana cinque l'uno, oltre ancora le altre penali stabilite dalle leggi e da' regolamenti delle privative, dovendo sempre la perizia, in siffatti casi, adempirsi da' periti dell' Amministrazione generale.

Che il bastimento portatore de' sigari venga direttamente in Napoli, e che approdar non possa in altri porti del Regno, se non quando avrà disbarcati i sigari.

Che debbansene depositare i corrispondenti campioni nella real fabbrica de' tabacchi.

Che la vendita de' sigari abbia luogo presso uno spaccio particolare di eccezione, il di cui solo locale sarà apprestato dal real Governo di Sua Maestà Siciliana, restando la vendita degli stessi a cura de' rispettivi immittenti, con controllo permanente degl' impiegati dell' Amministrazione.

E che abbia a farsi, da ultimo, un particolarizzato regolamento pel buon andamento di tale ramo.

Le riduzioni convenute nel presente articolo saranno però fatte senza pregiudizio della riduzione del dieci per cento convenuta nel precedente articolo.

Rimane oltre ciò espressamente inteso, che nulla di quanto è stato convenuto potrà impedire Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie di far godere alla propria bandiera il favore delle riduzioni di sopra mentovate, oppure di estenderle, se sarà di suo piacimento, ad altre nazioni, mettendole anche su questo riguardo sopra lo stesso piede della Spagna.

In quest' ultimo caso però, si farà sull' istante partecipe la Spagna di tutti i vantaggi o privilegi commerciali che godono o godranno, per qualunque ragione o titolo, queste nazioni nel Regno delle Due Sicilie.

Art. XII. I capitani ed i padroni de' bastimenti siciliani o spagnuoli saranno esenti dall' obbligo di ricorrere ne' porti degli Stati rispettivi agli spedizionieri officiali, e potranno conseguentemente valersi de' loro consoli, o degli spedizionieri che da' medesimi lor verranno designati, tranne ne' casi preveduti dal Codice di commercio del paese in cui ritrovansi, alle di cui disposizioni la presente clausola non arreca alcuna derogazione.

Art. XIII. Sempre che il dazio imposto su le mercanzie dell' uno de' due Stati che sono importate nell' altro vien fissato sul valore, allora i proprietarii o consegnatarii delle dette mercanzie, nello immetterle in dogana per farle spedire, presenteranno la dichiarazione originale de' prezzi. Se gl' impiegati non vi si conformassero, si procederà secondo quello che prescrive, o prescriverà in questi

casi il regolamento doganale del paese in cui avrà luogo l'importazione, assicurandosi sempre a' sudditi dell' altro i privilegi di che godono le nazioni le più favorite. 1856

Art. XIV. Ambo le Parti contraenti dichiarano espressamente, che le stipulazioni della presente convenzione, relative a' diritti di dogana e di navigazione, abbiano benanche ad estendersi alle provenienze indirette, sempre che si giustifichi l'origine del carico dalla spedizione della dogana del luogo dell' imbarco, e co' documenti consolari di uso.

Non però dimeno, la parte di mercanzie caricate ne' porti intermedii, e la di cui origine non sarà giustificata appartenere nel modo di sopra stabilito a Potenze colle quali lo Stato pe' di cui porti il legno è destinato abbia trattati di commercio, non godrà de' vantaggi di questa assimilazione.

È espressamente inteso, che le stipulazioni del presente trattato non potranno affatto applicarsi alla navigazione ed al commercio da un porto ad un altro, ambo situati negli Stati dell' una o dell' altra delle alte Parti contraenti, restando la navigazione di costa o cabottaggio, in ciò che risguarda il trasporto di persone, di merci, o di altri oggetti di commercio, tanto da bastimenti a vela o a vapore, esclusivamente riserbata a' bastimenti nazionali.

I bastimenti de' due paesi potranno non pertanto discaricare una parte del loro carico in uno de' porti dell' una o dell' altra delle alte Parti contraenti, in cui è permesso a' nazionali, e quindi procedere per tutti gli altri porti dello stesso Stato, a fin di completare il rimanente del discarico.

Potranno egualmente, allorchè saranno sotto carico, completare i loro carichi successivamente ne' porti dello stesso Stato, in cui è permesso a' nazionali, beninteso che essi non facciano altra operazione di commercio, che quella del caricamento.

Art. XV. Le navi mercantili di ciascuna delle due nazioni che entreranno per approdo forzato ne' porti dell' altra, pagheranno gli stessi diritti di porto e navigazione che pagansi dalle navi nazionali, e se queste ne andassero in tal circostanza esenti, godranno della stessa esenzione, sempre che le cagioni che le avranno obbligate ad approdare siano valide ed evidenti, e che non facciano nel porto di approdo alcuna operazione di commercio, caricando o discaricando mercanzie; beninteso, che quelle fatte per la necessaria sussistenza dell' equipaggio, o per la riparazione della nave, non saranno considerate come operazioni di commercio che diano adito al pagamento de' diritti, sempre che le dette navi non prolunghino la loro permanenza nel porto al di là del tempo ne-

1856 cessario, avuto riguardo alle cagioni che avranno dato luogo all'approdo.

Art. XVI. I bastimenti, le mercanzie o gli effetti appartenenti a' sudditi di uno degli Stati contraenti che fossero catturati da' pirati, e condotti ne' porti dell' altro Stato, o in essi trovati, saranno rilasciati a' loro proprietarii, pagando, laddove occorresse, le spese di riscatto. I tribunali determineranno l'importo di tali spese, sempre che i proprietarii provino la proprietà nella debita forma, da loro stessi, o per mezzo de' procuratori o agenti della loro nazione, nel termine di un anno.

Art. XVII. I bastimenti da guerra delle due Potenze contraenti potranno entrare, dimorare e rabberciarsi ne' porti dell' altra, il di cui ingresso sia permesso a quelli delle nazioni le più favorite, e saranno sottoposti agli stessi regolamenti, e godranno degli stessi onori, vantaggi, privilegi ed esenzioni.

Art. XVIII. Se avverrà che una delle due alte Parti contraenti fosse in guerra con qualche potenza straniera, l'altra non potrà, in niun caso, autorizzare i suoi nazionali a torre o accettare commissioni o patenti da corso, con lo scopo di esercitare ostilità contro la prima, o molestarne il commercio ed attaccare la proprietà de' suoi sudditi.

Art. XIX. Le due alte Parti contraenti adottano, nelle loro reciproche relazioni, il principio che *la bandiera copre la proprietà*; per forma che, se una di esse restasse neutra, verranno reputate anche neutre (quando l'altra stesse in guerra con qualunque paese) le mercanzie coperte dalla bandiera di una delle Potenze contraenti, quantunque appartenessero a' nemici dell' altra, eccettuati però sempre gli oggetti qualificati come contrabbando di guerra. Stipulano parimente che la libertà della bandiera assicura quella delle persone imbarcate su nave neutra; per guisa che, quando anche fossero nemiche dell' una o dell' altra Potenza, non potranno esser fatte prigioniere, tranne soltanto se fossero militari in servizio attivo del nemico.

Art. XX. Comprendonsi sotto la denominazione di contrabbando di guerra la polvere, il salnitro, i petardi, le micce, le palle, le bombe, le granate, le carcasse, le picche, le alabarde, le spade, i cinturoni, i fucili, le pistole, le selle e gli arnesi di cavalleria, i cannoni, i mortai ed i loro affusti e basi, le truppe di qualsiasi arma, e generalmente qualunque sorta di armi, munizioni da guerra, ed istrumenti proprii all' uso delle truppe, come pure i viveri, quando fossero destinati per porti bloccati. Tutti questi articoli, sempre che siano destinati per qualche porto nemico, saranno, pel

semplice fatto, dichiarati come contrabbando, e sottoposti a con- 1856
fisca. Nonostante ciò, il bastimento in cui troveransi imbarcati, ed il rimanente del carico saranno considerati liberi, e non saranno in veruna guisa confiscati a cagione degli altri effetti proibiti, sia che appartenessero allo stesso proprietario, sia ad altro qualunque; come del pari non potrà essere il bastimento arrestato, nè impedito a poter continuare il corso del suo viaggio.

Art. XXI. Nel caso in cui una delle alte Parti contraenti si trovasse in guerra con un' altra Potenza, e le sue navi dovessero esercitare sul mare il diritto di visita, rimane convenuto che, quando s'incontreranno navi appartenenti alla Parte rimasa neutra, saranno spediti due officiali, onde esaminino le carte relative alla nazionalità delle medesime ed al loro carico. I comandanti saranno responsabili di qualunque vessazione o violenza, che essi commettessero o tollerassero in queste occasioni.

Non sarà permesso visitare le navi che navigano in convoglio, e basterà che il comandante del convoglio affermi verbalmente, sotto la sua parola di onore, che tutte le navi poste sotto la sua protezione e scorta appartengono allo Stato di cui egli inalbera la bandiera, e che dichiari che esse (nel caso che fossero destinato per un porto nemico) non trasportano generi di contrabbando di guerra.

Art. XXII. Nonostante che una delle due alte Parti contraenti si trovasse in guerra con altra nazione, i cittadini della parte che rimane neutra potranno continuare la loro navigazione ed il loro commercio colla stessa nazione, ma non con le città o porti che si trovassero effettivamente bloccati o assediati; beninteso sempre, che questa libertà di commercio e navigazione non estendesi agli articoli reputati qual contrabbando di guerra.

Niun bastimento di commercio appartenente a' cittadini di uno de' due Stati, che venisse spedito per un porto bloccato dalla marina dell' altro, potrà essere preso, detenuto o condannato, tranne nel caso in cui fossegli stata preventivamente notificata l'esistenza del blocco, da qualche nave della squadra o divisione a ciò destinata. Ed affinchè non possa allegarsi ignoranza de' fatti, e sia permesso catturare la nave, che dopo notificazione in debita forma si ripresentasse durante il blocco avanti allo stesso porto, dovrà il comandante del bastimento di guerra, la prima volta che l'incontra, indicare nella sua carta di navigazione il giorno, il luogo ed il paraggio in cui l'avrà visitata, e fattale la notificazione del blocco, togliendo dal capitano o padrone della nave mercantile una dichiarazione analoga dallo stesso firmata.

1856 Art. XXIII. Ogni qualvolta venissero catturate o detenute navi che suppongansi recare al nemico mercanzie di contrabbando, colui che avrà fatta la cattura rilascerà ricevo delle carte della nave ritenuta, accompagnandolo con un elenco espositivo delle dette carte. Non sarà lecito abbattere o aprire la porticina del boccaporta, nè tampoco le casse, i bauli, gl' involti, le botti ed il vasellame trovati a bordo, o rimuovere la menoma parte delle mercanzie, se non quando il carico sarà portato a terra e registrato alla presenza degl' impiegati competenti, i quali dovran fare inventario delle dette mercanzie. Queste però non potranno essere vendute, cambiate o in alcun modo esitate senza un procedimento legale, e fino a che il giudice o i giudici competenti non abbiano sulla medesima pronunziata sentenza di confisca.

Art. XXIV. Affinchè possano adottarsi opportuni provvedimenti intorno alla nave ed al carico, ed impedire ruberie, rimane stipulato che non sarà permesso rimuovere dal bordo di qualsiasi nave catturata il capitano, il comandante o sopraccarico di essa, durante il tempo che rimarrà sul mare dopo la cattura, o durante il procedimento sul bastimento ed il suo carico, o su di qualunque cosa ed essi relativa. Ed in qualunque caso, in cui una nave appartenente a' sudditi dell' una o dell' altra Parte sia catturata, o sequestrata e ritenuta per aggiudicazione, i suoi impiegati, i passeggieri e la ciurma saranno trattati con benevolenza e cortesia, nè saranno privati de' loro abiti, e del possesso ed uso de' loro danari.

Art. XXV. Stipulasi benanche, che avranno conoscenza de' processi delle prede solamente i tribunali stabiliti per le medesime nel paese in cui vengono condotte; e sempre che un consimile tribunale dell' una o dell' altra Parte pronunziasse sentenza contro qualche nave, mercanzia o proprietà reclamate da' sudditi dell' altra, saranno indicate nella sentenza o decreto le ragioni o motivi su cui la stessa è stata basata; e senza alcun indugio sarà rilasciato al comandante o agente della detta nave, qualora venisse richiesto, un attestato autentico della sentenza o decreto, e di tutto il processo, mediante il pagamento de' diritti legali.

Art. XXVI. A qualsiasi corsaro straniero, che abbia patenti di qualche Principe o Stato nemico di una delle alte Parti contraenti, non sarà permesso armare le sue navi ne' porti dell' altra, nè vendere le sue prede, nè permutarle in verun modo, nè tampoco comprar viveri, tranne i necessarii pel suo viaggio, ad uno de' più vicini porti dello Stato, da cui egli abbia ricevuto le sue patenti.

Art. XXVII. Ciascuna delle alte Parti contraenti avrà facoltà di 1856
nominare consoli generali, consoli, viceconsoli o agenti consolari ne' principali porti di commercio del territorio dell' altra, come pure negli altri porti e siti, dove i due Governi vorranno di accordo stabilirli.

Questi funzionarii però non entreranno nell' esercizio della loro carica, senza aver prima ottenuto l'autorizzazione del Governo territoriale.

Art. XXVIII. Gli agenti consolari sudditi dello Stato che li nomina godranno della immunità di prigionia, eccetto per delitti che, secondo le leggi del paese in cui riseggono, siano puniti con pena corporale o afflittiva.

Nel caso che esercitassero il commercio, siffatta immunità non verrà estesa agli affari che ne dipendono, e saranno nella stessa condizione che qualunque altro individuo del loro paese in quanto a' libri, alle carte di commercio e carte particolari, che debbono sempre tenersi al tutto separate dallo archivio consolare.

Gli agenti consolari saranno esenti da qualunque servizio, imposta o contribuzione personale, tranne nel caso in cui esercitassero professione, industria o commercio; e tanto in questo caso, che in quello di essere sudditi del paese in cui riseggono, rimarranno sottoposti alle legge generali di esso.

Quando dovrà procedersi ad assumere dagli agenti consolari una dichiarazione giudiziaria, dovrà il giudice o magistrato invitarli cortesemente presso di se, indicando il giorno e l'ora in cui dovranno presentarsi nella sua abitazione; e gli agenti consolari non potranno eludere o differire il compimento di quest' obbligo.

Nello stesso modo verrà sollecitata la loro assistenza presso i tribunali, quando si rendesse necessaria; e tanto in questo, quanto in tutti gli altri casi, godranno di ogni privilegio, esenzione o immunità che venisse conceduta, o potrebb' essere conceduta nel paese di loro residenza agli agenti della stessa classe delle nazioni le più favorite.

Art. XXIX. I consoli ed i viceconsoli rispettivi, qualunque sia la loro nazionalità, potranno collocare sulla porta esterna delle loro abitazioni lo scudo delle Armi della loro nazione colla epigrafe di « *Consolato delle Due Sicilie* » o « *Consolato di Spagna* »; ma questo segno, mera indicazione delle loro dimore, non darà diritto ad asilo, nè esimerà la casa o le sue abitazioni dalle perquisizioni legali de' magistrati del paese.

Art. XXX. Gli archivii, e generalmente tutte le carte delle cancellerie e segreterie de' consolati o viceconsolati rispettivi sa-

1856 ranno inviolabili, e sotto niun pretesto, ed in nessun caso o circostanza potranno le autorità locali esaminarli, nè tampoco impadronirsene.

Art. XXXI. Nel caso d'impedimento, assenza o morte de' consoli o viceconsoli, saranno ammessi di pieno diritto allo esercizio interino de' consolati o viceconsolati corrispondenti i viceconsoli o cancellieri che fossero stati precedentemente ammessi dal Governo territoriale, e fossero stati dati a conoscere come tali, senza che lor possa opporsi ostacolo dalle autorità locali, le quali al contrario dovranno prestare a' medesimi assistenza, e mantenere a loro pro, durante l'interinato, gli stessi privilegi che ottengonsi da' proprietarii, tenendosi sempre in conto la nazionalità di ciascuno, a' termini dell' articolo XXVIII.

Art. XXXII. I consoli e gli altri agenti consolari dell' una o dell' altra nazione avranno il diritto di ricevere nelle loro cancellerie ed officine, nel domicilio delle parti ed a bordo delle navi, le dichiarazioni e gli altri atti che i capitani, le ciurme, i passeggieri ed i negozianti, o qualunque altro suddito della loro nazione vorran fare, compresi i loro testamenti o ultimi voleri.

Gli atti di che trattasi nel paragrafo precedente saranno verificati secondo la forma richiesta dalle leggi dello Stato, al quale appartengono i consoli o viceconsoli, sottoponendoli al suggello, al registro ed a tutte le altre formalità vigenti nel paese in cui l'atto debb' essere recato ad esecuzione; e tanto gli originali, quanto le copie rilasciate da' riferiti agenti, suggellate co' loro suggelli officiali e debitamente legalizzate, sempre che occorra, avranno vigore in giudizio e fuori di esso, tanto negli Stati di Sua Maestà Siciliana, quanto in quelli di Sua Maestà Cattolica, ed avranno la stessa forza e valore che se fossero stati stipulati avanti notaro, o altro pubblico funzionario dell' uno e dell' altro paese, o dagli stessi spedite.

Art. XXXIII. Nel caso di morte negli Stati delle due alte Parti contraenti di uno de' loro nazionali, gli agenti consolari rispettivi dovranno essere opportunamente e necessariamente avvertiti dalle competenti autorità giudiziarie del giorno e dell' ora in cui si procederà all' apposizione, o alla rimozione de' suggelli, ed alla compilazione dell' inventario, affinchè non lascino di prestare la loro assistenza in tali atti.

I consoli rispettivi potranno reclamare la consegna degli effetti lasciati da' loro nazionali, e questa dovrà aver luogo immediatamente, quante volte coloro che hanno diritto alla successione aperta

non saranno personalmente presenti, o non saranno rappresentati 1856
legalmente come tali.

Nel caso di opposizione alla presa di possesso da parte dei creditori del defunto, questa presa di possesso, quando le opposizioni saranno state rimosse, dovrà immediatamente seguire.

Affinchè gli atti relativi alla successione siano eseguiti colla debita celerità ed esattezza, non appena il console saprà la morte di qualche suddito della sua nazione, ne darà avviso al giudice della sua residenza, o costui darà a lui eguale annunzio, se prima sarà ciò pervenuto a sua notizia. Nel distretto dove non siavi agente consolare della Potenza rispettiva, il giudice si rivolgerà alla Legazione di questa, per mezzo del Ministero di Stato degli affari esteri, onde in sostituzione del detto agente deleghi qualche persona che ne faccia le veci, senza pregiudizio di procedersi a suggellare e porre in sicura custodia i beni e le carte del defunto.

Dopo il compimento dell' inventario, il console potrà, se il crederà convenevole, chiamare, per mezzo de' giornali officiali del paese, e di quelli ne' quali si creda che abbianvi parenti del defunto, tutti coloro che per qualche titolo stiminsi aver diritto a' beni ereditarii, onde da per loro, o legittimamente rappresentati, si presentino ad esercitarlo ne' termini fissati dalle leggi.

Se si promuovessero difficoltà o discussioni da' creditori del defunto, verranno esse decise da' tribunali locali, ed i consoli potranno solamente intervenire in giudizio come rappresentanti dell' *ab intestato*, o della esecuzione testamentaria.

Spirato il termine della chiamata all' eredità fatta agl' interessati, soddisfatti i debiti a' creditori che avessero corrisposto alla chiamata, e giustificati i loro diritti, si passerà il rimanente agli eredi presenti o a' mandatarii degli assenti, depositandosi nel frattempo ne' modi stabiliti dalle leggi de' due paesi.

I consoli di ambo le Parti contraenti saranno esclusivamente incaricati degli atti d'inventario, e delle altre operazioni preventive, per la conservazione ed aggiudicazione de' beni ereditarii lasciati da' marinari e da' passeggieri della loro nazione, che morissero a bordo delle navi di essa durante il viaggio, o nel porto in cui arrivano.

Art. XXXIV. Tutto ciò che risguarda la polizia de' porti, i caricamenti e gli scaricamenti delle navi, la sicurezza delle mercanzie, ed i beni e gli effetti de' sudditi di ambo i paesi, rimarrà rispettivamente sottoposto alle leggi ed a' regolamenti locali. Nulladimeno i consoli ed i viceconsoli delle due Potenze resteranno esclusivamente incaricati del servizio interno a bordi delle navi mercantili

1856 della loro nazione, ed essi soli interverranno nelle controversie che potessero nascere tra' marinari, il capitano e gli officiali della ciurma.

Le autorità locali potranno non pertanto intervenire, quando i disordini avvenuti siano tali da turbare la tranquillità pubblica a terra o nel porto, e potranno del pari prendere conoscenza del fatto, quando un individuo del paese o uno straniero fossero in esso implicati.

Art. XXXV. I consoli ed i viceconsoli delle Due Sicilie nella Spagna e sue possessioni, ed i consoli ed i viceconsoli di Spagna nel Regno delle Due Sicilie potran fare arrestare e rimandare sia a bordo, sia ne' loro paesi rispettivi, i marinari e tutte le altre persone, le quali facendo regolarmente parte degli equipaggi dei bastimenti delle loro rispettive nazioni con altro titolo che quello di passeggieri, avessero disertato da' detti bastimenti. A tale uopo essi si rivolgeranno alle competenti autorità locali, e comproveranno co' registri del bastimento, e col ruolo di equipaggio, o (se il legno fosse partito) colla copia di dette carte da essi debitamente certificata, che gli uomini che essi reclamano facevano parte del detto equipaggio. In vista di tale dimanda in tal modo appoggiata, non potrà la consegna essere negata.

Sarà dato loro inoltre ogni sorta di ajuto ed assistenza per la ricerca e l'arresto de' detti disertori, i quali saranno anche detenuti e custoditi nelle prigioni del paese sulla dimanda ed a spese de' consoli, fino a che questi agenti abbian trovata una occasione per farli partire. Benvero che se questa occasione non si presentasse nello spazio di tre mesi a contare dal giorno dello arresto, i disertori saranno messi in libertà, senza che possano essere di bel nuovo arrestati per lo stesso motivo.

Nulladimeno se il disertore avesse di più commesso qualche delitto a terra, la sua estradizione potrà essere differita dalle autorità locali fino a che il tribunale competente abbia profferito debitamente il suo giudizio sul secondo delitto, e che abbia il giudizio stesso avuto compimento.

Resta egualmente stabilito che, laddove i marinari o altri individui componenti l'equipaggio siano sudditi del paese dove la diserzione avviene, rimarranno in tal caso eccettuati dalle precedenti stipulazioni.

Art. XXXVI. Sempre che non sianvi stipulazioni in contrario stabilite in buona e debita forma tra gli armatori, i caricatori e gli assicuratori, le avarie che soffriranno le navi dell' uno de' due

Stati nell' andare o arrivare a' porti dell' altro, saranno riparate 1856
da' consoli e da' viceconsoli della loro nazione, a meno che non sianvi interessati altri abitanti del paese in cui riseggono i detti agenti, nel qual caso, se tutte le parti interessate non potessero intendersi amichevolmente, le avarie saranno riparate dalle autorità locali.

Art. XXXVII. Quando naufraga o incaglia un legno delle Parti contraenti sul lido dell' altra, con a bordo la ciurma o parte di essa, si apparterrà al console o viceconsole rispettivo la direzione del salvataggio, e la custodia degli oggetti salvati.

Nello istante in cui le autorità del paese avranno notizia del disastro, ne daranno avviso al console più vicino del sito dove ha avuto luogo; e mentre costui assisterà personalmente, o rappresentato da altro individuo di sua fiducia, esse daranno le disposizioni intese a porre in sicuro i naviganti, la nave ed il suo carico, provvedendo ad un tempo alla sussistenza di quelli, ed alla conservazione del tutto, o della parte che verrà salvata.

Allorchè si presenterà il console o il suo rappresentante, le autorità locali lasceranno a cura di lui di praticare quello che stimerà più conveniente al salvataggio, e solamente interverranno nelle operazioni a fine di agevolare maggiormente al detto agente gli ajuti necessarii, mantenere l'ordine, proteggere i diritti del fisco, preservare la salute pubblica, garentire gl' interessi delle persone adibite al salvataggio che non appartenessero alla ciurma, e prendere giuridica informazione del naufragio o incaglio; e ciò sempre che richiedessesi l'autorità del giudice per la legalità dell' inventario degli effetti salvati, pel deposito de' medesimi e per altri incidenti che potessero fare reputar sospetta la condotta del capitano e della ciurma delle navi che si trovassero in tal frangente.

Il console potrà vendere subito, secondo le formalità stabilite in ciascun paese, quella parte di oggetti salvati che occorresse pel pagamento delle spese fatte pel salvataggio e per la conservazione, come pure tutte le altre mercanzie del carico che fossero capaci di deteriorazione, compromettendosi di soddisfare le obbligazioni, cui è destinato il prodotto della vendita. Se non vi fosse console, o se essendovi, non rispondesse alla chiamata delle autorità locali, queste procederanno alla cennata vendita, e terranno in deposito le carte della nave naufragata e gli effetti salvati, come pure l'esuberanza risultante dalla vendita dopo essersi soddisfatte le riferite obbligazioni, per quindi consegnare il tutto a' proprietarii o a' loro legittimi rappresentanti, senza che per tutto ciò siavi d'uopo di fare altre spese, che quelle di salvataggio, di quarantena, e di conser-

1856 vazione, e le eventuali e straordinarie, alle quali sono tenute in casi consimili le navi nazionali.

Le alte Parti contraenti convengono, che i generi salvati che dovranno riesportarsi, non abbiano a pagare alcun dazio doganale e che quelli destinati pel consumo interno debbano godere del rabbassamento determinato dalle leggi de' riferiti paesi.

Art. XXXVIII. I consoli, i viceconsoli ed i sudditi di Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie godranno, in tutti i possedimenti spagnuoli di oltremare, gli stessi diritti e franchigie, e la stessa libertà di commercio e navigazione, di che attualmente godono, o vi godranno in prosieguo quelli delle nazioni le più favorite, gratuitamente se la concessione sarà stata gratuita, o mediante un compensamento equivalente per quanto sia possibile, da stabilirsi di comune accordo, se sarà stata fatta a titolo oneroso.

E gli abitanti de' detti possedimenti di oltremare godranno da canto loro, nel territorio delle Due Sicilie, degli stessi diritti e franchigie, e della stessa libertà di commercio e navigazione accordati con la presente convenzione agli altri sudditi spagnuoli.

Art. XXXIX. Non appena saranno scambiate le ratifiche di questo trattato, saranno tutte considerate indistintamente e per sempre, come nulle e di niun valore le stipulazioni contenute nel trattato tra la Spagna e le Due Sicilie che venne firmato in Madrid ai 15 di Agosto 1817, come pur quelle contenute negli articoli allo stesso addizionali, ed i quali portano la stessa data.

Art. XL. Il presente trattato sarà ratificato, e le sue ratifiche saranno scambiate in Napoli nello spazio di tre mesi, o anche prima, se sarà possibile, ed avrà forza e vigore per lo spazio di dieci anni, a contare dal giorno in cui le ratifiche verranno scambiate.

Se una delle alte Parti contraenti non avesse annunziato all' altra, sei mesi prima dello spirare de' dieci anni, la sua intenzione di porre termine al presente trattato, continuerà ad essere obbligatorio di anno in anno, fino a che una delle due Potenze non manifesti all' altra un anno prima il divisamento di farne cessare gli effetti.

In fede di che, etc.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, AUTRICHE, PRUSSE, SARDAIGNE, PORTE OTTOMANE ET RUSSIE. 1856

PAIX DE PARIS.

Traité de paix entre la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Porte Ottomane d'une part, et la Russie de l'autre part, signé avec la participation de la Prusse, à Paris, le 30 *Mars* 1856.

Au nom de Dieu tout-puissant.

Leurs Majestés l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur de toutes les Russies, le roi de Sardaigne et l'empereur des Ottomans, animés du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, ont résolu de s'entendre avec Sa Majesté l'empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman.

A cet effet, Leursdites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur des Français :

Le sieur Alexandre, comte Colonna Walewski, sénateur de l'empire (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*), son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

Et le sieur François-Adolphe, baron de Bourqueney (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*), son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ;

Sa Majesté l'empereur d'Autriche :

Le sieur Charles-Ferdinand, comte de Buol-Schauenstein (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*), son chambellan et conseiller intime actuel, son ministre de la maison et des affaires étrangères, président de la conférence des ministres,

1856 Et le sieur Joseph-Alexandre, baron de Hübner (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*), son conseiller intime actuel et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de France;

Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

Le très-honorable George-Guillaume-Frédéric, comte de Clarendon, baron Hyde de Hindon, pair du royaume-uni, conseiller de Sa Majesté britannique en son conseil privé (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*), principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères,

Et le très-honorable Henri-Richard-Charles, baron Cowley, pair du royaume-uni, conseiller de Sa Majesté en son conseil privé, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du bain, et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté l'empereur des Français;

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies:

Le sieur Alexis, comte Orloff, son aide de camp général et général de cavalerie, commandant du quartier général de Sa Majesté, membre du conseil de l'empire et du comité des ministres (*suivent les divers ordres dont il se trouve étredécoré*),

Et le sieur Philippe, baron de Brunnow, son conseiller privé, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération Germanique et près Son Altesse Royale le grand-duc de Hesse (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*);

Sa Majesté le roi de Sardaigne:

Le sieur Camille Benso, comte de Cavour (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*), président du conseil des ministres, et son ministre et secrétaire d'État pour les finances,

Et le sieur Salvator, Marquis de Villamarina (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*), son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de France;

Et Sa Majesté l'empereur des Ottomans:

Mouhammed-Emin-Aali-Pacha, grand-vezir de l'empire ottoman (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*),

Et Mehemmed-Djémil-Bey (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*), son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'empereur des Français, accrédité, en la même qualité, près Sa Majesté le roi de Sardaigne;

Lesquels se sont réunis en Congrès à Paris.

L'entente ayant été heureusement établie entre eux, Leurs Majestés l'empereur des Français, l'empereur d'Autriche, la reine du

royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur de 1856
toutes les Russies, le roi de Sardaigne et l'empereur des Ottomans, considérant que, dans un intérêt européen, Sa Majesté le roi de Prusse, signataire de la convention du treize Juillet mil huit cent quarante et un, devait être appelée à participer aux nouveaux arrangements à prendre, et appréciant la valeur qu'ajouterait à une œuvre de pacification générale le concours de Sadite Majesté, l'ont invitée à envoyer des plénipotentiaires au Congrès.

En conséquence, Sa Majesté le roi de Prusse a nommé pour ses plénipotentiaires, savoir :

Le sieur Othon-Théodore, baron de Manteuffel, président de son conseil et son ministre des affaires étrangères (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*),

Et le sieur Maximilien-Frédéric-Charles-François, comte de Hatzfeldt-Wildenburg-Schœnstein, son conseiller privé actuel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de France (*suivent les divers ordres dont il se trouve être décoré*).

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié entre Sa Majesté l'empereur des Français, Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le roi de Sardaigne, Sa Majesté Impériale le Sultan, d'une part, et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, de l'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs, à perpétuité.

Art. II. La paix étant heureusement rétablie entre Leursdites Majestés, les territoires conquis ou occupés par leurs armées, pendant la guerre, seront réciproquement évacués.

Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que faire se pourra.

Art. III. Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à Sa Majesté le Sultan la ville et la citadelle de Kars, aussi bien que les autres parties du territoire ottoman dont les troupes russes se trouvent en possession.

Art. IV. Leurs Majestés l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le roi de Sardaigne et le Sultan s'engagent à restituer à Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies les villes et ports de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertsch, Ieni-Kaleh, Kinburn,

1856 ainsi que tous les autres territoires occupés par les troupes alliées.

Art. V. Leurs Majestés l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur de toutes les Russies, le roi de Sardaigne et le Sultan accordent une amnistie pleine et entière à ceux de leurs sujets qui auraient été compromis par une participation quelconque aux événements de la guerre, en faveur de la cause ennemie.

Il est expressément entendu que cette amnistie s'étendra aux sujets de chacune des parties belligérantes qui auraient continué, pendant la guerre, à être employés dans le service de l'un des autres belligérants.

Art. VI. Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Art. VII. Sa Majesté l'empereur des Français, Sa Majesté l'empereur d'Autriche, Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le roi de Prusse, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le roi de Sardaigne déclarent la Sublime-Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert européens. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général.

Art. VIII. S'il survenait, entre la Sublime-Porte et l'une ou plusieurs des autres puissances signataires, un dissentiment qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime-Porte et chacune de ces puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

Art. IX. Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, sans distinction de religion ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations chrétiennes de son empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux puissances contractantes le firman, spontanément émané de sa volonté souveraine.

Les puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait en aucun cas, donner le droit auxdites puissances de s'immiscer soit collectivement,

soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses 1856
sujets, ni dans l'administration intérieure de son empire.

Art. X. La convention du treize Juillet mil huit cent quarante et un, qui maintient l'antique règle de l'empire ottoman relative à la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, a été revisée d'un commun accord.

L'acte, conclu à cet effet et conformément à ce principe, entre les hautes parties contractantes, est et demeure annexé au présent traité, et aura même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Art. XI. La mer Noire est neutralisée : ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont, formellement et à perpétuité, interdits au pavillon de guerre soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance, sauf les exceptions mentionnées aux articles XIV et XIX du présent traité.

Art. XII. Libre de toute entrave, le commerce, dans les ports et dans les eaux de la mer Noire, ne sera assujetti qu'à des réglements de santé, de douane, de police, conçus dans un esprit favorable au développement des transactions commerciales.

Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime-Porte admettront des consuls dans leurs ports situés sur le littoral de la mer Noire, conformément aux principes du droit international.

Art. XIII. La mer Noire étant neutralisée, aux termes de l'article XI, le maintien ou l'établissement sur son littoral d'arsenaux militaires-maritimes devient sans nécessité, comme sans objet. En conséquence, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et Sa Majesté Impériale le Sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver, sur ce littoral, aucun arsenal militaire-maritime.

Art. XIV. Leurs Majestés l'empereur de toutes les Russies et le Sultan, ayant conclu une convention à l'effet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers, nécessaires au service de leurs côtes, qu'elles se réservent d'entretenir dans la mer Noire, cette convention est annexée au présent traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifiée, sans l'assentiment des puissances signataires du présent traité.

Art. XV. L'acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs États, les puissances contractantes stipulent entre elles, qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués

1856 au Danube et à ses embouchures. Elles déclarent que cette disposition fait, désormais, partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations contenues dans les articles suivants. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Les réglements de police et de quarantaine à établir, pour la sûreté des États séparés ou traversés par ce fleuve, seront conçus de manière à favoriser, autant que faire se pourra, la circulation des navires. Sauf ces réglements, il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

Art. XVI. Dans le but de réaliser les dispositions de l'article précédent, une commission dans laquelle la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Turquie seront, chacune, représentées par un délégué, sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires, depuis Isatcha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et lesdites parties de la mer dans les meilleures conditions possibles de navigabilité.

Pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes, d'un taux convenable, arrêtés par la commission à la majorité des voix, pourront être prélevés, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XVII. Une commission sera établie et se composera des délégués de l'Autriche, de la Bavière, de la Sublime-Porte et du Wurtemberg (un pour chacune de ces puissances), auxquels se réuniront les commissaires des trois principautés danubiennes, dont la nomination aura été approuvée par la Porte. Cette commission, qui sera permanente 1° élaborera les réglements de navigation et de police fluviale; 2° fera disparaître les entraves, de quelque nature qu'elles puissent être, qui s'opposent encore à l'application au Danube des dispositions du traité de Vienne; 3° ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve; et 4° veillera, après la dissolution de la commission euro-

péenne, au maintien de la navigabilité des embouchures du Danube 1856
et des parties de la mer y avoisinantes.

Art. XVIII. Il est entendu que la commission européenne aura rempli sa tâche, et que la commission riveraine aura terminé les travaux désignés dans l'article précédent, sous les nos 1 et 2, dans l'espace de deux ans. Les puissances signataires réunies en conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la commission européenne; et, dès-lors, la commission riveraine permanente jouira des mêmes pouvoirs que ceux dont la commission européenne aura été investie jusqu'alors.

Art. XIX. Afin d'assurer l'exécution des réglements qui auront été arrêtés d'un commun accord, d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des puissances contractantes aura le droit de faire stationner en tout temps deux bâtiments légers aux embouchures du Danube.

Art. XX. En échange des villes, ports et territoires énumérés dans l'article du présent traité, et pour mieux assurer la liberté de la navigation du Danube, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies consent à la rectification de sa frontière, en Bessarabie.

La nouvelle frontière partira de la mer Noire, à un kilomètre à l'est du lac Bournu-Sola, rejoindra perpendiculairement la route d'Ackerman, suivra cette route jusqu'au val de Trajan, passera au sud de Belgrade, remontera le long de la rivière de Yalpuck jusqu'à la hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Kotamori sur le Pruth. En amont de ce point, l'ancienne frontière, entre les deux empires, ne subira aucune modification.

Des délégués des puissances contractantes fixeront, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

Art. XXI. Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la principauté de Moldavie, sous la suzeraineté de la Sublime-Porte.

Les habitants de ce territoire jouiront des droits et priviléges assurés aux principautés, et, pendant l'espace de trois années, il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

Art. XXII. Les principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des puissances contractantes, des priviléges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des puissances garantes. Il n'y sera aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

1856 Art. XXIII. La Sublime-Porte s'engage à conserver auxdites principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront révisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une commission spéciale, sur la composition de laquelle les hautes puissances contractantes s'entendront, se réunira sans délai, à Bucharest, avec un commissaire de la Sublime-Porte.

Cette commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

Art. XXIV. Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux provinces, un Divan *ad hoc,* composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les vœux des populations relativement à l'organisation définitive des principautés.

Une instruction du Congrès réglera les rapports de la commission avec ces Divans.

Art. XXV. Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la commission transmettra, sans retard, au siége actuel des conférences, le résultat de son propre travail.

L'entente finale avec la puissance suzeraine sera consacrée par une convention conclue à Paris entre les hautes parties contractantes ; et un hattichériff, conforme aux stipulations de la convention, constituera définitivement l'organisation de ces provinces, placées désormais sous la garantie collective de toutes les puissances signataires.

Art. XXVI. Il est convenu qu'il y aura, dans les principautés, une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que, d'accord avec la Sublime-Porte, elles seraient appelés à prendre pour repousser toute agression étrangère.

Art. XXVII. Si le repos intérieur des principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime-Porte s'entendra avec les autres puissances contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces puissances.

Art. XXVIII. La principauté de Servie continuera à relever de 1856
la Sublime-Porte, conformément aux Hats impériaux qui fixent et déterminent ses droits et immunités, placés désormais sous la garantie collective des puissances contractantes.

En conséquence, ladite principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Art. XXIX. Le droit de garnison de la Sublime-Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les réglements antérieurs, est maintenu. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu en Servie sans un accord préalable entre les hautes puissances contractantes.

Art. XXX. Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan maintiennent, dans son intégrité, l'état de leurs possessions en Asie, tel qu'il existait légalement avant la rupture.

Pour prévenir toute contestation locale, le tracé de la frontière sera vérifié et, s'il y a lieu, rectifié, sans qu'il puisse en résulter un préjudice territorial pour l'une ou pour l'autre des deux parties.

A cet effet, une commission mixte, composée de deux commissaires russes, de deux commissaires français et d'un commissaire anglais, sera envoyée sur les lieux, immédiatement après le rétablissement des relations diplomatiques entre la cour de Russie et la Sublime-Porte. Son travail devra être terminé dans l'espace de huit mois, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. XXXI. Les territoires occupés pendant la guerre par les troupes de Leurs Majestés l'empereur des Français, l'empereur d'Autriche, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et le roi de Sardaigne, aux termes des conventions signées à Constantinople, le douze Mars mil huit cent cinquante-quatre, entre la France, la Grande-Bretagne et la Sublime-Porte; le quatorze Juin de la même année, entre l'Autriche et la Sublime-Porte, et le quinze Mars mil huit cent cinquante-cinq, entre la Sardaigne et la Sublime-Porte, seront évacués après l'échange des ratifications du présent traité, aussitôt que faire se pourra. Les délais et les moyens d'exécution feront l'objet d'un arrangement entre la Sublime-Porte et les puissances dont les troupes ont occupé son territoire.

Art. XXXII. Jusqu'à ce que les traités ou conventions qui exis-

1856 taient avant la guerre entre les puissances belligérantes, aient été ou renouvelés ou remplacés par des actes nouveaux, le commerce d'importation ou d'exportation aura lieu réciproquement sur le pied des réglements en vigueur avant la guerre ; et leurs sujets, en toute autre matière, seront respectivement traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. XXXIII. La convention conclue, en ce jour, entre Leurs Majestés l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, de l'autre part, relativement aux Iles d'Aland, est et demeure annexée au présent traité et aura même force et valeur que si elle en faisait partie.

Art. XXXIV. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de Mars de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *Signé* A. Walewski.
(L. S.) *Signé* Bourqueney.
(L. S.) *Signé* Buol-Schauenstein.
(L. S.) *Signé* Hübner.
(L. S.) *Signé* Clarendon.
(L. S.) *Signé* Cowley.
(L. S.) *Signé* Manteuffel.
(L. S.) *Signé* Hatzfeldt.
(L. S.) *Signé* Orloff.
(L. S.) *Signé* Brunnow.
(L. S.) *Signé* Cavour.
(L. S.) *Signé* de Villamarina.
(L. S.) *Signé* Aali.
(L. S.) *Signé* Mehemmed-Djémil.

ARTICLE ADDITIONNEL ET TRANSITOIRE.

Les stipulations de la convention des détroits signée en ce jour ne seront pas applicables aux bâtiments de guerre employés par les puissances belligérantes pour l'évacuation par mer des territoires occupés par leurs armées ; mais lesdites stipu-

lations reprendront leur entier effet, aussitôt que l'évacuation sera 1856
terminée.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de Mars de l'an mil huit cent cinquante-six.

(*Suivent les mêmes signatures que ci-dessus.*)

PREMIÈRE ANNEXE.

Au nom de Dieu tout-puissant.

Leurs Majestés l'empereur des Français, l'empereur d'Autriche, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le roi de Prusse, l'empereur de toutes les Russies, signataires de la convention du treize Juillet mil huit cent quarante et un, et Sa Majesté le roi de Sardaigne, voulant constater, en commun, leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle de l'empire ottoman, d'après laquelle les détroits des Dardanelles et du Bosphore sont fermés aux bâtiments de guerre étrangers tant que la Porte se trouve en paix :

Lesdites Majestés, d'une part, et Sa Majesté le Sultan, de l'autre, ont résolu de renouveler la convention conclue à Londres le treize Juillet mil huit cent quarante et un, sauf quelques modifications de détail qui ne portent aucune atteinte au principe sur lequel elle repose.

En conséquence, Leursdites Majestés ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

(*Suivent les noms et titres des plénipotentiaires*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Sa Majesté le Sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir, à l'avenir, le principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, et que tant que la Porte se trouve en paix, Sa Majesté n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits détroits.

Et Leurs Majestés l'empereur des Français, l'empereur d'Autriche, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le roi de Prusse, l'empereur de toutes les Russies et le roi de Sardaigne, de l'autre part, s'engagent à respecter cette

1856 détermination du Sultan et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

Art. II. Le Sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est d'usage, au service des légations des puissances amies.

Art. III. La même exception s'applique aux bâtiments légers sous pavillon de guerre que chacune des puissances contractantes est autorisée à faire stationner aux embouchures du Danube, pour assurer l'exécution des réglements relatifs à la liberté du fleuve, et dont le nombre ne devra pas excéder deux pour chaque puissance.

Art. IV. La présente convention, annexée au traité général, signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de Mars de l'an mil huit cent cinquante-six.

(*Suivent les mêmes signatures que ci-dessus.*)

DEUXIÈME ANNEXE.

Au nom de Dieu tout-puissant.

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et Sa Majesté Impériale le Sultan, prenant en considération le principe de neutralisation de la mer Noire établi par les préliminaires consignés au protocole n° 1, signé à Paris le vingt-cinq Février de la présente année, et voulant, en conséquence, régler d'un commun accord le nombre et la force des bâtiments légers qu'elles se sont réservé d'entretenir dans la mer Noire pour le service de leurs côtes, ont résolu de signer dans ce but, une convention spéciale, et ont nommé à cet effet :

(*Suivent les noms et titres des plénipotentiaires*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à n'avoir dans la mer Noire d'autres bâtiments de guerre que ceux dont le nombre, la force et les dimensions sont stipulées ci-après. 1856

Art. II. Les hautes parties contractantes se réservent d'entretenir chacune, dans cette mer, six bâtiments à vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, d'un tonnage de huit cents tonneaux au maximum, et quatre bâtiments légers à vapeur ou à voile, d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun.

Art. III. La présente convention, annexée au traité général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de Mars de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *Signé* Orloff.
(L. S.) *Signé* Brunnow.
(L. S.) *Signé* Aali
(L. S.) *Signé* Mehemmed-Djémil.

TROISIÈME ANNEXE.

Au nom de Dieu tout-puissant.

Sa Majesté l'empereur des Français, Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, voulant étendre à la mer Baltique l'accord si heureusement rétabli entre Elles en Orient, et consolider par là les bienfaits de la paix générale, ont résolu de conclure une convention, et nommé à cet effet :

(*Suivent les noms et titres des plénipotentiaires*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, pour répondre au désir qui lui a été exprimé par Leurs Majestés l'empereur des Français et la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne

1856 et d'Irlande, déclare que les Iles d'Aland ne seront pas fortifiées, et qu'il n'y sera maintenu ni créé aucun établissement militaire ou naval.

Art. II. La présente convention, annexée au traité général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de Mars de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *Signé* A. Walewski.
(L. S.) *Signé* Bourqueney.
(L. S.) *Signé* Clarendon.
(L. S.) *Signé* Cowley.
(L. S.) *Signé* Orloff.
(L. S.) *Signé* Brunnow.

DÉCLARATION.

Les plénipotentiaires qui ont signé le traité de Paris du 30 Mars 1856, réunis en Conférence,

Considérant :

Que le droit maritime en temps de guerre a été pendant longtemps l'objet de contestations regrettables ;

Que l'incertitude du droit et des devoirs en pareille matière donne lieu, entre les neutres et les belligérants, à des divergences d'opinion qui peuvent faire naître des difficultés sérieuses et même des conflits ;

Qu'il y a avantage, par conséquent, à établir une doctrine uniforme sur un point aussi important ;

Que les plénipotentiaires assemblés au Congrès de Paris ne sauraient mieux répondre aux intentions dont leurs gouvernements sont animés qu'en cherchant à introduire dans les rapports internationaux des principes fixes à cet égard ;

Dûment autorisés, les susdits plénipotentiaires sont convenus de se concerter sur les moyens d'atteindre ce but, et, étant tombés d'accord, ont arrêté la déclaration solennelle ci-après :

1° La course est et demeure abolie ;

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre ;

3° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ; 1856

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

Les gouvernements des plénipotentiaires soussignés s'engagent à porter cette déclaration à la connaissance des États qui n'ont pas été appelés à participer au Congrès de Paris et à les inviter à y accéder.

Convaincus que les maximes qu'ils viennent de proclamer ne sauraient être accueillies qu'avec gratitude par le monde entier, les plénipotentiaires soussignés ne doutent pas que les efforts de leurs gouvernements pour en généraliser l'adoption ne soient couronnés d'un plein succès.

La présente déclaration n'est et ne sera obligatoire qu'entre les puissances qui y ont ou qui y auront accédé.

Fait à Paris, le 16 Avril 1856.

(*Suivent les mêmes signatures que celles qui se trouvent apposées à l'acte principal du traité.*)

AUTRICHE, FRANCE ET GRANDE-BRETAGNE.

Traité entre l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne, signé à Paris, le 15 Avril 1856.

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, voulant régler entre Elles l'action combinée qu'entraînerait de leur part toute infraction aux stipulations de la paix de Paris, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

(*Suivent les noms et titres des plénipotentiaires*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

1856 Art. I. Les hautes parties contractantes garantissent solidairement entre elles l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman consacrées par le traité conclu à Paris le 30 Mars 1856.

Art. II. Toute infraction aux stipulations dudit traité sera considérée par les puissances signataires du présent traité comme *casus belli*. Elles s'entendront avec la Sublime-Porte sur les mesures devenues nécessaires et détermineront sans retard entre elles l'emploi de leurs forces navales et militaires.

Art. III. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quinze jours, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

PAYS-BAS ET SARDAIGNE.

Traité sur les consuls, conclu entre les Pays-Bas et la Sardaigne, signé à Turin, le 13 Avril 1856.

Art. I. Des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sardes seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

Art. II. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sardes sont considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux, dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire.

Ils sont sujets aux lois tant civiles que criminelles du pays où ils résident, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Art. III. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions, et de jouir des immunités qui y sont attachées, doivent produire une commission en due forme au gouvernement de Sa Majesté le roi des Pays-Bas.

Après avoir obtenu l'exéquatur, qui sera aussi promptement que possible contresigné par le gouverneur de la colonie, lesdits

agents consulaires auront droit à la protection du gouvernement, 1856
et à l'assistance des autorités locales pour le libre exercice de leurs fonctions.

Le gouvernement, en accordant l'exéquatur, se réserve la faculté de le retirer ou faire retirer par le gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Art. IV. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de leur gouvernement, avec l'inscription : Consulat ou Vice-consulat de Sardaigne.

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Art. V. Il est néanmoins entendu, que les archives et documents relatifs aux affaires du consulat seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra d'une manière quelconque et sous aucun prétexte les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Art. VI. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Toute demande à adresser au gouvernement néerlandais devra être faite par l'entremise de l'agent diplomatique résidant à La Haye.

A défaut d'un tel agent, et en cas d'urgence, le consul général, consul ou vice-consul peut faire lui-même la demande au gouverneur de la colonie, en prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Art. VII. Les consuls généraux et les consuls ont la faculté de nommer des agents consulaires dans les ports mentionnés à l'art. I.

Les agents consulaires pourront être indistinctement des sujets néerlandais, des Sardes ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant aux termes des lois locales, être admis à fixer leur résidence dans le port où l'agent consulaire sera nommé. Ces agents consulaires dont la nomination sera soumise à l'approbation du gouverneur de la colonie, seront munis d'un brevet délivré par le consul, sous les ordres duquel ils exerceront leurs fonctions.

1856 Le gouverneur de la colonie peut en tout cas retirer aux agents consulaires, en communiquant au consul général ou consul, les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Art. VIII. Les passeports, délivrés ou visés par les fonctionnaires consulaires de tout grade, ne dispensent nullement de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois locales pour voyager ou s'établir dans les colonies.

Au gouverneur de la colonie est réservé le droit de défendre le séjour dans la colonie, ou d'ordonner la sortie de l'individu, auquel serait délivré un passeport.

Art. IX. Lorsqu'un navire sarde viendra à échouer sur les côtes d'une des colonies néerlandaises, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, présent sur le lieu même du naufrage ou du sauvetage, prendra en l'absence ou du consentement du capitaine, toutes les mesures nécessaires et propres à sauver le navire, la cargaison et tout ce qui y appartient.

En l'absence du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire les autorités néerlandaises du lieu où le navire aura échoué, prendront les mesures prescrites par les lois de la colonie.

Art. X. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls peuvent, pour autant que l'extradition de déserteurs de navires marchands ou de guerre sardes a été stipulée par traité, requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de ces navires ; ils s'adresseront à cet effet aux fonctionnaires compétents, et réclameront lesdits déserteurs par écrit, en prouvant par les registres du navire, les rôles d'équipage, ou par tout autre document authentique, que les individus réclamés faisaient partie des équipages. La réclamation étant appuyée de cette manière, l'extradition sera accordée, à moins que l'individu, dont il s'agit, ne soit sujet de la nation à laquelle on le réclame. Les autorités locales seront tenues à exercer toute l'autorité qu'elles possèdent, afin que l'arrestation des déserteurs ait lieu. Ces déserteurs arrêtés seront mis à la disposition des dits agents consulaires, et pourront être écroués dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, afin d'être dirigés sur les navires auxquels ils appartiennent, ou sur d'autres navires de la même nation. Mais si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sur-

sis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait 1856
rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XI. Lorsqu'un sujet sarde vient à décéder sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités néerlandaises, chargées selon les lois de la colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux agents consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. XII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de Sardaigne ont, en cette qualité, pour autant que la législation sarde le permet, le droit d'être nommés juges arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des navires sardes et ce sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne requièrent l'assistance des dites autorités pour mettre leurs décisions à l'exécution ou en maintenir l'autorité.

Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage spécial ne privera pas les parties en litige du droit d'en appeler, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre pays, quand la législation de ce dernier leur reconnaît ce droit.

Art. XIII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ne sont point sujets des Pays-Bas, qui au moment de leur nomination ne sont point établis comme habitants dans le royaume des Pays-Bas ou ses colonies, et qui n'exercent aucune fonction, profession ou commerce outre leurs fonctions consulaires, sont pour autant que dans les États sardes les mêmes faveurs seraient accordées aux consuls généraux, consuls et vice-consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de plus de toutes les impositions publiques ou municipales, qui seraient considérées être d'une nature personnelle. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui ne sont point indigènes ou sujets reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient conjointement avec leurs fonctions consulaires une profession ou un commerce quelconque, sont tenus de remplir et de payer comme les sujets néerlandais et autres habitants les charges, impositions et contributions.

1856 Le gouverneur de la colonie peut en tout cas retirer aux agents consulaires, en communiquant au consul général ou consul, les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Art. VIII. Les passeports, délivrés ou visés par les fonctionnaires consulaires de tout grade, ne dispensent nullement de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois locales pour voyager ou s'établir dans les colonies.

Au gouverneur de la colonie est réservé le droit de défendre le séjour dans la colonie, ou d'ordonner la sortie de l'individu, auquel serait délivré un passeport.

Art. IX. Lorsqu'un navire sarde viendra à échouer sur les côtes d'une des colonies néerlandaises, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, présent sur le lieu même du naufrage ou du sauvetage, prendra en l'absence ou du consentement du capitaine, toutes les mesures nécessaires et propres à sauver le navire, la cargaison et tout ce qui y appartient.

En l'absence du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire les autorités néerlandaises du lieu où le navire aura échoué, prendront les mesures prescrites par les lois de la colonie.

Art. X. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls peuvent, pour autant que l'extradition de déserteurs de navires marchands ou de guerre sardes a été stipulée par traité, requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de ces navires ; ils s'adresseront à cet effet aux fonctionnaires compétents, et réclameront lesdits déserteurs par écrit, en prouvant par les registres du navire, les rôles d'équipage, ou par tout autre document authentique, que les individus réclamés faisaient partie des équipages. La réclamation étant appuyée de cette manière, l'extradition sera accordée, à moins que l'individu, dont il s'agit, ne soit sujet de la nation à laquelle on le réclame. Les autorités locales seront tenues à exercer toute l'autorité qu'elles possèdent, afin que l'arrestation des déserteurs ait lieu. Ces déserteurs arrêtés seront mis à la disposition des dits agents consulaires, et pourront être écroués dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, afin d'être dirigés sur les navires auxquels ils appartiennent, ou sur d'autres navires de la même nation. Mais si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sur-

sis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait 1856
rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XI. Lorsqu'un sujet sarde vient à décéder sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités néerlandaises, chargées selon les lois de la colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux agents consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. XII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de Sardaigne ont, en cette qualité, pour autant que la législation sarde le permet, le droit d'être nommés juges arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des navires sardes et ce sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne requièrent l'assistance des dites autorités pour mettre leurs décisions à l'exécution ou en maintenir l'autorité.

Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage spécial ne privera pas les parties en litige du droit d'en appeler, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre pays, quand la législation de ce dernier leur reconnaît ce droit.

Art. XIII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ne sont point sujets des Pays-Bas, qui au moment de leur nomination ne sont point établis comme habitants dans le royaume des Pays-Bas ou ses colonies, et qui n'exercent aucune fonction, profession ou commerce outre leurs fonctions consulaires, sont pour autant que dans les États sardes les mêmes faveurs seraient accordées aux consuls généraux, consuls et vice-consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de plus de toutes les impositions publiques ou municipales, qui seraient considérées être d'une nature personnelle. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui ne sont point indigènes ou sujets reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient conjointement avec leurs fonctions consulaires une profession ou un commerce quelconque, sont tenus de remplir et de payer comme les sujets néerlandais et autres habitants les charges, impositions et contributions.

1856 Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires, conférées par le gouvernement sarde, sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être.

Art. XIV. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sardes jouiront de tous les autres priviléges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises qui pourraient par la suite être accordées aux agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XV. La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de quatre mois ou plus tôt si faire se peut.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur pendant encore une année à partir du jour où l'une des deux parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, etc.

BRESIL ET PARAGUAY.

1.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Brésil et la république de Paraguay, signé à Rio-Janeiro, le 6 Avril 1856.

Em nome da Santissima e indivisivel Trindade.

Sua Magestade o Imperador do Brasil e S. Ex. o Sr. Presidente da Republica do Paraguay, desejando firmar em bases solidas e duradouras as relações de paz e amisade que existem entre as duas nações, e regular a sua navegação e commercio reciproco por meio de hum Tratado adaptado ás suas circumstancias de paizes limitrophes e ribeirinhos, nomeárão para esse fim por seus Plenipotenciarios, a saber :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Os quaes, depois de terem trocado os seus plenos poderes respectivos, que forão achados em boa e devida fórma, convierão nos artigos seguintes: 1856

Art. I. Haverá paz perfeita, firme e sincera amisade entre Sua Magestade o Imperador do Brasil e seus successores e subditos, e a Republica do Paraguay e seus cidadãos, em todas as suas possessões e territorios respectivos.

As altas partes contractantes velarão em que esta amisade e boa intelligencia sejão mantidas constante e perpetuamente.

Art. II. O Brasil concede aos navios mercantes da Republica do Paraguay a livre navegação dos rios Paraná e Paraguay, naquellas partes em que he ribeirinho, e a Republica do Paraguay concede, nos mesmos termos; ao Brasil o direito de navegação livre na parte daquelles dous rios em que he ribeirinha; de modo que a navegação dos ditos rios, na parte em que cada huma das duas nações he ribeirinha, fica sendo commum a ambas.

Art. III. Os subditos e os cidadãos das altas partes contractantes poderão entrar e sahir livre e seguramente com seus navios e carregamentos em todos os portos e lugares que se acharem habilitados para o commercio estrangeiro nos territorios pertencentes a cada huma das altas partes contractantes poderão permanecer e residir em qualquer parte dos ditos territorios, alugar casas e armazens, commerciar em toda a classe de productos, manufacturas e mercadorias que sejão de legitimo trafico, sujeitando-se as leis, usos e costumes estabelecidos no paiz.

No que respeita á policia dos portos, carga e descarga dos navios, armazenagem e segurança das mercadorias, gozarão dos mesmos direitos, franquezas e privilegios de que gozão ou gozarem os nacionaes.

Art. IV. Fica entendido que se não comprehende nas disposições precedentes a navegação dos rios interiores que desaguão no Paraná ou no Paraguay, que em ambas as margens pertenção á soberania de huma das duas nações; reservando-se as duas altas partes contractantes seu pleno e inteiro direito de exceptuar essa navegação para a bandeira nacional.

Outrosim, fica exceptuado o commercio de porto á porto da mesma nação, consistindo em generos do paiz, ou estrangeiros já despachados para consumo, cujo commercio não se poderá fazer senão em embarcações nacionaes, sendo comtudo livre aos cidadãos e subditos de ambas as altas partes contractantes carregar suas mercadorias nas ditas embarcações, pagando huns e outros os mesmos direitos.

1856 Art. V. Nenhuma das altas partes contractantes imporá direitos de transito, nem outros sob qualquer denominação que seja, sobre as embarcações da outra que navegarem pelos rios Paraná e Paraguay, com destino de hum porto da nação a que pertencem para outro da mesma nação, ou de hum porto da nação a que pertencem para outro de terceira, e *vice-versa.*

Art. VI. Fica entendido que cada huma das duas altas partes contractantes se reserva o direito de adoptar por meio de regulamentos fiscaes e policiaes as medidas convenientes para evitar o contrabando e prover á sua segurança, obrigando-se ambas a sustentar como bases de taes regulamentos as que forem mais favoraveis ao melhor e mais amplo desenvolvimento da navegação para a qual forem estabelecidos.

Art. VII. As embarcações de cada huma das duas altas partes contractantes, quando se dirijão de hum porto da nação a que pertencem para outro da mesma nação, ou de terceira, poderão tocar com o seu carregamento em hum porto da outra parte contractante, ahi permanecer, descarregar e vender todo ou parte do seu carregamento, receber nova carga ou seguir com o resto da que trouxe para o porto do seu destino, sem que paguem pelas mercadorias que tenhão descarregado outros nem mais altos direitos do que os que se cobrão ou cobrarem pelas mercadorias introduzidas ou exportadas directamente pela nação mais favorecida.

Art. VIII. Nos portos da Republica do Paraguay, onde chegarem navios brasileiros para commerciar, não serão estes obrigados a pagar, a titulo de tonelagem, ancoradouro, pilotagem, ou salvamento em caso de avaria, ou de naufragio, outros nem mais altos direitos do que são ou forem no futuro impostos sobre as embarcações paraguayas; e reciprocamente, nos portos do Brasil, as embarcações paraguayas não serão obrigadas a pagar, sob os mesmos titulos, maiores direitos do que os que pagão ou pagarem as embarcações brasileiros.

Art. IX. Os Brasileiros no Paraguay, e os Paraguayos no Brasil, terão inteira liberdade para manejar seus proprios negocios, podendo fazel-o por si ou por seus agentes e caixeiros, como melhor entenderem.

Art. X. Os subditos ou cidadãos de cada huma das altas partes contractantes gozarão em todos os territorios da outra de completa e perfeita protecção quanto ás suas pessoas e propriedades. Elles terão livre e facil accesso aos tribunaes para reclamarem e defenderem seus direitos; e poderão dispor de suas propriedades por venda, troca, doação, testamento ou por outra qualquer maneira,

sem que se lhes opponha obstaculo ou impedimento algum, go- 1856
zando a este respeito dos mesmos direitos, e privilegios que tem ou tiverem os proprios subditos ou cidadãos do paiz em que se acharem.

Serão isentos de todo o serviço militar obrigatorio, de qualquer genero que seja, e de todo o emprestimo forçado, impostos, ou requisições militares.

No caso de fallecimento *ab intestato*, o respectivo consul geral, consul ou vice-consul, exercitará o direito de administrar a propriedade que o fallecido tiver deixado, a beneficio dos legitimos herdeiros e dos credores á herança, tanto quanto o admittirem as leis do paiz em que tiver lugar o fallecimento.

Art. XI. As duas altas partes contractantes, desejando assentar as relações de amisade, commercio e navegação de seus respectivos paizes sobre a base de huma perfeita igualdade e benevola reciprocidade, convierão em que os agentes diplomaticos, e consulares, os subditos ou cidadãos de cada huma dellas, seus respectivos navios, e os productos naturaes ou manufacturados dos dous Estados, gozarão reciprocamente no outro dos mesmos direitos, franquezas e immunidades já concedidos, ou que o forem para o futuro, á nação mais favorecida, sendo gratuita a concessão, se o for ou tiver sido para essa nação, e ficando estipulada a mesma compensação, se a concessão for condicional.

Art. XII. Para melhor intelligencia do Artigo precedente, as duas altas partes contractantes convêm em considerar navios brasileiros ou paraguayos os que forem possuidos, tripulados e navegados segundo as leis dos respectivos paizes.

Art. XIII. Se acontecer que huma das altas partes contractantes se ache em guerra com huma terceira potencia, os subditos ou cidadãos da outra que se conservar neutra, poderão continuar seu commercio e navegação com esse Estado, exceptuados os portos ou cidades que se acharem bloqueados ou sitiados por mar ou por terra: mas em nenhum caso será permittido o commercio dos artigos reputados de contrabando de guerra.

Art. XIV. Para que não haja duvida sobre quaes sejão os objectos ou artigos chamados de contrabando de guerra, se declarão taes: 1° canhões, morteiros, obuzes, pedreiros, mosquetes, refles, carabinas, espingardas, pistolas, piques, espadas, sabres, lanças, dardos, alabardas, granadas, foguetes, bombas, polvora, mechas, balas, e todas as outras cousas pertencentes ao uso destas armas; 2° escudos, capacetes, peitos de aço, saias de malha, boldriés, e roupa feita de uniforme e para uso militar; 3° boldriés de caval-

1856 laria, cavallos, sellins, sellas, lombilhos, e quaesquer pertences desta arma; 4° e geralmente toda a qualidade de instrumentos de ferro, aço, latão e de quaesquer outros materiaes manufacturados, preparados ou formados designadamente para fazer a guerra por mar ou por terra.

Art. XV. No referido estado de guerra entre alguma das altas partes contractantes e huma terceira potencia, nenhum subdito ou cidadão da outra acceitará commissão ou carta de marca para o fim de ajudar ou cooperar hostilmente com o seu inimigo, sob pena de ser tratado como pirata.

Art. XVI. Nenhuma das altas partes contractantes admittirá em seus portos piratas ou ladrões de mar, obrigando-se a perseguil-os por todos os meios ao seu alcance, e com todo o rigor das leis, assim como aos que forem convencidos de complicidade desse crime, ou occultarem os bens assim roubados, e a devolver navios e cargas a seus legitimos donos, subditos ou cidadãos de qualquer das altas partes contractantes, ou a seus procuradores, e em falta destes, aos respectivos agentes consulares.

Art. XVII. Se houver alguma desintelligencia, quebra de amizade, ou rompimento entre as duas altas partes contractantes (o que Deos não permitta) os subditos ou cidadãos de cada huma das mesmas altas partes contractantes, residentes dentro dos territorios da outra, poderão ahi ficar para arranjo de seus negocios, e para continuar no seu commercio ou occupação no pleno gozo de sua liberdade e propriedade, emquanto se comportarem pacificamente, e não commetterem offensa contra as leis. Seus bens de qualquer classe que sejão, quer estejão debaixo de sua propria guarda, ou confiados a particulares ou ao Estado, não serão sujeitos a embargos ou sequestro, nem a nenhuma outra carga ou exacção senão aquellas que possão recahir em propriedades semelhantes pertencentes aos subditos ou cidadãos nacionaes.

No caso porém de que o seu comportamento dê motivos de suspeito, poderão ser mandados sahir do paiz, concedendo-se-lhes tempo sufficiente para seus arranjos, e a faculdade de levarem seus bens e propriedades e de disporem delles por qualquer meio legal. Outrosim receberão hum salvo-conducto para que possão livremente e com segurança embarcar no porto que elles mesmos escolherem.

Art. XVIII. As duas altas partes contractantes convêm em regular o transito dos seus navios de guerra nas aguas dos rios Paraná e Paraguay, que lhes pertencem, nos seguintes termos:

S. Ex. o Sr. Presidente da Republica, em attenção a que o Brasil he hum Estado ribeirinho, concede que, independentemente de prévio aviso e consentimento, até dous navios de guerra brasileiros, de vela ou vapor, juntos ou separadamente, possão subir e descer livremente, sempre que assim convenha ao Governo Imperial, pelos rios Paraguay e Paraná, na parte pertencente á Republica, bem como entrar em todos os portos desta abertos ás bandeiras estrangeiras; comtanto, porém, que nenhum dos ditos navios tenha maior arqueação que a de seiscentas toneladas, nem maior armamento que o de oito bocas de fogo. 1856

E reciprocamente, Sua Magestade o Imperador do Brasil concede, sob as mesmas condições, que até dous navios de guerra paraguayos possão chegar aos portos do Brasil abertos ás bandeiras estrangeiras nos rios Paraguay e Paraná.

Fica entendido: 1° que na sobredita restricção se não comprehendem os navios de guerra brasileiros que forem como paquetes aos portos da Republica, conforme o puderem fazer os de qualquer outra nação; 2° que os navios de guerra brasileiros e os paraguayos gozarão respectivamente, nos sobreditos portos fluviaes, das honras, franquezas e isenções que são de uso geral; 3° que os navios de guerra paraguayos poderão entrar em todos os portos maritimos do Imperio abertos ao commercio estrangeiro, e nelles gozarão das mesmas honras, franquezas e isenções que se concederem aos de qualquer outra nação.

Art. XIX. O simples e livre transito pelas aguas dos rios Paraguay e Paraná, de que tratão os Arts. II e XVIII do presente Tratado, será permanente; todas as outras estipulações sómente serão vigentes por 6 annos, contados do dia da troca das ratificações, em que o mesmo Tratado começará a ter pleno e inteiro effeito.

Art. XX. A troca das ratificações do presente Tratado será feita na Cidade da Assumpção dentro do prazo de 80 dias, ou antes se for possivel, contados do dia da sua data.

Em testemunho do que, etc.

1856 2.

Convention relative à la fixation des limites d'après les stipulations du traité de paix, de commerce et de navigation du 6 Avril 1856, signé à Rio-Janeiro, le 6 Avril 1856.

Em nome da Santissima e indivisivel Trindade.

Considerando Sua Magestade o Imperador do Brasil e S. Ex. o Sr. Presidente da Republica do Paraguay, que não he actualmente possivel ajustar e concluir hum Tratado definitivo sobre a reconhecimento de suas respectivas fronteiras, como tanto desejão e interessa a ambos os Paizes; e esperando que as novas e mais estreitas e amigaveis relações em que vão entrar as duas nações e seus governos, pelo Tratado de amizade, navegação e commercio celebrado nesta data, removerão as difficuldades que ora obstão ao dito accordo; concordárão em differi-lo para huma época mais opportuna, por meio de huma Convenção em que se fixem o prazo e os termos desse adiamento.

Para esse fim os seus respectivos Plenipotenciarios, a saber:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

convierão nos Artigos seguintes:

Art. I. Sua Magestade o Imperador do Brasil, e S. Ex. o Sr. Presidente da Republica do Paraguay se obrigão a nomear, logo que as circumstancias o permittão, e dentro do prazo de seis annos, contados da data desta Convenção, seus Plenipotenciarios, a fim de examinarem de novo e ajustarem definitivamente a linha divisoria dos dous Paizes.

Art. II. Fica entendido que em quanto se não celebrar o accordo definitivo de que trata o Artigo antecedente, as duas altas partes contractantes respeitarão e farão respeitar reciprocamente o seu *uti possidetis* actual.

Art. III. A troca das ratificações desta Convenção se fará na Assumpção dentro do prazo de 80 dias, contados da sua data, ou antes se for possivel.

Em testemunho do que, etc.

DEUX-SICILES ET SUÈDE. 1856

Traité de commerce et de navigation entre les Deux-Siciles et la Suède, signé à Naples, le 10 Avril 1856.

Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie e Sua Maestà il Re di Svezia e di Norvegia animati da un eguale desiderio di estendere e consolidare le relazioni commerciali che per lunghi anni sono esistite tra' loro rispettivi Stati, e che le circostanze hanno rendute meno seguite; convinti che questo scopo non potrebbe essere meglio compiuto, che mediante l'adozione di un sistema di perfetta reciprocità, e con la scambievole abolizione di tutti i dritti differenziali di dogana e di navigazione, come pure di tutte le prerogative, e di tutti i privilegi esclusivi di commercio, di cui i sudditi di una delle due Parti han goduto finora in preferenza di quelli dell' altra, sono convenuti di entrare in negoziazione per conchiudere un trattato di commercio e di navigazione, ed a tale effetto hanno nominati per loro plenipotenziarii, cioè:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

I quali, dopo di avere scambiati i rispettivi pieni poteri, e trovati questi in buona e dovuta forma, hanno stabiliti e conchiusi i seguenti articoli.

Art. I. Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione tra il Regno delle Due Sicilie, ed i Regni uniti di Svezia e di Norvegia, e non sarà imposto su' prodotti del suolo o dell' industria de' paesi rispettivi, immessi dall' uno nell' altro, sia per mare, sia per terra, alcun dazio doganale o altro dritto qualunque, diverso o più elevato di quello imposto sugli stessi prodotti immessi da qualsivoglia altro paese.

È espressamente convenuto che la presente stipulazione non si estende alla reciproca nazionalizzazione de' bastimenti costruiti in uno de' rispettivi paesi, ed acquistati da' sudditi dell' altro, e non porterà alcun pregiudizio alle leggi che reggono questa materia negli Stati delle alte Parti contraenti.

Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie, e Sua Maestà il Re di Svezia e di Norvegia si obbligano di non accordare a' sudditi di alcun' altra Potenza in materia di commercio o di navigazione alcun privilegio, favore, o immunità, senza esten-

1856 derlo nel tempo stesso al commercio ed alla navigazione dell' altro paese.

Art. II. Tutte le produzioni del suolo e dell' industria dell' uno de' paesi rispettivi, o di qualunque altro paese che possono essere legalmente immesse, depositate o immagazzinate nell' altro, saranno sottoposte agli stessi dazii, e godranno degli stessi privilegi, sia che vengano immesse, depositate o immagazzinate per mezzo di bastimenti dell' uno o dell' altro paese.

Nello stesso modo, tutte le produzioni che potranno essere legalmente esportate o riesportate da' paesi rispettivi per qualsiasi destinazione, saranno sottoposte a' medesimi dazii, e godranno degli stessi privilegi, riduzioni, beneficii, concessioni e restituzioni, sia che vengano esportate o riesportate con bastimenti dell' uno o dell' altro paese.

Art. III. I bastimenti delle Due Sicilie arrivando ne' porti dei Regni di Svezia e Norvegia, e reciprocamente i bastimenti svedesi e norvegiani giungendo ne' porti del Regno delle Due Sicilie, saranno trattati ne' rispettivi paesi sia al loro arrivo, sia durante la loro dimora, sia alla loro uscita, sullo stesso piede che i bastimenti nazionali, per tutto ciò che risguarda i dritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto, di fanale, di quarantena ed altri carichi di qualsiasi altra denominazione, qualunque sia la loro provenienza o destinazione, tanto carichi che in zavorra.

Art. IV. È espressamente inteso che le stipulazioni del presente trattato non saranno affatto applicabili alla navigazione ed al commercio da un porto ad un altro, ambo situati negli Stati dell' una o dell' altra delle due Parti contraenti; la navigazione di costa o cabotaggio restando esclusivamente riservata a' bastimenti nazionali pel trasporto tanto delle merci che delle persone.

Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle due Parti contraenti potranno prendere o disbarcare una parte de' loro carichi in un porto degli Stati dell' altra, in cui è permesso a' nazionali, e completare in seguito il loro carico, o disbarcare il resto in uno o più porti degli stessi Stati in cui è permesso a' nazionali, senza per ciò pagare alcun diritto diverso di quello che pagasi da' legni del proprio paese, o da quelli delle nazioni le più favorite.

Art. V. Le stipulazioni degli articoli precedenti saranno del pari applicabili a' bastimenti delle Due Sicilie che entreranno nei porti della colonia di S. Bartolommeo di Sua Maestà il Re di Svezia e Norvegia (nelle Indie occidentali), ed a' bastimenti della detta colonia che entreranno ne' porti del Regno delle Due Sicilie.

Art. VI. Non sarà accordata, nè direttamente nè indirettamente, 1856
nè dall' uno de' due Governi, nè da veruna società, corporazione, o agente trattando in suo nome, e sotto la sua autorità, veruna preferenza qualsiasi, per la compra di alcuna produzione del suolo o dell' industria de' rispettivi Stati immessa nei porti dell' altro, a motivo o in considerazione della nazionalità della nave che avesse immessi tali oggetti, essendo ben positiva intenzione delle due alte Parti contraenti che nessuna differenza o distinzione qualunque abbia luogo sotto questo riguardo.

Art. VII. È ben inteso che restano eccettuati da' principii stabiliti nel presente trattato le reali privative attualmente esistenti in vantaggio de' due Governi, tal che sali, tabacchi, ed altro; come del pari, che nulla si oppone al diritto delle due alte Parti contraenti, di accordare patenti d'invenzione o di perfezionamento sia a' loro autori, sia ad altri, conformemente alle leggi de' paesi rispettivi.

Art. VIII. Per effetto delle stipulazioni che precedono, qualunque diritto differenziale che è stato finora percepito nell' uno o nell' altro paese, sia su' prodotti del suolo o dell' industria immessi dall' uno nell' altro, sia su i bastimenti de' paesi rispettivi, è, e rimane abolito; essendo espressa volontà delle due alte Parti contraenti che i sudditi dell' altra Potenza godano nel proprio paese di tutt' i vantaggi che godonsi o potranno godersi da' sudditi della propria nazione, o da quelli delle nazioni le più favorite.

In conseguenza di che Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie dichiara che, mentre durerà il presente trattato, la riduzione del dieci per cento di cui gode la Sua reale bandiera sopra i diritti risultanti dalle tariffe doganali, sarà del pari estesa a' carichi importati o esportati con bastimenti della Svezia e Norvegia, o sino a quando, per effetto di riforma o modificazione delle tariffe doganali, non venisse generalmente abolita per tutte le bandiere, non esclusa la nazionale, siffatta riduzione del dieci per cento.

E Sua Maestà il Re di Svezia e Norvegia dichiara del pari che, in virtù del presente trattato, la sopra-tassa imposta tanto sulle mercanzie immesse ne' porti di Svezia e di Norvegia da' bastimenti di nazioni non privilegiate, quanto su' bastimenti medesimi, non sarà in verun modo applicabile al commercio ed alla navigazione del Regno delle Due Sicilie.

Art. IX. Ogni bastimento delle Due Sicilie, ed ogni bastimento svedese e norvegiano che sarà obbligato di entrare per forza maggiore in uno de' porti dell' una o dell' altra delle alte Parti contraenti,

1856 sarà esente d'ogni diritto di porto o di navigazione percepito o da percepirsi a profitto dello Stato, se le cagioni che hanno renduto necessario l'approdo siano valide ed evidenti, e purchè non facciano essi nel porto di approdo alcuna operazione di commercio, caricando o scaricando mercanzie; ben inteso però che i caricamenti o i discaricamenti risguardanti i lavori di riparazione della nave o la sussistenza dell' equipaggio non saranno considerati come operazioni di commercio che diano adito al pagamento di diritti, e purchè i detti bastimenti non prolunghino la loro permanenza nel porto al di là del tempo necessario, avendosi riguardo alle cagioni che avranno dato luogo all' approdo.

Nel caso di naufragio, in un luogo appartenente all' una o all' altra delle alte Parti contraenti, tutte le operazioni relative al salvataggio de' bastimenti naufragati, arrenati o abbandonati saranno dirette da' consoli negli Stati rispettivi. Questi bastimenti, le loro parti e avanzi, i loro attrezzi, e tutti gli oggetti che ad essi apparterranno, del pari che tutti gli effetti e le mercanzie che saranno state salvate, o il loro prodotto se sieno state vendute, come pure tutte le carte trovate a bordo saranno consegnate al console o viceconsole rispettivo, nel distretto del quale il naufragio avrà avuto luogo. Le autorità locali rispettive interverranno per mantenere l'ordine, guarentire gl' interessi delle persone adoperate al salvataggio, se sono esse straniere agli equipaggi de' legni suddetti, ed assicurare l'esecuzione delle disposizioni da essere osservate per l'entrata e per l'uscita delle mercanzie salvate.

Nell' assenza, e fino all' arrivo degli agenti consolari, le autorità locali dovranno prendere tutte le misure convenienti per la protezione degl' individui e la conservazione degli oggetti salvati.

Non sarà riscosso, sia dal console, sia da' proprietarii o da coloro che vi hanno diritto, che il pagamento delle spese fatte per la conservazione della proprietà, i diritti di salvataggio, e le spese di quarantena che sarebbero egualmente pagate, in casi simiglianti, da un bastimento nazionale.

Le mercanzie salvate non saranno sottoposte ad alcun diritto o spesa di dogana, fino al momento della loro ammessione pel consumo interno. Ben inteso che nel caso di qualunque legale reclamo su di tale naufragio, mercanzie o effetti naufragati, lo stesso reclamo sarà deferito alla decisione de' tribunali competenti del paese.

Art. X. I consoli, i viceconsoli e gli agenti commerciali di ciascuna delle due alte Parti contraenti godranno negli Stati dell' altra degli stessi privilegi e poteri, de' quali godono quelli delle

nazioni le più favorite; ma nel caso in cui i detti consoli ed agenti 1856
volessero esercitare il commercio saranno soggetti alle stesse leggi ed usi a' quali sono assoggettati i particolari della loro nazione nel luogo dove riseggono.

I consoli, i viceconsoli e gli agenti commerciali de' paesi rispettivi avranno, come tali, il diritto di essere giudici ed arbitri delle quistioni civili derivanti da contratti fatti altrove tra' capitani e gli equipaggi de' bastimenti della loro nazione, e le autorità locali non potranno intervenire o prendervi parte, che ne' soli casi in cui la condotta del capitano o degli equipaggi turbasse l'ordine pubblico o la tranquillità del paese. Ben inteso che questa specie di giudizio o di arbitramento non potrà privare le parti contendenti del diritto che hanno di richiamarsene, al loro ritorno, alle autorità giudiziarie del proprio paese.

Art. XI. I marinari appartenenti alla marina di una delle due Parti contraenti che disertano negli Stati e dominii dell' altra (purchè non siano schiavi o sudditi del paese dove disertano) saranno, sulla dimanda indirizzata all' autorità competente da' consoli o viceconsoli rispettivi o da' loro agenti, ricercati ed arrestati, e dopo provata debitamente la diserzione ricondotti a bordo de' loro bastimenti.

Nulladimeno, se il disertore avesse di più commesso qualche delitto a terra, la sua estradizione potrà essere differita dalle autorità locali fino a che il tribunale competente abbia profferito debitamente il suo giudizio su questo delitto, e che abbia il giudizio stesso avuto compimento.

Art. XII. La nazionalità de' bastimenti sarà riconosciuta ed ammessa scambievolmente secondo le leggi ed i regolamenti particolari ad ogni Stato, pel mezzo delle patenti e carte di bordo rilasciati dalle corrispondenti autorità a' capitani ed a' padroni.

Art. XIII. I sudditi di ciascuna delle due alte Parti contraenti avranno una piena libertà di viaggiare e risedere negli Stati dell' altra, e godranno a tale effetto per le loro persone, e per le loro proprietà, della stessa sicurezza di che godono i nazionali ed i sudditi delle nazioni le più favorite, salve le precauzioni di polizia che si usano con questi ultimi. Potranno essi liberamente trattare i loro proprii affari da se stessi, o commetterli alla gestione di tutte quelle persone che giudicheranno a proposito di nominare loro mezzani, fattori o agenti, senza essere impediti nella scelta di tali persone. Non saranno soggetti, sotto verun pretesto, a pagare altre tasse o imposte, che quelle che sono pagate o potranno pagarsi negli Stati stessi dalle nazioni le più favorite. Saranno esenti da

1856 qualunque servizio militare, da prestiti forzati, e da ogni altra contribuzione straordinaria, a meno che non sia generale e stabilita da una legge. Avranno il diritto di disporre delle loro proprietà personali di qualunque natura e denominazione per vendita, donazione, permuta o testamento, ed in ogni altro modo, senza che lor si rechi alcun ostacolo. I loro eredi, se sono sudditi dell' altra Parte contraente, succederanno a' loro beni, sia in virtù di un testamento, sia *ab intestato*, e potranno prenderne possesso, sia di persona, sia per mezzo di altri agendo in loro vece, e ne disporranno a volontà, non pagando a pro de' Governi rispettivi altri diritti, che quelli a' quali gli abitanti del paese, dove si trovano i detti beni, sono assoggettati in simili occasioni. Nel caso di assenza degli eredi saranno provvisoriamente prese de' detti beni le stesse cure che sarebbero prese in simile caso de' beni de' nativi del paese, sino a tanto che l'erede legittimo abbia preso le misure necessarie onde raccogliere l'eredità.

Ogni contestazione relativa ad una successione sarà decisa fino ad ultima istanza secondo le leggi, e da' giudici del paese dove la successione è aperta.

Art. XIV. Il presente trattato sarà in vigore per lo spazio di dieci anni, a contare dal giorno del cambio delle ratifiche, e se dodici mesi prima dello spirare di questo termine l'una delle due alte Parti contraenti non avrà annunziato all' altra la sua intenzione di farne cessare l'effetto, il trattato resterà obbligatorio per dodici mesi al di là del suddetto tempo, e così in seguito fino allo spirare de' dodici mesi che seguiranno l'annunzio officiale fatto da una delle due alte Parti contraenti all' altra, onde farlo annullare.

Art. XV. Il presente trattato sarà ratificato dalle due alte Parti contraenti, e ne saranno cambiate in Napoli le ratifiche nello spazio di quattro mesi dopo la sottoscrizione, o più presto se sarà possibile.

In fede di che, etc.

GRÈCE ET TOSCANE. 1856

Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et la Toscane, signé à Florence, le 22 Avril 1856.

(En italien et en grec.)

Art. I. Vi sarà piena ed intera libertà di commercio e di navigazione fra i sudditi o cittadini dei due Paesi. I Toscani nel Regno di Grecia, i Greci nel Granducato di Toscana, potranno conseguentemente viaggiare, risiedere, possedere, con titolo di proprietà, o altro qualunque, case ed altri immobili di qualsiasi specie, ed esercitare liberamente ogni industria ed ogni commercio, di cui l'esercizio è permesso agl' indigeni, nei Porti, Città e Luoghi qualsiansi dei due Stati; e sia che essi vi si stabiliscano, ossia che vi risiedano temporariamente, o non facciano che traversarli in qualità di Commessi di commercio o di Commessi viaggiatori, non pagheranno in ragione del loro possesso, della loro industria e del loro traffico, contribuzioni, tasse, patenti ed imposte, sotto qualsiasi nome, diverse o maggiori di quelle che si perciperanno a carico dei nazionali.

In questo concetto tutti i privilegi, le immunità ed i favori di qualunque genere, dei quali godono o godranno per le loro proprietà, come per l'esercizio del commercio e dell' industria, sia all' ingrosso, sia al minuto, i cittadini o sudditi dell' uno dei due Stati, saranno comuni a quelli dell' altro.

Art. II. I sudditi o cittadini rispettivi, a condizione di sottoporsi alle Leggi generali ed ai Regolamenti di polizia vigenti nel territorio dei due Stati, godranno a tutti gli effetti della medesima protezione accordata ai nazionali.

Le loro abitazioni, i magazzini ed ogni loro appartenenza saranno rispettati secondo le Leggi del paese, non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie ed illegali, non potrà farsi alcun esame o ispezione arbitraria dei loro libri, carte o conti commerciali, nè potranno tali operazioni altrimenti praticarsi, che in seguito di Atti legali dei Tribunali competenti.

Essi avranno un libero e facile accesso presso i Tribunali di Giustizia per l'esercizio o per la difesa dei loro diritti, con facoltà di servirsi in ogni circostanza degli Avvocati, Causidici ed Agenti di qualunque classe, che giudicheranno a proposito, senza dovere,

1856 come stranieri, adempiere a formalità, o pagare diritti e retribuzioni diverse o maggiori di quelle che sarebbero sopportate in casi simili dagli stessi nazionali, salvo la cauzione «*judicatum solvi*» nei casi nei quali essa è prescritta in materia civile dalle Leggi del paese rispettivo.

Art. III. I cittadini o sudditi dei due Stati saranno esenti da qualunque servizio personale, sia nelle armate di terra o di mare, sia nelle guardie o milizie nazionali: saranno immuni da prestiti forzati, come da ogni contribuzione straordinaria, purchè non siano generali e stabiliti per Legge, ed infine non potranno essere obbligati, sotto verun pretesto, a pagare altre tasse od imposte maggiori o diverse da quelle che si pagano o si pagheranno dai cittadini o sudditi del paese.

Art. IV. I bastimenti dei cittadini o sudditi dei due Stati non potranno rispettivamente essere sottoposti ad alcun sequestro (*embargo*), nè essi, o i loro carichi, mercanzie ed effetti, essere ritenuti per una spedizione militare qualunque, nè per qualunque siasi servizio. In una parola, le Alte Parti contraenti si compromettono reciprocamente di garantire in tutte le occasioni ai sudditi o cittadini dell'altra di Esse, che risiedono nei propri Dominj, la conservazione delle loro proprietà e della loro sicurezza personale, nello stesso modo che è garantita ai propri sudditi ed ai sudditi o cittadini delle Nazioni le più favorite.

Art. V. I cittadini o sudditi dei due Stati potranno trasportare a loro piacere e con tutta libertà la propria fortuna od averi da uno dei due territorj nell'altro, senza essere sottoposti per tale traslazione a una taglia o tassa straordinaria qualunque.

Niun diritto di detrazione sarà percetto a profitto del Tesoro toscano sopra l'esportazione e la traslazione fuori dello Stato delle eredità ed altro spettanti ad esteri, nè sarà mai esercitato in Toscana sopra le eredità od altri beni appartenenti a dei sudditi o cittadini greci, e reciprocamente il diritto di detrazione, nel modo stesso in cui è indicato qui sopra, non sarà esercitato nel Regno di Grecia sopra le eredità ed altri beni appartenenti a dei cittadini o sudditi toscani.

Art. VI. I cittadini o sudditi dei due Stati saranno liberi di disporre come loro converrà, per vendita, cambio, donazione, testamento o in qualunque altra maniera, di tutti i beni che possedessero nei territori respettivi.

Potranno del pari acquistare con uno dei rammentati titoli le proprietà di beni situati nei respettivi territori, o succedere in quelli che loro fossero devoluti anche ab intestato; e detti acquirenti,

eredi o legatari non saranno tenuti a soddisfare tasse o diritti di 1856
successione diversi o maggiori di quelli imposti in circostanze identiche agli stessi nazionali.

Art. VII. I bastimenti greci con carico o senza, giungendo nei porti del Granducato, e reciprocamente i bastimenti toscani con carico o senza, giungendo in alcun porto del Regno della Grecia, saranno trattati sì al loro arrivo, che durante il loro soggiorno o alla loro partenza, sul piede di una perfetta uguaglianza con i bastimenti nazionali per il pagamento dei diritti di tonnellaggio, ancoraggio, faro, pilotaggio, biffaggio, ripaggio, quarantina e di porto, di senseria, di spedizioni, di vacazione di Ufficiale pubblico, ed altri aggravi di qualsivoglia denominazione, che pesano sul guscio del bastimento, sia che si percipano o possano in seguito percipersi a profitto dello Stato, come a vantaggio dei Comuni, delle Corporazioni locali, di particolari o Stabilimenti quali essi si siano, essendo il concetto delle Parti quello di accordare in questo rapporto una piena ed assoluta uguaglianza ai bastimenti coperti dalle respettive Bandiere.

I diritti di tonnellaggio saranno percetti a seconda della stazzatura constatata sui libri di bordo dei bastimenti respettivi.

Art. VIII. Ogni e qualunque mercanzia, oggetto di commercio e prodotto di qualsivoglia genere, di cui la importazione o respettivamente la estrazione potrà essere legalmente operata nei porti greci sopra bastimenti di quella Nazione, potrà essere legalmente del pari importata o esportata sopra bastimenti toscani senza pagare altri o maggiori diritti o tasse di qualunque specie o denominazione, di quelle che si pagheranno dai bastimenti greci, qualunque sia la Cassa, Stabilimento o Autorità a di cui benefizio quelle tasse e quei diritti si devolvono.

E reciprocamente i bastimenti greci potranno introdurre in Toscana, o estrarre dalla medesima qualunque merce, oggetto di commercio o prodotto, di cui la introduzione o l'estrazione sia permessa ai Legni coperti da Bandiera toscana, senza pagare alcun' altra tassa o diritto maggiore di quelli che in casi identici si pagano o pagheranno dai Legni toscani.

Art. IX. I favori reciprocamente concordati nei due Articoli precedenti s'intendono applicabili ai Legni delle due Nazioni ed ai carichi respettivi, sia che quei Legni procedano dai porti di una di esse per giungere direttamente in quelli dell' altra, sia che procedessero da qualsivoglia porto di estero dominio, o sia che muovendo da un porto dei due Stati contraenti si dirigessero ai porti di qualsiasi paese.

1856 Art. X. In ugual modo l'assimilazione di Bandiera stabilita nel precedente Articolo IX avrà luogo per l'importazione e per l'esportazione tanto dei prodotti provenienti dal suolo o dall' industria dei paesi respettivi, quanto per i prodotti e merci d'origine forestiera, venendo inoltre dichiarato dalle Alte Parti contraenti, che niun divieto d'introduzione o esportazione sarà stabilito in Toscana dirimpetto alla Grecia, e nella Grecia dirimpetto alla Toscana, quando ciò non dovess' essere per Legge generale applicabile agli stessi prodotti del suolo o dell' industria di ogni altra Nazione.

Art. XI. Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana e respettivamente Sua Maestà il Re della Grecia dichiarano inoltre che per la durata del presente Trattato niun dazio differenziale sarà percetto e non sarà mai ed in qualunque ipotesi stabilito a svantaggio dei bastimenti coperti dalla Bandiera delle due Parti contraenti, essendo Loro volontà che i bastimenti suddetti, ed i carichi con essi trasportati, godano nei porti di ambedue gli Stati un trattamento uguale ed identico.

Art. XII. Ogni facoltà di deposito, o qualunque premio o restituzione di diritti che già esistesse o venisse in seguito accordata ai nazionali di uno dei due Stati, per la importazione o esportazione di qualunque siasi prodotto od oggetto, saranno estesi ai sudditi o cittadini dell' altro Stato contraente, onde il respettivo commercio e navigazione siano sempre trattati colla più assoluta uguaglianza.

Art. XIII. Le merci e tutti gli oggetti di commercio che saranno importati, scaricati e depositati nei porti degli Stati contraenti, saranno sottoposti per tutto il tempo del trattenimento e del deposito alle medesime regole, condizioni, tasse e facilità stabilite dalla Legge locale, siano essi importati con bastimenti toscani o greci.

Ed un pari trattamento sarà pure applicato al caso della riesportazione, sia che venga essa operata da bastimenti greci o toscani.

Art. XIV. I sudditi o cittadini dei due Stati saranno liberi di fare il commercio di scalo, potranno, cioè, effettuare la caricazione, o respettivamente il discarico delle merci, parte in un porto, e parte in altro dei porti degli Stati medesimi, qualunque sia la procedenza o destinazione dei bastimenti, sopra i quali le merci stesse vengono importate o esportate, e ciò senz' andare soggetti ad alcun diritto di dogana o di navigazione diverso o maggiore di quello che pagasi dai Legni del proprio paese.

Nulladimeno le stipulazioni del presente Trattato non si applicheranno alla navigazione di costa o cabotaggio, la quale resta esclusivamente riservata ai bastimenti nazionali. 1856

Art. XV. La nazionalità dei bastimenti sarà riconosciuta ed ammessa, a seconda delle Leggi e dei Regolamenti particolari a ciascun dei due Stati, per mezzo delle Patenti o Spedizioni marittime e delle carte di bordo, rilasciate ai respettivi Capitani e Padroni dalle Autorità competenti.

Art. XVI. Tutti i bastimenti mercantili attenenti ad uno dei due Stati, che per forza di mare saranno costretti ad approdare nei porti dei Dominj dell'altro, anderanno esenti da ognuno di quei diritti di porto e di navigazione, che si riscuotono negli Stati respettivi nei casi di approdi ordinari, semprechè le cause che resero il rilascio indispensabile siano reali ed evidenti, ed il soggiorno non si prolunghi al di là del tempo da quelle strettamente voluto, e non abbiano luogo per parte dei bastimenti medesimi operazioni di commercio.

Non saranno peraltro a considerarsi per operazioni di commercio i disbarchi ed i nuovi imbarchi motivati dalla necessaria riparazione della nave; e nulla rimane innuovato quanto all'obbligo di osservare rigorosamente, anche nei casi di approdo forzato, le regole e le discipline sanitarie prescritte negli Stati respettivi.

Art. XVII. Se alcun bastimento da guerra o mercantile farà naufragio sulle coste degli Stati di una delle Alte Parti contraenti, gli sarà accordato tutto il soccorso possibile dalle Autorità locali; e tali bastimenti, e qualunque parte di essi, ed attrazzi ed appartenenze dei medesimi, come ogni effetto e mercanzia che sarà salvata da essi, o il prodotto, se si fosse fatto luogo alla vendita, sarà fedelmente restituito, al più presto che si potrà, ai proprietari sulla richiesta di loro o di Agenti debitamente da essi autorizzati, o, in difetto, di Consoli generali, Consoli o Viceconsoli respettivi, senz'altro carico che le spese occorse per assistenza e recupero, o tasse di quarantena, occorrendo, sul piede stesso che sarebbe praticato per un bastimento nazionale.

Le mercanzie salvate dal naufragio non saranno soggette a dazio veruno, a meno che non siano introdotte nello Stato per consumazione, andando sempre esenti da ogni diritto lo scafo e gli attrezzi del bastimento salvato.

Art. XVIII. In tutto ciò che concerne il collocamento dei bastimenti, il loro carico, il loro discarico nei porti, rade, darsene e scali nei rapporti di polizia e di buon ordine, e generalmente per

1856 tutte le formalità e discipline qualsiansi, alle quali possono essere sottoposti i bastimenti di commercio, i loro equipaggi ed i loro carichi, non sarà accordato ai bastimenti nazionali nei due Stati alcun privilegio ed alcun favore, senza che lo sia ugualmente ai bastimenti dell' altra Potenza, essendo volontà delle Alte Parti contraenti che anche sotto questo rapporto i bastimenti toscani e greci siano respettivamente trattati sul piede di una perfetta uguaglianza.

Art. XIX. Le Alte Parti contraenti convengono fra di loro di non dar ricetto ai pirati in qualunque siasi porto, rada o scalo dei respettivi Stati, di applicare tutto il rigore delle Leggi contro coloro che si rendessero debitori del delitto di pirateria, o prendessero a quello una parte qualunque.

Tutti i bastimenti e carichi appartenenti ai sudditi o cittadini dei due Stati, che, predati dai pirati, fossero tradotti nei porti di alcuna delle Potenze contraenti, saranne restituiti ai respettivi proprietari, o loro rappresentanti, che dovranno ricevere la stessa assistenza che si pratica per i nazionali secondo le Leggi vigenti nei respettivi paesi.

Art. XX. In caso di guerra (che Dio tenga lontana) fra le due Alte Parti contraenti, i sudditi o cittadini di ambo gli Stati avranno un termine di sei mesi per liquidare i loro interessi, vendere ed esportare i loro averi senza alcun impedimento od aggravio.

Art. XXI. Nel caso che una delle Alte Parti contraenti fosse in guerra con qualche Potenza, Nazione o Stato, i sudditi o cittadini dell' altra Parte potranno liberamente continuare il commercio con gli stessi Stati, eccettuate le città o porti bloccati o assediati per terra e per mare; ma in nessun caso sarà loro permesso il commercio di oggetti considerati contrabbando di guerra.

Art. XXII. Ognuna delle Alte Parti contraenti accorda all' altra la facoltà di stabilire nei suoi porti e scali Consoli generali, Consoli, Viceconsoli o Agenti commerciali, i quali godranno respettivamente nei due Paesi di tutta la protezione ed assistenza, e di tutti i vantaggi di ogni sorta già conceduti, o che potranno esserlo in seguito a quelli della Nazione più favorita; il tutto, ben inteso, sotto condizione di reciprocità e di perfetta uguaglianza di diritti.

Nulladimeno è dichiarato che tutte le volte che i Consoli generali, Consoli, Viceconsoli o Agenti commerciali respettivi, debitamente riconosciuti, volessere esercitare il commercio o un' industria qualunque nel luogo di loro residenza, saranno soggetti alle stesse

Leggi, tasse ed usi, ai quali vanno sottoposti i particolari della loro Nazione nel luogo ove risiedono. 1856

Art. XXIII. I Consoli generali, Consoli, Viceconsoli ed altri Agenti commerciali dei due paesi saranno arbitri nelle differenze e questioni civili che insorgessero fra i Capitani e gli equipaggi, o fra gl' individui componenti l'equipaggio di un bastimento della loro Nazione, semprechè non vi siano interessati i sudditi o cittadini della Potenza presso la quale risiedono; e le Autorità locali non potranno intervenire o prendervi parte, che nei soli casi in cui la condotta del Capitano e degli equipaggi turbasse l'ordine pubblico o la tranquillità del paese, o sivvero che gli stessi Consoli ne richiedessero l'assistenza.

È però inteso che il giudicato e arbitraggio dei Consoli generali, Consoli, Viceconsoli ed altri Agenti commerciali non potrà privare le parti contendenti del diritto di ricorrere all' Autorità giudiciaria del proprio paese, tostochè vi facciano ritorno.

Art. XXIV. I Consoli generali, Consoli, Viceconsoli ed altri Agenti consolari delle Alte Parti contraenti riceveranno dalle Autorità locali ogni ajuto ed assistenza per la ricerca, arresto e custodia dei marinari ed altri individui facienti parte dell' equipaggio dei bastimenti da guerra e mercantili del respettivo paese, e che fossero incolpati di diserzione.

A questo effetto essi si dirigeranno per iscritto ai Tribunali, Giudici e Funzionari competenti, e giustificheranno coll' esibizione dei Registri del bastimento, dei Ruoli d'equipaggio ed altri documenti officiali, ovvero, se il bastimento fosse partito, con la copia dei citati documenti, da essi debitamente legalizzati, qualmente gl' individui reclamati abbiano realmente fatto parte del predetto equipaggio.

E la domanda, per tal guisa giustificata, non potrà essere rifiutata.

I disertori arrestati rimarranno a disposizione dei Consoli generali, Consoli o Viceconsoli richiedenti, e potranno eziandio essere detenuti e custoditi nelle prigioni del paese sulla domanda ed a spese di quelli che li reclamano, fino al momento in cui verranno restituiti a bordo del bastimento cui appartengono, o fintanto che non si presenti una occasione di rinviarli nel paese degli Agenti predetti su di un bastimento della stessa Nazione o di qualunque altra.

Se però questa occasione non si presentasse nello spazio di tre mesi a partire dal giorno dell' arresto, ovvero non fosse supplito regolarmente alle spese di mantenimento di quei detenuti

1856 dalla parte, ad istanza della quale l'arresto fu operato, detti disertori saranno posti in libertà senza che possano essere nuovamente arrestati per quella stessa causa. Ciò non ostante, se il disertore avesse inoltre commesso un qualche delitto in terra, la estradizione di lui potrà essere dalle Autorità locali differita fino a che il Tribunale competente non abbia debitamente statuito sull' ultimo delitto, e che il giudizio emanatone non abbia ricevuto l'intera sua esecuzione.

Rimane ugualmente convenuto che i marinari ed altri individui facienti parte dell' equipaggio, i quali siano sudditi del paese ove la diserzione ha avuto luogo, sono eccettuati dalle stipulazioni del presente Articolo.

Art. XXV. Tutte le operazioni relative al recupero dei bastimenti toscani naufragati od arrenati sulle coste della Grecia, saranno dirette dai Consoli generali, Consoli e Viceconsoli di Toscana, e viceversa i Consoli generali, Consoli e Viceconsoli greci dirigeranno le operazioni relative al recupero dei bastimenti di loro Nazione naufragati ed arrenati sulle coste della Toscana.

L'intervento delle Autorità locali avrà luogo unicamente nei due paesi per mantenere l'ordine, tutelare l'interesse dei recuperatori, qualora siano estranei agli equipaggi naufragati, ed assicurare l'esecuzione delle disposizioni da osservarsi per l'ingresso e l'egresso delle merci recuperate. In assenza e fino all' arrivo dei Consoli generali, Consoli o Viceconsoli, le Autorità locali dovranno d'altra parte prendere tutte le misure necessarie per la protezione degl' individui e per la conservazione degli effetti naufragati.

È ben inteso però che, in caso di qualunque legale reclamo sul naufragio o sulle operazioni del recupero e loro conseguenze, sarà deferito alla decisione dei Tribunali competenti del paese.

Art. XXVI. I Capitani e Padroni dei bastimenti toscani e greci saranno reciprocamente esenti da qualunque obbligo di ricorrere nei respettivi porti dei due Stati agli Spedizionieri officiali, e potranno in conseguenza servirsi liberamente sia dei loro Consoli, sia degli Spedizionieri che questi ultimi avranno designati.

Art. XXVII. Se nel tratto successivo, e perdurante il tempo in cui il presente Trattato sarà in vigore, l'una delle Alte Parti contraenti accordasse qualche favore speciale ad un' altra Nazione in punto di navigazione e di commercio, questo favore sarà immediatamente acquisito dall' altra Alta Parte contraente, senz' alcun carico ed aggravio, se fu accordato gratuitamente all' altra Na-

zione, o a condizioni equivalenti, se fu concesso a titolo oneroso 1856
o correspettivo.

Art. XXVIII. Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche saranno cambiate in Firenze nello spazio dei mesi due, o più presto se sarà possibile.

Avrà forza e valore per anni quindici decorrendi dallo spirare di un mese successivo dal giorno del cambio delle ratifiche.

Se allo spirare degli anni quindici il presente Trattato non sarà stato disdetto sei mesi prima, esso continuerà ad essere obbligatorio di anno in anno fintanto che una delle due Parti non abbia annunziato all' altra, però un anno prima, l'intenzione di farne cessare gli effetti.

In fede di che, etc.

PAYS-BAS ET SAXE ROYALE.

Traité sur les consuls, conclu entre les Pays-Bas et la Saxe royale, signé à Dresde, le 3 Juin 1856.

Art. I. Des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires saxons seront admis dans tous les ports des possessions d'outre mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

Art. II. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires saxons sont considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire.

Ils sont sujets aux lois tant civiles que criminelles du pays où ils résident, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Art. III. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, doivent produire une commission en due forme au gouvernement de Sa Majesté le roi des Pays-Bas.

Après avoir obtenu l'exéquatur, qui sera aussi promptement que possible contresigné par le gouverneur de la colonie, lesdits fonc-

1856 tionnaires consulaires de tous grades auront droit à la protection du gouvernement, et à l'assistance des autorités locales pour le libre exercice de leurs fonctions.

Le gouvernement, en accordant l'exéquatur, se réserve la faculté de la retirer ou faire retirer par le gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Art. IV. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison, un tableau aux armes de leur gouvernement, avec l'inscription: « *Consulat ou Vice-Consulat de Saxe.* ».

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Art. V. Il est néanmoins entendu, que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra d'une manière quelconque et sous aucun prétexte, les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Art. VI. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique. Toute demande à adresser au gouvernement néerlandais devra avoir lieu par l'entremise de l'agent diplomatique, résidant à La Haye. A défaut d'un tel agent, et en cas d'urgence, le consul général, consul ou vice-consul peut faire lui-même la demande au gouverneur de la colonie, en prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Art. VII. Les consuls généraux et les consuls ont la faculté de nommer des agents consulaires dans les ports mentionnés à l'article I.

Les agents consulaires pourront être indistinctement des sujets néerlandais, des Saxons ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant, aux termes des lois locales, être admis à fixer leur résidence dans le port où l'agent consulaire sera nommé. Ces agents consulaires, dont la nomination sera soumise à l'approbation du gouverneur de la colonie, seront munis d'un brevet délivré par le consul, sous les ordres duquel ils exerceront leurs fonctions.

Le gouverneur de la colonie peut en tous cas retirer aux agents consulaires, en communiquant au consul général ou consul, les

motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé. 1856

Art. VIII. Les passeports délivrés ou visés par les fonctionnaires consulaires de tout grade ne dispensent nullement de se munir de tous les actes requis par les lois locales pour voyager ou s'établir dans les colonies.

Au gouverneur de la colonie est réservé le droit de défendre le séjour dans la colonie ou d'ordonner la sortie de l'individu auquel serait délivré un passeport.

Art. IX. Lorsqu'un navire saxon viendra à échouer sur les côtes d'une des colonies néerlandaises, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, présent sur le lieu même du naufrage ou du sauvetage, prendra en l'absence ou du consentement du capitaine, toutes les mesures nécessaires et propres à sauver le navire, la cargaison et tout ce qui y appartient.

En l'absence du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, les autorités néerlandaises du lieu où le navire aura échoué, prendront les mesures prescrites par les lois de la colonie.

Art. X. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires peuvent pour autant que l'extradition de déserteurs des navires saxons, marchands ou de guerre, a été stipulé par traité, requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de ces navires, ils s'adresseront à cet effet aux fonctionnaires compétents et réclameront les dits déserteurs par écrit, en prouvant par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les individus réclamés faisaient partie des équipages. La réclamation étant appuyée de cette manière, l'extradition sera accordée. Les autorités locales seront tenues à exercer toute l'autorité qu'elles possèdent afin que l'arrestation des déserteurs ait lieu. Ces déserteurs arrêtés seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires et pourront être écroués dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, afin d'être dirigés sur les navires auxquels ils appartiennent, ou sur d'autres navires de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sursis

1856 à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire, ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XI. Lorsqu'un sujet saxon vient à décéder sans laisser d'héritiers connus, ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités néerlandaises chargées, selon les lois de la colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. XII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ont en cette qualité, et pour autant que la législation saxonne le permet, le droit d'être nommés arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des navires saxons, et ce, sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne requièrent l'assistance desdites autorités pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité. Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage spécial ne privera pas les parties en litige du droit d'en appeler, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre pays, quand la législation de ce dernier leur reconnait ce droit.

Art. XIII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ne sont point sujets des Pays-Bas, qui au moment de leur nomination ne sont point établis comme habitants dans le royaume des Pays-Bas ou ses colonies, et qui n'exercent aucune fonction, profession ou commerce, outre leurs fonctions consulaires, sont, pour autant qu'en Saxe les mêmes faveurs seraient accordées aux consuls généraux, consuls et vice-consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de plus de toutes les impositions publiques ou municipales qui seraient considérées être d'une nature personnelle. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires qui ne sont point indigènes ou sujets reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient, conjointement avec leurs fonctions consulaires une profession ou un commerce quelconque, sont tenus de supporter et de payer, comme les sujets néerlandais et autres habitants, les charges, impositions et contributions.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer

des fonctions consulaires, conférées par le gouvernement saxon, 1856
sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être.

Art. XIV. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires saxons jouiront de tous les autres priviléges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises qui pourraient par la suite être accordées aux agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XV. La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, la présente convention continuera à rester en vigueur pendant encore une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, etc.

PRUSSE ET PAYS-BAS.

Convention entre la Prusse et les Pays-Bas, pour régler l'admission des consuls prussiens dans les colonies néerlandaises, signé à La Haye, le 16 Juin 1856.

Art. I. Des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires prussiens seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

Art. II. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires prussiens sont considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire.

Ils sont sujets aux lois tant civiles que criminelles du pays où ils résident, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

1856 Art. III. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls prussiens, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, doivent produire une commission en due forme au gouvernement de Sa Majesté le roi des Pays-Bas.

Après avoir obtenu l'exéquatur qui sera, aussi promptement que possible, contresigné par le gouverneur de la colonie, lesdits fonctionnaires consulaires de tous grades auront droit à la protection du gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour le libre exercice de leurs fonctions.

Le gouvernement, en accordant l'exéquatur, se réserve la faculté de le retirer ou faire retirer par le gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Art. IV. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison, un tableau aux armes de leur gouvernement, avec l'inscription: Consulat ou Vice-Consulat de Prusse. Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Art. V. Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité, ni aucun magistrat ne pourra d'une manière quelconque et sous aucun prétexte, les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Art. VI. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne seront investis d'aucun caractère diplomatique. Toute demande à adresser au gouvernement néerlandais devra avoir lieu par l'entremise de l'agent diplomatique résidant à La Haye. A défaut d'un tel agent, et en cas d'urgence, le consul général, consul ou vice-consul peut faire lui-même la demande au gouverneur de la colonie, en prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne pourrait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes antérieurement adressées à ces autorités seraient restées sans effet.

Art. VII. Les consuls généraux et les consuls ont la faculté de nommer des agents consulaires dans les ports mentionnés à l'article I.

Les agents consulaires pourront être indistinctement des sujets prussiens, néerlandais ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant, aux termes des lois locales, être admis à fixer

leur résidence dans le port où l'agent consulaire sera nommé. 1856
Ces agents consulaires dont la nomination sera soumise à l'approbation du gouverneur de la colonie seront munis d'un brevet délivré par le consul, sous les ordres duquel ils exerceront leurs fonctions.

Le gouverneur de la colonie peut en tout cas retirer aux agents consulaires, en communiquant au consul général ou consul les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Art. VIII. Les passeports délivrés ou visés par les fonctionnaires consulaires de tout grade ne dispensent nullement de se munir de tous les actes requis par les lois locales, pour voyager ou s'établir dans les colonies.

Au gouverneur de la colonie est réservé le droit de défendre le séjour dans la colonie ou d'ordonner la sortie de l'individu auquel serait délivré un passeport.

Art. IX. Lorsqu'un navire prussien viendra à échouer sur les côtes d'une des colonies néerlandaises, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, présent sur le lieu même du naufrage ou du sauvetage, prendra, en l'absence ou du consentement du capitaine, toutes les mesures nécessaires et propres à sauver le navire, la cargaison et tout ce qui y appartient.

En l'absence du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, les autorités néerlandaises du lieu où le navire aura échoué, prendront les mesures prescrites par les lois de la colonie.

Art. X. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires peuvent, pour autant que l'extradition des déserteurs des navires prussiens, marchands ou de guerre, a été stipulée par traité, requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de ces navires ; ils s'adresseront à cet effet aux fonctionnaires compétents, et réclameront les dits déserteurs par écrit, en prouvant par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les individus réclamés faisaient partie des équipages. La réclamation étant appuyée de cette manière, l'extradition sera accordée, à moins que l'individu dont il s'agit, ne soit sujet de la nation à laquelle on le réclame.

Les autorités locales seront tenues à exercer toute l'autorité qu'elles possèdent, afin que l'arrestation des déserteurs ait lieu. Ces déserteurs arrêtés seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires, et pourront être écroués dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, afin d'être dirigés sur les navires auxquels ils appartiennent, ou sur

1856 d'autres navires de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence et que celli-ci ait reçu son exécution.

Art. XI. Lorsqu'un sujet prussien vient à décéder, sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités néerlandaises chargées, selon les lois de la colonie, de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. XII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ont, en cette qualité, pour autant que la législation prussienne le permet, le droit d'être nommés arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des navires prussiens, et ce, sans l'intervention des autorités locales, à-moins que la conduite des équipages ou du capitaine n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires ne requièrent l'assistance des dites autorités pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité. Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage spécial ne privera pas les parties en litige du droit d'en appeler, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre pays, quand la législation de ce dernier leur reconnaît ce droit.

Art. XIII. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ne sont point sujets des Pays-Bas, qui au moment de leur nomination ne sont point établis comme habitants dans le royaume des Pays-Bas ou ses colonies, et qui n'exercent aucune fonction, profession ou commerce, outre leurs fonctions consulaires, sont, pour autant qu'en Prusse les mêmes faveurs seraient accordées aux consuls généraux, consuls et vice-consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel, et de plus de toutes les impositions publiques ou municipales qui seraient considérées être d'une nature personnelle. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ne sont point indigènes ou sujets reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient conjointement avec leurs fonctions

consulaires une profession ou un commerce quelconque, sont tenus 1856
de supporter et de payer, comme les sujets néerlandais et autres habitants, les charges, impositions et contributions.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires conférées par le gouvernement prussien, sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions, de quelque nature qu'elles puissent être.

Art. XIV. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires prussiens jouiront de tous les autres priviléges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises qui pourraient par la suite être accordées aux agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XV. Il sera loisible à chacun des États qui font ou feront partie de l'Association douanière allemande, d'accéder aux dispositions de la présente convention.

Art. XVI. La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur pendant encore une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, etc.

DEUX-SICILES ET PRUSSE.

Déclaration échangée entre la Prusse, pour elle et au nom des autres États du Zollverein, *et les Deux-Siciles, relative à l'extension de la liberté de la navigation stipulée par le traité de commerce et de navigation du* 27 *Janvier* 1847, *en date du* 7 *Juillet* 1856.

Le gouvernement de Prusse agissant tant en son nom et pour les autres pays et parties de pays souverains compris dans son système de douanes et d'impôts, savoir : le Luxembourg, l'Anhalt-Dessau-Cœthen, l'Anhalt-Bernbourg, le Waldeck et Pyrmont, le

1856 Lippe et le Meisenheim, qu'au nom des gouvernements des autres États du Zollverein, savoir : la Bavière, la Saxe, le Hanovre (y compris la principauté de Schaumbourg-Lippe), le Wurtemberg, le Bade, la Hesse électorale, la Hesse grand-ducale, y compris le baillage de Hombourg, les États formant l'Association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir : la Saxe grand-ducale, le Saxe-Meiningen, le Saxe-Altenbourg, le Saxe-Cobourg et Gotha, le Schwarzbourg-Roudolstadt et le Schwarzbourg-Sondershausen, le Reuss-Greitz et le Reuss-Schleitz, le Brunswick, l'Oldenbourg, le Nassau et la ville libre de Francfort, d'une part, et le gouvernement des Deux-Siciles d'autre part, animés du désir constant de favoriser de plus en plus et d'étendre les relations commerciales qui existent entre les États du Zollverein et le royaume des Deux-Siciles, sont convenus d'un commun accord d'établir ce qui suit :

Les parties contractantes s'engagent à étendre à la navigation indirecte le traitement jusqu'ici accordé à la navigation directe, en sorte que par rapport aux droits de navigation et aux droits de douane dans leurs ports ils ne feront plus aucune distinction entre les navires de l'autre partie et les navires nationaux. Par conséquent les dispositions des articles II, IV et XIV du traité de commerce et de navigation entre les États du Zollverein et le royaume des Deux-Siciles, du 27 Janvier 1847, seront appliquées également aux navires des parties contractantes et à leurs cargaisons qui viendront des ports de pays tiers dans les ports de l'une des parties contractantes ou qui sortiront en destination pour des ports de pays tiers des ports de l'une des parties contractantes, quelle que soit l'origine, la provenance ou la destination des cargaisons.

La stipulation qui précède aura la même durée que le traité du 27 Janvier 1847, et elle n'apportera aucun changement aux stipulations de l'article V de ce traité, relatives au cabotage.

La présente déclaration faite par le soussigné envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi de Prusse, sera échangée contre une déclaration semblable de S. E. Monsieur le commandeur Carafa de Traetto, chargé du portefeuille du ministère des affaires étrangères de Sa Majesté le roi du royaume des Deux-Siciles, et le traitement réciproque dont il est question dans la présente déclaration commencera à être en vigueur à partir du jour de l'échange des deux déclarations.

(*Signature.*)

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement napolitain à celui de Prusse.)

FRANCE ET RÉP. LIBERIA. 1856

Traité de commerce et de navigation (avec un article additionnel) entre la France et la république de Liberia, signé à Monrovia, le 17 et 20 Avril 1852, et ratifié le 14 Octobre 1856.

Le prince Louis-Napoléon Bonaparte, président de la république française, et Joseph-Jenkins Roberts, président de la république de Liberia, désirant établir des rapports de bonne intelligence entre les deux pays, et ouvrir de nouveaux débouchés à leurs relations de commerce et de navigation, ont, à cet effet, nommé pour leurs commissaires, savoir :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Il y aura paix et amitié perpétuelle entre le président de la république française et ses successeurs, et la république de Liberia, ainsi qu'entre les citoyens des deux pays.

Art. II. Il y aura liberté réciproque de commerce entre les citoyens des deux pays, comme pour leurs navires, dans tous les ports, villes ou territoires appartenant aux hautes parties contractantes, excepté dans ceux qui sont interdits aux nations étrangères. Il est bien entendu, toutefois, qu'aussitôt qu'ils seraient ouverts au commerce d'une autre nation, ils le seraient, dès ce moment, au commerce des deux pays contractants.

Art. III. En conséquence de cette liberté de commerce, les citoyens français pourront résider, louer des maisons, ouvrir des boutiques, transporter les produits et marchandises et gérer leurs affaires par eux, par leurs agents ou commis, sans l'entremise de courtiers. Ils pourront disposer, comme bon leur semblera, de leurs propriétés, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement. Il ne leur sera apporté aucun préjudice, ni aucune gêne, par un monopole ou un privilége de vente ou d'achat quelconque. Ils jouiront d'une protection pleine et entière pour leurs personnes et leurs propriétés, comme de tous priviléges et prérogatives qui sont ou seraient accordés plus tard à tous autres étrangers.

1856 Les citoyens de la république de Liberia jouiront des mêmes avantages dans les possessions françaises.

Art. IV. Les navires et embarcations des citoyens de chacun des deux pays ne payeront, dans les ports et mouillages de l'autre, à titre de phare, tonnage ou toute autre dénomination, que les mêmes droits que payent ou viendraient à payer les navires et embarcations de la nation la plus favorisée. Les marchandises ou valeurs venant des possessions françaises sur un navire quelconque, ou importées d'un pays quelconque par navire français, ne seront pas prohibées par la république de Liberia, ni soumises à des droits plus élevés que ceux qui sont imposés sur les marchandises de même nature venant de tout autre pays étranger ou importées par tout autre pavillon.

Tous articles et produits de la république de Liberia peuvent en être exportés par des citoyens et des navires français, sous les conditions les plus favorables accordées aux citoyens et navires de la nation la plus favorisée.

Art. V. Dans le cas où l'intention de la république de Liberia serait de trafiquer de certains articles d'importation dans la vue de se faire un revenu en les vendant à un taux supérieur au prix coûtant, il est bien entendu que, dans aucun cas, les marchands particuliers ne pourront être empêchés d'importer aucun de ces articles ou tout autre article dont la république de Liberia pourrait ultérieurement trouver bon de trafiquer, et ne seront pas soumis à un droit plus élevé que la différence du prix coûtant au taux fixé par le gouvernement pour la vente de ces articles.

Dans le cas où le gouvernement de la république de Liberia fixerait le prix d'un article de production indigène, dans le dessein que cet article soit pris en payement d'autres articles dont le gouvernement pourrait faire commerce, toutes les personnes commerçant avec la république de Liberia pourront, en payement des taxes, présenter au trésor ledit article de production indigène, au prix fixé par le gouvernement.

Art. VI. S'il arrive que quelque navire appartenant aux deux pays contractants naufrage dans les ports ou sur les côtes de leurs territoires respectifs, les plus grands secours possibles leur seront donnés, tant pour la conservation des effets que pour la sûreté, le soin et la remise des articles sauvés. La protection et les soins les plus grands seront accordés aux officiers et équipages des bâtiments naufragés pour les secourir et les préserver du pillage et de tous mauvais traitements. Le montant des frais et droits

de sauvetage sera réglé, en cas de discussion, par des arbitres 1856
choisis par les deux parties.

Art. VII. Chacune des deux parties contractantes aura le droit de nommer, pour le développement et la protection du commerce, des consuls ou agents consulaires qui résideront dans les ports ou villes des possessions de l'autre. Ils jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que dans l'exercice de leur charge, des mêmes priviléges et de la même protection qui sont ou qui seraient accordés aux consuls de la nation la plus favorisée.

Art. VIII. Les citoyens des deux pays contractants jouiront, dans toutes les possessions de l'autre de la plus parfaite liberté de conscience en matière de religion, conformément au système de tolérance pratiqué dans leurs pays respectifs.

Art. IX. L'intention bien formelle des deux parties contractantes étant de s'obliger, par la présente convention, à se traiter l'une l'autre sur le pied de la nation la plus favorisée, il est bien entendu qu'il ne sera accordé à aucune nation étrangère un avantage, un privilége quelconque en matière de commerce ou de navigation, ou pour toute autre cause, sans qu'il soit permis aux deux pays contractants de jouir immédiatement des mêmes avantages.

Art. X. Le gouvernement français s'engage à ne jamais intervenir dans les affaires qui pourront avoir lieu entre les naturels et le gouvernement de la république de Liberia sur les territoires soumis à sa juridiction, à moins, toutefois, que la propriété d'un citoyen français ayant été attaquée ou violée par les naturels, la république ne se trouvât pas en état de lui donner protection : dans ce cas, le gouvernement français s'engage, sur la réquisition faite préalablement à cet effet par le gouvernement libérien, à prêter telle assistance dont on pourrait avoir besoin.

Les commerçants français établis sur le territoire de la république de Liberia devront s'abstenir de toute intervention avec les naturels qui pourrait amener la violation des lois ou troubler la paix du pays.

Art. XI. En cas de mésintelligence entre les deux nations contractantes, les citoyens de chacune d'elles résidant dans les possessions de l'autre, pourront y rester pour l'arrangement de leurs affaires ou commerce dans l'intérieur, sans être gênés en quelque manière que ce soit, tant qu'ils continueront à se comporter pacifiquement et à ne commettre aucun acte contraire aux lois.

1856 Art. XII. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Monrovia dans l'espace de douze mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Article additionnel.

Dans le cas où un privilége ou avantage en matière de commerce aurait été accordé aux citoyens d'une autre nation, il sera également accordé aux citoyens des parties contractantes, gratuitement si la concession en faveur de cette autre nation a été gratuite, ou par une compensation aussi équitable que possible, tant par sa valeur que par les effets qu'elle peut produire, le tout réglé d'un commun accord, si la concession a été accordée conditionnellement.

Fait et signé, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET SIAM.

Traité d'amitié et de commerce entre la Grande-Bretagne et les deux rois de Siam, conclu à Bangkok, le 18 Avril 1855 et ratifié le 5 Avril 1856, suivi de la convention supplémentaire du 13 Mai 1856, accompagnée du traité conclu en 1826 entre les mêmes puissances. [1]

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and all its dependencies, and Their Majesties Phra Bard Somdetch Phra Paramendr Maha Mongkut Phra Chom Klau Chau Yu Hua, the First King of Siam, and Phra Bard Somdetch Phra Pawarendr Ramesr Mahiswaresr Phra Pin Klau Chau Yu Hua, the Second King of Siam, desiring to establish upon firm and lasting foundations the relations of peace and friendship existing between

[1] Ce ne fut qu'en Janvier 1857 que les traités du 18 Avril 1855 furent présentés aux deux chambres du Parlement d'Angleterre, et publiés en Février, ainsi que le texte complet du traité conclu en 1826 entre les mêmes puissances.

the two countries, and to secure the best interests of their respective 1856
subjects by encouraging, facilitating, and regulating their industry and trade, have resolved to conclude a Treaty of Amity and Commerce for this purpose, and have therefore named as their Plenipotentiaries, that is to say:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Who, after having communicated to each other their respective full powers, and found them to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:—

Art. I. There shall henceforward be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, and her successors, and Their Majesties the First and Second Kings of Siam, and their successors. All British subjects coming to Siam shall receive from the Siamese Government full protection and assistance to enable them to reside in Siam in all security, and trade with every facility, free from oppression or injury on the part of the Siamese; and all Siamese subjects going to an English country shall receive from the British Government the same complete protection and assistance that shall be granted to British subjects by the Government of Siam.

Art. II. The interests of all British subjects coming to Siam shall be placed under the regulation and control of a Consul, who will be appointed to reside at Bangkok: he will himself conform to, and will enforce the observance by British subjects of, all the provisions of this Treaty, and such of the former Treaty negotiated by Captain Burney in 1826, as shall still remain in operation. He shall also give effect to all rules or regulations that are now or may hereafter be enacted for the government of British subjects in Siam, the conduct of their trade, and for the prevention of violations of the laws of Siam. Any disputes arising between British and Siamese subjects shall be heard and determined by the Consul, in conjunction with the proper Siamese officers; and criminal offences will be punished, in the case of English offenders by the Consul, according to English laws, and in the case of Siamese offenders, by their own laws, through the Siamese authorities. But the Consul shall not interfere in any matters referring solely to Siamese, neither will the Siamese authorities interfere in questions which only concern the subjects of Her Britannic Majesty.

It is understood, however, that the arrival of the British Consul at Bangkok shall not take place before the ratification of this Treaty, nor until ten vessels owned by British subjects, sailing

1856 under British colours and with British papers, shall have entered the port of Bangkok for purposes of trade, subsequent to the signing of this Treaty.

Art. III. If Siamese in the employ of British subjects offend against the laws of their country, or if any Siamese having so offended or desiring to desert, take refuge with a British subject in Siam, they shall be searched for, and, upon proof of their guilt or desertion, shall be delivered up by the Consul to the Siamese authorities. In like manner, any British offenders resident or trading in Siam, who may desert, escape to, or hide themselves in, Siamese territory, shall be apprehended and delivered over to the British Consul on his requisition. Chinese, not able to prove themselves to be British subjects, shall not be considered as such by the British Consul, nor be entitled to his protection.

Art. IV. British subjects are permitted to trade freely in all the seaports of Siam, but may reside permanently only at Bangkok, or within the limits assigned by this Treaty. British subjects coming to reside at Bangkok may rent land, and buy or build houses, but cannot purchase lands within a circuit of 200 *sen* (not more than four miles English) from the city walls, until they shall have lived in Siam for ten years, or shall obtain special authority from the Siamese Government to enable them to do so. But with the exception of this limitation, British residents in Siam may at any time buy or rent houses, lands, or plantations, situated any where within a distance of twenty-four hours' journey from the city of Bangkok, to be computed by the rate at which boats of the country can travel. In order to obtain possession of such lands or houses, it will be necessary that the British subject shall, in the first place, make application through the Consul to the proper Siamese officer; and the Siamese officer and the Consul having satisfied themselves of the honest intentions of the applicant, will assist him in settling, upon equitable terms, the amount of the purchase money, will mark out and fix the boundaries of the property, and will convey the same to the British purchaser under sealed deeds. Whereupon he and his property shall be placed under the protection of the Governor of the district and that of the particular local authorities; he shall conform, in ordinary matters, to any just directions given him by them, and will be subject to the same taxation that is levied on Siamese subjects. But if through negligence, the want of capital, or other cause, a British subject should fail to commence the cultivation or improvement of the lands so acquired within a term of three years from the date of receiving possession thereof, the

Siamese Government shall have the power of resuming the property, upon returning to the British subject the purchase money paid by him for the same. 1856

Art. V. All British subjects intending to reside in Siam shall be registered at the British Consulate. They shall not go out to sea, nor proceed beyond the limits assigned by this Treaty for the residence of British subjects, without a passport from the Siamese authorities, to be applied for by the British Consul; nor shall they leave Siam, if the Siamese authorities show to the British Consul that legitimate objections exist to their quitting the country. But within the limits appointed under the preceding Article, British subjects are at liberty to travel to and fro under the protection of a pass, to be furnished them by the British Consul, and countersealed by the proper Siamese officer, stating, in the Siamese character, their names, calling, and description. The Siamese officers at the Government stations in the interior may, at any time, call for the production of this pass, and immediately on its being exhibited, they must allow the parties to proceed; but it will be their duty to detain those persons who, by travelling without a pass from the Consul, render themselves liable to the suspicion of their being deserters; and such detention shall be immediately reported to the Consul.

Art. VI. All British subjects visiting or residing in Siam shall be allowed the free exercise of the Christian religion, and liberty to build churches in such localities as shall be consented to by the Siamese authorities. The Siamese Government will place no restrictions upon the employment by the English of Siamese subjects as servants, or in any other capacity. But wherever a Siamese subject belongs or owes service to some particular master, the servant who engages himself to a British subject without the consent of his master may be reclaimed by him; and the Siamese Government will not enforce an agreement between a British subject and any Siamese in his employ, unless made with the knowledge and consent of the master, who has a right to dispose of the services of the person engaged.

Art. VII. British ships of war may enter the river, and anchor at Paknam, but they shall not proceed above Paknam, unless with the consent of the Siamese authorities, which shall be given where it is necessary that a ship shall go into dock for repairs. Any British ship of war conveying to Siam a public functionary accredited by Her Majesty's Government to the Court of Bangkok, shall be allowed to come up to Bangkok, but shall not pass the forts called

1855 Pong Phrachamit and Pit-patch-nuck, unless expressly permitted to do so by the Siamese Government; but in the absence of a British ship of war, the Siamese authorities engage to furnish the Consul with a force sufficient to enable him to give effect to his authority over British subjects, and to enforce discipline among British shipping.

Art. VIII. The measurement duty hitherto paid by British vessels trading to Bangkok under the Treaty of 1826 shall be abolished from the date of this Treaty coming into operation, and British shipping and trade will thenceforth be only subject to the payment of import and export duties on the goods landed or shipped. On all articles of import the duties shall be 3 per cent., payable at the option of the importer, either in kind or money, calculated upon the market value of the goods. Drawback of the full amount of duty shall be allowed upon goods found unsaleable and re-exported. Should the British merchant and the Custom-house officers disagree as to the value to be set upon imported articles, such disputes shall be referred to the Consul and proper Siamese officer, who shall each have the power to call in an equal number of merchants as assessors, not exceeding two on either side, to assist them in coming to an equitable decision.

Opium may be imported free of duty, but can only be sold to the opium farmer or his agents. In the event of no arrangement being effected with them for the sale of the opium, it shall be re-exported, and no impost or duty shall be levied thereon. Any infringement of this regulation shall subject the opium to seizure and confiscation.

Articles of export from the time of production to the date of shipment shall pay one impost only, whether this be levied under the name of inland tax, transit duty, or duty on exportation. The tax or duty to be paid on each article of Siamese produce previous to or upon exportation, is specified in the Tariff attached to this Treaty; and it is distinctly agreed that goods or produce which pay any description of tax in the interior shall be exempted from any further payment of duty on exportation.

English merchants are to be allowed to purchase directly from the producer the articles in which they trade, and in like manner to sell their goods directly to the parties wishing to purchase the same, without the interference, in either case, of any other person.

The rates of duty laid down in the Tariff attached to this Treaty are those that are now paid upon goods or produce shipped in

Siamese or Chinese vessels or junks; and it is agreed that British shipping shall enjoy all the privileges now exercised by, or which hereafter may be granted to, Siamese or Chinese vessels or junks. 1856

British subjects will be allowed to build ships in Siam, on obtaining permission to do so from the Siamese authorities.

Whenever a scarcity may be apprehended, of salt, rice, and fish, the Siamese Government reserve to themselves the right of prohibiting, by public proclamation, the exportation of these articles.

Bullion, or personal effects, may be imported or exported free of charge.

Art. IX. The Code of Regulations appended to this Treaty shall be enforced by the Consul, with the cooperation of the Siamese authorities; and they, the said authorities and Consul, shall be enabled to introduce any further regulations which may be found necessary, in order to give effect to the objects of this Treaty.

All fines and penalties inflicted for infraction of the provisions and regulations of this Treaty shall be paid to the Siamese Government.

Until the British Consul shall arrive at Bangkok, and enter upon his functions, the consignees of British vessels shall be at liberty to settle with the Siamese authorities all questions relating to their trade.

Art. X. The British Government and its subjects will be allowed free and equal participation in any privileges that may have been, or may hereafter be, granted by the Siamese Government to the Government or subjects of any other nation.

Art. XI. After the lapse of ten years from the date of the ratification of this Treaty, upon the desire of either the British or Siamese Government, and on twelve months' notice given by either party, the present and such portions of the Treaty of 1826 as remain unrevoked by this Treaty, together with the Tariff and Regulations hereunto annexed, or those that may hereafter be introduced, shall be subject to revision by Commissioners appointed on both sides for this purpose, who will be empowered to decide on and insert therein such amendments as experience shall prove to be desirable.

Art. XII. This Treaty, executed in English and Siamese, both versions having the same meaning and intention, and the ratifications thereof having been previously exchanged, shall take effect from the sixth day of April in the year one thousand eight hundred

1856 and fifty-six of the Christian era, corresponding to the first day of the fifth month of the one thousand two hundred and eighteenth year of the Siamese Civil era.

In witness whereof, etc.

General Regulations under which British Trade is to be conducted in Siam.

Reg. I. The master of every English ship coming to Bangkok to trade, must, either before or after entering the river, as may be found convenient, report the arrival of his vessel at the custom-house at Paknam, together with the number of his crew and guns, and the port from whence he comes. Upon anchoring his vessel at Paknam, he will deliver into the custody of the custom-house officers all his guns and ammunition; and a custom-house officer will then be appointed to the vessel, and will proceed in her to Bangkok.

Reg. II. A vessel passing Paknam without discharching her guns and ammunition as directed in the foregoing regulation, will be sent back to Paknam to comply with its provisions, and will be fined 800 ticals for having so disobeyed. After delivery of her guns and ammunition she will be permitted to return to Bangkok to trade.

Reg. III. When a British vessel shall have cast anchor at Bangkok, the master, unless a Sunday should intervene, will, within four-and-twenty hours after arrival, proceed to the British Consulate, and deposit there his ship's papers, bills of lading, &c., together with a true manifest of his import cargo; and upon the Consul's reporting these particulars to the custom-house, permission to break bulk will at once be given by the latter.

For neglecting so to report his arrival, or for presenting a false manifest, the master will subject himself, in each instance, to a penalty of 400 ticals; but he will be allowed to correct, within twenty-four hours after delivery of it to the Consul, any mistake he may discover in his manifest, without incurring the above-mentioned penalty.

Reg. IV. A British vessel breaking bulk, and commencing to discharge before due permission shall be obtained, or smuggling either when in the river or outside the bar, shall be subject to the penalty of 800 ticals, and confiscation of the goods so smuggled or discharged.

Reg. V. As soon as a British vessel shall have discharged her cargo, and completed her outward lading, paid all her duties, and delivered a true manifest of her outward cargo to the British Consul, a Siamese port-clearance shall be granted her on application from the Consul, who, in the absence of any legal impediment to her departure, will then return to the master his ship's papers, and allow the vessel to leave. A custom-house officer will accompany the vessel to Paknam; and on arriving there she will be inspected by the custom-house officers of that station, and will receive from them the guns and ammunition previously delivered into their charge. 1856

Reg. VI. Her Britannic Majesty's Plenipotentiary having no knowledge of the Siamese language, the Siamese Government have agreed that the English text of these Regulations, together with the Treaty of which they form a portion, and the Tariff hereunto annexed, shall be accepted as conveying in every respect their true meaning and intention.

Tariff of Export and Inland Duties to be levied on Articles of Trade.

Section I.

The undermentioned Articles shall be entirely free from Inland or other Taxes, on production or transit, and shall pay Export Duty as follows:

	Tical.	Salung.	Fuang.	Hun.	
1. Ivory	10	0	0	0	Per pecul.
2. Gamboge	6	0	0	0	,,
3. Rhinoceros horns	50	0	0	0	,,
4. Cardamums, best	14	0	0	0	,,
5. Ditto, bastard	6	0	0	0	,,
6. Dried Mussels	1	0	0	0	,,
7. Pelican's quills	2	2	0	0	,,
8. Betel nut, dried	1	0	0	0	,,
9. Krachi wood	0	2	0	0	,,
10. Stark's fins, white	6	0	0	0	,,
11. Ditto, black	3	0	0	0	,,
12. Lukkrabau seed	0	2	0	0	,,
13. Peacock's tails	10	0	0	0	Per 100 tails.
14. Buffalo and cow bones	0	0	0	3	Per pecul.
15. Rhinoceros hides	0	2	0	0	,,
16. Hide cuttings	0	1	0	0	,,
17. Turtle shells	1	0	0	0	,,

1856

		Tical.	Salung.	Fuang.	Hun.	
18.	Soft ditto	1	0	0	0	Per pecul.
19.	Bêche de mer	3	0	0	0	,,
20.	Fish maws	3	0	0	0	,,
21.	Bird's nests, uncleaned	20 per cent.				
22.	Kingfisher's feathers	6	0	0	0	Per 100.
23.	Cutch	0	2	0	0	Per pecul.
24.	Beyché seed (Nux Vomica)	0	2	0	0	,,
25.	Pungtarai seed	0	2	0	0	,,
26.	Gum Benjamin	4	0	0	0	,,
27.	Angrai bark	0	2	0	0	,,
28.	Agilla wood	2	0	0	0	,,
29.	Ray skins	3	0	0	0	,,
30.	Old deer's horns	0	1	0	0	,,
31.	Soft, or young ditto	10 per cent.				
32.	Deer hides, fine	8	0	0	0	Per 100 hides.
33.	Ditto, common	3	0	0	0	,,
34.	Deer sinews	4	0	0	0	Per pecul.
35.	Buffalo and cow hides	1	0	0	0	,,
36.	Elephant's bones	1	0	0	0	,,
37.	Tiger's bones	5	0	0	0	,,
38.	Buffalo horns	0	1	0	0	,,
39.	Elephant's hides	0	1	0	0	,,
40.	Tiger's skins	0	1	0	0	Per skin.
41.	Armadillo skins	4	0	0	0	Per pecul.
42.	Sticklac	1	1	0	0	,,
43.	Hemp	1	2	0	0	,,
44.	Dried fish, *Plaheng*	1	2	0	0	,,
45.	Ditto, *Plasalit*	1	0	0	0	,,
46.	Sapan wood	0	2	1	0	,,
47.	Salt meat	2	0	0	0	,,
48.	Mangrove bark	0	1	0	0	,,
49.	Rosewood	0	2	0	0	,,
50.	Ebony	1	1	0	0	,,
51.	Rice	4	0	0	0	Per koyan.

Section II.

The undermentioned Articles being subject to the Inland or Transit Duties herein named, and which shall not be increased, shall be exempt from Export Duty.

		Tical.	Salung.	Fuang.	Hun.	
52.	Sugar, white	0	2	0	0	Per pecul.
53.	Ditto, red	0	1	0	0	,,
54.	Cotton, clean and uncleaned	10 per cent.				
55.	Pepper	1	0	0	0	Per pecul.
56.	Salt-fish, *Platu*	1	0	0	0	Per 10,000 fish.

		Tical.	Salung.	Fuang.	Hun.	
57.	Beans and Peas	One-twelfth.				
58.	Dried Prawns	One-twelfth.				
59.	Tilseed	One-twelfth.				
60.	Silk, raw	One-twelfth.				
61.	Bees'-wax	One-twelfth.				
62.	Tallow	1	0	0	0	Per pecul.
63.	Salt	6	0	0	0	Per koyan.
64.	Tobacco	1	2	0	0	Per 1,000 bundles.

SECTION III.

All goods or produce unenumerated in this Tariff shall be free of Export Duty, and shall only be subject to one Inland Tax or Transit Duty, not exceeding the rate now paid.

(*Signatures.*)

Agreement supplementary to the Treaty. Signed at Bangkok, May 13, 1856.

AGREEMENT entered into between Harry Smith Parkes, Esq., on the part of Her Britannic Majesty's Government, and the undermentioned Royal Commissioners, on the part of Their Majesties the First and Second Kings of Siam.

(*Suivent, après l'introduction, les noms des plénipotentiaires.*)

ART. I. *On the old Treaty concluded in* 1826. The Articles of the old Treaty not abrogated by the new Treaty, are I, II, III, VIII, XI, XII, XIII, and XIV, and the undermentioned clauses of Articles VI and X;

In Article VI the Siamese desire to retain the following clause:

« If a Siamese or English merchant buy or sell, without inquiring and ascertaining whether the seller and buyer be of a good or bad character, and if he meet with a bad man, who takes the property and absconds, the rulers and officers on neither side must make search and endeavour to produce the property of the absconder, and investigate the matter with sincerity. If the party possess money or property, he can be made to pay; but if he does not possess any, or if he cannot be apprehended, it will be the merchant's own fault, and the authorities cannot be held responsible. »

Of Article X, Mr. Parkes desires to retain that clause relating to the overland trade, which states:

1856 « Asiatic merchants of the English countries, not being Burmese, Pegouans, or descendants of Europeans, desiring to enter into and to trade with the Siamese dominions, from the countries of Mergui, Tavoy, Tenasserim, and Ye, which are now subject to the English, will be allowed to do so freely overland and by water, upon the English furnishing them with proper certificates. »

Mr. Parkes, however, desires that all British subjects, without exception, shall be allowed to participate in this overland trade. The said Royal Commissioners therefore agree, on the part of the Siamese, that all traders, under British rule, may cross from the British territories of Mergui, Tavoy, Ye, Tenasserim, Pegu, or other places, by land or by water, to the Siamese territories, and may trade there with facility, on the condition that they shall be provided by the British authorities with proper certificates, which must be renewed for each journey.

The Commercial Agreement annexed to the old Treaty is abrogated by the new Treaty, with the exception of the undermentioned clauses of Articles I and IV.

Of Article I the Siamese desire to retain the following clause:

« British merchants importing fire-arms, shot, or gunpowder, are prohibited from selling them to any party but the Government. Should the Government not require such fire-arms, shot, or gunpowder, the merchants must re-export the whole of them. »

Article IV stipulates that no charge or duty shall be levied on boats carrying cargo to British ships at the bar. The Siamese desire to cancel this clause, for the reason that the old measurement duty of 1,700 ticals per fathom included the fees of the various officers, but as this measurement duty has now been abolished, the Siamese wish to levy on each native boat taking cargo out to sea, a fee of 8 ticals 2 salungs, this being the charge paid by Siamese traders; and Mr. Parkes undertakes to submit this point to the consideration of Her Majesty's Minister Plenipotentiary to the Court of Siam.

Art. II. *On the exclusive Jurisdiction of the Consul over British subjects.* The IInd Article of the Treaty stipulates that — « Any disputes arising between British and Siamese subjects shall be heard and determined by the Consul in conjunction with the proper Siamese officers; and criminal offenders will be punished, in the case of English offenders by the Consul according to English laws, and in the case of Siamese offenders by their own laws, through the Siamese authorities; but the Consul shall not interfere in any matters referring solely to Siamese, neither will the Siamese autho-

rities interfere in questions which only concern the subjects of Her Britannic Majesty. » 1856

On the non-interference of the Consul with the Siamese, or of the Siamese with British subjects, the said Royal Commissioners desire, in the first place, to state that while, for natural reasons, they fully approve of the Consul holding no jurisdiction over Siamese in their own country, the Siamese authorities, on the other hand, will feel themselves bound to call on the Consul to apprehend and punish British subjects who shall commit, whilst in Siamese territory, any grave infractions of the laws, such as cutting, wounding, or inflicting other serious bodily harm. But in disputes, or in offences of a slighter nature, committed by British subjects among themselves, the Siamese authorities will refrain from all interference.

With reference to the punishment of offences, or the settlement of disputes, it is agreed :

That all criminal cases in which both parties are British subjects, or in which the defendant is a British subject, shall be tried and determined by the British Consul alone. All criminal cases in which both parties are Siamese, or in which the defendant is a Siamese, shall be tried and determined by the Siamese authorities alone.

That all civil cases in which both parties are Siamese, or in which the defendant is a British subject, shall be heard and determined by the British Consul alone. All civil cases in which both parties are Siamese, or in which the defendant is a Siamese, shall be heard and determined by the Siamese authorities alone.

That whenever a British subject has to complain against a Siamese, he must make his complaint through the British Consul, who will lay it before the proper Siamese authorities.

That in all cases in which Siamese or British subjects are interested, the Siamese authorities in the one case, and the British Consul in the other, shall be at liberty to attend at, and listen to, the investigation of the case; and copies of the proceedings will be furnished from time to time, or whenever desired, to the Consul or the Siamese authorities, until the case is concluded.

That although the Siamese may interfere so far with British subjects, as to call upon the Consul, in the manner stated in this Article, to punish grave offences when committed by British subjects, it is agreed that—

British subjects, their persons, houses, premises, lands, ships, or property of any kind, shall not be seized, injured, or in any way

1856 interfered with by the Siamese. In case of any violation of this stipulation, the Siamese authorities will take cognizance of the case, and punish the offenders. On the other hand, Siamese subjects, their persons, houses, premises, or property of any kind, shall not be seized, injured, or in any way interfered with by the English; and the British Consul will investigate and punish any breach of this stipulation.

Art. III. *On the right of British Subjects to dispose of their Property at will.* By the IVth Article of the Treaty, British subjects are allowed to purchase in Siam « houses, gardens, fields, or plantations. » It is agreed, in reference to this stipulation, that British subjects, who have accordingly purchased houses, gardens, fields, or plantations, are at liberty to sell the same to whomsoever they please. In the event of a British subject dying in Siam, and leaving houses, lands, or other property, his relations, or those persons who are heirs according to English law, shall receive possession of the said property; and the British Consul, or some one appointed by the British Consul, may proceed at once to take charge of the said property on their account. If the deceased should have debts due to him by the Siamese, or other persons, the Consul can collect them; and if the deceased should owe money, the Consul shall liquidate his debts as far as the estate of the deceased shall suffice.

Art. IV. *On the Taxes, Duties, or other Charges leviable on British Subjects.* The IVth Article of the Treaty provides for the payment on the lands held or purchased by British subjects, of « the same taxation that is levied on Siamese subjects. » The taxes here alluded to are those set forth in the annexed Schedule. Again, it is stated in the VIIIth Article, that « British subjects are to pay import and export duties according to the tariff annexed to the Treaty. » For the sake of greater distinctness, it is necessary to add to these two clauses the following explanation, namely, that beside the land tax and the import and export duties, mentioned in the aforesaid Articles, no additional charge or tax of any kind may be imposed upon a British subject, unless it obtain the sanction both of the Supreme Siamese authorities and the British Consul.

Art. V. *On Passes and Port Clearances.* The Vth Article of the Treaty provides that passports shall be granted to travellers, and the Vth Article of the Regulations that port-clearances shall be furnished to ships. In reference thereto, the said Royal Commissioners, at the request of Mr. Parkes, agree that the passports to

be given to British subjects travelling beyond the limits assigned 1856
by the Treaty for the residence of British subjects, together with the passes for cargo-boats and the port-clearances of British ships, shall be issued within twenty-four hours after formal application for the same shall have been made to the proper Siamese authorities; but if reasonable cause should, at any time, exist for delaying or withholding the issue of any of these papers, the Siamese authorities must at once communicate it to the Consul.

Passports for British subjects travelling in the interior, and the port-clearances of British ships, will be granted by the Siamese authorities free of charge.

Art. VI. *On the Prohibition of the Exportation of Rice, Salt, and Fish, and on the Duty on Paddy.* The VIIIth Article of the Treaty stipulates, that « whenever a scarcity may be apprehended of salt, rice, and fish, the Siamese Government reserve to themselves the right of prohibiting by public proclamation the exportation of these articles. »

Mr. Parkes, in elucidation of this clause, desires an agreement to this effect, namely, that a month's notice shall be given by the Siamese authorities to the Consul, prior to the enforcement of the prohibition, and that British subjects who may previously obtain special permission from the Siamese authorities to export a certain quantity of rice which they have already purchased, may do so even after the prohibition comes in force. Mr. Parkes also requests that the export duty on paddy should be half of that on rice, namely, two ticals per koyan.

The said Royal Commissioners having in view the fact that rice forms the principal sustenance of the nation, stipulate that on the breaking out of war or rebellion, the Siamese may prohibit the trade in rice, and may enforce the prohibition so long as the hostilities thus occasioned shall continue. If a dearth should be apprehended on account of the want or excess of rain, the Consul will be informed one month previous to the enforcement of the prohibition British merchants who obtain the Royal permission, upon the issue of the proclamation, to export a certain quantity of rice which they have already purchased, may do so, irrespective of the prohibition to the contrary; but those merchants who do not obtain the Royal permission will not be allowed, when the prohibition takes effect, to export the rice they may already have purchased. The prohibition shall be removed as soon as the cause of its being imposed shall have ceased to exist.

1856 Paddy may be exported on payment of a duty of two ticals per koyan, or half the amount levied on rice.

Art. VII. *On Permission to import Gold-Leaf as Bullion.* Under the VIIIth Article of the Treaty, bullion may be imported or exported free of charge. With reference to this clause, the said Royal Commissioners, at the request of Mr. Parkes, agree that foreign coins of every denomination, gold and silver in bars or ingots, and gold-leaf, may be imported free; but manufactured articles in gold and silver, plated ware, and diamonds or other precious stones, must pay an import duty of 3 per cent.

Art. VIII. *On the establishment of a Custom-house.* The said Royal Commissioners, at the request of Mr. Parkes, and in conformity with the intent of the VIIIth Article of the new Treaty, agree to the immediate establishment of a custom-house, under the superintendence of a high Government functionary, for the examination of all goods landed or shipped, and the receipt of the import and export duties due thereon. They further agree that the business of the custom-house shall be conducted under the regulations annexed to this Agreement.

Art. IX. *On the subsequent Taxation of Articles now free from duty.* Mr. Parkes agrees with the said Royal Commissioners that whenever the Siamese Government deem it to be beneficial for the country to impose a single tax or duty on any article not now subject to a public charge of any kind, they are at liberty to do so, provided that the said tax be just and reasonable.

Art. X. *On the Boundaries of the Four-Mile Circuit.* It is stipulated in the IVth Article of the Treaty, that « British subjects coming to reside at Bangkok, may rent land and buy or build houses, but cannot purchase lands within a circuit of 200 *sen* (not more than four miles English) from the city walls, until they shall have lived in Siam for ten years, or shall obtain special authority from the Siamese Government to enable them to do so. »

The points to which this circuit extends, due north, south, east, and west of the city, and the spot where it crosses the river below Bangkok, have accordingly been measured by officers on the part of the Siamese and English; and their measurements, having been examined and agreed to by the said Royal Commissioners and Mr. Parkes, are marked by stone pillars placed at the undermentioned localities, viz. :—

On the North. One *sen* north of Wat Kemabhirataram.

On the East. Six *sen* and seven fathoms south-west of Wat Bangkapi.

On the South. About nineteen *sen* south of the village of Bang- 1856
pakeo.

On the West. About two *sen* south-west of the village of Bangphrom.

The pillars marking the spot where the circuit line crosses the river below Bangkok are placed on the left bank three *sen* below the village of Bangmanau, and on the right bank about one *sen* below the village of Banglampuluen.

Art. XI. *On the Boundaries of the Twenty-four hours' Journey.* It is stipulated in the IVth Article of the Treaty, that « excepting within the circuit of four miles, British merchants in Siam may at any time buy or rent houses, lands, or plantations, situated anywhere within a distance of twenty-four hours' journey from the city of Bangkok, to be computed by the rate at which boats of the country can travel. »

The said Royal Commissioners and Mr. Parkes have consulted together on this subject, and have agreed that the boundaries of the said twenty-four hours' journey shall be as follows :—

1. *On the North.* The Bangputsa Canal from its mouth on the Chow Phya River, to the old city walls of Lobpury ; and a straight line from Lobpury to the landing-place of Tha Phra-ngam, near to the town of Saraburi, on the River Pasak.

2. *On the East.* A straight line drawn from the landing-place of Tha Phra-ngam to the junction of the Klongkut Canal with the Bangpakong River ; the Bangpakong River from the junction of the Klongkut Canal to its mouth, and the coast from the mouth of the Bangpakong River, to the Isle of Srimaharajah, to such distance inland as can be reached within twenty-four hours' journey from Bangkok.

3. *On the South.* The Isle of Srimaharajah and the Islands of Se Chang, on the east side of the Gulf ; and the city of Petchaburi, on the west side.

4. *On the West.* The western coast of the Gulf to the mouth of the Meklong river, to such a distance inland as can be reached within twenty-four hours' journey from Bangkok. The Meklong river, from its mouth to the city walls of Rajpury ; a straight line from the city walls of Rajpury to the town of Subharnapury ; and a straight line from the town of Subharnapury to the mouth of the Bangputsa Canal, on the Chow Phya river.

Art. XII. *On the incorporation in the Treaty of this Agreement.* The said Royal Commissioners agree, on the part of the Siamese

1856 Government, to incorporate all the Articles of this Agreement in the Treaty concluded by the Siamese Plenipotentiaries and Sir John Bowring, on the 18th April, 1855, whenever this shall be desired by Her Britannic Majesty's Plenipotentiary.

In witness whereof, etc.

Schedule of Taxes on Garden-ground, Plantations, or other Lands.

SECTION I.—Trenched or raised lands planted with the following sorts of fruit-trees are subject to the long assessment, which is calculated on the trees grown on the land, and not on the land itself; and the amount to be collected annually by the proper officers, and paid by them into the Royal Treasury, is endorsed on the title-deeds or official certificate of tenure.

1. *Betel-nut Trees.* 1st Class (Makek), height of stem from 3 to 4 fathoms, pay per tree . . . . . 138 cowries.
   2nd Class (Makto), height of stem from 5 to 6 fathoms, pay per tree . . . . . 128 cowries.
   3rd Class (Maktri), height of stem from 7 to 8 fathoms, pay per tree . . . . . 118 cowries.
   4th Class (Mak Pakarai), trees just commencing to bear, pay per tree . . . . . 128 cowries.
   5th Class (Mak lek) height of stem from 1 *sok* and upwards to size of 4th class, pay per tree . . . . 50 cowries.
2. *Cocoa-nut Trees.* Of all sizes from 1 *sok* and upwards in height of stem, pay per three trees . . . . . 1 salung.
3. *Siri Vines.* All sizes from 5 *sok* in height and upwards pay per tree or pole when trained on tunglang trees . 200 cowries.
4. *Mango Trees.* Stem of 4 *kam* in circumference at the height of 3 *sok* from the ground, or from that size and upwards, pay per tree . . . . . 1 fuang.
5. *Map'rang Trees.* Are assessed at the same rate as mango trees.
6. *Durian Trees.* Stem of 4 *kam* in circumference at the height of 3 *sok* from the ground, or from that size and upwards, pay per tree . . . . . 1 tical.
7. *Mangosteen Trees.* Stem of 2 *kam* in circumference at the height of 1½ *sok* from the ground, pay per tree . . . . . 1 fuang.
8. *Langsat Trees.* Are assessed at the same rate as Mangosteen trees.

Note.—The long assessment is made under ordinary circumstances once only in each reign, and plantations or lands having

once been assessed at the above-mentioned rates, continue to pay 1856
the same annual sum, which is endorsed on the official certificate of tenure (subject to remissions granted in case of the destruction of the trees by drought or flood) until the next assessment is made, regardless of the new trees that may have been planted in the interval, or the old trees that may have died off. When the time for a new assessment arrives, a fresh account of the trees is taken, those that have died since the former one being omitted, and those that have been newly planted being inserted, provided they have obtained the above-stated dimensions; otherwise they are free of charge.

SECTION II.—Trenched or raised lands planted with the following eight sorts of fruit-trees are subject to an annual assessment, calculated on the trees grown on the lands, in the following manner, that is to say:

1. *Orange Trees.* Five kinds (Som Kio wan, Som pluck bang, Som l'eparot, Som Kao Sungö), stem of 6 *ngiu* in circumference close to the ground, or from that size and upwards, pay per ten trees . . . . . 1 fuang.
All other kinds of orange trees of the same size as the above, pay per fifteen trees . . . . . 1 fuang.
2. *Jack-fruit Trees.* Stem of 6 *kam* in circumference, at the height of 2 *sok* from the ground, or from that size and upwards, pay per 15 trees . . . . . 1 fuang.
3. *Bread-fruit Trees.* Are assessed at the same rate as jack-fruit trees.
4. *Mak Fai Trees.* Stem of 4 *kam* in circumference, at the height of 2 *sok* from the ground, or from that size and upwards, pay per 12 trees . . . . . 1 fuang.
5. *Guava Trees.* Stem of 2 *kam* in circumference, at the height of 1 *kub* from the ground, or from that size and upwards, pay per 12 trees . . . . . 1 fuang.
6. *Saton Trees.* Stem of 6 *kam* in circumference, at the height of 2 *sok* from the ground, or from that size and upwards, pay per 5 trees . . . . . 1 fuang.
7. *Rambutan Trees.* Stem of 4 *kam* in circumference, at the height of 2 *sok* from the ground, or from that size and upwards, pay per 5 trees . . . . . 1 fuang.
8. *Pine Apples.* Pay per 1,000 plants . . . . 1 salung 1 fuang.

SECTION III. — The following six kinds of fruit-trees, when planted in trenched or untrenched lands, or in any other manner than as plantations subject to the long assessment described in Section I, are assessed annually at the undermentioned rates: —

1856

Mangoes	1 fuang	per tree.
Tamarinds	1 do.	per 2 trees.
Custard Apples	1 do.	per 20 do.
Plantains	1 do.	per 50 roots.
Siri Vines (trained on poles)	1 do.	per 12 vines.
Pepper Vines	1 do.	per 12 do.

SECTION IV. — Trenched or raised lands planted with annuals of all sorts, pay a land tax of 1 salung and 1 fuang per *rai* for each crop.

An annual fee of 3 salungs and 1 fuang is also charged by the Nairowang (or local tax collector) for each lot or holding of trenched land for which an official title or certificate of tenure has been taken out.

When held under the long assessment, and planted with the eight sorts of fruit-trees described in Section I, the annual fee paid to the Nairowang for each lot or holding of trenched land for which an official title or certificate of tenure has been taken out, is 2 salungs.

SECTION V.—Untrenched or low lands, planted with annuals of all sorts, pay a land tax of 1 salung and 1 fuang per *rai* for each crop.

No land tax is levied on these lands if left uncultivated.

Sixty cowries per tical are levied as expenses of testing the quality of the silver on all sums paid as taxes under the long assessment. Taxes paid under the annual assessment are exempted from this charge.

Lands having once paid a tax according to one or other of the above-mentioned rates, are entirely free from all other taxes or charges.

(*Signatures.*)

(*Suivent ici, sous le titre de* « CUSTOM-HOUSE REGULATIONS », *des stipulations concernant l'établissement et l'organisation de la douane dans la ville de Bangkok.*)

Treaty of 1826, *referred to in the Agreement of May* 13, 1856.

ART. I. The English and Siamese engage in friendship, love, and affection with mutual truth, sincerity, and candour. The Siamese must not meditate or commit evil, so as to molest the English in

any manner. The English must not meditate or commit evil, so as to molest the Siamese in any manner. The Siamese must not go and molest, attack, disturb, seize, or take any place, territory, or boundary, belonging to the English, in any country subject to the English. The English must not go and molest, attack, disturb, seize, or take any place, territory, or boundary, belonging to the Siamese, in any country subject to the Siamese. The Siamese shall settle every matter within the Siamese boundaries according to their own will and customs. 1856

Art. II. Should any place or country subject to the English do anything that may offend the Siamese, the Siamese shall not go and injure such place or country, but first report the matter to the English, who will examine into it with truth and sincerity; and if the fault lie with the English, the English shall punish according to the fault. Should any place or country subject to the Siamese do anything that may offend the English, the English shall not go and injure such place or country, but first report the matter to the Siamese, who will examine into it with truth and sincerity; and if the fault lie with the Siamese, the Siamese shall punish according to the fault. Should any Siamese place or country, that is near an English country, collect at any time an army or a fleet of boats, if the chief of the English country inquire the object of such force, the chief of the Siamese country must declare it. Should any English place or country, that is near a Siamese country, collect at any time an army or a fleet of boats, if the chief of the Siamese country inquire the object of such force, the chief of the English country must declare it.

Art. III. In places and countries belonging to the Siamese and English, lying near their mutual borders, whether to the east, west, north, or south, if the English entertain a doubt as to any boundary that has not been ascertained, the chief on the side of the English must send a letter, with some men and people from his frontier posts, to go and inquire from the nearest Siamese chief, who shall depute some of his officers and people from his frontier posts to go with the men belonging to the English chief, and point out and settle the mutual boundaries, so that they may be ascertained on both sides in a friendly manner. If a Siamese chief entertain a doubt as to any boundary that has not been ascertained, the chief on the side of the Siamese must send a letter, with some men and people from his frontier posts, to go and inquire from the nearest English chief, who shall depute some of his officers and people from his frontier posts, to go with the men belonging to

1856 the Siamese chief, and point out and settle the mutual boundaries, so that they may be ascertained on both sides in a friendly manner.

Art. IV. Should any Siamese subject run, and go and live within the boundaries of the English, the Siamese must not intrude, enter, seize, or take such person within the English boundaries, but must report and ask for him in a proper manner; and the English shall be at liberty to deliver the party or not. Should any English subject run, and go and live within the boundaries of the Siamese, the English must not intrude, enter, seize, or take such person within the Siamese boundaries, but must report and ask for him in a proper manner; and the Siamese shall be at liberty to deliver the party or not.

Art. V. The English and Siamese having concluded a Treaty, establishing a sincere friendship between them, merchants subject to the English, and their ships, junks, and boats, may have intercourse and trade with any Siamese country which has much merchandise, and the Siamese will aid and protect them, and permit them to buy and sell with facility. Merchants subject to the Siamese, and their boats, junks, and ships, may have intercourse and trade with any English country, and the English will aid and protect them, and permit them to buy and sell with facility. The Siamese desiring to go to an English country, or the English desiring to go to a Siamese country, must conform to the customs of the place or country on either side: should they be ignorant of the customs, the Siamese or English officers must explain them. Siamese subjects who visit an English country must conduct themselves according to the established laws of the English country, in every particular. English subjects who visit a Siamese country must conduct themselves according to the established laws of the Siamese country in every particular.

Art. VI. Merchants subject to the Siamese or English going to trade either in Bengal or any country subject to the English, or at Bangkok, or in any country subject to the Siamese, must pay the duties upon commerce according to the customs of the place or country, on either side; and such merchants and the inhabitants of the country shall be allowed to buy and sell without the intervention of other persons in such countries. Should a Siamese or English merchant have any complaint or suit, he must complain to the officers and governors on either side, and they will examine and settle the same, according to the established laws of the place or country on either side. If a Siamese or English merchant buy or sell without inquiring and ascertaining whether the seller or

buyer be of a good or bad character, and if he meet with a bad man who takes the property and absconds, the rulers and officers must make search and produce the person of the absconder, and investigate the matter with sincerity. If the party possess money or property, he can be made to pay, but if he do not possess any, or if he cannot be apprehended, it will be the merchant's own fault. 1856

Art. VII. A merchant subject to the Siamese or English going to trade in any English or Siamese country, and applying to build godowns or houses, or to buy or hire shops or houses in which to place his merchandize, the Siamese or English officers and rulers shall be at liberty to deny him permission to stay. If they permit him to stay, he shall land and take up his residence according to such terms as may be mutually agreed on, and the Siamese or English officers and rulers will assist and take proper care of him, preventing the inhabitants of the country from oppressing him, and preventing him from oppressing the inhabitants of the country. Whenever a Siamese or English merchant or subject who has nothing to detain him, requests permission to leave the country and to embark with his property on board of any vessel, he shall be allowed to do so with facility.

Art. VIII. If a merchant desire to go and trade in any place or country belonging to the English or Siamese, and his ship, boat, or junk meet with any injury whatever, the English or Siamese officers shall afford adequate assistance and protection. Should any vessel belonging to the Siamese or English be wrecked in any place or country, where the English or Siamese may collect any of the property belonging to such vessel, the English or Siamese officers shall make proper inquiry, and cause the property to be restored to its owner, or, in case of his death, to his heir, and the owner or heir will give a proper remuneration to the persons who may have collected the property. If any Siamese or English subject die in an English or Siamese country, whatever property he may leave shall be delivered to his heir. If the heir be not living in the same country and unable to come, and appoint a person by letter to receive the property, the whole of it shall be delivered to such person.

Art. IX. Merchants, subject to the English, desiring to come and trade in any Siamese country with which it has not been the custom to have trade and intercourse, must first go and inquire of the Governor of the country. Should any country have no merchandize, the Governor shall inform the ship that has

1856 come to trade that there is none. Should any country have merchandize sufficient for a ship, the Governor shall allow her to come and trade.

Art. X. The English and Siamese mutually agree that there shall be an unrestricted trade between them in the English countries of Prince of Wales' Island, Malacca, and Singapore, and the Siamese countries of Ligor, Merdilong Singora, Patani, Junkceylon, Queda, and other Siamese Provinces. Asiatic merchants of the English countries, not being Burmese, Peguers, or descendants of Europeans, shall be allowed to trade freely overland and by means of the rivers. Asiatic merchants, not being Burmese, Peguers, or descendants of Europeans, desiring to enter into and trade with the Siamese dominions from the countries of Mergui, Tavoy, Tenasserim, and Ye, which are now subject to the English, will be allowed to do so freely, overland and by water, upon the English furnishing them with proper certificates. But merchants are forbidden to bring opium, which is positively a contraband article in the territories of Siam; and should a merchant introduce any, the Governor shall seize, burn, and destroy the whole of it.

Art. XI. If an Englishman desire to transmit a letter to any person in a Siamese or other country, such person only, and no other, shall open and look into the letter. If a Siamese desire to transmit a letter to any person in an English or other country, such person only, and no other, shall open and look into the letter.

Art. XII. Siam shall not go and obstruct or interrupt commerce in the States of Tringano and Calantau. English merchants and subjects shall have trade and intercourse in future with the same facility and freedom as they have heretofore had, and the English shall not go and molest, attack, or disturb those States upon any pretence whatever.

Art. XIII. The Siamese engage to the English, that the Siamese shall remain in Queda, and take proper care of that country, and of its people; the inhabitants of Prince of Wales' Island and of Queda shall have trade and intercourse as heretofore; the Siamese shall levy no duty upon stock and provisions, such as cattle, buffaloes, poultry, fish, paddy, and rice, which the inhabitants of Prince of Wales' Island or ships there may have occasion to purchase in Queda; and the Siamese shall not farm the mouths of rivers or any streams in Queda, but shall levy fair and proper import and export duties. The Siamese further engage, that when

Chao Phya of Ligor returns from Bangkok, he shall release the 1856
slaves, personal servants, family, and kindred belonging to the former Governor of Queda, and permit them to go and live wherever they please. The English engage to the Siamese, that the English do not desire to take possession of Queda, that they will not attack or disturb it, *nor permit the former Governor of Queda, or any of his followers, to attack, disturb, or injure in any manner the territory of Queda, or any other territory subject to Siam. The English engage that they will make arrangements for the former Governor of Queda to go and live in some other country, and not at Prince of Wales' Island or Prye, or in Perak, Salengore, or any Burmese country. If the English do not let the former Governor of Queda go and live in some other country, as here engaged, the Siamese may continue to levy an export duty upon paddy and rice in Queda.* [1] The English will not prevent any Siamese, Chinese, or other Asiatics at Prince of Wales' Island, from going to reside in Queda if they desire it.

Art. XIV. The Siamese and English mutually engage that the Rajah of Perak shall govern his country according to his own will. Should he desire to send the gold and silver flowers to Siam as heretofore, the English will not prevent his doing as he may desire. If Chao Phya of Ligor desire to send down to Perak, with friendly intentions, forty (40) or fifty (50) men, whether Siamese, Chinese, or other Asiatic subjects of Siam, or if the Rajah of Perak desire to send any of his ministers or officers to seek Chao Phya of Ligor, the English shall not forbid them. The Siamese or English shall not send any force to go and molest, attack, or disturb Perak. The English will not allow the State of Salengore to attack or disturb Perak, and the Siamese shall not go and attack or disturb Salengore. The arrangements stipulated in these two Articles respecting Perak and Queda, Chao Phya of Ligor shall execute as soon as he returns home from Bangkok.

The fourteen Articles of this Treaty let the great and subordinate Siamese and English officers, together with every great and small province, hear, receive, and obey without fail. Their Excellencies the Ministers of high rank at Bangkok, and Captain Henry Burney, whom the Right Honourable Lord Amherst, Governor of Bengal, deputed as an Envoy to represent his Lordship, framed this Treaty together in the presence of Prince Krom Meun Soorin Thiraksa, in the city of the sacred and great Kingdom of Si-a-yoo-tha-yă.

[1] The clauses in italics had already been annulled at the request of the Court of Siam.

1856 The Treaty, written in the Siamese, Malayan, and English languages, was concluded on Tuesday, the first day of the seventh decreasing moon, 1188, year dog 8, according to the Siamese era, corresponding with the twentieth day of June, 1826, of the European era.

Both copies of the Treaty are sealed and attested by their Excellencies the Ministers, and by Captain Henry Burney. One copy Captain Henry Burney will take for the ratification of the Governor of Bengal; and one copy, bearing the Royal seal, Chao Phya of Ligor will take and place at Queda. Captain Burney appoints to return to Prince of Wales' Island in seven months, in the second moon of the year dog 8, and to exchange the ratifications of this Treaty with Phra Phak-di-Bori-rak, at Queda. The Siamese and English shall form a friendship that shall be perpetuated, that shall know no end or interruption as long as Heaven and Earth endure.

(A literal translation from the Siamese.)

Commercial Agreement annexed to the Treaty of 1826.

Their Excellencies the Ministers and Captain Henry Burney having settled a Treaty of Friendship, consisting of fourteen Articles, now frame the following Agreement with respect to English vessels desiring to come and trade in the city of the sacred and great Kingdom of Si-a-yoo-tha-yă (Bangkok):—

Art. I. Vessels belonging to the subjects of the English Government, whether Europeans or Asiatics, desiring to come and trade at Bangkok, must conform to the established laws of Siam in every particular. Merchants coming to Bangkok are prohibited from purchasing paddy or rice for the purpose of exporting the same as merchandize; and if they import fire-arms, shot, or gunpowder, they are prohibited from selling them to any party but to the Government. Should the Government not require such fire-arms, shot, or gunpowder, the merchants must re-export the whole of them. With exception to such warlike stores, and paddy, and rice, merchants subjects of the English, and merchants at Bangkok, may buy and sell without the intervention of any other person, and with freedom and facility. Merchants coming to trade shall pay at once the whole of the duties and charges consolidated according to the breadth of the vessel.

If the vessel bring an import cargo, she shall be charged seventeen hundred (1,700) ticals for each Siamese fathom in breadth.

If the vessel bring no import cargo, she shall be charged fifteen hundred (1,500) ticals for each Siamese fathom in breadth. 1856

No import, export, or other duty shall be levied upon the buyers or sellers from or to English subjects.

Art. II. Merchant-vessels, the property of English subjects, arriving off the bar, must first anchor and stop there; and the commander of the vessel must despatch a person with an account of the cargo, and a return of the people, guns, shot, and powder on board the vessel, for the information of the Governor, at the mouth of the river, who will send a pilot and interpreter to convey the established regulations to the commander of the vessel. Upon the pilot bringing the vessel over the bar, she must anchor and stop below the chokey, which the interpreter will point out.

Art. III. The proper officers will go on board the vessel and examine her thoroughly; and after the guns, shot, and powder have been removed and deposited at Paknam (port at the mouth of the Menam), the Governor of Paknam will permit the vessel to pass up to Bangkok.

Art. IV. Upon the vessel arriving at Bangkok, the officers of the Customs will go on board and examine her, open the hold, and take an account of whatever cargo may be on board; and after the breadth of the vessel has been measured and ascertained, the merchants will be allowed to buy and sell according to the first Article of this Agreement. Should a vessel, upon receiving an export cargo, find that she cannot cross the bar with the whole, and that she must hire cargo-boats to take down a portion of the cargo, the officers of the Customs and chokeys shall not charge any further duty upon such cargo-boats.

Art. V. Whenever a vessel or cargo-boat completes her lading, the commander of the vessel must go and ask Chao Phya Phra Khlang for a port clearance, and if there be no cause for detention, Chao Phya Phra Khlang shall deliver the port-clearance without delay. When the vessel upon her departure arrives at Paknam, she must anchor, and stop at the usual chokey; and after the proper officers have gone on board and examined her, the vessel may receive her guns, shot, and powder, and take her departure.

Art. VI. Merchants, being subjects of the English Government, whether Europeans or Asiatics, the commanders, officers, lascars, and the whole of the crew of vessels, must conform to the established laws of Siam and to the stipulations of this Treaty, in

1856 every particular. If merchants of every class do not observe the Articles of this Treaty, and oppress the inhabitants of the country, become thieves or bad men, kill men, speak offensively of, or treat disrespectfully, any great or subordinate officers of the country, and the case become important in any way whatever, the proper officers shall take jurisdiction of it, and punish the offender. If the offence be homicide, and the officers, upon investigation, see that it proceeded from evil intention, they shall punish with death. If it be any other offence, and the party be the commander or officer of a vessel, or a merchant, he shall be fined. If he be of a lower rank, he shall be whipped or imprisoned, according to the established laws of Siam. The Governor of Bengal will prohibit English subjects, desiring to come and trade at Bangkok, from speaking disrespectfully or offensively to or of the great officers in Siam. If any person at Bangkok oppress any English subject, he shall be punished according to his offence in the same manner.

The six Articles of this Agreement let the officers at Bangkok, and merchants subject to the English, fulfil and obey in every particular.

(A literal translation from the Siamese.)

(*Suivent les signatures.*)

FRANCE ET PERSE.

Traité d'amitié et de commerce entre la France et la Perse, signé à Téhéran, le 12 Juillet 1855 (27 du mois de Chawat de l'Hégire, l'année 1271), ratifié en Décembre 1856.

Au nom de Dieu clément et miséricordieux.

Sa Haute Majesté l'empereur Napoléon, dont l'élévation est pareille à celle de la planète Saturne, à qui le soleil sert d'étendard, l'astre lumineux du firmament des têtes couronnées, le soleil du ciel de la royauté, l'ornement du diadême, la splendeur des étendards, insignes impériaux, le monarque illustre et libéral;

Et S. M. élevée comme la planète de Saturne, le souverain à qui le soleil sert d'étendard, dont la splendeur et la magnificence sont

pareilles à celles des cieux, le souverain sublime, le monarque 1856
dont les armées sont nombreuses comme les étoiles, dont la grandeur rappelle celle de Djemschid, dont la munificence égale celle de Darius, l'héritier de la couronne et du trône des Keyaniens, l'empereur sublime et absolu de toute la Perse ;

L'un et l'autre, également et sincèrement désireux d'établir des rapports d'amitié entre les deux États, ont voulu les consolider par un traité d'amitié et de commerce réciproquement avantageux et utile aux sujets des deux hautes puissances contractantes ;

A cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Et les deux plénipotentiaires s'étant réunis à Téhéran, ayant échangé leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. I. A dater de ce jour et à perpétuité, il y aura amitié sincère et une constante bonne intelligence entre l'empire de France et tous les sujets français, et l'empire de Perse et tous les sujets persans.

Art. II. Les ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires, qu'il plairait à chacune des deux hautes puissances contractantes d'envoyer et d'entretenir auprès de l'autre, seront reçus et traités, eux et tout le personnel de leur mission, comme sont reçus et traités, dans les deux pays respectifs, les ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires des nations les plus favorisées, et ils y jouiront, de tout point, des mêmes prérogatives et immunités.

Art. III. Les sujets des deux hautes parties contractantes, voyageurs, négociants, industriels et autres, soit qu'ils se déplacent, soit qu'ils résident sur le territoire de l'un ou de l'autre empire, seront respectés et efficacement protégés par les autorités du pays et leurs propres agents, et traités, à tous égards, comme le sont les sujets de la nation la plus favorisée.

Ils pourront réciproquement apporter, par terre et par mer, dans l'un et l'autre empire, et en exporter toute espèce de marchandises et de produits, les vendre, les échanger, les acheter, les transporter en tous lieux sur le territoire de l'un et de l'autre État.

Art. IV. Les marchandises importées ou exportées par les sujets respectifs des deux hautes parties contractantes ne paieront dans l'un et l'autre État, soit à l'entrée, soit à la sortie, que les mêmes droits que paient à l'entrée et à la sortie, dans l'un et l'autre État, les marchandises et produits importés et exportés par les marchands

1856 et sujets de la nation la plus favorisée ; et nulle taxe exceptionnelle ne pourra, sous aucun nom et sous aucun prétexte, être réclamée dans l'un comme dans l'autre État.

Art. V. Les procès, contestations et disputes qui, dans l'empire de Perse, viendraient à s'élever entre sujets français, seront référés, en totalité, à l'arrêt et à la décision de l'agent ou consul français qui résidera dans la province où ces procès, contestations et disputes auraient été soulevés, ou dans la province la plus voisine. Il en décidera d'après les lois françaises.

Les procès, contestations et disputes soulevés en Perse entre des sujets français et des sujets persans seront portés devant le tribunal persan, juge ordinaire de ces matières, au lieu où résidera un agent ou un consul français, et discutés et jugés selon l'équité, en présence d'un employé de l'agent ou du consul français.

Les procès, contestations et disputes soulevés en Perse entre des sujets français et des sujets appartenant à d'autres puissances également étrangères seront jugés et terminés par l'intermédiaire de leurs agents ou consuls respectifs.

En France, les sujets persans seront également, dans toutes leurs contestations, soit entre eux, soit avec des sujets français ou étrangers, jugés suivant le mode adopté dans cet empire envers les sujets de la nation la plus favorisée.

Quant aux affaires de la juridiction criminelle dans lesquelles seraient compromis des sujets français en Perse, des sujets persans en France, elles seront jugées en France et en Perse suivant le mode adopté dans les deux pays envers les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. VI. En cas de décès de l'un de leurs sujets respectifs sur le territoire de l'un ou de l'autre État, sa succession sera remise intégralement à la famille ou aux associés du défunt, s'il en a. Si le défunt n'avait ni parents ni associés, sa succession, dans l'un comme dans l'autre pays, serait remise à la garde de l'agent ou du consul de la nation du sujet décédé, pour que celui-ci en fasse l'usage convenable, conformément aux lois et coutumes de son pays.

Art. VII. Pour la protection de leurs sujets et de leur commerce respectifs, et pour faciliter de bonnes et équitables relations entre les sujets des deux États, les deux hautes parties contractantes se réservent la faculté de nommer, chacune, trois consuls. Les consuls de France résideront à Téhéran, à Bender-Bouchir, à Tauris.

Les consuls de Perse résideront à Paris, à Marseille, et à l'île de la Réunion (Bourbon). 1856

Ces consuls des deux hautes puissances contractantes jouiront réciproquement, sur le territoire de l'un et de l'autre empire où sera établie leur résidence, du respect, des priviléges et des immunités accordés dans l'un et dans l'autre empire aux consuls de la nation la plus favorisée.

Art. VIII. Le présent traité de commerce et d'amitié, cimenté par la sincère amitié et la confiance qui règnent entre les deux empires bien conservés de France et de Perse, sera, Dieu aidant, fidèlement observé et maintenu, de part et d'autre, à perpétuité, et les plénipotentiaires des deux hautes parties contractantes s'engagent à échanger les ratifications impériales de leurs augustes souverains, soit à Téhéran, soit à Paris, dans l'espace de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

BELGIQUE ET PRUSSE.

Déclaration échangée entre la Prusse et la Belgique, relative à l'arrestation des marins respectifs déserteurs, à Berlin, le 30 *Octobre* 1856.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, d'après les ordres de son gouvernement, déclare ce qui suit :

Les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls de S. M. le roi de Prusse pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de la Belgique.

A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes et justifieront par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament, faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise leur sera accordée.

1856 Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de la Belgique, seront exceptés de la présente disposition.

Si le déserteur avait commis quelque délit en Belgique, son renvoi serait différé jusqu'à ce que le tribunal compétent eût rendu son jugement, et que ce jugement eût reçu son exécution.

La présente déclaration, à charge de réciprocité de la part du gouvernement de S. M. le roi de Prusse, sortira ses effets six semaines après sa date, et jusqu'à notification contraire.

(*Signature.*)

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement prussien à celui de Belgique.)

FRANCE ET VÉNÉZUÉLA.

Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Vénézuéla, le 23 *Mars* 1856.

FRANCE ET HANOVRE.

Déclaration échangée entre la France et le Hanovre, pour l'abolition de tous les droits de navigation et de port des bâtiments respectifs en cas de relâche forcée ; du 10 *Avril* 1856.

FRANCE ET SUÈDE. 1856

Déclaration échangée entre la France et la Suède, relative à l'extradition des matelots respectifs déserteurs, du 15 Mai 1856.

FRANCE ET SAXE ROYALE.

Convention entre la France et la Saxe royale, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Dresde, le 19 Mai 1856.

GRANDE-BRETAGNE ET PRUSSE.

Convention supplémentaire à celle du 13 Mai 1846, entre la Grande-Bretagne et la Prusse, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Londres, le 14 Juin 1856.

AUTRICHE ET MODÈNE.

Convention entre l'Autriche et Modène, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 23 Juin 1856.

Convention entre les mêmes, pour l'extradition réciproque des déserteurs ; en Août 1856.

1856 AUTRICHE ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention entre l'Autriche et les États-Unis d'Amérique, pour l'extradition des criminels, signée à Washington, le 3 Juillet 1856.

FRANCE ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention postale entre la France et la Grande-Bretagne, signée le 24 Septembre 1856.

FRANCE ET PARME.

Convention entre la France et les États de Parme, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Paris, le 14 Novembre 1856.

FRANCE ET FRANCFORT.

Traité entre la France et la ville libre de Francfort, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signé à Francfort, le 2 Décembre 1856.

AUTRICHE ET LE SAINT-SIÉGE.

Convention entre l'Autriche et le Saint-Siége, pour l'extradition des malfaiteurs, signée le 5 Décembre 1856.

ADDENDA.

PORTE OTTOMANE ET PERSE.

Traité de paix entre la Porte Ottomane et la Perse, signé à Erzéroum, le 20 Mai 1846. (Le 16 Djémazi-ul-Ahir 1263 de l'Hégire, ratifié et échangé dans les premiers jours du mois de Mars 1847 [vers le commencement de Rebiul-Ahir 1264]).[1]

(Traduction du turc.)

Art. I. Les deux puissances musulmannes conviennent mutuellement de laisser tomber toutes prétentions pécuniaires qu'elles ont réciproquement réclamées jusqu'à présent. Il est bien entendu que cela ne touche en rien les réclamations particulières dont traite le quatrième article.

Art. II. Sa Majesté le roi de Perse s'engage à céder à l'empire ottoman tout le territoire plat, c'est-à-dire, la partie occidentale de la province de Zohab; et Sa Majesté Impériale le Sultan s'engage à céder au royaume de Perse tout le territoire montagneux de la dite province, y comprise la vallée de Guérende. En même temps, le gouvernement persan promet formellement de ne jamais soulever d'objections en tout ce qui concerne le droit de possession de S. M. Impériale le Sultan sur la ville et la province de Suleimaniyé, ainsi que de renoncer à toute prétention ultérieure, concernant la dite province. De son côté, la Sublime-Porte promet de considérer comme dépendants du royaume de Perse la ville de

[1] La traduction de ce document ne nous étant parvenue que dans les derniers jours de l'année 1856, nous regrettons de n'avoir pu lui assigner une place dans le VIe vol. de ce *Recueil*. (*Voir* aussi la note placée à la page 429.)

Mohammara, Dzésiret-ul-Hideï, Lenguerguah, ainsi que tous les terrains situés à l'Orient, c'est-à-dire sur la rive gauche, de Chat-el-Arab et qui appartiennent à des tribus reconnues comme sujets de S. M. le roi de Perse.

Les bâtiments persans auront le droit de naviguer librement la susdite rivière, à commencer de son embouchure jusqu'au point de jonction des deux pays limitrophes.

Art. III. Les hautes parties contractantes, renonçant par le présent traité à toutes autres prétentions territoriales, sont convenues d'envoyer incontinent des commissaires et des ingénieurs chargés de régler les limites des deux États, conformément aux termes de l'article précédent.

Art. IV. Des commissaires spéciaux seront immédiatement envoyés de part et d'autre pour examiner avec équité et décider impartialement la question des dommages, causés d'une part ou de l'autre depuis l'époque de l'acceptation par la Sublime-Porte et le gouvernement de Perse de l'intervention amicale, que les deux grandes puissances médiatrices ont proposée au mois de Dgémazi-ul-ulla 1261. Ces commissaires seront aussi chargés de régler la question relative au droit de pâturage, à percevoir du jour de sa suspension.

Art. V. La Sublime-Porte promet de confiner dans la ville de Brousse les princes persans réfugiés et de ne leur permettre à s'absenter de la dite ville ou d'entretenir des correspondances secrètes avec la Perse. Quant aux autres réfugiés, les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à agir d'après l'ancienne convention d'Erzéroum.

Art. VI. Les négociants persans payeront pour toutes leurs marchandises importées dans l'empire ottoman, en nature ou *ad valorem*, les droits de douane stipulés dans le traité d'Erzéroum qui a été conclu en 1238. Il ne leur sera rien demandé en sus.

Art. VII. La Sublime-Porte promet de faire observer les priviléges accordés par les anciens traités aux pélerins persans, afin que ceux-ci puissent visiter en pleine sécurité et sans éprouver aucune violence, les Lieux-Saints situés dans l'empire ottoman. Dans le but de consolider les relations amicales qu'il convient aux deux puissances musulmannes, ainsi qu'à leurs sujets respectifs d'entretenir toujours, la Sublime-Porte promet également de prendre les mesures les plus convenables pour que les autres sujets persans puissent, sans distinction, jouir des mêmes priviléges accordés aux pélerins, et pour qu'ils ne subissent dans l'exercice de leur

commerce ou dans la poursuite de leurs autres affaires, aucun acte de violence, d'agression et de manque d'égards.

Dans les villes saintes de Mecque et de Médine excepté, S. M. Impériale le Sultan ayant bien voulue admettre la nomination dans l'empire ottoman de consuls chargés de protéger le commerce et les intérêts des sujets et négociants de S. M. le roi de Perse, ces consuls jouiront de tous les priviléges et immunités inhérents à leurs qualités et fonctions et qui sont accordés aux consuls des autres puissances amies. De son côté, S. M. le roi de Perse s'engage à faire observer une parfaite réciprocité de procédés envers les consuls que la Sublime-Porte jugera convenable de nommer partout, sans exception, dans les États persans, ainsi qu'envers les sujets et les négociants ottomans voyageant en Perse.

Art. VIII. Les deux grandes puissances musulmannes s'entendront sur les moyens propres à reprimer le brigandage et le vol exercés par les tribus nomades, qui se tiennent sur les frontières des deux pays. Dans ce but, elles placeront des troupes dans des lieux convenables. Les gouvernements ottoman et persan prennent également et réciproquement l'engagement de poursuivre avec rigueur les assassinats, les vols, en général, tout acte d'agression qui serait exercé dans les États de S. M. Impériale le Sultan et de S. M. le roi de Perse au préjudice de leurs sujets respectifs. Il sera permis, une fois pour toutes, aux tribus dont la dépendance est contestée, de choisir librement et de fixer volontairement leur séjour; quant aux tribus dont la dépendance n'est pas contestée, elles seront forcées de rentrer dans les États de leur souverain légitime.

Art. IX. Excepté les stipulations changées ou abolies par le présent traité, les articles contenus dans tous les autres traités en général et dans celui d'Erzéroum en particulier, conclu l'an 1238, conservent leur pleine et entière valeur et seront considérés comme insérés, mot à mot, dans la présente convention.

Il est convenu entre les deux hautes parties contractantes que le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

FIN DU TOME SEPTIÈME.

TABLE

DES TRAITÉS, CONVENTIONS

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES

(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES),

RENFERMÉS

DANS CE VOLUME.

ALLEMAGNE.

ÉTATS DU ZOLLVEREIN.

(*Voir aussi* PRUSSE.)

			P.
1852.	18 Févr.	BELGIQUE. — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 1er Sept. 1844, signée à *Berlin*.	20
1853.	4 Avril.	Traité entre les États de l'association de commerce et de douane allemande, touchant la prolongation du *Zollverein* et l'annexion du *Steuerverein*, signé à *Berlin*.	212
1855.	10 Juill.	MEXIQUE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Mexique*.	393
1856.	26 Janv.	BRÊME. — Traité de commerce entre la Prusse, le Hanovre et la Hesse électorale, pour eux et au nom des autres États du *Zollverein*, d'une part, et la ville libre anséatique de Brême de l'autre part, signé à *Brême*.	440
1856.	7 Juill.	DEUX-SICILES. — Déclaration échangée entre la Prusse, pour elle et au nom des autres États de l'association de douanes et de commerce allemande, relative à l'extension à donner à la liberté de la navigation stipulée par le traité de commerce et de navigation du 27 Janv. 1847.	545

ÉTATS RIVERAINS DU RHIN. P.

1852. 25 Août. XXe Article supplémentaire à la convention du 31 Mars 1831. 93

ÉTATS DE LA THURINGE.

1852. 26 Nov. Prusse. — Traité pour la continuation du traité de commerce et de douane, signé à *Berlin*. 107

DIVERS ÉTATS D'ALLEMAGNE.

1852. 16 Juin. États-Unis d'Amérique. — Convention pour déterminer les cas où l'extradition des criminels est applicable, signée à *Washington*. 54

1853. 11 Juill. Convention entre divers États d'Allemagne, concernant le traitement réciproque à accorder aux sujets respectifs malades, ainsi que les frais d'enterrement en cas de leur décès à supporter par les gouvernements respectifs, signée à *Gotha*. 262

ANHALT-DESSAU.

1852. 7 Juin. Saxe royale. — Convention pour l'assistance réciproque dans l'administration de la justice. 116

1853. 22 Mai. Acte de réunion du duché d'Anhalt-Cœthen à celui d'Anhalt-Dessau, par suite de l'extinction de la branche aînée de la maison ducale d'Anhalt. 302

1853. Accession des duchés d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Bernbourg au traité de commerce du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse. 308

ARGENTINE (CONFÉD.).

1852. 15 Mai. Acte de garantie de l'art. III du traité signé le 15 Mai 1852, entre le Brésil et la république orientale de l'Uruguay. 59

1852. 9 Août. Portugal. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Buenos-Ayres*. 27

1853. 10 Juill. France. — Traité pour la libre navigation du Paraná et de l'Uruguay, signé à *San-José de Flores*. 259

P.

1853. 10 Juill. GRANDE-BRETAGNE. — Traité pour la libre navigation du Paraná et de l'Uruguay, signé à *San-José de Flores*. 261

1856. 7 Mars. BRÉSIL. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Paraná*. 476

AUTRICHE.

1852. 2 Févr. Convention *sanitaire*. 4
(*Voir* PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.)

1852. 8 Mai. DANEMARCK et AUTRES PUISSANCES. — Traité pour le maintien de la monarchie danoise, signé à *Londres*. 45

1852. 4 Juin. BAVIÈRE. — Convention relative aux frais de justice touchant les sujets respectifs insolvables. 111

1852. 21 Juin. / 16 Juin. SARDAIGNE. — Note échangée pour l'abolition des droits d'aubaine réservés par l'art. 8 de la convention du 19 Nov. 1824. 116

1852. 30 Juin. SAXE ROYALE. — Convention relative à la poursuite des criminels respectifs fugitifs. 116

1852. 9 Août. MODÈNE et PARME. — Traité de douanes, signé à *Vienne*. 69

1852. 12 Oct. GRANDE-BRETAGNE. — Convention pour l'extradition réciproque des matelots respectifs déserteurs. 119

1852. 12 Nov. SAXE ROYALE. — Convention relative à l'extension de l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 117

1852. SAXE-COBOURG-GOTHA. — Convention sur l'extension de l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 122

1853. 19 Févr. PRUSSE. — Traité de commerce et de douanes, signé à *Berlin*. 134

1853. 18 Mars. SAXE ROYALE. — Convention sur l'admission d'individus dont la qualité d'indigènes est douteuse. 299

1853. 20 Avril. WURTEMBERG. — Convention pour l'extension de l'abolition du droit d'aubaine aux États de la monarchie autrichienne en dehors de la Confédération germanique. 301

1853. 23 Juin. HANOVRE. — Convention pour l'extension de l'abolition du droit d'aubaine aux États de la monarchie autrichienne en dehors de la Confédération germanique. 302

			P.
1854.	20 Avril.	Saxe royale. — Convention pour l'admission réciproque des exilés.	355
1854.	2 Mai.	Belgique. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Bruxelles*.	323
1854.	11 Oct.	Mecklenb.-Strelitz. — Déclaration échangée pour l'extension à donner à la convention d'extradition du 26 Janv. 1854.	358
1854.		Bade et Bavière. — Convention touchant les mesures à prendre dans les cas de faillite des sujets respectifs.	360
1855.	25 Févr.	Mecklenb.-Schwérin. — Déclaration échangée pour l'extradition des criminels.	437
1855.	18 Août.	Le Saint-Siége. — Concordat signé à *Vienne*.	402
1855.	20/31 Oct.	Bade. — Convention pour l'extension de la convention d'extradition des criminels.	438
1855.	29 Déc.	Pays-Bas. — Traité de commerce et de navigation, signé à *La Haye*.	422
1856.	30 Mars.	France, Grande-Bretagne, Autriche, Prusse, Sardaigne, Porte Ottomane et Russie. — *Paix de Paris*.	497
1856.	15 Avril.	France et Grande-Bretagne. — Traité signé à *Paris*.	511
1856.	Août.	Modène. — Convention pour l'extradition des déserteurs.	581
1852.	28 Août.	Pays-Bas. — Conventions d'extradition.	118
1853.	16 Juill.	Belgique.	303
1854.		Bade.	360
1855.		Hesse électorale.	438
1855.	15 Nov.	France.	438
1856.	23 Juin.	Modène.	581
1856.	3 Juill.	États-Unis d'Amérique.	582
1856.	5 Déc.	Le Saint-Siége.	582
1852.	30 Mars.	Le Saint-Siége. — Conventions postales.	113
1852.	26 Avril.	Conféd. Suisse.	114
1852.	30 Avril.	Espagne.	115
1853.	28 Sept.	Sardaigne.	304

BADE.

1852.	24 Janv.	Belgique. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.	112
1852.	6 Août.	Conféd. Suisse. — Convention postale.	117
1853.	29 Juill.	Conféd. Suisse. — Convention pour la suppression partielle des droits de douanes et la diminution des droits de navigation du Rhin.	303

P.

1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse. 308
1854. 11/22 Avril. Pays-Bas. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 355
1854. 8 Août. Sardaigne. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 357
1854. 20/31 Oct. Conféd. Suisse. — Convention concernant la délimitation des frontières, signée à *Zurich*. 358
1854. Autriche. — Convention pour l'extradition des malfaiteurs. 360
1854. Autriche, Bavière et Wurtemberg. — Convention pour la repression de la contrebande sur le lac du *Bodensé*. 360
1854. Autriche et Bavière. — Convention touchant les mesures réciproques à prendre dans le cas de faillite des sujets respectifs. 360
1855. 20/31 Oct. Autriche. — Convention pour l'extension de la convention d'extradition des criminels. 438
1855. Wurtemberg. — Convention sur l'application et la modification du traité de 1825 touchant l'exercice réciproque de la justice. 439
1855. Suède. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 439
1855. Ville libre de Francfort. — Convention relative à la modification des droits de navigation. 439

BAVIÈRE.

1852. 20 Nov. France, Russie, Grande-Bretagne, Bavière et Grèce. — Traité relatif à l'ordre de succession au trône de Grèce, signé à *Londres*. 109
1852. 4 Janv. Autriche. — Convention relative aux frais de justice touchant les sujets respectifs insolvables. 111
1852. 26 Avril. Conféd. Suisse. — Convention postale. 114
1853. 18/30 Juin. Russie. — Déclaration touchant la navigation du Danube. 245
1854. Autriche et Bade. — Convention touchant les mesures réciproques à prendre dans le cas de faillite des sujets respectifs. 360

P.

1854. AUTRICHE, BADE et WURTEMBERG. — Convention pour la repression de la contrebande sur le lac du *Bodensé*. 360

BELGIQUE.

1852. 24 Janv. BADE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 112

1852. 18 Févr. ZOLLVEREIN. — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 1er Sept. 1844, signée à *Berlin*. 20

1852. 22 Mars. GRANDE-BRETAGNE. — Convention de pêche, signée à *Londres*. 26

1852. 22 Août. FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 117

1853. 27 Févr. FRANCE. — Traité de commerce, signé à *Bruxelles*. 110

1853. 20 Juin. LE SAINT-SIÈGE. — Déclaration échangée, touchant le traitement des navires des deux États, signée à *Rome* et *Bruxelles*. 243

1853. 20 Juill. DEUX-SICILES. — Déclaration échangée touchant les bâtiments de commerce; à *Naples*. 274

1853. 25 Juill. / 18 Août. TOSCANE. — Déclaration échangée, relative à l'abolition des droits différentiels. 297

1853. 16 Sept. URUGUAY (Rép.). — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Montevideo*. 275

1854. 27 Févr. / 11 Mars. RUSSIE. — Déclaration échangée pour faire suite au traité de commerce et de navigation du 14 Févr. 1850. 318

1854. 2 Mai. AUTRICHE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Bruxelles*. 323

1854. 2 Mai. SARDAIGNE. — Déclaration échangée pour la réciprocité du traitement de leur pavillon respectif. 328

1854. 12 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 357

1855. 17 Avril. PAYS-BAS. — Traité sur les consuls, signé à *La Haye*. 382

1855. 18 Mai. MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Déclaration échangée pour la poursuite des matelots belges déserteurs réfugiés dans les ports de Mecklenbourg. 385

			P.
1856.	30 Oct.	PRUSSE. — Déclaration échangée relative à l'arrestation des marins respectifs déserteurs.	579
1852.	20 Déc.	HESSE (Landgraviat). — Conventions pour régler la faculté de succéder et d'acquérir.	120
1852.	20 Déc.	LICHTENSTEIN.	120
1852.	20 Déc.	LIPPE-DETMOLD.	121
1852.	26 Déc.	REUSS.	120
1853.	12 Mars.	LIPPE-SCHAUMBOURG.	299
1853.	1er Avril.	WALDECK-PYRMONT.	300
1853.	25 Juin.	SCHWARZB.-RUDOLSTADT et SCHWARZB.-SONDERSHAUSEN.	302
1852.	26 Janv.	SARDAIGNE. — Conventions d'extradition.	115
1852.	22 Août.	FRANCFORT (ville libre).	115
1852.	20 Déc.	REUSS.	120
1852.	20 Déc.	HESSE (Landgraviat).	120
1852.	20 Déc.	LICHTENSTEIN.	120
1852.	20 Déc.	LIPPE-DETMOLD.	121
1853.	12 Mars.	LIPPE-SCHAUMBOURG.	299
1853.	1er Avril.	WALDECK-PYRMONT.	300
1853.	13 Juin.	SCHWARZB.-RUDOLSTADT et SCHWARZB.-SONDERSHAUSEN.	302
1853.	16 Juill.	AUTRICHE.	303
1854.	26 Juin.	PORTUGAL.	356
1852.	17 Janv.	PRUSSE. — Conventions postales.	112
1852.	2 Mai.	PORTUGAL.	115
1852.	4 Oct.	ESPAGNE.	119

BRESIL.

1852.	15 Mai.	URUGUAY. — Traité en explication du traité du 12 Octobre 1851, signé à *Montevideo*.	57
1855.	12 Janv.	PORTUGAL. — Convention pour la repression de la falsification de la monnaie et des papiers du trésor public des deux pays.	437
1855.	28 Nov.	RÉP. DE L'ÉQUATEUR. — Convention pour l'extradition réciproque des criminels, signée à *Quito*.	438
1856.	7 Mars.	CONFÉD. ARGENTINE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Paraná*.	476
1856.	6 Avril.	PARAGUAY. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Rio-Janeiro*.	516
1856.	6 Avril.	PARAGUAY. — Convention relative à la fixation des limites d'après les stipulations du traité de paix signé le 6 Avril à *Rio-Janeiro*.	522

BRUNSWIC.

			P.
1852.		FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	122
1853.		Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse.	309
1855.	Sept.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine.	437

CHILI.

(RÉPUBLIQUE)

1852.	10 Mai.	GRANDE-BRETAGNE. — Convention pour l'abolition des droits différentiels, signée à *St.-Jago de Chili.*	47
1853.	8 Févr.	TOSCANE. — Publication du gouvernement toscan en suite de l'accord convenu avec la république du Chili du 2 Nov. 1852.	126

COSTA-RICA.

(RÉPUBLIQUE)

1852.	12 Juill.	PAYS-BAS. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Washington.*	89

DANEMARCK.

1852.	29 Mars.	SUÈDE. — Convention postale.	113
1852.	8 Mai.	AUTRICHE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, PRUSSE, RUSSIE et SUÈDE. — Traité relatif au maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, signé à *Londres.*	45
1852.	26 Juill.	DOMINICAINE (Rép.). — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Sainte-Croix.*	60
1853.	13 Févr.	OLDENBOURG. — Traité concernant l'accession du grand-duché (pour la principauté de Lubeck) au système douanier du duché de Holstein, signé à *Hambourg.*	246
1853.	15 Juin.	LUBECK (ville libre anséatique). — Convention relative à la pêche de la Trave.	302

P.

1853. 20 Juin. HAMBOURG. — Traité touchant l'accession de la ville libre anséatique de Hambourg (pour quelques enclaves de son territoire) au système douanier du duché de Holstein, signé à *Hambourg*. 253

1853. 20 Déc. PRUSSE, SAXE ROYALE et MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Traité concernant la navigation de l'Elbe, signé à *Magdebourg*. 285

1854. 11 Sept. VILLES ANSÉATIQUES. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement de leurs pavillons respectifs. 358

DEUX-SICILES.

1852. 2 Févr. Convention *sanitaire*. 4
(*Voir* PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.)

1852. 14 Mai. LE SAINT-SIÉGE. — Convention en exécution du traité du 20 Sept. 1840, signée à *Rome*. 48

1852. 19 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Ordonnances royales relative à la poursuite et l'extradition des matelots respectifs déserteurs. 117

1853. 10 Mars. TOSCANE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 205

1853. Mai. RUSSIE. — Arrangement faisant suite au traité de commerce et de navigation du 13/25 Sept. 1845. 244

1853. 20 Juill. BELGIQUE. — Déclaration échangée, touchant les bâtiments de commerce respectifs; à *Naples*. 274

1853. FRANCE. — Convention postale. 307

1853. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 307

1854. 11 Mars. ESPAGNE. — Convention pour régler les rapports judiciaires entre les deux pays, signée à *Naples*. 319

1854. 11 Mars. ESPAGNE. — Convention pour l'extradition des matelots déserteurs. 355

1855. 31 Mai. PAYS-BAS. — Déclaration échangée concernant le traité du 17 Novembre 1847. 387

1855. 27 Déc. VILLES ANSÉATIQUES. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 414

1856. 26 Mars. ESPAGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 481

1856. 10 Avril. SUÈDE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 523

P.

1856. 7 Juill. ZOLLVEREIN. — Déclaration échangée relative à l'extension de la liberté de la navigation, stipulée par le traité du 27 Janv. 1847. 545

DOMINICAINE (RÉP.).

1852. 8 Mai. FRANCE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Santo-Domingo*. 34

1852. 26 Juill. DANEMARCK. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Sainte-Croix*. 60

1855. 18 Févr. ESPAGNE. — Traité de reconnaissance, de paix, d'amitié, de commerce, de navigation et d'extradition, signé à *Madrid*. 366

ÉQUATEUR (RÉP. DE L').

1855. 28 Nov. BRÉSIL. — Convention pour l'extradition réciproque des criminels, signée à *Quito*. 438

ESPAGNE.

1852. 2 Févr. Convention *sanitaire*. 1
(*Voir* PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.)

1852. 5 Mars. HAMBOURG. — Décret royal portant l'assimilation au pavillon national des navires de commerce. 112

1852. 26 Mars. TOSCANE. — Note échangée pour l'assimilation au pavillon national des navires de commerce des deux nations. 113

1852. 27 Mars. SARDAIGNE. — Convention pour l'abolition des droits différentiels, signée à *Madrid* et *Turin*. 113

1853. 24 Mars. WURTEMBERG. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et d'émigration. 300

1853. 15 Nov. FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 301

1854. 24 Janv. OLDENBOURG. — Publication du gouvernement d'Oldenbourg relative au commerce et à navigation avec l'Espagne. 365

1854. 11 Mars. DEUX-SICILES. — Convention pour régler les rapports mutuels judiciaires entre les deux pays, signée à *Naples*. 319

1854. 11 Mars. DEUX-SICILES. — Convention pour l'extradition réciproque des matelots déserteurs. 355

P.

1855. 18 Févr. Rép. Dominicaine. — Traité de reconnaissance, de paix, de commerce, de navigation et d'extradition, signé à *Madrid*. 366
1856. 26 Mars. Deux-Siciles. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 481
1852. 30 Avril. Autriche. } — Conventions postales. } 115
1852. 4 Oct. Belgique. } 119
1854. 9 Janv. Prusse. } 354

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

1852. 30 Avril. Villes anséatiques. — Convention concernant les fonctions des consuls respectifs, signée à *Washington*. 33
1852. 16 Juin. Divers États d'Allemagne. — Convention pour déterminer le cas où l'extradition des criminels est applicable, signée à *Washington*. 54
1852. 16 Juin. Nassau. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 116
1852. 26 Août. Pays-Bas. — Convention supplémentaire au traité de commerce et de navigation du 19 Janv. 1839, signée à *Washington*. 93
1853. 23 Févr. France. — Convention sur les consuls, signée à *Washington*. 173
1853. 30 Déc. Mexique. — Traité de limites, signé à *Washington*. 293
1854. 31 Mars. Japon. — Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Kanagawa*. 320
1854. 5 Juin. Grande-Bretagne. — Traité touchant la pêche, le commerce et la navigation, signé à *Washington*. 338
1854. 10/22 Juill. Russie. — Convention relative aux droits des neutres sur mer, signée à *Washington*. 343
1855. 22 Janv. Pays-Bas. — Traité sur les consuls, signé à *La Haye*. 361
1855. Sept. Brunswic. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine. 437
1856. 7 Juill. Autriche. — Convention pour l'extradition des criminels, signée à *Washington*. 582

FRANCE.

			P.
1852.	2 Févr.	Convention *sanitaire*. (*Voir* Puissances Maritimes de la Méditerranée.)	1
1852.	4 Févr.	Sardaigne. — Convention consulaire, signée à *Turin*.	9
1852.	14 Févr.	Sardaigne. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Turin*.	14
1852.	17/20 Avril.	Liberia. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Monrovia*, ratifié le 14 Oct. 1856.	547
1852.	8 Mai.	Dominicaine (Rép.). — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Santo-Domingo*.	34
1852.	8 Mai.	Danemarck et autres puissances. — Traité pour le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, signé à *Londres*.	45
1852.	20 Nov.	Grande-Bretagne, Russie, Bavière et Grèce. — Traité relatif à l'ordre de succession au trône de Grèce, signé à *Londres*.	109
1852.	27 Avril.	Pays-Bas. — Déclaration échangée, touchant l'assimilation au pavillon national des navires de commerce des deux nations.	114
1853.	15 Févr.	Toscane. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Florence*.	127
1853.	23 Févr.	États-Unis d'Amérique. — Convention sur les consuls, signée à *Washington*.	173
1853.	4 Mars.	Paraguay. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *l'Assomption*.	179
1853.	9 Mars.	Portugal. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Lisbonne*.	194
1853.	10 Juill.	Argentine (Conféd.). — Traité pour la libre navigation du Paraná et de l'Uruguay, signé à *San-José de Flores*.	259
1854.	27 Févr.	Belgique. — Traité de commerce, signé à *Bruxelles*.	310
1854.	1er Oct.	Haïti. — Convention relative au mode de payement de l'emprunt de 1825, signée à *Port-au-Prince*.	345
1855.	8 Juin.	Pays-Bas. — Traité sur les consuls, signé à *La Haye*.	388
1855.	18 Nov.	Autriche. — Convention pour l'extension de l'extradition des criminels.	438
1855.	21 Nov.	Grande-Bretagne et Suède. — Traité pour assurer l'intégrité des royaumes-unis de Suède et de Norvége, signé à *Stockholm*.	412

			P.
1856.	30 Mars.	GRANDE-BRETAGNE, AUTRICHE, PRUSSE, SARDAIGNE, PORTE OTTOMANE et RUSSIE. — *Paix de Paris.*	497
1856.	10 Avril.	HANOVRE. — Déclaration échangée pour l'abolition de tous les droits de navigation et de port des bâtiments respectifs en cas de relâche forcée.	580
1856.	15 Avril.	AUTRICHE et GRANDE-BRETAGNE. — Traité signé à *Paris.*	511
1852.	22 Avril.	PERSE. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Téhéran*, le 12 Juill. 1855, ratifié en 1856.	576
1852.	22 Août.	BELGIQUE. — Conventions pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	117
1852.		HESSE-DARMSTADT.	121
1852.		BRUNSWIC.	122
1853.	2 Mars.	NASSAU.	298
1853.	7 Mai.	HESSE ÉLECTORALE.	301
1853.	15 Nov.	ESPAGNE.	304
1853.		REUSS.	309
1853.		SAXE-WEIMAR.	309
1853.		OLDENBOURG.	310
1853.		SCHWARZBOURG.	310
1854.	3 Avril.	BADE.	355
1854.		WALDECK.	359
1856.	19 Mai.	SAXE ROYALE.	581
1856.	2 Déc.	FRANCFORT.	582
1852.		HESSE-DARMSTADT. — Conventions d'extradition.	121
1852.		HESSE ÉLECTORALE.	122
1853.	25 Janv.	WURTEMBERG.	298
1853.		HESSE-HOMBOURG.	305
1853.		NASSAU.	305
1853.		DEUX-SICILES.	307
1853.		FRANCFORT.	308
1856.	14 Nov.	PARME.	582
1856.	23 Mars.	VÉNÉZUÉLA.	580
1853.	1er Avril.	LE SAINT-SIÉGE. — Conventions postales.	303
1853.		PRUSSE.	307
1853.		DEUX-SICILES.	307
1854.	1er Sept.	SUÈDE.	357
1856.	24 Sept.	GRANDE-BRETAGNE.	582

FRANCFORT.

(VILLE LIBRE DE)

1852.	27 Mai.	BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	115

P.

1853. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 308
1854. 27 Avril. HESSE ÉLECTORALE. — Convention pour la répression des délits forestiers. 356
1855. BADE. — Convention relative à la modification des droits de navigation. 439
1856. 2 Déc. FRANCE. — Convention pour assurer la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à *Francfort*. 582

GRANDE-BRETAGNE.

1852. 14 Janv. PAYS-BAS. — Convention concernant le commerce et la navigation avec les Iles Ioniennes, signée à *Londres*. 1
1852. 2 Févr. Convention *sanitaire*. 4
(*Voir* PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.)
1852. 22 Mars. BELGIQUE. — Convention de pêche, signée à *Londres*. 26
1852. 8 Mai. DANEMARCK et autres puissances. — 45
(*Voir* DANEMARCK.)
1852. 10 Mai. CHILI. — Convention pour l'abolition des droits différentiels, signée à *St.-Jago de Chili*. 47
1852. 16 Oct. VILLES ANSÉATIQUES. — Déclaration du gouvernement britannique, touchant l'application du *Foreign Deserters' Act* de 1852, aux matelots respectifs déserteurs. 99
1852. 20 Nov. FRANCE, RUSSIE, BAVIÈRE et GRÈCE. — Traité relatif à l'ordre de succession au trône de Grèce, signé à *Londres*. 109
1853. 4 Mars. PARAGUAY. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signée à *l'Assomption*. 184
1853. 10 Juill. ARGENTINE (CONFÉD.). — Traité pour la libre navigation du Paraná et de l'Uruguay, signé à *San José de Flores*. 259
1853. 16 Août. HAMBOURG. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 304
1853. 17 Nov. LE SAINT-SIÈGE. — Déclaration échangée, touchant le traitement des navires marchands des deux pays, signée à *Rome*. 283
1854. 5 Juin. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité touchant la pêche, le commerce et la navigation, signée à *Washington*. 338

P.

1854. 9 Août. SARDAIGNE. — Convention touchant la liberté de commerce sur les côtes des deux pays, signée à *Turin*. 344

1854. 12 Août. BELGIQUE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 357

1854. 14 Oct. JAPON. — Convention pour régler l'admission des bâtiments anglais dans les ports de l'empire du Japon, signée à *Nagasaki*. 350

1854. 30 Déc. TOSCANE. — Convention relative à la navigation des côtes des deux pays, signée à *Florence*. 352

1854. MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Convention pour l'extradition des matelots anglais déserteurs. 359

1855. 14 Janv. PRUSSE. — Convention supplémentaire au traité du 13 Mai 1846, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à *Londres*. 437

1855. 21 Nov. FRANCE et SUÈDE. — Traité pour assurer l'intégrité des royaumes-unis de Suède et de Norvége, signé à *Stockholm*. 412

1856. 30 Mars. FRANCE, AUTRICHE, PRUSSE, SARDAIGNE, PORTE OTTOMANE et RUSSIE. — *Paix de Paris*. 497

1856. 15 Avril. FRANCE et AUTRICHE. — Traité signé à *Paris*. 511

1856. 18 Avril. / 13 Mai. SIAM. — Traité d'amitié et de commerce avec les deux rois de Siam, signé à *Bangkok*, suivi de la convention supplémentaire accompagné du texte du traité conclu en 1826 entre les deux puissances. 550

1856. 14 Juin. PRUSSE. — Convention supplémentaire à celle du 13 Mai 1846, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à *Londres*. 581

1856. 24 Sept. FRANCE. — Convention postale. 582

GRÈCE.

1852. 2 Févr. Convention *sanitaire*. 4

(*Voir* PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.)

1852. 15/27 Oct. SUÈDE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Athènes*. 100

P.

1852. 20 Nov. FRANCE, RUSSIE, GRANDE-BRETAGNE et BAVIÈRE. — Traité relatif à l'ordre de succession au trône de Grèce, signé à *Londres*. 109

1855. 27 Mai. PORTE OTTOMANE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Canlidgia*. 429

1856. 22 Avril. TOSCANE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Florence*. 529

HAÏTI.

1854. 1er Oct. FRANCE. — Convention relative au mode de payement de l'emprunt de 1825, signée à *Port-au-Prince*. 345

HANOVRE.

1852. OLDENBOURG. — Convention relative à la perception des droits d'impôts respectifs. 121

1852. Accession de S. M. le roi au traité touchant la succession au trône de Danemarck du 8 Mai 1852, signé à *Londres*. 121

1853. 1er Déc. TOSCANE. — Déclaration échangée pour l'abolition des droits différentiels. 298

1853. 20 Déc. PRUSSE, SAXE ROYALE, DANEMARCK et MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Traité concernant la navigation de l'Elbe, signé à *Magdebourg*. 285

1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse. 309

1854. Accession au traité signé le 31 Déc. 1851 entre le Zollverein et les Pays-Bas. 359

1856. 26 Janv. PRUSSE, HESSE ÉLECT. et BRÊME. — Traité de commerce, signé à *Brême*. 440

1856. 26 Janv. PRUSSE, HESSE ÉLECT. et BRÊME. — Convention relative à la suspension des droits de navigation du Weser, signée à *Brême*. 468

1856. 10 Avril. FRANCE. — Déclaration échangée pour l'abolition de tous les droits de port et de navigation en cas de rélache forcée. 580

HESSE ÉLECTORALE.

1852. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 122

P.

1853. 3 Avril. Accession au traité du 26 Nov. 1852 entre la Prusse et les États de la Thuringe. 300
1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse. 306
1855. Sept. Autriche. — Convention pour l'extradition des criminels, en vertu de la résolution prise par la diète Germanique le 24 Janv. 1854. 438
1856. 26 Janv. Prusse, Hanovre et Brême. — Traité de commerce, signé à *Brême*. 440
1856. 26 Janv. Prusse, Hanovre et Brême. — Convention relative à la suspension des droits de navigation du Weser, signée à *Brême*. 468
1854. 27 Avril. Francfort. — Conventions pour la repression des délits forestiers. 356
1854. 11 Août. Hesse grand-ducale. 357
1855. 17 Déc. Waldeck. 359

HESSE-DARMSTADT.

(GRAND-DUCHÉ)

1853. Pays-Bas. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 122
1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre la Prusse et l'Autriche. 305
1853. France. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 308
1854. 11 Août. Hesse électorale. — Convention pour la repression des délits forestiers. 357

HESSE-HOMBOURG.

(LANDGRAVIAT)

1852. 20 Déc. Belgique. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 120
1852. 20 Déc. Belgique. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 120
1853. France. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 305

JAPON.

P.

1854. 31 Mars. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Kanagawa*. 320

1854. 14 Oct. GRANDE-BRETAGNE. — Convention pour régler l'admission des bâtiments anglais dans les ports de l'empire, signée à *Nagasaki*. 350

IONIENNES (ILES).

1852. 14 Janv. GRANDE-BRETAGNE et PAYS-BAS. — Convention concernant le commerce et la navigation avec les Iles Ioniennes, signée à *Londres*. 1

1852. 8 Avril. / 17 Mai. SARDAIGNE. — Déclaration échangée, touchant l'extension des dispositions du traité du 27 Févr. 1851. 115
(*Voir* T. VI, p. 485.)

1853. 20 Mai. LE SAINT-SIÉGE. — Déclaration échangée touchant la libre navigation. 301

LIBERIA.

1852. 17/20 Avril. FRANCE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Monrovia*, ratifié le 14 Oct. 1856. 547

LICHTENSTEIN.
(PRINCIPAUTÉ)

1852. 20 Déc. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 120

1852. 20 Déc. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 120

LIPPE-DETMOLD.
(PRINCIPAUTÉ).

1852. 20 Déc. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 121

P.

1852. 20 Déc. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 121
1853. Accession à la convention signée à *Gotha* le 15 Juill. 1851 entre divers États d'Allemagne. 305
1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse. 307

LIPPE-SCHAUMBOURG.

(PRINCIPAUTÉ)

1853. 12 Mars. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 299
1853. 12 Mars. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 299
1854. 11 Oct. Accession au traité du 31 Déc. entre les États du Zollverein et les Pays-Bas. 358

MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

1853. 11 Févr. PRUSSE. — Accord touchant les modifications apportées à la convention signée à *Gotha*, le 11 Juin 1851, signé à *Berlin*. 178
1853. 16 Mai. Accession au traité d'extradition du 16 Juin 1852 entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique. 301
1853. 1er Juin. TOSCANE. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement des pavillons respectifs. 241
1853. 20 Déc. PRUSSE, DANEMARCK et SAXE ROYALE. — Traité pour la navigation de l'Elbe, signé à *Magdebourg*. 285
1854. 6 Mars. Accession au traité d'extradition du 16 Juin 1852 entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique. 354
1854. GRANDE-BRETAGNE. — Convention pour l'extradition des matelots anglais déserteurs. 359
1855. 18 Mai. BELGIQUE. — Déclaration échangée concernant la poursuite des matelots respectifs déserteurs. 385
1855. 25 Févr. AUTRICHE. — Déclaration échangée pour l'extradition des criminels. 437

MECKLENBOURG-STRELITZ.

			P.
1853.	17 Mars.	Accession à la convention signée à *Gotha* le 15 Juill. 1851 entre divers États d'Allemagne.	299
1854.	16 Juin.	Accession au traité d'extradition du 16 Juin 1852 entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique.	356
1854.	11 Oct.	AUTRICHE. — Déclaration échangée pour l'extension à donner à la convention d'extradition du 26 Janv. 1854.	358

MEXIQUE.

1853.	30 Déc.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité de limite, signé à *Washington*.	293
1855.	10 Juill.	LE ZOLLVEREIN. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Mexique*.	393

MODÈNE.

(DUCHÉ)

1852.	9 Août.	AUTRICHE. — Traité de douanes, signé à *Vienne*.	69
1853.	1er Juill.	Accession au traité de commerce du 18 Oct. 1851 entre l'Autriche et la Sardaigne.	303
1853.	1er Juill.	Accession à la convention du 22 Nov. 1851 entre l'Autriche et la Sardaigne, pour la repression de la contrebande.	303
1856.	23 Juin.	AUTRICHE. — Convention pour l'extradition réciproque des criminels.	581
1856.	Août.	AUTRICHE. — Convention pour l'extradition des déserteurs.	581

NASSAU.

1852.	16 Juin.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	116
1853.	2 Mars.	FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	298
1853.		FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	305

P.

1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre la Prusse et l'Autriche. 305

1853. Accession à la convention signée à *Gotha* le 15 Juill. 1851 entre divers États allemands. 306

NOUVELLE-GRENADE.

(RÉPUBLIQUE)

1854. 3 Juin. VILLES ANSÉATIQUES. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Paris*. 329

OLDENBOURG.

1852. HANOVRE. — Convention relative à la perception des droits d'impôts respectifs. 121

1852. Accession au traité de douanes du 7 Sept. 1851, entre la Prusse et Hanovre. 112

1853. 13 Févr. DANEMARCK. — Traité concernant l'accession du grand-duché, pour la principauté de Lubeck, au système douanier du duché de Holstein, signé à *Hambourg*. 246

1853. 2 Mars. PAYS-BAS. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 298

1853. 20 Juill. PRUSSE. — Traité pour la cession d'un territoire propre à l'établissement d'un port militaire, signé à *Berlin*. 264

1853. 7/28 Août. TOSCANE. — Déclaration échangée pour l'abolition des droits différentiels. 298

1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse. 306

1854. 24 Janv. ESPAGNE. — Publication du gouvernement grand-ducal, relative au commerce et à la navigation avec l'Espagne. 365

1854. Accession au traité d'extradition du 16 Juin 1851 entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique. 360

PARME.

(DUCHÉ)

P.

1852. 9 Août. AUTRICHE et MODÈNE. — Traité de douanes, signé à *Vienne*. 69

1856. 14 Nov. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 582

PARAGUAY.

(RÉPUBLIQUE)

1853. 4 Mars. FRANCE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *l'Assomption*. 179

1853. 4 Mars. GRANDE-BRETAGNE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *l'Assomption*. 184

1853. 4 Mars. SARDAIGNE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *l'Assomption*. 189

1856. 6 Avril. BRÉSIL. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Rio-Janeiro*. 516

1856. 6 Avril. BRÉSIL. — Convention relative à la fixation des limites d'après les stipulations du traité de paix signé à *Rio-Janeiro*. 522

PAYS-BAS.

1852. 14 Janv. GRANDE-BRETAGNE. — Convention concernant le commerce avec les Iles Ioniennes, signé à *Londres*. 1

1852. 12 Juill. COSTA-RICA. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Washington*. 89

1852. 26 Août. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention supplémentaire au traité de commerce et de navigation du 19 Janv. 1839, signée à *Washington*. 93

1852. 27 Août. FRANCE. — Déclaration échangée pour l'assimilation réciproque au pavillon national des navires de commerce. 114

1852. 23 Sept. BRÊME. — Convention postale. 118

1853. 11/25 Juin. TOSCANE. — Déclaration échangée pour l'abolition des droits différentiels. 298

1854. 11 Avril. BADE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 355

P.

1855. 22 Janv. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité sur les consuls, signé à *La Haye*. 361
1855. 17 Avril. BELGIQUE. — Traité sur les consuls, signé à *La Haye*. 382
1855. 31 Mai. DEUX-SICILES. — Déclaration échangée, concernant le traité du 17 Nov. 1847. 394
1855. 8 Juin. FRANCE. — Traité sur les consuls, signé à *La Haye*. 388
1855. 29 Déc. AUTRICHE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *La Haye*. 422
1856. 13 Avril. SARDAIGNE. — Traité sur les consuls, signé à *Turin*. 512
1856. 3 Juin. SAXE ROYALE. — Traité sur les consuls, signé à *Dresde*. 537
1856. 16 Juin. PRUSSE. — Convention pour régler l'admission des consuls prussiens dans les colonies néerlandaises, signée à *La Haye*. 541

1852.	23 Août.	WURTEMBERG.	— Conventions d'extradition.	117
1852.	28 Sept.	HESSE ÉLECTORALE.		118
1852.	30 Sept.	HAMBOURG.		118
1852.	9 Oct.	BRÊME.		118
1852.	30 Déc.	HESSE-DARMSTADT.		122
1853.	2 Mars.	OLDENBOURG.		298
1854.	1er Mars.	SUÈDE.		354
1854.	22 Juin.	PORTUGAL.		356

PERSE.

1846. 20 Mai. PORTE OTTOMANE. — Traité de paix, signé à *Erzéroum*. 583
1856. Déc. FRANCE. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Téhéran*, le 12 Juill. 1855, et ratifié en Déc. 1856. 576

PORTE OTTOMANE.

1846. 20 Mai. PERSE. — Traité de paix, signé à *Erzéroum*. 583
1852. 2 Févr. Convention *sanitaire*. 4
(*Voir* PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.)
1855. 27 Mai. GRÈCE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Canlidgia*. 429
1856. 18 Févr. Décret impérial, concernant les concessions faites par le Sultan aux communautés chrétiennes et d'autres rites non-musulmans. 469

P.

1856. 30 Mars. France, Grande-Bretagne, Autriche, Prusse, Sardaigne et Russie. — *Paix de Paris.* 497

PORTUGAL.

1852. 2 Févr. Convention *sanitaire.* 4
(*Voir* Puissances maritimes de la Méditerranée.)

1852. 2 Mai. Belgique. — Convention postale. 115

1852. 9 Août. Argentine (Conféd.). — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Buenos-Ayres.* 27

1853. 9 Mars. France. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Lisbonne.* 194

1853. 22 Mars. Accession au traité signé à *Londres* le 20 Nov. 1852, concernant la succession au trône de Grèce. 299

1854. 22 Juin. Pays-Bas. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 356

1854. 26 Juin. Belgique. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 356

1855. 12 Janv. Brésil. — Convention pour la repression de la falsification de la monnaie et des papiers du trésor public des deux pays. 437

PRUSSE.

1852. 8 Mai. Danemarck et autres puissances. — Traité pour le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, signé à *Londres.* 45

1852. 16 Juin. États-Unis d'Amérique. — Convention pour déterminer les cas où l'extradition des criminels est applicable, signée à *Washington.* 54

1852. 26 Nov. États de la Thuringe. — Traité pour la continuation du traité de commerce et de douanes, signé à *Berlin.* 107

1853. 11 Févr. Mecklenb.-Schwérin. — Accord touchant les modifications apportées à la convention de Gotha du 11 Juin 1851, signé à *Berlin.* 178

1853. 19 Févr. Autriche. — Traité de commerce et de douanes, signé à *Berlin.* 134

1853. 9 Juill. / 31 Août. Toscane. — Déclaration échangée pour l'abolition des droits différentiels. 297

P.

1853. 20 Juill. OLDENBOURG. — Traité pour la cession d'un territoire propre à l'établissement d'un port militaire, signé à *Berlin*. 264

1853. 20 Déc. DANEMARCK, HANOVRE, SAXE et MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Traité pour la navigation de l'Elbe, signé à *Magdebourg*. 285

1853. FRANCE. — Convention postale. 307

1854. 9 Janv. ESPAGNE. — Convention postale. 354

1855. 14 Juin. GRANDE-BRETAGNE. — Convention supplémentaire au traité du 13 Mai 1846, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à *Londres*. 437

1856. 26 Janv. BRÊME. — Traité de commerce. 440

(*Voir* ALLEMAGNE [États du Zollverein]).

1856. 26 Janv. HANOVRE, HESSE ÉLECTORALE et BRÊME. — Convention relative à la suspension des droits de navigation du Weser, signée à *Brême*. 468

1856. 30 Mars. FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, AUTRICHE, SARDAIGNE, PORTE OTTOMANE et RUSSIE. — *Paix de Paris*. 497

1856. 16 Juin. PAYS-BAS. — Convention pour régler l'admission des consuls prussiens dans les colonies néerlandaises, signée à *La Haye*. 541

1856. 7 Juill. DEUX-SICILES. — Déclaration échangée relative à l'extension de la liberté de la navigation stipulée par le traité de commerce et de navigation du 27 Janv. 1847. 545

(*Voir aussi* ZOLLVEREIN.)

1856. 14 Juin. GRANDE-BRETAGNE. — Convention supplémentaire à celle du 13 Mai 1846, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à *Londres*. 581

1856. 20 Oct. BELGIQUE. — Déclaration échangée pour l'arrestation des matelots respectifs déserteurs. 579

PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.

1852. 2 Févr. Convention *sanitaire* entre LA FRANCE, L'AUTRICHE, LES DEUX-SICILES, L'ESPAGNE, LE SAINT-SIÈGE, LA GRANDE-BRETAGNE, LA GRÈCE, LE PORTUGAL, LA RUSSIE, LA SARDAIGNE, LA TOSCANE et LA PORTE OTTOMANE, signée à *Paris*. 1

REUSS.

(REUSS-GREITZ et REUSS-SCHLEITZ.)

			P.
1852.	20 Déc.	BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	120
1853.		Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse.	308

RUSSIE.

1852.	2 Févr.	Convention *sanitaire*. (*Voir* PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.)	4
1852.	8 Mai.	DANEMARCK et autres puissances. — Traité pour le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, signé à *Londres*.	45
1852.	24 Juin. / 6 Juill.	LE SAINT-SIÈGE. — Déclaration de commerce et de navigation, échangée à *Rome*.	65
1852.	5/17 Nov.	LE SAINT-SIÈGE. — Note relative à la déclaration du 6 Juill., échangée à *Rome*.	67
1852.	20 Nov.	FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, BAVIÈRE, RUSSIE et GRÈCE. — Traité relatif à l'ordre de succession au trône de Grèce, signé à *Londres*.	109
1853.	Mai.	DEUX-SICILES. — Arrangement, faisant suite au traité de commerce et de navigation du 13/25 Sept. 1845.	244
1853.	18/30 Juin.	BAVIÈRE. — Déclaration touchant la navigation du Danube.	245
1853.	Juill. / Août.	TOSCANE. — Déclaration échangée pour l'abolition des droits différentiels.	298
1854.	27 Févr. / 11 Mars.	BELGIQUE. — Déclaration échangée pour faire suite au traité de commerce et de navigation du 14 Févr. 1850.	318
1854.	10/22 Juill.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention relative aux droits des neutres sur mer, signée à *Washington*.	343
1856.	30 Mars.	FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, AUTRICHE, PRUSSE, SARDAIGNE et PORTE OTTOMANE. — *Paix de Paris*.	497

SAINT-SIÉGE (LE).

			P.
1852.	2 Févr.	Convention *sanitaire*. (*Voir* Puissances maritimes de la Méditerranée.)	4
1852.	14 Mai.	Deux-Siciles. — Convention en exécution du traité du 20 Sept. 1840, signée à *Rome*.	48
1852.	24 Juin. / 6 Juill.	Russie. — Déclaration de commerce et de navigation, échangée à *Rome*.	65
1852.	5/17 Nov.	Russie. — Note relative à la déclaration du 6 Juill. 1852, échangée à *Rome*.	67
1853.	20 Mai.	États Ioniens. — Déclaration échangée touchant la libre navigation.	301
1853.	20 Juin.	Belgique. — Déclaration échangée, touchant le traitement à accorder aux navires des deux États.	243
1853.	17 Nov.	Grande-Bretagne. — Déclaration échangée, touchant le traitement des navires marchands des deux pays, signée à *Rome*.	283
1854.	Sept.	Hambourg. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement de leurs pavillons respectifs.	357
1855.	18 Août.	Autriche. — Concordat, signé à *Vienne*.	402
1852.	30 Mars.	Autriche. — Conventions postales.	113
1853.	1er Avril.	France. — Conventions postales.	300
1853.	31 Juill.	Toscane. — Conventions postales.	303

SARDAIGNE.

1852.	25 Janv.	Suède. — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 28 Nov. 1839, signée à *Turin*.	2
1852.	26 Janv.	Belgique. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	112
1852.	2 Févr.	Convention *sanitaire*. (*Voir* Puissances maritimes de la Méditerranée.)	4
1852.	4 Févr.	France. — Convention consulaire, signée à *Turin*.	9
1852.	14 Févr.	France. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Turin*.	14
1852.	27 Mars.	Espagne. — Convention pour l'abolition des droits différentiels, signée à *Madrid* et *Turin*.	113
1852.	28 Avril.	Toscane. — Convention postale.	115
1852.	27 Mai.	États Ioniens. — Déclaration échangée touchant l'extension des dispositions du traité du 27 Févr. 1851 entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne.	115

P.

1852. 21 Juin. AUTRICHE. — Notes échangées pour l'abolition des droits d'aubaine réservés par l'art. 8 de la convention du 19 Nov. 1824. 116
1853. 4 Mars. PARAGUAY. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *l'Assomption*. 189
1853. 28 Sept. AUTRICHE. — Convention postale. 304
1854. 3 Janv. Accession de S. M. au traité de Londres du 8 Mai 1852, relatif à la succession au trône de Danemarck. 354
1854. 2 Mai. BELGIQUE.—Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement du pavillon respectif. 328
1854. 5 Août. BADE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 357
1854. 9 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Convention touchant la liberté de commerce sur les côtes des deux pays, signée à *Turin*. 344
1856. 30 Mars. FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, AUTRICHE, PRUSSE, PORTE OTTOMANE et RUSSIE. — *Paix de Paris*. 497
1856. 13 Avril. PAYS-BAS. — Traité sur les consuls, signé à *Turin*. 512

SAXE ROYALE.

1852. 9 Juin. Accession au traité du 11 Juin 1851 entre la Prusse et les Pays-Bas, pour la repression de la contrebande. 116
1852. 30 Juill. AUTRICHE. — Convention relative à la poursuite des criminels respectifs fugitifs. 116
1852. 12 Nov. AUTRICHE. — Convention relative à l'extension de l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 117
1853. 18 Mars. AUTRICHE. — Convention relative à l'admission d'individus dont la qualité d'indigènes est douteuse. 299
1853. 20 Déc. PRUSSE, HANOVRE, DANEMARCK et MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Traité pour la navigation de l'Elbe, signé à *Magdebourg*. 285
1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853, entre l'Autriche et la Prusse. 309
1854. 20 Avril. AUTRICHE. — Convention pour l'admission réciproque des exilés. 355
1856. 19 Mai. FRANCE.— Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à *Dresde*. 581
1856. 3 Juin. PAYS-BAS. — Traité sur les consuls, signé à *Dresde*. 537

SAXE-COBOURG-GOTHA.

(DUCHÉ)

			P.
1852.		AUTRICHE. — Convention touchant l'extension de l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.	122

SAXE-WEIMAR.

(GRAND-DUCHÉ)

1853.		FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	309

SCHWARZBOURG.

ROUDOLSTADT et SONDERSHAUSEN.

(PRINCIPAUTÉS)

1853.	13 Juin.	BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	302
1853.	25 Juin.	BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir.	302
1853.		FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	310

SIAM.

1855. 1856.	18 Avril. 13 Mai.	GRANDE-BRETAGNE. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Bangkok*, suivi de la convention supplémentaire, et accompagné du texte du traité de l'année 1826.	550

SUÈDE.

1852.	25 Janv.	SARDAIGNE. — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 28 Nov. 1839, signée à *Turin*.	2
1852.	9 Mars.	HAMBOURG. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	113
1852.	29 Mars.	DANEMARCK. — Convention postale.	113
1852.	8 Mai.	DANEMARCK et autres puissances. — Traité pour le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, signé à *Londres*.	45

P.

1852. 24 Sept. LUBECK (ville anséatique). — Traité de commerce et de navigation, signé à *Lubeck*. 96
1852. 15/27 Oct. GRÈCE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Athènes*. 100
1852. 17/29 Déc. RUSSIE. — Notes échangées touchant le renvoi des criminels respectifs. 19
1854. 1er Mars. PAYS-BAS. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 354
1854. 1er Sept. FRANCE. — Convention postale. 357
1855. 21 Nov. GRANDE-BRETAGNE et FRANCE. — Traité pour assurer l'intégrité des royaumes-unis de Suède et de Norvége, signé à *Stockholm*. 412
1855. BADE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 439
1856. 10 Avril. DEUX-SICILES. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 523
1856. 15 Mai. FRANCE. — Déclaration échangée relative à l'extradition des matelots respectifs déserteurs. 581

SUISSE (CONFÉD.).

1852. Accession au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850. 114
1853. 29 Juill. BADE. — Convention pour la suppression partielle des droits de douane et la diminution des droits de navigation du Rhin. 303
1854. 20/31 Oct. BADE. — Convention relative à la délimitation des frontières des deux pays, signée à *Zurich*. 347
1852. 26 Avril. WURTEMBERG. } — Conventions postales. 114
1852. 26 Avril. BAVIÈRE. } — Conventions postales. 114
1852. 26 Avril. AUTRICHE. } — Conventions postales. 114
1852. 6 Août. BADE. } — Conventions postales. 117

TOSCANE.

1852. 2 Févr. Convention *sanitaire*. 4
(*Voir* PUISSANCES MARITIMES DE LA MÉDITERRANÉE.)
1852. 30 Nov. Accession au traité signé à *Londres*, le 8 Mai 1852, touchant le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise. 119
1853. 8 Févr. CHILI. — Publication du gouvernement toscan en suite de l'accord convenu le 2 Nov. 1852 avec la république du Chili. 126

P.

1853. 15 Févr. FRANCE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Florence*. 127
1853. 10 Mars. DEUX-SICILES. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 205
1853. 1er Juin. MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Déclaration échangée, touchant la réciprocité de traitement des pavillons respectifs. 241
1853. 31 Juill. LE SAINT-SIÈGE. — Convention postale. 303
1853. DIVERS ÉTATS. — Déclarations échangées avec divers États (la Prusse, les Pays-Bas, la Belgique, le Hanovre, Oldenbourg et Russie), pour l'abolition des droits différentiels. 297
1854. 30 Déc. GRANDE-BRETAGNE. — Convention relative à la navigation des côtes des deux pays, signée à *Florence*. 352
1856. 22 Avril. GRÈCE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Florence*. 529

URUGUAY.

(RÉPUBLIQUE)

1852. 15 Mai. BRÉSIL. — Traité en explication du traité du 12 Oct. 1851, signé à *Montevideo*. 57
1853. 16 Sept. BELGIQUE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Montevideo*. 275

VÉNÉZUÉLA.

(RÉPUBLIQUE)

1856. 23 Mars. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 580

VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.

1852. 30 Avril. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention concernant les fonctions des consuls respectifs, signée à *Washington*. 33
1852. 16 Oct. GRANDE-BRETAGNE. — Déclaration du gouvernement britannique, touchant l'application du « *Foreign Deserters' Act of* 1852 » aux matelots déserteurs. 99
1852. Accession au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850. 122

P.

1853. Accession à la convention signée à *Gotha* le 15 Juill. 1851 entre divers États d'Allemagne. 304
1854. 3 Juin. NOUVELLE-GRENADE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Paris*. 329
1854. 11 Sept. DANEMARCK. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement de leurs pavillons respectifs. 358
1855. 27 Déc. DEUX-SICILES. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 414

HAMBOURG.

1852. 5 Mars. ESPAGNE. — Décret royal touchant l'assimilation au pavillon national des navires marchands hambourgeois. 112
1852. 9 Mars. SUÈDE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 113
1852. 30 Sept. PAYS-BAS. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 118
1853. 20 Juin. DANEMARCK. — Traité touchant l'accession de la ville libre anséatique de Hambourg (pour quelques enclaves de son territoire) au système douanier du duché de Holstein, signé à *Hambourg*. 253
1853. 16 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 304
1854. Sept. LE SAINT-SIÈGE. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement de leurs pavillons respectifs. 357

LUBECK.

1852. 24 Sept. SUÈDE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Lubeck*. 96
1853. 15 Janv. DANEMARCK. — Convention relative au réglement de la pêche de la Trave. 302

BRÊME.

1852. 23 Sept. PAYS-BAS. — Cenvention postale. 118
1852. 9 Oct. PAYS-BAS. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 118
1853. Accession à la convention signée à *Gotha* le 15 Juill. 1851 entre divers États allemands. 306
1856. 26 Janv. ZOLLVEREIN. — Traité de commerce, signé à *Brême*. 410

P.

1856. 26 Janv. PRUSSE, HANOVRE et HESSE ÉLECTORALE. — Convention relative à la suspension des droits de navigation du Weser, signée à *Brême*. 468

WALDECK-PYRMONT.

(PRINCIPAUTÉ)

1853. 1er Avril. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 300

1853. 1er Avril. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 300

1853. Accession au traité de commerce et de douanes du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse. 307

1854. FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 359

WURTEMBERG.

1853. 24 Mars. ESPAGNE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et d'émigration. 300

1853. 20 Avril. AUTRICHE. — Convention pour l'extension de l'abolition du droit d'aubaine aux États de la monarchie autrichienne en dehors de la Confédération germanique. 301

1853. 20 Août. Accession au traité de commerce du 19 Févr. 1853 entre l'Autriche et la Prusse. 304

1854. 2 Mars. Accession au traité d'extradition du 16 Juin 1852 entre la Prusse et les États-Unis d'Amérique. 354

1854. 18 Juill. Accession à la convention du 15 Juill. 1851 signée à *Gotha* entre plusieurs États allemands. 356

1854. AUTRICHE, BADE et BAVIÈRE. — Convention pour la repression de la contrebande sur le lac du *Bodensé*. 360

1855. BADE. — Convention sur l'application et la modification du traité de 1835, touchant l'exercice réciproque de la justice. 439

1852. 23 Avril. PAYS-BAS. } — Conventions d'extradition. { 117
1853. 25 Janv. FRANCE. } { 298
1853. 4 Avril. BELGIQUE. } { 301

FIN DE LA TABLE DU TOME SEPTIÈME.

TYPOGRAPHIE DE F. A. BROCKHAUS.

AUG 23 1905

JAN 24 1922

3 2044 089 217 392